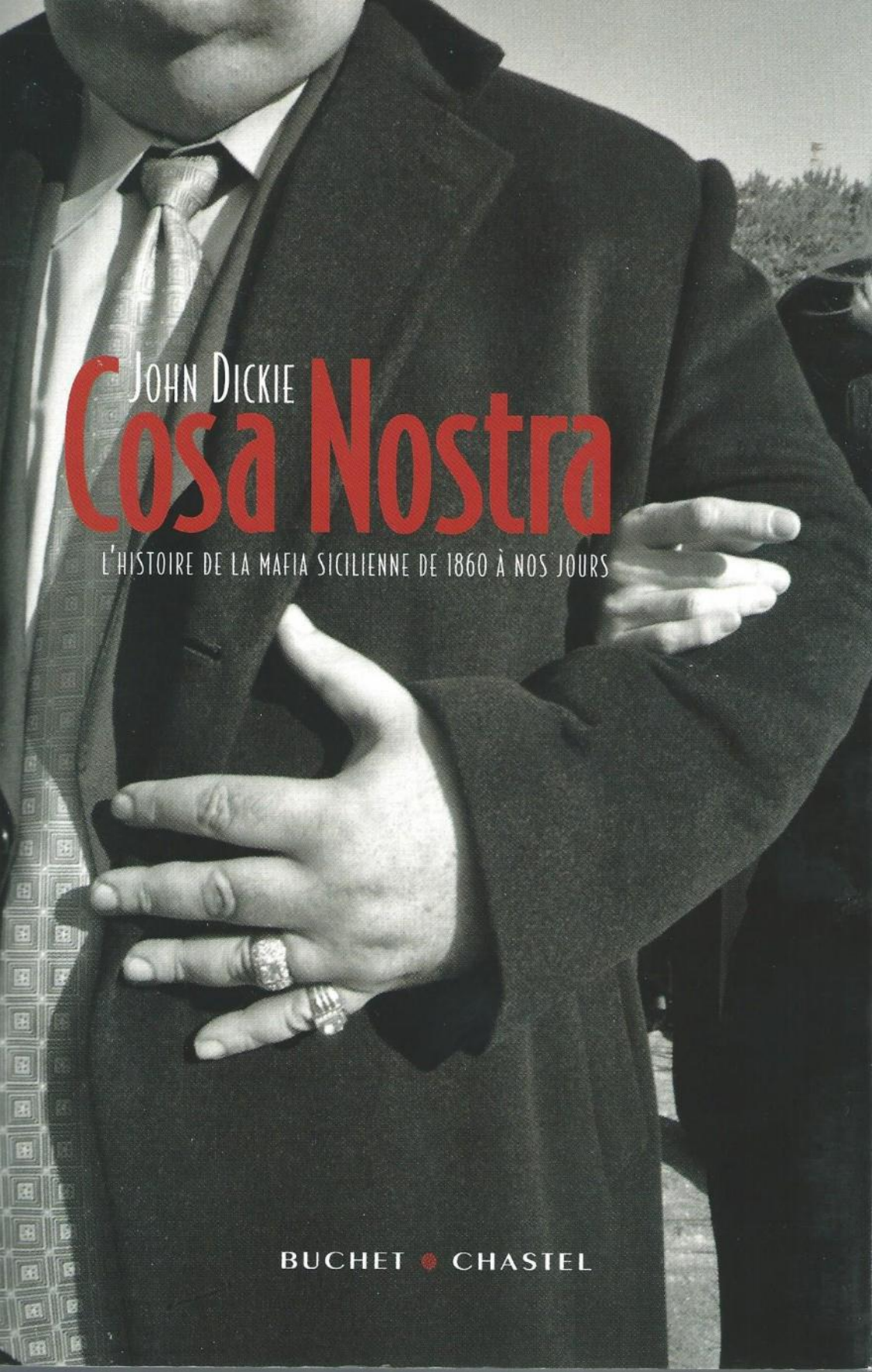


JOHN DICKIE

Cosa Nostra

L'HISTOIRE DE LA MAFIA SICILIENNE DE 1860 À NOS JOURS

BUCHET • CHASTEL

« Je l'ai lu d'une traite. Le minutieux travail d'archives s'allie à une écriture solide et souvent brillante pour nous offrir un terrifiant récit de la sinistre réalité de la Mafia. »

John Guy, *The Sunday Times*

« Passionnant. Ce livre nous tient en haleine comme les meilleurs romans policiers, combinant la fascination de l'horreur à une analyse claire et argumentée. »

Glasgow Herald

« Un ouvrage fascinant. *Cosa Nostra* mêle l'érudition à une lecture haletante. »

Sunday Herald

« Une contribution sérieuse à l'histoire italienne moderne... On peut prédire à coup sûr que le livre de Dickie fera sensation, notamment parce qu'il recèle la matière d'une bonne douzaine de films. »

Clive James, *Times Literary Supplement*

« Bien écrit... étayé par des recherches fouillées et une excellente documentation. Le livre déborde d'histoires, de scènes et de surprises saisissantes. »

Irish Times

« Captivant... L'auteur, aussi précis qu'opiniâtre, se livre à un salutaire travail de redéfinition. »

Tobias Jones, *Financial Times*

« Magistral. »

Sunday Telegraph

Photo de couverture : © Bruce Gilden/MagnumPhotos

25 €
ISBN 978-2-283-02187-3

John Dickie

Cosa Nostra

L'histoire de la mafia Sicilienne

Traduit de l'anglais par Anne-Marie Carrière

BUCHET • CHASTEL

SOMMAIRE

Avertissement 13
Prologue 15
Introduction 25
Les hommes d'honneur 33

1 – Genèse de la Mafia 1860-1876 43
Les deux couleurs de la Sicile 45
Le Dr Galati et le verger d'agrumes 51
Initiation 59
Le baron Turrisi Colonna et la « Secte » 65
L'industrie de la violence 73
« Ce que l'on appelle Mafia » : comment la Mafia prit son nom 81

2 – La Mafia entre dans le système italien 1876-1890 91
« Un instrument de gouvernement local » 93
La Fraternité de Favara : la Mafia au pays du soufre 105
Primitifs 113

3 – Corruption en haut lieu 1890-1904 119
Une nouvelle race d'hommes politiques 121
Le rapport Sangiorgi 127
Le meurtre de Notarbartolo 151

4 – Socialisme, fascisme, Mafia 1893-1943 173
Corleone 175
L'homme au cœur poilu 191

5 – La Mafia s'installe en Amérique 1900-1941 209
Joe Petrosino 211
L'Amérique de Cola Gentile 227

6 – Guerre et renaissance 1943-1950 245
Don Calò et la renaissance de l'honorable société 247

Rencontre avec les Greco 265
Le dernier bandit 271

7 – Dieu, béton, héroïne et Cosa Nostra 1950-1953 279
Les débuts de Tommaso Buscetta 281
Le sac de Palerme 287
Joe Bananas part en vacances 297

8 – La première guerre mafieuse et ses conséquences 1962-1969 309
La bombe de Ciaculli 311
Comme Chicago dans les années 1920 ? La première guerre mafieuse 315
L'Antimafia 325
« Un phénomène de criminalité collective » 331

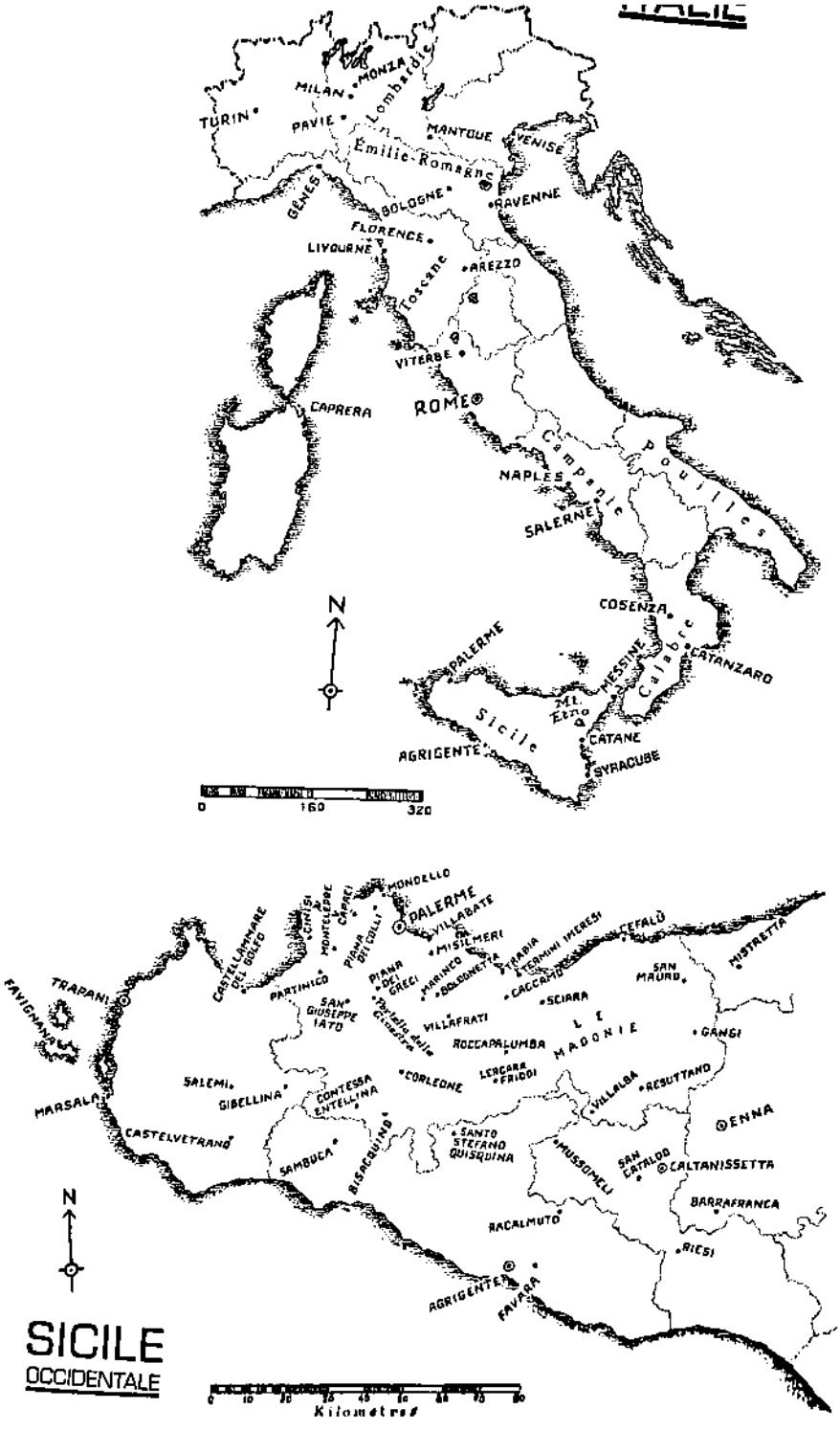
9 – Les origines de la seconde guerre mafieuse 1970-1982 335
L'ascension des Corléonais : 1 – Luciano Leggio (1943-1970) 337
La crise spirituelle de Leonardo Vitale 345
Mort d'un « gauchiste fanatique » : Peppino Impastato 349
Héroïne : la Pizza Connection 361
Banquiers, francs-maçons, percepteurs et mafiosi 367
L'ascension des Corléonais : 2 – Vers la mattanza *(1970-1983)* 371

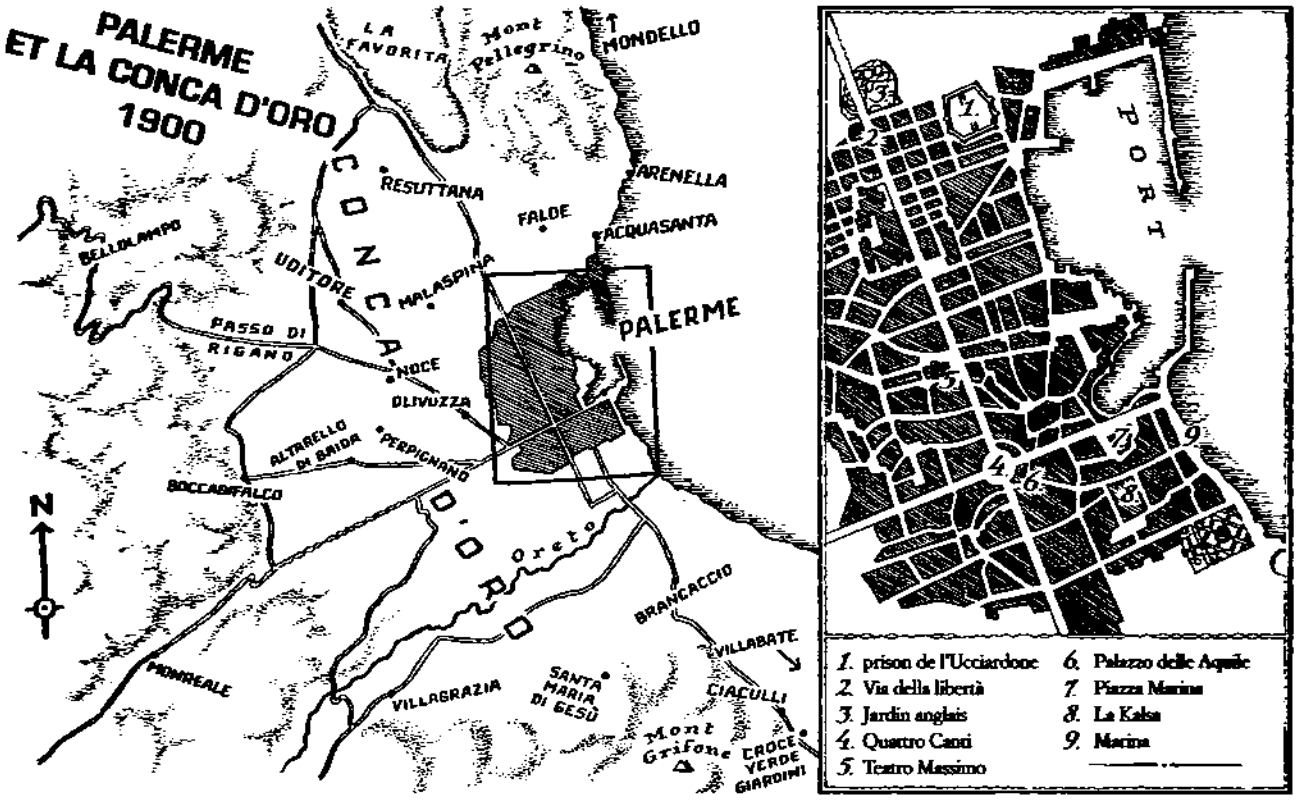
10 – *Terra infidelium* 1983-1992 379
La minorité vertueuse 381
Des cadavres illustres 385
Spectateurs de la corrida 393
Le destin du maxi-procès 399

11 – Bombes et immersion 1992-2003 405
La Villa de Totò Riina 407
Après Capaci 411
« Oncle Giulio » 419
Entrée en scène du « Tracteur » 427
Le majordome et le « fils de pub » 435

12 – Ricotta et fantômes : une chronique de Cosa Nostra depuis l'été 2003 445

Remerciements 459
Crédits Photographiques 463
Bibliographie 465
Notes 481
Index 487


ITALIE
TURIN
MILAN
MONZA
PAVIE
Lombardie
MANTOUE
VENISE
Emilie-Romagne
GENES
BOLOGNE
RAVENNE
FLORENCE
LIVOURNE
AREZZO
Toscane
VITERBE
CAPRERA
ROME
Campanie
Pouilles
NAPLES
SALERNE
COSENZA
PALERME
MESSINE
CATANZARO
Calabre
Mt. Etna
Sicile
CATANE
AGRIGENTE
SYRACUSE
N
0
160
320
SICILE
OCCIDENTALE
MONDELLO
PALERME
VILLABATE
MISILMERI
TRAPANI
MARSALA
CASTELVETRANO
SALEMI
GIBELLINA
CONTESSA ENTELLINA
SAMBUCA
BISACQUINO
CORLEONE
SAN GIUSEPPE IATO
PARTINICO
CASTELLAMMARE DEL GOLFO
MONTELEPRE
CAPACI
PIANA DEI GRECI
MARINEO
BOLOGNETTA
CACCAMO
TERMINI IMERESE
CEFALÙ
SAN MAURO
MISTRETTA
SCIARA
VILLAFRATI
ROCCAPALUMBA
LE MADONIE
GANGI
LERCARA FRIDDI
VILLALBA
RESUTTANO
ENNA
SANTO STEFANO QUISQUINA
MUSSOMELI
SAN CATALDO
CALTANISSETTA
BARRAFRANCA
RACALMUTO
RIESI
AGRIGENTE
FAVARA
N
0 10 20 30 40 50 60 70 80
Kilometres


PALERME
ET LA CONCA D'ORO
1900
LA FAVORITA
Mont Pellegrino
MONDELLO
RESUTTANA
FALDE
ARENELLA
ACQUASANTA
BELLOLAMPO
UDITORE
MALASPINA
PALERME
PASSO DI RIGANO
NOCE
OLIVUZZA
ALTARELLO DI BAIDA
PERPIGNANO
BOCCADIFALCO
N
Oreto
BRANCACCIO
VILLABATE
CIACULLI
MONREALE
VILLAGRAZIA
SANTA MARIA DI GESÙ
Mont Grifone
CROCE VERDE GIARDINI
PORT
1. prison de l'Ucciardone
2. Via della libertà
3. Jardin anglais
4. Quattro Canti
5. Teatro Massimo
6. Palazzo delle Aquile
7. Piazza Marina
8. La Kalsa
9. Marina

Avertissement

Comme il apparaîtra très vite, ces pages font inévitablement référence à de sérieuses allégations concernant certaines personnes. Il est donc essentiel de lire cet ouvrage en gardant à l'esprit les points suivants :

Les Familles mafieuses et les familles unies par le sang sont des entités distinctes. Le fait qu'un ou plusieurs membres des familles mentionnées dans ce livre soient affiliés à la Mafia n'implique nullement que leurs parents, par filiation ou par alliance, le soient aussi, ou agissent dans son intérêt, ou encore connaissent l'appartenance de leurs proches à cette association. Cosa Nostra étant une organisation secrète, elle a pour règle d'imposer à ses membres de ne rien révéler de ses activités à leur entourage. Pour cette raison, *a fortiori*, on ne saurait suspecter les descendants d'individus soupçonnés de complicité avec la Mafia, cités dans ce livre mais aujourd'hui décédés.

Tout au long de leur histoire, les mafias siciliennes et américaines ont tissé des liens avec des hommes d'affaires, des politiciens ou des syndicalistes. Elles en ont aussi tissé avec des entreprises, des syndicats, des partis politiques ou des clans à l'intérieur de ces partis. Les preuves historiques disponibles montrent que l'une des premières caractéristiques de ces liens est leur diversité. Par exemple, dans le cas où de « l'argent de protection » est versé à la Mafia, les organisations et les individus ainsi protégés peuvent être des victimes totalement innocentes de ce racket, ou des collaborateurs actifs du crime organisé. Les commentaires faits dans ce livre à propos de telles organisations ou de tels individus ne préjugent en rien de la nature spécifique de ces individuels. L'on ne peut davantage en déduire que

des organisations ou des individus ayant, à un moment donné, eu des liens avec la Mafia, continuent à en avoir. En outre, il faut se garder de toute conclusion à propos d'organisations ou d'individus dont les noms, par pure coïncidence, se trouveraient être des homonymes.

Cet ouvrage, comme beaucoup d'autres consacrés à la Mafia, décrit un processus historique dans lequel des membres de « l'honorable société » sont très souvent parvenus à échapper aux poursuites judiciaires ; mais ces cas individuels présentent des caractéristiques multiples qui ne doivent en aucun cas permettre de soupçonner systématiquement l'existence de fautes ou d'incompétence de la part des forces de l'ordre, de la magistrature, des témoins et des jurés. Par conséquent aucune conclusion ne peut être tirée de telle faute ou de telle incompétence, à moins qu'elle ne soit explicitement prouvée.

Nombreux sont ceux qui, au cours de l'histoire, ont nié l'existence de la Mafia ou cherché à en minimiser l'influence ; beaucoup parlaient et agissaient en toute bonne foi. De la même façon, certains ont exprimé des doutes sincères, raisonnables et parfois absolument justifiés sur la confiance que l'on pouvait accorder aux témoignages individuels ou collectifs de certains *pentiti* (repentis). En l'absence de déclarations explicites contraires à celles formulées dans ces pages, il ne faut aucunement conclure qu'une personne est complice de la Mafia sous prétexte qu'elle a nié ou minimisé l'existence de cette dernière, ou mis en doute les témoignages des repentis.

Dans les cas où, comme il est relaté dans ce livre, des membres de la Mafia se sont rencontrés dans des hôtels, des restaurants, des boutiques ou tout autre lieu public, l'on ne doit pas davantage en déduire que les propriétaires, la direction ou le personnel des lieux mentionnés étaient complices de la Mafia, ou au courant de l'objet de la rencontre, du passé criminel des participants, ou de la nature criminelle des affaires traitées au cours de cette rencontre.

Pour des raisons pratiques, il n'a pas été possible d'interroger toutes les personnes encore en vie dont les paroles sont citées dans cet ouvrage à partir de sources écrites, telles que des interviews extraites de livres ou de journaux. Dans chaque cas, l'auteur a supposé que leurs déclarations avaient été transcrites avec exactitude et bonne foi.

Prologue

Deux événements, survenus au cours de deux journées de mai séparées par un siècle d'histoire, l'un une fiction mélodramatique, l'autre une tragédie bien réelle, nous en apprennent beaucoup sur la mafia sicilienne et nous permettent de comprendre pourquoi son histoire peut enfin être écrite.

Le premier fut la représentation de *Cavalleria rusticana* (Chevalerie rustique) de Pietro Mascagni au Teatro Costanzi de Rome, le 17 mai 1890 ; beaucoup ont considéré ce spectacle comme la plus brillante première d'opéra de tous les temps. *Cavalleria rusticana* met une mélodie retentissante au service d'une histoire simple de jalousie, d'honneur et de vengeance entre paysans siciliens. L'opéra fut accueilli avec un enthousiasme délirant : il y eut trente rappels et la reine d'Italie, présente, aurait applaudi toute la soirée. L'opéra devint rapidement un succès international. Quelques mois plus tard, Mascagni écrivit à un ami que ce mélodrame en un acte avait fait de lui, à vingt-six ans, un homme riche.

Chacun de nous connaît au moins l'un des airs de *Cavalleria rusticana* et sait que l'histoire se déroule en Sicile. Son intermezzo est joué pendant la fameuse séquence au ralenti du début de *Raging Bull*, film dans lequel Martin Scorsese dissèque le machisme, la fierté et la jalousie italo-américaines. On entend également l'opéra tout au long du *Parrain III* de Francis Ford Coppola : dans l'une des scènes clés, un tueur de la Mafia déguisé en prêtre traque sa victime dans le somptueux Teatro Massimo de Palerme tandis que l'opéra est joué sur scène. Le fils de Don Michael Corleone interprète le rôle de

Turridu. À la fin du film, les notes de l'intermezzo accompagnent la mort solitaire du vieux parrain interprété par Al Pacino.

Ce que l'on sait moins, c'est que cette œuvre est la version la plus pure, la plus inoffensive d'un mythe sur la Sicile et la Mafia, mythe proche de l'idéologie officielle et qui s'est perpétué pendant près d'un siècle et demi. Non, la Mafia n'était pas une organisation, pensait-on, mais un farouche sentiment de fierté et d'honneur profondément enraciné dans l'identité de chaque Sicilien. La notion de « chevalerie rustique » résistait à l'idée que la Mafia puisse même avoir une histoire digne de ce nom. De nos jours, il est impossible de raconter celle-ci sans garder à l'esprit la puissance de ce mythe.

Le second événement nous amène sur une colline dominant la route qui relie l'aéroport de Punta Raisi à la ville de Palerme. Il est presque dix-huit heures, ce 23 mai 1992, et Giovanni Brusca, jeune homme d'honneur trapu et barbu, observe la portion d'autoroute qui s'étend juste avant l'embranchement conduisant à la petite ville de Capaci. À cet endroit, ses hommes ont utilisé une planche à roulettes pour remplir une buse de canalisation de treize petits fûts contenant environ quatre cents kilos d'explosifs.

À quelques mètres derrière Brusca, un mafioso plus âgé fume en parlant dans son téléphone portable. Il s'interrompt brutalement et se penche sur un télescope posé sur un trépied. Au moment où il aperçoit un convoi de trois voitures qui se rapprochent du point fixé, il siffle « *Vai!* » (Vas-y !). Rien ne se produit. « *Vai!* » insiste-t-il.

Brusca a remarqué que le convoi roule plus lentement que prévu. Il attend pendant quelques secondes qui semblent une éternité; les voitures dépassent un vieux réfrigérateur qu'il a placé sur le bord de la route comme point de repère. C'est seulement lorsqu'il entend le troisième « *Vai!* » de son acolyte paniqué qu'il appuie sur le déclencheur.

S'élève alors une terrible salve de détonations. Une explosion colossale projette en l'air la voiture de tête, qui s'écrase une soixantaine de mètres plus loin dans un champ d'oliviers. Le deuxième véhicule est une Fiat Croma blanche, à l'épreuve des balles; son moteur est éjecté et la voiture retombe en pièces dans le cratère profond qui vient de s'ouvrir dans le macadam. Le troisième véhicule est seulement endommagé.

Les victimes de l'attentat sont le principal magistrat chargé des

enquêtes antimafia, Giovanni Falcone et son épouse (dans la Fiat blanche), ainsi que trois membres de son escorte (dans la voiture de tête). En assassinant le juge Falcone, la mafia sicilienne se débarrasse de son ennemi le plus dangereux, symbole du combat antimafieux.

L'annonce de l'attentat de Capaci a paralysé l'Italie. La plupart des habitants se souviennent encore exactement de l'endroit où ils se trouvaient lorsqu'ils ont appris la nouvelle ; peu après, de nombreuses personnalités ont déclaré avoir honte d'être italiennes. Pour certains, la tragédie de Capaci fut la démonstration suprême de l'arrogance et de la puissance de la Mafia. Ce faisant, l'attentat a marqué la fin du mythe cristallisé par *Cavalleria rusticana* ; l'idéologie officielle de la Mafia était désormais officiellement en faillite. Il ne s'agit donc pas d'une coïncidence si la première histoire crédible de la Mafia jamais écrite en italien n'a été publiée qu'après l'attentat de Capaci.

Dans *Cavalleria rusticana*, le conflit amoureux entre les trois principaux personnages atteint son apogée sur la place du village, quand le charretier Alfio refuse le verre de vin offert par Turridu, l'ancien fiancé de son épouse Lola. Aucune accusation explicite n'est formulée, mais les deux hommes savent que ce refus sera lourd de conséquences, car Alfio vient d'apprendre que Turridu et Lola sont devenus amants. Tout un système de valeurs primitives est concentré dans ce bref dialogue. Les deux hommes reconnaissent que l'honneur a été bafoué, que la vendetta est un droit et que le duel au couteau est le seul moyen de régler la dette. Comme le veut la coutume, les deux hommes s'embrassent et Turridu mord l'oreille d'Alfio en signe d'acceptation du défi. Puis Turridu, en larmes, embrasse sa mère pour la dernière fois et va retrouver Alfio dans un verger voisin. Bientôt une voix de femme hurle au loin : « On a tué Turridu ! » Le rideau tombe alors que s'élèvent les lamentations des paysans.

Le compositeur Pietro Mascagni, originaire de Toscane, n'était jamais allé en Sicile lorsqu'il mit la nouvelle de Giovanni Varga en musique. Pendant les répétitions, le ténor changea certaines paroles de l'air d'ouverture : les librettistes, eux aussi toscans, n'étaient pas parvenus à rendre correctement la spécificité de la langue sicilienne. Mais cela n'avait que peu d'importance ; la Sicile, ou du moins une

certaine image de la Sicile, était à la mode en 1890. Ce qu'attendait et qu'obtint le public du Teatro Costanzi était la description d'une île pittoresque à l'image de celle figurant dans les magazines illustrés : une contrée exotique, terre de soleil et de passion, habitée par des paysans à la peau mate et à l'humeur sombre.

En 1890, la Mafia était déjà une association criminelle sophistiquée aux puissantes connexions politiques, de portée internationale. À Palerme, les politiciens locaux étaient engagés dans la fraude bancaire et détournaient les fonds publics destinés à la rénovation de l'habitat; parmi eux se trouvaient des mafiosi. Pourtant, l'image communément répandue de la Mafia était différente. Les spectateurs de *Cavalleria rusticana* voyaient en Turridu et surtout en Alfio le charretier – malgré le pathos campagnard de l'histoire – non seulement des Siciliens typiques, mais encore des mafiosi typiques. Car le mot « mafia » était utilisé non pour décrire une organisation criminelle, mais pour évoquer le mélange de passion violente et de fierté « mauresque » supposé dicter le comportement sicilien. La « mafia », aux yeux de certains, était une notion primitive de l'honneur, un code rudimentaire de chevalerie auquel obéissaient les paysans siciliens.

Toutefois, il ne s'agissait pas uniquement d'une fausse interprétation répandue par des Italiens du Nord, un peu méprisants. Sept ans après le succès stupéfiant de l'opéra de Mascagni, un sociologue sicilien, Alfredo Niceforo, publia l'*Italie barbare contemporaine*, une étude sur les « races arriérées » de l'Italie du Sud, dans laquelle il teinte de couleurs péjoratives certains lieux communs mis à la mode par *Cavalleria*, concernant la psyché sicilienne : « Le Sicilien [...] est un éternel rebelle, habité par une passion sans limites pour son propre ego – en un mot un *mafioso.* » Niceforo, *Cavalleria rusticana* et une grande partie de la culture italienne de l'époque confondaient de façon systématique les Siciliens et la Mafia. Depuis lors, des générations d'observateurs, qu'ils soient siciliens, italiens ou étrangers, ont commis la même erreur, brouillant toute distinction claire entre la Mafia et ce qu'un voyageur anglais des années 1960 appelait la « mentalité primitive du subconscient sicilien ».

La culture sicilienne fut trop longtemps confondue avec la *mafiosità,* et cette confusion a servi les intérêts du crime organisé. Le fait que les gens s'imaginaient que la Mafia n'existait pas a beaucoup aidé cette dernière. « Il n'y a pas de société secrète criminelle », était

une affirmation courante ; « il s'agit seulement d'une théorie du complot conçue par ceux qui ne comprennent pas la mentalité sicilienne. » D'innombrables auteurs ont ressassé le même argument spécieux selon lequel des siècles d'invasions avaient conduit les Siciliens à se méfier des étrangers et à régler naturellement eux-mêmes leurs conflits sans faire appel à la police ou à la justice.

Brouiller la ligne séparant la Mafia des Siciliens permettait aussi de rendre vaines les mesures légales prises à l'encontre de l'organisation criminelle. Si la supposée mentalité sicilienne primitive était en cause, comment pouvait-on poursuivre la Mafia en justice, sauf à mettre toute l'île au banc des accusés ? « *Tutti colpevoli, nessuno colpevole* », comme le dit le dicton : « Si tout le monde est coupable, personne n'est coupable. »

La Mafia parvint admirablement, pendant un siècle et demi, à colporter ces mensonges, dont l'effet le plus insidieux fut de semer la confusion et le doute. Résultat : l'existence de la Mafia demeura jusqu'à une époque récente un soupçon, une théorie, une vue de l'esprit. Et l'idée d'écrire une histoire de la « mentalité mafieuse » a paru souvent sans objet, à peine plus intéressante que de gloser sur le flair gaélique ou le flegme britannique.

Nous devons au juge Falcone et à ses collègues d'avoir enfin permis d'anéantir le mythe de la chevalerie rustique. L'historique de l'attentat de Capaci remonte au début des années 1980, quand, en moins de deux ans, un millier de personnes environ furent assassinées : hommes d'honneur, amis et membres de leur famille, policiers et passants innocents. Des gens furent abattus dans la rue ou emmenés dans des lieux secrets pour y être étranglés, leur corps dissous dans l'acide, coulé dans du béton, jeté à la mer ou bien démembré et donné en pâture aux cochons. Ce fut l'épisode le plus sanglant de l'histoire de la Mafia, non pas une guerre, mais une campagne d'extermination. Ses auteurs faisaient partie d'une alliance de mafieux regroupés sous la direction de la mafia de Corleone. Celle-ci utilisait secrètement des escadrons de la mort, pourchassant ses ennemis et imposant un pouvoir quasi dictatorial sur la Mafia de toute la Sicile.

Parmi les victimes de la boucherie se trouvaient deux fils, un frère, un neveu, un beau-frère et un gendre de l'homme d'honneur Tommaso Buscetta, surnommé par les journaux « le Boss des deux mondes », en raison des intérêts qu'il avait de part et d'autre de

l'Atlantique. Quand les Corléonais décidèrent de donner l'assaut, aucun de ses deux mondes ne fut plus sûr pour lui. Arrêté au Brésil, Buscetta fut extradé vers l'Italie, où il tenta de se suicider en avalant de la strychnine qu'il gardait toujours sur lui. Il survécut de justesse. Après s'être rétabli, il décida de dire tout ce qu'il savait sur la société secrète qui l'avait initié à l'âge de dix-sept ans. Et ce fut au juge Falcone, et à lui seul, qu'il accepta de parler.

Giovanni Falcone était le fils brillant d'une famille de la bourgeoisie palermitaine, originaire de La Kalsa, un quartier alors délabré du centre-ville. Il raconta un jour qu'il avait « respiré l'air de la Mafia » dès sa plus tendre enfance. Au patronage des jeunes catholiques du quartier, il jouait au ping-pong avec Tommaso Spadaro qui devint par la suite un notable mafieux et un trafiquant d'héroïne. Sa famille le mit à l'écart de ces mauvaises influences, l'élevant dans le respect du devoir, de l'Église et de la patrie.

Giovanni Falcone commença sa carrière en tant que magistrat instructeur spécialisé dans les liquidations judiciaires ; en dépouillant d'obscurs dossiers financiers, il développa des compétences qui devinrent la première composante de ce que l'on nomma plus tard la « méthode Falcone » d'investigation antimafia. Il l'appliqua pour la première fois en 1980, au cours d'une affaire de contrebande d'héroïne, après son transfert au bureau des enquêtes criminelles de Palerme. En 1982, il obtint vingt-quatre condamnations dans cette affaire, succès prodigieux sur une île où d'innombrables poursuites judiciaires n'avaient pu aboutir – témoins, juges et jurés étant systématiquement en butte aux intimidations.

Pour la première fois, Buscetta fournissait à la justice la possibilité d'approcher la mafia sicilienne de l'intérieur. « Il a été pour nous comme un professeur de langues qui nous permet d'aller chez les Turcs sans avoir à parler par gestes[1] », disait Falcone. Durant les nombreuses heures d'interrogatoires, le juge et son équipe développèrent leur compréhension de l'organisation, établissant patiemment des liens entre visages, noms et délits. Ils dressèrent une cartographie nouvelle de ses structures de commandement, de ses méthodes et de sa mentalité.

Il est difficile aujourd'hui de mesurer à quel point on méconnaissait la Mafia avant que Tommaso Buscetta ne s'asseye devant le juge Falcone. La première révélation fut le nom donné à l'organisation par ses membres : Cosa Nostra – « notre chose ». Jusque-là,

même ceux des enquêteurs et des policiers qui avaient pris ce nom au sérieux étaient persuadés qu'il ne s'appliquait qu'à la mafia américaine.

Buscetta expliqua également à Falcone le système pyramidal de commandement de la structure. Les soldats, au bas de l'échelle, sont réunis en groupes d'environ dix hommes commandés par un *capodecina* (chef de dizaine). Chaque *capodecina* se trouve sous les ordres directs du chef élu d'un gang local ou « Famille », lui-même assisté d'un lieutenant et d'un ou plusieurs *consiglieri* (conseillers). Trois Familles possédant des territoires contigus sont organisées en *mandamento* (district). Le chef de chaque *mandamento* est membre de la Commission, Parlement de Cosa Nostra ou conseil d'administration pour la province de Palerme. En théorie, au-dessus du niveau provincial existe un corps régional composé de chefs mafieux de toute la Sicile, mais en pratique, Palerme domine la mafia sicilienne ; près de 50 % de la centaine de Familles de Sicile ont leur territoire dans la capitale et sa province, et le chef de la Commission de Palerme assure la direction de la mafia sicilienne tout entière.

À l'époque des révélations de Buscetta, près de cinq mille hommes d'honneur étaient membres d'une seule organisation criminelle. Les exécutions importantes – de policiers, d'hommes politiques ou d'autres mafieux – devaient être approuvées et planifiées au plus haut niveau pour s'assurer de leur compatibilité avec la stratégie générale de l'organisation. Par souci de stabilité, la Commission édictait des règles destinées à gérer les conflits à l'intérieur des Familles ou des *mandamenti* sur lesquels elle régnait. Ce niveau très poussé de discipline interne stupéfia les enquêteurs.

« Le Boss des deux mondes » connaissait aussi fort bien l'organisation de la Cosa Nostra américaine. Il précisa à Falcone que la mafia sicilienne et la mafia américaine à laquelle elle avait donné naissance possédaient des structures similaires. Mais elles formaient deux organismes distincts : être affilié en Sicile ne signifiait pas devenir membre aux États-Unis. Les liens très forts qui les unissaient venaient du sang et des affaires plutôt que de l'organisation interne.

D'autres hommes d'honneur, suivant l'exemple de Buscetta, se tournèrent vers l'État afin qu'il les protège des escadrons de la mort corléonais. Avec son confrère le juge Paolo Borsellino, Giovanni Falcone vérifia méticuleusement tous leurs témoignages et rassembla huit mille six cent sept pages de preuves, constituant le dossier

d'accusation du fameux « maxi-procès » qui se tint à Palerme dans un bunker à l'épreuve des balles, spécialement construit à cet effet.

Le 16 décembre 1987, après une procédure longue de vingt-deux mois, le juge rendit son verdict : trois cent quarante-deux accusés furent reconnus coupables et condamnés à un total de deux mille six cent soixante-cinq ans de prison. Tout aussi important, ce que les sceptiques surnommaient ironiquement le « théorème de Buscetta » sur la structure de Cosa Nostra, avait résisté à un examen juridique rigoureux.

La confirmation juridique définitive du théorème de Buscetta dut attendre janvier 1992, quand, contrairement aux espoirs et aux attentes de Cosa Nostra, la Cour de cassation, Cour suprême de l'Italie, entérina les verdicts initiaux. Ce fut la défaite la plus sévère qu'ait jamais essuyée la Mafia. Les Corléonais ripostèrent en lançant leurs escadrons de la mort sur les traces des magistrats instructeurs : Giovanni Falcone fut assassiné quelques mois après. Et, moins de deux mois plus tard, l'Italie incrédule et indignée apprit la mort du juge Paolo Borsellino et de cinq membres de son escorte dans un attentat à la bombe survenu devant le domicile de sa mère.

La disparition tragique des deux juges eut un profond retentissement en Italie, encore ressenti de nos jours. L'idée que les magistrats antimafia avaient remporté une victoire capitale fut renforcée ; l'existence d'une organisation criminelle centralisée appelée Cosa Nostra n'était plus une simple théorie.

Si Cosa Nostra existe, elle a donc une histoire ; et si elle a une histoire, alors, comme le disait souvent Giovanni Falcone, elle a eu un début et aura une fin. Grâce au travail de Falcone, de Borsellino et de leurs confrères et à l'écroulement de la montagne de mensonges accumulés autour de la notion de « chevalerie rustique », les historiens peuvent désormais travailler sur la Mafia avec davantage de confiance et de nouvelles perspectives.

La réalité de Cosa Nostra ayant émergé au travers du témoignage de Buscetta et du maxi-procès, quelques historiens, la plupart siciliens, emboîtèrent le pas aux magistrats instructeurs ; ils commencèrent à revenir sur des dossiers négligés et à exhumer de nouvelles preuves. Un champ entier d'investigations s'ouvrait lentement. Puis, en 1992, quand le verdict de la Cour de cassation confirma le théorème de Buscetta – déclenchant du même coup l'assassinat des deux

juges – écrire l'histoire de la Mafia devint soudain bien davantage qu'une simple recherche universitaire : il y avait désormais urgence à comprendre cette menace mortelle pour la société italienne et à montrer aux magistrats antimafia encore en vie qu'ils n'étaient plus seuls dans leur combat.

Une histoire complètement nouvelle de la Mafia fut publiée en italien l'année suivante et remise à jour en 1996. D'autres découvertes ont été faites depuis. Conséquence des atrocités de 1992, le besoin de raconter ce qu'est la Mafia a progressé conjointement avec la nécessité de combattre Cosa Nostra. En Sicile, la mémoire compte.

Il est également très important que l'histoire de la Mafia soit racontée au monde, au-delà des frontières de l'Italie. Alors que l'épique confrontation du juge Falcone avec Cosa Nostra dans les années 1980 fut le sujet d'excellents comptes rendus en anglais, la perspective novatrice qu'offrit ce juge sur la Mafia demeure quasiment ignorée. Cet ouvrage est le premier publié dans une autre langue que l'italien sur la mafia sicilienne de ses origines à nos jours. Il présente les résultats des dernières recherches et raconte l'histoire de la Mafia telle que les spécialistes italiens l'écrivent aujourd'hui. Il offre également des découvertes inédites. Au cours de ces dernières années a émergé une description historique bien plus complète que ce que l'on pouvait imaginer il y a encore peu de temps. Un portrait autrefois esquissé, avec les contours flous du jargon sociologique – « mentalités », « fonctions para-étatiques », « médiateurs violents » – révèle à présent des gens et des lieux réels, des dates, des crimes et des délits précis. Et plus le portrait devient net, plus ses implications sont dérangeantes : une société secrète dont le meurtre est la *raison d'être* a fait partie intégrante d'un système de gouvernement depuis le milieu du XIX^e^ siècle.

Introduction

« Mafia » fait désormais partie d'une longue liste de mots italiens, tels que « pizza », « spaghetti », « opéra » et « désastre » dont se sont enrichies de nombreuses langues dans le monde. Le mot désigne communément un groupe de criminels, au-delà de la Sicile et des États-Unis, qui sont les lieux où la Mafia *stricto sensu* est basée. Le terme s'applique désormais à une pléthore de gangs – chinois, japonais, russes, tchétchènes, albanais ou turcs, lesquels ont peu ou rien à voir avec le modèle sicilien.

Il existe d'autres associations criminelles basées dans d'autres régions du sud de l'Italie et parfois appelées « mafia » : la Sacra Corona Unita, dans les Pouilles (le talon de la botte italienne) ; la 'Ndrangheta, en Calabre (l'orteil), la Camorra dans la ville de Naples et ses environs (située sur le tibia). Ces associations ont toutes leur propre histoire, fascinante – l'une d'entre elles, la Camorra, étant un peu plus ancienne que la Mafia. Mais elles ne seront évoquées ici que lorsqu'elles auront un rapport direct avec Cosa Nostra, pour la simple raison qu'aucune société illégale italienne n'est aussi puissante, aussi organisée et aussi prospère que la Mafia. Ce n'est pas un hasard si le mot, originaire de Sicile, est le plus largement utilisé.

Cet ouvrage se montre sélectif en ce sens qu'il ne traite que de la mafia sicilienne. Certains des plus célèbres mafiosi américains, des hommes comme Lucky Luciano et Al Capone, peuplent ces pages, car l'histoire de la mafia sicilienne ne peut être rapportée sans que soit évoquée celle de la mafia américaine à laquelle elle a donné naissance. Au cours des deux siècles passés, les États-Unis ont été un terrain idéal pour l'épanouissement de la criminalité organisée, dont la

Mafia ne représente d'ailleurs qu'une partie. Voilà pourquoi la mafia américaine est placée ici dans une perspective d'éclairage ; c'est seulement lorsqu'elle est vue depuis la côte d'une petite île triangulaire de la Méditerranée que son histoire, du moins dans ses débuts, peut être comprise.

La mafia de Sicile, toujours à la poursuite du pouvoir et de l'argent, a cultivé l'art de supprimer les gens sans tomber dans les mailles de la justice ; pour ce faire, elle a créé un modèle de fonctionnement unique en son genre, qui combine les attributs d'un État dans l'État, d'une entreprise illégale et d'une société secrète de type maçonnique.

Cosa Nostra peut s'identifier à un État en ceci qu'elle vise à contrôler un territoire. Avec l'accord de la Mafia dans son ensemble, chaque Famille (généralement appelée *cosca* en italien) exerce un pouvoir étatique sur les gens vivant sur son territoire. Le racket de protection équivaut pour la Famille à ce que représentent les impôts pour un gouvernement légitime, à cette différence près que la Mafia essaie de « taxer ». toute l'activité économique, qu'elle soit légale ou illégale : commerçants et voleurs paient au même titre ce que l'on appelle le *pizzo*. Un mafioso peut finir par protéger à la fois un concessionnaire automobile et le gang de voleurs dont il est la victime. La Mafia est donc la seule partie qui soit absolument certaine de bénéficier de ce marché de la protection. Tout comme un État, elle s'arroge le pouvoir de vie et de mort sur ses sujets. Mais la Mafia n'est pas un gouvernement de rechange : elle ne peut exister qu'en infiltrant l'État légal et en l'utilisant à sa convenance pour atteindre ses objectifs.

Cosa Nostra est une entreprise, car elle essaie de réaliser des profits, bien qu'elle le fasse par intimidation. Mais elle dégage rarement de grosses marges bénéficiaires de ses activités « gouvernementales ». La plus grande partie des revenus provenant des rackets de protection tend à être réinvestie dans le potentiel criminel : elle sert à acheter avocats, juges, policiers, journalistes, politiciens, employés occasionnels, et soutient financièrement ceux des mafiosi qui ont eu la malchance de finir en prison. Cosa Nostra paie ces frais généraux dans le but de construire ce que certains « mafiologistes » considèrent comme une « marque » d'intimidation, utilisable pour toutes sortes d'opérations, telles que la fraude dans les marchés de travaux publics et la contrebande de tabac. En règle générale, plus le marché

est risqué, violent et lucratif – l'exemple le plus évident est le trafic de stupéfiants – plus les mafiosi qui le pénètrent tirent bénéfice de cette estampille d'intimidation sanglante, fiable et mondialement connue.

La Mafia est une société secrète très fermée : elle sélectionne ses affidés avec le plus grand soin et leur impose d'énormes contraintes, en échange des avantages qu'ils tirent de leur adhésion. Les exigences principales de Cosa Nostra vis-à-vis de ses membres sont la discrétion, l'obéissance et l'implacabilité.

L'histoire de la Mafia est en soi fascinante ; mais elle ne peut se concentrer *exclusivement* sur les agissements des hommes d'honneur. Avant les juges Falcone et Borsellino, beaucoup de gens sont morts pour l'avoir combattue. On en retrouvera certains au fil de ces pages, car la lutte de la Mafia contre tous ceux, Siciliens et autres, qui se sont opposés à elle dès le début, fait partie intégrante de son histoire. Celle-ci englobe aussi des individus qui, pour différents motifs, allant d'une peur légitime à la complicité pure et simple en passant par le cynisme politique, ont favorisé la cause de l'organisation.

Mais inclure tous ces éléments dans une histoire de Mafia n'empêche pas de nombreuses questions sans réponse. Étant donné que tout le monde, en dehors des frontières de l'Italie, sait ou croit savoir ce qu'est la Mafia, il est déconcertant de penser qu'il a fallu attendre 1992 pour que la vérité sur la mafia sicilienne soit révélée. Comment une organisation illégale a-t-elle pu si longtemps demeurer aussi puissante et aussi difficile à comprendre ? Une partie de l'explication vient du manque de preuves. La Mafia a survécu et prospéré parce qu'elle intimide les témoins, confond et corrompt la police et la justice. Trop souvent par le passé, les autorités (et à leur suite, les historiens) se contentaient de compter les cadavres en se demandant quelle étrange logique se cachait sous ce bain de sang.

Le problème était profondément enraciné au cœur du système de gouvernement : l'État italien a adopté une attitude très désinvolte – pour ne pas dire plus – vis-à-vis de la Mafia au cours du siècle et demi passé. Les institutions italiennes ont négligé les rares occasions qui se sont offertes à elles de saisir le phénomène mafieux, ou n'en ont pas fait bon usage. L'Italie, de façon répétée, n'a pas su utiliser certaines des vérités mises plus tard en évidence par les juges Falcone et Borsellino, et pour lesquelles ils ont payé de leur vie. La Mafia était un secret caché en pleine lumière. Pour cette

raison, l'incapacité récurrente de l'État italien à la comprendre contribue à fournir aux chercheurs une histoire plus riche que celle qui se résumerait à une sorte de conspiration de cape et d'épée fomentée par quelques individus ayant une fâcheuse tendance à dissimuler la vérité. Pour cette raison aussi, ce livre relate autant l'histoire de la Mafia que la faillite de l'Italie à appréhender et à combattre ce qui a toujours été visible.

Beaucoup d'exemples contemporains laissent à penser que le problème de la Mafia est toujours d'actualité. À l'heure où j'écris ces lignes, le sénateur à vie Giulio Andreotti, sept fois président du Conseil italien, a été reconnu coupable d'avoir chargé la Mafia d'assassiner un journaliste qui le faisait chanter. L'indicateur de gros calibre qu'était Tommaso Buscetta, l'ancien « Boss des deux mondes », fut un témoin clé dans cette affaire. Andreotti s'est pourvu en cassation*. Une autre grosse affaire implique un important cadre du secteur de la publicité qui, en 1993, a fondé Forza Italia, le parti politique de Silvio Berlusconi. Un récent repenti a révélé que des réunions se sont tenues en haut lieu pour sceller un pacte entre Cosa Nostra et Forza Italia. Récemment condamné à neuf ans de prison, l'homme fait aujourd'hui appel du jugement**. Ces affaires soulèvent des questions d'ordre historique sur la façon dont l'Italie a pu se mettre dans une telle situation.

Les historiens qui ont tenté de répondre à ces questions, dans le sillage des dépositions de Buscetta, se sont aperçus que leurs découvertes ne faisaient qu'épaissir le mystère de l'échec de la société italienne à appréhender la réalité de la Mafia. Buscetta, loin d'être le premier homme d'honneur à rompre le fameux code du silence connu sous le nom d'*omertà*, ne fut pas non plus le premier à être cru ; depuis qu'il y a des mafiosi, il y a des informateurs et il existe un dialogue discret et souvent intime entre mafiosi et pouvoirs en place – police, magistrature, hommes politiques. Les historiens peuvent désormais avoir accès à des éléments de ce dialogue : l'écoute en est fascinante et difficile, car elle révèle l'étendue de la collusion entre l'État italien et les assassins.

---

* La Cour de cassation a depuis avalisé le jugement de la cour de Palerme innocentant, mais partiellement seulement, l'ancien chef du gouvernement. Voir les chapitres 11 et 12 ci-dessous *(N.d.T.)*.

** Voir chapitre 12 ci-dessous *(N.d.T.)*.

Même après les révélations des premiers repentis demeurait le délicat problème de l'interprétation de leurs paroles ; policiers et magistrats y ont toujours été confrontés, depuis les origines de la Mafia jusqu'au maxi-procès organisé par les juges Falcone et Borsellino. Pourquoi en effet croire des professionnels du crime qui ont toutes les raisons de mentir ? Les dépositions des informateurs ont souvent été écartées, n'étant pas considérées comme suffisamment fiables pour être utilisées dans une salle d'audience ou dans un livre d'histoire. Les témoignages d'hommes d'honneur, même repentis, sont toujours difficiles à lire. En fait, le mot « repenti » est trompeur : la véritable repentance chez un homme d'honneur est relativement rare. Tout au long de l'histoire de l'organisation, des mafiosi ont accepté de parler, mais seulement pour prendre leur revanche sur d'autres mafiosi qui les avaient trahis ou battus au cours d'un conflit. Les confessions apparaissent quand les perdants n'ont plus d'autres armes pour se battre. Buscetta avait perdu la partie ; comme celui d'autres repentis, son témoignage est par conséquent en partie faussé.

Pourtant, loin de n'être qu'une version subjective d'événements, ce témoignage est bien la pierre de Rosette des confessions des mafiosi. Buscetta a expliqué avec exactitude le *système de pensée* des hommes d'honneur ; il a entrepris de décortiquer les règles étranges que respectent ces hommes ainsi que les raisons qui les poussent souvent à les briser. « Le Boss des deux mondes » lui-même, tenu d'obéir à ces règles, a toujours nié être devenu un repenti. La grande leçon donnée par Buscetta aux magistrats et aux historiens est que les règles de la Mafia doivent être prises au sérieux – ce qui en aucun cas ne signifie qu'elles sont toujours suivies.

Tommaso Buscetta a beaucoup insisté sur l'importance d'une règle spécifique de Cosa Nostra, règle ayant trait à la vérité. Grâce à lui, nous savons maintenant que la vérité est une denrée particulièrement précieuse et dangereuse pour les mafiosi. Quand un homme d'honneur est initié par la mafia sicilienne, il jure, entre autres, de ne jamais mentir à d'autres initiés, qu'ils soient ou non membres de la même Famille. Un homme d'honneur qui a menti s'aperçoit très vite qu'il a pris un raccourci vers le bain d'acide. Cependant, un mensonge bien déguisé peut se révéler une arme puissante dans la guerre permanente pour le pouvoir qui se livre à l'intérieur de l'organisation. Le résultat est simple : une paranoïa aiguë. Comme Buscetta l'a

expliqué : « Le mafieux vit dans la terreur d'être jugé. Non par la loi des hommes mais plutôt par le soupçon permanent de Cosa Nostra. La crainte que quelqu'un puisse parler en mal de loi est continuelle[2]. »

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant d'apprendre que les mafiosi excellent dans l'art de se taire. Avant de témoigner contre la Mafia, Buscetta avait passé trois ans dans la même cellule qu'un homme d'honneur ayant récemment exécuté sur ordre un troisième mafioso, ami intime de Buscetta. Pendant ces trois ans, les deux ennemis n'échangèrent pas une seule parole hostile ; ils partagèrent même un repas de Noël. Buscetta savait que son codétenu était condamné à mort par Cosa Nostra ; l'on ignore si l'homme en question savait, lui, que son exécution était programmée. Toujours est-il qu'il fut proprement liquidé dès sa sortie de prison.

Les hommes d'honneur préfèrent ne rien dire face à quelqu'un qui ne sait pas déjà de quoi ils parlent ; ils communiquent donc par codes, allusions, bribes de phrases, regards impénétrables, silences significatifs. À l'intérieur de Cosa Nostra personne n'en demande ou n'en dit plus que le strict nécessaire ; personne ne se pose jamais de question à voix haute. Le juge Falcone a observé que « l'interprétation des signes, des gestes, des messages et des silences est l'une des principales activités de l'homme d'honneur[3] ». Buscetta se montre particulièrement éloquent quand il s'agit d'expliquer ce que l'on ressent à vivre dans un tel monde : « Il y a l'obligation de dire la vérité, mais il y a aussi beaucoup de discrétion. C'est la discrétion et le non-dit qui pèsent, comme une malédiction irrévocable sur tous les hommes d'honneur. Ce qui rend les rapports fondamentalement faussés et absurdes[4]. »

De la même façon qu'ils hésitent à dire les choses ouvertement, quand les hommes d'honneur se parlent, leurs propos ne sont jamais futiles. Par exemple, si le mafioso A indique au mafioso B qu'il a exécuté l'entrepreneur X ou le politicien Y pour le compte de Cosa Nostra, ce qu'il dit est probablement vrai, ou bien alors il s'agit d'un mensonge tactique qui, à sa façon, vaut autant que la vérité. Ainsi, depuis le témoignage de Buscetta, les mafiosi ont cessé d'être considérés comme des témoins par nature peu fiables. L'interprétation des paroles des mafiosi, qu'ils se soient « repentis » ou non, consiste aujourd'hui à discerner un schéma conducteur parmi les vérités et les

mensonges stratégiques énoncés, et à trouver des preuves susceptibles de corroborer ce schéma. Cette méthode a des conséquences importantes pour reconstituer l'histoire de la Mafia, histoire bâtie à partir de sources traditionnelles – rapports de police, enquêtes parlementaires, articles de presse, mémoires, confessions, etc. Mais à travers ces documents – qu'ils reproduisent directement les paroles des hommes d'honneur ou qu'ils n'en contiennent que des traces floues –, apparaissent tel un filigrane sanglant les signes du jeu mortel qu'est la vie à l'intérieur de la Mafia.

Une part d'incertitude ne manquant jamais de demeurer dans toute histoire, à plus forte raison dans celle qui s'aventure dans le monde tortueux de la mafia sicilienne, ce livre n'apportera pas de conclusion définitive sur la culpabilité ou l'innocence des personnages dont il est question au fil de ces pages ; l'histoire de la Mafia n'est pas un procès rétrospectif. Mais il ne s'agit pas non plus de simples conjectures. Bien qu'il soit à la fois faux et vain d'essayer d'enfermer dans une prison imaginaire des figures historiques mortes depuis longtemps, nous pouvons cependant tenter de faire humer au lecteur « l'odeur âcre et piquante » – comme le diraient les Italiens – qu'elles continuent de dégager.

L'histoire de la Mafia contient de nombreux personnages et de nombreuses strates. En conséquence, les chapitres de cet ouvrage proposent différents récits, relatifs aux exécutants et aux dirigeants de la Mafia sans laisser dans la pénombre ses victimes, ses ennemis et ses alliés – des plus pauvres aux plus puissants. Au détour d'un ou deux de ces chapitres, du fait d'un manque de preuves historiques, la Mafia demeurera telle qu'elle apparaissait à l'époque : une présence malveillante et fantomatique.

Avant de raconter la genèse de la Mafia, ce livre offre un compte rendu de ce qu'est la vie à l'intérieur de Cosa Nostra de nos jours, avec le code d'honneur auquel obéissent ses membres. Les repentis récents ont fourni un aperçu de la pensée et des sentiments des mafiosi – des éclaircissements impossibles à obtenir à des périodes antérieures. Bien sûr, il serait simpliste d'utiliser nos connaissances actuelles – par exemple sur le code d'honneur – pour combler les blancs de l'histoire de la mafia sicilienne. Malgré tout, à mesure que celle-ci se déroule, il devient clair que l'organisation a fort peu changé depuis ses origines, qui remontent à un siècle et demi environ. Jamais il n'y eut une « bonne » mafia qui serait devenue, à un

moment donné de son existence, corrompue et violente. Jamais il n'y eut une mafia « traditionnelle » qui se serait modernisée, organisée et orientée vers les affaires. Le monde a changé, mais la mafia sicilienne s'y est à peine adaptée. Elle demeure aujourd'hui ce qu'elle a été depuis sa naissance : une société secrète qui recherche le pouvoir et l'argent en perpétuant l'art de tuer en toute impunité.

Les hommes d'honneur

D'innombrables films et romans ont contribué à entourer la Mafia d'un prestige sinistre. Ces récits fascinent, car ils dramatisent le quotidien en y ajoutant le frisson du danger mêlé à la duplicité. Dans le monde de la Mafia tel qu'il apparaît à l'écran, des problèmes familiers au spectateur – les tiraillements entre l'ambition, les responsabilités et la famille – deviennent des questions de vie ou de mort.

Il serait à la fois hypocrite et faux de dire que la vision de la Mafia décrite dans les œuvres de fiction est erronée : elle est seulement stylisée. Et le mafioso ressemble à monsieur tout-le-monde en ce sens qu'il regarde la télévision et va au cinéma pour voir à l'écran la version caricaturée de son propre quotidien. Tommaso Buscetta adorait *Le Parrain*, quoi qu'il jugeât peu réaliste la scène finale, où l'on voit les mafiosi embrassant la main de Michael Corleone. Les exigences contradictoires qui sous-tendent les motivations d'un personnage tel que le Michael Corleone interprété par Al Pacino – entre l'ambition, les responsabilités, la famille – sont bien celles de la vie des vrais mafiosi.

Mais une chose est sûre : le prestige dont le cinéma entoure la Mafia s'efface dès la première rencontre avec l'horrible réalité de Cosa Nostra. Apparaît très vite une différence subtile mais importante : alors que l'histoire fictive de Michael Corleone tourne autour des dangers du pouvoir absolu, les vrais mafiosi siciliens appliquent scrupuleusement des règles qui limitent leurs actions. Un homme d'honneur aura beau contourner, manipuler et réécrire ces règles, il restera néanmoins toujours conscient du fait qu'elles déterminent la façon dont il est perçu par ses pairs. Ce qui ne signifie pas que les

valeurs honorées par la Mafia soient « honorables », au sens où on l'entend en général. Le mot « honneur » a une signification bien spécifique à l'intérieur de Cosa Nostra : il définit même les agissements les plus atroces de ses membres, comme le montrera le cas troublant de Giovanni Brusca, l'homme qui a pressé le bouton du détonateur de la bombe de Capaci.

Brusca était surnommé dans les cercles mafieux « *lo Scannacristiani* », « l'Égorgeur de chrétiens ». En Sicile, « chrétien » signifie « être humain » ; dans le langage de la Mafia, il signifie « homme d'honneur ». Brusca faisait partie de l'escadron de la mort placé sous les ordres directs du patron des patrons, le chef des Corléonais, Totò Riina, dit « le Petit ». Après l'attentat de Capaci, Giovanni Brusca n'a pas chômé : il a assassiné le chef de la Famille d'Alcamo, qui commençait à ne plus accepter l'autorité de Riina. Quelques jours plus tard, des membres de l'escadron de Brusca étranglaient la compagne, enceinte, de cet homme. Il élimina ensuite un homme d'affaires fortuné et également homme d'honneur qui n'était pas parvenu à faire jouer ses contacts politiques pour protéger la Mafia du maxi-procès.

Pire allait suivre. « *Lo Scannacristiani* » était l'ami d'un autre homme d'honneur, Santino Di Matteo, dont le fils, Giuseppe, avait coutume de jouer avec Brusca dans le jardin familial. C'était avant que Santino Di Matteo décide de révéler les secrets de Cosa Nostra à la justice ; il fut le premier mafioso à expliquer aux autorités la mise au point de l'assassinat de Falcone. En représailles, Brusca kidnappa Giuseppe Di Matteo à une fête foraine. Il le garda prisonnier dans une cellule pendant vingt-six mois, puis, en janvier 1996, alors que Giuseppe avait quatorze ans, il le fit étrangler avant de faire dissoudre son corps dans l'acide.

« *Lo Scannacristiani* » fut capturé le 20 mai 1996 dans la région d'Agrigente. Quatre cents policiers cernèrent la maison trapue à deux étages dans laquelle il se cachait. Vers neuf heures du soir, une équipe de trente hommes y fit irruption par les portes et les fenêtres. Ils trouvèrent Brusca et sa famille en train de regarder une émission télévisée sur Giovanni Falcone – le quatrième anniversaire de sa mort allait tomber deux jours plus tard. Dans la chambre, la police découvrit une pleine armoire de costumes Versace et Armani, un grand sac rouge contenant quinze mille dollars en devises italiennes et américaines, deux téléphones cellulaires et des bijoux, parmi les-

quels des montres Cartier. Sur la table de la salle à manger était posé un pistolet à canon court ; en fait il s'agissait d'un jouet en plastique appartenant au jeune fils de Brusca, Davide.

À présent, Brusca collabore avec la justice. Dans sa confession, à l'imprécision fort troublante, il déclare avoir tué « bien plus de cent personnes, mais moins de deux cents ». Voilà ce qu'il dit au sujet du meurtre du jeune Giuseppe Di Matteo : « Si j'avais eu davantage de temps et de calme pour réfléchir, comme je l'ai fait pour d'autres crimes, alors peut-être y aurait-il une chance sur mille, sur un million, que le gamin soit encore en vie. Mais aujourd'hui il serait inutile d'essayer de justifier ce crime. À l'époque, je n'ai pas pensé à examiner le problème sous tous les angles[5]. »

La chose la plus terrifiante dans la mafia sicilienne est que des hommes tels que « *lo Scannacristiani* » ne sont pas des malades mentaux. Du point de vue de Cosa Nostra, leurs agissements ne sont incompatibles ni avec le code d'honneur ni avec le fait d'être mari et père. Jusqu'au jour où il décida de témoigner devant la justice et de raconter son histoire, rien de ce qu'avait fait Brusca, pas même le meurtre d'un garçon à peine plus âgé que son propre fils, ne fut considéré par les mafiosi comme déshonorant en soi.

À la suite de l'attentat de Capaci, d'autres mafiosi décidèrent de témoigner ; certains de ces « pénitents » justifièrent leur décision en prétendant que des tueurs tels que « *lo Scannacristiani* » avaient trahi les valeurs traditionnelles – le code d'honneur. Tommaso Buscetta a utilisé le même argument, reprenant ainsi la formule « Je n'ai pas quitté Cosa Nostra, c'est elle qui m'a quitté ». Mais c'est une argumentation peu convaincante d'un point de vue historique, car au sein de la Mafia, la trahison et la brutalité ont toujours été compatibles avec l'honneur. Giovanni Brusca est bien plus représentatif de la mentalité mafieuse que ce que certains repentis auraient voulu faire croire.

Cette nouvelle vague de repentis post-Capaci a permis aux chercheurs d'étoffer leurs connaissances sur la culture interne de la Mafia, lesquelles avaient été fournies par la génération précédente de repentis, y compris par Buscetta. Il est clair à présent que le code d'honneur est bien autre chose qu'une liste de règles à observer. Devenir un homme d'honneur signifie acquérir une nouvelle identité, entrer dans un univers moral différent. L'honneur d'un mafioso est la marque de cette nouvelle identité, de cette nouvelle sensibilité morale.

Tommaso Buscetta a pour la première fois exposé les grandes lignes du code d'honneur de Cosa Nostra au juge Falcone en 1984. Il lui a expliqué le rite initiatique au cours duquel le candidat tient une image sainte enflammée – en général celle de la Vierge de l'Annonciation – tout en jurant allégeance et silence jusqu'à sa mort. Des rumeurs autour de cet étrange rituel avaient auparavant été écartées comme faisant partie du folklore ; c'était encore un pan du témoignage de Buscetta qui semblait difficile à croire. Pourtant, il apparaît clairement dans ses déclarations, comme dans celles du « *Scannacristiani* » et bien d'autres, que les mafiosi prennent de tels rites très au sérieux, et en font des questions d'honneur.

Le rituel initiatique montre que l'honneur est un statut qui doit se gagner. Jusqu'à ce qu'il devienne un homme d'honneur, un aspirant mafioso est soigneusement observé, surveillé et mis à l'épreuve ; la perpétration d'un meurtre est presque toujours un préalable à l'admission définitive. Au cours de cette période de préparation, on lui rappelle constamment que, jusqu'à ce qu'il accomplisse le rituel d'affiliation, il est une non-entité, un « rien mélangé à zéro ». L'affiliation est souvent le moment le plus important de la vie d'un mafioso. L'embrasement de l'image sacrée symbolise la mort d'un homme ordinaire et sa renaissance en tant qu'homme d'honneur.

Au cours de l'initiation, le nouveau mafioso fait serment d'obédience – premier pilier du code d'honneur. Un « initié » obéit toujours à son *capo* (chef) ; il ne pose jamais de questions. Pour comprendre les implications réelles de cette obéissance absolue, il faut savoir qu'il existe un test crucial de mise à l'épreuve : le meurtre des femmes et des enfants. Cet acte a toujours constitué un problème délicat pour la mafia sicilienne ; en effet, les mafiosi ont fréquemment déclaré qu'ils ne touchaient jamais aux femmes et aux enfants. Il faut souligner que beaucoup d'hommes d'honneur respectent ce principe aussi longtemps qu'ils le peuvent. Cosa Nostra n'assassine certainement pas des petits enfants de bon gré, car cela nuirait à son image et lui aliénerait certains de ses plus proches soutiens.

Et pourtant, Giuseppe Di Matteo ne fut pas le premier adolescent à avoir été délibérément assassiné par des hommes d'honneur. L'élimination des femmes et des enfants n'est perçue comme déshonorante que lorsqu'elle ne se justifie pas ; elle peut devenir nécessaire quand la vie d'un mafioso est en jeu ; or, le fait même d'être membre de l'organisation met sa vie en danger.

Comme presque tous les meurtres perpétrés par la Mafia, celui du jeune Giuseppe Di Matteo a été déclaré indispensable par une décision collégiale. Il faisait partie d'une stratégie adoptée par certains des chefs de Cosa Nostra à l'encontre des familles des repentis qui mettaient toute l'organisation en péril. Dès lors qu'une telle stratégie était devenue une véritable ligne politique, il aurait été déshonorant de ne pas l'appliquer.

C'est là qu'intervient la notion d'obéissance absolue. Le mafioso qui a appliqué cette décision et étranglé Giuseppe Di Matteo sur l'ordre de Brusca s'est expliqué ainsi devant la justice : « Si quelqu'un veut faire carrière dans l'organisation, il doit être disponible... Je voulais faire carrière et j'ai accepté dès le début parce que j'étais heureux : j'étais un soldat de Cosa Nostra, j'obéissais aux ordres et je savais qu'en étranglant un jeune garçon je ferais carrière dans l'organisation. J'étais heureux[6]. »

L'honneur se fortifie par l'accumulation d'actes d'obéissance : en retour de ce qu'il appelle sa « disponibilité », un mafioso peut augmenter ses « parts » d'honneur, avoir accès à davantage d'argent, d'informations et, par conséquent, de pouvoir. L'appartenance à Cosa Nostra offre les mêmes avantages que l'appartenance à d'autres organisations : réalisation d'aspirations, sentiment grisant d'avoir gagné un statut et d'être entouré de camarades, chance de laisser la responsabilité de ses actes à sa hiérarchie. Tous ces éléments sont les ingrédients essentiels de l'honneur mafieux.

L'honneur implique aussi l'obligation de dire la vérité aux autres affiliés, et de la dire de cette manière elliptique qu'affectionnent les mafiosi. Giovanni Brusca raconte que, lors de sa rencontre avec des mafiosi du New Jersey, il fut effaré de voir à quel point ses hôtes étaient bavards, comparés aux Siciliens. Lors du repas d'accueil offert en son honneur dans un restaurant, il fut stupéfait de constater que les mafiosi avaient tous amené leurs maîtresses et qu'ils s'entretenaient ouvertement des Familles auxquelles ils appartenaient. « En Sicile, aucun d'entre nous n'aurait imaginé parler de cette façon en public. Ni même en privé. Chacun ne sait que ce qu'il doit savoir[7]. » Brusca prétend avoir été tellement embarrassé qu'il s'est excusé et a quitté le restaurant. « Leur mentalité est différente, conclut-il à propos de son expérience américaine. Ils vivent en pleine lumière. Ils ne commettent des meurtres que dans des circonstances exceptionnelles. Ils ne se livrent jamais à des massacres, comme nous en Sicile. »

L'obligation du mafioso de dire la vérité est, en partie, une façon de promouvoir une confiance mutuelle qui n'est pas monnaie courante chez les malfaiteurs. Ce besoin de confiance explique aussi les composantes de l'honneur mafieux relatives au sexe et au mariage. Les nouveaux initiés jurent de ne pas tirer de revenus de la prostitution ; des relations sexuelles avec l'épouse d'un autre mafioso peuvent aboutir à une sentence de mort. Un mafioso qui aime jouer, fréquenter les femmes et dépenser sa fortune sera probablement considéré comme peu fiable et l'on se passera donc de ses services. Garder ces règles en tête est une façon importante de montrer à ses pairs qu'ils peuvent lui faire confiance. Pour la même raison, les instances supérieures de la Mafia ont pour règle d'avoir les mains sales. Et un machisme patriarcal de la vieille école est vital pour la culture de l'entreprise ; par exemple, certaines réunions de travail englobent des activités typiquement masculines, telles que parties de chasse et banquets.

L'honneur est également affaire de loyauté. L'appartenance à ce que les mafiosi ont coutume d'appeler « l'honorable société » entraîne la création de nouveaux liens de fidélité plus importants que les liens du sang. L'honneur implique qu'un mafioso place les intérêts de Cosa Nostra au-dessus de ceux de sa famille. Enzo Brusca, le frère du « *Scannacristiani* », travaillait pour l'organisation, participait à des meurtres mais sans jamais avoir été initié. Comme il convenait, il n'a jamais posé de questions. Il glanait ce qu'il savait des activités de ses proches par ouï-dire ou par les médias ; voilà pourquoi il ignora longtemps que son père était le chef du *mandamento* (district) local. Participer aux opérations de la Mafia et faire partie de la famille d'un homme d'honneur ne l'autorisait pas à connaître les affaires de la Famille.

L'inverse n'est pas vrai, en ce sens qu'un chef mafieux a un droit de regard absolu sur la vie privée de ses hommes. Par exemple, il est fréquent qu'un mafioso demande à son *capo* la permission de se marier. Il est essentiel qu'il choisisse sa future épouse avec soin et se comporte en père de famille respectable. Les mafiosi ont grand besoin d'être dans les petits papiers de leur compagne, pour la simple raison qu'une épouse mécontente peut créer des ennuis considérables à toute la Famille, en parlant à la police. Les membres de Cosa Nostra doivent veiller à préserver la réputation de leur épouse ; l'une des raisons majeures qui fait du proxénétisme une activité taboue est

que les épouses des hommes d'honneur, comme l'a expliqué le juge Falcone, « ne doivent pas être humiliées dans leur propre environnement social ». Les mafiosi se marient souvent avec les filles et les sœurs d'autres hommes d'honneur, des femmes qui, ayant vécu toute leur vie dans le monde de la Mafia, sauront donc se comporter avec la discrétion et/ou la soumission que l'organisation exige d'elles. Les femmes peuvent aussi soutenir activement le travail de leur mari, même en gardant un rôle subalterne. Elles ne peuvent être initiées, car l'honneur est une qualité exclusivement masculine ; néanmoins, l'honneur d'un mafioso apporte du prestige à son épouse et le bon comportement de celle-ci lui fait gagner en retour un supplément d'honneur.

Le juge Falcone a un jour comparé l'entrée dans l'organisation mafieuse à l'entrée en religion : « On ne cesse jamais d'être prêtre. Ou mafioso. » Le parallèle entre religion et Mafia ne s'arrête pas là, notamment parce que beaucoup d'hommes d'honneur sont croyants. Le boss de la mafia de Catane, Nitto Santapaola, avait fait construire un autel et une petite chapelle dans sa villa ; selon les déclarations d'un repenti, il avait fait garrotter et jeter dans un puits quatre gamins qui avaient agressé sa mère. L'actuel patron des patrons, Bernardo Provenzano, dit « le Tracteur* », communiquait depuis sa cachette par petites notes, dont certaines ont été interceptées ; elles contiennent toujours des bénédictions et des invocations à la protection divine – « par la volonté de Dieu, je veux être un serviteur ». Un chef haut placé qui menait un escadron de la mort comparable à celui du « *Scannacristiani* » récitait la même prière avant chaque action : « Dieu sait que ce sont eux qui veulent se faire tuer, et que je n'en porte pas la responsabilité. »

De tels sentiments sont en partie le résultat de la tolérance dont a longtemps fait preuve l'Église catholique à l'égard de la Mafia. Des prêtres ont souvent traité des hommes dont le pouvoir était fondé sur le meurtre au quotidien comme des pécheurs de la même espèce que les autres. Ils ont fermé les yeux sur l'influence maléfique de la Mafia parce que celle-ci paraissait partager les mêmes valeurs de déférence, d'humilité, de respect des traditions et de la famille que

* Arrêté le 11 avril 2006, après quarante ans de clandestinité. Voir chapitre 13 (*N.d.T.*).

l'Église. Ils ont accepté des dons provenant de l'argent du crime comme aumônes ou pour financer des processions. Ils se sont satisfaits de voir les *cosche* (pluriel de *cosca*) se déguiser en fraternités religieuses et ont même confié l'administration des fonds d'œuvres de charité à des dignitaires qui avaient du sang sur les mains : certains hommes d'Église ont été des tueurs. L'histoire des relations entre l'Église et la Mafia est truffée d'épisodes de ce genre.

Mais la Mafia n'est pas, comme d'aucuns le prétendent, une branche de l'Église catholique. La religion d'un mafioso n'a rien à voir avec l'Église en tant qu'institution. En fait, la religion mafieuse remplit les mêmes fonctions que le code d'honneur; elle exprime pratiquement les mêmes idées dans un langage différent. Elle génère un sens de l'appartenance, de la confiance et un jeu de règles flexibles, en empruntant des mots au credo catholique; il en va de même avec le code d'honneur qui reprend les termes de chevalerie en usage dans la noblesse, à l'époque des débuts de la Mafia.

Tout comme l'honneur, la religion aide les mafiosi à justifier leurs agissements – vis-à-vis d'eux-mêmes, des autres et de leurs familles. Ils se plaisent à croire qu'ils tuent au nom de quelque chose de plus noble que l'argent et le pouvoir; les deux mots qui reviennent le plus souvent dans leur bouche sont « honneur » et « Dieu ». D'ailleurs, la religion professée par les mafiosi et leurs familles se situe dans le droit fil de leur univers moral : il est en effet difficile de savoir où finit la véritable croyance – même fourvoyée – et où commence la tromperie cynique. Pour comprendre le système de pensée de la Mafia, il faut savoir que dans l'esprit de ses membres, règles d'honneur se mêlent à duperie calculée et sauvagerie impitoyable.

Pour une organisation qui prétend se situer au-delà du bien et du mal, la notion d'« honneur » équivaut à un sens de la valeur professionnelle, un système établi sur le mérite et l'identité de groupe. À ce titre, elle n'a rien à voir avec les traditions siciliennes, la chevalerie ou le catholicisme. Qu'il s'exprime en termes religieux ou dans le langage pseudo-aristocratique de « l'honneur », le code est là pour veiller à ce que chaque aspect de la vie du mafioso soit complètement subordonné aux intérêts de Cosa Nostra.

Quand tout fonctionne bien, le code engendre un fort sentiment d'appartenance dont le mafioso se sent très fier. Antonino Calderone, mafieux de Catane, parle au nom de toute l'organisation quand il déclare : « Nous sommes mafiosi, les autres ne sont que des

hommes. » Mais pour cette raison, un mafioso sans honneur n'est personne ; c'est un homme mort. Pour un membre de Cosa Nostra, être battu dans l'une des guerres intestines de l'organisation revient exactement à perdre son honneur.

Il ne faut donc pas s'étonner que la décision de briser le code d'honneur et d'aller témoigner devant la justice soit un véritable traumatisme pour certains mafiosi. Cette décision se traduit par l'abandon d'une identité et d'un réseau dense de camaraderies et de liens familiaux ; cela signifie, par ailleurs, que l'on tente de trouver une façon d'en finir avec une vie bâtie sur le meurtre ; enfin cela implique que l'on risque automatiquement une sentence de mort. Giovanni Brusca maintient qu'il lui a fallu plus de courage pour aller témoigner que pour tuer des hommes.

Nino Gioè est le mafioso qui a crié « *Vai!* » à Brusca avant que celui-ci appuie sur le bouton du détonateur de la bombe de Capaci. Peu après avoir été capturé et placé en cellule d'isolement, au cours de l'été 1993, Gioè a commencé à ressentir la pression accumulée au cours des longues années vécues en suivant les règles de Cosa Nostra. Il savait qu'il avait été placé sur écoutes par la police et que, par conséquent, certaines de ses conversations téléphoniques avaient fourni des preuves à charge contre d'autres hommes d'honneur ; il avait involontairement enfreint le code le plus sacré de Cosa Nostra. Il sentait les soupçons grandir parmi les autres mafiosi détenus dans les cellules voisines de la sienne. La pression augmentant, son physique s'en ressentit : il se laissa pousser la barbe et négligea sa tenue ; or les hommes d'honneur sont supposés conserver une apparence digne, même en prison. Cette déchéance ne fit qu'accroître les craintes des codétenus qui pensaient qu'il était sur le point de craquer et d'avouer tout ce qu'il savait. Mais le 28 juillet 1993, il utilisa les lacets de ses chaussures de tennis pour se pendre dans sa cellule. Bien qu'il soit très rare qu'un homme d'honneur mette fin à ses jours, le mot qu'a laissé Gioè avant son suicide traduit ce que signifie vivre et mourir selon le code d'honneur. « Ce soir je retrouverai la paix et la sérénité que j'ai perdues voilà dix-sept ans (le jour de son initiation). Quand je les ai perdues, je suis devenu un monstre. Je suis resté un monstre jusqu'à la minute où j'ai pris un stylo pour écrire ces lignes... Avant de partir, je demande pardon à ma mère et à Dieu, car leur amour est sans limites. Le reste du monde ne pourra jamais me pardonner". »

La question d'ordre historique soulevée par cette image de la vie au sein de Cosa Nostra est simple : « En a-t-il toujours été ainsi ? » La réponse, tout aussi simple, est que personne ne le saura jamais vraiment. Les repentis qui ont parlé à la police avaient tendance à narrer des faits précis et non à décrire ce qu'ils ressentaient à être mafioso. Mais le peu de témoignages existants laisse suggérer qu'il y eut, de tout temps, quelque chose qui ressemblait à ce code d'honneur. Après tout, s'il n'avait pas existé, la Mafia n'aurait pas survécu aussi longtemps ; en fait, elle aurait très bien pu ne jamais émerger.

1

Genèse de la Mafia
1860-1876

Les deux couleurs de la Sicile

Palerme devint une ville italienne le 7 juin 1860, quand, après les termes d'un cessez-le-feu, deux longues colonnes de soldats défaits et zigzagants sortirent par l'est de la ville, puis revinrent sur leurs pas pour faire le tour des murs et attendre les navires qui devaient les ramener chez eux, à Naples. Cette retraite fut l'aboutissement de l'un des plus célèbres exploits militaires du XIX[e] siècle, un haut fait d'héroïsme patriotique qui stupéfia le reste de l'Europe. La Sicile, gouvernée depuis Naples, faisait jusque-là partie du royaume des Bourbons, qui englobait presque toute l'Italie du Sud. En mai 1860, Giuseppe Garibaldi et un millier de volontaires – les fameuses Chemises rouges – envahirent la Sicile avec pour objectif le rattachement de l'île à la nation italienne. Sous la direction de Garibaldi, ces hommes déguenillés mais pleins d'enthousiasme parvinrent à désorganiser et à défaire les troupes napolitaines pourtant bien plus nombreuses. Palerme fut conquise après trois jours de combats de rues très violents, au cours desquels la marine des Bourbons bombarda la ville.

Une fois Palerme libérée, Garibaldi mena ses hommes – dont le nombre ne cessait de croître jusqu'à devenir une véritable armée – vers l'est, en direction de la péninsule. Le 6 septembre, il fut accueilli en héros à Naples par une foule en délire et, le mois suivant, offrit ses conquêtes au roi d'Italie. Il refusa toute récompense et retourna dans son île natale de Caprera vêtu de son célèbre poncho rayé, chargé de quelques vivres et de semences pour son jardin. Un plébiscite confirma rapidement que, grâce à Garibaldi, la Sicile et le sud de l'Italie faisaient désormais partie intégrante de la nation italienne.

Même ses contemporains jugèrent les exploits de Garibaldi « épiques » et « fabuleux ». Mais ces hauts faits ne tardèrent pas à sembler aussi inconsistants qu'un rêve, tant la Sicile et le royaume d'Italie entretenaient des relations violentes et tourmentées. L'île montagneuse avait depuis longtemps la réputation d'être un nid de révolutionnaires. La réussite de Garibaldi tenait au fait que son expédition y avait déclenché une insurrection; le régime des Bourbons s'effondra très vite. Il est clair à présent que la révolte de 1860 ne fut que le commencement des troubles. L'intégration de deux millions quatre cent mille Siciliens dans la nouvelle nation italienne entraîna une épidémie de complots, de vols, de meurtres et de règlements de comptes.

Les ministres du roi, pour la plupart originaires du nord de l'Italie, avaient espéré trouver des alliés politiques dans les échelons les plus élevés de la population sicilienne, des hommes leur ressemblant, des propriétaires conservateurs ayant un sens du gouvernement et un désir de progrès économique ordonné. Ce qu'ils découvrirent – à leur grand dam – avait le visage de l'anarchie : républicains fortement liés à des bandes semi-criminelles, aristocrates et gens d'Église nostalgiques de l'ancien régime ou rêvant au contraire d'une Sicile autonome, politiciens locaux usant de meurtres et d'enlèvements pour combattre des adversaires pareillement sans scrupule. La résistance populaire à l'instauration de la conscription, inconnue jusque-là en Sicile, fut violente. Beaucoup semblaient aussi penser que la révolution patriotique leur donnait le droit de ne pas payer d'impôts.

Les Siciliens qui avaient investi leurs ambitions politiques dans cette révolution s'irritèrent devant ce qu'ils considéraient comme un refus arrogant du gouvernement de leur donner accès au pouvoir – pouvoir dont ils avaient besoin pour s'attaquer aux problèmes de l'île. En 1862, Garibaldi en personne, désespéré de voir l'état dans lequel se trouvait l'Italie nouvelle, sortit de sa retraite et utilisa la Sicile comme point de départ pour lancer une deuxième offensive sur la péninsule. Son objectif était cette fois la conquête de Rome, demeurée sous l'autorité du pape. Mais une armée italienne arrêta sa progression dans les montagnes calabraises; il y fut blessé au pied. (Rome ne devint capitale de l'Italie qu'en 1870.)

L'État italien répondit à la crise provoquée par la seconde incursion de Garibaldi en déclarant la loi martiale en Sicile. Ce faisant, il établissait un modèle de gouvernement pour les années à venir. Peu

désireux ou incapable de trouver les fonds nécessaires à la pacification de l'île, il utilisa à plusieurs reprises la solution militaire : colonnes mobiles de troupes, siège de villes entières, arrestations en masse, emprisonnements sans procès. Mais la situation ne s'améliora pas pour autant. En 1866, une nouvelle insurrection éclata à Palerme, en certains points semblable à celle qui avait renversé les Bourbons. Comme lors de l'attaque de Garibaldi en 1866, des groupes de révolutionnaires venant des collines environnantes descendirent sur la ville. (La rumeur disait que les rebelles étaient cannibales et buvaient le sang de leurs ennemis.) Une fois encore, la loi martiale fut la seule réponse du gouvernement pour étouffer la révolte. Il fallut dix autres années de tumultes et de répression avant que la Sicile ne soit définitivement considérée comme faisant partie de l'Italie : des hommes politiques siciliens entrèrent pour la première fois dans la nouvelle coalition gouvernementale à Rome en 1876.

En contrepoint des conflits qui agitèrent la Sicile entre 1860 et 1876, les visiteurs furent émerveillés par les splendeurs de cette île qu'ils découvraient au lendemain de l'unification italienne. Le cadre magnifique offert par la ville de Palerme ne pouvait que frapper les nouveaux arrivants. Un volontaire de l'armée de Garibaldi, en approchant de la côte, déclara que de la mer, la ville semblait émerger de la vision poétique d'un enfant : murs ceinturés de vergers d'agrumes derrière lesquels s'élevaient collines et montagnes. La même simplicité se retrouvait dans l'ordonnance de la cité : Palerme était traversée par deux artères principales perpendiculaires, qui se croisaient aux Quattro Canti (Quatre Coins), une place bâtie au XVII[e] siècle. À chacun des angles de la place, quatre façades richement décorées de balcons, de corniches et de niches symbolisaient les quatre quartiers de la ville.

En dépit des ravages causés par les bombardements des bourboniens, Palerme dans les années 1860 présentait de nombreux attraits pour ses habitants et ses visiteurs ; le plus célèbre d'entre eux était le front de mer. Durant les étés interminables, quand l'impitoyable touffeur de la journée s'était dissipée, la grande bourgeoisie palermitaine se promenait en attelage au clair de lune le long de la marina où les arbres en fleurs embaumaient ; elle dégustait glaces et sorbets en flânant au son des airs d'opéra joués par des orchestres de rues.

Plus loin, à l'écart, dans les ruelles tortueuses et étroites, les palais aristocratiques disputaient l'espace aux marchés, échoppes d'artisans,

taudis et aux cent quatre-vingt-quatorze lieux de culte. Les touristes de l'époque furent frappés par le nombre important de nonnes et de moines qu'ils croisaient dans les rues. Palerme semblait aussi former un palimpseste de cultures remontant à plusieurs siècles. Comme le reste de la Sicile, elle était parsemée de vestiges laissés par ses innombrables envahisseurs ; depuis les anciens Grecs, presque toutes les puissances européennes, des Romains jusqu'aux Bourbons, s'étaient approprié l'île. La Sicile, aux yeux de certains, était une vitrine fabuleuse où s'exposaient amphithéâtres et temples grecs, villas romaines, mosquées et jardins arabes, cathédrales romanes, palais de la Renaissance ou églises baroques.

On évoquait les deux couleurs de l'île, autrefois grenier à blé de la Rome antique. Depuis des centaines d'années, le blé cultivé dans les grands domaines teintait les terres de l'intérieur d'un jaune doré. L'autre couleur avait des origines plus récentes. En conquérant la Sicile, au IXe siècle, les Arabes avaient importé de nouvelles méthodes d'irrigation et introduit la culture des orangers et des citronniers, qui coloraient la bande côtière du nord et de l'est de l'île du vert foncé de leur feuillage.

Ce fut au cours de ces années troublées du milieu du XIXe siècle que la classe dirigeante italienne entendit parler pour la première fois de la mafia sicilienne. Sans avoir une idée claire sur la question, les premiers à avoir étudié le sujet ont supposé qu'il s'agissait d'une tradition archaïque remontant au Moyen Âge, révélatrice de siècles de mauvaise administration étrangère, et qui maintenait l'île dans une situation arriérée. Leur premier réflexe fut de chercher les origines de la Mafia dans les terres dorées de l'intérieur. Malgré sa beauté sauvage, l'intérieur de la Sicile offrait l'image de tout ce dont l'Italie moderne ne voulait plus : grands domaines céréaliers où travaillaient une foule de paysans misérables exploités par des patrons brutaux. Beaucoup d'Italiens espéraient et croyaient que la Mafia, symbole d'arriération et de pauvreté, cesserait d'exister dès que la Sicile émergerait de son isolement et rattraperait le cours de l'histoire. Un optimiste avait même écrit que la Mafia disparaîtrait « au premier sifflement de locomotive ». Cette croyance dans le caractère moyenâgeux de la Mafia est encore relativement vivace, car beaucoup d'hommes d'honneur ne cessent de la ressusciter. Tommaso Buscetta, lui aussi, pensait que la Mafia avait pris naissance au Moyen Âge, pour faire obstacle aux envahisseurs français.

En réalité, les origines de la Mafia sont loin d'être aussi anciennes. Elle est apparue à peu près à l'époque où les fonctionnaires de l'administration en ont entendu parler ; on peut dire que la Mafia et la nouvelle nation italienne sont nées en même temps. D'ailleurs, l'émergence et l'usage du mot « mafia » sont une curieuse affaire ; en le découvrant, le gouvernement italien a contribué à nourrir et entretenir l'image de l'organisation qui portait ce nom.

Compte tenu de l'ingéniosité diabolique propre à la Mafia, sa genèse n'implique pas une seule, mais plusieurs histoires enchevêtrées. Chercher à les dénouer et à les organiser en chapitres successifs requiert une certaine habileté au niveau chronologique ; il nous faut faire des allers et retours dans la période turbulente des années 1860 à 1876, avec un court retour en arrière dans le demi-siècle qui les a précédées. Il nous faut aussi faire appel aux témoignages des acteurs de l'histoire, participants ou simples témoins des débuts de la Mafia.

Il convient de ne pas commencer cette chronologie par l'étude du mot « mafia » – pour des raisons qui seront bientôt éclaircies – mais par celle des agissements de la Mafia originelle et des lieux où elle opérait. Car si la Mafia n'est pas ancienne, elle n'est pas non plus née à l'intérieur jaune doré de l'île. Elle a émergé dans la région qui en est toujours le bastion, et s'est développée là où la richesse de la Sicile était concentrée, sur la bande côtière vert foncé, dans le monde des affaires, moderne et capitaliste, enraciné dans les vergers d'agrumes idylliques des alentours de Palerme.

Le Dr Galati et le verger d'agrumes

Les méthodes de la Mafia se sont affinées durant la période de croissance rapide de la culture industrielle des agrumes. Depuis le début du XVIII[e] siècle, le citron était un produit d'exportation très recherché. Au milieu du XIX[e] siècle, sa culture a pris un essor considérable, ourlant de vert les côtes de la Sicile. Cette expansion est due en partie à deux coutumes britanniques de l'époque : depuis 1795, la Marine royale donnait du citron à ses équipages pour prévenir ou soigner le scorbut ; à une moindre échelle, l'Angleterre utilisait l'huile de bergamote, un autre agrume, pour parfumer son célèbre thé Earl Grey, dont la production commerciale avait débuté vers 1840.

Les agrumes de Sicile étaient expédiés par bateau à New York et à Londres, alors qu'ils étaient pratiquement inconnus dans les montagnes intérieures de l'île. En 1834, plus de quatre cent mille caisses de citrons furent exportées ; en 1850, sept cent cinquante mille. Au milieu des années 1880, environ deux millions cinq cent mille caisses arrivaient chaque année dans le port de New York, la plupart en provenance de Palerme. On a calculé qu'en 1860, année de l'expédition de Garibaldi, les vergers d'agrumes de Sicile étaient les terres agricoles les plus profitables de toute l'Europe, surpassant en rendement les riches vergers de la région parisienne. En 1876, l'agrumiculture rapportait en moyenne à l'hectare soixante fois plus que les autres productions agricoles de l'île.

Les vergers d'agrumes du XIX[e] siècle étaient des entreprises modernes qui requéraient un fort investissement initial : il fallait débarrasser la terre de ses caillasses, l'aménager en terrasses, construire des routes et des entrepôts, créer des murs d'enceinte pour protéger

les récoltes du vent et des voleurs, creuser un réseau de canaux d'irrigation muni d'un système de vannes ; et, une fois les arbres plantés, attendre environ huit ans avant qu'ils commencent à produire. L'exploitation ne devenait donc rentable qu'au bout de plusieurs années.

Non seulement la culture des citronniers nécessite un investissement considérable, mais elle demeure très vulnérable : la plus petite interruption de l'approvisionnement en eau peut avoir des conséquences catastrophiques. Et le vandalisme, qu'il soit dirigé contre les arbres ou les fruits, est un risque constant. La combinaison entre la vulnérabilité des vergers et le profit considérable qu'ils génèrent créa un environnement idéal pour les rackets de protection organisés par la Mafia.

Bien qu'il y eût, et qu'il y ait encore, des vergers de citronniers dans de nombreuses régions côtières de la Sicile, la Mafia fut jusqu'à une période relativement récente un phénomène prédominant dans la partie occidentale de l'île et plus précisément dans les environs immédiats de Palerme, qui, avec près de deux cent mille habitants en 1861, était le centre politique, judiciaire et financier de l'ouest de la Sicile. Davantage d'argent y circulait dans les secteurs de la vente et de la location foncière que partout ailleurs sur l'île. Palerme était à la fois le centre des marchés de gros et de détail et le port principal. C'était là que les terres agricoles de la province environnante et même au-delà, étaient achetées, vendues ou louées. C'était aussi à Palerme que se prenaient les décisions politiques. La Mafia n'est donc pas née de la pauvreté et de l'isolement, mais de la richesse et du pouvoir.

Les vergers d'agrumes des alentours de la capitale servirent de cadre à l'histoire de Gaspare Galati, respectable chirurgien persécuté par la Mafia. Il est le premier à avoir laissé un compte rendu détaillé de ses mésaventures. Tout ce que l'on sait de lui – notamment de son courage – vient du témoignage qu'il a fourni ultérieurement aux autorités, qui, par la suite, ont confirmé l'authenticité de ses écrits.

En 1872, le Dr Galati fut amené à gérer l'héritage revenant à ses filles et à leur tante maternelle. La pièce maîtresse des biens transmis était le Fondo Riella, un « jardin » de quatre hectares de citronniers et de mandariniers, situé à Malaspina, à quinze minutes à pied de la sortie sud-ouest de Palerme. Ce *fondo* était une entreprise modèle dont le système d'irrigation, alimenté par une pompe d'une puissance de trois chevaux-vapeur, nécessitait l'intervention d'un méca-

nicien spécialisé. En reprenant la gestion de l'exploitation, Gaspare Galati comprit que les fonds considérables investis dans l'affaire étaient menacés.

Le précédent propriétaire du Fondo Riella, beau-frère du chirurgien, avait succombé à une crise cardiaque après avoir reçu une série de lettres de menaces. Deux mois avant sa mort, il avait appris par le mécanicien que ces lettres provenaient du gardien du *fondo*, Benedetto Carollo, qui les avait dictées à une personne sachant lire et écrire. Carollo était illettré mais très sûr de lui : Galati le décrit plastronnant comme s'il était le propriétaire du verger ; tout le monde savait qu'il prélevait de 25 % à 30 % du prix de vente de la récolte ; il volait même le charbon destiné à alimenter la machinerie à vapeur. Mais c'était sa façon de voler qui avait causé le plus de soucis au beau-frère du Dr Galati ; elle démontrait qu'il connaissait fort bien les rouages du circuit de vente des agrumes et qu'il était dans ses intentions de couler l'entreprise.

Entre les vergers de citronniers de Sicile et les boutiques de détail de l'Europe du Nord et des États-Unis grouillait une foule d'intermédiaires : courtiers, grossistes, spécialistes de l'emballage et transporteurs. La spéculation financière graissait chaque maillon de la chaîne commerciale, alors que les citrons étaient encore sur l'arbre. Pour compenser les coûts initiaux élevés et les risques de mauvaise récolte, les marchands avaient pour habitude de vendre la récolte sur pied, avant la maturité des fruits.

Le beau-frère du Dr Galati avait suivi cette tradition. Cependant, les courtiers, qui avaient pris des options sur les produits de l'exploitation au début des années 1870, découvrirent que les mandarines et les citrons qu'ils avaient achetés commençaient à disparaître des arbres. Le Fondo Riella acquit rapidement une réputation de mauvais fournisseur. Sans aucun doute, le gardien Carollo était responsable des vols ; il avait l'intention de faire chuter la valeur de l'exploitation afin de pouvoir la racheter à bas prix.

En reprenant le contrôle du verger après la mort de son beau-frère, le Dr Galati décida de s'éviter des tracas en la louant. Mais Carollo avait d'autres idées en tête. Quand des loueurs potentiels se présentaient au *fondo*, il leur faisait faire le tour du propriétaire en leur exposant clairement son point de vue : « Par le sang de Judas, ce jardin ne sera jamais loué ni vendu. » C'en était trop pour le Dr Galati qui finit par chasser Carollo et embaucher un autre gardien.

Galati eut vite vent du ressentiment de l'ancien gardien à qui l'on avait « retiré le pain de la bouche », comme on le lui entendait souvent dire. Curieusement, certains des amis du Dr Galati, des hommes qui n'avaient aucune raison de s'intéresser à ses affaires, venaient le voir pour lui conseiller, sur le ton de la confidence, de reprendre Carollo. Mais le médecin campa sur ses positions.

Vers dix heures du soir, le 2 juillet 1874, le nouveau gardien du Fondo Riella fut abattu de plusieurs balles dans le dos alors qu'il marchait sur l'un des nombreux sentiers délimitant les vergers de citronniers. Les agresseurs avaient bâti une plate-forme empierrée dans le verger voisin, de façon à pouvoir viser leur victime de derrière les murs d'enceinte – méthode précédemment utilisée par la Mafia dans d'autres meurtres. L'homme mourut quelques heures plus tard à l'hôpital de Palerme.

Le fils du Dr Galati se rendit au commissariat local pour faire part des soupçons de sa famille, qui supposait que Carollo avait commandité le meurtre. L'inspecteur de police, dédaignant sa déposition, arrêta deux hommes qui n'avaient rien à voir avec la victime; ils furent bientôt relâchés faute de preuves.

Malgré le manque évident de soutien de la police, le Dr Galati embaucha un autre gardien. Il reçut alors une série de lettres lui reprochant d'avoir licencié un « homme d'honneur » pour le remplacer par un « infâme espion ». S'il ne réembauchait pas Carollo, il subirait le même sort que son gardien – mais « de manière bien plus barbare ». Rétrospectivement, un an plus tard, quand il comprit exactement à qui il avait affaire, le Dr Galati fut capable de décrypter cette nouvelle terminologie : « Dans le langage de la Mafia, un voleur ou un meurtrier est un "homme d'honneur" et sa victime un "infâme espion!". »

Le médecin retourna voir la police avec les sept lettres de menaces qui lui avaient été adressées. On lui promit que Carollo et ses associés, y compris son fils adoptif, seraient arrêtés. Mais l'inspecteur chargé de l'enquête – celui-là même qui avait fait capoter celle sur l'assassinat du gardien – ne chercha pas plus loin. Trois semaines s'écoulèrent avant qu'il mette Carollo et son fils adoptif en garde à vue; au bout de deux heures, ils furent libérés au motif qu'ils n'avaient pas écrit les lettres de menaces, ce qui acheva de convaincre Galati que l'inspecteur était de mèche avec les criminels.

Tout en se battant pour sauver son entreprise, le Dr Galati com-

mençait à se faire une idée précise du fonctionnement de la mafia locale. Cette *cosca*, basée dans le village voisin de l'Uditore, avait pour façade une organisation religieuse. Un prêtre, ancien moine capucin, connu sous le nom de frère Rosario, gérait une petite confrérie dans le village, les « Tertiaires de saint François d'Assise », officiellement dédiée à la charité et assistant l'Église dans ses œuvres. Le frère Rosario, indicateur de police sous l'ancien régime des Bourbons, était aussi chapelain de la prison et profitait de sa position pour faire circuler des messages entre les détenus et le monde extérieur.

Le chef du gang n'était pas le frère Rosario mais le président des « Tertiaires de saint François d'Assise », également chef de la mafia de l'Uditore, Antonino Giammona. Ouvrier agricole issu d'une famille paysanne indigente, il s'était enrichi au moment des troubles qui avaient accompagné l'intégration de la Sicile à la nation italienne. Les révoltes de 1848 et de 1860 lui donnèrent l'occasion de faire ses preuves et de gagner l'amitié de personnalités haut placées. En 1875, à l'âge de cinquante-cinq ans, Giammona avait acquis un grand prestige ; d'après les dossiers du chef de la police de Palerme, il possédait un patrimoine d'une valeur de cent cinquante mille lires. On le soupçonnait d'avoir exécuté plusieurs individus poursuivis par la justice, auxquels il avait tout d'abord donné refuge. Leur exécution était devenue une nécessité, pensait la police, quand ces hommes avaient commencé à commettre des vols dans les propriétés avoisinantes, alors qu'ils se trouvaient placés sous la protection de Giammona. On savait aussi que celui-ci avait reçu une somme d'argent, ainsi que des instructions destinées à de mystérieuses tractations pour le compte d'un criminel de la région de Corleone qui avait fui aux États-Unis afin d'échapper à des poursuites judiciaires.

Le Dr Galati résume ainsi le caractère d'Antonino Giammona : « taciturne, méfiant et bouffi d'orgueil ». Il y a de bonnes raisons de le croire car les deux hommes se connaissaient bien ; plusieurs membres de la famille Giammona étaient des patients du chirurgien, qui avait eu l'occasion d'extraire deux balles de mousquet de la cuisse du frère de Giammona.

La mafia de l'Uditore tirait son pouvoir du racket de protection des vergers d'agrumes. Elle obligeait les propriétaires à engager ses hommes comme régisseurs, gardiens ou courtiers. Ses réseaux de contact avec charretiers, grossistes et dockers lui permettaient de

mettre en péril la production d'un verger ou au contraire d'assurer son arrivée sur le marché; appliquée avec intelligence, la violence permettait à la Mafia de créer des petits cartels et monopoles. Une fois le *fondo* sous leur contrôle, les mafiosi pouvaient voler à leur guise, empochant une coquette « taxe » parasite ou achetant la production à un prix artificiellement bas. Giammona ne se contentait pas de s'en prendre au Dr Galati; il orchestrait une campagne concertée pour contrôler l'industrie agrumicole de toute la région de l'Uditore.

Conscient du fait que la Mafia influençait aussi la police locale, le Dr Galati décida de fournir des preuves de l'assassinat de son gardien à un magistrat instructeur. Sa résolution fut renforcée quand la police lui rendit six des sept lettres de menaces qu'il avait reçues – la plus explicite ayant été « égarée ». Le magistrat instructeur lui apprit qu'une telle « incompétence » était monnaie courante dans ce commissariat de police.

De nouvelles lettres de menaces parvinrent au médecin : on lui donnait une semaine pour remplacer le nouveau gardien par un « homme d'honneur ». Mais Galati était réconforté de savoir que ses plaintes avaient abouti à la révocation de l'inspecteur de police qu'il soupçonnait de collusion avec la Mafia. Il se disait également que celle-ci ne prendrait sans doute pas le risque de tuer un homme de sa position; aussi ignora-t-il l'ultimatum. Juste après la date limite fixée, en janvier 1875, son nouveau gardien reçut trois balles dans le corps en plein jour. Benedetto Carollo et deux anciens employés du *fondo* furent arrêtés sur des présomptions.

Cette agression fut en quelque sorte une chance pour le Dr Galati. Avant de s'effondrer sous les balles, le gardien avait eu le temps de voir et d'identifier ses agresseurs. Transporté à l'hôpital, il refusa dans un premier temps de répondre aux questions de la police. Puis, sa fièvre empirant et sentant sa mort prochaine, il fit appeler le magistrat instructeur à son chevet et lui confia que ses agresseurs étaient bien les trois hommes qui venaient d'être arrêtés.

Encouragé par ce résultat, le Dr Galati soigna le gardien blessé, le veillant jour et nuit. Il ne sortait jamais sans son revolver et gardait son épouse et ses filles à la maison. La santé et le moral de la famille commençaient à se détériorer car les lettres de menaces continuaient d'arriver : on les prévenait qu'ils recevraient des coups de couteau, peut-être à la sortie d'une salle de spectacle; les maîtres chanteurs savaient que le médecin avait un abonnement au théâtre. Celui-ci

comprit qu'il y avait un espion au service de la Mafia dans le bureau du magistrat, puisque les mafiosi lui avaient fait savoir qu'ils avaient accès aux détails de sa déposition. Néanmoins, croyant déceler une sorte d'inquiétude dans les dernières lettres de chantage, il se prit à espérer que, avec un procès en préparation et une victime prête à témoigner, Benedetto Carollo serait enfin condamné.

Mais le gardien blessé décida de prendre les choses en main. Dès qu'il fut capable de se déplacer, il alla trouver Giammona et lui demanda de faire la paix. Il fut invité à un banquet pour conclure le marché ; à la suite de quoi, il modifia sa déposition. Les preuves à charge contre Carollo n'existaient plus.

Sans même dire au revoir à ses proches et à ses amis, le Dr Galati partit avec sa famille à Naples, laissant derrière lui sa propriété et une clientèle qu'il avait mis vingt-cinq ans à bâtir. Tout ce qu'il put faire par la suite fut d'envoyer un mémorandum au ministère de l'Intérieur, à Rome, en août 1875, dans lequel il disait qu'à sa connaissance, dans le village de l'Uditore qui comptait seulement huit cents habitants, vingt-trois meurtres au moins avaient été perpétrés pendant la seule année 1874, dont celui de deux femmes et de deux enfants, et que dix autres personnes avaient été gravement blessées. Rien n'avait été entrepris pour élucider ces crimes ; une guerre pour le contrôle de l'industrie agrumicole faisait rage dans la région sans qu'aucune intervention des forces de police ne se produise.

Le ministre de l'Intérieur chargea le préfet de police de Palerme de prendre l'affaire en charge. Un jeune officier de police, très compétent, s'attaqua au dossier Galati. Il apparut que, comme le premier gardien assassiné, son remplaçant était aussi un homme redoutable. Bien que le Dr Galati l'eût ignoré – ou eût refusé de l'admettre – il était probable que ses *deux* employés fussent aussi affiliés à la Mafia. Galati avait sans doute été utilisé dans la guerre que se livraient deux *cosche* mafieuses.

La mafia de l'Uditore réagit à la nouvelle enquête en mettant en avant ses amis. Benedetto Carollo demanda l'autorisation d'aller chasser dans le Fondo Riella ; son compagnon de chasse ce jour-là n'était autre qu'un juge de la cour d'appel de Palerme. Bon nombre de propriétaires terriens et de politiciens se rallièrent à Antonino Giammona. Des avocats diffusèrent un communiqué annonçant que Giammona et son fils avaient été persécutés simplement parce qu'ils « subvenaient à leurs propres besoins et ne se laissaient ni voler ni

intimider ». Au bout du compte, la seule réponse que les autorités purent trouver fut une mise en garde de la police et une surveillance accrue.

De toute évidence, les ennuis du Dr Galati ne furent pas seulement le fait d'une bande de criminels ; ils sont apparus en grande partie parce qu'il ne pouvait faire confiance ni à la police, ni à la justice, ni aux autres propriétaires terriens de la région. Et ils nous donnent une autre piste importante dans l'histoire des origines de la Mafia. Il sera expliqué plus loin que celles-ci sont fortement liées aux origines d'un État indigne de confiance – l'État italien.

Rackets de protection, assassinats, contrôle de territoires, compétition et collaboration entre gangs et même mention d'un possible code « d'honneur » : de nombreux indices émergeant du mémorandum du Dr Galati permettent d'aboutir à la conclusion que beaucoup des composantes principales des méthodes mafieuses étaient déjà employées dans les vergers d'agrumes au début des années 1870. L'affaire Galati apporta aussi les preuves de l'une des composantes les plus représentatives de la Mafia : son rituel d'initiation.

Initiation

Bien que la police ne soit pas parvenue à traîner les mafiosi de l'Uditore en justice à la suite du mémorandum du Dr Galati portant sur ses malheureux démêlés avec la *cosca* d'Antonino Giammona, l'affaire a démontré que la Mafia était une société secrète à laquelle ses membres juraient fidélité en laissant couler quelques gouttes de leur sang. Chose étonnante, les hommes placés sous les ordres de Giammona étaient soumis à un rituel initiatique quasiment identique à celui suivi aujourd'hui par les hommes d'honneur.

Le mémorandum du Dr Galati incita le ministre de l'Intérieur à demander, en 1875, un rapport au préfet de police de Palerme. C'est dans ce rapport que le rituel d'initiation a été évoqué pour la première fois. La source était fiable : probablement des policiers qui, comme il apparaît dans l'histoire du Dr Galati, entretenaient, depuis l'origine, des relations ambiguës avec la Mafia.

Selon le rapport du préfet de police, dans la Mafia des années 1870, tout homme d'honneur s'apprêtant à être initié était présenté à un groupe de chefs et de sous-chefs. L'un d'eux piquait le futur mafioso au bras ou à la main, lui ordonnait de faire couler son sang sur l'image d'un saint, puis lui faisait jurer fidélité pendant que l'image brûlait; les cendres étaient alors éparpillées, symbole de l'élimination de tous les traîtres.

Un émissaire spécial du gouvernement, en route pour la Sicile, répondit en ces termes au préfet de police, au nom du ministre : « Félicitations ! Désormais, un champ d'investigation vaste et complexe s'ouvre aux autorités. » L'émissaire en question aurait sans doute été stupéfait d'apprendre que son « champ d'investiga-

tion » demeurerait toujours aussi vaste et complexe un siècle plus tard, en mai 1976, quand Giovanni Brusca, « *lo Scannacristiani* » serait initié. (Le terme utilisé par Brusca lui-même est *combinato*, mot italien assez flou signifiant « arrangé, assemblé ».) Le rituel subi par Brusca offre une similitude frappante avec la version de 1875 ; cette similitude permet de mieux comprendre pourquoi la Mafia avait été, dès l'origine, une société secrète.

L'homme qui fit sauter la voiture du juge Falcone à Capaci fut initié à dix-neuf ans. Le fait que son père fut lui-même un chef mafieux avait accéléré le processus ; Brusca avait déjà des meurtres à son actif. Un jour, on le conduisit dans une maison de campagne, à l'occasion de l'un des banquets périodiques de l'organisation. De nombreux hommes d'honneur étaient présents, en particulier le grand patron Totò Riina, dit « le Petit », que le jeune homme appelait déjà *padrino* (parrain). On demanda à Brusca ce qu'il ressentirait en tuant un homme ou en commettant des délits. Il trouva ces questions bizarres : il avait déjà tué et on voulait savoir ce qu'il *ressentirait*. Il ignorait que l'initiation avait déjà commencé.

À un moment donné, tous les hommes présents s'isolèrent dans une pièce, le laissant seul. Quand on l'appela un peu plus tard, il constata que son père s'était retiré et que les autres mafiosi étaient assis autour d'une grande table ronde au centre de laquelle étaient placés un pistolet, un poignard et une petite image sainte. Les hommes d'honneur le bombardèrent alors de questions : « Si tu te retrouves en prison, tu nous seras fidèle ou tu nous trahiras ? » « Veux-tu faire partie d'une organisation appelée Cosa Nostra ? »

Comme il prenait confiance en lui, il répondit avec enthousiasme : « J'aime ces amitiés, j'aime les crimes[2]. »

L'un des hommes d'honneur lui prit alors le doigt et le piqua avec une épingle ; Brusca macula de sang l'image sainte, qu'il tint entre ses mains jointes en calice tandis que Riina lui-même y mettait le feu. Le parrain prononça ces mots : « Si tu trahis Cosa Nostra, ta chair brûlera comme l'image de ce saint. » Il mit à son tour ses mains en coupe sous la flamme, pour empêcher l'initié de la laisser tomber.

Parmi les codes de l'organisation exposés ce jour-là à Brusca se trouvait celui désormais célèbre des présentations. Personne n'a le droit de se présenter en tant que mafioso, même à un autre homme d'honneur. C'est à un tiers déjà initié de faire les présentations en usant d'une formule du type « C'est un ami à nous » ou « Tous deux,

vous êtes la même chose que moi. » Cette phrase fut celle-là même employée par Riina, quand le père de Brusca fut réadmis dans la pièce pour adresser ses félicitations à son fils.

Le code de salutations qui fut expliqué à Brusca présente un certain nombre de différences avec celui décrit dans le rapport du préfet de police en 1875. Un siècle plus tôt, les mafiosi utilisaient un système de reconnaissance encore plus compliqué, un dialogue codé qui commençait par une conversation sur le « mal de dents » :

« A : Par le sang du Christ ! Ma dent me fait mal (*montrant l'une de ses canines supérieures).*

B : La mienne aussi.

A : Quand a-t-elle commencé à te faire souffrir ?

B : Le jour de Notre-Dame de l'Annonciation.

A : Où étais-tu ?

B : À Passo di Rigano.

A : Et qui était présent ?

B : Des gens bien.

A : Qui étaient-ils ?

B : Antonino Giammona, numéro 1. Alfonso Spatola, numéro 2, etc.

A : Et comment ont-ils commis leur mauvaise action ?

B : Ils ont tiré au sort et Spatola a gagné. Il a pris un saint, l'a coloré avec mon sang, l'a mis dans ma paume, l'a brûlé, et a lancé les cendres en l'air.

A : Qui t'ont-ils demandé d'adorer ?

B : Le Soleil et la Lune.

A : Et qui est ton Dieu ?

B : Un « Air ».

A : À quel royaume appartiens-tu ?

B : À l'index[3]. »

Passo di Rigano, mentionné ici, est un village des environs de Palerme. Le Soleil, la Lune, l'« Air » et l'index se réfèrent à la Famille mafieuse dans laquelle le mafioso B vient d'être admis.

Cette cérémonie de reconnaissance originelle est plus pesante et moins fiable que la version contemporaine expliquée à Giovanni Brusca. (On se demande comment les deux mafiosi savent lequel d'entre eux est supposé prendre la parole en premier.) Il n'empêche que cet étrange dialogue confirme quelque chose de très simple et de très important sur la Mafia à ses débuts : elle comptait tellement de

membres qu'ils ne se connaissaient pas toujours tous. « Mafia » était déjà davantage qu'un nom donné à des gangs locaux isolés ou à des réseaux criminels rivaux.

Plus que tout, le rituel d'initiation renforce le mythe répandu de l'ancienneté de l'organisation. En réalité, il est moderne, comme tout ce qui touche à la Mafia. Celle-ci a certainement beaucoup emprunté à la franc-maçonnerie. Les loges maçonniques, importées de France vers la Sicile en passant par Naples aux alentours de 1820, devinrent rapidement populaires parmi les ambitieux opposants des classes moyennes au régime des Bourbons. Elles organisaient des cérémonies d'initiation, et leurs lieux de réunion étaient souvent décorés de poignards ensanglantés, avertissement adressé aux traîtres potentiels. Les membres d'une secte maçonnique appelés les *carbonari* (brûleurs de charbon) s'étaient également fixé pour objectif la révolution patriotique. En Sicile, certaines de ces loges se transformèrent parfois en factions politiques ou en gangs criminels ; un rapport officiel de 1830 parle d'un cercle *carbonaro* cherchant à obtenir le monopole des marchés publics locaux.

Pour la Mafia, devenir une seule et unique société secrète utilisant les rites maçonniques présentait de nombreux avantages. Une cérémonie d'initiation inquiétante et une constitution mettant en préambule la punition des traîtres aidaient à créer la confiance au sein de l'organisation ; c'était là un bon moyen de faire monter le prix de la traîtrise parmi les criminels qui, sans cela, se seraient trahis les uns les autres sans la moindre hésitation, et de réduire les risques pris par les nouveaux membres dans les rackets de protection. Le rituel était sans doute particulièrement efficace en ce sens qu'il faisait marcher droit ses jeunes recrues ambitieuses et agressives. La société secrète offrait aussi un système de garanties entre gangs voisins ; il permettait à chaque *cosca* d'opérer sur son territoire sans être trop inquiétée par les autres. Le principe de l'organisation unique présentait également de grands avantages face aux malfaiteurs agissant en dehors de son cadre ; ceux-ci devaient obtenir l'accord de la Mafia avant d'opérer – ou, dans la négative, l'affronter dans son ensemble. Nombre d'activités illégales telles que le vol et la contrebande de bétail impliquaient non seulement la traversée de territoires régis par d'autres gangs, mais aussi la recherche de partenaires de confiance tout au long du chemin. Être membre de l'organisation offrait les garanties requises par toutes les parties impliquées dans ces activités.

Quand le ministère de l'Intérieur eut enfin vent des démêlés du Dr Galati avec la *cosca* de l'Uditore en 1875, la genèse de la Mafia était pratiquement terminée. Reste pourtant à expliquer ses origines. Il y a encore beaucoup à découvrir sur Antonino Giammona, cet homme « taciturne, méfiant et bouffi d'orgueil » ; pour ce faire, il faut remonter à la décennie qui précéda l'histoire du Fondo Riella.

Le baron Turrisi Colonna et la « Secte »

Au début de l'été 1863 – trois ans après l'expédition de Garibaldi –, un noble sicilien qui devait écrire par la suite la première étude sur la Mafia fut victime d'une tentative d'assassinat soigneusement planifiée. Nicolò Turrisi Colonna, baron de Buonvicino, rentrait un soir à Palerme après avoir visité l'une de ses propriétés. La route qu'il avait empruntée, bordée de vergers d'agrumes, traversait la campagne prospère des alentours de la ville. Entre les villages de Noce et d'Olivuzza, cinq hommes postés en embuscade firent feu sur lui, tuant les chevaux de l'attelage avant de viser son occupant. Turrisi Colonna et son cocher sortirent alors leurs revolvers et ripostèrent, tout en courant se mettre à l'abri. L'échange de coups de feu alerta l'un des gardiens de Turrisi, qui tira un coup de fusil ; l'on entendit un hurlement de douleur s'élever dans les fourrés. Les auteurs de l'embuscade s'enfuirent en emmenant leur compagnon blessé.

Un an après l'agression, en 1864, Turrisi Colonna publia une étude intitulée *La Sécurité publique en Sicile*. Ce fut le premier d'une série d'ouvrages parus après l'unification de l'Italie, faisant de la mafia sicilienne un sujet d'analyse et de controverses. Rétrospectivement, grâce au travail du juge Falcone, les historiens ont désormais une idée de la plus ou moins grande fiabilité des premiers témoignages sur la Mafia. Turrisi Colonna paraît avoir fourni un compte rendu particulièrement crédible et bien informé.

L'une des raisons pour lesquelles on peut considérer son témoignage comme fiable vient, d'une part, de son statut social et, d'autre part, du rôle important qu'il a joué dans les événements survenus au début des années 1860. Turrisi Colonna avait à son actif un passé de

patriote italien. En 1860, à la tête de la nouvelle garde nationale de Palerme, il œuvra pour que la révolution ne conduisît pas à l'anarchie. Il était déjà membre du Parlement italien quand il écrivit cet opuscule sur la criminalité sicilienne, en 1864. Plus tard, dans les années 1880, il fut élu par deux fois maire de Palerme. Son buste en marbre se trouve encore dans la salle de réunion du Palazzo delle Aquile, siège de l'hôtel de ville. Son visage sévère est agrémenté d'une barbe et d'une belle moustache qui semblent résolument collées sous son nez, emblématiques pour ses contemporains de l'auguste homme d'État qu'il était, bien plus clairement que les médailles accrochées sur sa poitrine.

Turrisi Colonna possédait un sens de la mesure et une sérénité à la hauteur de son statut. L'ordre public était un sujet politique brûlant à l'époque où il rédigea son rapport. Au dire du gouvernement, l'opposition conspirait contre le nouvel État italien et fomentait des troubles pour parvenir à ses fins. Les opposants soutenaient au contraire que le gouvernement cherchait à amplifier les troubles à l'ordre public afin de faire passer ses adversaires pour des criminels. Turrisi Colonna adopta une position mesurée qui ne convenait à aucun des deux camps : il faisait remarquer que la criminalité organisée était certes une force puissante en Sicile, et ce depuis de nombreuses années, mais que les mesures drastiques prises par le nouveau gouvernement n'avaient fait qu'aggraver la situation.

L'étude de Turrisi Colonna partait d'une sombre constatation : alors que les colonnes des journaux rendaient compte d'extorsions de fonds, de vols et d'assassinats, seule une fraction des crimes commis autour de Palerme était mentionnée, cela, expliquait-il, parce que le problème allait bien au-delà du simple non-respect de la loi. « Nous devons cesser de nous voiler la face. En Sicile existe une secte de voleurs qui a tissé des liens dans toute l'île... Cette secte protège et est protégée par les habitants des campagnes, métayers ou éleveurs. Elle offre sa protection et, en contrepartie, obtient l'aide des négociants. Ses membres craignent peu, voire pas du tout la police, car ils savent qu'ils n'auront aucune difficulté à échapper à une traque policière. La justice ne leur inspire pas davantage de crainte ; ils s'enorgueillissent du fait que les preuves à charge ne sont jamais produites devant les tribunaux en raison des pressions exercées sur les témoins[4]. »

La création de cette secte, selon Turrisi Colonna, remontait à une

vingtaine d'années. Elle recrutait ses affiliés parmi les paysans les plus intelligents, les gardiens des domaines des alentours de Palerme et les légions de contrebandiers qui faisaient passer les céréales et autres denrées lourdement taxées aux barrières de l'octroi dont les droits constituaient une grande partie des revenus de la cité. Les membres de la secte utilisaient des signaux de reconnaissance quand ils transportaient du bétail volé jusqu'aux boucheries de la ville. Certains étaient spécialisés dans le vol du bétail, d'autres dans son transport, d'autres encore dans l'effacement du marquage des bêtes ou dans l'abattage clandestin. Dans certains endroits, la secte, très bien organisée, bénéficiait de la protection politique de factions locales peu recommandables, et pouvait effrayer n'importe quel citoyen. Certaines honnêtes gens faisaient même appel à elle dans l'espoir qu'elle apporte un semblant de sécurité dans les campagnes.

Stimulée par sa haine envers la police des Bourbons, brutale et corrompue, la secte avait offert ses services aux insurgés de 1848 et de 1860. Comme beaucoup d'adeptes de la violence, ses membres avaient intérêt à jouer le jeu de la révolution car elle offrait l'opportunité, dans la confusion régnante, d'ouvrir les prisons, de brûler les rapports de police et de supprimer policiers et informateurs. Un gouvernement révolutionnaire – espérait la secte – amnistierait les hommes « persécutés » par l'Ancien Régime ; il formerait de nouvelles milices nécessitant de solides recrues et donnerait du travail aux héros ayant participé au renversement de l'ordre ancien. Mais la révolution de 1860 ne répondit pas à leurs espérances et la riposte brutale et aveugle du nouveau gouvernement italien à la vague de criminalité qui suivit l'insurrection rendit la secte plus désireuse encore de créer du désordre.

Elle acquit le nom de « mafia » quand le mot fut écrit pour la première fois, quatre mois après la publication du rapport de Turrisi Colonna. Compte tenu de tout ce que l'on sait aujourd'hui sur l'organisation, ce rapport nous paraît étonnamment familier ; il fait état de l'existence de tribunaux illégaux que l'on retrouvera plus tard dans les affaires mafieuses : les membres de la secte se réunissaient pour décider du sort de celui qui avait enfreint ses règles – avec très souvent pour verdict une condamnation à mort. Turrisi Colonna décrit le code de silence et de loyauté en des termes étrangement actuels : « Dans ses règles, cette secte diabolique considère tout citoyen qui s'approche d'un carabinier, et échange avec lui deux ou

trois mots, même de salutation, comme un scélérat méritant la peine de mort. Cet homme est coupable d'un crime effroyable contre "l'humilité".

« "L'humilité" implique respect et dévotion envers la secte. Personne n'a le droit de commettre un acte qui pourrait directement ou indirectement nuire aux intérêts de ses affiliés. Personne ne doit fournir à la police ou à la justice le moindre renseignement susceptible d'aider à démasquer un délit, quel qu'il soit[5]. »

« L'humilité », *umiltà* en italien, ou *umirtà* en sicilien est un terme très parlant, probablement à l'origine du mot *omertà*. L'*omertà*, code du silence, est l'obligation imposée à ceux qui évoluent dans la sphère d'influence de la Mafia de ne rien dire à la police. De toute évidence, l'*omertà* était à l'origine un code de soumission.

Turrisi Colonna conseillait au gouvernement de ne pas répondre aux agissements de la secte par « l'échafaud et la torture », mais au contraire par des réformes réfléchies qui, espérait-il, permettraient de faire évoluer les comportements des Siciliens en leur donnant un « second baptême civil ». La pondération, l'intelligence et l'honnêteté dont faisait preuve Turrisi Colonna dans son rapport allaient de pair avec une retenue tout aristocratique. Il était trop modeste pour mentionner la tentative d'assassinat dont il avait été victime l'année précédente ; ce n'était que l'un des épisodes violents commis dans la campagne palermitaine dans les années difficiles qui suivirent l'expédition de Garibaldi. La discrétion de Turrisi Colonna signifie que le nom et le motif des participants à l'embuscade étaient inconnus, et que l'on ignore ce qu'ils sont devenus. Mais nous avons de bonnes raisons de croire qu'ils n'ont sans doute pas survécu bien longtemps.

Une dizaine d'années plus tard, le 1er mars 1876, un an après la rédaction du mémorandum du Dr Galati, Leopoldo Franchetti et Sidney Sonnino, deux jeunes riches intellectuels juifs, à l'âme noble, débarquèrent à Palerme, venant de Toscane avec un ami et un valet, pour mener une enquête privée sur l'état de la société sicilienne. Le mot « mafia » était alors dans toutes les bouches, mais sa signification demeurait très confuse, voire incompréhensible. (Il y avait même des incertitudes quant à son orthographe : on l'écrivait parfois avec un seul *f* parfois avec deux.) Franchetti et Sonnino, persuadés que la Mafia était une forme dangereuse de criminalité, avaient

l'intention de dissiper le brouillard d'opinions divergentes qui enveloppait ce mot.

Le lendemain de son arrivée, Sonnino écrivit à un ami pour lui demander de rédiger une lettre d'introduction auprès de Nicolò Turrisi Colonna, baron de Buonvicino et grand connaisseur de la secte : « Ici l'on dit qu'il est lié à la Mafia, mais cela nous importe peu. Nous voulons entendre ce qu'il a à dire... Je vous prie de *garder pour vous* ce que je viens d'écrire à propos du baron et de ses liens supposés avec la Mafia. L'un de ses amis pourrait lui en parler et cela desservirait grandement notre enquête[6]. »

Des témoignages laissent en effet penser que Turrisi Colonna était le protecteur stratégique et politique des plus importants et redoutables mafiosi de Palerme. Des rumeurs sur ses accointances avec la Mafia allaient bon train et des membres de son propre groupe politique s'en inquiétaient à Rome.

En 1860, Turrisi Colonna avait nommé un dirigeant de la secte capitaine d'une unité de la garde nationale. L'homme, choisi pour son autorité et son expérience militaire, avait pris la tête de l'une des bandes armées descendues des collines environnant Palerme qui avaient marché sur la ville lors de la révolution patriotique. C'était un malfaiteur rusé nommé Antonino Giammona, celui-là même qui plus tard orchestra le rachat du Fondo Riella appartenant au Dr Galati. Turrisi Colonna fut l'un des propriétaires terriens qui soutint Giammona au cours de l'enquête menée par le ministère de l'Intérieur à la suite des allégations du Dr Galati ; les avocats de Turrisi Colonna préparèrent la défense de Giammona. Selon un rapport du préfet de police daté de 1875, les rites d'initiation de la Mafia se déroulaient sur l'un des domaines appartenant à Turrisi Colonna.

Lors des trois entretiens qu'il eut avec Franchetti et Sonnino au cours de l'année 1876, Turrisi Colonna se montra égal à lui-même, lucide en matière économique. En dehors de son intérêt pour la secte, c'était un exploitant agricole moderne et éclairé, féru d'agronomie, auteur de nombreuses publications universitaires sur la culture des agrumes ; mais il se montra étonnamment évasif sur le sujet de la criminalité. Deux ans auparavant, trois de ses hommes avaient été arrêtés sur l'une de ses propriétés, près de Cefalù. Il protesta de leur innocence devant Franchetti et Sonnino, tout comme il l'avait fait au moment de leur arrestation, faisant valoir que les propriétaires terriens comme lui étaient des victimes contraintes de négocier avec

les bandits pour protéger leurs plantations et leurs récoltes. Il ne fit aucune mention de l'existence de la secte.

Lorsque, par la suite, Franchetti et Sonnino interrogèrent le préfet de police de Palerme, ce dernier parut très pessimiste quant à d'éventuelles poursuites judiciaires contre les hommes de Turrisi Colonna, le baron possédant suffisamment d'amitiés politiques pour saper le procès. D'autres personnes interrogées éludèrent rapidement la réponse quand on leur demanda leur opinion sur ce sujet.

Turrisi Colonna personnifie la complexité de ces années de violence qui virent apparaître la Mafia. Son étude de 1864 s'inspira probablement de sources personnelles – peut-être même des informations fournies par Antonino Giammona en personne. À l'époque de sa rédaction, il espérait sans doute sincèrement que le rattachement à l'Italie normaliserait la vie en Sicile. Il a pu être victime d'intimidations de la part de la Mafia, qui souhaitait qu'un État nouveau, puissant et efficace, aidât les propriétaires terriens à installer les mafiosi sur leurs domaines. Peut-être pensait-il collaborer, à contrecœur, pendant une courte période, avec des hommes comme Giammona, en attendant que le gouvernement italien parvienne à éradiquer la violence. Si tel était le cas, il avait perdu ses illusions depuis longtemps quand il répondit aux questions des deux gentilshommes toscans.

Une autre interprétation, moins généreuse, veut que Turrisi Colonna n'ait jamais été une victime et que sa relation avec Giammona ait davantage été fondée sur la déférence que sur l'intimidation. Il fut peut-être le premier des nombreux hommes politiques italiens dont les commentaires sur la Mafia étaient grandement démentis par leurs actes. Malgré toute la complexité de sa structure et l'insidieuse emprise de son code d'honneur, la mafia sicilienne ne serait rien sans ses liens avec des politiciens tels que Turrisi Colonna. Il serait inutile que la Mafia cherche à corrompre policiers et magistrats, si les dignitaires à qui ces fonctionnaires doivent rendre des comptes étaient résolus à faire respecter la loi avec impartialité. Et dans la balance des comptes de la Mafia, l'amitié d'un homme politique est d'autant plus utile que celui-ci est crédible. Si cette crédibilité doit s'acheter en tenant des discours tonitruants contre la criminalité ou en formulant des analyses érudites sur l'ordre social en Sicile, qu'il en soit ainsi.

La Mafia négocie avec les politiciens dans une monnaie rarement

« imprimée » dans les rapports de séances parlementaires ou les textes de loi, mais plutôt gravée dans l'or solide des petites faveurs : connaissance du montant des marchés publics, fuites sur les prix de vente de propriétés, postes dans les administrations locales attribués à des amis, enquêteurs trop zélés contraints de poursuivre leur carrière loin de l'île. Ainsi, en public, Turrisi Colonna montrait-il un intérêt détaché, quasi scientifique vis-à-vis de la secte, la considérant du haut de son prestige intellectuel et social ; en privé, loin du débat ouvert, ses liens étroits avec des hommes comme Giammona servaient à la fois ses intérêts économiques et politiques.

Quoi qu'il se soit passé entre Giammona et Turrisi Colonna, l'insurrection de Palerme qui eut lieu deux ans après la publication de son rapport fut probablement une étape importante dans leurs relations. En septembre 1866, des bandes armées venues des villages avoisinants marchèrent une fois encore sur Palerme. La garde nationale, avec à sa tête Antonino Giammona, s'opposa à la révolte. Giammona, qui par le passé avait joué la carte de la révolution, comprit que l'État italien était un corps avec lequel il pouvait traiter. D'autres membres clés de la secte oublièrent leur passé révolutionnaire ; ce faisant, celle-ci commença à s'insinuer dans le système circulatoire de l'Italie nouvelle. Comme d'autres défenseurs de l'ordre, Turrisi Colonna fut interrogé au cours d'une enquête gouvernementale concernant les troubles de 1866. Il n'hésita pas à utiliser le nouveau mot « mafiosi » pour décrire certains des fauteurs de troubles : « On ne peut mener les procès à leur fin car les témoins ne sont pas sincères. Ils commenceront à dire la vérité quand le cauchemar de la Mafia prendra fin[7]. » De toute évidence Turrisi Colonna avait décidé que le mot « Mafia » ne s'appliquait qu'à des criminels qu'il ne connaissait pas personnellement.

Reste à savoir comment « le cauchemar de la Mafia » a pris naissance. En 1877, les deux gentilshommes toscans qui avaient interrogé Turrisi Colonna publièrent les résultats de leurs investigations dans un épais rapport en deux parties : dans la première, Sidney Sonnino, personnage profondément mélancolique qui deviendra plus tard président du Conseil, analysait la vie des paysans sans terre de l'île. La partie rédigée par Leopoldo Franchetti porte un titre austère : *Conditions politiques et administratives de la Sicile*. Mais il a une portée unique : c'est une analyse de la Mafia au XIX^e^ siècle qui

fait toujours autorité au XXIe siècle. Plus que tout autre, Franchetti a influencé les réflexions ultérieures sur la Mafia, jusqu'au travail de Giovanni Falcone un siècle plus tard. *Conditions politiques et administratives de la Sicile* demeure la première analyse convaincante sur l'émergence de la Mafia.

L'industrie de la violence

Il y avait un parfum assez anglais dans l'enquête menée par Franchetti et Sonnino, tous deux grands admirateurs du libéralisme britannique ; Sydney Sonnino devait son prénom à sa mère anglaise. En arrivant en Sicile, ils pénétraient sur une terre où la grande majorité de la population parlait un dialecte qu'ils ne comprenaient pas. Dans le milieu universitaire et mondain qu'ils avaient laissé derrière eux, l'île était une contrée mystérieuse, essentiellement connue au travers de la mythologie grecque ancienne et des nouvelles sordides paraissant dans les journaux. Ils prirent donc, pour faire face aux dangers du voyage, des précautions d'explorateurs en partance vers un pays inconnu ; dans leur équipement se trouvaient, en ce jour du printemps 1876, des fusils à répétition, des pistolets de gros calibre et huit bassines en cuivre ; ils avaient prévu de planter les pieds de leurs lits de camp dans des bassines d'eau afin d'éloigner les insectes. Les routes étant en mauvais état ou inexistantes, ils se déplaçaient à cheval, choisissant leur itinéraire et leur guide à la dernière minute, pour éviter les embuscades.

Franchetti, en particulier, était loin d'être naïf en arrivant en Sicile ; deux ans plus tôt, il avait parcouru à cheval une grande partie de l'Italie méridionale, pour une expédition du même genre. Pourtant ce qu'il découvrit sur l'île lui procura « une grande tendresse » pour le fusil qu'il gardait en travers de sa selle. « L'ombre d'une force mystérieuse et diabolique plane lourdement sur cette terre aride et monotone », écrivit-il plus tard. Les notes qu'il prit pendant son voyage n'ont été publiées que récemment ; deux des nombreuses histoires qui émaillent ces notes peuvent permettre

d'expliquer le choc qu'il éprouva lors de sa rencontre avec la Sicile.

Franchetti raconte leur arrivée, le 24 mars 1876, dans la petite ville de Caltanissetta, située dans le centre de l'île. Deux jours plus tôt, un prêtre avait été abattu dans le village voisin de Barrafranca, fief mafieux, selon les autorités qui informèrent les voyageurs des événements. À une soixantaine de mètres de l'endroit où gisait le prêtre mourant se trouvait un témoin, un inspecteur venu de Turin, fraîchement débarqué en Sicile, et dont le travail consistait à superviser la collecte de l'impôt sur la farine. Cet honnête fonctionnaire courut vers le prêtre qui eut le temps avant de mourir de lui dire que son propre cousin était son assassin.

Profondément bouleversé, l'inspecteur des impôts sauta sur son cheval et partit à bride abattue chercher les carabiniers, avant d'aller prévenir la famille de la victime. Ne souhaitant pas les affoler en leur apprenant ce qu'il savait, il leur proposa de les emmener sur les lieux du crime et, en route, leur annonça la nouvelle. La famille le remercia et lui expliqua que ce meurtre était le point culminant d'une querelle vieille de douze ans entre le prêtre et son cousin. Le prêtre lui-même avait une redoutable réputation d'homme violent et corrompu.

Vingt-quatre heures plus tard, la police locale arrêta l'inspecteur des impôts, le jeta en prison et l'inculpa de meurtre. Parmi les témoins qui l'accusèrent se trouvait le propre cousin du prêtre. Les habitants de Barrafranca, y compris la famille du défunt, gardèrent le silence. Heureusement pour l'inculpé, les autorités de Caltanissetta eurent vent de l'affaire; quand l'inspecteur fut libéré, le meurtrier alla aussitôt se cacher.

Une semaine après avoir été informés de cet événement, Franchetti et Sonnino arrivèrent à Agrigente, ville de la côte sud de la Sicile, célèbre pour ses temples grecs. Dans son carnet de route, Franchetti relate l'histoire d'une femme ayant reçu cinq cents lires de la police en échange d'informations sur deux criminels; ceux-ci étaient liés à un chef local, un homme qui avait emporté des parts importantes dans les marchés publics de constructions routières. Peu de temps après la remise des cinq cents lires, le fils de cette femme, qui venait de passer dix ans en prison, retourna au village porteur d'une lettre dans laquelle la mafia locale lui expliquait en détail ce que sa mère avait fait. Lorsqu'il se retrouva en face d'elle, il lui

demanda de l'argent pour s'acheter des habits neufs. La réponse évasive de sa mère le mit en rage. Après une violente dispute, il partit furieux et revint peu après accompagné d'un cousin. Ils poignardèrent la femme de dix coups de couteau, six pour le fils, quatre pour le cousin, et jetèrent son cadavre par la fenêtre avant d'aller se rendre à la police.

Partout en Sicile, Franchetti et Sonnino constatèrent la confusion qui s'était installée autour du mot « mafia » au cours des dix années qui s'étaient écoulées depuis qu'il avait été prononcé pour la première fois. Chaque personne interrogée par les voyageurs pendant leurs deux mois de séjour semblait avoir une compréhension différente de ce nouveau mot à la mode ; chacun paraissait accuser l'autre d'être un mafioso. Dans certains endroits, les autorités elles-mêmes paraissaient embarrassées. Comme leur dit un jour sans conviction un lieutenant de carabiniers : « La Mafia est une chose très difficile à définir ; il faudrait vivre à Sambuca pour en avoir une idée. »

Lors de la publication de ses découvertes, Franchetti expliqua qu'il avait été surpris en s'apercevant que ce n'était pas dans l'intérieur jaune et désertique de l'île, où le retard économique aurait pu être propice aux activités criminelles, que la situation était la plus inquiétante, mais dans les riches plantations d'agrumes des alentours de Palerme, centre d'une industrie florissante dont les habitants de la région étaient apparemment très fiers : « Chaque arbre est entretenu comme s'il s'agissait d'un spécimen rare. » Cette première impression, écrivit Franchetti, se modifia rapidement lorsqu'il eut vent des histoires terrifiantes de meurtres et d'intimidation qui circulaient dans la région : « Après un certain nombre d'histoires de ce genre, le parfum des oranges et des citrons commence à sentir le cadavre. » La présence d'une violence endémique dans un environnement aussi moderne allait à l'encontre de l'une des croyances les plus chères aux autorités italiennes, selon laquelle progrès économique allait de pair avec progrès social. Franchetti commença à se demander si les principes de justice et de liberté que lui-même chérissait « ne se résumaient qu'à de beaux discours destinés à déguiser des maux que l'Italie ne parvenait pas à guérir ; une simple couche de vernis destinée à faire briller les cadavres[5] ».

Ce qu'il vit le rendit perplexe, mais Franchetti, intellectuellement aussi tenace que courageux, tenait à se colleter avec les problèmes de

la nation, brûlant de honte patriotique à la pensée que des étrangers puissent connaître la Sicile mieux que les Italiens. En parcourant patiemment le territoire et en étudiant son histoire, il triompha de ses doutes, de ses préjugés et fit un compte rendu systématique des affaires mafieuses : pour lui, la Sicile n'était pas livrée au chaos ; au contraire, les problèmes d'ordre public avaient une rationalité sous-jacente très moderne. L'île, disait-il, était devenue le nid de « l'industrie de la violence ».

Le récit de Franchetti sur la genèse de la Mafia débute en 1812, pendant les guerres napoléoniennes, année où les Anglais, qui occupaient la Sicile, entamèrent le processus d'abolition du féodalisme dans l'île. Ce système était fondé sur le principe de copropriété foncière : le roi confiait une terre en fidéicommis à un noble et à sa descendance ; en retour, le noble mettait son armée privée au service du roi quand celui-ci en avait besoin. Sur son fief, sa parole faisait loi.

Jusqu'à l'abolition du féodalisme, l'histoire de la Sicile a été modelée par les luttes entre les monarques étrangers successifs et les barons. Les monarques tentaient d'obtenir un pouvoir plus centralisé ; les barons résistaient à l'ingérence de la monarchie dans la gestion de leurs domaines. Dans cette lutte acharnée, les nobles avaient généralement l'avantage, du fait, notamment, de la topographie montagneuse de l'île et des épouvantables infrastructures routières, qui empêchaient le gouvernement central de s'imposer.

Les privilèges de ces barons étaient immenses et très anciens. La coutume voulant qu'un vassal saluât son suzerain en lui baisant la main ne fut abolie de façon formelle par Garibaldi qu'en 1860. Le titre de « don », donné à l'origine aux nobles espagnols qui gouvernaient la Sicile, fut encore attribué pendant de longues années aux hommes de bonne condition. (Ces pratiques, très répandues en Sicile, n'étaient pas seulement l'apanage de la Mafia.)

L'abolition du féodalisme ne fit au départ guère davantage que changer les règles du combat que se livraient le gouvernement central et les provinces. Le pouvoir des propriétaires terriens fut lent à disparaître : la division du dernier des grands domaines date des années 1950. Cependant, la fin du féodalisme libéra des énergies nouvelles, prêtes pour un changement à long terme. Des conditions juridiques furent mises en place pour permettre le développement

d'un marché foncier; des parcelles de domaines purent désormais être achetées et vendues sans difficulté. Une terre acquise moyennant paiement devant être nécessairement rentabilisée, contrairement à une terre héritée, le capitalisme fit son apparition en Sicile.

Le capitalisme fonctionne grâce à l'investissement; le non-respect de la loi met celui-ci en danger. Personne ne veut acheter du matériel agricole ou valoriser une plantation quand le risque est grand que machines ou récoltes soient volées ou vandalisées par des concurrents. En supplantant le féodalisme, l'État moderne était supposé avoir le monopole de la violence, c'est-à-dire le pouvoir de faire la guerre et de punir ceux qui enfreignaient les lois. Quand l'État moderne s'approprie la violence, il favorise la mise en place de conditions permettant au commerce de se développer. Les milices privées précaires et indisciplinées des barons étaient donc amenées à disparaître.

Franchetti explique que le développement de la Mafia en Sicile tient au fait que l'État italien était loin d'avoir atteint cet idéal. Il n'était pas digne de confiance parce que, après 1812, il avait échoué à s'approprier l'usage de la violence. Le pouvoir des barons était tel que les cours de justice et la police subissaient des pressions qui les contraignaient à se soumettre au potentat local. En outre, les barons n'étaient pas les seuls à croire qu'ils avaient le droit d'utiliser la force : la violence se « démocratisait », selon les termes de Franchetti. Avec le déclin du féodalisme, beaucoup saisirent l'occasion de se faire une place, à coups de pistolet et de couteau, dans une économie en développement. Certains des hommes de main des seigneurs agissaient désormais pour leur propre compte, bandes de malfrats écumant les campagnes, protégés par des propriétaires terriens effrayés ou complices. Les redoutables intendants nommés *gabelloti*, qui prenaient en location des parcelles de domaines, utilisaient aussi la violence pour défendre leurs intérêts. Dans la ville de Palerme, des corporations d'artisans exigèrent le droit de port d'armes, pour pouvoir maintenir l'ordre dans les rues (et également faire monter les prix ou pratiquer des extorsions de fonds).

Quand des administrations modernes furent mises en place dans les villes des différentes provinces, des groupes – à la fois bandes armées, entreprises commerciales et cliques politiques – s'organisèrent rapidement pour se partager le gâteau. Des fonctionnaires se plaignirent de ce qu'ils appelaient ces « sectes » ou « partis »

– parfois de simples familles élargies et armées de fusils – qui faisaient de nombreuses régions de la Sicile des lieux ingouvernables.

L'État créa aussi des tribunaux, mais ne tarda pas à découvrir qu'ils pouvaient être contrôlés par toute personne assez coriace et bien organisée pour dicter sa loi. Même la police se laissait corrompre : au lieu d'informer les autorités des crimes et délits commis, elle négociait ou imposait souvent des arrangements entre victimes et voleurs. Par exemple, plutôt que d'envoyer aux bouchers du bétail volé et transporté par une longue chaîne d'intermédiaires, les voleurs demandaient au capitaine de la police locale de servir de médiateur. Celui-ci se débrouillait pour que le bétail volé soit restitué à son propriétaire, moyennant versement d'une certaine somme d'argent aux voleurs. Bien entendu, il recevait au passage un pourcentage sur cette somme en échange de ses services.

En une parodie diabolique de l'économie capitaliste, la justice fut divisée et privatisée, tout comme la terre. Pour Franchetti, la Sicile était la proie d'une forme bâtarde de compétition capitaliste, un âpre marché dans lequel les frontières entre économie, politique et crime n'étaient que théoriques. Un gérant de société ne pouvait compter sur la loi pour protéger sa famille et ses intérêts. Dans toute entreprise la violence était un élément économique essentiel ; être capable d'utiliser la force se révélait aussi important que posséder du capital. Franchetti en arriva à la conclusion qu'en Sicile, la violence était devenue une forme de capital.

Selon lui, les mafieux étaient des entrepreneurs de la violence, des spécialistes ayant développé ce que l'on appellerait aujourd'hui le « modèle économique de rentabilité » le plus sophistiqué du marché. Sous la direction de leurs chefs, ces bandes mafieuses « investissaient » de la violence dans différentes sphères commerciales, dans le but d'extorquer de l'argent de protection et de garantir des quasi-monopoles. C'est ce qu'il appelait l'industrie de la violence : « Le chef mafieux [...] agit comme capitaliste, impresario et gestionnaire. Il coordonne la perpétration des crimes [...], régule la division du travail et des tâches, contrôle la discipline parmi les employés. (La discipline est aussi indispensable que dans n'importe quelle autre industrie si l'on veut obtenir des profits abondants et constants.) Il appartient au chef mafieux de juger, en fonction des circonstances, s'il convient de suspendre les actes de violence pendant un certain temps ou au contraire de les multiplier et d'en augmenter la férocité.

Ce patron doit s'adapter aux conditions du marché pour choisir les opérations à mener, les personnes à exploiter, la forme de violence à utiliser[9]. »

Les hommes ayant des ambitions commerciales ou politiques en Sicile se trouvaient face à l'alternative suivante : s'armer eux-mêmes ou, ce qui était plus souvent le cas, acheter la protection d'un spécialiste de la violence, un mafioso. Si Franchetti vivait aujourd'hui, il pourrait dire que menaces et meurtres appartenaient au secteur des services de l'économie sicilienne.

Il semble s'être considéré comme le Charles Darwin d'un écosystème en déliquescence, et, en tant que tel, nous éclaire sur les lois régissant le riche habitat criminel de la Sicile. Mais par là même, il fait passer la Sicile pour une complète anomalie. Or tout capitalisme revêt intrinsèquement une forme d'illégitimité, notamment dans ses premiers stades. Même la société anglaise que Franchetti admirait tant avait ses entrepreneurs violents. Dans le Sussex des années 1740, par exemple, des bandes semi-militarisées amassaient de considérables profits grâce à la contrebande du thé. Elles causèrent de grands troubles à l'ordre public en corrompant les officiers des douanes, en affrontant directement la troupe et en commettant des vols à main armée. Un historien a comparé l'Angleterre des années 1720 à une république bananière, avec ses hommes politiques passés maîtres en matière de clientélisme et de pillage systématique de l'argent public. L'analyse de Franchetti trouve aussi ses limites par le fait qu'à ses yeux, la Mafia n'était pas une association de type société secrète.

Conditions politiques et administratives de la Sicile rencontra à sa parution un mélange d'hostilité et d'indifférence. De nombreux critiques siciliens accusèrent Franchetti d'être pétri de préjugés. Mais il est en partie responsable de ce mauvais accueil : les solutions qu'il proposait pour résoudre le problème de la Mafia étaient bizarrement autoritaires – les Siciliens n'avaient pas leur mot à dire sur la façon dont la loi devait être appliquée dans leur île. Il pensait même que leur conception de la légalité était si pervertie qu'ils accordaient à la violence une « valeur morale » et considéraient au contraire l'honnêteté comme mauvaise d'un point de vue éthique. Il ne paraissait pas comprendre que les gens supportaient les mafiosi parce qu'ils étaient victimes d'intimidation et qu'ils ne savaient pas en qui placer leur confiance.

Ainsi, ce compte rendu nouveau et original sur « l'industrie de la violence » n'eut pas l'impact recherché à l'époque où vivait son auteur. Après avoir publié ce rapport sur la Sicile, Franchetti fut élu député, mais sa carrière politique ne décolla pas. Au bout du compte, le patriotisme exacerbé qui l'avait poussé à mener l'enquête sur la Mafia en 1876 causa sa perte. (Même ses amis pensaient qu'il y avait quelque chose d'anormal et d'excessif dans son amour de la patrie.) Durant la Première Guerre mondiale, il fut tourmenté par la pensée qu'il n'avait pas été appelé à un poste important, à l'heure où la nation avait besoin de lui. En octobre 1917, quand il apprit la nouvelle de la défaite catastrophique de l'Italie à la bataille de Caporetto, il fut si déprimé qu'il se suicida.

« Ce que l'on appelle Mafia » : comment la Mafia prit son nom

Dans le dialecte palermitain, l'adjectif « mafioso » signifiait autrefois « beau, hardi, sûr de soi ». Tout homme méritant ce qualificatif possédait donc un petit quelque chose de spécial, un attribut appelé « mafia ». Dans la langue contemporaine, « classe » serait peut-être le sens le plus proche ; un mafioso était quelqu'un qui s'aimait bien.

Le mot commença à prendre une connotation criminelle après la représentation d'une pièce de théâtre écrite en dialecte sicilien, qui obtint un énorme succès en 1863, *I mafiusi di la Vicaria* (Les mafiosi de la prison Vicaria). Ces *mafiusi* font partie d'un gang de détenus dont les coutumes, avec le recul, nous paraissent très familières : ils ont un chef, un rituel d'initiation et l'on entend souvent dans la pièce les mots « respect » et « humilité ». Les personnages emploient le terme *pizzu* pour parler des paiements de protection, comme le font les mafieux d'aujourd'hui – le mot signifiant « bec » en sicilien. En payant le *pizzu* vous permettez à quelqu'un de « se mouiller le bec ». Si l'usage du mot *pizzu* trouve ses origines dans l'argot des prisons, il est certainement entré dans la langue courante du fait de son emploi dans la pièce ; en 1857, un dictionnaire sicilien ne donne à *pizzu* que le seul sens de « bec » ; en 1868, le même dictionnaire lui attribue également le sens d'argent obtenu par extorsion.

Le fait que l'action de la pièce se déroule dans une prison de Palerme cadre avec ce que nous savons de cette prison, qui se révélera par la suite être l'école du crime organisé en Sicile, à la fois centre de réflexion, de communication et laboratoire de langues. Un observateur de l'époque l'appelait « gouvernement » des bandes criminelles.

I mafiusi di la Vicaria est au fond une fable sentimentale sur la rédemption des criminels. Cette première représentation littéraire de la Mafia est aussi la toute première version du mythe de la « bonne » Mafia, la Mafia respectable qui protège les faibles. Le chef de bande empêche ses hommes de harceler les prisonniers sans défense et s'agenouille pour implorer le pardon du Seigneur après la mort, apparemment fortuite, d'un homme ayant fourni des renseignements à la police. Dans un dénouement peu plausible, le chef quitte le gang pour rejoindre une association d'entraide mutuelle.

On ne sait pratiquement rien des auteurs de *I mafiusi di la Vicaria*, sinon qu'ils faisaient partie d'une troupe de comédiens ambulants. La légende veut qu'ils se soient inspirés du récit fait par le patron d'une taverne de Palerme, lié au crime organisé, et qui aurait inspiré le personnage du chef de gang. Les sources ne pouvant être confirmées, l'origine historique de la pièce demeurera à jamais mystérieuse.

« Mafiosi » n'y est d'ailleurs utilisé qu'une seule fois, dans le titre (il fut probablement inséré à la dernière minute pour donner à l'œuvre cette touche de couleur locale auquel le public palermitain s'attendait) et le mot « mafia » n'y apparaît jamais. Quoi qu'il en soit, c'est après l'énorme succès de la pièce que l'on commença à appliquer le terme « mafiosi » aux malfaiteurs opérant de la même manière que les personnages de la pièce. Les nouvelles connotations du mot passèrent donc de la scène à la rue.

Mais une pièce de théâtre n'a pu à elle seule donner son nom à la Mafia. Le baron Turrisi Colonna avait certainement déjà connaissance du terme lorsqu'il écrivit son mémorandum, à la fin de l'année 1864 ; cette année-là, au printemps, le fils et héritier du roi d'Italie vint à Palerme pour assister à un gala. Pourtant Turrisi ne fait référence qu'à la « secte » sans jamais utiliser le mot « mafia ». Les chefs de gangs et hommes de main qu'il connaissait ne se proclamaient pas « mafiosi », pas plus qu'ils n'appelaient leur secte « la Mafia ».

En fait, ce ne fut que lorsque les autorités italiennes adoptèrent ce vocable qu'il entra en usage et devint part signifiante de l'histoire de la secte. Bien que la pièce eût donné au mot son sens criminel, ce fut le gouvernement qui en fit un sujet de débat national.

Il est important de souligner le régime politique pervers et violent qu'endurait la Sicile depuis l'héroïque expédition de Garibaldi en 1860. Nombre de Siciliens pensaient que le défi représenté par

l'administration de l'île avait amené le gouvernement italien à abandonner ses principes libéraux. Les critiques adressées à celui-ci s'appuyaient sur deux exemples précis : la conjuration des « poignardeurs » et la torture d'Antonio Cappello. De telles affaires privèrent l'État de toute crédibilité et rendirent de nombreux Siciliens très réticents à lui accorder leur confiance sur quelque sujet que ce soit, à plus forte raison quand il commença à critiquer les agissements de la Mafia.

L'épisode le plus étrange parmi la longue série de méfaits commis à cette époque fut cité dans la presse sous le nom de conjuration des « poignardeurs ». Le soir du 1er octobre 1862, au cours d'une opération coordonnée, perpétrée dans un quartier de Palerme, des malfrats émergèrent de l'ombre et poignardèrent au hasard une douzaine de personnes, dont l'une succomba rapidement à ses blessures. Arrivée sur les lieux, la police n'arrêta qu'un seul des agresseurs, camelot et cireur de chaussures de son état, connu comme indicateur au temps du régime des Bourbons. Ses aveux permirent l'arrestation des onze autres « poignardeurs », qui avaient été payés pour accomplir ce forfait.

Cette agression sema la consternation dans Palerme. La population se passionna pour le procès qui se déroula au début de l'année 1863 ; seuls les douze agresseurs étaient au banc des accusés. Les trois meneurs furent condamnés à mort et leurs neuf comparses aux travaux forcés.

Curieusement, la cour parut se désintéresser du commanditaire de l'agression et de ses motifs. Un noble sicilien, le prince Sant'Elia, proche de la famille royale, avait été cité par l'un des accusés comme étant le commanditaire, mais il ne fut jamais interrogé. Les journaux de l'opposition notèrent avec mépris que des preuves suffisamment lourdes pour condamner à mort trois pauvres diables n'étaient pas assez substantielles pour diligenter une enquête préliminaire sur un membre du nouvel *establishment* italien. (Il se trouve que Sant'Elia était aussi chef d'une loge maçonnique.)

Des agressions similaires à celles du 1er octobre 1862 continuèrent à se produire de façon sporadique, l'instigateur du complot n'étant visiblement pas parvenu à ses fins. Il y eut une seconde enquête et, cette fois, le prince Sant'Elia fut cité en tant que premier suspect et son palais fouillé. En guise de réponse, les autorités resserrèrent les rangs ; le roi choisit ostensiblement Sant'Elia pour le représenter aux

célébrations de Pâques à Palerme. L'affaire s'éloigna du devant de la scène, les agressions cessèrent et les enquêteurs quittèrent la Sicile.

Sant'Elia était-il vraiment derrière la conjuration des « poignardeurs »? La question demeurera à jamais sans réponse, bien que certaines preuves laissent supposer qu'il ne l'était pas. En revanche, il est certain que le complot venait de l'intérieur des institutions. Soit il avait été ourdi par des politiciens de Palerme décidés à convaincre le gouvernement de leur donner davantage de pouvoir local, soit le gouvernement avait utilisé une tactique de terreur pour créer la panique, accuser l'opposition de ces crimes et générer une ambiance propice à l'instauration d'une politique répressive. Plus tard, dans l'histoire de l'Italie, on appela cette manœuvre « stratégie de la tension ».

Un an après les premières agressions, un nouvel épisode jeta encore la suspicion sur les autorités. Le climat politique de cette fin d'année 1863 était explosif, même selon les critères de la Sicile postunitaire, en raison de la brutale campagne destinée à retrouver les vingt-six mille déserteurs et insoumis recensés sur l'île. Fin octobre, un journaliste de l'opposition fit un reportage sur un jeune ouvrier retenu de force à l'hôpital militaire de Palerme; Antonio Cappello, cloué au lit, portait plus de cent cinquante brûlures de forme circulaire sur le corps. Les médecins affirmèrent qu'il s'agissait là d'une partie de son traitement, et, bien que hautement improbable, cette thèse fut plus tard confirmée par une enquête judiciaire.

La vérité est que Cappello était entré à l'hôpital en parfaite santé. Trois médecins militaires originaires du nord de l'Italie l'avaient roué de coups et torturé en plaçant des boutons métalliques chauffés à blanc sur son dos, afin de lui faire avouer qu'il était déserteur.

Au bout du compte, Cappello parvint à convaincre les médecins qu'il était sourd-muet de naissance et qu'il n'avait pas simulé cette infirmité pour éviter la conscription. Après sa libération, le 1er janvier 1864, des images de son corps torturé circulèrent dans les rues de Palerme avec une légende rédigée par le journaliste, accusant le gouvernement d'actes de barbarie. Trois semaines plus tard, à l'instigation du ministre de la Guerre, le médecin chef de la prison reçut des mains du roi la croix de saint Maurice et de saint Lazare. À la fin du mois de mars, on annonça qu'aucune charge ne serait retenue contre les tortionnaires.

Au cours des quinze années qui suivirent l'unification de l'Italie,

les autorités s'engagèrent à plusieurs reprises dans une politique aveugle de répression contre cette île turbulente, pour revenir par la suite à des principes plus acceptables, auxquels elles se révélèrent par ailleurs incapables de se tenir ; elles sombrèrent parfois dans la complicité avec des hommes de main véreux agissant dans l'ombre. Ces perpétuels louvoiements leur permirent d'accomplir la prouesse de construire l'image politique d'un État à la fois brutal, naïf, hypocrite, incompétent et sinistre.

Il est difficile de ne pas éprouver une certaine pitié pour les malheurs de ce gouvernement au moment où il devait s'attaquer à des tâches gigantesques : créer un nouvel État à partir de rien tout en affrontant la guerre civile qui sévissait dans le sud de l'Italie, une dette publique écrasante, la perspective d'une invasion autrichienne et tout cela avec une population dont 95 % parlaient des langues et des dialectes autres que l'italien. Pour un gouvernement totalement dépourvu de crédibilité, l'existence d'une secte secrète et diabolique conspirant contre lui est une manne providentielle. C'est ainsi qu'un théoricien du complot travaillant pour les autorités donna au monde le premier usage écrit du terme « mafia ».

Le 25 avril 1865, deux ans après les tortures subies par Antonio Cappello, le marquis Filippo Antonio Gualterio, nouveau préfet de Palerme, envoya un rapport secret alarmant à son supérieur hiérarchique, le ministre de l'Intérieur. Les préfets tels que Gualterio étaient les personnages clés du nouveau système administratif de l'Italie, les yeux et les oreilles du gouvernement dans les villes de province ; ils avaient pour tâche de surveiller l'opposition, maintenir l'ordre et faire respecter la loi. Gualterio, dans son rapport, parlait « d'un sérieux et ancien manque de compréhension entre la Sicile et les autorités ». Cette rupture de communication avait pour effet de créer une situation permettant à « ce que l'on appelle Mafia, une association criminelle, de se montrer de plus en plus audacieuse[10] ». Au cours des insurrections qui éclatèrent périodiquement à Palerme au milieu du XIX^e^ siècle, écrivait Gualterio, la « Mafia » avait contracté l'habitude d'offrir son bras armé à différents groupes politiques, afin d'augmenter son influence ; elle se rangeait désormais du côté de quiconque s'opposait au gouvernement. Ainsi, grâce au rapport Gualterio, les rumeurs qui couraient sur la Mafia dans les rues de Palerme parvinrent pour la première fois aux oreilles des gouvernants italiens.

Le préfet se montrait tout à fait explicite : la « Mafia » offrait au gouvernement une occasion rêvée de répression politique – il pouvait légitimement envoyer l'armée en urgence pour combattre la criminalité, et ce faisant, porter un coup fatal à l'opposition. À la suite de ce rapport, une troupe de quinze mille soldats passa six mois en Sicile pour tenter de désarmer la population, arrêter les insoumis, retrouver les criminels en fuite et traquer la Mafia. Les détails de cette campagne militaire (la troisième en quelques années) nous importent peu ici ; il suffit de dire qu'elle échoua.

Gualterio était certes un théoricien de la conjuration, mais pas un prestidigitateur. Il n'a pas fait surgir la Mafia comme par enchantement, dans le seul but de justifier la répression. Par certains aspects, son analyse de « ce que l'on appelle Mafia » suivait à peu près celle de Turrisi Colonna qui pensait que le crime organisé faisait partie intégrante de la politique de l'île. « L'erreur » bien pratique commise par Gualterio était de prétendre que tous les malfrats se positionnaient d'un seul côté du spectre politique, celui de l'opposition. Comme le prouva par la suite l'insurrection de 1866, certains des plus importants chefs mafieux, comme Antonino Giammona, avaient quitté les rangs des révolutionnaires pour se placer du côté des partisans de l'ordre.

Après la remise du rapport Gualterio, le mot « mafia » entra rapidement en usage et se trouva simultanément au centre d'une furieuse controverse : en réponse à ceux pour qui le mot évoquait une conjuration de criminels, certains maintenaient qu'il ne signifiait rien d'autre qu'une forme de fierté et de confiance en soi propre aux Siciliens. Gualterio rencontra la même confusion autour du terme que Franchetti et Sonnino, dix ans plus tard, au cours de leur expédition ; confusion qui serait finalement levée dans les années 1980 par le juge Giovanni Falcone.

En donnant un nom à la Mafia en ces circonstances, Gualterio fournit une contribution essentielle à l'image de l'organisation. Car depuis lors, la Mafia et ses complices ont fréquemment soutenu que la Sicile était persécutée et présentée sous un faux jour. Le gouvernement, protestent-ils, a inventé l'idée que la Mafia est une organisation criminelle, en utilisant ce prétexte pour opprimer la Sicile – autre version de la notion de « chevalerie rustique ». Si ces protestations ont trouvé un écho au cours des cent quarante dernières années, c'est qu'elles se justifiaient parfois. Les responsables gou-

vernementaux étaient constamment tentés d'accoler l'étiquette mafioso à quiconque n'était pas d'accord avec eux.

En agissant de cette manière hypocrite, le gouvernement italien faisait une excellente publicité à la Mafia. Ainsi, involontairement, en lui donnant un nom, Gualterio a permis la mise en place d'une stratégie de positionnement de la « marque » Mafia par rapport à son principal adversaire. Après Gualterio, toutes les mesures répressives qui échouèrent à traduire la Mafia en justice – quel que soit le sens qu'ait choisi de donner au mot le gouvernement – ne servirent qu'à super la confiance en l'État et, par là même à servir la réputation de la Mafia, non seulement parce qu'elle était rusée et échappait aux poursuites, mais aussi parce qu'elle se montrait parfois plus efficace, voire plus « équitable », que l'État.

Plus d'un siècle allait s'écouler avant que quelqu'un décrive avec justesse l'attitude de la Mafia par rapport à son propre nom. L'auteur en question n'est autre que Leonardo Sciascia qui, dans une nouvelle écrite en 1973, « Philologie », plante dans un décor contemporain un dialogue entre deux Siciliens anonymes discutant de la signification du mot « mafia ». Le plus cultivé des deux, de toute évidence un homme politique, cherche surtout à étaler son érudition; il dresse une longue liste de définitions contradictoires figurant dans les dictionnaires depuis un siècle, et explique que le mot dérive probablement de l'arabe. Avec l'indécision propre à tout noble érudit – on imagine un monsieur corpulent d'une bonne soixantaine d'années, vêtu d'un costume fripé – il refuse de se contenter d'une seule définition du mot.

Son interlocuteur, lui, est plus pragmatique – le lecteur se représente un personnage d'une quarantaine d'années, trapu, le visage inexpressif, portant des Ray Ban. En dépit du respect manifeste que lui inspire son compagnon, il ne peut s'empêcher de lui faire sentir que cet étalage d'érudition l'agace. Il préfère entendre dire que le mot « mafia » illustre l'attitude virile d'un homme qui sait s'occuper de ses intérêts.

Il apparaît par la suite, bien entendu, que les deux hommes sont des mafiosi dont le dialogue n'est qu'une simple répétition de ce qu'ils seraient amenés à déclarer s'ils étaient appelés à comparaître devant une commission d'enquête parlementaire. Le plus âgé affirme qu'il est si sûr de lui qu'il demandera même à la commission de le laisser fournir sa « petite contribution » – « une contribution à la

confusion, s'entend* ». Après 1865, suggère Sciascia, le nom même de « mafia » est devenu un pied de nez de l'organisation à l'État.

Si l'on en croit nos sources – et, dans l'histoire d'une société secrète de type mafieux, ce « si » prend toute sa valeur – la secte a émergé dans l'arrière-pays palermitain à l'époque où les criminels les plus endurcis et les plus intelligents, membres de « partis », *gabelloti*, contrebandiers, voleurs de bétail, gardiens de domaines, fermiers et avocats se sont réunis pour se spécialiser dans l'industrie de la violence et partager une méthode pour gagner du pouvoir et de l'argent, méthode perfectionnée dans le commerce des agrumes. Ces hommes enseignèrent leurs méthodes aux membres de leur famille et à leurs contacts professionnels. Lorsqu'ils se retrouvaient en prison, ils les apprirent également à leurs codétenus. Cette secte devint Mafia quand le nouvel État italien usa de tentatives maladroites pour la réprimer. Au milieu des années 1870, dans la région de Palerme, les principales composantes de cette méthode mafieuse étaient déjà bien en place. L'organisation bénéficiait de l'argent des rackets de protection, du soutien d'amis politiques puissants, d'une structure cellulaire dotée d'un nom, de rituels, et elle avait pour seul adversaire un État qui ne bénéficiait plus de la confiance de la population.

Comment déterminer si, à ce moment de l'histoire, il existait une seule mafia ou plusieurs ? Il est difficile de préciser, parmi les « mafias » auxquelles se référaient les autorités dans les différentes régions de l'île dans les années 1860-1870, combien de ces bandes étaient autonomes ; elles pouvaient imiter des tactiques déjà répandues, ou bien se reconnaître comme faisant partie de la même fraternité que le chef de l'Uditore, Antonino Giammona. La difficulté réside dans l'interprétation des documents historiques ; les autorités font souvent référence à la Mafia, mais il est évident qu'une partie seulement de ce qu'elles appelaient « mafia » en était la composante. Certains policiers étaient trop heureux de déformer les faits pour coller à la théorie du complot que les dirigeants politiques brandissaient contre leurs rivaux.

Le rapport du baron Turrisi Colonna publié en 1864 pèse d'un grand poids dans la balance, étant donné ses relations étroites avec la

* Leonardo Sciascia, « Philologie », dans *La Mer couleur de vin*, L'Imaginaire, Gallimard, p. 120 (*N.d.T.*).

Mafia ; il évoque de toute évidence une seule « grande secte ». Mais cette certitude, uniquement fondée sur son expérience de la Mafia des environs de Palerme, peut ne pas s'appliquer au reste de l'île. En effet, de nombreux rapports de police, entre 1860 et 1876, font état de différents gangs se combattant les uns les autres dans nombre de villes et de villages. Mais cela ne suffit pas à prouver l'existence de différentes mafias ; les conflits auxquels se réfèrent ces rapports peuvent tout aussi bien avoir été générés à l'intérieur d'une seule association, de la même façon qu'aujourd'hui Cosa Nostra doit gérer des guerres intestines.

Quelle que soit l'interprétation donnée à ces preuves, leur existence même soulève une grande interrogation : si les historiens d'aujourd'hui détiennent des traces écrites de l'existence de la Mafia dans les années 1860-1870, les informations permettant de comprendre le phénomène et de s'y opposer devaient déjà être accessibles aux autorités de l'époque. En 1877, l'Italie avait eu connaissance de l'étude de Turrisi Colonna, de l'enquête parlementaire sur l'insurrection de 1866, du rapport de Franchetti sur « l'industrie de la violence », du mémorandum du Dr Galati adressé au ministre de l'Intérieur, et d'autres encore. La question est donc de savoir pour quelle raison personne n'a été capable d'enrayer le phénomène mafieux. Une partie de la réponse tient au fait que l'État italien avait d'autres problèmes à régler. Mais l'explication principale est nettement plus sordide : 1876 marque l'année à partir de laquelle la Mafia s'intégra complètement au système de gouvernement italien.

2

La Mafia entre dans le système italien
1876-1890

« Un instrument de gouvernement local »

Le récit des malheurs du Dr Galati aux prises avec la mafia de l'Uditore n'eut pas le temps de prendre la poussière : il fut inclus dans le dossier remis à une commission parlementaire chargée d'enquêter, au cours de l'été 1875, sur les problèmes d'ordre public en Sicile ; ses résultats ne furent présentés qu'en janvier 1877. Première à s'atteler ouvertement au problème de la Mafia, l'enquête montre que les dirigeants italiens étaient parfaitement au courant de la situation en Sicile. Elle s'intègre à une dramaturgie politique bien plus grave qui se déroula entre 1875 et 1877, illustrant à quel point le système politique italien avait non seulement échoué à combattre la Mafia dès ses origines, mais aussi activement contribué à son développement.

L'image donnée par la politique italienne après l'unification rappelait un peu le plan de la ville de Palerme à la même époque : de grandes artères au tracé rectiligne entourant un dédale de petites ruelles. L'Italie fut gouvernée quinze ans durant par une coalition flottante appelée la droite, au cœur de laquelle on trouvait les propriétaires terriens conservateurs du nord de l'Italie. L'opposition, regroupement encore plus instable nommé la gauche, dont le bastion se situait dans le sud du pays et la Sicile, réclamait davantage de dépenses publiques et de démocratie. Mais les différences entre les deux coalitions étaient autant culturelles que politiques. La droite s'imaginait, à juste titre il faut le souligner, que beaucoup des membres du Parlement représentant le sud de l'Italie et la Sicile devaient leur élection à une politique clientéliste et à une machine électorale qui soudoyait ses partisans et harcelait ses opposants. Aux yeux de la gauche, la droite passait pour hautaine et hypocrite : elle

avait trahi les idéaux fondateurs de l'État italien et s'était désintéressée du sud du pays.

L'histoire de cette enquête parlementaire débute en 1874, époque où la coalition de droite se trouvait confrontée à de sérieux problèmes. La Sicile, où elle comptait peu de sympathisants, était la cause primordiale des soucis du gouvernement. L'île échappait complètement à son emprise, pour un certain nombre de raisons, la principale étant d'ordre fiscal. En novembre 1874, quarante des quarante-huit circonscriptions que comptait la Sicile envoyèrent des députés de l'opposition au Parlement, à Rome. Le spécialiste de la « secte », Nicolò Turrisi Colonna, faisait partie des principaux directeurs de campagne de la gauche, assisté d'Antonino Giammona, son chef mafieux préféré, persécuteur du Dr Galati. Les partisans de Giammona rapportèrent une cinquantaine de voix sous son contrôle direct – cela à une époque où 2 % seulement de la population avaient le droit de vote, et où quelques centaines de voix suffisaient à faire gagner une circonscription.

À Rome, après les élections de novembre 1874, la droite s'accrocha au pouvoir. Pendant et après la campagne électorale, elle eut recours à une tactique qu'elle avait déjà utilisée : amplifier le problème de la criminalité pour discréditer l'opposition. Avec des accents plus véhéments que jamais, elle accusa les députés de la gauche sicilienne de saper l'unité du pays, d'être corrompus, d'utiliser des bandits pour racoler des voix, bref d'être des mafiosi.

Une législation très répressive fut mise en place peu après les élections ; élément essentiel de la stratégie du gouvernement, elle proposait que toute personne suspectée d'appartenance à une association criminelle, ainsi que ses protecteurs politiques, puisse être emprisonnée sans procès pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. D'abondants et incontestables témoignages recueillis par les préfets, les magistrats instructeurs et la police furent présentés au cours de l'examen du projet de loi. L'on nota que pendant l'année 1873, il y avait eu un meurtre pour quarante-quatre mille six cent soixante-quatorze habitants en Lombardie, dans le nord de l'Italie, alors qu'en Sicile, le chiffre était de un pour trois mille cent quatre-vingt-quatorze habitants. Des rapports officiels indiquaient que la Mafia étendait son emprise vers la partie occidentale de la Sicile et même dans certaines villes comme Messine, port important de l'activité agrumicole. L'opinion des préfets divergeait sur le point de

savoir si la Mafia était une organisation unie et quel rôle y jouait la mentalité sicilienne. Mais la plupart d'entre eux s'accordaient à dire qu'elle appuyait son pouvoir sur l'extorsion de fonds et l'intimidation des témoins, et recrutait ses membres parmi toutes les classes sociales. Le préfet d'Agrigente, ville du sud-ouest de la Sicile, considérait que le terme « mafioso » correspondait à un « grade » particulier d'individu : « Le grade de mafioso s'acquiert en fournissant la preuve de son courage personnel ; en portant des armes prohibées ; en se battant en duel sous n'importe quel prétexte ; en poignardant ou en trahissant quelqu'un ; en prétendant pardonner une offense afin de pouvoir se venger plus tard ou ailleurs (se venger d'un préjudice subi est la première règle de la loi mafieuse) ; en gardant le silence absolu sur certains délits ; en niant devant les autorités et les magistrats la connaissance de tout crime ou délit auquel on a assisté ; en fournissant un faux témoignage pour obtenir l'acquittement d'un coupable ; en pratiquant toutes les manières d'escroquerie[1]. »

Le correspondant du *Times* à Rome, journaliste modéré et bien informé, conclut avec inquiétude, après lecture de ce rapport : « La Mafia est une secte intouchable dont l'organisation est aussi parfaite que celle des jésuites ou des francs-maçons, et dont les secrets sont encore plus impénétrables[2]. »

En produisant toutes ces preuves et en demandant la promulgation de cette nouvelle législation anticriminelle, la droite tentait une ultime surenchère pour donner le sentiment d'être un gouvernement affrontant une opposition favorable à la Mafia. Pour la gauche, la droite était allée trop loin : des hommes comme Turrisi Colonna se sentirent directement visés par ce projet de loi et de nombreux latifundiaires siciliens, eux-mêmes victimes de la Mafia, se sentirent aussi menacés. Depuis l'unification, ils attendaient en vain que le gouvernement les aidât à s'arracher aux griffes du crime organisé. Leur patience étant à bout, ils avaient voté pour les candidats de l'opposition ; ce faisant ils découvraient qu'ils devenaient des cibles potentielles pour la police. Le décor était planté pour une confrontation politique cruciale entre les deux camps.

Elle eut lieu en juin 1875, au Parlement, au cours de discussions tendues qui durèrent dix jours. À l'ouverture des débats, les députés siciliens se levèrent chacun à leur tour pour défendre la réputation de leur île. Certains nièrent l'existence de la Mafia, arguant qu'il s'agissait d'un prétexte pour dénigrer l'opposition. Ils attirèrent l'attention

sur les venimeux propos antisiciliens proférés par un préfet qui avait affirmé, dans un rapport divulgué par la presse, que les Siciliens constituaient un peuple « moralement perverti » ne pouvant être gouverné que par la force.

Un discours qui mit le feu aux poudres ; il entraîna des débats considérés comme les plus âpres qu'ait jamais connus le Parlement italien depuis sa création en 1861. Au cours des premiers échanges, de nombreux orateurs de la gauche demandèrent à voix haute les raisons pour lesquelles un parlementaire assis sur leurs propres bancs n'était pas encore intervenu. Il s'agissait de Diego Tajani, député du sud de l'Italie, un homme maigre et nerveux au crâne dégarni, au nez chaussé de lunettes ; ancien procureur à la cour d'appel de Palerme de 1868 à 1872, il en savait beaucoup sur la façon dont la droite avait gouverné la Sicile. Les députés de la gauche le considéraient comme leur botte secrète contre le gouvernement : ils le poussaient à prendre la parole pour dire tout ce qu'il savait. Ancien haut fonctionnaire assermenté, Tajani répugnait à parler de ses précédentes missions. Mais finalement, aiguillonné par les commentaires de ses collègues du banc de la gauche et par les tentatives manifestes du gouvernement de se placer au-dessus de la mêlée pour ce qui touchait à la criminalité, il se leva pour s'adresser à la Chambre.

Son intervention débuta par une pique dirigée contre les hommes de son camp : nier l'existence de la Mafia, disait-il, revenait à nier l'existence du soleil. Il envoya ensuite d'autres piques bien plus acérées contre la droite. Avec ce qu'un journal progouvernemental qualifia de « sourire froid » aux lèvres, Tajani révéla qu'à la suite des émeutes de 1866, la droite avait encouragé la police à collaborer avec la Mafia ; elle accordait aux mafiosi une certaine liberté d'action, moyennant la fourniture de renseignements sur des malfaiteurs ou toute personne considérée par le gouvernement comme séditieuse.

Tajani s'était personnellement occupé d'affaires scandaleuses impliquant Giuseppe Albanese, nommé préfet de police de Palerme en 1867. Albanese ne cachait pas son admiration pour un haut fonctionnaire des Bourbons qui avait « amené la Mafia à maintenir la paix », ce que l'un de ses contemporains appela un « remède homéopathique » aux troubles de l'ordre public : une approche consistant à tisser des liens avec les mafiosi, à les utiliser comme collecteurs de votes et policiers privés et, en retour, les aider à tenir leurs rivaux en échec.

Tajani raconta qu'en 1869, le préfet de police Albanese avait été poignardé sur une place de Palerme. Or, il apparut que son agresseur était un mafioso qu'il avait tenté de faire chanter. Albanese avait aussi des liens avec une bande de brigands qui étaient entrés par effraction dans les bureaux de la cour d'appel, avaient cambriolé une caisse d'épargne en creusant un tunnel sous une rue et dérobé un certain nombre d'objets précieux au musée de Palerme. Le butin fut retrouvé un peu plus tard au domicile d'un fonctionnaire travaillant au cabinet d'Albanese à la préfecture de police.

Tajani affirma devant le Parlement qu'Albanese était bien davantage qu'un policier corrompu et isolé. En 1869, alors qu'il était procureur principal, Tajani avait appris qu'à Monreale, près de Palerme, des délits avaient été commis avec l'approbation du commandant de la garde nationale. Peu de temps après, deux malfaiteurs qui semblaient prêts à venir témoigner tombèrent dans une embuscade et furent assassinés. Albanese en personne, bien que préfet de police, s'opposa à l'ouverture d'une enquête sur les circonstances du meurtre des deux témoins ; il déclara au magistrat chargé du dossier que « des raisons d'ordre public avaient conduit les autorités à ordonner leur élimination ». En 1871, sur ordre de Tajani, Albanese fut accusé du meurtre des deux hommes. Il fut acquitté par manque de preuves ; Tajani, écœuré, démissionna et se présenta aux élections sous la bannière de la gauche.

Tajani fut brutalement interrompu dans son discours par Giovanni Lanza, un homme d'une soixantaine d'années au visage émacié, ancien président du Conseil et ministre de l'Intérieur à l'époque de la présumée collusion de la droite avec la Mafia. Fils de forgeron, autodidacte, cet homme austère incarnait les prétentions de la droite à se sentir moralement supérieure à la gauche. À peine avait-il commencé à vitupérer les accusations de Tajani que sa voix fut couverte par les sifflets et les huées. Les débats, qui avaient débuté dans le chahut, tournèrent bientôt au chaos : les partisans des deux camps se colletèrent et échangèrent des insultes. Tajani demeurait impassible, un sourire froid aux lèvres. Giovanni Lanza fut entraîné par quatre de ses amis hors de la Chambre. L'agitation se répandit dans les couloirs et la séance dut être ajournée.

Le lendemain, Tajani put enfin clore son discours sur cette sévère conclusion : « La mafia sicilienne n'est pas en elle-même dangereuse et invincible. Elle l'est parce qu'elle constitue un instrument de

gouvernement local[3]. » Ayant recouvré son sang-froid, Lanza demanda que l'on ordonnât l'ouverture d'une enquête sur ces affirmations. Mais le dommage politique subi par le gouvernement était irréparable ; personne ne croyait plus à la division du Parlement entre politiciens pro ou antimafia. Il était donc plus simple pour les deux camps d'oublier le sujet. Ainsi, quand les lois répressives furent promulguées (elles étaient d'ailleurs destinées à rester lettre morte), la droite et la gauche adoptèrent d'un commun accord la méthode généralement utilisée par les politiciens du monde entier pour apaiser une controverse : ordonner une commission d'enquête parlementaire. La Mafia entrait certes dans la sphère de l'enquête, mais tant d'autres éléments de la société sicilienne y étaient évoqués que les contours réels du problème mafieux s'en trouvaient estompés.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les deux intellectuels « anglais », Franchetti et Sonnino, jugeant les conclusions de l'enquête parlementaire trop complaisantes, aient alors décidé de mener leurs propres investigations en Sicile. Leurs interlocuteurs confirmèrent le compte rendu des événements, tels que Tajani les avait relatés devant le Parlement. On sait aussi qu'à cause du mandat d'arrêt suspendu au-dessus de sa tête, le préfet de police Albanese avait fui la Sicile ; le président du Conseil de l'époque, Giovanni Lanza, le reçut dans sa maison, l'assura du soutien du gouvernement et le persuada de rentrer chez lui. Tout laisse à penser également qu'une tentative d'assassinat contre Tajani avait été projetée avant qu'il ne démissionne.

Les neuf membres de la commission d'enquête parcoururent la Sicile pendant l'hiver 1875-76. Ils furent accueillis dans chaque ville avec chaleur : des orchestres municipaux ou militaires les escortaient jusqu'à leur hôtel, et leurs entretiens se déroulaient dans les mairies. Certains sénateurs et députés profitèrent de ces entrevues pour tenter d'expliquer le phénomène mafieux. « Quelle est donc cette mafia ? Sachez qu'il existe une bonne mafia. Cette bonne mafia pourrait se définir comme représentative d'un esprit de méfiance... Je pourrais être un bon mafioso. Je n'en suis pas un, bien sûr. Mais quiconque se respecte pourrait en être un[4]. » Des hommes moins cyniques, politiciens, avocats, officiers de police, fonctionnaires ou citoyens ordinaires comme le Dr Gaspare Galati vinrent aussi apporter leur témoignage. De nombreux témoins évoquèrent l'emprise de la Mafia sur l'agrumiculture et son rôle dans les émeutes de 1860 et 1866. Cet

ensemble de témoignages permit de dresser un portrait confus mais inquiétant du crime organisé et de la corruption en Sicile. Les hommes politiques italiens disposaient désormais de davantage de preuves sur l'existence de la Mafia.

Le texte du rapport de la commission ne fut jamais publié. Quand vint l'heure pour celle-ci de présenter le résultat de ses recherches devant le Parlement, en 1877, la coalition de droite était déjà défaite. Toute volonté d'utiliser politiquement la Mafia avait disparu. Ni la droite ni la gauche n'avaient vraiment intérêt à connaître le véritable fonctionnement du crime organisé en Sicile. D'où le mauvais accueil réservé au rapport de Franchetti sur l'industrie de la violence.

Le rapport final de la commission parlementaire fut présenté devant une Chambre des députés quasiment vide. La conclusion à laquelle elle parvint se révéla à la fois fausse et sans substance : la Mafia y était décrite comme « une forme de solidarité brutale, instinctive et intéressée entre des individus et des groupes sociaux défavorisés préférant vivre de la violence plutôt que du travail. Cette solidarité les unit contre l'action de l'État, la justice et les corps constitués[5] ». En bref, on assimilait la Mafia à une bande d'escrocs pauvres et paresseux, ennemis de l'État, plutôt qu'à un « instrument de gouvernement local ». En 1877, les hommes politiques italiens avaient une connaissance suffisante de la Mafia pour pouvoir la combattre ; ils avaient aussi toutes les raisons du monde d'oublier ce qu'ils en savaient. Ainsi s'acheva la première étape du processus permettant à la Mafia de pénétrer le système politique italien.

La deuxième étape débuta avec la formation d'un gouvernement de coalition de gauche, en 1876. Celui-ci fut rejoint, prudemment, par les députés siciliens élus de l'opposition en 1874. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Giovanni Nicotera, un avocat qui avait combattu aux côtés de Garibaldi, comprenait le système clientéliste du sud de l'Italie mieux que quiconque – pour la simple raison qu'il en était le principal représentant. Il entreprit de transformer le ministère de l'Intérieur, situé près de la Piazza Navona, en une formidable machine à fabriquer des voix en faveur de la gauche : des partisans de l'opposition furent rayés des listes électorales, voire harcelés par la police, les fonds publics et les meilleurs postes attribués avec largesse aux amis politiques. Aux élections de 1876, Nicotera fit tant et

si bien que la gauche gagna quatre cent quatorze sièges, n'en laissant que quatre-vingt-quatorze à la droite. Dans sa propre circonscription de Salerne, il obtint mille cent quatre-vingt-quatre voix et son adversaire, une seule ; il est à souhaiter que les membres de la famille de ce pauvre homme aient au moins eu le droit de s'abstenir.

Nicotera aborda le problème de la criminalité avec le même brio. En 1876, l'ordre public en Sicile était toujours aussi difficile à faire respecter. Cette situation créait parfois des problèmes diplomatiques ; le 13 novembre, le jeune directeur anglais d'une société soufrière, John Forester Rose, fut enlevé aux abords de la ville minière de Lercara Friddi. Le *Times* rapporte qu'il fut bien traité avant la remise de la rançon, encore que, selon la presse américaine, l'épouse de Forester eût reçu l'une de ses oreilles par la poste pour la contraindre à payer. Il était clair que les kidnappeurs avaient des informateurs dans les cercles de nantis fréquentés par J. F. Rose et que la rançon fut payée par l'intermédiaire de la Mafia.

Nicotera ne pouvait rester sans rien faire. Il n'était pas naïf en matière de politique : il avait dans sa circonscription le soutien des francs-maçons et – l'on suppose – de la Camorra, l'équivalent napolitain de la Mafia. Mais il connaissait mal la Sicile et n'avait pas de réseau suffisant dans l'île. Aussi, en prenant ses fonctions, fut-il sincèrement stupéfait d'apprendre de la bouche de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur la nature des liens qu'entretenait la Mafia avec les notables siciliens et son influence au sein de la police et de la magistrature. Il en conclut que la classe sicilienne aisée était « lourdement compromise avec la Mafia ».

Un mois après l'enlèvement de Rose, et sans même proposer une législation autoritaire ainsi que l'avait fait la droite deux ans plus tôt, Nicotera nomma à Palerme un nouveau préfet de police connu pour ses méthodes énergiques ; il lui demanda de mettre en œuvre une politique de répression sévère de la criminalité. Comme cela s'était produit sous le gouvernement de droite, les villes siciliennes furent encerclées de nuit, et les suspects arrêtés déportés en masse. Tout comme elle l'avait fait sous le précédent gouvernement, la police pactisa avec certains malfaiteurs contre d'autres. Tout comme sous le gouvernement précédent, cette politique répressive souleva un tollé de protestations chez certains politiciens siciliens – notamment l'ami de la « secte », le baron Turrisi Colonna –, qui contestaient les moyens illégaux employés par la police. Comme son prédécesseur

Giovanni Lanza, Nicotera utilisa la répression pour éliminer toute personne jugée subversive et faire rentrer dans le rang ses alliés potentiels. Quand un propriétaire terrien fortement soupçonné de liens avec des mafiosi écrivit un article critiquant la campagne antimafia de Nicotera, le frère du rédacteur en chef fut arrêté puis relâché contre la promesse d'une modification de la ligne politique du journal.

Mais à l'inverse des campagnes de répression de la droite, celle de Nicotera se révéla efficace : un an après son triomphe électoral, il put annoncer la défaite totale des « bandits » qui terrorisaient la campagne sicilienne depuis 1860 ; même le ravisseur de l'infortuné Rose fut abattu. Le secret de Nicotera : conclure avec les hommes politiques siciliens un accord tacite, selon lequel ils seraient favorablement considérés par le gouvernement aussi longtemps qu'ils livreraient les bandits. Le terme « bandits », dans ce contexte, désignait les mafiosi qui gênaient le gouvernement ou ne bénéficiaient pas de la bonne protection politique. On demandait aux politiciens de s'assurer que leurs amis de l'industrie de la violence maintiendraient le nombre des délits tels que les enlèvements à un niveau politiquement acceptable. Seuls les aspects les plus flagrants du problème de la criminalité devaient donc être traités le temps de mettre en place une politique destinée à rendre l'île enfin gouvernable. Pour bien montrer que l'offre avait été acceptée, soixante-dix conseils municipaux de la province de Palerme envoyèrent lettres et pétitions soutenant l'action de Nicotera et de sa police. Cette démonstration de loyauté fut probablement orchestrée par le préfet de police ; elle permit cependant de démontrer que, dix-sept ans après l'invasion de l'île par les troupes de Garibaldi au nom de la nation italienne, un certain consensus entre la Sicile et l'Italie prenait forme.

Un mois après la proclamation de la défaite totale des « bandits » siciliens, Nicotera fut démis de son poste. Son autoritarisme cynique faisait de lui à la fois une menace et une cible facile pour les leaders des partis de gauche rivaux. Mais son coup de filet avait néanmoins mis en lumière l'existence d'associations criminelles de type mafieux ; les rafles se poursuivirent même après son départ. Au cours des années suivantes, des enquêtes se soldèrent par d'importants procès mettant en cause des groupes tels les « Stuppagghieri » (Allumeurs de mèches) de Monreale, les « Fratuzzi » (Frères) de Bagheria, la « Fontana Nuova » (Fontaine neuve) de Misilmeri et un gang

de minotiers palermitains extorqueurs de fonds. (L'histoire de l'une de ces associations mafieuses, la « Fratellanza » ou « Fraternité » de Favara, sera évoquée dans le prochain chapitre.)

Comme l'on pouvait s'y attendre, ces procès donnèrent une image trouble et obscure du crime organisé. Des *pentiti* voulurent témoigner ; certains furent assassinés. Mais pour chaque témoin dont la crédibilité était ainsi confirmée à titre posthume, un autre se révélait trop proche des autorités pour que sa déposition puisse être prise en considération, et un troisième en cheville avec des politiciens influents qui le protégeaient des poursuites judiciaires. Alors que certains policiers montraient trop de zèle dans leur chasse aux sociétés secrètes, d'autres étaient liés aux gangs. Les verdicts allèrent donc de l'acquittement général en appel, comme dans l'affaire des « Stuppaghieri », à la condamnation à mort, en 1883, de douze membres de la *cosca* de Piazza Montalto, basée au sud-est de Palerme. Les quelques suspects haut placés arrêtés pour leur compromission avec le crime organisé échappèrent à la condamnation. De nombreux mafiosi – ceux qui avaient la bonne couverture politique – ne furent pas touchés par cette vague de répression.

Entre la fin des années 1870 et le début des années 1880, alors que les procès se succédaient, il devenait clair que le marché offert par Nicotera avait marqué un tournant dans la politique italienne à l'égard de la Sicile : à Rome, les gouvernements successifs se résignaient à travailler avec les politiciens siciliens soutenus par la Mafia. Les mafiosi s'installaient peu à peu dans la nouvelle norme politique. Les hommes d'honneur faisaient des affaires et développaient leur système d'extorsion de fonds ; ils apprenaient aussi que les amitiés politiques étaient plus que jamais nécessaires à leur survie. Pour leur part, les politiciens siciliens se voyaient octroyer une chance que la droite leur avait toujours refusée : ils pouvaient désormais entrer dans l'arène politique nationale, dans la danse mystérieuse des coalitions qui déterminaient les modalités de distribution du pouvoir et des ressources depuis Rome. La gauche injectait bien plus d'argent public en Sicile que la droite ne l'avait fait, dans la construction de routes, de ponts, de ports, d'hôpitaux, d'asiles, d'écoles, dans l'installation de systèmes sanitaires et l'aménagement des quartiers insalubres. Ces opérations constituaient autant de sources potentielles de revenu et de pouvoir pour les hommes politiques que pour les malfaiteurs. Les mafiosi découvrirent que la

gauche était désireuse de les utiliser comme « instruments de gouvernement local », tout comme la droite l'avait fait, mais d'une manière sensiblement différente : alors que la droite avait tenté de gouverner la Sicile en huilant les armes à feu, la gauche préférait graisser les pattes. Sous le gouvernement de gauche, la Mafia et les hommes politiques avec lesquels elle traitait commencèrent à se mouiller sérieusement dans la politique électoraliste de Rome.

Le marché conclu par Nicotera avait ainsi créé un système de gouvernement pour la Sicile qui devait plus ou moins perdurer au cours des quarante années suivantes. En fait, même aujourd'hui, la Mafia vise à être un « instrument de gouvernement local » comme elle l'était sous la gauche au XIX^e^ siècle. Et pas plus aujourd'hui que pendant les années critiques 1875-1877, les hommes d'honneur ne sont les décideurs de la vie politique car ils ont très rarement le désir ou le pouvoir de changer le cours de la politique italienne ; ils s'adaptent simplement aux circonstances en concluant des marchés avec les politiciens, quelle que soit leur couleur politique.

La Fraternité de Favara : la Mafia au pays du soufre

Au début du XIX^e^ siècle, des taches d'un jaune pâle et maladif apparurent dans les hautes terres à blé de l'intérieur de la Sicile. L'île avait pratiquement le monopole d'une matière première essentielle à la révolution industrielle : le soufre, utilisé dans la fabrication de produits aussi variés que les fongicides, les engrais, le papier, les pigments et les explosifs. Dans les provinces d'Agrigente et de Caltanissetta, respectivement situées dans le sud-ouest et le centre de l'île, plaines et collines lacérées offraient à la vue les veines épaisses du précieux métalloïde, semblable à une maladie géologique révélant ses symptômes. Dans les régions minières, des fumées bleuâtres et malsaines s'élevaient des *calcaroni,* énormes fosses remplies de roches sulfureuses qui se consumaient lentement en laissant s'écouler un liquide brun. Ces fumées empoisonnaient les campagnes environnantes, ruinant la santé des hommes et des animaux.

La vie dans les mines de soufre était plus infernale encore que le paysage ; les malaises étaient monnaie courante, les feux produisant des émanations létales d'anhydride sulfureux. Une centaine d'hommes y perdirent la vie en 1883, qui fut pourtant une année tout à fait ordinaire.

Les mines de soufre de Sicile étaient la honte de la nation italienne, et pas seulement à cause des risques encourus par les personnes exposées. L'opinion publique s'inquiétait de l'état sanitaire des gamins de sept ou huit ans qui transportaient le minerai jusqu'aux *calcaroni* dans d'énormes paniers dont le poids déformait leur corps. Le quotidien de ces enfants était épouvantable : leur misérable paye allait directement à leurs parents ; en échange de leur

travail, ils ne recevaient qu'un verre de vin ou un cigare, de temps à autre. Pis encore, des observateurs évoquaient leur « instinct mauvais et immoral » ; la pédérastie était une pratique courante dans les mines de soufre.

En mars 1883, à Favara, ville située au cœur du pays du soufre, non loin de la côte sud-ouest, un employé des chemins de fer alla raconter à la police qu'il avait été invité à rejoindre les rangs d'une société secrète républicaine appelée la Fratellanza, la Fraternité. L'entrepreneur de maçonnerie qui l'avait contacté avait précisé que cette association utilisait des signaux de reconnaissance qu'il devrait lui aussi utiliser s'il voulait éviter d'être attaqué par d'autres membres. Soupçonnant cette association de poursuivre des activités délictueuses et se sentant menacé, l'homme fit part de ses craintes à la police.

Son témoignage arrivait peu après des semaines de tension et de violence à Favara. Les troubles avaient commencé le 1er février au soir, quand, devant la taverne où l'on fêtait un baptême, un homme fut tué par balles par deux agresseurs cagoulés. La police, supposant que le meurtre était la conclusion d'une bagarre ayant débuté à l'intérieur de la taverne, interpréta le silence des invités comme un signe de complicité avec les tueurs. Tous les participants à la fête furent arrêtés.

On murmura que la victime faisait partie d'une association de type criminel. Ces rumeurs se confirmèrent quand, le lendemain, un membre d'une bande rivale fut retrouvé mort en dehors de la ville. Il avait reçu une balle dans le dos et il lui manquait l'oreille droite. Favara se retrouva bientôt au bord de la guerre civile ; durant plusieurs jours, des bandes d'hommes armés, appartenant aux deux factions rivales, arpentèrent la ville, sur le qui-vive. Puis soudain, comme par enchantement, la tension se dissipa et l'affrontement physique attendu entre les deux gangs n'eut pas lieu. Ce n'est qu'après la déposition de l'employé des chemins de fer que la police commença à reconstituer les événements.

Entre les mois de mars et de mai 1883, plus de deux cents personnes furent arrêtées à Favara et dans ses environs. L'un des chefs de la Fratellanza fut appréhendé alors qu'il procédait à l'initiation de deux nouvelles recrues encapuchonnées. Chose étonnante, il avait en sa possession une copie écrite des statuts de l'association. Dans sa

confession, il expliqua que les membres tiraient au sort ceux d'entre eux qui devaient procéder aux exécutions décidées par les chefs, dans l'intérêt de la Fraternité. D'autres confessions suivirent. Des squelettes furent découverts dans des grottes quasiment inaccessibles, des puits asséchés ou des mines désaffectées. On retrouva également d'autres versions des statuts de l'association, ainsi que son organigramme.

Le procès de la Fraternité de Favara se déroula en 1885 dans l'église Sainte-Anne d'Agrigente, spécialement aménagée à cet effet. Cent sept hommes comparurent au banc des accusés, enchaînés sur quatre rangs. Beaucoup nièrent les charges retenues contre eux, prétendant que leurs aveux avaient été extorqués sous la torture. Mais leur tactique se révéla inutile : ils furent tous inculpés et emprisonnés, succès rare de la justice contre une association criminelle de ce genre.

L'affaire donna à la police une idée précise du type d'organisations mafieuses qui se développaient loin de Palerme. Mais les enquêteurs échouèrent à démontrer l'enracinement profond de la Fratellanza dans son environnement naturel. Les historiens d'aujourd'hui pensent qu'il s'agissait d'une organisation bien plus évoluée et dangereuse que ne le croyaient les autorités de l'époque. La raison pour laquelle la Mafia a survécu si longtemps au pays du soufre, tout comme dans le reste de la Sicile occidentale, vient du fait qu'à l'instar de la Fraternité de Favara, elle a toujours été sous-estimée.

Quand la police découvrit son existence, la Fratellanza n'avait que quelques semaines : sa création remontait au jour où les chefs des deux factions rivales s'étaient rencontrés pour discuter de l'escalade de la violence qui avait suivi le meurtre commis devant la taverne, le soir du baptême. Il est intéressant de noter que, tenant compte des intérêts en jeu et de la gravité du conflit, les deux camps décidèrent non seulement de faire la paix, mais également de fusionner.

Les règles suivies par les deux gangs réunis étaient bien antérieures à la création de l'association. Pour toute personne connaissant les démêlés du Dr Galati avec la mafia de l'Uditore, ces règles paraissent étrangement familières. Le rituel d'initiation, par exemple : on pique l'index du nouvel affilié et le sang s'écoule sur une image sainte à laquelle on met le feu. Pendant qu'elle se consume, l'initié récite son serment : « Je jure sur mon honneur d'être fidèle à la

Fratellanza, tout comme elle me sera fidèle. Tout comme cette image sainte maculée de mon sang brûle, je donnerai mon sang à la Fratellanza. Tout comme ces cendres et ce sang ne pourront retourner à leur état originel, je ne pourrai jamais quitter la Fratellanza[6]. » L'organisation comptant quelque cinq cents membres, recrutés dans les villes minières des alentours de Favara, un rituel de reconnaissance mutuelle était nécessaire. Comme à Palerme, il commençait par une question bénigne à propos d'un mal de dents et continuait dans les mêmes termes. (Un rapport du magistrat instructeur de la province de Palerme auprès du ministère de la Justice de 1877 indiquait que ce rituel était pratiqué sur toute l'île.)

La structure de la Fratellanza ressemble de façon frappante à celle de Cosa Nostra telle que Tommaso Buscetta la décrira un siècle plus tard. Ses membres étaient divisés en *decine* (dizaines). Chaque *decina* était commandée par un homme dont l'identité n'était connue que de ses propres membres et du chef de l'organisation.

Celle-ci considérait que le lien entre ses affiliés était plus sacré que les liens biologiques. L'un des membres de la Fraternité de Favara, Rosario Alaimo, expliqua à la police comment les Frères l'avaient fait venir dans une taverne pour lui dire que son neveu était un traître ; ils lui laissèrent le choix entre tuer son propre neveu ou être tué lui-même. Alaimo accepta la première solution et la peur le poussa à porter un toast : « Le vin est doux mais le sang d'un homme plus doux encore. » Quelques jours plus tard, il attira son neveu dans un guet-apens pour permettre à d'autres Frères de l'assassiner. Pour confirmer ses dires, Alaimo emmena la police dans le château en ruine où le cadavre était caché. De retour dans sa cellule, il se pendit ; apparemment il souhaitait que sa propre fin ressemblât à celle de son neveu, que les mafiosi avaient garrotté.

Aujourd'hui encore, la Mafia privilégie les liens de parenté entre ses membres ; comme ils peuvent cimenter la cohésion d'une Famille, neveux, frères et fils entrent souvent dans l'organisation. Mais l'affection pour un proche peut avoir un effet déstabilisant si elle interfère avec le devoir premier, l'obédience au *capo*. Les mafiosi sont donc parfois contraints de démontrer de façon dramatique où va leur loyauté ultime. Un mafioso dont le frère, lui aussi homme d'honneur, enfreint les règles de l'organisation, pourra se voir offrir le même choix que celui offert à Alaimo : soit il tue le traître, soit ils meurent tous les deux. Dans ces cas-là, c'est l'organi-

sation qui doit l'emporter. L'élimination d'un membre de la famille devient une affaire de fierté pour certains hommes d'honneur. « Dans mon sang, je suis le seul à pouvoir mettre les mains[7] » : ainsi se vantait le mafioso captif Salvatore « Totuccio » Contorno, dans les années 1980.

Les ressemblances entre les règles de la Fratellanza et celles adoptées par les *cosche* des environs de Palerme étaient frappantes, même en 1883. La portée de ce constat semble pourtant avoir échappé aux magistrats et aux criminologues de l'époque. Favara et Palerme sont séparées par quelque cent kilomètres de routes de montagne tortueuses. Que deux organisations, basées dans deux endroits aussi distants, partagent les mêmes règles, s'explique sans doute par le fait que, avant 1879, certains de leurs chefs avaient séjourné en résidence forcée sur des îles telles que l'Ustica en compagnie de mafiosi de Palerme. C'est en prison que ces hommes ont pu être initiés par la Mafia. Une fois relâchés, ils ont maintenu des relations avec des mafiosi d'autres régions. Faire partie de la Mafia signifiait se joindre à un gang local, mais aussi obtenir un passeport pour le vaste monde des réseaux criminels.

Dans l'affaire de la Fraternité de Favara, le ministère public jugea que les rituels liant les membres de l'association étaient « primitifs ». Selon lui, la motivation principale des Frères venait de leur penchant naturel pour la vendetta et l'*omertà*. Un magistrat évoqua le « mysticisme barbare » de la cérémonie d'initiation ; « pur cannibalisme » fut son commentaire à propos du toast qu'avait porté Alaimo après avoir accepté d'aider à l'assassinat de son propre neveu.

L'utilisation d'adjectifs tels que « primitifs » et « arriérés » montre que l'Italie du XIX[e] siècle se voilait la face dès qu'il s'agissait de comprendre la Mafia (nous en reparlerons dans le prochain chapitre). Cet aveuglement permit de faire oublier le rôle considérable joué par la Fratellanza dans l'économie soufrière locale. Sur les cent sept hommes condamnés pour leur appartenance au gang, soixante-douze travaillaient dans l'industrie soufrière, mineurs, contremaîtres et aussi petits propriétaires de mines. Leurs intérêts communs expliquent sans doute pourquoi les deux bandes rivales sont parvenues à se fondre en une seule : la raison économique l'avait emporté sur le désir de vendetta. Le procès mit aussi en lumière le réseau des protecteurs de la Fraternité : propriétaires terriens, aristocrates et anciens maires avaient fourni des certificats de moralité. Personne

ne se demanda pourquoi des notables cherchaient à protéger ces « primitifs ».

En dépit du caractère infernal des conditions de travail, les mines de soufre de Sicile fonctionnaient de manière presque aussi sophistiquée que les vergers d'agrumes. Les enfants traités comme des bêtes de somme constituaient le point de départ d'une longue chaîne de sous-traitants ; l'aristocratie terrienne concédait des droits d'exploitation à de petits entrepreneurs ; ceux-ci engageaient des chefs d'équipes payés à la commission, qui embauchaient à leur tour arpenteurs, gardiens et mineurs. Plus la chaîne était longue, plus les risques liés au commerce de cette matière première, négociée sur les marchés internationaux, étaient dilués.

Les mineurs, surnommés « piocheurs », étaient payés à la tâche. Connus pour leur dureté, leur caractère querelleur et leurs effroyables beuveries, c'étaient eux qui recrutaient les enfants. Selon les critères de l'époque et du lieu, ils étaient loin d'être pauvres, étant en quelque sorte leur propre patron : certains avaient la charge de trois ou quatre autres mineurs. Beaucoup tenaient absolument à afficher un statut social durement gagné. Une Anglaise, mariée à un propriétaire terrien du pays du soufre, écrivait à propos du piocheur : « Il s'habille de façon recherchée ; on le voit souvent, le dimanche, vêtu d'un beau costume sombre, portant bottines à revers de cuir verni et une grande cape noire à capuche, bordée de vert[8]. » (Il est difficile de déterminer si la capuche portée par les Frères avait une signification rituelle, si elle était le signe distinctif des piocheurs, ou les deux.)

Le soufre était une industrie très compétitive ; comme dans la plus grande partie de la Sicile occidentale, la violence pouvait conférer un léger avantage commercial dans la compétition. À chaque niveau de la hiérarchie, du propriétaire terrien au mineur, la capacité à utiliser la force de façon organisée et intelligente était un atout économique clé. Petits patrons, directeurs, contremaîtres, gardiens et piocheurs pouvaient former des cartels pour éliminer des rivaux. Tout comme les vergers d'agrumes de Palerme, les mines de soufre étaient un vivier d'associations criminelles.

Vue sans préjugés « primitivistes », la Fraternité de Favara a permis de se faire une idée de la signification du terme « parrain » à l'intérieur de la Mafia. Il est à noter que le meurtre qui mena à la création de cette confrérie fut perpétré lors d'un baptême. Tuer un

homme à l'occasion d'un baptême est une offense calculée qui ne vise pas seulement une famille, mais tout le clan rival. Voilà pourquoi ce meurtre appelait une riposte également calculée : on coupa l'oreille de la seconde victime après l'avoir abattue d'une balle dans le dos.

En Sicile, tout comme dans le sud de l'Italie, la cérémonie du baptême revêtait une grande importance car elle signifiait l'accueil d'un nouveau parrain dans une famille. Le baptême de l'enfant faisait du père et du parrain des *compari*, des « compères ». Il s'agissait d'un engagement solennel : deux frères qui devenaient *compari* cessaient de se tutoyer pour adopter un vouvoiement très formel. Pour le restant de leurs jours, les deux « compères » étaient tenus d'accéder à leurs requêtes mutuelles. Les paysans et les mineurs de soufre racontaient des histoires à faire peur à propos de la terrible vengeance que Jean-Baptiste, le saint patron des *compari*, appliquait à tout homme qui trahissait son « compère ».

L'institution, connue sous le nom de *comparatico* (compérage), servait de ciment social en consolidant les liens familiaux à l'intérieur de la société et en encourageant la paix et la coopération : deux hommes à couteaux tirés pouvaient décider d'enterrer leurs différends et devenir *compari* dans le but d'éviter un violent conflit qui ne ferait que nuire aux deux familles. Un ouvrier pouvait demander à un homme influent d'être le parrain de son enfant, lui offrant ainsi déférence et loyauté dans l'espoir de gagner ses faveurs. Auquel cas, le choix d'un parrain puissant pour sa progéniture lui permettait d'obtenir un emploi dans la mine, une terre à cultiver, un prêt, ou des cadeaux.

Mais ce parrainage revêtait parfois un autre aspect. L'expression sicilienne « *fare u compari* » (faire le compère), signifiait aussi être complice, aider quelqu'un à commettre un délit. Si le rapprochement entre *compari* consolidait le lien social, il pouvait aussi servir de pacte criminel entre deux individus. Les mafiosi renforçaient fréquemment leurs liens en devenant *compari*.

Les hommes d'honneur les plus âgés étaient parfois appelés « parrain », mot rappelant le prestige dont était auréolé le titre dans la société. De nos jours encore, tout comme un *compare* préside au baptême d'un bébé, un parrain de la Mafia préside la cérémonie d'initiation d'une jeune recrue – qui équivaut à sa renaissance en tant qu'homme d'honneur.

Depuis ses débuts, la Mafia a toujours su infiltrer habilement les secteurs clés de l'économie sicilienne ; elle a été tout aussi habile dans sa façon d'adopter, et d'adapter, toutes les sources de fidélité de la culture sicilienne pouvant être utiles à ses fins criminelles. En d'autres termes, la Mafia est tout sauf une organisation arriérée.

Primitifs

À l'époque où l'on entendit parler de la Fraternité de Favara, la Mafia ne faisait déjà plus les gros titres des journaux ; elle était entrée dans le domaine plus paisible du débat universitaire. Le magistrat chargé de l'instruction du procès de Favara envoya un compte rendu des faits et méfaits de la Fratellanza à une revue universitaire, *Archives de psychiatrie, de sciences pénales et d'anthropologie criminelle*, dont le rédacteur en chef était le criminologiste Cesare Lombroso, l'intellectuel italien le plus célèbre de son temps hors de son pays. L'ouvrage qui l'avait fait connaître, publié en 1876, s'intitulait *L'Homme délinquant*. Lombroso y affirmait que l'on pouvait caractériser les malfaiteurs à partir de certaines difformités physiques : oreilles en forme d'anse de carafe, front bas, bras trop longs, et ainsi de suite. Il nommait ces signes particuliers « les stigmates criminels ». Selon lui, ces stigmates prouvaient que les brigands étaient le produit d'anachronismes biologiques, de retours accidentels à une étape antérieure de l'évolution humaine – raisons pour lesquelles ils offraient des similitudes avec des peuplades « primitives » non européennes, voire avec des animaux. Lombroso soutenait que les non-Européens, situés tout au début de la chaîne de l'évolution, étaient par nature des délinquants ; poussant sa logique jusqu'à l'extrême, il ne craignait pas d'affirmer que les animaux également étaient, par essence, des criminels.

L'aberration de cette théorie, que Lombroso appelait « anthropologie criminelle », apparaît bien plus évidente de nos jours qu'à une époque où les Italiens, citoyens angoissés d'un État neuf et fragile, subissaient une vague de criminalité alarmante. Dans ces conditions,

beaucoup jugeaient ces idées très rassurantes. Si l'Italie dénombrait tant de malfaiteurs, ce n'était pas sa faute ; la génétique servait de bouc émissaire. Les nombreuses rééditions de *L'Homme délinquant* (ainsi que sa suite, encore plus raciste, *La Femme délinquante*), offrirent non seulement aux lecteurs un réconfort moral, mais leur donnèrent des frissons d'excitation, en leur présentant d'innombrables illustrations, allant des oreilles jusqu'aux parties génitales, supposées appartenir à des criminels. Devant les foules qui se pressaient pour assister à ses conférences à l'université de Turin, Lombroso, petit homme dodu au visage d'écureuil, démontrait la présence des stigmates de la délinquance sur les corps de malfrats bien vivants.

Ses théories sur la Mafia étaient particulièrement confuses : il attribuait les origines de l'organisation à un ensemble de causes incluant entre autres la race, la météorologie et un « hybridisme social » ; il accusait par ailleurs le clergé régulier d'encourager l'oisiveté en distribuant la soupe aux pauvres. Lombroso avait cependant de nombreux détracteurs prêts à démontrer qu'aucune preuve n'étayait ses théories contradictoires. Mais ces critiques sous-estimaient sérieusement la Mafia. La criminalité avait des causes sociales, disaient-elles ; c'était la pauvreté qui poussait paysans et ouvriers à former des sociétés secrètes. La Mafia était primitive, certes, mais « socialement » primitive : elle existait parce que la Sicile vivait encore au Moyen Âge. Certains intellectuels de gauche voyaient dans la Fraternité de Favara un embryon de syndicat. Ils croyaient que la modernisation économique et l'avancée de la classe ouvrière sonneraient bientôt le glas de tous les symptômes d'arriération sociale, dont la Mafia n'était qu'un exemple. (Cette illusion paralysa la réflexion de la gauche sur la Mafia durant des dizaines d'années.)

Au cours des années 1880, les avancées de la criminologie scientifique et la croyance dans le progrès social inspirèrent une génération de policiers qui commençaient à acquérir une grande expertise dans l'art de combattre le crime organisé. L'un de ces policiers, adepte des théories de Lombroso, s'appelait Giuseppe Alongi. Dans un ouvrage publié en 1886, *La Mafia dans ses facteurs et ses manifestations*, il insistait sur la psychologie particulière des Siciliens, qui faisaient preuve d'un « égotisme sans limites », d'un « sens exagéré de leur propre personne », d'une « capacité à entretenir un violent

mépris et une haine tenace jusqu'à la fin d'une *vendetta*[9] ». Il les jugeait incapables de créer une association criminelle de grande envergure possédant des règles fixes ; la Mafia, soutenait-il, n'était rien d'autre qu'une étiquette collée sur des *cosche* indépendantes et disparates. La Fraternité de Favara en était le parfait exemple. Alongi avait peut-être raison d'écarter la théorie d'une conspiration mafieuse centralisée, mais il avait certainement tort de rejeter l'hypothèse selon laquelle beaucoup de *cosche* faisaient partie d'un réseau plus important.

En dépit de ses préjugés primitivistes, Alongi était un fin observateur du mode de vie des familles bénéficiant de retombées financières des activités mafieuses. Il voyait bien que dans les villages autour de Palerme, l'argent était dépensé avec ostentation : les hommes portaient couvre-chefs, bottines et gants de prix, montres de gousset et bagues en or. Le dimanche, les femmes revêtaient robes de soie et petits chapeaux à plumes. Les jours de fête, on consommait beaucoup de viande et de desserts. Les professions libérales ou les fonctionnaires ne pouvaient rivaliser avec le luxe vestimentaire déployé par des gens qui leur étaient socialement inférieurs.

Alongi nota aussi que l'activité des prêteurs sur gages était florissante. Mais, tout comme le Dr Galati l'avait remarqué dix ans plus tôt à propos de la *cosca* de l'Uditore, les seuls à s'enrichir réellement étaient les chefs mafieux. « La plupart dilapident le fruit de leurs méfaits. Ils le dépensent en menant grand train et se lancent dans une vie de débauche et d'excès en tous genres[10]. » Selon Alongi, ces modes de vie dispendieux ne se reflétaient pas dans les propos et le comportement des hommes d'honneur : « Ces gens sont pleins d'imagination et il fait chaud dans les villages ; leur langue est précieuse, ampoulée, pleine d'images. Et pourtant le langage du mafioso est sobre et sec... L'expression "*lassalu iri*" [laisse-le aller] a un sens méprisant : "Cher ami, l'homme avec lequel tu traites est un imbécile. Tu compromets ta dignité en le choisissant comme ennemi." [...] Une autre expression "*be'lassalu stari*" [laisse-le vivre], paraît à première vue identique, mais possède en fait une signification opposée ; on peut la traduire par : "Cet homme a besoin d'une sévère leçon, mais l'heure n'est pas encore venue. Patientons. Il quand il s'y attendra le moins, nous l'aurons." [...] Le vrai mafioso s'habille avec simplicité. Il affecte une bonhomie fraternelle dans son attitude et sa façon de parler. Il se fait passer pour naïf et

stupidement attentif à tout ce que vous dites. Il endure insultes et camouflets avec patience. Et puis, le soir venu, il vous tue[11]. »

L'ouvrage d'Alongi l'a aidé à poursuivre une carrière remarquable. Son insistance à affirmer que la Mafia était un gang de « primitifs » et son refus de reconnaître l'existence de liens entre l'organisation et certains politiciens, policiers et magistrats ont certainement contribué à son succès.

La fascination de l'Italie pour ses « primitifs » revêtit un autre aspect, apparemment plus futile, mais en définitive très dangereux. Pendant une quarantaine d'années, avant la Première Guerre mondiale, l'ethnologue Giuseppe Pitrè, un homme maigre, au front haut, sillonna Palerme et ses environs dans un vieil attelage transformé en bureau ambulant, où il gardait ses notes et ses dossiers. En route, il collectait dictons, fables, chansons, coutumes, rituels et superstitions. Pitrè, qui aimait se définir comme un « démo-psychologue », cherchait à tracer un vaste portrait de la mentalité collective sicilienne ; le résultat fut l'archivage précieux, voire sentimental, d'un monde « primitif » en voie de disparition. La quasi-totalité des idées qui circulent sur les traditions siciliennes depuis la fin du XIX^e^ siècle – et presque tous les stéréotypes sur la mentalité des habitants de l'île – est imputable aux travaux de Giuseppe Pitrè.

Voilà comment ce professeur de « démo-psychologie » définissait la Mafia en 1889 : « Ce n'est ni une secte ni une association, elle n'a ni règlement ni statuts. Le mafioso n'est ni un voleur ni un bandit [...]. Mafia signifie conscience de son être propre, vision exagérée de sa force individuelle [...]. Le mafioso est un homme qui respecte les autres et aime être respecté. S'il est offensé, il ne fait pas appel à la Justice[12]. »

En apprenant le succès extraordinaire de *Cavalleria rusticana* au cours de l'année qui suivit la publication de son article, Pitrè dut ressentir une grande fierté. L'opéra qui colportait le mythe de la chevalerie rustique s'inspirait d'une nouvelle d'un auteur sicilien de l'époque, Giovanni Verga, qui s'était beaucoup inspiré des travaux de Pitrè. Bien que filtrée par les mots d'un autre, la Sicile que Pietro Mascagni a mise en musique et, en quelque sorte, figée, est dans une bonne mesure celle de Pitrè.

Pendant longtemps, les écrits de ce dernier servirent de talisman aux gangsters siciliens et à leurs avocats ; sa gentille définition de la

Mafia fut même citée au milieu des années 1970, pendant un procès, par le redoutable chef de la mafia corléonaise, Luciano Leggio. Il est peu probable que Pitrè ait été affilié à la Mafia. Pourtant, au moment de la première représentation de *Cavalleria* en 1890, il était à Palerme le proche collaborateur d'un député qu'il décrivait avec emphase comme « un vrai gentleman [...], un administrateur droit et honnête ». Cet « honnête administrateur » était en fait le mafioso le plus notoire de la fin du siècle, un homme dont le profil démentait la notion de bandit arriéré : Don Raffaele Palizzolo. Quand elle l'apprit enfin, l'opinion publique comprit jusqu'où la Mafia avait étendu ses ramifications dans le système de gouvernement italien – et cela à l'époque même où le pays cherchait à se convaincre que les hommes d'honneur n'étaient rien d'autre que des « primitifs ».

3

Corruption en haut lieu
1890-1904

Une nouvelle race d'hommes politiques

Le matin, Don Raffaele Palizzolo recevait ses clients, à son domicile de Palerme, le Palazzo Villarosa, rue Ruggiero Settimo. Assis dans son lit, une couverture sur les épaules, il les voyait arriver les bras chargés de fleurs ou de cadeaux ; certains briguaient un emploi à la mairie, d'autres, magistrats ou policiers, espéraient qui une mutation, qui une promotion ou une augmentation de traitement. Il pouvait aussi s'agir de personnes recherchées par la police ou désireuses d'obtenir un permis de port d'armes ; de conseillers municipaux souhaitant décrocher un poste influent dans une commission ou un comité ; d'étudiants des grandes écoles ou de l'université cherchant à faire oublier les mauvaises notes menaçant l'obtention de leurs diplômes.

Don Raffaele écoutait tout le monde avec indulgence, bavardait avec bonhomie, demandait des nouvelles des proches, offrait sa compassion, promettait de l'aide. Les audiences se poursuivaient ainsi tandis qu'il se lavait, taillait les pointes recourbées de sa moustache et enfilait sa longue redingote ajustée à pans croisés.

L'après-midi, il s'occupait de ses propres affaires et octroyait des faveurs. À la fois propriétaire et loueur de terres agricoles, conseiller municipal et provincial, administrateur de banque et d'institutions charitables, il dirigeait également le fonds d'assurance santé de la marine marchande et présidait le conseil d'administration d'un hôpital psychiatrique. En tant que parlementaire, c'était un fidèle soutien du gouvernement, quel que fût le régime en place.

Ces audiences matinales, tenues pendant quarante ans de carrière politique, avaient certes un aspect indécent. Mais il n'y a rien de

particulièrement mafieux ni d'exclusivement sicilien dans ce type de népotisme et de clientélisme. Les mêmes mécanismes de base se retrouvent encore dans toute l'Italie et dans bien d'autres pays du monde. Les suffrages sont échangés contre des services ; hommes politiques et fonctionnaires de l'État s'approprient les fonds destinés aux emplois, contrats, permis, retraites, prêts – et les réinjectent dans leurs réseaux personnels de soutien électoral.

Népotisme, clientélisme et corruption ne sont pas synonymes de mafia. En fait, la Mafia ne serait pas apparue si un État moderne n'avait pas tenté, même maladroitement, d'imposer l'état de droit en Sicile. En d'autres termes, la Mafia ne sort pas spontanément d'un terreau de pourriture. La corruption politique existe dans de nombreux pays, qui ne génèrent pas systématiquement des organisations de type mafieux. Et clientélisme n'implique pas obligatoirement que des questions aussi importantes que l'économie, la démocratie et la politique étrangère soient négligées. Cela dit, Palizzolo était certainement de connivence avec la Mafia ; le pouvoir de celle-ci ne peut être apprécié que si l'on comprend le fonctionnement du clientélisme, dont Palizzolo était le représentant le plus notoire de son temps.

Le clientélisme coûte cher. Jusqu'en 1882, son coût était relativement limité, car 2 % seulement de la population, hommes adultes propriétaires de leur terre, avaient le droit de vote ; l'électorat d'une circonscription type n'était constitué que de quelques centaines de personnes. Dans ces conditions, cinquante voix apportées par Antonino Giammona pouvaient faire toute la différence pendant des élections. La situation évolua à partir de 1882, quand le droit de vote fut étendu, allant jusqu'à inclure un quart de la population masculine adulte. La démocratie était en chemin. Les élections coûtèrent soudain beaucoup plus cher ; il y avait des risques à courir et des occasions à saisir, tant pour les hommes politiques que pour les mafieux.

Don Raffaele Palizzolo releva le défi et, sa vie durant, échangea des services, escroqua des institutions charitables, protégea et utilisa les malfrats, témoigna en faveur de mafiosi. Le noyau stratégique de son empire se situait dans la commune de Villabate, à l'est de Palerme, mais son emprise s'étendait le long de la côte Est, englobant Caccamo, Termine Imerese et Cefalù. Protecteur des membres de la *cosca* de Villabate, Palizzolo était invité d'honneur à leurs banquets ; il les aida à faire de leur territoire le terminal du parcours suivi

par le bétail volé dans les grands domaines de l'intérieur de l'île. Il bénéficiait aussi d'un important réseau de soutien à Palerme et dans ses environs, puisqu'il fut élu à trois reprises député de la circonscription dans les années 1890.

L'obtention du permis de port d'armes est un bon exemple de la chaîne de services liant les hommes tels que Palizzolo à la Mafia. Les armes ne pouvant être obtenues que sur recommandation d'un notable, c'était là l'occasion rêvée d'obtenir les faveurs d'un député. Dans les périodes précédant les élections, les tractations se faisaient systématiques, car, sur ordre du ministère de l'Intérieur, le préfet pouvait retirer toutes les autorisations de port d'armes, le but avoué étant d'empêcher que la contestation politique ne dégénérât en violences ; mais le but réel était bel et bien d'influencer le vote des électeurs : seules les lettres de parrainage provenant des candidats soutenus par le gouvernement central permettaient la restitution des permis à leur propriétaire. Les hommes politiques vendaient donc ces lettres pour obtenir des fonds, des voix, des services.

Le morcellement du système politique italien fut le meilleur allié de Don Raffaele. Durant une grande partie de l'histoire de l'Italie, il y eut peu de lignes claires de partage à l'intérieur d'une mosaïque de cliques et de groupes d'intérêt. Cela était valable à tous les niveaux de gouvernement, des conseils municipaux des petites villes de province jusqu'aux assemblées nationales. Profitant de cette fragmentation, des minorités stratégiquement bien placées purent exercer une influence importante. Dans la plupart des cas, les politiciens proches de la Mafia constituaient cette minorité avantagée.

Dans des circonstances normales, l'Italie de la fin du XIX^e^ siècle n'était pas en mesure de rassembler la volonté politique nécessaire pour démasquer Don Raffaele et les hommes de son acabit. Les gouvernements de coalition successifs, déchirés par des querelles internes, ne restaient au pouvoir que quelques mois, avec le soutien des députés siciliens. Mais dans les années 1890, le pays fut traversé par une crise d'une envergure jamais atteinte. L'agitation politique devait aboutir à la menace la plus sérieuse à laquelle la Mafia eût à faire face depuis sa création.

En 1892, les deux plus grandes banques de crédit italiennes fermèrent leurs portes. À la fin de l'année, on apprit que la Banca Romana, l'une des banques émettrices, avait contrefait des millions de lires ; des « vrais » billets furent retrouvés porteurs de numéros

de série dupliqués. Ces espèces étaient distribuées à des leaders politiques dans tout le pays pour financer leur campagne électorale. La faiblesse de la lire précipita une fuite massive de monnaie métallique ; les pièces en argent et même en bronze se raréfièrent au point que les mutuelles d'entraide et les associations de petits commerçants de l'Italie du Nord durent émettre leur propre monnaie fiduciaire. Avec une économie depuis longtemps déjà au creux de la vague, il semblait que tout le système financier était sur le point de s'effondrer. En janvier 1894 fut instaurée en Sicile une loi martiale destinée à étouffer un conflit violent entre ouvriers agricoles et propriétaires terriens. Un peu plus tard dans l'année, le parti socialiste fut interdit.

Sous l'autorité de son premier président du Conseil d'origine sicilienne, Francesco Crispi, le gouvernement répondit à la crise de la pire manière qui soit, en organisant une folle expédition militaire en Éthiopie. Le résultat fut inévitable. À la bataille d'Adoua en mars 1896, une armée de dix-sept mille cinq cents soldats composée d'Italiens et de troupes d'*askaris* (suppléants) recrutés sur place, fut battue par une armée éthiopienne forte de cent douze mille hommes, mieux équipés et mieux commandés. Ce fut la plus grande défaite jamais essuyée par un pouvoir colonial européen. La moitié des troupes italiennes furent tuées, blessées ou faites prisonnières.

Le pays allait cahotant de crise en crise. En mai 1898, à Milan, poumon économique du pays, la loi martiale fut également instaurée et la troupe tua plus de quatre-vingts hommes. Des canons bombardèrent le monastère des capucins, supposé abriter des rebelles. Quand la fumée se dissipa, on découvrit les corps de quelques moines, ainsi que de mendiants attendant la distribution de la soupe.

Au cours du mois qui suivit les tragiques événements de Milan, le général Luigi Pelloux, officier dans l'armée du roi depuis sa jeunesse, fut nommé président du Conseil. L'homme a aujourd'hui mauvaise réputation car son nom reste associé à une tentative de réformes autoritaires, qui, si elles avaient été votées, auraient restreint la liberté de la presse, banni les syndicats des services publics et permis au gouvernement de placer les suspects en résidence forcée sans autre forme de procès. Néanmoins, Pelloux n'était pas un réactionnaire aveugle, si l'on s'en tient aux critères de l'époque. Il forma un gouvernement ayant pour but d'assurer une transition vers une certaine normalisation, après les années les plus turbulentes de

la courte histoire de l'Italie. Le combat contre la corruption en Sicile faisait partie de son programme ; en août 1898, il nomma un nouveau préfet de police à Palerme en lui ordonnant de s'attaquer au problème de la Mafia. En 1900, ce préfet décrivit ainsi les partisans de Don Raffaele Palizzolo : « [...] des hommes au passé judiciaire chargé ; ils représentent un danger permanent pour l'ordre public car ils sont impliqués dans toutes sortes de crimes et délits contre les biens et les personnes. Tous ont recours à la menace, à la violence, à l'intimidation pour obliger les électeurs honnêtes à voter pour leur candidat... À ces fins, ils ont recours aux mêmes méthodes que la Mafia utilise pour imposer ses gardiens aux propriétaires de fermes fruitières et extorquer des fonds aux riches propriétaires terriens[1]. »

Palizzolo mériterait déjà sa place dans cet ouvrage s'il n'avait été que le premier représentant d'une nouvelle race de politiciens mafieux. Mais il fut aussi au centre du plus grand procès antimafia de la fin du XIX^e^ siècle ; avec Don Raffaele, la Mafia faisait à nouveau la une des journaux pour la première fois depuis vingt-cinq ans. Moins connu que Palizzolo, mais tout aussi important dans l'histoire de la Mafia, son adversaire, le préfet de police nommé par le général Pelloux, Ermanno Sangiorgi, rédigea un rapport qui n'a été que récemment exhumé des archives.

Le rapport Sangiorgi

Parmi les innombrables documents conservés aux Archives centrales, à Rome, se trouve un dossier confidentiel contenant un rapport envoyé par fascicules au ministre de l'Intérieur entre novembre 1898 et janvier 1900. Ce rapport, rédigé par Ermanno Sangiorgi, préfet de police de Palerme, fut adressé au principal magistrat instructeur, dans le cadre de la préparation d'un procès. Lire aujourd'hui ces quatre cent quatre-vingt-cinq feuillets jaunis donne l'impression d'être un archéologue brossant et époussetant les contours de ce qu'il croit être un vase antique avant de se rendre compte qu'il vient de déterrer un obus encore amorcé.

Le rapport commence par la description la plus complète qui ait jamais été faite de la mafia sicilienne. Les témoignages plus anciens sur la mafia de Palerme nous parviennent toujours par fragments; ici, l'information est explicite, détaillée, systématique. On y trouve un organigramme des huit *cosche* régnant sur les bourgades satellites du nord et de l'est de Palerme : Piana dei Colli, Acquasanta, Falde, Malaspina, l'Uditore, Passa di Rigano, Perpignano, Olivuzza. Les noms du chef et du sous-chef de chaque *cosca* sont cités et de nombreux renseignements personnels sur les hommes de sa base y figurent; en tout, l'on retient le profil de deux cent dix-huit hommes d'honneur, propriétaires terriens, ouvriers mécaniciens, gardiens des vergers d'agrumes ou courtiers en fruits. Le rapport décrit les rites d'initiation, le code d'honneur, les méthodes de travail de l'organisation, ses façons de pénétrer et de contrôler les jardins maraîchers, de fabriquer de la fausse monnaie, d'organiser des cambriolages, de terrifier et d'assassiner des témoins. Il explique la manière dont sont

centralisés des fonds pour subvenir aux besoins des familles de mafieux emprisonnés et payer leurs avocats ; il montre comment les chefs des différentes *cosche* s'associent pour gérer les affaires de l'organisation et contrôler le territoire.

Cette impressionnante description fait écho aux propos tenus par Tommaso Buscetta face au juge Falcone des dizaines d'années plus tard. Il n'existe pas d'illustration plus fascinante de l'éternel échec de l'Italie à ouvrir les yeux sur la Mafia. Mais plus fascinant encore est le sentiment que ce document apparemment si ennuyeux – référence DGPS, aa. gg. rr. Atti speciali (1898-1940), b. I, f. I – aurait pu changer l'histoire. Il aurait pu causer autant de mal à la Mafia que le maxi-procès de 1987. Si le rapport avait atteint son but, la Mafia aurait essuyé une défaite mémorable quelques dizaines d'années seulement après sa création.

L'auteur de ce rapport, Ermanno Sangiorgi, était un austère policier d'une soixantaine d'années, au front dégarni, à la mâchoire carrée agrémentée d'une abondante barbe blonde. La presse de l'époque disait qu'il avait belle allure ; on le reconnaissait dans les rues de Palerme. Son accent trahissait nettement ses origines romagnoles. Sangiorgi était et demeure presque méconnu, et le peu d'informations que nous possédons sur lui sont précieuses. Cet homme connaissait la mafia sicilienne mieux que personne ; on avait fait appel à lui pour diriger les opérations contre la *cosca* de l'Uditore, après que le Dr Galati eut fait part de ses ennuis au ministère de l'Intérieur, en 1875. C'est lui aussi qui avait conduit la rafle contre la Fraternité de Favara. Sa nomination au poste de préfet de police de Palerme fut l'apogée de sa carrière, l'occasion de tirer profit d'une expérience patiemment acquise pour tenter de mettre à genoux la société secrète sicilienne.

Il rédigea son rapport avec un grand souci du détail, s'attaquant de front au scepticisme ambiant et à la complicité qui régnaient dans les institutions ; il sentait qu'il s'engageait dans un processus judiciaire sans précédent. Il remit ce rapport à une époque où il était difficile, mais pas impossible, d'inculper un mafioso pour des délits isolés, voire de contraindre des *cosche* indépendantes comme la Fraternité de Favara à rendre des comptes. Il fallait convaincre les témoins de venir à la barre dire la vérité, veiller à garder en vie suffisamment longtemps les informateurs pour qu'ils puissent déposer, protéger les juges et les jurés d'éventuelles représailles et prévenir toute tentative

de corruption à leur endroit. Sangiorgi affronta ces problèmes en sachant bien que le vrai défi consistait à poursuivre la Mafia en tant qu'organisation, avec, comme chefs d'accusation, l'extorsion de fonds et les soutiens politiques qu'impliquaient ces méthodes.

Pour ce faire, il avait l'intention d'utiliser une loi existante, qui interdisait toute association de malfaiteurs. Bien que cette loi ne prévît pas de lourdes sanctions, une condamnation s'appuyant sur le rapport de Sangiorgi aurait eu une portée politique considérable : elle aurait conforté la théorie jusque-là considérée comme farfelue d'une société secrète sophistiquée étendant ses ramifications dans toute la Sicile occidentale et même à l'étranger. En bref, si Sangiorgi avait pu mener sa tâche à bien, personne n'aurait pu continuer à nier l'existence de la Mafia.

Mais il échoua. Son rapport apporte la preuve flagrante qu'en 1898 les dirigeants italiens savaient précisément ce qu'était la Mafia ; son échec, et la façon dont son précieux savoir fut négligé par les autorités, fournissent un éclairage inquiétant sur les conditions dans lesquelles le système politique italien permit à la Mafia de survivre jusqu'à nos jours.

Sangiorgi était non seulement un bon policier mais aussi un bon conteur. À partir de centaines de patronymes, de dizaines de dépositions vérifiées par recoupement, il parvint à mettre au jour une structure criminelle compliquée, une série d'histoires d'homicides et de fraudes étroitement imbriquées, illustrant la brutalité et l'influence complexe de la Mafia dans toutes les couches de la société sicilienne. Il faisait même preuve, par moments, d'une réelle verve narrative.

La plupart de ses récits se situent dans la partie occidentale de la Conca d'Oro, la « conque dorée » s'incurvant autour de Palerme. Depuis l'Antiquité, cette région est célèbre pour sa beauté et sa fertilité. En 1890, le magazine *Illustrazione Italiana* la décrivait comme une « vision orientale et enchanteresse enflammant l'imagination », preuve que « la poésie fleurit avec générosité et abondance dans le cœur des Siciliens ». L'élite palermitaine se faisait construire de belles demeures dans les plantations de citronniers de la Conca d'Oro. Le printemps était la saison des villégiatures ; les nantis, accompagnés d'une armée de domestiques, quittaient alors leur résidence citadine pour leur immense villa entourée de jardins exotiques. Au tournant du siècle, les quatre-vingts barons, cinquante ducs et soixante-dix princes de Palerme croisaient têtes couronnées

et millionnaires de toute l'Europe sur les avenues, dans les villas, les clubs, les théâtres et les salons de la ville. Les riches plaisanciers avaient fait de la capitale sicilienne leur port d'attache favori, sorte de Paris-sur-mer. Dans sa quête pour découvrir les secrets de la Mafia, Sangiorgi a suivi les hommes d'honneur le long des sombres et tortueux chemins qui reliaient le petit peuple de Palerme à la haute société sicilienne, dont l'existence dorée était connue du monde entier.

Dès sa nomination, Sangiorgi s'attaqua à une série de mystérieux homicides qui préoccupaient la police de Palerme depuis un an. « L'affaire des quatre disparus » comme le titraient les journaux de l'époque, était née au Fondo Laganà, verger d'agrumes situé non loin du cimetière d'Aranella, village niché au nord de Palerme entre le Monte Pellegrino et la mer. Un endroit d'où l'on entendait distinctement, à la tombée de la nuit, les cris des pêcheurs sur la plage. Face au bâtiment principal du *fondo*, ils avaient installé une baraque où ils se faisaient cuire des pâtes. Non loin de là se trouvait un poste occupé vingt-quatre heures sur vingt-quatre par des gardiens d'octroi. Pourtant personne n'avait rien remarqué d'anormal au cours des mois de septembre et d'octobre 1897, jusqu'à ce qu'une odeur caractéristique de chairs en décomposition se mette à flotter dans l'air au-dessus des murs du *fondo*. Au bout de plusieurs jours, les gardiens se décidèrent à alerter la police. Quand celle-ci fit irruption dans la ferme, elle découvrit qu'il s'agissait d'un « abattoir » de la Mafia. Les murs intérieurs du bâtiment, à peine plus grand qu'un appentis en brique, étaient criblés de balles et maculés de sang. L'horrible odeur venait d'une sorte de puits naturel étroit et profond ; il fallut faire appel aux pompiers pour en atteindre le fond. Ceux-ci trouvèrent des restes humains putréfiés, recouverts de chaux vive. En l'espace de six mois, quatre hommes avaient été tués par balles dans le Fondo Laganà.

L'affaire des quatre disparus n'avait toujours pas été élucidée quand Sangiorgi fut nommé à Palerme, au mois d'août de l'été suivant. À cette époque la guerre faisait rage entre gangs mafieux : des hommes réputés dangereux étaient retrouvés morts dans les sentiers de la Conca d'Oro, d'autres disparaissaient sans laisser de traces. Les inspecteurs qui travaillaient sous les ordres de Sangiorgi avaient beau utiliser des informateurs, ils savaient peu de chose sur la straté-

gie de chaque camp; ils ignoraient si les quatre cadavres du Fondo Laganà avaient un lien avec cette guerre mafieuse. Tout comme aujourd'hui, il était difficile d'apporter des preuves tangibles des agissements criminels de la Mafia. Le principal problème des policiers était de convaincre d'éventuels témoins de parler. C'est pour cette raison que, dans son rapport, Sangiorgi ne cite pratiquement jamais leurs noms. Terrifiés par l'habileté de l'organisation à punir quiconque s'entretenait avec un policier et craignant que la Mafia n'ait infiltré la police et la justice, les gens n'acceptaient de parler qu'à titre privé. La longue enquête entreprise par Sangiorgi pour percer les secrets du Fondo Laganà ne débuta vraiment que lorsqu'il fut mis en contact avec une femme courageuse qui fit exception à la règle.

Le 19 novembre 1898, Sangiorgi envoya ses inspecteurs interroger Giuseppa Di Sano. Comme la décrivirent plus tard les journaux, c'était une femme ronde et robuste, possédant beaucoup de courage et peu d'imagination. Giuseppa devint en quelque sorte l'héroïne discrète du rapport Sangiorgi; l'histoire qu'elle lui conta avait commencé deux ans plus tôt, neuf mois avant les meurtres du Fondo Laganà.

À l'époque, elle gagnait difficilement sa vie en tenant une petite épicerie près du Jardin anglais. Mais elle avait bien d'autres soucis : le chef local des carabiniers se rendait très souvent dans son magasin, plus souvent que les commandes de vin et de nourriture pour le poste de police ne le justifiaient. Giuseppa voyait ces visites d'un mauvais œil, car elle craignait les commérages : des rumeurs circulaient dans le quartier disant que l'officier de police cherchait à obtenir les faveurs de la fille de l'épicière, Emanuela, âgée de dix-huit ans. Cette situation posait un gros problème à la commerçante, qui vivait au sein d'une communauté réputée pour ses relations difficiles avec les forces de l'ordre et la justice. Giuseppa devait donc faire taire la rumeur sans pour autant offenser l'officier de police.

Mais ses problèmes ne s'arrêtaient pas là. Les fils du directeur d'une tannerie locale venaient régulièrement faire leurs courses à l'épicerie et essayaient chaque fois de payer la note avec de la fausse monnaie. Giuseppa savait que cet homme d'affaires et ses fils avaient des amis redoutés; elle refusait toujours poliment l'argent que lui tendaient les jeunes gens, mais ceux-ci persistaient. Un jour, le mari de Giuseppa accepta un gros billet. Affolée, l'épicière le lança

vertement et l'envoya régler le problème à la tannerie. Le directeur remboursa une partie de la dette, mais plaida l'innocence de ses fils, qui, selon lui, ignoraient utiliser de la fausse monnaie.

À la fin du mois de décembre 1896, les villageoises d'Aranella commencèrent à regarder Giuseppa de travers et à éviter son magasin. Un jour une femme entra dans l'épicerie et se plaignit ouvertement des « drôlesses » du voisinage. Giuseppa, supposant que la pique était dirigée contre sa fille, la somma de donner des noms. La femme rétorqua qu'elle parlait de celles qui espionnaient pour le compte de la police. Giuseppa, à la fois étonnée et effrayée, comprit que planait sur elle une menace bien plus grave que les médisances concernant Emanuela ou le différend à propos de la fausse monnaie.

Le 27 décembre, deux individus à l'air louche – l'un d'eux avait moins de vingt ans –, entrèrent dans la boutique. En face de celle-ci, de l'autre côté de la rue, se dressait le mur d'enceinte d'un verger ; un peu au-dessus du sol, il y avait un trou à l'emplacement où une pierre avait été ôtée. Giuseppa se rendit compte après coup que les deux hommes étaient venus vérifier que le magasin se trouvait bien dans la ligne de mire offerte par cette brèche. Elle se souvint aussi que le plus âgé s'était arrêté pour lancer d'une voix forte : « Si je fais une bêtise, ma mère sera là pour s'occuper de moi, de ma femme et de mes enfants[2]. » Une phrase aussi sibylline ne pouvait être qu'une menace à peine voilée. L'inquiétude de Giuseppa se mua en affolement.

À huit heures du soir, un inconnu mince et pâle entra dans l'épicerie pour demander un demi-litre de pétrole. Il ramassa le bidon, se dirigea vers la porte, puis tendit le bras droit et fit un signe en direction du mur. Deux coups de feu éclatèrent ; Giuseppa, atteinte à l'épaule et au côté, s'écroula. Sa fille Emanuela accourut à son secours, mais une troisième balle l'atteignit et elle mourut sur-le-champ.

Lorsque Sangiorgi convoqua Giuseppa Di Sano pour l'interroger, l'enquête était close, l'un des deux coupables ayant été arrêté. Mais comme les policiers antimafia sont souvent amenés à le faire, Sangiorgi reprenait un épisode précédent, y cherchant des informations l'aidant à reconstituer un scénario plus général. Or précisément Giuseppa était prête à jurer que le meurtre de sa fille avait été perpétré par la Mafia. Son témoignage devait permettre à Sangiorgi de prouver que la Mafia était bien une organisation criminelle possédant ses propres règles, ses propres structures et sa propre façon de tuer.

Des indicateurs expliquèrent à Sangiorgi qu'Emanuela Di Sano avait été la première victime, accidentelle, d'une longue série de trahisons et de meurtres commis par des hommes d'honneur dans la Conca d'Oro. Tout avait commencé deux semaines avant l'assassinat de la jeune fille, quand les carabiniers avaient fait irruption dans une fabrique de fausse monnaie située non loin de l'épicerie de Giuseppa ; trois hommes avaient été appréhendés en flagrant délit. La Mafia, soupçonnant une fuite, envoya sur place Vincenzo D'Alba, homme d'honneur dont le frère avait été arrêté au cours de la descente de police. Il ne lui fallut pas longtemps pour reconstituer le puzzle : l'épicière accusait la Mafia de fabriquer des faux billets ; elle était amie avec les carabiniers ; son beau-frère avait installé une presse dans l'atelier d'usinage servant de couverture aux faux-monnayeurs. Tous ces éléments semblant converger, Vincenzo D'Alba, avant même de rapporter ses conclusions à la *cosca*, ordonna à sa mère d'orchestrer une campagne de ragots afin de ruiner le commerce et la réputation de Giuseppa – l'élimination d'une personne impopulaire dans un village suscitant moins de zèle de la part des enquêteurs. Le 26 décembre 1896, Giuseppa Di Sano fut condamnée à mort par la *cosca* de Falde pour n'avoir pas respecté l'*omertà*, alors qu'elle n'avait rien fait dans ce sens. Quarante-huit heures plus tard, D'Alba et son complice partirent exécuter la sentence, mais ne parvinrent qu'à tuer la fille de Giuseppa.

Ce fut Vincenzo D'Alba qui entra dans l'épicerie pour vérifier la ligne de tir partant du mur du verger, et qui proféra cette menace incompréhensible. Car, pour la Mafia, l'exécution d'un contrat ne réside pas seulement dans l'organisation pratique de la mise à mort : il s'agit aussi d'une mise en scène brutale et lapidaire. Les gens du village savaient qui contrôlait le verger d'agrumes ; le trou dans le mur était repérable par tous et la menace de Vincenzo D'Alba faite pour être colportée. Le jour du meurtre, il était entré dans l'épicerie autant pour être vu que pour mettre au point l'agression. Bien qu'il eût été impossible pour un passant d'apercevoir les deux tueurs embusqués derrière le mur, leur identité n'aurait pas été un grand mystère pour les habitants du village. Cet assassinat volontairement commis au grand jour mettait les éventuels témoins au défi d'aller trouver la police. Une façon pour la *cosca* de Falde d'affirmer sa domination sur le territoire.

Sangiorgi se doutait que le démantèlement du réseau de fausse

monnaie avait eu un profond retentissement, même au-delà des limites du territoire de la *cosca*. Comme les faux-monnayeurs avaient besoin d'agrandir leur réseau pour écouler leurs billets, d'autres *cosche* bénéficiaient des revenus de l'opération. Or cette descente de police avait entaché le prestige de la *cosca* de Falde ; celle-ci avait besoin de démontrer rapidement au reste de l'organisation qu'elle continuait d'exercer pleinement son contrôle sur la région.

Quand la Mafia tue, elle le fait au nom de tous ses membres. Elle consulte, monte des procès, recherche un consensus, tente à la fois de justifier ses agissements face aux personnes qui la soutiennent et de prouver qu'elle a la situation en main. Aujourd'hui, les enquêteurs antimafia le disent plus crûment : la Mafia tue comme le fait l'État ; elle n'assassine pas, elle exécute.

Le témoignage de Giuseppa démontra donc que la Mafia était en réalité tout autre chose qu'un état d'esprit. La façon dont cette femme fut persécutée à partir de ce terrible jour de décembre 1896 le prouve : « On dirait que c'est moi la coupable. Tout le monde m'évite, on me regarde d'un air méprisant. Très peu de gens viennent faire leurs courses à l'épicerie. Les seuls qui viennent encore sont les honnêtes gens qui ne sont pas sous l'influence de la Mafia. On ne m'a pas seulement frappée dans ma chair (ça m'a d'ailleurs coûté très cher en soins médicaux) et dans mon cœur, avec l'assassinat de ma fille chérie : il faut ajouter le manque à gagner que m'a causé cette persécution. La Mafia refuse de me pardonner une offense que je n'ai pas commise[3]. »

Une semaine après avoir déposé devant les enquêteurs envoyés par Sangiorgi, Giuseppa, en regardant par la fenêtre de son magasin, remarqua un nouveau trou dans le mur du verger ; le contre-État de Palerme prenait déjà des dispositions pour s'opposer à la menace que représentait le préfet de police.

Le meurtre de la fille de Giuseppa Di Sano allait conduire Sangiorgi à la découverte des circonstances de la mort du premier des quatre disparus du Fondo Laganà. Curieusement, toutes les précautions qu'avait prises Vincenzo D'Alba ne lui permirent pas d'échapper à la justice. Quelques jours après l'assassinat d'Emanuela, le jeune complice de Vincenzo, Giuseppe « Pidduzzo » Buscemi, fut interrogé par la police. Buscemi, que Sangiorgi décrit comme un jeune coq, avait un alibi, comme tout bon mafioso qui se respecte. Mais il obtint sa remise en liberté en affirmant avoir vu Vincenzo

D'Alba pâle et tremblant dans un bureau de tabac de Falde dix minutes après le meurtre. D'Alba fut donc arrêté. Formellement reconnu par Giuseppa, il fut inculpé et condamné à vingt ans de prison. Pour Sangiorgi, la trahison de Buscemi était une entorse si stupéfiante à la loi de l'*omertà* qu'elle revêtait une importance significative.

Des indicateurs lui rapportèrent que le comportement de Buscemi avait mis en rage les proches de Vincenzo D'Alba, notamment Antonino D'Alba, son cousin, aubergiste de son état et homme d'honneur influent d'une quarantaine d'années, connu des services de police en tant que receleur. Il dénonça la trahison de Buscemi à des chefs de *cosca* qui s'entendirent pour organiser un procès. L'appel d'Antonino D'Alba à la justice mafieuse le mena finalement à sa perte : il fut le premier des quatre disparus du Fondo Laganà.

Le procès de Pidduzzo Buscemi devant la Mafia n'eut lieu qu'en septembre 1897, car le jeune homme, qui faisait son service militaire, devait attendre une permission. Il comparut devant les chefs de *cosca* rassemblés, portant l'uniforme du 10e régiment de Bersaglieri, coiffé d'un feutre à large bord orné d'une extravagante plume noire. Sommé d'expliquer pour quelle raison il avait parlé à la police, le jeune homme expliqua avec nonchalance qu'il avait agi ainsi pour détourner l'attention de la police des activités de la Mafia, mais qu'il avait toujours eu l'intention par la suite de modifier sa déposition pour aider son complice et brouiller les pistes. Curieusement, le tribunal mafieux jugea sa défense convaincante et l'acquitta.

Manifestement quelque chose de plus important que le code mafieux était en jeu dans cette affaire. Comme souvent dans les guerres intestines de l'organisation, ce quelque chose avait un rapport avec le territoire. Parmi les « jurés » du procès du jeune Buscemi siégeait le chef de la *cosca* d'Acquasanta, Tommaso D'Aleo, silhouette massive, moustache à la gauloise, qui soupçonnait Antonino D'Alba d'avoir orchestré un « contre-racket » de protection sur deux grossistes en agrumes spécialisés dans les produits dérivés du citron, en faisant exploser deux bombes sur le balcon de leur maison. Or Tommaso D'Aleo se trouvait être le parrain de Pidduzzo Buscemi ; il utilisait certainement le jeune homme pour mettre D'Alba en position d'être abattu.

Peu après « l'acquittement » de Buscemi, un autre procès fut organisé en secret – la justice mafieuse sait être très rapide quand il le faut.

Antonino D'Alba fut déclaré coupable par contumace et condamné à mort. L'opération fut soigneusement préparée ; cette fois-ci, il ne s'agissait pas d'une exécution publique comme celle prévue pour Giuseppa Di Sano : ce châtiment était une affaire interne.

Un soir, Pidduzzo Buscemi, toujours fringant dans son bel uniforme, entra dans l'auberge tenue par Antonino D'Alba et trouva ce dernier en train de rincer un tonneau ; il l'invita à sortir pour discuter de leur différend, à la lumière d'un réverbère. L'entretien fut court. Buscemi demanda réparation pour le tort que lui avaient causé les accusations d'Antonino et le provoqua en duel.

D'Alba accepta. Mais, comme il s'en doutait peut-être, il était attiré dans un piège. Selon le témoignage de son jeune fils, recueilli plus tard par Sangiorgi, le lendemain à midi, 12 septembre 1897, le chef de la *cosca* d'Acquasanta et parrain de Pidduzzo, Tommaso D'Aleo, accompagné d'un autre mafioso, entra dans l'auberge ; ils y restèrent un long moment, à discuter, boire et manger. Au moment de payer la note, dont le montant s'élevait à trois lires vingt-cinq, ils offrirent à D'Alba un billet de cent lires, geste prémédité traduisant l'ouverture des hostilités. À six heures et demie, en revenant d'un commerce voisin où, muni du billet, il était allé faire la monnaie, D'Alba ôta ses deux bagues et son épingle de cravate en or, les plaça dans une tasse à café sur une étagère, prit son revolver et sortit. Les deux mafiosi le suivirent.

On ne revit jamais Antonino D'Alba vivant. Le « moulin à ragots » de la Mafia fit courir le bruit qu'on l'avait aperçu en Afrique du Nord ; une lettre supposée écrite de sa main fut envoyée de Tunis à son père. Entre-temps, la police avait découvert que l'aubergiste avait été abattu par un groupe de mafiosi au Fondo Laganà, le soir même de sa disparition.

Grâce à ses entretiens circonspects avec des informateurs et à la relecture patiente de tous ces témoignages, Sangiorgi commençait à avoir une idée plus claire du fonctionnement de la Mafia ; il comprit que ses guerres intestines acharnées n'étaient pas simplement le résultat d'un sens de l'honneur exacerbé, mais qu'elles impliquaient en fait des lois, des procédures légales et un système de contrôle territorial. Des disparus du Fondo Laganà, son enquête se porta directement sur la vie privée des deux familles les plus connues et les plus fortunées de Sicile : les Florio et les Whitaker. Sangiorgi découvrit

que ces deux opulentes dynasties vivaient aux côtés de la Mafia, mais de façon tout à fait différente : la première était cynique, l'autre contrainte et résignée. Mais toutes deux se sont rendues complices en permettant au pouvoir de la Mafia de se perpétuer.

Quand les têtes couronnées de l'Europe visitaient Palerme – et elles le faisaient souvent – elles étaient accueillies dans une somptueuse villa nichée dans un parc d'Olivuzza, dans la Conca d'Oro, propriété d'Ignazio Florio Junior. En 1891, à vingt-trois ans, Ignazio hérita de la plus grosse fortune d'Italie. On disait que, pour la seule région de Palerme, seize mille personnes « mangeaient son pain ». Les Florio avaient des intérêts considérables dans l'industrie soufrière, la métallurgie lourde et légère, la pêche au thon, la poterie, les assurances, la finance, le vin de Marsala, et surtout, dans le transport maritime. La dynastie des Florio était le principal actionnaire de la NGI, Navigazione Generale Italiana, première entreprise maritime italienne, et l'une des plus grosses d'Europe.

Quand Ignazio toucha son héritage, la fabuleuse fortune familiale était déjà sur le déclin. La NGI avait longtemps prospéré grâce à des contrats publics et à des subventions obtenues par les contacts politiques soigneusement entretenus par son père. Mais il devenait clair que l'entreprise avait cessé d'être compétitive. De plus, le centre de gravité du pouvoir politique et économique du pays glissait peu à peu vers le nord, vers des cités comme Gênes, Turin et Milan. L'influence des Florio diminuait inexorablement. Avant même de fêter ses quarante ans, Ignazio Jr avait perdu le contrôle d'une fortune patiemment établie par les trois générations précédentes. En 1908, il fut contraint de vendre les parts que sa famille possédait dans la NGI. Cette date marque la fin d'une *belle époque** qui avait débuté en 1891, lorsqu'il était devenu chef de la famille. La haute société sicilienne gravitait alors autour de ce soleil déclinant qu'était la fortune des Florio. La presse surnommait Palerme « Floriopolis », mais ce furent là les dernières années glorieuses de cette grande capitale européenne.

Ignazio Florio Junior était un homme à la fois courtois, brillant et canaille. La silhouette d'une femme japonaise était tatouée sur son bras. Sa garde-robe venait presque exclusivement de Londres :

* Les mots suivis d'un astérisque sont en français dans le texte.

cravates de chez Moulengham, chapeaux de chez Locke & Tuss, costumes de chez Meyer & Mortimer – le tailleur du prince de Galles. Il portait un œillet à la boutonnière le matin, remplacé le soir par un gardénia. En 1893, comme son père l'avait fait avant lui, Ignazio consolida son statut social en épousant une aristocrate, Franca Jacona Di San Giuliano, considérée comme l'une des plus belles femmes d'Europe. Quelques mois après leur mariage, alors que Franca attendait leur premier enfant, Ignazio partit en Tunisie pour une expédition de chasse qui nécessita cinquante porteurs et dix dromadaires. Au retour de son mari, Franca découvrit dans ses bagages des sous-vêtements féminins. Pour se faire pardonner, Ignazio lui offrit un collier de perles fines. Le même rite expiatoire se répéta à de nombreuses reprises au cours de leur vie commune; on dit que Franca accumula trente kilos de bijoux.

En dépit des frasques de son époux, Franca s'imposa rapidement comme la reine de la haute société palermitaine, mécène des arts et des lettres. Ses yeux verts, sa peau mate, sa silhouette mince et élancée inspirèrent le poète Gabriele D'Annunzio. Elle causa un petit scandale en permettant à l'artiste à la mode Giovanni Boldini de dessiner ses jambes. Icône du style Liberty, elle portait de très longs colliers de perles en sautoir. Pour Franca Florio, l'argent n'était qu'un étalage de richesses. Jusqu'à la fin de sa vie, elle demeura résolument insensible à l'aggravation de la situation financière de la famille. Dans les années 1900, quand l'âge commença à flétrir sa beauté, elle se rendit à Paris et fut l'une des premières femmes à subir une intervention de chirurgie esthétique en se faisant « porcelainiser » le visage.

L'on apprend dans le rapport Sangiorgi qu'au début de l'année 1897, les Florio, alertés un matin par leurs domestiques, découvrirent avec stupéfaction que de nombreux objets précieux leur avaient été dérobés pendant la nuit. En fait, la personne directement visée par ce cambriolage sans précédent n'était pas le maître des lieux, mais l'homme que ce dernier invectiva avant de le sommer de découvrir le pot aux roses : son jardinier, Francesco Noto, un gaillard chauve porteur de belles moustaches tombantes. Noto n'aurait permis à personne d'autre qu'Ignazio Jr de lui passer pareil savon ; il était en effet chef de la *cosca* d'Olivuzza. Le sous-chef n'était autre que son frère cadet, Pietro, également employé à la villa comme responsable de la sécurité. Ces fonctions apparemment subalternes ne doivent pas

nous tromper : assurer la protection de la famille la plus riche de Sicile, pierre angulaire de la haute société palermitaine, revêtait une importance à la fois stratégique et symbolique. Les frères Noto étaient les cibles du cambriolage de la villa, et ils en connaissaient les auteurs.

Selon Sangiorgi, l'origine du cambriolage remontait à quelques semaines, au moment où la petite Audrey Whitaker, dix ans, avait été kidnappée par la Mafia, sur ordre des frères Noto. Audrey se promenait à cheval dans La Favorita, un parc royal situé à l'extrémité nord-ouest de Palerme, où les riches oisifs allaient chasser la caille, assister à des courses de chevaux et à des concours hippiques. Quatre hommes émergèrent des buissons et se jetèrent sur le valet qui chaperonnait la fillette. Il fut assommé et attaché à son cheval pendant qu'Audrey était enlevée. Son père Joshua, « Joss », reçut une demande polie de rançon, s'élevant à cent mille lires.

Sangiorgi jugea inutile d'expliquer dans son rapport qui étaient les Whitaker; cette famille appartenait à la grande dynastie d'affaires anglaise installée en Sicile. (L'implantation d'une communauté britannique à Palerme remontait à l'occupation de l'île par les troupes de Sa Majesté pendant les guerres napoléoniennes.) Tout comme leurs amis les Florio, les Whitaker avaient des intérêts dans les vignes de Marsala. Les deux familles furent conviées à Londres pour les funérailles de la reine Victoria en 1901.

Les Whitaker et leurs proches importèrent certains des us et coutumes anglais dans la haute société palermitaine : ils lancèrent la mode des réceptions dans les jardins, au cours desquelles l'on servait des repas somptueux sous un grand dais accolé à la villa. Ils créèrent une fondation d'aide aux enfants abandonnés, une société protectrice des animaux, un club de football et un club de cricket. La mère de la petite Audrey, Effie, cultivait une image d'excentrique, se promenant dans Palerme avec sur l'épaule un perroquet qu'elle nourrissait de graines de tournesol puisées dans une boîte en argent, et dont les fientes étaient ramassées avec une petite truelle du même métal. Une autre passion d'Effie Whitaker était le tennis sur gazon. Dans le parc de leur villa, il y avait trois courts, dénommés l'Enfer, le Purgatoire et le Paradis. Le statut social du visiteur déterminait le choix du court où il était autorisé à jouer. Durant les parties, le perroquet voletait librement. Ce fut au cours de l'une de ces parties que le jeune Vincenzo Florio, frère cadet d'Ignazio, qui ne partageait sans doute

pas l'amour des Anglais pour les animaux, abattit le volatile perché dans un arbre.

L'enlèvement d'Audrey n'était pas le premier ennui causé aux Whitaker par la Mafia. Ils n'avaient pas autant de protecteurs que les Florio. Jeune homme, le frère de Joss, Joseph, dit « Pip », avait reçu des lettres anonymes lui réclamant de l'argent ; sur chacune d'elles figurait une tête de mort. Ses professeurs de Harrow auraient été fiers de sa réaction. « Je savais qui était le chef de la Mafia locale, consigna-t-il dans son journal ; je lui ai donc fait parvenir un message disant que les lettres de menaces avaient été déposées au poste de police, ainsi que son nom, au cas où je serais tué. Après cela, je n'ai plus eu d'ennuis[4]. » Quelques années plus tard, la belle-sœur de Joss se promenait dans le jardin de la villa familiale quand une main coupée, lancée par-dessus le mur d'enceinte, atterrit à ses pieds. Cette fois, la réponse des Whitaker fut plus circonspecte : ils turent l'incident, craignant des représailles. Les mafiosi « protégeaient » désormais les biens de la famille.

Joss Whitaker adopta la même attitude après l'enlèvement de sa fille. Il paya la rançon sur-le-champ et nia la réalité du rapt. Quelques jours plus tard, la petite Audrey était de retour chez elle.

Les informateurs de Sangiorgi lui révélèrent les détails du kidnapping d'Audrey, mais lui apprirent aussi que l'énorme rançon versée avait provoqué des frictions au sein de la *cosca* de l'Olivuzza. Deux de ses membres, des cochers du nom de Vincenzo Lo Porto et Giuseppe Caruso, mécontents de l'insuffisance de leur part de butin, décidèrent d'une riposte, le *sfregio*. Comme le souligne Sangiorgi, le *sfregio* est un élément important dans la terminologie mafieuse : il signifie, au sens propre, une méchante blessure au visage et, au sens figuré, une action offensante destinée à vous faire perdre la face. Le contrôle du territoire étant vital pour la Mafia, le pire affront que l'on puisse faire est de nuire à la propriété protégée par un autre mafioso. Comme l'écrit Sangiorgi : « L'un des canons mafieux est le respect de la juridiction territoriale d'un autre homme d'honneur. Passer outre constitue une insulte personnelle. »

Le vol des œuvres d'art de la villa des Florio avait été commis par Lo Porto et Caruso. Ce cambriolage tendait avant tout à discréditer les chefs du clan d'Olivuzza aux yeux du maître des lieux. Pour citer encore Sangiorgi, « l'objectif que s'étaient assigné les deux cochers, à savoir l'humiliation de leurs chefs, avait été atteint[5] ».

Les frères Noto réagirent à l'affront avec une patience exemplaire. Ils s'assurèrent tout d'abord que le préjudice causé à leur réputation allait être réparé, en promettant aux deux voleurs une plus grande part de la rançon versée pour la libération d'Audrey Whitaker et même une récompense pour la restitution des objets volés. En conséquence de quoi, quelques jours plus tard, les Florio eurent la surprise de découvrir à leur réveil que toutes les œuvres d'art avaient regagné leur place habituelle.

Les frères Noto purent ensuite penser à leur vengeance. L'exécution d'un homme d'honneur est un acte potentiellement déstabilisant, qui touche l'organisation dans son ensemble. En outre, l'implication de la famille Florio dans l'affaire en accentuait l'importance. Quand les frères Noto dénoncèrent, discrètement, Lo Porto et Caruso, l'organisation décida d'une réunion au sommet des chefs des huit *cosche* de la province. Le conseil se tint sur le territoire de la *cosca* de Falde et non d'Olivuzza, preuve que la décision aurait des conséquences pour toute l'organisation. Manifestement les frères Noto ambitionnaient davantage qu'un verdict de culpabilité ; comme le fait remarquer Sangiorgi, ils cherchaient le plus grand consensus possible en faveur de la peine de mort. Ils obtinrent ce qu'ils souhaitaient, mais pour être exemplaire, la sentence n'allait être exécutée que plusieurs mois après.

Quand ce jour arriva, le 24 octobre 1897, les deux cochers furent attirés dans un guet-apens au Fondo Laganà, sous prétexte de participer à un cambriolage. Ils furent reçus par un peloton d'exécution composé de membres des huit *cosche*. Lo Porto et Caruso furent d'abord la cible des hommes qui les avaient accompagnés au *fondo*. Les autres mafiosi attendirent qu'ils se relèvent avant de les achever. Leurs corps criblés de balles furent ensuite jetés dans le puits. Sur les trois premiers cadavres fut précipité le quatrième et dernier, celui d'un jeune mafioso exécuté pour avoir volé son chef. Une semaine plus tôt, il avait été abattu de plusieurs balles en pleine tête, au moment où il s'asseyait pour jouer aux cartes.

C'était une chose de raconter ces histoires d'exécution et d'expliquer comment les corps de quatre hommes d'honneur avaient été retrouvés au Fondo Laganà, mais c'en était une autre de prouver devant une cour de justice l'existence de ce que Sangiorgi appelait la « fraternité de l'ombre ». Il avait besoin de davantage de preuves.

Heureusement, deux témoins arrivèrent sur le devant de la scène; une fois encore, ce furent des femmes.

Les épouses des cochers apprirent qu'elles étaient veuves par des mafiosi qui leur racontèrent que les deux hommes étaient morts héroïquement, sous le feu d'un gang rival, parce qu'ils avaient refusé de participer à l'enlèvement du tueur de perroquet, Vincenzo, le jeune frère d'Ignazio Florio. En d'autres termes, on leur expliqua que leurs maris étaient morts au service des Florio et non parce qu'ils avaient cambriolé la villa.

Cette fable fut démentie quelques semaines plus tard par la mère d'Ignazio, la redoutable baronne Giovanna d'Ondes Trigona. Le 29 novembre 1897 – peu de temps après la découverte des cadavres en décomposition dans le puits du Fondo Laganà – la baronne quitta sa villa d'Olivuzza pour se rendre dans un couvent de sœurs de la Charité dont elle était l'une des bienfaitrices. En chemin elle vit la veuve de Vincenzo Lo Porto s'approcher de son attelage; celle-ci la supplia de l'aider à subvenir aux besoins de son enfant. Mais ses espoirs furent anéantis par la réplique cinglante de la baronne : « Ne me faites pas perdre mon temps. Votre mari était un voleur. Il a cambriolé ma maison avec Caruso[6]. »

Lorsque les deux veuves se confièrent à Sangiorgi, celui-ci comprit que la baronne Florio connaissait toute l'histoire et considérait que les voleurs avaient eu le sort qu'ils méritaient. Il était clair qu'elle en savait bien davantage que les propres épouses des deux mafiosi exécutés; elle était même mieux renseignée que la police qui, mis à part la découverte des cadavres dans le puits, savait peu de chose sur les quatre victimes. De toute évidence, les Florio avaient été avertis que les responsables du vol des œuvres d'art avaient reçu un châtiment à la hauteur de leur impudence. Les objets volés leur ayant été restitués par une filière privée, il ne leur était pas venu à l'idée d'informer la police. Peut-être même avaient-ils joué un rôle dans l'exécution des cochers : Sangiorgi ignorait la teneur de la conversation qu'avait eue Ignazio Florio avec Francesco Noto le matin du cambriolage, mais l'on peut se demander s'il n'avait pas intimé à son jardinier l'ordre d'infliger aux coupables le châtiment qu'ils méritaient.

Sangiorgi se sert des dépositions des veuves pour narrer les événements, avec son habituelle sobriété et un grand luxe de détails. Il observe également, comme il est de son devoir de le faire, que

l'accusation aurait tout intérêt à interroger la baronne Florio. Mais il est difficile de ne pas imaginer son sourire amer et ironique, lorsqu'il émet cette suggestion : « La signora Florio est une dame très pieuse et très religieuse qui dispose d'immenses richesses et d'un esprit vertueux, noble et bien né ; si elle était invitée à témoigner sous serment, il est probable qu'elle ne pourrait ni ne voudrait cacher à la justice sa rencontre avec la veuve Lo Porto[7]. » Il y avait peu de chances que Sangiorgi vît ses vœux exaucés ; le pouvoir de la famille Florio les plaçait au-dessus des lois. Le préfet de police avait désormais trois personnes prêtes à témoigner, trois femmes en deuil ; pourtant, aucune des trois ne lui était vraiment utile dans sa tentative de prouver ce qu'était réellement la Mafia.

Sangiorgi continua d'envoyer ses rapports au ministre de l'Intérieur jusqu'au début de l'année 1899. À chaque étape de son travail, la Mafia contre-attaquait : le frère de l'un des cochers, soupçonné d'avoir collaboré avec la police, fut poussé au suicide. Le principal informateur de Sangiorgi – celui-là même qui avait révélé la présence des cadavres dans le puits du *fondo* – émigra avec un passeport fourni par la police, espérant échapper aux représailles. Peine perdue ; il fut retrouvé et empoisonné à La Nouvelle-Orléans. Sangiorgi craignait de ne pouvoir conclure son enquête avec des éléments suffisamment étayés pour satisfaire la justice. Il se plaignait que le magistrat instructeur de l'affaire fût un homme « au caractère pusillanime et très influençable ». Pendant ce temps, au sein de la Mafia, la guerre se poursuivait, émaillée de meurtres et de disparitions ; par ailleurs, des rumeurs de négociations, d'alliances précaires, de trêves non respectées se propageaient.

Le 25 octobre 1899 fut un jour de chance pour Sangiorgi : un homme d'honneur très connu fut pris en flagrant délit sur le lieu d'un mitraillage. La victime, qui avait survécu, n'était autre que l'ancien « chef régional ou suprême » de la Mafia, selon les termes de Sangiorgi : Francesco Siino, austère quinquagénaire dirigeant la *cosca* de Malaspina et prospère négociant d'agrumes ; il avait longtemps été tout en haut de l'organigramme que la police avait dressé d'après des sources confidentielles.

Sangiorgi, toujours perspicace, jugea le moment venu d'exercer des pressions sur ce qu'il savait désormais être le point faible de la Mafia : les femmes. Il garda Siino bien caché et fit savoir que le chef

blessé était sur le point de mourir. Il confronta alors l'épouse de Siino au tueur que la police avait arrêté. Incapable de se contenir, elle hurla *Infame! Infame!* (insulte habituellement proférée à l'égard des traîtres). Puis elle l'accusa, lui et ses associés, d'une série de meurtres. Ce fut le début de sa collaboration avec la justice. Francesco Siino, apprenant que sa femme s'était confiée à Sangiorgi, décida à son tour de parler de ce qu'il appelait « la société des amis ». Sangiorgi tenait enfin le *pentito* dont il avait tant besoin pour poursuivre l'instruction de l'affaire.

Ses entretiens avec le nouveau repenti lui permirent d'appréhender de l'intérieur la guerre que se livrait la Mafia ; il put démontrer qu'il ne s'agissait pas seulement d'une succession d'échauffourées entre gangs indépendants, mais bien du résultat d'une scission au sein d'une seule organisation. Sangiorgi commençait à comprendre que, même en guerre, la Mafia conservait ses règles, son langage, sa diplomatie et sa mémoire historique.

Le pouvoir de Siino déclinait déjà quand la police apprit qu'il était « chef régional ou suprême » de l'organisation. La richesse et le pouvoir et, avec eux, le centre de gravité de la Mafia, n'étaient plus aux mains de Siino, mais d'une alliance entre les Familles de Passo di Regano, Piana dei Colli et Perpignano. Le chef de cette alliance n'était autre que Don Antonino Giammona, le mafioso « taciturne, méfiant et bouffi d'orgueil » dont l'ascension, sous la protection du baron Nicolò Turrisi Colonna, remontait à 1860 – le même qui avait persécuté le Dr Galati dans les années 1870. En 1898, Giammona habitait une grande maison de la via Cavallaci, à Passo di Regano, bourgade où il avait vu le jour soixante-dix-huit ans plus tôt. Son fils gérait les affaires courantes, mais, selon Sangiorgi, le vieil homme était toujours la tête pensante de l'organisation. « Il prodigue des conseils fondés sur sa grande expérience et son long passé criminel. Il donne des instructions sur la façon de commettre des actes délictueux et de construire ensuite sa défense, en produisant des alibis sans faille[8]. » L'influence toujours présente de Giammona prouvait que les mafiosi n'étaient pas de simples brigands qui opéraient de nuit ; cela faisait bientôt quarante ans que la « fraternité de l'ombre » était devenue l'une des composantes de la société palermitaine.

L'origine de cette guerre larvée entre Giammona et Siino, de 1897 à 1899, remonte à la descente de police effectuée dans la fabrique de fausse monnaie de la *cosca* de Fulde, dont l'existence avait, suppo-

sait-on, été révélée par Giuseppa Di Sano. Don Antonino Giammona tenta de gérer les conséquences de cette perte. Une réunion au sommet des chefs des huit *cosche* concernées se tint au mois de janvier 1897. Comme d'habitude, Francesco Siino présidait la séance. Mais la baisse des revenus de l'organisation avait rendu l'assistance irritable. Giammona décela la faiblesse de Siino et décida de retourner la situation à son avantage. Ce dernier se leva alors et déclara : « Eh bien, puisque je ne suis plus respecté comme je devrais l'être, que chaque *cosca* réfléchisse et agisse comme elle l'entend[9]. » La réunion se termina après qu'eurent été redistribuées les zones d'influence de chaque clan.

Le clan Giammona ne tarda pas à faire des incursions symboliques sur le territoire de Siino, actes d'irrespect bien calculés. Siino refusa de céder à la provocation. Chaque partie savait qu'il était risqué d'ouvrir les hostilités.

Ce fut une tête brûlée qui accéléra le processus. Le neveu de Francesco Siino, Filippo, qui était, selon Sangiorgi, « un jeune homme impétueux, effronté et audacieux », envoya des lettres de menace à Giammona. En réaction, une quarantaine de mafiosi chevronnés furent convoqués à une réunion qui se tint dans le pressoir à olives de Don Antonino. Bien que rien ne fût explicitement formulé, le vieux chef fit clairement savoir à qui le blâme devait être adressé. Un autre chef suggéra de son côté à Francesco Siino de mettre son neveu au pas.

Mais les Siino ripostèrent en allant détruire des figuiers de Barbarie sur les terres de Giammona. Les fruits de ces cactées n'avaient aucune valeur marchande, mais leur destruction était manifestement un *sfregio*, un affront. La réponse des Giammona se limita au vandalisme du domaine dont le jeune Siino était le gardien. Celui-ci contre-attaqua à nouveau en s'en prenant à la propriété de Giammona.

Ce dernier devait trouver une nouvelle forme de représailles, car le jeune Siino ne possédait aucune terre : une seconde incursion dans le domaine agricole dont Filippo était le gardien serait cette fois interprétée comme visant directement le propriétaire (et non le gardien) du domaine. Or ce n'était pas le message que Giammona et ses hommes tenaient à faire passer. S'attaquer à un propriétaire terrien pouvait attirer beaucoup d'ennuis à l'organisation. Ils décidèrent donc de s'en prendre au bétail sur la terre louée par Francesco Siino, franchissant là un degré supplémentaire dans l'escalade du conflit.

Pour la troisième fois « l'impétueux » Filippo Siino détruisit des cultures sur les terres de Don Antonino. Les Giammona en conclurent que la guerre était déclarée.

Dès le départ, l'affrontement prit mauvaise tournure pour les Siino, qui perdirent des hommes et du terrain dans toute la Conca d'Oro. Les Giammona les firent chasser de leurs emplois dans les vergers d'agrumes. L'instant décisif se produisit le 8 juin 1898 au coucher du soleil quand « l'impétueux » Filippo fut abattu par quatre tueurs qui d'ailleurs avaient été renseignés par quelqu'un du camp Siino.

Sangiorgi apprit aussi que cette guerre avait fait d'innocentes victimes ; il eut ainsi confirmation – si confirmation était nécessaire – que les mafiosi n'assassinaient pas que leurs congénères. Les hommes de Giammona, lancés à la poursuite d'un tueur particulièrement redoutable du clan Siino, croisèrent son frère et l'abattirent à sa place. Pendant leur fuite, ils furent aperçus par un jeune vacher de dix-sept ans, Salvatore Di Stefano. Un mois plus tard, ils retournèrent le voir pour l'empêcher de témoigner contre eux. Ils le trouvèrent en train d'arroser des plantes, pieds nus, bas de pantalon retroussés. Ils le jetèrent dans un puits et laissèrent ses souliers sur la margelle, pour faire croire à un accident – ce que crut précisément la police.

Au moment de l'assassinat du pauvre vacher, Francesco Siino s'était déjà réfugié à Livourne, en Toscane, où il avait des relations dans le milieu des négociants d'agrumes. Il fut rejoint par trois de ses neveux, qui avaient renoncé à leur emploi dans l'industrie agrumicole. Le réseau d'influence de Siino commençait à s'effriter. Face à la recrudescence des meurtres, la police confisqua les autorisations de port d'armes de nombreuses familles mafieuses, celles de Giammona et Siino incluses. La Mafia brigua alors les faveurs de personnalités influentes et haut placées ; des parlementaires comme Don Raffaele Palizzolo, des hommes d'affaires et même une princesse fournirent les certificats de bonnes mœurs indispensables aux mafiosi pour récupérer leur permis. Les Giammona furent soutenus par un vieil ami de la famille, le fils du baron Nicolò Turrisi Colonna. Les Siino, en revanche, cherchèrent en vain un soutien : la bourgeoisie palermitaine, qui avait des accointances avec la Mafia, ayant entendu dire que les Siino avaient été exclus de l'honorable société, les abandonna à son tour.

Sangiorgi nous apprend qu'en décembre 1898, Francesco Siino, de retour à Palerme, avait convoqué ses hommes pour faire le point sur la situation. « Nous nous sommes dénombrés et nous avons dénombré les autres : nous sommes cent soixante-dix, en comptant les *cagnolazzi* (les « chiens fous » – les jeunes non encore initiés) ; ils sont cinq cents, ils ont l'argent et les soutiens que nous n'avons pas. Nous devons donc faire la paix[10]. » Une trêve fut négociée au cours d'une réunion de mafiosi chevronnés qui se tint dans une boucherie de la via Stabile. Siino repartit alors pour Livourne, suivi de sa famille. Les Siino battus à la fois tactiquement et politiquement, les Giammona n'avaient plus qu'à éliminer les dernières poches de résistance.

Si Francesco Siino était resté à Livourne, il ne serait jamais devenu le témoin dont Sangiorgi avait tant besoin. Mais à l'automne suivant, il revint à Palerme pour une dernière visite, ce qui permit aux Giammona de tenter de le supprimer. Le moment était venu pour le préfet de police d'intervenir.

Dans la nuit du 27 au 28 avril 1900, il ordonna l'arrestation des mafiosi dont il avait la liste. Policiers et carabiniers n'apprirent qu'à la dernière minute l'objet de leur mission, pour éviter les fuites. Trente-trois suspects furent appréhendés, et à peu près le même nombre dans les mois qui suivirent. En octobre 1900, le préfet de Palerme put écrire qu'Ermanno Sangiorgi avait réduit la Mafia « au silence et à l'inactivité ».

Le vieux combattant antimafia qu'était Sangiorgi savait depuis le début combien il lui serait difficile d'obtenir des résultats. Il savait également que, pour réussir, il avait besoin d'un véritable soutien politique. S'il expédiait régulièrement les fascicules de son rapport aux autorités judiciaires de Palerme, il tenait aussi à ce que le gouvernement, en la personne du général Luigi Pelloux, soit au courant de l'évolution de la situation. Il s'assurait donc qu'un exemplaire de chaque fascicule fût envoyé à Pelloux par l'intermédiaire du préfet de Palerme. Dès 1898, il avait adressé à ce dernier une lettre explicative destinée en réalité au président du Conseil : « J'ai particulièrement besoin de votre intervention respectée et légitime, et de vos bons offices auprès des autorités judiciaires. J'ai aussi besoin que vous me souteniez auprès du gouvernement. Car, hélas, les chefs de la Mafia sont protégés et défendus par des sénateurs, des députés et d'autres personnalités influentes qui, en contrepartie, bénéficient de la protection et de la défense des mafiosi[11]. »

Pour se protéger, la Mafia avait élaboré un système de complicités qui s'étendait de la riche famille Florio aux commères des alentours du Jardin anglais, qui boycottaient l'épicerie de Giuseppa Di Sano.

Sangiorgi, pour combattre ce système avec efficacité, avait besoin du soutien d'un gouvernement déterminé. Malheureusement pour lui et pour la Sicile, l'occasion de frapper un grand coup lui échappa, au moment même où des mois et des mois de travail commençaient à porter leurs fruits.

La crise de la fin des années 1890, qui avait amené le général Pelloux au pouvoir, parvint à son dénouement au mois de juillet 1900, quand le roi d'Italie, payant de sa vie la corruption et l'absurde brutalité de ses gouvernements successifs, tomba sous les balles d'un anarchiste près du palais royal de Monza. À cette date, l'économie amorçait sa reprise et la crise touchait à sa fin. Un mois avant la mort du roi, Pelloux avait donné sa démission, cédant la place à un gouvernement plus libéral. Avec lui disparaissait le principal soutien à Rome du préfet de police de Palerme.

Le premier signe d'opposition à Sangiorgi se manifesta par un ralentissement dans le traitement des dossiers. Le procureur général auquel Sangiorgi avait officiellement envoyé son rapport se montrait très pointilleux : après chaque nouvelle arrestation, le bureau du procureur renvoyait l'affaire au magistrat instructeur qui travaillait avec Sangiorgi, de façon à actualiser les témoignages. Il fallut attendre mai 1901 – un an après la première vague d'arrestations – pour que débute le procès. Sur les centaines de mafiosi que comptait la région, seuls quatre-vingt-un se retrouvèrent au banc des accusés, pour appartenance à une association de malfaiteurs, dans le cadre de l'affaire des quatre disparus. Le procureur général considéra qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves à charge contre les autres, notamment contre Don Antonino Giammona ; une fois encore le vieux chef mafieux échappa à la justice et put couler des jours tranquilles jusqu'à la fin de sa vie.

Sangiorgi ne se plaignit jamais de l'attitude du procureur général, un Napolitain nommé Vincenzo Cosenza. Pourtant il est probable qu'en envoyant un exemplaire de son rapport à Rome, Sangiorgi espérait se prémunir contre Cosenza. Il n'aurait donc pas été surpris d'apprendre qu'un mois avant le procès (et deux ans et demi après l'envoi du premier fascicule du rapport), Cosenza avait écrit au ministre de l'Intérieur : « Au cours de mes années de service, je n'ai

jamais entendu parler de la Mafia[12]. » Le procureur Cosenza était sans doute la clé de voûte du système instauré par la Mafia pour se protéger de la justice. Son succès tient peut-être au fait que l'on sait très peu de chose sur lui. Tout comme le préfet de police Sangiorgi fut le héros méconnu de la lutte antimafia, le procureur général Cosenza en fut le félon masqué.

Lorsqu'il débuta enfin, en mai 1901, le procès fut suivi avec passion par la foule qui se pressait à l'intérieur du palais de justice ; la presse en fit de longs comptes rendus. À la faveur des audiences, les Palermitains purent découvrir le travail du préfet de police. Le témoin principal fut l'ancien « chef suprême » Francesco Siino. Il est impossible de l'affirmer de façon certaine, mais il est probable que Siino, averti du changement de climat politique, et se doutant de l'issue du procès, ait décidé de faire un geste apaisant en direction de ses anciens congénères. De la cage où ils étaient enfermés, les accusés écoutèrent en silence sa déposition, au cours de laquelle il démentit avoir parlé à Sangiorgi d'une quelconque association criminelle.

D'autres témoins lui succédèrent. Un voisin des Giammona déclara sous serment qu'« ils s'étaient toujours montrés généreux avec ceux qui travaillaient avec eux[13] ». Joss Whitaker, appelé à la barre, prétendit que sa fille Audrey n'avait jamais été enlevée. Ignazio Florio Junior ne daigna même pas se présenter au tribunal ; il envoya une déposition écrite dans laquelle il niait avoir eu la moindre discussion avec les frères Noto après le cambriolage de la villa. Un domestique des Florio vint affirmer que le gardien (et sous-chef de la Mafia) Pietro Noto était « un vrai gentleman » qui méritait le respect de ses employeurs et qui avait à plusieurs occasions transporté les bijoux de Franca, dont la valeur s'élevait à huit cent mille lires, preuve de la confiance qu'ils lui accordaient.

Une personne en revanche n'abandonna pas Sangiorgi ; en dépit des menaces dont elle était l'objet – elle avait dû quitter son épicerie nuitamment pour venir au procès – Giuseppa Di Sano rassembla encore une fois tout son courage pour raconter le meurtre de sa fille. Les épouses des deux cochers exécutés vinrent aussi bravement témoigner à la barre.

Les dix avocats des accusés se surpassèrent en joutes oratoires quand vint le moment de leurs plaidoyers. Ils firent remarquer que les poursuites contre un grand nombre de mafiosi avaient été abandonnées, ce qui prouvait la faiblesse de l'argumentation de l'accusation.

En outre, pouvait-on sérieusement parler d'organisation criminelle quand les personnes qui la composaient passaient leur temps à régler leurs comptes dans le sang ? Un avocat observa que le mot « mafia » venait de l'arabe « *ma-af* » signifiant « conception exagérée de sa propre identité », réminiscence moyenâgeuse que tout vrai Sicilien avait plus ou moins intégrée. Le déroulement du procès était souvent interrompu par les hurlements de loup de l'un des accusés qui avait décidé de plaider la folie.

En juin 1901, seuls trente-deux des mafiosi arrêtés par Sangiorgi, parmi eux les frères Noto, le fils d'Antonino Giammona et Tommaso d'Aleo, furent inculpés d'association de malfaiteurs. Compte tenu du temps qu'ils avaient déjà passé en prison, la plupart furent immédiatement relâchés. Pour Sangiorgi, cette maigre victoire ressemblait à une défaite. Interrogé à l'issue du procès, il laissa – une fois n'est pas coutume – transparaître son amertume : « Ce procès n'aurait pu s'achever autrement, puisque ceux qui dénoncent la Mafia le soir la défendent le lendemain matin[14]. »

Le procès donna des résultats si médiocres qu'il aurait fallu une forte volonté politique pour continuer à poursuivre en justice la Mafia et tous ceux qui la protégeaient. Mais la vie politique italienne revenait à la normale après la période tragique des années 1890. Pour les politiciens de Rome, le moment était malvenu de combattre la Mafia, étant donné leurs préoccupations présentes, à savoir conclure des pactes boiteux entre factions politiques rivales. Il leur fallait des alliés, où qu'ils soient : s'ils se trouvaient en Sicile occidentale, et en particulier s'ils étaient proches des Florio et de leur entreprise maritime, il ne servait à rien de poser des questions sur leurs amis douteux. Le rapport Sangiorgi atterrit aux oubliettes.

Mais l'affaire des quatre disparus du Fondo Laganà ne fut pas le seul objet des enquêtes du préfet de police Sangiorgi. Lorsqu'on l'avait envoyé à Palerme en août 1898, il lui avait été également demandé de surveiller de près les agissements d'un notable sicilien de première importance : Don Raffaele Palizzolo.

Le meurtre de Notarbartolo

Le marquis Emanuele Notarbartolo Di San Giovanni fut le premier « cadavre illustre » de la Mafia, sa première victime dans l'élite sicilienne ; l'organisation criminelle n'avait encore jamais éliminé une personnalité possédant la stature d'Emanuele Notarbartolo, l'un des plus éminents citoyens palermitains. Son mandat à la tête de la mairie de Palerme, de 1873 à 1876, fut marqué par une honnêteté sans complaisance ; il devint l'ennemi de la Mafia en s'attaquant à la corruption qui régnait dans les douanes. Il fut ensuite nommé gouverneur de la Banque de Sicile, poste qu'il conserva jusqu'en 1890 ; son intégrité et l'opiniâtreté avec laquelle il mena sa mission finirent par lui coûter la vie. Son assassinat en 1893 et la succession de procès à sensation qui s'ensuivirent coupèrent la Sicile en deux et stupéfièrent l'opinion publique italienne tout entière en révélant les liens qui unissaient Mafia, hommes politiques, fonctionnaires et policiers. Le procès auquel avait abouti le rapport Sangiorgi s'inséra dans une tragédie locale dont la presse nationale ne s'était guère fait l'écho ; l'affaire Notarbartolo, en revanche, fut le premier « rendez-vous médiatique » de l'Italie.

Des années plus tard, Leopoldo Notarbartolo, devenu officier de marine, rédigea une biographie émouvante de son père, dans laquelle il évoquait son propre rôle au cours des terribles journées qui avaient suivi l'assassinat. Accablé de chagrin, assailli de tendres souvenirs, Leopoldo – qui était à l'époque un jeune lieutenant de vaisseau de vingt-trois ans – se remémorait les trois mois de permission pris chez ses parents avant le meurtre, à la recherche du moindre détail

pouvant le mettre sur la piste des assassins de son père. Il repensait sans cesse aux heures passées en sa compagnie sur le domaine familial de Mendolilla. Cette terre, située à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Palerme, symbolisait toutes les valeurs chères à Emanuele Notarbartolo, et toute sa puissance de travail. Le domaine, qui avait été son refuge lors des événements qui avaient secoué la capitale, serait désormais un lieu de souvenir dédié à sa mémoire.

Il avait acquis Mendolilla quand son fils était encore bébé; une terre pentue et aride où ne poussaient que des lauriers sauvages, triangle rocailleux de cent vingt-cinq hectares sur la rive gauche du Torto, un cours d'eau typiquement sicilien, torrent l'hiver et ravine desséchée en été. Le seul bâtiment du domaine était un cabanon en pierre situé à deux heures de cheval de la gare la plus proche. Des brigands hantaient les routes particulièrement défoncées.

En grandissant, Leopoldo vit son père transformer Mendolilla en ferme modèle. En dépit de son travail très contraignant à la Banque de Sicile, celui-ci consacrait son temps libre et son argent à l'aménagement du domaine, sa deuxième priorité après l'éducation de ses enfants. Refusant d'imiter ses pairs de Palerme qui ne venaient jamais sur leurs terres, il aborda la tâche avec la mentalité enthousiaste d'un pionnier. Il n'embaucha pas d'ouvriers de Caccamo, la bourgade la plus proche, réputée pour être un fief mafieux. Gagnant peu à peu la confiance des paysans, il les recruta pour aménager des remblais le long de la rivière qu'il fit border d'ormes blancs et de cactus. Puis il consolida les pentes en les plantant de sumacs, arbustes qui, au printemps, couvraient le versant de la colline de cônes de minuscules fleurs jaunes. L'été, les feuilles étaient récoltées, séchées, hachées et envoyées dans les tanneries de Palerme.

Le domaine fut pourvu d'un système d'irrigation provenant de sources souterraines découvertes à plusieurs endroits de la propriété. On planta des citronniers, des oliviers et de la vigne. L'huile et le vin étaient conservés dans un vaste cellier creusé sous la ferme, édifiée au point le plus haut de la propriété. Tous les matériaux de construction avaient été transportés à dos de mule depuis la gare de Sciara. Peu de temps avant sa mort, Notarbartolo travaillait sur les plans d'une chapelle qu'il envisageait de construire pour les paysans de la région. Mendolilla était en quelque sorte la concrétisation d'une utopie, d'un idéal que des conservateurs comme Notarbartolo souhaitaient voir se multiplier dans tout le pays. Conscients de la pauvreté

chronique, de l'instabilité politique et du non-respect des lois qui caractérisaient l'Italie méridionale, ils craignaient d'y voir se développer les conflits sociaux que connaissait l'Europe du Nord du fait de l'industrialisation. Ils prônaient un capitalisme paternaliste et rural, voie protégée vers la modernité. Mendolilla était bien plus qu'un investissement pour Notarbartolo : il s'agissait d'un modèle d'abnégation et de labeur pour les classes moyennes et pauvres.

Leopoldo se souvient d'avoir passé, le 13 janvier 1893, une journée complète avec son père, à sillonner à cheval la propriété jusque dans ses moindres recoins. Depuis qu'il avait quitté la direction de la Banque de Sicile, Emanuele Notarbartolo avait davantage de temps à consacrer à sa terre. Ce soir-là, il s'assit à la grande table carrée pour consigner tout ce qu'il avait vu dans la journée ; pendant ce temps, Leopoldo, ouvrant un tiroir, tomba sur une grande boîte métallique contenant des balles de revolver et de nombreux paquets de cartouches de fusil. « On dirait le magasin d'un navire de guerre », remarqua-t-il.

Son père sourit, posa sa plume et lui montra les mesures de sécurité qu'il avait prises pour protéger la pièce : le plafond, soutenu par des poutrelles d'acier, était fait de briques résistant au feu, la porte en bois massif était dotée d'une serrure anglaise inviolable. Par une fenêtre, on pouvait surveiller la campagne environnante, et par l'autre, l'unique accès à la ferme. « Quand je suis ici, conclut-il, je ne crains personne. Avec mes armes et un compagnon fidèle et courageux, je peux résister à vingt brigands. » Mendolilla était un idéal qui méritait d'être vaillamment défendu. Il marqua une pause, haussa les épaules et ajouta : « De toute façon, c'est ridicule. S'ils cherchent à m'atteindre, ce sera par la trahison, tout comme ils l'ont fait la première fois[15]. »

Leopoldo n'oublia jamais cette petite phrase. Son père faisait référence à l'enlèvement dont il avait été victime en 1882, et qui expliquait pourquoi il était si attentif à sa sécurité. On l'avait séquestré six jours durant dans une cave minuscule, en attendant le paiement de la rançon demandée. En effet, payer la rançon était la seule solution pour éviter l'assaut frontal que les autorités menaçaient de lancer. Quelques jours après la libération de Notarbartolo, le chef des ravisseurs fut retrouvé mort sur la route de Caccamo, abattu de plusieurs balles dans le dos. Ses complices furent arrêtés sur dénonciation anonyme à la police, après une fusillade dans une villa inoccupée

appartenant à une baronne de Villabate, bourgade voisine de Palerme infestée de mafieux. Le mystère de l'enlèvement ne fut jamais élucidé, mais Notarbartolo nourrissait de forts soupçons. En repensant aux jours terribles qui avaient suivi la mort de son père, Leopoldo se demanda si son enlèvement et le meurtre n'étaient pas liés.

Ce fut dans le port de Palerme, le 18 janvier 1893, qu'il vit son père pour la dernière fois ; Leopoldo se trouvait à bord d'un paquebot en partance pour Naples, première étape d'un voyage qui devait l'emmener à Venise d'où il embarquerait pour les États-Unis. Les trois mois qu'il venait de passer dans sa famille avaient été sa première longue permission chez ses parents depuis son entrée à l'École navale. C'était aussi la première fois que Leopoldo et son père avaient pu échanger, d'homme à homme, leurs idées sur les affaires et la politique. Le jeune officier de marine, debout à la poupe du paquebot qui quittait son mouillage, fouilla le port du regard jusqu'à entrevoir, brièvement, la silhouette paternelle bien droite dans une petite embarcation qui ne tarda pas à disparaître entre deux bateaux.

Le matin du 1er février 1893, Emanuele Notarbartolo partit à cheval de Mendolilla et arriva deux heures plus tard à la gare de Sciara, pour prendre le train de Palerme. Il monta dans un compartiment vide de première classe, où il put enfin se détendre. Depuis son enlèvement, il se montrait très prudent et ne voyageait jamais sans son fusil. Mais sachant que les brigands n'attaquaient personne dans les trains, il déchargea son arme avant de la poser avec soin dans le filet situé sous le porte-bagages. Il rangea ensuite son manteau de pluie, son chapeau et sa ceinture de force, puis s'assit et regarda par la vitre, attendant le sommeil ou l'apparition de la mer Tyrrhénienne, dès que le train obliquerait vers l'ouest pour longer la côte.

Le voyageur resta seul jusqu'à la gare suivante, Termini Imerese. Là, des témoins le virent un peu avachi dans un coin du compartiment, comme si l'arrêt du train l'avait réveillé. Le train quitta Termini Imerese une demi-heure plus tard, à dix-huit heures vingt-trois. Peu avant son départ, deux hommes montèrent, vêtus de manteaux noirs et de chapeaux melon.

Le sous-chef de gare donna le signal du départ. Alors que les wagons passaient lentement devant lui, il scruta les compartiments de première classe car l'un de ses amis, ingénieur des chemins de fer,

voyageait dans l'un d'eux. Il remarqua alors un homme corpulent, bien habillé, coiffé d'un chapeau, au visage large, pâle, à la moustache noire, aux yeux très enfoncés sous d'épais sourcils. Frappé par ce faciès impressionnant, le sous-chef de gare expliqua par la suite que cet individu lui avait paru plongé dans de sombres pensées.

Ce ne fut qu'après l'autopsie du corps et au vu de l'état du compartiment que l'on put reconstituer les derniers moments de la victime : alors que le train entrait dans un tunnel entre Termini et Trabia, Emanuele Notarbartolo fut attaqué par deux hommes, l'un armé d'un stylet, l'autre d'une dague à double tranchant au manche en os. Encore à moitié endormi, il se débattit comme il put, cherchant à échapper aux coups de poignard. Certains le manquèrent, entaillant profondément le dossier et le repose-tête de la banquette. Notarbartolo, ancien militaire, était très vigoureux pour ses cinquante-neuf ans. Le fracas du train dans le tunnel couvrait ses cris ; il parvint cependant à s'emparer de l'une des armes de ses assaillants tout en cherchant éperdument son fusil dans le porte-bagages. À ce moment, il fut atteint à l'aine, sa main entaillée et le filet à bagages déchiré. Il laissa l'empreinte ensanglantée de sa paume sur la vitre. C'est alors que l'un de ses agresseurs l'empoigna par-derrière tandis que l'autre plongeait son poignard à quatre reprises dans sa poitrine. En tout, Emanuele Notarbartolo fut poignardé vingt-sept fois.

Le train roulait vers la gare de Trabia. Couverts de sang, hors d'haleine, les tueurs retirèrent du porte-bagages les affaires de la victime et fouillèrent son cadavre pour ôter tout élément permettant une identification rapide : la montre en or aux armoiries familiales, le portefeuille contenant des cartes de visite et un permis de port d'armes. Il ne faisait pas encore tout à fait nuit ; plutôt que de chercher à quitter le train rapidement, ils s'accroupirent derrière la vitre pendant l'arrêt à Trabia. L'endroit où ils voulaient se débarrasser de leur victime se situait à environ deux minutes de là. Dès que le train eut quitté la gare, ils maintinrent le corps contre la portière puis le jetèrent à l'extérieur au moment où le train franchissait le pont de Curreri. Mais ils ne le poussèrent pas assez fort pour le faire tomber dans le ravin et rouler jusqu'à la mer. Le corps heurta le parapet et s'immobilisa le long des rails.

Les tueurs descendirent à la gare suivante, laissant derrière eux un compartiment vide et ensanglanté.

Au cours de l'hiver 1899-1900, la ville de Milan reçut des visiteurs inhabituels ; la tête rentrée dans les épaules et enveloppés de capes pour se protéger du froid, des dizaines d'hommes, petits, aux cheveux noirs, portant casquette, piétinaient dans le brouillard, se battant pour la pitance que le gouvernement voulait bien leur fournir. Il s'agissait de Siciliens venus témoigner au procès des assassins de Notarbartolo. Les deux extrêmes géographiques de l'Italie se retrouvaient à la cour d'assises de Milan. On dut faire appel à des interprètes pour traduire les dépositions de ces témoins.

Il avait fallu sept ans pour que l'affaire arrivât devant un tribunal : ce fut le premier des scandales qui entourèrent le meurtre de Notarbartolo. L'explication de ce retard exceptionnel devait être donnée de façon théâtrale devant le jury. Bien avant le début du procès, il apparut clairement que le vol n'était pas le mobile des assassins ; ceux-ci bénéficiaient de toute évidence de l'appui d'une organisation et de complicités parmi les employés des chemins de fer. Une hypothèse avait déjà été avancée : un lien possible avec une affaire de corruption financière et politique. Peu avant le meurtre, une enquête avait démontré la gestion désastreuse de la Banque de Sicile, sous la présidence du successeur de Notarbartolo. L'argent de la banque servait à soutenir le cours des actions de la NGI, la compagnie maritime des Florio, grâce à de délicates négociations de contrats avec le gouvernement. C'était une escroquerie très simple : des prêts étaient accordés par la banque à des intermédiaires qui achetaient des titres de la NGI, titres qui étaient ensuite déposés à cette même banque pour garantir le prêt. Mais les véritables emprunteurs, notamment le gouverneur de la Banque de Sicile et Ignazio Florio, restaient anonymes, en violation des règlements bancaires.

La même méthode frauduleuse était aussi utilisée comme moyen direct de s'enrichir par des personnes ayant des liens avec la banque : si la valeur des actions augmentait, l'emprunteur sortait de l'anonymat, demandait à la banque de les vendre et empochait le bénéfice. Si au contraire leur valeur baissait, la banque se retrouvait avec les titres dépréciés ; elle n'avait personne vers qui se tourner au moment de réclamer le remboursement des avances. Les emprunteurs anonymes ne pouvaient que gagner de l'argent ; la Banque de Sicile ne pouvait qu'en perdre. Les enquêteurs subodorèrent une infiltration mafieuse.

Durant les semaines précédant le meurtre, des fuites permirent

d'apprendre qu'une enquête judiciaire était ouverte sur certaines activités de la banque ; la rumeur courut qu'Emanuele Notarbartolo allait reprendre la direction de l'établissement. On laissait aussi entendre qu'il était à l'origine de l'enquête. Or, nombre de personnalités liées à la Banque de Sicile auraient eu beaucoup à redouter d'un retour à la rigueur financière symbolisée par l'ancien gouverneur. Notarbartolo aurait-il été exécuté afin que soient sauvegardés des intérêts privés à l'intérieur de la banque ?

Le parfum de scandale qui entourait cette affaire suscita une attention considérable au moment des premières auditions des témoins devant la Cour d'assises de Milan, le 11 novembre 1899. Pourtant, seuls deux employés des chemins de fer se trouvaient au banc des accusés : Pancrazio Garufi, chef de train, dont une partie de la tâche était de surveiller, du dernier wagon, que rien ne tombât sur la voie. Il affirma ne rien avoir remarqué d'anormal. La police, elle, pensait que les tueurs n'auraient pas jeté le cadavre par la portière du compartiment s'ils n'avaient pas été certains que Garufi regardait ailleurs. Des soupçons plus forts pesaient sur le contrôleur, Giuseppe Carollo, dont le travail consistait, entre autres, à descendre du train à chaque arrêt pour annoncer aux voyageurs le nom de la gare, en longeant le quai. Les tueurs n'auraient pu monter dans le train sans tickets, assassiner un voyageur et attendre tranquillement avec le cadavre l'arrêt à la gare de Trabia, s'ils n'avaient pas été sûrs qu'un complice – en l'occurrence Carollo – ait fait en sorte qu'ils ne soient pas dérangés.

Les cinq premiers jours du procès se déroulèrent dans la plus grande confusion. Les deux cheminots, victimes de trous de mémoire inexplicables, bredouillaient et se contredisaient. Ils nièrent même se connaître, alors qu'ils habitaient à cinquante mètres l'un de l'autre. Le contrôleur Giuseppe Carollo, qui avait modifié plusieurs fois son récit, fit particulièrement mauvaise impression sur le tribunal. Un chroniqueur du procès le décrit comme un homme aux yeux fuyants, « au teint jaunâtre, aux traits chafouins, faisant penser au museau d'un renard ». Pour des profanes, il paraissait impossible de déterminer si les deux accusés étaient des tueurs, des complices, ou d'innocents témoins craignant bien plus des représailles qu'un séjour en prison.

Le contraste avec la personnalité du fils de la victime était saisissant. Le 16 novembre, Leopoldo Notarbartolo vint à la barre, grand

et droit, sanglé dans son uniforme d'officier de marine, la tête haute, si haute qu'il semblait mépriser la cour ; il avait hérité de son père un nez long et des yeux sombres aux paupières lourdes. Il parla d'une voix grave, au débit rapide, avec une assurance qui déconcerta tout d'abord les observateurs. Puis graduellement, son honnêteté et sa franchise produisirent une vive impression. Son témoignage stupéfia la cour, le rendit célèbre et fit de ce procès l'un des plus retentissants de l'histoire de l'Italie. « Je crois que l'assassinat de mon père est une vendetta ; le seul homme qui le haïssait est le *Commendatore* Raffaele Palizzolo, membre du Parlement. Je l'accuse d'être le commanditaire de ce crime et d'avoir engagé ces tueurs, et d'autres encore[16]. »

Leopoldo commença alors à dépeindre Palizzolo et à énumérer les conflits qui avaient opposé ce dernier à Emanuele Notarbartolo. Les deux hommes s'étaient connus dans leur jeunesse – Palerme n'est pas une très grande ville. Leur inimitié avait débuté peu après l'élection de Notarbartolo à la tête de la mairie de Palerme en 1873 ; celui-ci avait alors contraint Palizzolo à rembourser de l'argent détourné d'un fonds de secours aux indigents.

En tant que maire, Notarbartolo était en contact régulier avec les procureurs qui soupçonnaient Palizzolo de protéger un brigand notoire, susceptible de lui apporter des voix aux élections de Caccamo. L'inimitié entre Notarbartolo et Palizzolo se transforma en affaire privée : lorsque c'était possible, le maire évitait les lieux fréquentés par le député, dont il détestait le manque de dignité, la lâcheté, la flagornerie. Et quand il ne pouvait éviter sa compagnie, il ne cachait pas la répulsion qu'il lui inspirait.

Il le soupçonnait depuis longtemps d'être à l'origine de son enlèvement, en 1882. La villa inoccupée dans laquelle certains des kidnappeurs avaient été appréhendés se trouvait sur un domaine jouxtant une propriété de Palizzolo, à Villabate, fief de sa *cosca* de prédilection. L'enlèvement proprement dit avait eu lieu non loin de Caccamo, une ville à la botte d'une autre *cosca* dont Palizzolo était le protecteur.

Au moment de l'enlèvement, le théâtre du conflit opposant les deux hommes s'était déplacé de la mairie à la Banque de Sicile. Notarbartolo en était le gouverneur et Palizzolo un membre important du conseil d'administration. Le compte rendu que fit Leopoldo des années passées par son père à la direction de la banque ne déçut

pas ceux qui, dans la salle d'audience, espéraient entendre certaines vérités scandaleuses. Il décrivit le vain combat qu'avait mené son père pour empêcher la Banque de Sicile de devenir une usine à faveurs, le plus gros instrument de clientélisme de toute l'île. Il apparut que des prêts considérables avaient été consentis à des enfants, des gardiens, des passeurs, des personnes décédées, et aussi à des individus purement fictifs – sommes qui n'avaient jamais été remboursées.

Au cours des années 1880, Notarbartolo se battit pour assainir les comptes de l'établissement, tandis que Palizzolo ne cessait de lui compliquer la tâche. Le gouverneur tenta de réformer les statuts de la banque afin de réduire l'influence des hommes politiques qui constituaient les deux tiers de son conseil d'administration. En 1889, il envoya au gouvernement un rapport confidentiel accablant sur le fonctionnement de la banque, accompagné d'un ultimatum : soutenez mes réformes ou je donne ma démission. Ces documents furent subtilisés dans un bureau du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce ; quelques semaines plus tard, ils réapparurent lors d'une séance extraordinaire du conseil d'administration de la banque, tenue en l'absence du gouverneur, parti pour affaires à Rome. Le conseil vota la défiance contre lui. Bien que rien ne fût jamais prouvé, les soupçons sur l'origine du vol du courrier tournaient autour de Palizzolo. Un colis recommandé, scellé à la cire, expédié d'une fausse adresse à Rome, avait été envoyé à son domicile le jour même de la disparition des documents. L'empreinte du sceau était celle du bouton d'un costume confectionné chez un tailleur romain dont Palizzolo était client.

Le gouvernement se trouvait donc placé devant un dilemme : soutenir le conseil d'administration de la banque, dominé chaque jour davantage par des escrocs et clairement complice du vol du courrier, ou soutenir son gouverneur, homme de principes, compétent, mais politiquement peu fiable. Le gouvernement atermoya plusieurs mois durant, puis opta pour la première solution et demanda la démission de Notarbartolo. Le conseil d'administration fut dissous, mais la plupart de ses anciens membres furent ensuite réélus. Après la démission forcée du gouverneur, des personnes corrompues fondirent sur la banque pour organiser l'escroquerie portant sur les titres de la NGI. L'enquête qui suivit révéla que Palizzolo était l'un des emprunteurs impliqués dans l'affaire.

Leopoldo conclut son témoignage par une dénonciation solennelle de la façon dont l'enquête avait été menée. « J'ai régulièrement demandé aux autorités d'interroger Raffaele Palizzolo, mais elles ne l'ont pas fait. Sans doute avaient-elles peur[17]. »

Ces déclarations semèrent la consternation dans les milieux politiques romains. Alors que le procès n'était supposé sacrifier que du menu fretin afin de répondre à une demande de plus en plus pressante de justice, Palizzolo causait soudain un énorme embarras politique. Il adressa un courrier à la presse, prétendant avoir toujours entretenu de bonnes relations de travail avec Notarbartolo. Puis, sentant l'atmosphère s'assombrir autour de lui, il se dépêcha de rentrer à Palerme.

L'immunité parlementaire lui fut finalement retirée lors d'un vote rapide à la Chambre des députés, à l'instigation du président du Conseil, le général Luigi Pelloux. Des rumeurs courant sur l'intention de Palizzolo de fuir à l'étranger, les communications télégraphiques entre le continent et la Sicile furent suspendues, pour qu'il ne puisse pas apprendre les résultats du vote. Les autorités judiciaires atermoyant toujours, Pelloux donna l'ordre à Sangiorgi de faire arrêter Palizzolo le soir même. Les officiers de police le trouvèrent chez lui, tranquillement allongé sur le lit autour duquel sa clientèle se pressait tous les matins.

Quelques jours plus tard, à Palerme, trente mille personnes se rassemblèrent place Politeama pour ceindre d'une couronne de fleurs le buste d'Emanuele Notarbartolo qui venait d'être érigé sur un piédestal corinthien. La carrière de Palizzolo paraissait terminée. Un commentateur émit l'avis que « la Mafia était à l'agonie ».

Leopoldo Notarbartolo se servait de la cour d'assises de Milan comme d'une tribune. C'était là l'occasion unique de pouvoir exposer toute l'affaire en public : l'assassinat de son père, la façon déplorable dont l'enquête avait été conduite, les malversations de Palizzolo et le scandale des titres de la NGI. L'un des aspects frappants de ses dépositions est le fait qu'il n'était pas témoin à charge. En Italie, un plaignant peut engager une action en dommages et intérêts pendant un procès criminel, voire même prendre en charge l'accusation. Le jeune officier de marine était ainsi un « plaignant civil ». Il avait de bonnes raisons de vouloir infléchir la direction des débats, car il avait

désormais la certitude que le ministère public normalement chargé de requérir l'exécution de la loi contre les assassins de son père se rendait complice de protection en dissimulant certains éléments. Ses soupçons visaient en particulier Vincenzo Cosenza – ce même procureur général qui, quelque temps plus tard, ferait tout pour saper le travail de Sangiorgi contre la Conca d'Oro.

Au cours des six années qui avaient suivi le meurtre, Leopoldo avait mené une enquête pour son propre compte. Très souvent, il n'avait rencontré qu'opposition ou indifférence. En 1896, un vieil ami personnel et politique de son père, Antonio di Rudinì, devint président du Conseil. Leopoldo sollicita un entretien, lui parla de ses soupçons à l'encontre de Palizzolo et lui demanda son aide. Rudinì se montra fort peu compréhensif. « Si vous le croyez vraiment coupable, pourquoi ne louez-vous pas les services d'un bon mafioso pour l'abattre[18] ? »

Ce ne fut qu'à l'instigation du général Pelloux, autre ami de la famille Notarbartolo et successeur de Rudinì à la présidence du Conseil, qu'une dynamique politique se développa et donna lieu à un premier procès, même si celui-ci ne devait aboutir qu'à l'inculpation de deux employés des chemins de fer. Sous l'influence de Pelloux, le procès ne se tint pas à Palerme, mais à Milan, où les témoins risquaient moins d'être intimidés.

Le procès de Milan suivit son cours, les explications au long retard qu'avait pris l'instruction de l'affaire avant d'être portée en justice commencèrent à se faire jour. Les uns après les autres, les témoins alimentèrent le scandale, à tel point que le commandant militaire de la ville interdit à ses officiers l'accès à la salle d'audience, tant les propos qu'on y entendait étaient subversifs. Le ministre de la Guerre, ancien chef de la Sûreté publique en Sicile, déclara que « le ministère public avait monté le dossier avec une très grande négligence, un très grand laxisme, voire de manière coupable ». Quelques jours plus tard, ce même ministre fut contraint de démissionner, car un journal publia une ancienne lettre dans laquelle il demandait aux autorités judiciaires de relâcher à temps un mafioso politiquement influent pour lui permettre d'aider un candidat du gouvernement dans sa campagne électorale.

Dès que le corps retrouvé sur le pont de chemin de fer de Curreri avait été identifié comme étant celui d'Emanuele Notarbartolo, la rumeur s'était répandue dans Palerme que Palizzolo était derrière le

meurtre. L'on apprit au procès que le procureur général de Palerme, en fonction à cette époque, avait été muté pour avoir déclaré que ces rumeurs pouvaient bien avoir quelques fondements.

L'on apprit également qu'un inspecteur de police, chargé de l'enquête à sa demande, avait soustrait des preuves matérielles, parmi lesquelles une paire de chaussettes couvertes de sang ; il avait également lancé l'enquête sur une série de fausses pistes manifestes, toutes fondées sur des hypothèses entachant la réputation de la victime. L'inspecteur en question fut arrêté à Milan en cours d'audience, sous les applaudissements du public. Il se révéla être un allié de Palizzolo, dont il avait été « l'agent » électoral.

Depuis longtemps, Leopoldo Notarbartolo connaissait le nom de l'un des deux assassins de son père ; ce nom fut enfin prononcé devant le jury de la cour d'assises de Milan. Le sous-chef de la gare de Termini Imerese, qui avait aperçu la sinistre silhouette dans le compartiment de Notarbartolo, fut appelé à la barre. Après avoir répété ce qu'il avait vu en cette fin d'après-midi du 18 février 1893, il affirma ne pas avoir reconnu l'homme lors de la séance d'identification.

L'avocat de la famille Notarbartolo chercha à en savoir davantage : le sous-chef de gare n'avait-il pas reconnu l'assassin et avoué à la police qu'il craignait de parler en public par peur des représailles ? Le pauvre homme se mit à trembler mais s'en tint à sa version. Il fut alors mis en présence de l'un des prédécesseurs de Sangiorgi à la préfecture de police, celui-là même qui avait dirigé la séance d'identification ; le chef de gare rougit, affreusement embarrassé. L'auditoire compatissait à sa détresse, car il s'agissait manifestement d'un honnête homme qui craignait pour sa vie. Il finit par craquer et avoua dans un murmure : « Je confirme tout ce qu'il dit ; c'est vrai ; c'est vraiment le même homme. »

L'individu qu'il avait identifié, âgé de quarante-deux ans et originaire de Villabate, s'appelait Giuseppe Fontana. L'ancien préfet de police retraça devant la cour le passé du suspect, membre de la *cosca* de Villabate ; quelques années plus tôt, il avait été blanchi du soupçon de trafic de fausse monnaie grâce à l'intervention de relations qu'il avait su mobiliser. « Je crois que dans cette affaire aussi, Fontana a été protégé par une main magique, puissante et mystérieuse[10]. »

Dès l'annonce de l'identification, un mandat d'amener fut lancé contre Fontana, qui partit aussitôt se cacher. Le bruit courait qu'il

avait trouvé refuge chez un prince, membre du gouvernement, dont il protégeait les propriétés. Le prince fut interrogé par Sangiorgi, qui lui fit comprendre qu'il pourrait être accusé d'héberger un assassin. Le prince rapporta ces propos à Fontana, qui dicta alors les conditions de sa reddition. Le reporter du *Times* fut horrifié par ce marché : « Fontana [...] assisté des avocats du prince, fut amené dans l'attelage du prince jusqu'au domicile de Sangiorgi, au lieu d'être conduit directement au poste de police. On l'autorisa à dire au revoir à sa famille, et, sans menottes, on le conduisit à la prison principale de Palerme, où il fut placé dans une cellule confortable. Pourtant cet homme a à son actif quatre meurtres et plusieurs tentatives d'homicide et de vol, crimes pour lesquels il a été acquitté faute de "preuves suffisantes" ; en d'autres termes, en raison de l'incapacité qu'avaient les magistrats et les témoins de se placer au-dessus du terrorisme de la Mafia[20]. »

Giuseppe Fontana marqua un point en se rendant à la justice de cette façon. Dans son monde, la notion d'institutions, d'État, ne signifiait rien. Son arrestation était une affaire personnelle entre lui et un adversaire qu'il respectait, Ermanno Sangiorgi.

Après l'arrestation de Palizzolo et de Fontana, le procès de Milan s'interrompit le 10 janvier 1900, pour permettre un complément d'enquête ; le marathon judiciaire ne faisait que commencer.

Même en détention, Palizzolo ne restait pas sans soutien. En fait, il faillit presque réussir à ne pas être déféré devant la justice. En juin 1900, ses amis firent campagne pour assurer sa réélection dans sa circonscription du centre de Palerme. La Mafia, confrontée au procès diligenté par Sangiorgi, avait besoin de toute l'aide politique possible. L'influence sicilienne déclinant dans l'arène politique nationale, la NGI avait également besoin de ses anciens amis. Or Palizzolo, élu, retrouverait son immunité parlementaire. Les Florio financèrent donc sa campagne électorale et la mère d'Ignazio, la baronne Giovanna d'Ondes, accepta de chaperonner une association féminine de soutien fondée par les sœurs de Palizzolo. Mais cet appui local se révéla insuffisant : le gouvernement soutenant son adversaire, Don Raffaele ne remporta pas la victoire.

Ses partisans au sein de la magistrature faillirent, eux aussi, empêcher l'affaire de venir devant les tribunaux. Le procureur général Cosenza rédigea un rapport expliquant qu'il n'y avait pas assez de

preuves pour entamer une procédure judiciaire. Seule la pression directe du roi l'obligea à changer ses conclusions, bien qu'il continuât à qualifier les preuves de « légères ».

Avant le début du second procès, le sort aida Giuseppe Fontana : le contrôleur de train Giuseppe Carollo mourut d'une cirrhose du foie.

Le second procès se tint à Bologne, dans le plus imposant tribunal d'Italie, un somptueux palais de style baroque, à la décoration intérieure luxueuse, et dont la façade et la cour avaient été dessinées par Palladio. Les murs de l'immense salle d'audience étaient couverts de bois sombre minutieusement sculpté. Bologne, ville conservatrice, n'écouterait pas d'une oreille complaisante ceux qui chercheraient à tirer un profit politique du procès.

Raffaele Palizzolo fut l'un des premiers à sortir de la cage où étaient gardés les prévenus ; marqué par sa période de captivité, amaigri, les cheveux grisonnants, les joues affaissées, il restait néanmoins impeccablement vêtu et consultait ses notes à travers un élégant pince-nez. Il se défendit pendant deux jours, prenant des poses théâtrales, les mains appuyées sur le dossier d'une chaise, ponctuant son discours de sanglots ou de grands gestes, alternant chuchotements et paroles tonitruantes. « Messieurs les jurés, je suis certain que vous n'avez trouvé en moi aucune férocité. Voyez en revanche... les stigmates qu'a laissés sur moi le traitement inhumain et barbare auquel m'ont soumis la haine factieuse, la vendetta et la colère qui ont scellé un pacte avec la peur, du côté des forts, et avec la lâcheté du côté des faibles. Laissons donc parler l'humanité méprisée et outragée !... Je suis seul, je suis pauvre et je n'appartiens à aucune faction. Mon défunt frère m'a dit en m'embrassant pour la dernière fois : "Défends-toi et défends l'honneur de ta famille[21]." »

Épuisé par la tension de ses propos, Don Raffaele fut pris de saignements de nez.

Giuseppe Fontana, l'homme accusé du meurtre, se montra aussi peu loquace que Don Raffaele avait été prolixe. Très détendu et maître de lui dans son beau costume bleu sombre, il était à l'image du riche négociant d'agrumes qu'il prétendait être. Les journalistes présents notèrent son physique puissant, ses orbites profondes, « comme si deux doigts s'étaient enfoncés dans l'argile de son visage ». Il avait une manière bien à lui de marquer des pauses pour

réfléchir, tête renversée en arrière, lèvres pincées, avant de poursuivre ses déclarations avec une calme assurance. On aurait dit par moments qu'il parlait de quelqu'un d'autre que lui-même. Il parvint même à faire rire le prétoire quand il déclara en souriant que, s'il avait été un chef mafieux comme le soutenait l'accusation, il aurait envoyé un de ses hommes abattre la victime au lieu de s'en charger lui-même.

Il accomplit là un numéro parfait. En tant que membre de l'organisation militaire de la Mafia, Fontana se trouvait plus exposé que le chef politique de sa *cosca*. Même les politiciens prêts à considérer Palizzolo comme l'un des leurs hésitaient à perdre leur crédibilité en protégeant un malfaiteur.

La cour porta une attention particulière à l'alibi qui avait permis à Fontana d'éviter si longtemps les poursuites. Il fournit de nombreux documents pour démontrer qu'il se trouvait en Tunisie le jour du meurtre. Non sans courage, Leopoldo Notarbartolo était parti en Tunisie sur les traces du mafioso au printemps 1895. (Sangiorgi pensait que toute une *cosca* opérait là-bas.) Les Siciliens que Leopoldo rencontra à Hammamet et dans ses environs confirmèrent l'alibi de Fontana « avec l'uniformité d'un phonographe ». Mais en comparant soigneusement les registres des mandats postaux envoyés de Tunisie avec ceux de Palerme, Leopoldo et ses avocats eurent des doutes. Il était fort possible que l'un des associés de Fontana ait adressé les mandats postaux supposés prouver l'absence de celui-ci de Sicile au moment du meurtre.

Ce dernier avait été aperçu à plusieurs reprises à des moments clés, comme par exemple le soir du crime, à la gare d'Altavilla, là où les deux hommes aux chapeaux melon étaient descendus du train; cependant, dans la salle d'audience, les témoins qui avaient déclaré l'avoir reconnu se rétractèrent de façon maladroite et contradictoire.

La réponse de Palizzolo au contre-interrogatoire fut une interminable démonstration du truisme selon lequel une seule excuse vaut mieux que plusieurs. Contre toute vraisemblance, Don Raffaele se déclara victime d'un complot et nia en bloc toutes les assertions de l'accusation, même les plus anodines. Loin d'être un dirigeant de la Mafia, disait-il, il en était l'une des victimes. Fontana? Il ne le connaissait pas. Pourtant, il fut prouvé que l'intermédiaire de Palizzolo dans l'escroquerie aux titres de la NGI était l'associé de Fontana un homme qui avait aussi produit des preuves pour l'alibi tunisien.

Un témoin dont les déclarations furent suivies avec un intérêt particulier fut Giuseppe Pitrè, le célèbre ethnologue expert en folklore. Ce professeur de « démo-psychologie » fit un brillant panégyrique de Palizzolo – dont il était un proche collaborateur au conseil communal de Palerme. Selon lui, le fait que Palizzolo ait écrit un roman dans sa jeunesse révélait qu'il possédait « une âme noble et vertueuse, ennemie du vice ». Quand on lui demanda de définir la Mafia, Pitrè indiqua que le mot venait de l'arabe « *mascias* » signifiant conscience exagérée de sa propre personne, refus de se soumettre au plus fort – sentiment qui, dans les classes pauvres, pouvait mener à la délinquance.

Appelé à la barre, Ermanno Sangiorgi eut une approche moins livresque. La Mafia, expliqua-t-il, était une organisation criminelle s'appuyant sur le racket de protection, implantée en Sicile occidentale et même dans d'autres régions. Ce jour-là, Sangiorgi souffrait d'un très gros rhume et sa voix enrouée fut pratiquement inaudible pour beaucoup de personnes présentes dans le prétoire. Les avocats des accusés ripostèrent en faisant remarquer que le récent procès de Palerme n'avalisait guère sa théorie.

Le jury de Bologne se retira pour délibérer à vingt et une heures quarante-cinq, le 30 juillet 1902. L'attente fut à la hauteur de la dimension du procès, qui avait duré près de onze mois. La transcription des débats emplit cinquante épais volumes ; cinq cent trois témoins furent entendus, en personne ou par déclaration sur l'honneur. Parmi eux, trois anciens ministres, sept sénateurs, onze députés et cinq préfets de police. Les minutes des séances mentionnèrent cinquante-quatre « chahuts ». En six occasions, la salle d'audience dut être évacuée afin de rétablir l'ordre. À plusieurs reprises, les avocats des deux parties durent être séparés pour éviter qu'ils n'en viennent aux mains. L'un des juges mourut pendant le procès ; deux jurés durent être remplacés pour raison de santé. Les défenseurs des deux parties accomplirent des prouesses oratoires jamais entendues dans l'histoire du barreau : l'un des avocats de la famille Notarbartolo fit une plaidoirie finale qui dura huit jours ; un autre parla pendant quatre jours et demi.

La nuit du 30 juillet fut l'une des plus chaudes de l'année. Les lampes à gaz brûlant dans la salle d'audience pleine à craquer rendaient l'atmosphère irrespirable. Les rues alentour fourmillaient de

monde. Le prétoire était gardé par une demi-compagnie d'infanterie, cinquante policiers et quarante-cinq carabiniers, dont beaucoup se tenaient en rang autour du banc des accusés, baïonnette au canon. Des bruits de complot mafieux projetant l'assassinat de l'un des avocats des Notarbartolo s'étaient répandus pendant le délibéré.

À vingt-trois heures vingt-cinq, le jury revint dans la salle d'audience. Le président, un instituteur, la main placée sur le cœur, répondit d'une voix émue aux questions du juge :

« L'accusé Raffaele Palizzolo est-il coupable d'avoir commandité l'assassinat du *Commendatore* Emanuele Notarbartolo ? Oui. » La réponse fut accueillie par une salve d'applaudissements et des cris de stupéfaction. Fontana, lui, fut inculpé d'homicide volontaire.

Après que le juge eut rendu la sentence – trente ans de prison pour chaque accusé – Palizzolo demanda la parole : « Vous avez été trompés, je le jure, comme je l'ai dit depuis le premier jour. Je suis innocent. Il y a un Dieu qui me vengera. Il ne se vengera pas sur vous, membres du jury, mais sur ceux qui m'ont accablé alors qu'ils me savaient innocent. »

Fontana, quant à lui, ajouta : « Sur la tombe de ma mère, je jure que moi aussi je suis innocent. »

Les avocats des accusés quittèrent le prétoire sous les sifflets du public. Leopoldo Notarbartolo et ses défenseurs, entourés par une foule enthousiaste qui criait « Vive les jurés ! Vive la justice de Bologne ! Vive le plaignant civil[22] ! », ne purent regagner leur hôtel tant la foule était dense devant le palais de justice ; ils trouvèrent refuge dans l'étude d'un avocat. Là, du balcon, face à tous ceux qui leur demandaient de prendre la parole, ils exprimèrent toute leur gratitude.

À Palerme, les premières réactions ne furent guère différentes ; une foule compacte se massa devant les bureaux de poste et les marchands de journaux. Cinquante minutes après l'annonce du verdict, des éditions spéciales étaient en vente dans la rue. Mais, peu à peu, la foule se dispersa en silence. Le lendemain apparurent sur les vitrines de certains magasins des panonceaux « ville en deuil ». Le préfet de police Sangiorgi rapporte qu'ils étaient imprimés et distribués par les mafiosi. Le journal *L'Ora*, appartenant à Ignazio Florio, fit part de sa perplexité à l'annonce du verdict et demanda quelles preuves concrètes avaient été apportées concernant la culpabilité de Palizzolo.

Dans un article cité dans toute la presse italienne, le *Times* aussi exprima sa surprise : « Devant les dépositions bégayées par des témoins intimidés et les témoignages en faveur de Palizzolo fournis par plusieurs magnats siciliens, l'on se serait attendu à ce que le jury tirât avantage du manque de preuves certaines de la culpabilité des accusés pour leur accorder le bénéfice du doute[23]. » Cependant, l'article concluait : « La justice, au sens large, a été rendue, et rendue courageusement. »

Le ton de certaines gazettes était triomphal. « Gloire et honneur aux douze jurés ! » titrait *La Nazione*. Le journal socialiste *Avanti !* salua la défaite de « l'une des formes de délinquance les plus barbares et les plus dangereuses qui soient – la mafia ». Le procès avait encore une fois divisé la presse sicilienne : le *Giornale di Sicilia*, qui tout au long du procès, avait publié des articles favorables à Leopoldo Notarbartolo, écrivit que le verdict était un coup porté « au pouvoir politique, principal protecteur de la Mafia ». Beaucoup de quotidiens se rangèrent à l'avis du journal bolonais *Resto del Carlino*, qui exprimait sa joie de voir que justice avait prévalu, mais tirait aussi de sombres leçons de la complicité avérée des autorités avec les coupables. « Espérons que ce monstrueux procès nous aura appris quelque chose et que nous n'en reverrons jamais de semblable sous le ciel italien. »

Six mois plus tard, à Rome, la Cour de cassation annula le verdict de Bologne pour vice de forme. Un témoin mineur avait été appelé à la barre. À peine avait-il prêté serment qu'il avait dû se retirer tandis que les avocats discutaient pour savoir s'il devait ou non témoigner. Le lendemain, il revint à la barre et fit sa déposition, mais sans prêter à nouveau serment. Leopoldo Notarbartolo pensa, à juste titre, que cet « oubli » lui avait été volontairement soufflé par les avocats des accusés, comme garde-fou.

En Sicile, le verdict de Bologne donna lieu à une réponse politique concertée. À l'instigation du « démo-psychologue » Giuseppe Pitrè, un comité « Pro Sicilia » se forma afin d'exprimer « l'indignation populaire » déclenchée par la condamnation de Palizzolo, ressentie comme une attaque contre l'île tout entière. Deux cent mille personnes se rallièrent au comité.

Quand, périodiquement, les événements tournent mal pour les mafieux et les politiciens qui les protègent, ils ont recours à des

récriminations de ce genre et commencent à évoquer l'indépendance de la Sicile, tactique consistant à réveiller certains sentiments « sicilianistes » sur l'île. Certes, au cours des trois années de procès, il y eut des commentaires truffés de préjugés dans la presse italienne : « La Sicile est un cancer sur le pied de l'Italie », écrivit un chroniqueur. Ce furent aussi les années où des universitaires soutenaient que les Italiens du Sud étaient une race d'hommes arriérés possédant un crâne bizarrement formé et un penchant naturel pour le crime.

Plus important encore, ce que Palizzolo appelait son « martyre » permit à une puissante coalition conservatrice, issue de la politique et des affaires, de se regrouper derrière « Pro Sicilia » qui était bien davantage que la couverture politique de la Mafia et qu'une extension du lobby de la NGI. L'affaire Palizzolo se produisit au moment où les hommes politiques siciliens avaient perdu leur influence à Rome. Le gouvernement libéral allait jusqu'à faire des avances au parti socialiste. « Pro Sicilia » fut la réaction des conservateurs siciliens face à leur impuissance manifeste. Ce groupe de pression ne vécut pas longtemps, mais il réussit à se faire entendre du gouvernement. Un regroupement de ce genre pouvait constituer une composante importante de n'importe quelle coalition gouvernementale. Il n'est pas impossible que l'annulation du verdict de la cour de Bologne ait été une main tendue aux pouvoirs locaux organisés autour de « Pro Sicilia ».

Le nouveau procès débuta devant la cour de Florence le 5 septembre 1903, plus de dix ans après l'assassinat d'Emanuele Notarbartolo. Seuls Palizzolo et Fontana se trouvaient au banc des accusés; aucune charge ne fut retenue contre ceux qui avaient été acquittés à Bologne, y compris le contrôleur du train. Cependant, le procès de Florence ne dura que deux semaines de moins que celui de Bologne et lui ressembla en de nombreux points.

Les avocats de Leopoldo Notarbartolo avaient fait appeler un nouveau témoin important : Matteo Filippello, intermédiaire entre la *cosca* de Villabate et Palizzolo. En 1896, il avait été blessé au cours d'un violent affrontement qui s'était produit lors du partage de l'argent reçu pour le meurtre de Notarbartolo. Depuis longtemps, la rumeur courait à Palerme qu'il était l'un des assassins.

Filippello dut être menacé d'arrestation avant d'accepter de faire

le voyage pour se rendre à l'audience. À son arrivée à Florence où il fut arrêté pour intimidation de témoin, il simula la folie. Et la veille de sa comparution devant les juges, il disparut. On le retrouva pendu à la rampe d'escalier de la pension de famille où il logeait, près de la basilique Santa Croce. L'enquête conclut au suicide.

L'opinion publique italienne commençait à se lasser; près de quatre années s'étaient écoulées depuis les stupéfiantes révélations de Leopoldo Notarbartolo à Milan. L'affaire, qui avait provoqué un grand débat sur la Mafia, suscita la publication de nombreux témoignages importants, dont ceux de deux inspecteurs de police siciliens. Pourtant, pour une étude intéressante sur l'organisation criminelle, deux ou trois autres ne faisaient qu'ajouter à la confusion. Il y eut encore beaucoup de voix, dont certaines prestigieuses, pour nier l'existence de la Mafia, qui était selon elles le simple reflet d'un orgueil exacerbé, résultant de l'oppression subie par les habitants de l'île au cours de l'histoire. D'autres suggérèrent qu'il s'agissait seulement du mot sicilien employé pour définir une forme de pègre existant dans toutes les villes d'Europe et des États-Unis.

Curieusement, même les avocats de Leopoldo Notarbartolo se rallièrent à cette thèse. Ils soutinrent qu'en Sicile occidentale n'existaient que des *cosche* indépendantes les unes des autres, bénéficiant parfois des services du même protecteur. « Qu'est-ce que la Mafia aujourd'hui ? Est-ce, comme certains l'affirment, une organisation hiérarchisée avec ses chefs et ses sous-chefs ? Non, cette organisation n'existe que dans le cerveau d'un ou deux préfets de police[24]. » Les avocats avaient de bonnes raisons de soutenir ce point de vue : il aurait été risqué de chercher à obtenir une inculpation globale, ainsi que l'avait fait Sangiorgi, en tentant sans succès de poursuivre en justice la Mafia comme une seule et unique organisation. Toutefois, leurs déclarations eurent pour effet de compliquer encore davantage le débat.

Bien que mis en vedette aux procès de Milan et de Bologne, le terme « mafia » demeurait donc un concept trouble et informe. L'opinion ne tarderait d'ailleurs pas à s'en lasser. À ce moment-là, l'indignation causée par un acquittement serait moins virulente et moins à même de susciter une crise politique.

Grâce à l'expérience acquise au cours du procès de Bologne, les avocats de la défense firent bien meilleure impression. Don Raffaele Palizzolo, abandonnant le ton mièvre des premières auditions,

adopta l'attitude soumise d'un invalide qu'un carabinier devait aider à monter dans le box des accusés.

L'accusation ne parvint pas à retrouver le dynamisme dont elle avait fait preuve à Bologne, ni à démontrer que les propos confus et contradictoires tenus par ceux qui avaient témoigné en faveur des accusés étaient bel et bien la preuve de leur complicité. Le 23 juillet 1904, par une majorité de huit voix contre quatre, les jurés acquittèrent les deux prévenus pour insuffisance de preuves. Palizzolo défaillit à l'annonce du verdict.

Malgré une surprenante amélioration de son état de santé dans la semaine qui suivit la fin du procès, Don Raffaele s'évanouit à nouveau le 1er août en franchissant la passerelle du navire qui le ramenait à Palerme en homme libre. Le comité « Pro Sicilia » avait loué un paquebot de la NGI pour l'occasion.

Ce retour triomphal fut le point d'orgue de journées de fêtes. On put lire dans le journal des Florio, *L'Ora*, que les jurés de Florence avaient libéré la ville de Palerme d'un cauchemar. Les partisans de Palizzolo arboraient son portrait au revers de leur veste. La fête de la Madonna del Carmine avait été repoussée pour permettre au héros d'y participer. Quand Palizzolo revint à lui, il fut escorté par une foule en liesse jusqu'à sa maison, décorée de guirlandes lumineuses où scintillaient des « Vive Palizzolo ». Quand il apparut sur son balcon, un orchestre attaqua un hymne composé spécialement pour sa victoire. Un témoin coucha par écrit l'atmosphère de ce retour : « Et Raffaele Palizzolo triompha, après cinquante-six mois de martyre déchirant : il triompha, auréolé de la lumière éclatante de sa Douleur et de sa Vertu. Et cette Douleur, cette Vertu, consacrées par une abnégation sublime, au milieu des tourments inouïs de ces cinq années, en hommage à notre Sicile outragée, furent les corolles baignées de larmes avec lesquelles, durant les tristes heures de son cruel emprisonnement, Raffaele Palizzolo put composer les guirlandes de cette dure souffrance[25]. »

La mesure n'a jamais été une qualité du lobby mafieux. Beaucoup de Siciliens, même ceux qui pensaient que les preuves contre Don Raffaele n'étaient pas suffisantes pour qu'il méritât une sévère condamnation, furent dégoûtés par cette hagiographie.

La jubilation de ses partisans ne dura pas longtemps : aux élections parlementaires de novembre 1904, le martyr de Bologne fut

battu à plate couture. Malgré son retour en fanfare, il était trop compromis ; ses puissants amis l'abandonnèrent. Les audiences matinales autour de son lit reprirent, car Palizzolo siégeait toujours au conseil régional, mais ses beaux jours en tant que roi du clientélisme sicilien étaient désormais derrière lui.

Peu avant l'apothéose du retour de Palizzolo, Leopoldo Notarbartolo était revenu à Palerme par le cargo postal. Quelques amis vinrent l'accueillir en silence, chapeau bas. Il y eut des larmes quand il retrouva sa sœur. Reprendre le combat de son père contre Palizzolo lui avait coûté très cher : il avait dû vendre le domaine de Mendolilla pour payer les frais de justice.

Dans les années qui suivirent, sa carrière dans la marine lui permit de s'éloigner de l'île. Il obtint le grade d'amiral, mais son souvenir s'estompa peu à peu dans la mémoire des gens. Après l'acquittement de Palizzolo, il avait décidé de ne pas perdre foi dans le progrès, de ne pas céder à une vision résignée d'un monde diabolique et chaotique. La seule manière pour lui de poursuivre son combat pour la justice, à laquelle il avait consacré ses plus belles années, fut de raconter la vie de son père. Ses longs voyages en mer lui donnèrent le temps d'écrire. Dans cette biographie, il minimisa systématiquement son rôle au cours de la tragique période allant de 1893 à 1904. Son père aurait approuvé cette modestie. En 1947, il mourut des suites d'une longue et douloureuse maladie, sans enfants, dans sa ville adoptive de Florence. Son épouse fit publier la biographie deux ans plus tard.

Giuseppe Fontana quitta aussi la Sicile après le procès. Emmenant ses quatre petites filles avec lui, il émigra à New York pour poursuivre une belle carrière dans l'extorsion de fonds et le meurtre sur les nouveaux territoires mafieux.

4

Socialisme, fascisme, Mafia
1893-1943

Corleone

À vol d'oiseau, trente-cinq kilomètres séparent Palerme de Corleone. Pourtant quand Adolfo Rossi fit le voyage, en ce 17 octobre 1893 – huit mois après le meurtre d'Emanuele Notarbartolo – le petit train serpenta comme de coutume pendant environ quatre heures à travers les collines dénudées avant de rejoindre sa destination. La campagne était brûlée par le soleil, blanchie et caillouteuse, jalonnée de temps à autre par une tour de guet en ruine ou ombrée du vert foncé des oliveraies et des vergers de citronniers.

Adolfo Rossi, journaliste au quotidien libéral romain *La Tribuna*, venait de rentrer des États-Unis où il avait passé une dizaine d'années à voyager et à chercher fortune. Vers la fin de son séjour, il était devenu rédacteur en chef du journal *Il Progresso Italo-Americano*, organe new-yorkais d'une communauté italienne toujours croissante. Rossi revint en Europe enthousiasmé par l'ouverture d'esprit et le rythme de vie américains. Il prétendait qu'en comparaison l'Italie semblait aussi fermée et immobile qu'un cimetière.

Dans le même compartiment que Rossi voyageait un jeune officier de l'armée, originaire de la péninsule ; les deux hommes abordèrent bientôt le sujet de conversation qui se trouvait sur toutes les lèvres : les conditions de vie épouvantables des paysans siciliens. Rossi transcrivit l'histoire que lui avait racontée son compagnon de voyage : « Les scènes dont est parfois témoin quelqu'un qui, comme moi, vit ici, sont difficiles à supporter. Je me souviens d'une journée torride de juillet ; je faisais une longue marche avec mes hommes. Nous nous sommes arrêtés pour nous reposer, près d'une ferme où l'on partageait la récolte de grain ; je suis allé demander un peu

d'eau. La répartition venait de se terminer, presque tout le blé étant allé au propriétaire ; il ne restait au paysan qu'un petit tas. Debout, appuyé sur le manche de sa pelle, il fixait le petit tas d'un air hébété. Puis il regarda sa femme et ses enfants ; lui qui avait sué sang et eau toute l'année, il ne lui restait pour nourrir sa famille que ce petit tas de blé. Il se tenait immobile comme une pierre, mais des larmes coulaient sur ses joues[1]. »

Pendant pratiquement vingt ans, les réformateurs italiens avaient dénoncé en vain les souffrances des paysans de l'intérieur de la Sicile : malnutrition, analphabétisme, malaria, esclavage pour dettes, conditions de travail effarantes, exploitation éhontée soutenue par la violence mafieuse, vol légitimé par des avocats véreux.

À Corleone, les paysans affirmaient qu'un patron honnête était « aussi rare qu'une mouche blanche ». Beaucoup des seize mille habitants de la bourgade étaient des ouvriers agricoles dont les maigres revenus dépendaient des immenses exploitations céréalières qui s'étendaient à perte de vue sur les collines surplombant la petite ville, ses ruelles étroites, ses placettes et ses églises baroques. Corleone approvisionnait Palerme, alors qu'elle ne parvenait pas à nourrir ses propres habitants. Un voyageur anglais, dans les années 1890, disait que l'endroit était peuplé « de femmes pâles et anémiées, d'hommes aux yeux creux, d'enfants étranges en haillons qui mendiaient pour manger, d'une voix rauque, comme des vieillards fatigués de vivre[2] ».

Adolfo Rossi était venu à Corleone pour rencontrer un homme qui s'était promis de transformer les conditions d'existence de ces pauvres gens, un homme qui deviendrait plus tard un symbole du combat contre la misère et contre la Mafia.

La faiblesse des revenus des paysans de l'intérieur de la Sicile avait des causes très simples : les grands propriétaires terriens des bourgades telles que Corleone vivaient à Palerme et louaient leurs domaines par contrats à court terme à des intendants ou *gabelloti*. Ces contrats avaient pour conséquence que les *gabelloti* devaient gagner de l'argent sur le dos des paysans le plus rapidement possible. Le *gabelloto* moyen était un *self-made man* dur et sans scrupule, un homme exerçant un métier où l'on se faisait beaucoup d'ennemis. Les *gabelloti* devaient souvent se protéger, eux et leurs biens, en

particulier leur bétail, des pillards et des voleurs ; ils étaient fréquemment de mèche avec les bandits ou cherchaient à les contrôler. Ils avaient aussi besoin de la complicité d'hommes de loi, car l'abolition du système féodal et les ventes aux enchères périodiques des propriétés de l'Église et de l'État avaient laissé une montagne de paperasses remontant à des dizaines d'années.

Ils étaient de tels piliers de l'industrie de la violence que l'on associait souvent le mot *gabelloto* au mot mafioso. Il serait plus exact de dire que le fait d'être affilié à la Mafia permettait au *gabelloto* de mieux accomplir son travail car, d'une part, la Mafia avait des contacts à Palerme, où s'opéraient la plupart des transactions foncières, notamment les locations de terres agricoles, et, d'autre part, l'honorable société offrait les bras armés nécessaires à mater les paysans récalcitrants.

On allait faire appel à ces bras, quand, pendant l'automne qui précéda la venue d'Adolfo Rossi à Corleone, les paysans opprimés de l'ouest et du centre de la Sicile commencèrent à se regrouper en organisations appelées *Fasci*. Ces *Fasci* n'avaient rien en commun avec le mouvement militaire et antidémocratique que fonda Benito Mussolini une génération plus tard. Un *fascio* est une gerbe de blé, symbole de solidarité ; les *Fasci* siciliens étaient des fraternités qui unissaient les paysans contre les latifundiaires et les *gabelloti*.

Durant quelques mois, en 1893, le mouvement des *Fasci* fit de Corleone le centre d'attention de toute l'Italie. Le *Fascio* local, dirigé par Bernardino Verro, fut l'un des premiers et des mieux organisés de l'île. L'année précédente, Verro était encore un petit employé municipal dépourvu de diplômes (il avait été renvoyé du lycée). Dans toute l'Italie, on rencontrait des milliers de fonctionnaires comme lui, des hommes contraints de compter sur le clientélisme pour obtenir un travail qui leur permettait à peine de nourrir leur famille. Verro, révolté par l'injustice qui l'entourait, décida de former le *Fascio* de Corleone ; il perdit son emploi à cause de ses idées politiques, mais s'en moquait. Il tint des discours enflammés aux paysans dans leur propre dialecte, discours émaillés d'anecdotes tirées de fables siciliennes. Avec une ferveur tout idéaliste, il prêchait la coopération, la discipline, et défendait les droits des femmes. L'avenir était au socialisme, expliquait-il ; le système capitaliste dominait parce que le sentiment d'altruisme avait disparu, mais le temps viendrait où l'humanité tout entière se réunirait dans une seule

et même étreinte fraternelle. Il partait de Corleone à dos de mule pour porter la bonne parole vers les bourgades voisines ; partout où il passait, des *Fasci* se formaient. Verro et les autres dirigeants du mouvement étaient des prosélytes passionnés. Quand ils se rencontraient, ils s'embrassaient sur la bouche « comme de vrais frères ».

C'était Bernardino Verro qu'Adolfo Rossi était venu interviewer à Corleone. À l'heure où Rossi arriva dans l'intérieur de la Sicile, Verro avait pris la tête de la première grève paysanne de masse de l'histoire italienne ; en tant que chef de file du mouvement, il parlait d'égal à égal avec les hommes politiques et les hauts fonctionnaires ; il avait su gagner la sympathie de toutes les couches de la société italienne et les rallier à la cause des paysans qu'il défendait.

De la rencontre entre Rossi et Verro sortit l'un des rares portraits de première main du dirigeant des *Fasci*. L'entretien fut influencé par les opinions préconçues que le journaliste avait acquises dans le Nouveau Monde, ainsi que par son empressement à flatter le sentimentalisme de ses lecteurs. Malgré tout, l'entretien nous apprend beaucoup sur Verro et les *Fasci*.

Ceux qui ont connu Verro le décrivaient comme un homme un peu ours, énergique, prompt à s'emporter, entièrement dévoué à sa cause. Rossi, au contraire, le décrit comme tout continental décrirait un « étranger » venu de son île : « Le président du *Fascio* est un homme de vingt-sept ou vingt-huit ans, au visage de type arabe, avec sa barbe et ses yeux proéminents[3]. »

Toutefois l'espoir et l'enthousiasme de Verro transparaissent dans les réponses qu'il fit au journaliste. « Notre *Fascio* compte environ six mille membres, hommes et femmes confondus... Les femmes ont si bien compris l'intérêt qu'ont les pauvres à s'unir qu'elles apprennent le socialisme à leurs enfants[4]. » Rossi discerna aussi l'intuition politique de Verro ; les exigences simples et modérées formulées à Corleone étaient devenues un modèle pour chaque *Fascio* de l'île : de nouveaux contrats stipulant un partage équitable des récoltes entre les propriétaires et les paysans qui louaient de petites parcelles. Nombre de conservateurs considérèrent ces propositions comme justes et efficaces. La plupart des propriétaires de Corleone acceptèrent. « Mais les plus riches n'ont pas encore cédé, expliqua Verro à Rossi, moins pour des raisons économiques que par orgueil. Ils ne veulent pas avoir l'air de plier devant les *Fasci*. »

Il montra fièrement au journaliste la grande salle voûtée qui ser-

vait de quartier général au *Fascio*. Au fond de la salle, sur une table, trônait un buste en terre cuite de Marx, flanqué de portraits des deux héros de la patrie, Mazzini et Garibaldi. Devant étaient exposées des armes anciennes, sabres, mousquets et tromblons.

Rossi interrogea quelques-uns des paysans présents ; ils lui expliquèrent que ceux d'entre eux qui savaient lire informaient les autres des nouvelles parvenant de toute l'île. D'anciens soldats avaient formé un petit orchestre ; vêtus de leur uniforme, ils jouaient des airs patriotiques et chantaient l'hymne des ouvriers, celui des *Fasci*. Rossi leur demanda ce que le mot « socialisme » signifiait pour eux. « La révolution », répondit le premier. « Mettre les terres en commun et tous manger la même chose », ajouta le second. « J'ai cinquante ans, indiqua un troisième, et je n'ai jamais mangé de viande[5]. »

Rossi garda pour la fin le sujet le plus sensible, celui qui intriguait le plus ses lecteurs : la relation entre les *Fasci* et le crime organisé. Les Italiens se souvenaient du rôle joué par les bandits armés au cours des émeutes du milieu du siècle ; on ne savait pas trop ce qu'était la Mafia, mais elle faisait peur. Les propriétaires terriens, eux, essayaient de faire passer les *Fasci* pour le dernier avatar des naufrageurs et des pillards de l'île. « Quelle attitude adoptez-vous face à ceux d'entre vous qui ont un passé judiciaire ? » demanda Rossi à Verro. La réponse fut résolument optimiste : « Ils ne sont pas nombreux et la plupart ont été condamnés pour des motifs bénins, par exemple pour avoir volé dans les champs ; nous les acceptons dans le *Fascio* pour les aider. Depuis que le *Fascio* existe, le nombre de délits a chuté. Il n'y a presque plus de bagarre, car nous arbitrons nous-mêmes les conflits. Les vrais criminels, ce sont certains propriétaires ; bailleurs avides, anciens protecteurs des bandits, ils violent les jeunes paysannes et font rosser les ouvriers agricoles. Si vous saviez ce qu'ils font, sans jamais être inquiétés ! Ici c'est comme au Moyen Âge[6] ! »

De toute évidence, le journaliste fut touché par ces propos ; il tenait là l'article pour lequel il était venu à Corleone. À ses yeux de citadin, la campagne sicilienne n'avait pas évolué depuis l'époque romaine, quand les esclaves travaillaient dans les champs. À son retour, il rédigea pour ses lecteurs un conte sur le bien et le mal, situé dans un pays lointain et sans âge : « Dans cette île, au milieu de contrées paradisiaques, on se croirait soudain en Afrique, en voyant des milliers d'hommes réduits en esclavage s'échiner sur une terre qui appartient à une poignée de seigneurs. Et l'on peut dire qu'ils

sont encore plus mal lotis que ne l'étaient les esclaves, qui eux au moins, avaient leur pitance assurée[7]. »

Rossi décrit Verro comme un noble barbare, un Spartacus des temps modernes. En lisant ses articles, on peut penser que son penchant pour certains poncifs touchant la Sicile l'a fait passer à côté du « scoop » de sa carrière ; car ce que Rossi n'a pas saisi, c'est à quel point il était difficile d'être un héros dans la Sicile occidentale de la fin du XIX[e] siècle.

Il ignorait en effet que, six mois plus tôt, Verro avait été réveillé à l'aube par une poignée de graviers jetés sur les carreaux de sa fenêtre, à son domicile de la rue San Nicolò. Comme convenu, il s'habilla rapidement. Une fois dehors, on le conduisit à travers un dédale de ruelles chez un homme de sa connaissance, *gabelloto* de l'un des domaines des alentours de Corleone. Là, il fut introduit dans une pièce où cinq hommes siégeaient autour d'une table ; au centre étaient disposés trois fusils et un dessin représentant un crâne.

Le président de séance déclara qu'ils se réunissaient afin d'examiner la proposition d'admission de Bernardino Verro au sein de leur société secrète, les Fratuzzi (Frères). Il interrogea le nouveau venu qui expliqua que le mouvement qu'il avait fondé avait pour but de servir les intérêts des masses prolétaires opprimées. Satisfait de la réponse, le chef des Fratuzzi prévint Verro des dangers que courait tout homme qui ne gardait pas secrète l'existence de l'organisation.

Il lui fut ensuite demandé de répéter le serment de fidélité ; puis il tendit la main et on lui piqua l'extrémité d'un doigt. Son sang dégoutta sur l'image représentant le crâne, que l'on enflamma. À la lueur des flammes, Verro échangea un baiser fraternel avec chacun des hommes présents. On lui dit ensuite que, pour se faire reconnaître des membres de l'organisation, il devait montrer ses incisives et se plaindre d'un mal de dents. Il faisait désormais partie de la *cosca* de Corleone.

Rares furent les dirigeants des *Fasci* affiliés à la Mafia ; d'ailleurs Verro fut le seul à avoir laissé un témoignage écrit de son initiation. Ce récit ne fut rendu public qu'après son assassinat, mais il demeure néanmoins hautement significatif. Pendant longtemps il fut considéré avec scepticisme par les historiens de gauche, et pas seulement parce qu'ils ne croyaient pas au rituel d'initiation mafieux. Durant les soixante années qui suivirent l'éclosion du mouvement des *Fasci*, la Mafia intimida et assassina un nombre incalculable de militants

socialistes, communistes et de dirigeants syndicaux – l'on aurait dit que son seul objectif était de mettre à genoux la classe laborieuse des campagnes. Et pourtant, comme nous le voyons, aux origines du syndicalisme paysan se dresse la figure d'un héros qui dut composer avec la Mafia.

L'initiation de Bernardino Verro est facile à expliquer du point de vue de la *cosca* de Corleone. Les hommes d'honneur n'affrontent jamais directement le changement ; leur but est de l'orienter dans le sens où ils le veulent. Or, dans les années 1892-1893, la situation était imprévisible : soit les *Fasci* parvenaient à transformer la paysannerie en une force politique nouvelle dans les campagnes siciliennes et à changer la manière dont les grands domaines étaient dirigés et exploités, soit ils échouaient ; auquel cas ils seraient aspirés par la politique clanique locale. Les *gabelloti* affiliés à la Mafia ne savaient donc pas s'ils devaient s'opposer aux *Fasci* ou les utiliser pour obtenir des propriétaires de meilleures conditions de fermage. En approchant les dirigeants des *Fasci*, la Mafia cherchait à maintenir son influence future.

L'honorable société a une attitude peu scrupuleuse envers les idéologies ; elle n'a aucune ligne politique, seulement une stratégie adaptée aux circonstances. L'opportunisme est son seul credo. Pour cette raison, aucun mouvement politique, de quelque couleur qu'il soit, n'est immunisé contre l'influence mafieuse. Le manque de scrupules de la Mafia s'étend même à ses propres traditions ; l'initiation n'est pas un rite aussi sacré qu'on le croit : s'il est plus rentable, moins risqué et plus efficace de proposer à un homme de s'affilier plutôt que de l'acheter ou de le harceler, les chefs mafieux répéteront le rituel initiatique autant de fois qu'il sera nécessaire.

Les *Fasci* devaient donc toujours prendre garde à ne pas se laisser infiltrer. Certaines sections inscrivirent même dans leurs statuts que tout mafioso avéré ne pouvait devenir membre d'un *Fascio*. L'une des raisons, et non des moindres, est que le gouvernement aurait été trop heureux de saisir là un prétexte pour interdire l'organisation paysanne au motif qu'il s'agissait d'une bande de criminels. Une enquête ultérieure montra que les *Fasci* étaient pratiquement parvenus à éviter que leurs rangs ne fussent envahis de malfaiteurs.

Pourtant, dans certaines bourgades comme Corleone, les rapports entre responsables des *Fasci* et mafieux relevaient d'une promiscuité inquiétante ; dirigeants paysans et chefs mafieux étaient rivaux sur le

marché politique du cœur et de l'esprit. Les premiers, espérant obtenir de meilleures conditions de vie, acceptaient l'aide d'où qu'elle vînt, des socialistes ou de la Mafia.

Comme on l'a vu, le récit de Bernardino Verro relatant son initiation à la Fraternité ne sera connu qu'après sa mort. Tout avait commencé pendant l'hiver 1892-1893, période à laquelle avait débuté une campagne d'intimidation et de provocation envers les *Fasci*. Les militants étaient roués de coups ; on mettait le feu aux meules de foin pour faire accuser les socialistes et faire venir la troupe. La police harcelait les *Fasci* et interpellait ses dirigeants sous les prétextes les plus fallacieux. Certains paysans répondaient aussi à l'intransigeance des propriétaires en vandalisant les domaines. Les dirigeants des *Fasci* savaient qu'à Rome des politiciens étaient prêts à envoyer l'armée en Sicile à la première occasion ; beaucoup pensaient qu'une confrontation avec l'État serait tôt ou tard inévitable. Des voix, au sein du mouvement, évoquèrent la possibilité d'une insurrection armée socialiste pour devancer la répression.

Pendant cette période de tensions, Bernardino Verro entendit dire qu'il allait être éliminé. Il s'arrangea donc pour ne jamais se promener seul dans les rues de Corleone. Une nuit, il remarqua trois inconnus qui le guettaient, non loin de son domicile. Plus tard, un habitant de la ville l'approcha à plusieurs reprises, exprimant chaque fois sa sympathie pour le mouvement paysan et le rassurant sur sa sécurité personnelle. Il lui expliqua que les grands propriétaires avaient commandité son assassinat, mais que certaines personnes étaient prêtes à l'aider s'il acceptait d'adhérer à leur organisation. En contrepartie, il lui était demandé seulement de modifier son attitude vis-à-vis de certains Corléonais, pleins de qualités et de courage.

Verro finit par accepter cette offre. Comme la plupart des Siciliens, il n'avait qu'une idée imprécise de ce qu'était réellement la Mafia. Le fait qu'on lui ait proposé de protéger sa vie a pu légitimement peser sur sa décision, mais ce n'était pas là l'unique raison. Depuis les tensions de l'année 1893, des contacts s'étaient noués entre hommes d'honneur et dirigeants socialistes, à un niveau régional. Les deux camps étaient très méfiants l'un vis-à-vis de l'autre ; s'il y avait révolution, l'honorable société devait savoir choisir : fallait-il soutenir un État italien distant et fragile, ou infiltrer la paysannerie socialiste ? De leur côté, les dirigeants paysans commençaient à se

demander si le prix de la victoire ne valait pas une alliance avec la Mafia. Leur foi utopique dans le socialisme leur donnait même l'espoir que l'organisation criminelle pouvait être absorbée par le mouvement et par conséquent, neutralisée.

À la fin du mois d'avril, Verro, accompagné de deux autres dirigeants des *Fasci*, rencontra les chefs mafieux de Palerme ; ceux-ci proposèrent que la révolution paysanne – s'il y en avait une – fût conduite par une armée de « deux cent mille lions », lesdits lions étant des mafiosi spécialistes de l'escarmouche (le chiffre semble très exagéré). L'entrevue fit chou blanc, soit parce que les mafiosi pensaient que l'État italien, au bout du compte, se montrerait plus fort que les *Fasci*, soit parce que les dirigeants paysans soupçonnaient la Mafia de les attirer dans un piège tendu par la police et les grands propriétaires.

Bernardino Verro regretta très vite d'avoir accepté de faire partie de la *cosca* de Corleone ; les Fratuzzi ne tardèrent pas à envahir la Nouvelle Ère, le club républicain et socialiste créé par Verro. Les mafieux venaient y jouer aux cartes et en profitaient pour écouler de la fausse monnaie. Se doutant que lui-même et les autres membres du *Fascio* risquaient d'être discrédités et étiquetés « criminels » par la police, Verro cessa de se rendre aux réunions du club. Le fossé qui séparait mafiosi et militants paysans se creusa encore quand la Mafia s'appropria une parcelle de terre provisoirement à l'abandon à cause d'une grève organisée par le *Fascio*. Verro perdit rapidement tout espoir que les Frères et les paysans puissent conclure un pacte. Il passa le reste de sa vie à chercher à se faire pardonner d'avoir prêté serment à la Mafia, erreur qui finit par lui coûter la vie.

Le 3 janvier 1894, les faucons de Rome et de Sicile gagnèrent la partie : ils envoyèrent cinquante mille soldats pour faire appliquer la loi martiale et imposer la dissolution des *Fasci*. Au mois de décembre, ceux-ci avaient organisé des grèves d'impôts et exigé la dissolution des conseils municipaux corrompus, défi direct aux intérêts politiques de la Mafia. Les scènes de violence se firent de plus en plus nombreuses ; l'événement le plus grave se produisit lorsque la troupe fit feu sur la foule des manifestants, tuant quatre-vingt-trois paysans. Par endroits, les tirs de l'armée furent délibérément provoqués par des hommes postés sur les toits ou aux fenêtres, canardant au hasard : la Mafia était bien résolue à se ranger du côté des propriétaires terriens et de l'État plutôt que de celui des *Fasci*. Seule la

discipline que Verro avait réussi à inculquer aux paysans de Corleone permit à la ville d'être l'un des rares endroits où il n'y eut pas de bain de sang.

Verro tenta de quitter la Sicile, mais fut arrêté le 16 mars 1894 à bord d'un paquebot en partance pour Tunis. Traduit devant un tribunal militaire, il fut accusé de conspiration ayant pour but de fomenter une révolte, d'incitation à la guerre civile, de violences et de destruction de biens privés. Durant son procès, les autorités interdirent la distribution des journaux venant du continent. Verro fut déclaré coupable et condamné à douze ans de prison. Ce jugement inique choqua beaucoup de gens, même parmi les conservateurs. Contre toute attente, il retrouva la liberté en 1896, lors d'une amnistie ; mais au cours des dix années suivantes il fut à nouveau écroué, exilé et victime de toutes sortes de persécutions de la part des autorités.

Au cours de l'été 1907, il finit de purger une seconde peine de dix-huit mois de prison. (Il avait été condamné pour diffamation après que l'un des journaux qu'il avait lancés eut révélé qu'un officier de police de Corleone avait « offert » au préfet adjoint une jeune femme dont le mari était emprisonné. Les témoins clés qui devaient déposer en faveur de Verro s'étaient rétractés.)

Des centaines de paysans socialistes de l'intérieur de l'île vinrent l'acclamer à Palerme le jour de sa levée d'écrou. Brandissant drapeaux et bannières, ils arrivèrent tôt le matin de Corleone, par un train spécialement affrété pour l'occasion. Les musiciens de la fanfare municipale, vêtus de chemises rouges, marchaient en tête de la procession ; des femmes en costume traditionnel défilaient sous la bannière « section des femmes de Corleone ». Fortement encadrés par la troupe, les paysans empruntèrent la via Macqueda jusqu'à la prison de l'Ucciardone où ils accueillirent Verro avec des acclamations, des embrassades et des pleurs. Après une réunion à la Chambre des métiers, ils le ramenèrent en triomphe à Corleone.

Treize ans après la répression des *Fasci*, le moral du mouvement paysan n'avait jamais été aussi haut ; à Rome, un gouvernement plus libéral était au pouvoir. L'année précédant la libération de Verro, en 1906, une nouvelle loi avait permis aux coopératives agricoles d'emprunter à la Banque de Sicile au nom des paysans ; l'argent devait servir à louer directement la terre aux propriétaires. À Corleone,

Verro prit la tête d'une coopérative créée dans ce but précis ; c'était potentiellement l'arme la plus puissante contre la Mafia, puisqu'elle devait chasser les *gabelloti* de l'économie rurale. Verro savait que la lutte qui s'ensuivrait serait très violente – pour preuve, l'assassinat de deux de ses proches collaborateurs pendant qu'il était en détention. Il savait aussi que les Fratuzzi de Corleone avaient un compte particulier à régler avec lui ; il portait en lui le mortifiant secret de son initiation.

Tout d'abord, les Frères se montrèrent prudents ; ils tentèrent de le soudoyer afin d'empêcher la coopérative de louer des terres. Bien que la Mafia eût réussi à infiltrer plusieurs associations paysannes à travers la Sicile occidentale, Verro résista et, vers 1910, sa coopérative avait pris la direction de neuf domaines, libérant des centaines d'ouvriers agricoles d'une quasi-servitude.

Mais la coopérative dut faire face à l'opposition d'un fonds de secours catholique, la caisse agricole de San Leoluca, signe du changement fondamental qui se produisait dans toute la péninsule. Quand, en 1870, l'unification du pays s'était achevée par l'occupation de Rome, le pape avait déclaré l'Église « dépossédée de ses pouvoirs » ; il s'était enfermé au Vatican et avait demandé aux croyants de ne pas participer à la vie politique d'un pays mécréant. Ce ne fut qu'à la fin du siècle que les catholiques, avec l'approbation du clergé, commencèrent à entrer en politique, poussés par le besoin de protéger les croyants du matérialisme subversif du socialisme.

Depuis toujours, les mafiosi traitaient avec les prêtres comme ils le faisaient avec les politiciens, d'homme à homme, pour échanger des faveurs. Désormais l'Église et l'honorable société partageaient un terrain idéologique commun : la haine du socialisme. Les prêtres et les laïcs qui géraient la caisse agricole de San Leoluca nous sont inconnus ; on sait peu de chose de l'église de Corleone, mais on peut s'en faire une idée en lisant une lettre écrite en 1902 par un chanoine à l'archevêque, le priant d'empêcher les curés de Corleone de porter des armes « de jour comme de nuit ». La coopérative catholique utilisait les services des Frères pour garder les terres qu'elle louait. La phase mortelle de la lutte entre Verro et la Mafia allait commencer.

En 1910, il organisa une grève d'impôts pour protester contre les agissements d'un maire catholique corrompu, entraînant la chute du conseil municipal. Durant la campagne électorale qui suivit, Verro tint un discours fustigeant « la Mafia alliée des catholiques ». La

réaction ne tarda pas : le soir du 6 novembre, alors qu'il attendait la fin du vote dans la pharmacie, un inconnu vida sur lui le contenu de deux chargeurs de revolver, à travers la vitrine. Verro sentit son chapeau s'envoler et fut atteint au poignet, mais chose incroyable, il ne fut pas gravement blessé; le tueur avait été gêné par le reflet des lumières de la rue dans la vitrine. Verro se précipita dehors pour tenter d'apercevoir son agresseur et se retrouva nez à nez avec un mafioso fort connu qui parut très surpris qu'il soit encore en vie. « Vos gars ne sont parvenus qu'à faire de la fumée, cette fois-ci », lui dit Verro.

Si, en public, Verro faisait bonne figure, en privé, il était terrifié. Il commençait à découvrir la portée des ramifications de la Mafia, des liens de celle-ci avec le député de la circonscription, la magistrature et le clergé. Les balles qui l'avaient manqué sentaient, disait-il, « la Mafia et l'encens ». Il fut contraint de quitter à nouveau son cher village de Corleone. Bien qu'il ait donné aux autorités le nom des hommes qui, pensait-il, avaient attenté à ses jours, l'affaire fut rapidement classée, car aucun témoin n'osa se présenter à la police.

Au printemps de l'année 1911, lorsqu'il apprit que le dirigeant paysan Lorenzo Panepinto avait été abattu sur le pas de sa porte à Santo Stefano Quisquina, Verro écrivit à un ami une lettre désespérée : « As-tu vu ce qu'ils ont fait à ce pauvre Panepinto ? Les *gabelloti* mafieux catholiques se sont ligués contre les coopératives. La vérité est si terrible que je me sens complètement découragé. Chaque fois que je regarde la cicatrice sur mon poignet gauche, je vois deux cadavres : le mien, et celui de mon ami et camarade Panepinto. J'ai dû quitter Corleone, où la Mafia m'a déclaré traître. Quel choix me reste-t-il ? Devenir un criminel en me vengeant à coups de plomb et de dynamite, ou attendre, comme un homme en sursis, d'être assassiné[8] ? »

Les ennuis de Verro n'étaient pas terminés : le trésorier de la coopérative, arrêté pour escroquerie, produisit un faux témoignage disant qu'il avait agi sous les ordres de Verro (des preuves laissent au contraire à penser que l'homme en question avait le soutien de la Fraternité de Corleone). Il est certain que Verro ne s'est jamais montré coupable de la moindre malversation, mais sans doute a-t-il fait preuve de naïveté et de laxisme dans le contrôle de la comptabilité de la coopérative. Il fut arrêté et passa près de deux ans en prison, en détention provisoire.

À sa libération, en 1913, cette accusation d'escroquerie planait

toujours au-dessus de sa tête. Il passait aux yeux de ses ennemis pour un homme brisé, car il en était réduit à vendre du vin et des pâtes pour assurer sa subsistance. En fait, Verro attendait d'être innocenté et réhabilité pour retourner à la vie politique. Ceux des paysans qui avaient en lui une foi inébranlable le supplièrent de prendre la tête de la liste socialiste aux élections municipales. Ils avaient désormais le droit de vote, du moins les hommes. Le suffrage universel, instauré en 1912, leur donnait les moyens démocratiques de se battre pour davantage de justice et d'égalité. Verro savait à quels dangers il allait s'exposer; il confiait à ses amis que la Mafia finirait par le tuer car elle n'avait pas d'autre moyen de le faire taire. Mais il se devait d'accepter la requête des paysans; en 1914, il fut triomphalement élu maire de Corleone.

La vie politique de la ville, en 1914-1915, fut bien sûr dominée par la Première Guerre mondiale. Comme la plupart des socialistes – et la plupart des Italiens – Verro était contre l'entrée en guerre de son pays. Par trois fois au cours des deux décennies précédentes, les habitants de Corleone avaient cru à un avenir plus juste. Or en 1894, leurs *Fasci* avaient été brutalement réprimés par la loi martiale; en 1910, la vie de leur coopérative avait été marquée par les intrigues et la violence; et, alors qu'une démocratie réunissant un collège électoral plus large se faisait jour, leur espérance d'une vie meilleure se trouvait anéantie par la conscription. L'Italie finit par entrer en guerre en mars 1915.

Ces mois furent également importants dans la vie personnelle de Bernardino Verro : après des années de solitude, le militant itinérant avait fondé un foyer. Sa compagne, opposée comme lui au principe du mariage, avait mis au monde une petite fille qu'ils appelèrent Giuseppina Pace Humana « Joséphine Paix Humaine ». À l'automne 1915, la date du procès pour escroquerie qui avait causé tant d'inquiétude à Verro se rapprochait; ayant consulté ses avocats, il se sentait plus optimiste quant à l'issue de l'affaire.

Dans l'après-midi du 3 novembre, il quitta la mairie de Corleone, alors que le ciel s'assombrissait; des trombes d'eau s'abattirent sur lui au moment où il tournait le coin de la rue pour gravir la via Tribuna. Juste au moment où il atteignait la volée de quatre marches située en haut de la chaussée pavée, une balle tirée d'une étable le blessa à l'aisselle gauche. Il trébucha, se retourna, saisit son Browning et tira une fois au hasard, mais le pistolet s'enraya. Cinq

nouvelles balles le touchèrent, venues de deux angles différents. Verro était probablement déjà mort quand il tomba face contre terre dans la boue. L'un de ses assassins sortit tranquillement à découvert et, dit-on, s'agenouilla sur lui pour tirer quatre balles à bout portant dans sa nuque ; puis il enfonça le canon de son arme dans la tempe de sa victime et fit feu à nouveau. L'état du cadavre devait servir de leçon aux autres militants.

L'annonce de ce sauvage assassinat se limita à quelques lignes dans les journaux nationaux. Les nouvelles du front occidental en Serbie et sur la frontière nord-est dominaient l'actualité.

Après l'échec du maxi-procès initié par le préfet Sangiorgi en 1900 et l'acquittement de Palizzolo et de Fontana en 1904, il devenait très difficile de susciter un intérêt quelconque pour la lutte contre la Mafia. L'opinion publique italienne était résignée et sceptique ; les gens accueillaient les informations sur le crime organisé en Sicile avec une indifférence mêlée de dégoût. Il était évident pour tout le monde que la mort du maire de Corleone était le fait de la Mafia et que personne n'aurait à rendre des comptes.

Même le stupéfiant témoignage posthume de Bernardino Verro produit au cours du procès ne parvint pas à susciter l'intérêt de la nation. Dans ses papiers personnels, les policiers trouvèrent un texte écrit de sa main qui ajoutait du mystère à une vie reflétant bien cette période dramatique de l'histoire italienne : une confession dans laquelle le militant socialiste donnait le récit complet de son initiation – secret qu'il n'avait jamais livré à personne – et un compte rendu détaillé du mode opératoire de la mafia de Corleone. Les policiers qui découvrirent le document jurèrent de l'intégrité absolue de Bernardino Verro et de son total dévouement à sa cause. Selon eux, s'il avait révélé ce qu'il savait de la Mafia, il aurait été assassiné beaucoup plus tôt.

Comme il fallait s'y attendre, personne ne fut jamais condamné ; le procès se termina au bout de quelques jours, quand le ministère public retira sa plainte au motif qu'elle ne résisterait pas aux arguments de la défense. L'échec de ce procès fut la preuve qu'encore une fois, un témoin fiable de la réalité de l'honorable société n'était jamais cru.

Les Frères de Corleone avaient de nombreuses raisons de vouloir éliminer Bernardino Verro. Reste à savoir pourquoi ils l'ont exécuté ce jour-là. La Mafia craignait sans doute que Verro n'utilisât le pro-

cès pour dévoiler tout ce qu'il savait de l'organisation. La *cosca* a pu penser que le bruit de la guerre assourdirait la publicité qui entourerait le meurtre. La Fraternité avait tenté en vain pendant des années de récupérer Verro, de le corrompre, de l'abattre politiquement, de salir sa réputation, de l'intimider. Apparemment, en 1915, il ne lui restait qu'une seule solution : son élimination physique.

Même quand elle est à l'apogée de sa puissance, la Mafia ne peut éliminer quelqu'un sans s'attendre à d'éventuelles représailles. Un homicide implique une prise de risques, et le meurtre d'un homme aussi connu que le maire de Corleone, qui comptait des partisans acharnés dans sa commune et même bien au-delà, était une entreprise particulièrement risquée. Tragiquement, il apparaît que la Mafia avait, cette fois, calculé juste.

Verro ne fut pas le dernier martyr du mouvement paysan, loin s'en faut ; chacune des deux guerres mondiales fut suivie d'une recrudescence des meurtres politiques. Mais la tactique employée contre les *Fasci* de Corleone fut réutilisée par la suite ; chaque fois que l'honorable société ne parvenait pas à infiltrer une organisation paysanne ou à créer une situation plus souple, elle utilisait la terreur. Parmi d'autres victimes exécutées par la Mafia, il faut citer cinq prêtres courageux et honnêtes : Don Filippo Di Forti à San Cataldo, en 1910 ; Don Giorgo Gennaro, à Ciaculli, en 1916* ; Don Constantino Stella, à Resuttana, en 1919 ; Don Gaetano Millunzi, à Monreale, en 1920 ; Don Stefano Caronia, à Gibellina, également en 1920. Le nouveau clergé socialement engagé paya donc de son sang sa réaction aux agissements sordides de la Mafia.

En 1917, les paysans de Corleone érigèrent un buste à la mémoire de Bernardino Verro sur la Piazza Nascè, là où chaque matin, les ouvriers agricoles attendaient d'être embauchés à la journée par un *gabelloto*. Le regard du militant socialiste était tourné vers la via Tribuna, à l'endroit où il avait été abattu. En 1925, le buste fut volé ; on ne le retrouva jamais. En 1992, un jeune maire de gauche courageux fit ériger un autre buste, espérant laisser la trace des méfaits de la Mafia. Après avoir été plusieurs fois vandalisé, le buste fut détruit en 1994. La Mafia tient à montrer qu'elle poursuit ses victimes, même au-delà de la tombe.

* Voir le film, inspiré de sa vie, *Alla luce del sol*, réalisé en 2004 par Roberto Faenza (*N.d.T.*).

L'homme au cœur poilu

En janvier 1925, le président du Conseil Benito Mussolini, debout devant le Parlement, assuma la responsabilité de la violence de ses bandes fascistes et entreprit de bâillonner l'opposition. Le parti fasciste avait désormais installé sa dictature. Un an plus tard, le nouveau régime affirmait son autorité en lançant une guerre contre le crime organisé.

Le siège de la ville de Gangi, modèle du genre, débuta dans la nuit du 1er décembre 1926, alors qu'une neige épaisse tombait sur les montagnes des Madonie. Les jours précédents, policiers et carabiniers rassemblés en troupes mobiles de cinquante hommes avaient progressivement resserré un cordon d'encerclement, arrêtant toute personne suspectée de collaboration avec les bandits. Le cordon de militaires et le froid forcèrent ces derniers à se réfugier dans Gangi, connue pour être leur quartier général. La police investit le sommet des collines et d'autres points stratégiques environnants. Les fils du téléphone et du télégraphe furent coupés. Voitures et camions blindés bloquèrent les accès en contrebas de la ville, puis d'importantes forces de police, accompagnées de miliciens en chemises noires, gravirent la route escarpée qui menait jusqu'au bourg isolé et haut perché qui dominait tout l'intérieur de l'île et semblait imprenable. Par temps clair, du sommet des Madonie, on apercevait, à l'est, les contours de l'Etna.

Dans la région, les dirigeants mafieux étaient surnommés « le préfet » ou « le chef de la police ». À une époque, ils étaient si puissants qu'ils avaient réussi à persuader le maire de refuser une subvention du gouvernement pour l'éclairage des rues au motif que les ruelles pentues de la ville étaient bien plus sûres dans l'obscurité.

Ce soir de décembre 1926, le dédale des rues était brillamment éclairé et des hordes d'hommes en uniforme fouillaient et occupaient les habitations, arrêtant des dizaines de personnes. Parmi les hommes recherchés, beaucoup s'étaient réfugiés dans des pièces secrètes construites par un entrepreneur local spécialisé dans l'installation de fausses cloisons et de faux plafonds. Quelques intrépides habitants de Gangi se glissèrent dehors sous la neige pour leur porter messages et nourriture. Les autres restèrent barricadés chez eux.

Le premier bandit à se rendre, au matin du 2 janvier 1927, fut Gaetano Farrarello, dit « le roi des Madonie ». Âgé de soixante-trois ans, il fuyait la justice depuis le jour où il avait abattu son épouse et l'amant de celle-ci, trois décennies plus tôt. Il avait mis des années à bâtir un vaste réseau de vol de bétail, de spéculation immobilière, d'extorsion de fonds, et à trouver les protections politiques nécessaires pour opérer sans être ennuyé par les autorités. En sortant de sa cachette, il fit savoir qu'il ne se rendrait pas à la police, mais seulement au maire du village.

L'officier commandant les forces d'assaut attendit donc l'arrivée de Farrarello à la mairie ; il vit apparaître un homme grand, à l'allure altière, quasi militaire, portant une barbe qui lui arrivait presque jusqu'à la ceinture. Le bandit abattit sa canne sculptée sur le bureau et prononça quelques mots soigneusement préparés : « Mon cœur tremble. C'est la première fois que je me trouve face à la justice. Je me rends pour que revienne la paix et que les villageois tourmentés retrouvent la sérénité. » Quelques jours plus tard, Farrarello se suicida en prison, en se jetant dans une cage d'escalier. Apparemment, personne n'était présent à ce moment-là.

Le siège de Gangi se poursuivit. Personne n'était autorisé à entrer ou à sortir du village. La police fit tout pour humilier les bandits cachés : leur bétail fut confisqué, les plus belles bêtes abattues sur la place du marché, et la viande vendue à un prix dérisoire. Des femmes et des enfants furent pris en otages ; les policiers, dit-on, abusèrent des femmes. On demanda au crieur public d'arpenter les rues désertes en tapant sur son gros tambour pour annoncer : « Citoyens de Gangi ! Son Excellence Cesare Mori, préfet de Palerme, a envoyé le télégramme suivant au maire, avec ordre de faire proclamer publiquement : "J'ordonne aux fugitifs de se rendre aux autorités policières dans les douze heures, à partir du moment où cet ultimatum sera lu. Une fois la limite passée, les mesures les plus énergiques

seront prises à l'encontre de leur famille, de leurs biens, et de quiconque les aura aidés[9]." »

Cesare Mori avait été choisi par Mussolini pour combattre le crime organisé. Cet ultimatum était un geste typique des méthodes du préfet, destinées à transformer l'assaut de Gangi en un face-à-face avec les criminels.

Pendant le siège, Mori se trouvait à Palerme, veillant à ce que la presse approuvât son « travail d'Hercule ». Le 10 janvier, les malfaiteurs n'étant toujours pas sortis de leurs cachettes, il vint à Gangi en personne pour proclamer la libération de la ville. La place principale avait été pavoisée ; un orchestre jouait des marches militaires. Sur des affiches on pouvait lire le message de félicitations envoyé par Mussolini à son préfet : « J'exprime ma plus vive satisfaction et vous engage à mener votre tâche jusqu'à sa phase finale, sans égard pour quiconque, petit ou grand. Le fascisme a guéri l'Italie de beaucoup de ses plaies. Il cautérisera celle du crime, au fer rouge s'il le faut[10]. »

Si l'on en croit les journaux contrôlés par les fascistes, des discours furent prononcés depuis le balcon de la mairie. Le chef fasciste de Palerme, Alfredo Cucco, ophtalmologiste de son état, petit homme vêtu d'une chemise noire et coiffé d'un casque d'aviateur en cuir, menait les dirigeants qui se faisaient l'écho des propos du Duce. Finalement Mori s'avança ; il avait cinquante-quatre ans, des traits réguliers, aigus, une carrure imposante, une voix grave. Il aimait les sobriquets dont on l'avait affublé, après toutes ces années passées à combattre la criminalité en Sicile, « le préfet de fer, l'homme au cœur poilu[11] ». Ses lourdes bottes militaires et la longue écharpe de laine qu'il portait sur son costume impeccable renforçaient le message qu'il voulait faire passer, celui d'un homme d'action, ennemi juré des malfaiteurs.

Ce jour-là, l'un des bandits cachés proféra des menaces de mort à son égard. Le discours de Mori fut alors plus brutal que les précédents. Il s'adressa aux Siciliens dans une langue vernaculaire qu'il considérait la leur : « Citoyens ! Je n'abandonnerai pas le combat. Le gouvernement n'abandonnera pas le combat. Vous avez le droit d'être libérés de ces scélérats, et vous le serez. L'opération se poursuivra jusqu'à ce que toute la province de Palerme soit nettoyée. À travers moi, le gouvernement fera son travail jusqu'au bout. Vous devez faire le vôtre. Vous n'avez pas peur des armes. Pourtant, vous craignez d'être associés au mot "flic". Vous devez vous habituer à

penser que la guerre contre les criminels est le devoir de tout honnête citoyen. Vous êtes de braves gens, forts et en bonne santé. Vous avez ce qu'il faut où il faut, vous êtes des hommes, pas des bœufs. Défendez-vous ! Contre-attaquez[12] ! »

Ces mots semblaient destinés aux oreilles de taureaux de pure race. Mori a-t-il ou non prononcé ce discours, publié dans les journaux, cela reste à vérifier. Toujours est-il incarne parfaitement le personnage chargé par Mussolini d'appliquer les méthodes fascistes en Sicile.

Le siège de Gangi se solda quelques jours plus tard par l'arrestation de cent trente des fugitifs et trois cents de leurs complices.

Militarisé, décisif, violent, spectaculaire : l'on se souvient en général du siège de Gangi tel que l'a décrit la propagande fasciste. Elle en fit le symbole de la guerre contre le crime organisé. Quand, dans les années 1980, les repentis commencèrent à parler à Giovanni Falcone, il apparut que les mafiosi avaient gardé de forts mauvais souvenirs de ces années-là. L'homme d'honneur de Catane, Antonino Calderone, repenti de 1986, raconta que, quarante ans après sa chute, le régime de Mussolini demeurait une plaie vive dans la mémoire collective de la Mafia : « Ce n'était plus la même chanson, et les mafiosi avaient la vie dure. Beaucoup étaient envoyés dans l'Île du jour au lendemain [...] Mussolini, Mori, ceux qui étaient à la Justice, voilà comment ils faisaient à cette époque-là : ils donnaient cinq ans de relégation dans l'Île, le maximum. Quand ces cinq ans étaient terminés – mieux, avant même qu'ils soient terminés –, ils pondaient un décret et ils leur en donnait encore cinq ans. Comme ça : un décret ! et cinq ans de plus[13]. » Après la guerre, toujours d'après Calderone, la Mafia n'existait pratiquement plus. Les Familles siciliennes avaient été décimées. Son oncle Luigi, ancien chef mafieux, en était réduit à « chaparder pour se nourrir.

Calderone n'était qu'un petit garçon quand son oncle Luigi souffrit de ces indignités, mais ces souvenirs familiaux avaient certainement un fond de vérité. La répression fasciste, qui débuta avec le siège de Gangi, permit à des policiers et à des magistrats ayant accumulé des années d'expérience à combattre les *cosche*, de passer à l'offensive. La Mafia en pâtit durement : nombre d'hommes d'honneur se retrouvèrent derrière les barreaux, avec ou sans procès, et le reste de l'organisation fut mis en sommeil.

Les fascistes prétendirent avoir résolu le problème mafieux. Mais,

comme beaucoup de phrases prononcées par Mussolini, ces déclarations se révélèrent pure vantardise. Et, bien que le contrôle exercé par le Duce sur l'information complique encore la tâche de l'historien, la personnalité de « l'homme au cœur poilu » – l'ennemi juré de la Mafia – est certainement plus obscure et plus complexe que ne le suggèrent la propagande fasciste et les souvenirs des mafiosi.

Cesare Mori ne fut reconnu par ses parents qu'à l'âge de sept ans ; jusque-là, il avait vécu dans un orphelinat, à Pavie, près de Milan. Pour un garçon brillant mais de basse extraction, à la fin du XIX^e^ siècle, l'armée et la police étaient parmi les rares institutions où il pouvait espérer faire carrière. Les rapports secrets du ministère de l'Intérieur montrent son ascension inexorable et ne laissent aucun doute, ni sur son ambition dévorante ni d'ailleurs sur son courage. En 1896, il fut décoré pour avoir poursuivi et arrêté un proxénète qui tenait en joue un jeune soldat tandis qu'une prostituée le frappait dans le dos. Cet épisode devait être le premier des nombreux face-à-face qu'il eut avec les malfaiteurs.

Les rapports des supérieurs de Mori sont très élogieux : « Policier énergique, déterminé et avisé, qui connaît tous les aspects de son travail, notamment ceux de la police politique. Il est au fait des doctrines des différents partis, ainsi que des habitudes et du comportement des hommes politiques[14]. » Mori avait déjà été désigné pour une promotion quand, à Ravenne en 1903, il fit fouiller un conseiller municipal influent qu'il soupçonnait de porter une arme blanche. (La Sicile n'était pas le seul endroit où la fonction de conseiller municipal pouvait être dangereuse.) Une campagne de presse fut organisée contre lui ; en guise de récompense pour son opiniâtreté, Mori se vit transférer à Castelvetrano. À partir de ce moment, son existence fut liée à celle de la Mafia.

Violence électorale tacitement acceptée par les autorités en place, vol de bétail et crime organisé : durant les quatorze années suivantes, Mori eut à gérer l'habituelle charge de travail des fonctionnaires de police opérant en Sicile occidentale. Il s'attela à la tâche avec une telle vigueur que les habitants de la région l'accusaient régulièrement d'abus de pouvoir. En 1906, il fut promu commissaire principal. Trois ans plus tard, une nouvelle promotion lui fut accordée après qu'il eut abattu un bandit à la suite d'une longue fusillade. En 1912, il se distingua une fois encore en traquant un réseau d'individus qui extorquaient des fonds à un parlementaire.

La police italienne a toujours été très politisée. Les opinions politiques de Mori, monarchiste conservateur, étaient suffisamment conventionnelles pour être subordonnées à ses ambitions – il savait se conformer aux attentes des pouvoirs en place, à la fois à Rome et localement (tout du moins quand les deux étaient conciliables). En Sicile, il avait suivi une ligne favorable au groupe d'intérêt le plus puissant : les grands propriétaires terriens.

Au début de la Grande Guerre, Mori était préfet de police adjoint de la ville de Trapani, à la pointe ouest de l'île. Il n'y eut pas d'affrontement armé en Sicile, mais tout ce qui arriva après l'engagement de l'Italie dans le conflit mondial, en mai 1915, contribua à pousser l'île vers des abîmes de violence. Plus de quatre cent mille Siciliens – l'équivalent de la population de Palerme – furent mobilisés. Comme cela s'était déjà produit depuis la fondation de l'État italien, des milliers de recrues évitèrent la conscription en prenant le maquis. Un banditisme de grande envergure fit son retour à l'intérieur de l'île ; les fugitifs devenaient malfaiteurs pour survivre. Sans bras pour labourer, semer, moissonner, les latifundia servirent bientôt de pâture au bétail. Les besoins en chevaux, en mules, et en viande pour le front causèrent une flambée des prix de la volaille et du bétail. L'appât du gain entraîna une recrudescence des vols de troupeaux et des conflits à propos de contrats de location, de gestion ou de « protection » des terres. Dans certains endroits, l'île était au bord de l'anarchie.

Pendant la Première Guerre mondiale, Mori combattit inlassablement les voleurs de bétail qui infestaient les campagnes. Les patrouilles à cheval qu'il dirigeait couvraient tout le territoire, à toute heure et par tous les temps. Mori fit assiéger les villages pour contraindre les fugitifs à se rendre et, à l'occasion, alla même jusqu'à se déguiser en moine pour surprendre l'adversaire.

En 1917, il fut nommé hors de l'île, dans la ville industrielle de Turin, au moment même où la désastreuse bataille de Caporetto menaçait le pays d'effondrement. Mori s'opposa aux ouvriers socialistes avec sa vigueur habituelle : on dénombra un grand nombre de morts. Trois ans plus tard, à Rome, il ordonna à ses escouades de charger une manifestation d'étudiants d'extrême droite. Il y eut à nouveau des morts et de nombreux blessés.

Au cours des années qui suivirent l'immédiat après-guerre, la toute récente démocratie italienne entra dans une crise qui marquait

le début de sa phase terminale. Les vieux politiciens clientélistes n'étaient plus capables de contenir les exigences contradictoires des socialistes, des catholiques et des nationalistes (qui rêvaient d'une « race » italienne adepte d'une guerre impériale). En 1918, alors qu'une terrible crise économique s'installait dans le pays, des centaines de milliers de soldats démobilisés rentrèrent chez eux. Nombre d'entre eux étaient déterminés à obtenir coûte que coûte un changement politique, qu'il soit de droite ou de gauche. L'exemple de la révolution russe exaltait quantité d'ouvriers et de paysans. Aux yeux de certains, la péninsule devenait ingouvernable, et la révolution – ou la guerre civile – semblait imminente.

Contrairement au Nord industriel, la Sicile n'avait pas de mouvement ouvrier structuré, mais en 1919 et 1920, l'île fut plongée dans un chaos tel qu'elle n'en avait pas vécu depuis l'expédition de Garibaldi. Les soldats de retour en Sicile déclenchèrent à nouveau la lutte pour le contrôle des terres ; les problèmes auxquels les *Fasci* s'étaient attaqués dans les années 1890 étaient toujours d'actualité. Les anciens combattants estimaient mériter des parcelles de terre en compensation de leur sacrifice. Par endroits, ils occupèrent les grands domaines *manu militari*. À Rome, certains groupes politiques parlèrent d'aider les vétérans à acquérir des lopins de terre et de faire légaliser l'occupation des jachères. Quelques latifundiaires, se sentant abandonnés par l'État, eurent recours à la violence pour défendre leurs propriétés. La Mafia adopta, à l'égard des coopératives paysannes, la même tactique que celle qu'elle avait développée avec les *Fasci* : infiltration, séduction, corruption, puis, si les trois méthodes échouaient, terreur et assassinat.

On assista aussi à la reprise de nombreuses guerres intestines : l'une des influences les plus déstabilisantes fut le retour de jeunes vétérans, aguerris et ambitieux, issus des milieux traditionnels de recrutement de la Mafia. Ils étaient passés à côté du profit et avaient hâte de faire leurs preuves, que ce soit au sein de la Mafia ou de gangs autonomes. Mori parla du déchaînement de violence entre mafiosi en ces termes : « Il n'y avait aucune règle, aucun respect pour personne. »

Le mouvement fasciste fut fondé à Milan en mars 1919 par le journaliste et ancien combattant Benito Mussolini. Il visait à instituer une « tranchéocratie », une dictature venue des tranchées apportant

la discipline et l'enthousiasme patriotique du front pour peser sur une démocratie italienne étique. L'année suivante, alors que la vague de militantisme ouvrier de l'après-guerre refluait, des escouades de fascistes décidèrent d'asseoir leur mouvement en réglant leur compte aux grévistes et aux socialistes dans le Nord et le centre de l'Italie. Ils s'attirèrent ainsi les faveurs de propriétaires terriens et d'industriels très désireux d'affaiblir le mouvement ouvrier au moment où il perdait du terrain. La police locale et certains fonctionnaires fermaient les yeux sur le vandalisme, les homicides et les purges à l'huile de ricin que les tortionnaires fascistes administraient à leurs victimes.

Dans la ville de Bologne, un homme n'était pas prêt à tolérer les exactions des bandes de Chemises noires qui pensaient que leur combat pour sauver la mère patrie du péril rouge les plaçait au-dessus des lois. En 1921, Cesare Mori, venu d'un orphelinat, parvint au sommet de sa carrière lorsqu'il fut nommé préfet de Bologne. Là, il appliqua le même traitement à ceux qui se faisaient appeler les jeunesses nationales fascistes et aux autres groupes subversifs. Il s'attela à la tâche et maintint le cap jusqu'à ce que les Chemises noires des villes avoisinantes, convergeant sur Bologne, installent leur campement autour de son quartier général. Ils mirent en scène leur opposition dans le plus pur style fasciste, en urinant sur les murs de la préfecture. Le gouvernement céda et Mori fut muté. L'épisode laissa un contentieux amer entre lui et les chefs des escadrons fascistes.

Bien que le Parti national fasciste n'ait pas eu un grand nombre de représentants au Parlement, son organisation très rigoureuse et sa volonté de prendre des risques lui conférèrent la supériorité sur des hommes politiques timorés et divisés. En octobre 1922, Mussolini marcha sur Rome, défiant l'État de lui donner le pouvoir, ou de réprimer son mouvement par la force. En réponse, il fut invité à former un gouvernement de coalition et instaura une dictature qui dura deux décennies.

Les chefs d'escouades du parti fasciste purent alors se venger en faisant congédier Mori. Sa carrière s'était enlisée pour la simple raison qu'il n'avait pas soutenu les bons politiciens. Qui aurait pu l'en blâmer ? Bien peu de gens, en dehors du PNF, avaient prévu la prise de pouvoir par les Chemises noires. Mori s'efforça de revenir dans l'arène politique : il prit contact avec les fascistes et commença à

mobiliser son réseau de relations, professant son admiration pour Mussolini et déclarant que, tout au long de sa carrière, il avait « agi à la manière fasciste ». Il inséra des références flatteuses au projet fasciste dans un ouvrage intitulé *Parmi les orangers en fleur au-delà de la brume*, titre pompeux trahissant son penchant pour le mélodrame. Mais pour que la carrière de Mori puisse reprendre, le fascisme devait d'abord décider de s'attaquer au problème de la mafia sicilienne.

En Sicile, tout comme dans le sud de l'Italie, le fascisme n'a jamais vraiment réussi à s'enraciner. La politique sicilienne, avec sa clientèle et ses factions, était une affaire moins idéologique que celle du Nord ; on avait moins recours aux briseurs de grève, puisque la Mafia jouait déjà ce rôle avec efficacité. Mais après l'arrivée au pouvoir de Mussolini, certains groupes d'intérêt, à travers toute l'île, s'entichèrent des Chemises noires et du salut romain. Des mafiosi aussi prirent en marche le train glorieux du Duce : le préfet décrivit le groupe majoritaire au conseil municipal de Gangi comme « mafieux-fasciste » ; un autre rapport décrit la faction dominante de San Mauro comme une « mafia fascisée ».

Le Duce était une figure populaire en Sicile, mais son mouvement manquait d'une base solide ; il avait donc besoin de nouveaux amis. Pendant un moment, on crut que le fascisme allait faire siennes les méthodes traditionnelles de gouvernement pour la Sicile, à savoir déléguer le pouvoir aux potentats locaux, tout en faisant mine d'ignorer que la Mafia s'occupait d'organiser sa campagne électorale. Un prince connu pour ses accointances avec la Mafia devint ministre dans le cabinet de Mussolini.

Mais la lune de miel fut de courte durée. À ses débuts, le fascisme fut accusé de rester sourd aux besoins économiques de l'île, tandis qu'à la même époque, certains cercles s'alarmaient des propos de militants fascistes qui voulaient partir en croisade contre la Mafia, les propriétaires terriens et les policiers qui les protégeaient. En avril 1923, l'un de ces militants envoya une requête écrite à Mussolini : « Le fascisme vise à balayer la corruption qui empoisonne la politique et l'administration siciliennes. Il vise à briser les factions qui travaillent dans l'ombre et les cabales qui infestent le corps sacré de la nation. Il ne peut négliger ce terrible foyer d'infection. Si nous voulons sauver la Sicile, nous devons détruire la Mafia... Ensuite

nous pourrons installer nos campements sur l'île ; et ils y seront plus en sécurité que ceux que nous avions installés dans le Nord quand nous en finissions avec le socialisme[15]. »

Ce langage cru recouvre une formule très simple : en Sicile, cette organisation appelée Mafia pouvait jouer le même rôle d'ennemi pour les fascistes que l'avaient fait les socialistes dans le nord de la péninsule. Plus tard, Mussolini devait faire sienne cette stratégie. Son mouvement de Chemises noires se définissait comme l'antidote à un monde de clientélisme et de compromission. Les mafiosi étant souvent de connivence avec les hommes politiques, une croisade contre le crime organisé permettrait aux fascistes de frapper simultanément les malfaiteurs et des personnalités importantes du système libéral. Existait-il meilleure façon de valoriser l'image de sérieux que voulait offrir le fascisme ?

En mai 1924, Mussolini embarqua pour la Sicile et fit une entrée grandiose à Palerme sur le navire de guerre *Dante Alighieri*, escorté d'avions et de sous-marins. Dans la province de Trapani, le Duce fut informé des résultats obtenus par Cesare Mori avant et après la guerre, et des graves problèmes que causait la Mafia. Une délégation d'anciens combattants lui apprit que deux cent seize meurtres avaient été commis en un an à Marsala. Ils ajoutèrent que l'organisation appelée Mafia était la principale responsable de l'échec du fascisme à s'enraciner dans l'île.

Alors que le cortège traversait Piana dei Greci, près de Palerme, le maire du village, Don Francesco Cuccia, eut un geste méprisant en direction de l'escorte du Duce et susurra à l'oreille de celui-ci : « Ici, vous êtes chez moi, vous êtes sous ma protection. Vous n'avez pas besoin de tous ces flics. » Mussolini ne répondit pas, rumina toute la journée cette insolente remarque et écourta sa visite sur l'île. Le manquement à l'étiquette de Don Francesco Cuccia passe, dans la légende, pour avoir été le déclic de la guerre que lança le Duce contre la Mafia.

La cour que faisait Mori au parti fasciste finit par porter ses fruits, car, quelques semaines après le retour de Mussolini à Rome, il fut de nouveau envoyé à Trapani.

En 1924 se produisit un événement qui vint compliquer les rapports déjà tendus existant entre le fascisme et la Sicile : peu après le voyage du Duce sur l'île, ses nervis enlevèrent et assassinèrent un dirigeant du parti socialiste. L'opinion publique italienne en fut

horrifiée; les alliés politiques des fascistes commencèrent à s'éloigner d'eux. Le plus sûr moyen pour un dirigeant national de perdre les faveurs de certains politiciens siciliens en place est de perdre du pouvoir; or c'est précisément l'impression que donnait Mussolini au cours de l'été 1924.

Mais l'inertie de l'opposition permit au Duce de stabiliser sa situation, puis de supprimer ouvertement la démocratie en Italie. Désormais, il était prêt à s'occuper de la Sicile et à y mettre en pratique sa stratégie.

La campagne électorale d'août 1925, la dernière avant la disparition de la démocratie, fut aussi le dernier tour de piste des anciens dignitaires siciliens. La victoire de Mussolini étant inévitable, ils finirent par adhérer à la cause de la liberté et par s'opposer au fascisme, mais il était trop tard. Parmi eux se trouvait Vittorio Emanuele Orlando, ancien président du Conseil, l'homme politique le plus puissant de la vieille Sicile, dont le fief se trouvait dans une zone infestée par la Mafia. Peu après les élections, il prononça un discours au Teatro Massimo de Palerme, en écho aux velléités du gouvernement de combattre la Mafia : « Si, par le mot "mafia", on parle d'un sens aigu de l'honneur, s'il veut dire s'opposer avec force au harcèlement et à l'injustice, montrer la générosité d'esprit nécessaire à combattre les plus forts et à comprendre les plus faibles, placer la fidélité à ses amis par-dessus tout, même la mort, bref si par "mafia" on parle de ce genre de sentiment et de comportement – même s'ils sont parfois exagérés – alors moi, je vous dis que l'on parle des traits distinctifs de l'âme sicilienne, et je me déclare mafioso et fier de l'être[16] ! »

Tactique sordide qui faisait le jeu de Mussolini. Avec un État libéral en péril, Orlando ne pouvait que s'appuyer sur le sempiternel stratagème consistant à confondre délibérément Mafia et culture sicilienne. Ses évidents clins d'œil aux chefs mafieux sont entrés dans l'histoire de la longue et honteuse cohabitation entre des tueurs et les représentants élus par le peuple. Tommaso Buscetta dira, bien des années plus tard, qu'Orlando était affilié à l'organisation criminelle.

Le moment était venu pour Mussolini de lancer son assaut; il fit appel à Mori pour imposer l'autorité fasciste sur cette île récalcitrante. Le 23 octobre 1925, ce dernier fut nommé préfet de Palerme, doté des pleins pouvoirs pour combattre la Mafia et tous les ennemis

politiques du régime. Il prépara aussitôt le lever de rideau de cette campagne : le siège de Gangi.

Cesare Mori se targuait de savoir beaucoup de choses, en particulier de connaître la mentalité sicilienne, connaissance fondée sur ses années d'expérience acquise dans la région de Trapani. Élémentaire, dogmatique et grossière, sa théorie servirait de base à sa croisade contre la Mafia : « J'ai pénétré l'esprit du peuple sicilien et j'ai découvert, sous les douloureuses cicatrices laissées par des siècles de tyrannie et d'oppression, une âme enfantine, simple et bonne, apte à tout colorer de sentiments généreux, toujours encline à se faire des illusions, à espérer et à croire, et prête à déposer tout son savoir, son affection et sa coopération aux pieds de celui qui montre un désir de réaliser son rêve légitime de justice et de rédemption[17]. »

La clé du succès de la Mafia, affirmait-il, était sa capacité à profiter de la vulnérabilité et de la crédulité nichées au cœur du caractère sicilien. La Mafia, selon Mori, n'était pas une organisation ; mais policiers et magistrats pouvaient feindre de le croire, afin de maintenir l'ordre. En réalité, la meilleure description que l'on pouvait en faire était « une certaine façon de voir les choses ». Les mafiosi étaient liés les uns aux autres par des affinités naturelles plutôt que par des rites d'initiation ou autres attaches formelles.

Sur ces bases manifestement peu prometteuses, Mori construisit tout son programme répressif : il fallait démontrer à la masse des Siciliens, de la façon le plus terre à terre possible, que l'État était plus coriace que les hommes d'honneur. Pour que l'État fasciste surpasse la Mafia, il fallait mettre en scène la campagne de rétablissement de l'ordre public en Sicile. Le siège de Gangi fut conçu dans cet esprit ; une façon de terroriser les âmes simples encore soumises aux malfaiteurs.

Quatre mois après le siège de Gangi, Mori appliqua la même tactique contre Don Vito Cascio-Ferro, mafieux célèbre, qui avait débuté sa carrière en 1892 en infiltrant le *Fascio* de Bisacquino, non loin de Corleone. Il avait ensuite tenté l'aventure aux États-Unis et, à son retour, avait fait fortune dans la contrebande avec une flottille de bateaux capables de transporter du bétail. On racontait que lorsque Don Vito, à l'apogée de sa carrière, faisait le tour de son fief montagneux, les maires l'attendaient à l'entrée des villages pour lui baiser la main.

Le 1er mai 1926, Cesare Mori prononça un discours lors d'une réunion qui se tenait sur le territoire de Cascio-Ferro. Ce jour-là, un sirocco venu du Sahara soufflait du sable fin sur la place du village. Le « préfet de fer » fit alors un jeu de mots à la fois stupéfiant et éculé : « Mon nom est Mori et je ferai mourir ("*mori*" signifie mourir en italien) les bandits, qui disparaîtront comme disparaît cette poussière emportée par le vent. »

Quelques jours plus tard, les forces de police antimafia « interprovinciale » mises en place par Mori firent une rafle sur une zone qui englobait Bisacquino, Corleone et Contessa Entellina. Plus de cent cinquante suspects furent arrêtés, et parmi eux Don Vito Cascio-Ferro. Son filleul alla chercher un soutien chez le plus grand propriétaire terrien de la région, mais ne reçut que cette réponse résignée : « Les temps ont changé. » Ce fut la fin du règne de Don Vito. Peu de temps après, on exhuma contre lui une ancienne accusation d'homicide. En 1930, tout au long de son procès, il adopta un profil bas, tandis que son avocat répétait, sans grand espoir, le même argument familier ; évoquant le comportement honorable de son client en toutes circonstances, il affirma : « Nous devons conclure que, soit Vito Cascio-Ferro n'est pas un mafioso, soit la Mafia, comme l'ont souvent souligné les savants, est une attitude individualiste ostentatoire, une forme de méfiance qui n'a rien de malfaisant, de vil, ni de criminel[18]. » Apparemment, le sirocco soufflait encore quand le juge prononça son verdict : prison à vie. Don Vito mourut en détention en 1942.

Mori semblait persuadé que sa technique théâtrale impressionnerait non seulement les Siciliens qui craignaient la Mafia, mais les mafiosi eux-mêmes. Peu après l'arrestation de Don Vito en mai 1926, il invita chaque gardien de domaine de la province de Palerme à une cérémonie soigneusement organisée, au cours de laquelle ils devaient prêter serment de loyauté. Mille deux cents d'entre eux furent rassemblés en rangs sur une colline près de Roccapalumba. Les deux seuls gardiens qui n'avaient pu s'y rendre fournirent un certificat médical. Mori passa les rangs en revue, puis tint un discours dans lequel il déclarait que désormais les gardiens devaient protéger la propriété privée au nom de l'État et non plus au nom de la Mafia. Un aumônier militaire célébra une messe en plein air avant de rappeler aux gardiens qu'ils s'apprêtaient à prêter un serment de la plus haute importance. Le « préfet de fer » demanda alors

à tous ceux qui n'étaient pas prêts à jurer de quitter les rangs ; puis il tourna le dos à l'auditoire et attendit. Personne ne bougea. Lorsqu'il se retourna, il lut la profession de foi à haute voix et les gardiens répondirent en chœur : « Je le jure », avant de s'avancer en file indienne pour apposer leur signature, tandis qu'un orchestre jouait une musique martiale et entonnait l'hymne fasciste.

L'année suivante, les redoutables gardiens des vergers d'agrumes de la Conca d'Oro se soumirent au même rituel. Pour marquer leur nouvelle allégeance, on leur donna un genre d'insigne de boy-scout en laiton, gravé de deux fusils croisés sur un fond d'orangers en fleur.

Il faut dire que cette opération de propagande était sous-tendue par une stratégie politique réaliste destinée à persuader les grands propriétaires terriens de se ranger aux idées du régime. Certains latifundiaires appréciaient certainement les efforts du fascisme pour intimider ces *gabelloti* et ces gardiens outrecuidants. Beaucoup des succès de Mori, comme l'opération de Gangi, furent obtenus grâce à une méthode fort traditionnelle : mettre la pression sur les grands propriétaires afin qu'ils dénoncent les bandits qu'ils avaient l'habitude de protéger. Plus généralement, le but de Mori consistait à impressionner la population par la force plutôt que par la justice. Il en résulta une répression aveugle dont les Siciliens n'étaient que trop coutumiers. En moins de trois ans, onze mille hommes furent arrêtés, dont cinq mille pour la seule province de Palerme. Il est impossible que tous fussent affiliés à la Mafia ou même membres de réseaux de malfaiteurs. L'un des magistrats instructeurs qui avait participé à cette guerre antimafia pensait que des honnêtes gens avaient aussi été arrêtés.

Ces énormes coups de filet furent suivis de grands procès. Les plus importants se déroulèrent dans une atmosphère d'intimidation ; Mori fit censurer les comptes rendus d'audience publiés dans les journaux et s'efforça de donner le sentiment que défendre un mafioso revenait à être un mafioso. S'ensuivirent les condamnations dont le régime fasciste avait besoin : le Duce annonça fièrement devant le Parlement que Don Francesco Cuccia, le chef mafieux qui s'était montré insolent à son égard à Piana dei Greci, avait été condamné à une longue peine de détention.

L'une des opérations les plus célèbres de Mori avait débuté par le vol d'un âne à Mistretta, au nord de l'île. L'affaire fournit un excel-

lent exemple des ambiguïtés de la répression fasciste sur le crime organisé. Le vol de cet âne ouvrit de nombreuses pistes à la police, qui finit par perquisitionner les bureaux d'un avocat politicien fortuné, Antonino Ortoleva. Ils découvrirent quatre-vingt-dix lettres décrivant des transactions incluant des « selles » et des demandes d'intervention en faveur de « jeunes étudiants » de toute la Sicile. Les policiers en conclurent qu'il s'agissait de termes codés désignant du bétail volé et des malfaiteurs emprisonnés. En fait, le code n'était pas très clair. Ces lettres pouvaient faire référence à l'octroi de faveurs un peu louches – magouilles minables plutôt que criminalité organisée. Mais pour la police de Mori, il ne faisait aucun doute qu'Antonino Ortoleva n'était rien de moins que le chef de la « mafia interprovinciale ».

Peu après, leur théorie se trouva étayée quand un homme se prétendant affilié envoya une confession écrite au sous-préfet de Mistretta, dans laquelle il expliquait qu'un tribunal mafieux se tenait régulièrement depuis 1913 dans l'étude d'Ortoleva et que là, sous la présidence de l'avocat, un cercle comprenant des hommes de loi et une vingtaine de truands décidait du sort de toute personne se mettant en travers de leurs affaires. Quelque temps plus tard, l'informateur fut abattu en pleine campagne.

En tout, cent soixante-trois membres de la mafia « interprovinciale » passèrent en jugement pendant le mois d'août 1928. Ortoleva ne se présenta pas aux audiences préliminaires, alléguant qu'il était malade. Aussitôt, le juge ordonna son examen par deux médecins; leur diagnostic fut sans équivoque : « Constitution normale, température normale; aucune anomalie du système respiratoire et cardiovasculaire; organes nerveux et sensitifs normaux, de même que l'intelligence et l'état mental[19]. » Deux jours plus tard, il fut retrouvé mort dans sa cellule.

On ignore s'il y a eu intention criminelle derrière la mort de l'avocat. Ce qui est certain, c'est qu'il n'a jamais eu l'occasion de donner sa version des faits ni de citer aucun nom. Ortoleva pouvait aussi bien être le chef de l'organisation basée à Mistretta qu'un client des malfaiteurs, poussé plus ou moins contre son gré à favoriser leurs intérêts. Son assassinat était peut-être destiné à l'empêcher de mettre en cause des notables proches du régime.

Beaucoup de choses demeurent obscures au sujet de cette mafia « interprovinciale ». Bien que nombre des prévenus fussent manifestement des gangsters, on ignore en fait s'ils constituaient une

mafia organisée sur le modèle des *cosche* de Sicile occidentale et centrale. Il se peut qu'ils n'aient été que les perdants d'une lutte entre deux factions locales rivales. (Mais dans les années 1980, Antonino Calderone, le repenti qui avait de si mauvais souvenirs de la période fasciste, désignera un descendant de l'un des principaux accusés de Mistretta comme étant membre de Cosa Nostra.)

En dépit de tous ces doutes, il ne pouvait y avoir qu'un seul verdict à ce procès dans le climat idéologique de la fin des années 1920. Le profit, en termes de propagande, que l'on pouvait tirer du démantèlement d'un complot mafieux géant et centralisé était en effet immense : cent cinquante hommes furent condamnés pour association de malfaiteurs.

D'autres mafiosi, en revanche, s'en sortirent plutôt bien sous le fascisme. De source officielle américaine, on estime que cinq cents d'entre eux échappèrent aux griffes de Mori en émigrant aux États-Unis. Comme il apparaîtra dans les prochains chapitres, ces mafieux trouvèrent un havre dans l'Amérique de la prohibition. D'autres découvrirent que sous sa poigne de fer, le fascisme ne rechignait pas à se faire graisser la patte. Giuseppe Genco Russo, chef de la mafia de Mussomeli, village du centre de la Sicile, survécut à toutes les opérations de Mori et devint le plus important homme d'honneur de l'après-guerre. Sous le régime fasciste des années 1920 et 1930, il se composa le casier judiciaire typique du mafioso : vol, extorsion de fonds, association criminelle, intimidation, violences, homicides multiples. Chaque fois, les charges étaient abandonnées ou bien il était acquitté pour « insuffisance de preuves » – formule utilisée quand les témoins ont bien trop peur de venir à la barre. Genco Russo fut pris une seule fois dans l'un des coups de filet de Mori, près d'Agrigente, mais n'écopa que de trois ans de prison. En fait, la guerre antimafia dont les fascistes se vantaient tant laissa Genco Russo quasiment indemne. Tout ce que l'on peut dire c'est que l'attention accrue que lui prêtait la justice le tracassait ; la « surveillance spéciale » à laquelle il fut soumis entre 1934 et 1938 a certainement dû gêner ses opérations. En 1944, il fut officiellement déclaré « réadapté » alors que bien sûr il ne l'était aucunement.

Le mot « mafia » décrivait une organisation criminelle et servait d'arme politique pour vilipender des adversaires quels qu'ils soient.

Cesare Mori le reconnut : « L'étiquette mafioso est parfois appliquée avec une complète mauvaise foi. On l'utilise partout [...] pour exécuter des vendettas, pour se venger, pour abattre l'ennemi[20]. » Ses paroles étaient particulièrement fourbes, car la « méthode chirurgicale » qu'il employait pour combattre le crime organisé montrait que le fascisme poussait jusqu'à l'extrême la vieille méthode qui consiste à salir l'opposition.

Comble de l'ironie, le « préfet de fer » en personne se rendit coupable d'utiliser l'étiquette de mafioso dans son propre intérêt. En janvier 1927, alors que le parti fasciste subissait une purge, Mori vint à bout de son rival auprès du Duce, le chef des fascistes de Palerme, l'ophtalmologiste Alfredo Cucco, qui avait partagé la tribune avec lui à Gangi. En apprenant que Cucco avait aidé des jeunes gens à feindre des problèmes oculaires pour éviter la conscription, Mori vit rouge ; mais il ne s'arrêta pas là : Cucco fut bientôt accusé d'escroquerie, puis d'être affilié à la Mafia. Il lui fallut attendre 1931 pour être réhabilité.

En dépit des chemises noires, des insignes, des slogans nationalistes, « l'opération » Mori était ambivalente, comme l'avaient été auparavant toutes les tentatives d'anéantissement de la Mafia : elle combinait brutalité et hypocrisie. À long terme, la réputation de l'État en Sicile ne pouvait qu'en souffrir, et les résultats de la guerre fasciste contre la Mafia n'étaient pas destinés à durer ; si celle-ci était amputée, elle demeurait vivante.

Le 23 juin 1929, après plus de trois ans et demi passés à la préfecture de Palerme, Cesare Mori reçut un bref télégramme du Duce, disant en substance que sa mission était terminée. Des changements dans l'équilibre des pouvoirs à l'intérieur du parti et du régime avaient sapé ses soutiens. Dans un discours d'adieu à la Fédération fasciste de Palerme, Mori s'essaya à la modestie : « Mori le citoyen, le fasciste, le combattant, est là, bien vivant. Aujourd'hui il prend la route vers l'horizon ouvert à tous les hommes de bonne volonté. J'ai ma bonne étoile. Je la regarde avec confiance car elle brille, et continuera à briller, le long du chemin du travail et du devoir. Je serai guidé par la lumière de la patrie. Là, mes amis, nous nous retrouverons[21]. »

En réalité, ce renvoi avait pour lui un goût amer. À son retour à Rome, le régime évita soigneusement de lui donner l'occasion d'exprimer ses opinions et de se laisser aller au grenouillage. L'ancien

« préfet de fer » se lança dans la rédaction d'un rapport pontifiant sur sa « lutte au corps-à-corps » avec la Mafia. « Les hommes d'action font aboutir les choses, mais ne les jugent pas... Des mots, je suis passé immédiatement aux actes. » Ce rapport reçut un mauvais accueil dans la presse fasciste. Certaines Chemises noires n'avaient rien oublié du jour où elles avaient uriné contre la préfecture de Bologne.

Dans les années 1930, on déclara officiellement que la tâche de Mori était terminée : le fascisme avait vaincu la Mafia et résolu le problème une fois pour toutes. Son successeur ordonna à la presse de minimiser toute information sur la criminalité en Sicile. Ce fut également la fin des rafles et des procès spectaculaires. Il était plus facile et moins voyant d'envoyer les suspects en résidence forcée, sans autre forme de procès ; c'était la façon dont les autorités avaient traité le problème mafieux dans la période préfasciste. De ternes fonctionnaires se succédèrent dans les couloirs des bâtiments publics de Palerme. Quand l'attention du régime se déplaça vers d'autres intérêts, la Sicile sombra dans un abîme de corruption et de conflits factieux.

La mort de Mori en 1942 passa quasiment inaperçue. L'année suivante, le régime fasciste s'effondra et le travail du préfet fut anéanti. La Mafia, elle, dut son salut aux États-Unis. Car durant toutes les années où elle avait eu maille à partir avec les socialistes et les fascistes – et également à cause de ses guerres intestines – elle était devenue une composante de la vie américaine.

5

La Mafia s'installe en Amérique
1900-1941

Joe Petrosino

Entre 1901 et 1913, environ un million cent mille Siciliens émigrèrent – un peu moins du quart de la population de l'île – dont huit cent mille aux États-Unis. Inévitablement certains d'entre eux étaient des malfrats cherchant à imposer des systèmes de protection et à instaurer des activités délictueuses parmi leurs compagnons d'émigration le long des routes commerciales reliant les deux rives de l'Atlantique.

Au cours du XIX^e^ siècle, certains Siciliens en délicatesse avec la maréchaussée avaient trouvé refuge aux États-Unis. Le commerce des agrumes, massivement infiltré par les mafieux, reliait Palerme à New York. Dans les années 1880-1890, la police américaine avait établi une relation entre certaines morts violentes dans la communauté italienne et la Mafia; il y eut aussi le meurtre du chef de la police de La Nouvelle-Orléans, David Hennessy en 1890; les suspects, Siciliens, furent lynchés. Mais ce fut surtout à partir de la grande migration d'après 1900 que les mouvements d'idées, de ressources et de personnel devinrent vitaux pour les opérations mafieuses.

Deux fables racontent l'arrivée de la Mafia en Amérique : la première vit le jour à l'époque de l'immigration massive. À la suite d'un célèbre crime mafieux perpétré en 1903, le *New York Herald* alerta l'opinion : « La botte se débarrasse de ses malfaiteurs et nous les envoie. Les statistiques prouvent que la lie de l'Europe méridionale se déverse à nos portes, tribus de hors-la-loi rapaces et dépourvus de conscience[1]. » Pour les habitants de New York, la Mafia apparut comme une invasion, une infestation née du ventre grouillant des

paquebots. Autre variation sur le même thème : un complot international fomenté par des criminels résolus à étendre leur territoire sur les terres vierges des États-Unis.

La seconde fable est plus récente : elle fut mise à la mode dans les années 1960-1970 par les descendants d'immigrants italiens désormais complètement intégrés à la société américaine. Ils recréèrent l'arrivée des mafiosi aux États-Unis et s'inventèrent une histoire qui prenait le contre-pied de « l'invasion criminelle ». Selon eux, les paysans siciliens qui avaient traversé l'Atlantique étaient porteurs d'anciennes traditions de « chevalerie rustique ». Confrontés au capitalisme sauvage des grandes villes et aux organisations politiques, ils avaient adapté les ressources culturelles apportées de leur campagne natale. En résumé, la Mafia était née de la rencontre entre les vieilles valeurs siciliennes de la famille et de l'honneur et la face obscure du rêve américain.

En réalité, Amérique urbaine et Sicile rurale n'étaient pas aussi différentes que ces fables veulent nous le faire croire. Corleone, par exemple, n'était pas un village de campagne, mais plutôt une « agroville » où dominaient économie de marché, clientélisme et violence organisée. Bien que pauvres, superstitieux et opprimés, les paysans de Corleone n'étaient pas tous les innocents décrits par le journaliste italo-américain Adolfo Rossi dans son portrait sentimental de Bernardino Verro et des membres des *Fasci*. Ils savaient combien il était important, en termes de survie, de se montrer loyal envers la bonne faction, celle capable de fournir travail, terre et aide financière. Nombre d'entre eux ne nourrissaient guère d'illusions sur ce qu'il fallait faire pour réussir dans la politique et les affaires, mais l'objectif de la plupart était de gagner de l'argent et de nouer des contacts aux États-Unis avant de rentrer au pays. En cela, ils se différenciaient des réfugiés juifs qui crachaient sur les quais du port de Riga avant d'embarquer définitivement pour une nouvelle vie.

Ni la politique sicilienne ni l'industrie complexe de la violence ne possédaient le côté suranné qu'on leur attribuait ; les Siciliens de tout genre étaient bien équipés pour aller vivre dans les villes en plein essor du Nouveau Monde. En traversant l'océan, ils retrouvaient leurs racines, qu'ils le veuillent ou non, car leur premier contact avec la société américaine passait le plus souvent par le système du *padrone*. Pour trouver du travail – en général dans le bâtiment – il fallait devenir client d'un patron. Celui-ci utilisait parfois l'intimida-

tion pour accaparer un secteur de marché ; il prêtait aux émigrants les plus pauvres l'argent de la traversée et se remboursait par la suite sur leur salaire, à un tarif usuraire. Le monde du nouvel immigrant en Amérique du Nord était, comme en Sicile, un monde où le pouvoir n'était pas placé dans les mains des institutions, mais dans celles d'un réseau d'individus sans scrupule.

La politique pratiquée dans les quartiers italiens de New York était familière aux Siciliens. Les dirigeants achetaient des sections électorales pour obtenir des votes en faveur du parti démocrate, Tammany Hall, dit « le Wigwam », en exploitant toutes les sources possibles d'influence et de clientèle sur leur territoire, y compris les bandes criminelles. En Amérique comme en Sicile, le militantisme ouvrier organisé croisait souvent la corruption et la violence.

Elizabeth Street était le cœur de la communauté sicilienne de New York. En 1905, environ huit mille deux cents Italiens – dont une majorité de Siciliens – vivaient dans « Elisabetta Stretta », comme ils la nommaient. Cette concentration d'habitants constituait un territoire à peu près comparable à beaucoup des « agro-villes » de l'intérieur de la Sicile. Le cinéma a souvent bien su recréer les rues comme Elizabeth Street au début du XIX[e] siècle, avec ses taudis surpeuplés, ses ateliers de confection et ses vendeurs ambulants poussant des charrettes remplies de victuailles (l'industrie alimentaire italienne prospérait en fournissant aux émigrés leur nourriture traditionnelle).

À l'époque du grand afflux de Siciliens, les Américains observèrent le développement des quartiers d'immigrants avec inquiétude et commisération. Voilà ce qu'écrivait un réformateur en 1909, à propos d'Elizabeth Street : « On y voit des milliers d'êtres humains, étouffant dans des cubes superposés comme les tiroirs d'un bureau, avec des trous qui donnent sur les cubes d'en face et la ligne du métro aérien. Ceux qui restent chez eux se penchent aux fenêtres, juste assez vêtus pour être décents ; pendant ce temps, les rues pavées et les trottoirs bordés de hauts immeubles de brique grouillent de gamins en quête d'air et de jeux[2]. » C'était le souvenir de la pauvreté dans les villes de Sicile et la perspective d'un avenir meilleur qui rendaient les conditions de vie tolérables pour les nouveaux arrivants.

Mais ni les récits bien-pensants de l'époque ni les images du cinéma contemporain ne peuvent recréer le dynamisme économique de Little Italy. Quand Adolfo Rossi se rendit pour la première fois en Amérique en 1878, Mulberry Bend était un quartier irlandais

insalubre constitué de « taudis en bois sinistres et sales ». Au cours des années d'exode massif, Rossi devint commissaire à l'émigration pour le gouvernement italien, rédigeant des rapports sur le sort des Italiens aux États-Unis. En 1904, de retour à Manhattan, il fut heureux de signaler que, depuis la création de Little Italy, le prix des ventes et des locations immobilières avait augmenté, la qualité des constructions s'était nettement améliorée et les Italiens eux-mêmes étaient les principaux investisseurs de l'immobilier. Les nouveaux arrivants, en particulier les femmes, voulaient apprendre, se cultiver. Les Italo-Américains saisissaient toutes les occasions qui leur étaient offertes de s'élever socialement.

C'est dans cet environnement dynamique – à la fois très sicilien et très américain – que la Mafia se transplanta. En général, l'organisation criminelle ne se déplace pas aussi loin et aussi vite que l'on a tendance à le croire. Lorsqu'elle voyage, elle le fait de deux manières : la première est rapide, flexible et généralement liée à des actions spécifiques, comme le trafic d'une drogue particulière ; avec l'approbation et l'assistance des chefs restés en Sicile, les mafiosi pouvaient implanter la marque de la Mafia partout où ils le voulaient, en installant des comptoirs commerciaux plus ou moins temporaires.

Mais s'ils sont des hommes d'affaires, ils sont aussi les administrateurs d'un État dans l'État. Un réseau compliqué doit être mis en place pour que le système mafieux de contrôle territorial, par l'intermédiaire des *cosche*, s'étende en dehors de la Sicile occidentale : instituer des rackets de protection, trouver des contacts politiques, obtenir l'accord des *cosche* avoisinantes, gagner des amitiés dans les milieux de la presse, la police et la population locale, etc. Exporter cette forme parallèle de gouvernement prend, pour réussir, beaucoup de temps. Même en Sicile occidentale, l'extension du rayon d'action de la Mafia varie d'une région à l'autre. Et après cent quarante ans d'histoire, la mafia sicilienne ne possède que des avant-postes isolés dans la péninsule italienne. Le terreau criminel fertile des États-Unis fut l'un des rares environnements qui permit à la méthode mafieuse d'être greffée telle quelle, d'une seule pièce. L'histoire de deux Italo-Américains – Joe Petrosino et Giuseppe « Piddu » Morello – nous éclaire sur l'arrivée des mafiosi aux États-Unis.

Lettre au commissaire divisionnaire de la police de New York, 19 octobre 1908 :

« Monsieur,

« Conformément aux dispositions du paragraphe 3 du règlement 30 des statuts des services de police, je viens solliciter la permission de recevoir une montre en or offerte par le gouvernement italien.

« Avec mes sentiments respectueux,

« Joseph Petrosino.

« Section Italie.

« Bureau de la Police. »

Note (non datée) du consul américain à Palerme adressée au commissaire divisionnaire de la police de New York :

« Petrosino était inscrit à l'hôtel de France sous le nom de Guglielmo De Simoni. Le 12 mars 1909, alors qu'il attendait le tramway, au pied de la statue de Garibaldi sur la Piazza Marina, deux hommes ont fait feu sur lui à quatre reprises, le tuant sur le coup. Trois balles l'ont atteint, deux dans le dos, du côté droit, traversant les poumons et une le frappant à la tempe gauche. Il n'était pas armé. On a retrouvé un revolver Smith et Wesson dans sa malle, à l'hôtel. Un pistolet belge de gros calibre, ainsi qu'un chargeur vide, ont été découverts près du lieu du crime. »

Note du département de police de New York (NYPD), datée du 11 mai 1909 :

« Reçu du commissaire divisionnaire : la montre de gousset en or de l'inspecteur Petrosino, une paire de boutons de manchette en or, deux malles contenant ses effets personnels, un paquet de lettres, un chèque de $12,40. Signé : Louis Salino[3]. »

À six heures du matin, le 14 avril 1903, Mme Frances Connors, qui se rendait à son travail, passa devant le New York Mallet & Handle Works, situé au 743 East 11th Street, non loin de l'angle de l'avenue D. Un manteau jeté sur un vieux tonneau à mélasse placé sur le trottoir, à côté d'un tas de bois, attira son attention. En soulevant un pan du manteau, elle aperçut un pied droit et une main gauche ; elle jeta alors un coup d'œil dans le tonneau et vit le corps d'un homme tout habillé, plié en deux, la tête coincée entre les genoux, recouverte d'une toile à sac. Le cadavre était encore chaud. Les hurlements de Mme Connors alertèrent deux policiers qui patrouillaient dans les parages.

L'examen révéla que la victime avait reçu dix-huit coups de couteau dans la nuque ; la gorge était entaillée si largement et si profondément que la tête était presque détachée du corps. L'homme, correctement vêtu, avait les oreilles percées. Avant sa mort, il avait fait un repas copieux : pommes de terre, haricots, betteraves, salade, spaghetti. Le fond du tonneau était couvert d'une couche de dix centimètres de sciure de bois, contenant des pelures d'oignons et des bouts de cigares italiens mâchonnés.

Le mystère du « cadavre dans le tonneau », comme ne tardèrent pas à le surnommer les journaux, déclencha en Amérique la peur d'une invasion de ces fameuses hordes venues de la « botte ». Mais cette histoire effarante recèle des indices très intéressants sur la présence de la Mafia aux États-Unis à l'époque du grand exode sicilien. Elle marque aussi un moment clé dans la carrière d'un policier italo-américain jusque-là inconnu, Joseph (Giuseppe) Petrosino. Elle l'a sans doute mené directement à la mort, six ans plus tard, sur la Piazza Marina de Palerme – l'une des exécutions les plus célèbres de l'histoire de la Mafia.

Le lendemain de la découverte du cadavre dans le tonneau, la police arrêta neuf membres d'une bande de faux-monnayeurs et de racketteurs, qui, depuis quelque temps, se trouvaient sous la surveillance des services secrets américains ; on les soupçonnait d'importer des faux dollars dissimulés dans le double fond de bidons d'huile d'olive. L'argent était distribué dans les villes de la côte Est grâce à un réseau d'agents.

La veille du meurtre, on avait vu la victime entrer et sortir d'une boucherie du 16 Stanton Street – l'un des repaires de la bande. Un peu plus tard, il entra dans un bar donnant sur une petite salle de restaurant. Ne le voyant pas revenir, les policiers abandonnèrent leur filature pour la nuit. Le bar appartenait à un homme de trente-quatre ans, natif de Corleone, Giuseppe « Piddu » Morello, connu pour être le chef du gang.

Quand Morello fut arrêté dans le quartier du Bowery, il était armé, et avait dans ses poches des cigares identiques à ceux retrouvés dans le tonneau. Le sol de son bar était recouvert de sciure dans laquelle la police retrouva des pelures d'oignons et des bouts de cigares. L'homme fut facile à repérer : il ne lui restait que l'annulaire de la main droite. Il demeura muet face à toutes les questions de la police, refusant même de dire comment il avait perdu ses doigts.

Le tonneau, lui, fut plus bavard. Des initiales et un chiffre peints sur le dessous – W & T 233 – conduisirent les enquêteurs des grandes raffineries de sucre situées sur le côté Long Island de l'East River jusqu'à une épicerie de Manhattan, Wallace & Thompson, au 365 Washington Street. Celle-ci n'avait qu'un seul client sicilien, Pietro Inzerillo, membre de la *cosca* de Morello. Deux autres tonneaux portant la même marque furent trouvés dans la pâtisserie tenue par Inzerillo au 226 Elizabeth Street.

On doit la découverte de l'identité du cadavre à l'inspecteur Petrosino, un homme fort et trapu, au visage grêlé – Ernest Borgnine interpréta son personnage dans un film assez décevant tourné par Robert Wilson en 1960, *Pay or Die!* (*La Mafia*). Il était né près de Salerne, en Italie du Sud, dans une famille pauvre qui avait émigré aux États-Unis quand il était enfant ; Petrosino apprit à lire et à écrire dans les écoles de New York. Il commença par être balayeur, puis contremaître d'une équipe de « *scow-trimmers* », les hommes chargés du nettoyage des péniches à fond plat qui transportaient les ordures de New York. À cette époque, les forces de l'ordre surveillaient la collecte des ordures de la ville. Petrosino fut remarqué par un officier qui l'aida à entrer dans la police.

La lente ascension de Petrosino dans la hiérarchie du NYPD s'accéléra au tournant du siècle quand le nombre d'Italiens immigrants – et le nombre de malfaiteurs – augmenta de manière significative. Le policier s'était distingué en attirant l'attention de sa hiérarchie sur une bande d'anarchistes italiens de Paterson, New Jersey, qui projetaient d'assassiner le président William McKinley. Mais personne ne tint compte de son avertissement ; le 6 décembre 1901, McKinley fut abattu alors qu'il inaugurait l'Exposition panaméricaine de Buffalo.

Quelques jours après la découverte du cadavre dans le tonneau, Petrosino remonta la rive est de la rivière Hudson sur environ cinquante kilomètres jusqu'aux bâtiments gris du pénitencier de Sing Sing. Ses indicateurs dans Little Italy lui avaient dit qu'un détenu, Giovanni Di Primo, qui purgeait une peine de trois ans pour fabrication de fausse monnaie, pourrait l'aider à mettre un nom sur le cadavre. Petrosino interrogea Di Primo dans sa cellule, réduit humide, glacial et minuscule (environ deux mètres de long sur un mètre de large et deux mètres de haut), bâtie avec des blocs de pierre extraits soixante-dix ans plus tôt par les prisonniers du pénitencier ; Sing Sing méritait bien sa sinistre réputation.

Quand Petrosino montra à Di Primo le portrait de la victime, celui-ci reconnut aussitôt son beau-frère, Benedetto Madonia. Accablé de chagrin, affaibli par ses conditions de détention, Di Primo avoua que Madonia et lui faisaient partie du réseau de faux-monnayeurs de Piddu Morello. Madonia était l'un des agents utilisés par la bande pour écouler les faux dollars ; il était allé chez Morello récupérer de l'argent revenant à Di Primo. Ce fut la dernière fois qu'on le vit vivant.

Quand Petrosino revint à New York, il demanda à la veuve de Madonia de reconnaître le corps. On avait retrouvé sur la victime sa chaîne de montre, mais non sa montre. Sa veuve expliqua que celle-ci portait une locomotive gravée au dos.

L'un des neuf membres du réseau de faux-monnayeurs arrêtés, un colosse au cou de taureau, Tommasino Petto, âgé de vingt-quatre ans et surnommé « le Bœuf », avait dans sa poche un reçu provenant d'un prêteur sur gages du Bowery, daté du jour même de la découverte du cadavre du tonneau. Le reçu mentionnait une montre avec une locomotive gravée au dos. « Le Bœuf » était donc le premier suspect.

Le 1er mai 1903, jour de leur comparution devant la justice, aucun des membres du gang n'avait encore cédé aux méthodes d'interrogatoire pourtant musclées du NYPD. Et sur les seize jurés convoqués, seuls huit se présentèrent à l'audience. Le fils de la victime fut appelé à la barre pour reconnaître la montre. Voici ce qu'écrivit l'un des policiers chargés de l'enquête, présent au tribunal : « Le garçon regarda la montre. Au moment où il allait parler, il y eut des frottements de semelles et des sifflets dans la salle, remplie d'hommes au teint basané. L'un d'entre eux se leva brusquement, l'index devant la bouche. Le jeune Madonia, brusquement, ne se souvint plus si la montre appartenait ou non à son père[4]. » La veuve de la victime, soumise aux mêmes pressions, eut également un trou de mémoire.

Di Primo fut amené de Sing Sing pour témoigner. La police le soupçonnait de nourrir une vieille rancœur contre « le Bœuf », mais il affirma joyeusement qu'ils étaient très bons amis. De toute évidence, il avait décidé, après réflexion, de finir de purger sa peine sans parler. L'enquête s'arrêta là.

Ce que Petrosino et ses collègues ont appris sur le gang de Morello peut être mis en parallèle avec ce que l'on sait aujourd'hui du fonctionnement de la Mafia dans son pays d'origine. Certains des

hommes appréhendés se présentèrent comme des négociants en produits alimentaires. Le commerce d'agrumes, d'huile d'olive, de fromage, de vin fournissait une excellente couverture pour les malfrats lors de leur traversée de l'Atlantique dans les deux sens et aux États-Unis. La vente de ces denrées offrait aux mafiosi la possibilité d'extorquer de l'argent de protection et de créer des monopoles, tout comme ils le faisaient en Sicile. Les membres du gang Morello, arrêtés en avril 1903, étaient chacun en possession d'un permis de port d'armes, à l'intérieur de la limite de la ville, tout à fait légal, délivré par le commissaire divisionnaire adjoint sur recommandation du commissaire de quartier. Or, l'un des détenteurs de ce permis ne se trouvait sur le sol américain que depuis vingt-huit jours. Les relations entre malfaiteurs, des deux côtés de l'Atlantique, étaient si fortes qu'un mafioso pouvait quitter Palerme en sachant qu'il aurait une autorisation de port d'armes légale peu de temps après avoir franchi la barrière d'Ellis Island. Assez embarrassé, le commissaire divisionnaire annula trois cent vingt-deux de ces permis après que les faits eurent été révélés par le *New York Herald.*

Il existe des preuves des liens étroits entre mafieux d'Amérique et de Sicile : l'un des associés du gang Morello, convoqué pour interrogatoire par Petrosino durant l'affaire du cadavre dans le tonneau, n'était autre que Don Vito Cascio-Ferro, emprisonné des années plus tard par le préfet Mori. Il avait fui la Sicile après une histoire d'enlèvement, bien qu'il eût affirmé s'être rendu aux États-Unis pour une affaire d'importation de citrons. Il échappa au coup de filet dans le cadre de l'enquête du cadavre dans le tonneau en quittant New York pour La Nouvelle-Orléans, ville qui comptait environ douze mille Siciliens et où la Mafia était fortement implantée, avant de retourner en Sicile. En 1905, le gang Morello fut rejoint par l'un des assassins d'Emanuele Notarbartolo, Giuseppe Fontana, acquitté au procès de Florence.

La composition du gang nous donne d'intéressantes informations sur le niveau de coordination entre hommes d'honneur en Sicile. Morello était originaire de Corleone, Cascio-Ferro des environs de Bisacquino, deux bourgades de l'intérieur, situées au sud de Palerme ; Fontana était de Villabate, non loin de la capitale. D'autres venaient de Partinico, plus à l'ouest : en résumé, il s'agissait d'hommes d'honneur issus de différentes *cosche.* Le gang de Piddu Morello constituait clairement un comptoir commercial pour mafieux

entreprenants de la province de Palerme. Les affaires américaines commençaient à sérieusement intéresser la mafia sicilienne. En outre, le sens de l'intérêt commun était assez fort pour que de « bonnes » références criminelles acquises dans différents endroits de la Sicile soient reconnues et appréciées outre-Atlantique.

Le gang de Morello avait assis son pouvoir à New York sur les mêmes principes de contrôle territorial que n'importe quelle *cosca* sicilienne : racket de protection et clientélisme ; liens étroits avec la police pour s'assurer une protection en cas de démêlés avec la justice. Les communautés d'immigrants fournissaient aussi un solide paquet de bulletins de vote. Manquant de réel intérêt ou de compréhension pour la politique de leur nouveau pays, nombre d'immigrants cédaient volontiers leur voix en échange de petites faveurs d'un patron.

Néanmoins, il existait de notables différences d'environnement entre la Sicile et New York : la société américaine, plus mobile et diversifiée, avec une longue tradition de délits et de corruption, posait problème au système mafieux, fondé sur la dominance territoriale. La population d'Elizabeth Street, comme celle d'autres quartiers d'immigrants, se renouvelait sans cesse ; ses habitants allaient et venaient entre l'Europe et le Nouveau Monde, beaucoup partaient s'installer ailleurs aux États-Unis ; et, dès que leur niveau de vie le leur permettait, ceux qui voulaient rester à New York déménageaient vers les quartiers moins insalubres de Harlem ou de Brooklyn, voire au-delà.

Les mafiosi devaient donc être aussi mobiles que la population italienne qui leur servait de fonds de commerce. Morello avait sillonné les États-Unis avant de s'installer à New York ; son gang était également établi dans la communauté sicilienne de East Harlem. Nicola Gentile, jeune Sicilien initié par la mafia de Philadelphie en 1905, se déplaça entre *cosche* de différentes villes américaines à différents moments de sa carrière (Gentile est le sujet principal du chapitre suivant). Il eut à traiter avec des hommes d'honneur de Manhattan, Brooklyn, Cleveland, Chicago, Milwaukee, Kansas City, San Francisco et du Canada. Il décrit dans ses Mémoires, en évoquant les années qui précédèrent la Première Guerre mondiale, un réseau criminel profondément enraciné dans les communautés siciliennes de l'Amérique du Nord, mais ayant très peu d'influence en dehors d'elles.

New York était la ville dont ce réseau cherchait à s'emparer, car on y trouvait, de loin, la plus grande concentration de population originaire de Sicile ; c'était également le lieu d'arrivée principal des marchandises et des personnes en provenance de l'île. Gentile – si l'on peut en croire son témoignage – affirma que Piddu Morello fut, jusqu'en 1909, le chef suprême de la branche américaine de la Mafia.

Quel qu'ait été le rang de Morello dans la mafia sicilienne, cela ne rendit pas sa position plus facile à New York. À l'époque de l'affaire du cadavre dans le tonneau, la *cosca* de Morello se trouvait dans un voisinage occupé par des gangs qui jouaient selon des règles différentes, parlaient des dialectes italiens inconnus d'elle ou étaient originaires d'autres pays d'Europe. En lieu et place des constantes consultations qui avaient lieu entre *cosche* affiliées à la même organisation en Sicile, les mafiosi de New York étaient confrontés à une pègre internationale avec laquelle il fallait composer.

Quand la *cosca* de Morello commença à opérer dans Little Italy, New York était depuis des années le théâtre d'une compétition féroce entre gangs. Au tournant du siècle, les taudis de Manhattan formaient une mosaïque de territoires tenus par des bandes de jeunes voyous élégamment vêtus et diversement surnommés : le gang des Piliers de Bar, des Rongeurs, des Nettoyeurs de l'Hudson, des Boutons de Perle. En 1903, le gang des Cinq Points de Paul Kelly contrôlait la zone entre le Bowery et Broadway, incluant Little Italy. Paul Kelly, né à Naples, s'appelait Paolo Antonio Vaccarelli. Ce garçon fringant, à la voix douce, avait pris ce nom à consonance irlandaise pendant sa courte carrière de boxeur. À ce que l'on disait, il commandait mille cinq cents malfrats, la plupart italiens, mais aussi juifs et irlandais. Les activités du gang de Kelly allaient du marché de la prostitution et de l'immobilier jusqu'à la politique, en passant par les maisons de jeu et le racket de protection. Bien qu'il ne se soit jamais présenté en personne aux élections, Kelly soutenait Tom « Dry Dollar » Sullivan, patron incontesté du parti démocrate du Lower East Side. Les hommes politiques nés sur le territoire américain, en particulier d'origine irlandaise comme Sullivan, paraissaient les seuls capables de se rallier l'électorat pluriethnique vivant dans les différents quartiers.

Si, comme l'écrivaient les journaux de l'époque, la mafia sicilienne avait souhaité conquérir New York, elle aurait dû le faire cinquante ans plus tôt. En s'appuyant uniquement sur les communautés

siciliennes, les mafiosi avaient les ressources et les compétences nécessaires pour se tailler la part du lion dans la pègre new-yorkaise ; mais ils ne purent jamais la dominer complètement.

Aux États-Unis, la mafia sicilienne fut aussi confrontée à un problème d'appellation contrôlée : ce fut l'Amérique qui fit du mot « mafia » la marque la plus connue du crime organisé ; à cause d'affaires célèbres comme celle du cadavre dans le tonneau, le mot se répandit un peu partout. Pourtant, dans ce processus, il échappa à l'emprise de la poignée d'entreprises siciliennes qui, à l'origine, faisaient commerce sous cette dénomination. Un peu comme on utilise le nom « Frigidaire » à la place de réfrigérateur, la presse américaine appliqua le mot « mafia » à toute forme d'association criminelle italienne, puis, par extension, à l'activité de tous les gangs. (Ce fut, en un sens, un tour de force de la part des Siciliens, qui étaient les derniers arrivés sur un marché déjà saturé.)

Ce que l'on surnommait la « Mano nera » (la Main noire) offre une autre illustration de cette inflation d'appellations. L'affaire du cadavre dans le tonneau attira l'attention de la presse sur une série d'extorsions de fonds dirigées contre de riches Italo-Américains. Les manchettes du *New York Herald* titraient : « Les Italiens de New York réduits au silence par le bras tentaculaire de la Mafia. » Le 3 août 1903 – quelques mois après la découverte du cadavre dans le tonneau – Nicola Capiello, riche entrepreneur de Brooklyn, reçut un message rédigé en italien, sur lequel était dessinée une tête de mort : « Si tu ne nous retrouves pas à l'angle de la 72e Rue et de la 13e Avenue, à Brooklyn, demain après-midi, nous te ferons sauter toi, ta famille et ta maison. Le même sort t'attend si jamais tu nous dénonces à la police. Mano nera[5]. »

Dans toute l'Italie méridionale, des exigences comme celles-ci étaient appelées *lettere di scrocco*, lettres de pique-assiette, car leurs auteurs évoquaient en général leur pauvreté avant de menacer leurs victimes, méthode déjà employée dans l'industrie de la violence avant l'émergence de la Mafia. Ainsi l'histoire de M. Capiello est conforme à un modèle bien établi en provenance de l'Ancien Monde : lorsqu'il refusa de coopérer, d'autres messages suivirent. La somme exigée monta jusqu'à dix mille dollars. Alors, trois « vieux amis » et un inconnu lui rendirent visite et lui offrirent leur médiation, contre mille dollars. Capiello décida d'accepter la proposition,

mais, quelques jours après avoir versé la somme, il vit revenir les mêmes hommes qui exigèrent encore davantage. Craignant d'être « saigné » tout le reste de son existence, Capiello alla trouver la police. Ses « vieux amis » furent arrêtés et condamnés.

Les mots « Mano nera » étaient destinés à avoir plus de succès que le gang éponyme. Petit à petit, un nombre croissant de lettres de chantage fut signé d'une main noire. La publicité qu'en faisait une presse surexcitée donnait manifestement des idées aux malfaiteurs. Le nom se répandit de New York à Chicago, San Francisco et La Nouvelle-Orléans, jusqu'à devenir, un certain temps, plus populaire que le mot mafia quand il s'agissait de désigner le crime organisé italien. « Main noire » devint à la mode : voisins jaloux, commerçants rivaux, ouvriers sans le sou et même des farceurs envoyaient des lettres signées « Main noire ». En Sicile, l'usage abusif d'un nom utilisé par l'honorable société aurait été impensable. Les *cosche* mafieuses, avec leurs espions à chaque coin de rue, protégeaient jalousement leur monopole de l'intimidation.

En dépit de son échec à obtenir des condamnations dans l'affaire du cadavre dans le tonneau, Petrosino devint aux yeux des New-Yorkais un héros d'un genre nouveau, une sorte de pionnier de Mulberry Bend. L'histoire de sa vie fut une parabole du pouvoir rédempteur de l'Amérique : du pauvre Rital au respectable inspecteur de police. Qui mieux que lui pouvait faire des descentes dans les taudis et les ateliers surpeuplés où s'entassaient les nouveaux immigrants du sud de l'Italie ?

Petrosino renvoya des centaines de malfaiteurs italiens sur la péninsule, en fit emprisonner beaucoup d'autres et continua à gravir les échelons du NYPD. En janvier 1905, il fut nommé chef d'un nouveau bureau spécifiquement créé pour s'occuper de la criminalité italienne. Peu après, il fut le premier Italo-Américain à être promu inspecteur de police. En 1907, il épousa Adelina Salino, dans l'église St. Patrick, située dans Mott Street, au cœur de Little Italy.

L'année suivante, il fut chargé de veiller à la sécurité de Raffaele Palizzolo lors de la visite de ce dernier à New York. L'homme, qui avait été acquitté bien qu'il eût commandité le meurtre d'Emanuele Notarbartolo, venait remercier ceux qui avaient, dit-on, apporté une contribution de vingt mille dollars pour soutenir sa cause. Interrogé par un journaliste du *New York Herald*, Don Raffaele déclara que le

but principal de sa visite était « d'instiller à ses compatriotes siciliens les principes de bonne citoyenneté ». Il éclata de rire quand le reporter lui demanda s'il était lié à la Mafia.

Entre-temps la réputation de Petrosino s'était répandue ; des malfaiteurs nouvellement arrivés d'Italie du Sud demandaient à être conduits par leurs comparses au quartier général de la police pour voir de leurs propres yeux le flic dont ils avaient tant entendu parler. À l'automne 1908, le gouvernement italien offrit une montre en or au courageux inspecteur pour sa participation à l'arrestation d'un gros bonnet napolitain.

En dépit du cadeau, Petrosino et ses supérieurs commençaient à se lasser de l'impuissance des autorités italiennes à empêcher criminels et anarchistes de quitter les rivages de la péninsule. En février 1909, Petrosino fut nommé à la tête d'un nouveau service secret du NYPD ; sa première mission fut d'aller en Italie pour organiser un réseau de renseignements indépendant sur la pègre sicilienne. Étant donné la difficulté à inculper des mafiosi, Petrosino espérait utiliser les éléments d'information collectés sur l'île pour faire expulser un maximum d'immigrants illégaux des États-Unis.

Le 21 février 1909, il débarqua à Gênes, puis descendit vers le sud, s'arrêta à Rome pour rencontrer des officiels, et à Salerne pour saluer son frère. Le 28 février, la « terreur » de la Main noire débarqua à Palerme, prête à s'attaquer à la Mafia sur son propre terrain.

Le 9 avril, le corps de Petrosino revint à New York, à bord du paquebot *Slavonia*, de la compagnie Cunard. Quatre semaines s'étaient écoulées depuis son assassinat, le paquebot ayant été retardé par le mauvais temps. Sa dépouille fut portée en procession jusqu'à son appartement, au 233 Lafayette Street. Cinq plantons de la police montée et un garde d'honneur accompagnèrent le cortège funèbre ; le corbillard était couvert de couronnes de fleurs envoyées par la Sicile et la ville de New York. Au départ, il avait été prévu de laisser le cercueil ouvert, mais l'embaumement n'ayant pas été réussi, on mit seulement un portrait du policier sur le dessus du cercueil. Le *New York Herald* estima qu'environ vingt mille personnes vinrent s'incliner devant le catafalque. Il laissa aussi entendre que l'embaumement avait été volontairement saboté – dernière insulte de la Mafia à sa victime. Le 12 avril, le cercueil fut porté en procession jusqu'à l'église St. Patrick où fut célébré le service funèbre.

Joe Petrosino est mort d'avoir sous-estimé le pouvoir et la nature

impitoyable de la mafia sicilienne. Sa connaissance du terrain était adaptée aux rues de New York, mais il montrait vis-à-vis de son ancien pays une certaine insouciance mêlée de paternalisme. Pour preuve, ce commentaire empreint de préjugés folkloristes qu'il fit lors d'une interview sur la Mafia, au moment de l'enquête sur le cadavre dans le tonneau : « Presque tous ceux qui arrivent de Sicile souffrent de cette maladie morale, atavique et inextirpable. La Mafia est une organisation peu structurée, mais l'esprit d'opposition à toute forme d'autorité est instinctif chez ces gens-là. En Sicile, les femmes et les enfants travaillent dur dans les champs pendant que les hommes se pavanent avec un fusil sur l'épaule[6]. »

La mission supposée secrète de Petrosino en Italie avait été annoncée par voie de presse. En arrivant à Palerme, il refusa toute escorte armée. La seule protection dont il pensait avoir besoin était à ses yeux les pots-de-vin en dollars qu'il distribuait avec largesse ; il usa de méthodes qui étaient efficaces aux États-Unis, cherchant le contact direct avec les mafiosi, dans la rue ; ce que faisaient les policiers siciliens, mais qui, eux, se gardaient bien de se déplacer seuls. Après sa mort, on découvrit qu'il avait laissé son arme dans sa chambre d'hôtel.

La police de Palerme soupçonna un lien entre sa mort et le gang Morello. Deux membres de ce dernier, revenus en Sicile en même temps que Petrosino, communiquaient avec Piddu Morello par télégrammes codés. On supposa que Morello et Giuseppe Fontana avaient demandé à Vito Cascio-Ferro d'organiser l'exécution pour eux ; quand ce dernier fut arrêté, on trouva sur lui une photographie de Petrosino. Pourtant, il avait un alibi : un ami politique, député, jura que le chef mafieux déjeunait avec lui à l'heure du meurtre. À la grande indignation de la presse américaine, l'affaire ne fut jamais portée devant les tribunaux.

Des années plus tard, sous le fascisme, après qu'une condamnation à perpétuité eut mis fin à la carrière de Cascio-Ferro, celui-ci, dans une interview accordée en prison, déclara n'avoir tué qu'un seul homme dans sa vie, et cela de façon « désintéressée ». Cette phrase sibylline fut considérée comme se référant au meurtre le plus fameux auquel son nom ait été associé : celui de Joe Petrosino. Cascio-Ferro sous-entendait peut-être qu'il avait abattu le policier pour rendre service à ses amis des États-Unis. Cette « confession » ne signifie pas nécessairement qu'il ait commis le crime ; il a pu être tenté de

profiter de la gloire du travail d'un autre mafieux. Tout comme l'affaire du cadavre dans le tonneau, le meurtre de Joe Petrosino demeure non élucidé.

À l'instar de la plupart des immigrés siciliens, les membres du gang Morello n'avaient sans doute pas l'intention de s'installer définitivement en Amérique. Cependant, beaucoup y demeurèrent jusqu'à la fin de leur vie, laquelle, pour certains, fut très courte : Inzerillo fut exécuté peu de temps après avoir ouvert une nouvelle pâtisserie. Alors que Di Primo, prisonnier modèle à Sing Sing, bénéficiait d'une remise de peine, Petto « le Bœuf » partait pour Browntown en Pennsylvanie. Le soir du 25 octobre 1905, il fut abattu de cinq balles de revolver, dans son propre jardin. Petrosino soupçonnait Di Primo d'être l'assassin. Giuseppe Fontana, lui, disparut peu après le meurtre de l'inspecteur de police.

Certains membres du gang firent partie du paysage criminel newyorkais pendant des décennies. L'année de la mort de Petrosino, Piddu Morello fut inculpé pour fabrication de fausse monnaie dans East Harlem et condamné à une peine de vingt-cinq ans de prison au pénitencier fédéral d'Atlanta. Il perdit sa place à la tête de l'organisation.

En 1916, les autres membres du gang partirent en guerre contre les Napolitains de Brooklyn ; le frère de Piddu fut abattu dans un guet-apens devant un café de Navy Street. Toutefois, les Napolitains ne parvinrent pas à reprendre le monopole de Morello sur une composante clé de l'alimentation italienne : l'artichaut. Le commerce de ce légume était contrôlé par le demi-frère de Piddu, Ciro Terranova, qui resta le roi de l'artichaut jusqu'au début des années 1930. Le gang Morello sortit vainqueur de la guerre, quand les dirigeants du gang des Napolitains furent arrêtés et, à leur grande surprise, envoyés en prison pour le meurtre.

Piddu Morello, relâché peu de temps après, fut repéré en Sicile en 1919, alors qu'il tentait d'obtenir le soutien d'hommes d'honneur siciliens, car son successeur à la tête de l'organisation l'avait condamné à mort. Ses approches diplomatiques furent apparemment couronnées de succès car il survécut et se battit même, trois ans plus tard, aux côtés de l'homme qui l'avait condamné. Mais à l'époque, le paysage du crime organisé en Amérique avait radicalement changé.

L'Amérique de Cola Gentile

Le tournant le plus important dans l'histoire du crime organisé en Amérique ne fut ni une exécution, ni une réunion au sommet de chefs mafieux, ni l'arrivée d'un gros bonnet sicilien, mais, en janvier 1919, l'adoption de la prohibition. À la suite d'un mouvement de protestation dirigé pendant la guerre contre les brasseurs d'origine allemande, le 18e amendement à la Constitution américaine fut adopté, interdisant « la fabrication, la vente et le transport de boissons alcoolisées ». Au mois d'octobre, le Volstead Act permit la promulgation de l'amendement. D'un seul coup, l'une des industries les plus lucratives du pays passa directement aux mains du crime organisé. De la matière première au *speakeasy* (bar clandestin) en passant par la production et le conditionnement, les gangsters amassèrent des profits colossaux et exonérés d'impôt. On estime que la prohibition permit d'injecter deux milliards de dollars dans l'économie parallèle, jusqu'à son abolition en 1933.

À la même époque, simplement parce que nombre d'Américains moyens aimaient boire un verre et ne comprenaient pas pourquoi on les en empêchait, les gangsters se rendirent sympathiques aux yeux des consommateurs. En outre, le fort taux de mortalité parmi les bootleggers leur conférait un certain prestige. « Ils ne se tuent qu'entre eux », disait-on. Les vastes profits générés par le trafic de l'alcool et l'attitude plutôt indulgente de la population à l'égard de sa fabrication illégale abaissa le seuil de corruption : certains policiers, politiciens et magistrats profitèrent de l'aubaine.

La foire d'empoigne criminelle que généra la prohibition fit oublier à l'Amérique l'obsession qu'elle avait éprouvée au tournant

tournant important de l'histoire de la Mafia : désormais, si l'organisation voulait accéder aux sources de profits de la Sicile, elle devrait se tourner non vers les propriétaires terriens, mais vers les hommes politiques. La restauration du système démocratique en Italie – et de la Mafia en tant qu'État informel – parvenait à son terme.

Pourtant, en dépit de tous ces faits, l'étendue exacte du pouvoir de Don Calò à l'intérieur de l'honorable société reste méconnue. Quelques renégats nièrent ultérieurement qu'il ait jamais été le boss de toute la Sicile. En fait, on raconte que Don Calogero Vizzini et son successeur, Giuseppe Genco Russo, irritaient de nombreux chefs mafieux à cause de leur succès médiatique. « Avez-vous vu Gina Lollobrigida dans les journaux aujourd'hui ? » avait coutume d'ironiser un mafioso, faisant référence à Genco Russo, connu pour sa grossièreté et sa laideur.

Nous ignorons si la direction de la Mafia était ou non centralisée après la Libération. On peut émettre l'hypothèse que, pendant la période difficile de sa renaissance postfascisme, ses chefs auraient repris tout d'abord contact entre eux, avant d'aller puiser des informations directement à la source, là où les décisions politiques étaient prises, et enfin de trouver un ou des leaders suffisamment diplomates pour maintenir l'équilibre entre leurs intérêts rivaux. Don Calò était la personne idéale pour remplir ce rôle transitoire. Il ne l'aurait pas admis publiquement, bien sûr. Dans une interview donnée à un journal juste avant sa mort, le vieux *capo* rusé rendit modestement compte de son travail : « Le fait est que toute société a besoin d'hommes dont la tâche consiste à régler les problèmes quand ils se posent. En général, ce sont des représentants de l'État, mais par endroits, là où l'État n'existe pas ou qu'il n'est pas assez fort, il y a des personnes qui... »

Intrigué, le journaliste laissa alors échapper le mot « mafia ».

« La Mafia ! murmura Don Calò en souriant. La Mafia existe-t-elle vraiment ? »

Il mourut paisiblement dans les bras de son neveu, le 10 juillet 1954. Selon la presse, ses derniers mots furent : « Comme la vie est belle. » On dit qu'il laissa une fortune d'un milliard de lires, mais ce chiffre est impossible à confirmer ; le montant de la fortune de la Mafia est destiné à rester à jamais mystérieux. Aux grandioses funérailles de Don Calogero Vizzini, un grand nombre de dignitaires

politiques et mafieux suivirent le fourgon mortuaire, tiré par des chevaux empanachés de noir. La mairie de Villalba et le siège de la DC gardèrent porte close pendant une semaine ; une élégie fut placardée sur la porte de l'église :

« Humble avec les humbles,
Grand avec les grands,
Il montra par les mots et par les actes
Que *sa* mafia n'était pas délinquance,
Mais respect de la loi,
Défense de tous les droits
Et grandeur d'âme :
Elle était amour. »

Du vivant de Don Calò les paysans de Villalba citaient à son propos un couplet bien plus terre à terre : « *Cu avi dinari et amicizia, teni'nculu la giustizia* » (Celui qui a de l'argent et des amis peut se foutre de la justice).

Rencontre avec les Greco

L'avenir de l'organisation criminelle n'allait pas se jouer dans la bourgade de Villalba, mais dans les bastions mafieux traditionnels des environs de Palerme. Après les maltraitances infligées par le « préfet de fer », la Mafia dut, en grande partie, sa guérison au fait que, sur le terrain, ses méthodes fonctionnaient parfaitement ; dans une société appauvrie, elles permettaient aux hommes d'honneur d'apporter richesse et statut à leurs familles.

Les années 1946-1947 virent se développer une guerre mafieuse particulièrement sauvage dans la bourgade agrumicole de Ciaculli, située à flanc de colline, à l'est de Palerme. Comme le découvrit plus tard une enquête parlementaire, cette guerre, qui opposa deux familles parentes, engendra les mafiosi les plus puissants des décennies suivantes. À première vue, l'affrontement de Ciaculli semble sortir tout droit du folklore sicilien, celui auquel les étrangers s'attendent quand on prononce le mot mafia : dettes d'honneur qui enferment les familles dans une spirale de vendettas et de vengeances illustrant le vieux dicton « le sang se lave par le sang ». Mais certains faits jettent un nouvel éclairage sur l'histoire et sur ce que le terme « famille » signifie pour la Mafia.

Depuis des générations, un patronyme inspirait le respect dans la région : Greco. En 1946, les hommes portant ce nom régnaient sur Ciaculli et le village voisin, Croce Verde Giardini. Les deux clans Greco avaient un ancêtre commun en la personne de Salvatore Greco, qu'Ermanno Sangiorgi, dans son rapport, mentionnait comme étant le *capomafia* de Ciaculli au tournant du siècle. Pour montrer leurs liens de sang, les deux branches de la famille choisissaient les

prénoms de leurs enfants dans un registre très restreint : on comptait trois Francesco, trois Rosa, trois Girolama, quatre Salvatore et quatre Giuseppe. Les surnoms étaient donc essentiels pour distinguer les personnes. Les bonnes relations entre les deux familles avaient été cimentées par le mariage du boss de Ciaculli avec la sœur du boss de Giardini.

La guerre entre les deux clans débuta le 26 août 1946, avec l'assassinat des deux patriarches de la branche Ciaculli, deux frères respectivement âgés de cinquante-neuf et soixante-dix-sept ans. La férocité de l'agression – fusils mitrailleurs et grenades – ne laissait aucun doute sur son importance.

Encore une fois, personne ne fut inculpé pour ce double assassinat. Mais à Ciaculli, tout le monde soupçonnait le chef de Giardini, un autre Greco, connu sous son nom de guerre, « lieutenant Piddu », d'en être l'organisateur. Les Greco de Ciaculli se vengèrent quelques mois plus tard : deux des hommes du lieutenant Piddu tombèrent sous les balles d'un fusil à canon scié, appelé *lupara* en sicilien. En retour, la *cosca* de Giardini kidnappa deux membres du clan ennemi, dont on ne retrouva que les vêtements. (Les Siciliens appellent ce genre de disparition une *lupara bianca*, un « meurtre à blanc ».)

La guerre entre les deux clans Greco atteignit son apogée avec une formidable fusillade sur la place de Ciaculli le 17 septembre 1947, au cours de laquelle un membre important de la *cosca* de Giardini fut atteint d'une rafale de mitraillette. Deux femmes qui se tenaient sur leur balcon, Antonina Greco, cinquante et un ans, et Rosalia Greco, dix-neuf ans, respectivement veuve et fille de l'un des boss de Ciaculli tué l'année précédente, remarquant que l'homme n'était pas mort, descendirent dans la rue et l'achevèrent à coups de couteau de cuisine. (Il est exceptionnel que des femmes prennent part à ce genre d'activité.) Antonina et Rosalia furent à leur tour la cible du camp adverse : Antonina fut blessée et Rosalia perdit la vie ; leur agresseur fut bientôt assassiné par le fils d'Antonina, âgé de dix-huit ans.

Les patrons de Palerme firent alors pression sur le lieutenant Piddu pour qu'il mette fin à ce carnage : des incidents aussi retentissants que la bataille de Ciaculli attiraient un peu trop l'attention sur la Mafia ; en outre, avec la mort des deux frères Greco de Ciaculli, c'était désormais au lieutenant Piddu de s'occuper des deux branches des familles rivales. Son statut au sein de la hiérarchie mafieuse dépendrait de la façon dont il assumerait cette responsabilité.

Piddu chercha donc l'aide du patron de Villabate, un *capo* craint et respecté du fait de ses liens familiaux avec de gros bonnets de la Mafia aux États-Unis. La fortune colossale de certains hommes d'honneur américains leur conférait un immense prestige lorsqu'ils revenaient en Sicile. Signe de ce prestige, c'est à cette époque que le mot « Familles » fut importé des USA pour nommer les organisations mafieuses dont les membres n'avaient aucun lien de parenté. Parmi ces hommes fortunés, Joe Profaci, natif de Villalba, qui opérait sur les docks de Brooklyn ; Joe Bonnano, alias « Joe Bananas », dira plus tard de lui qu'il était le chef de l'une des cinq Familles de New York. À l'époque de la guerre des Greco, Profaci, de passage en Sicile, joua apparemment un rôle clé dans le rétablissement de la paix à Ciaculli : le lieutenant Piddu, suivant ses conseils, offrit du travail dans les plantations de mandariniers dont il était gérant à deux de ses neveux orphelins. Les cousins ennemis se partagèrent bientôt la direction d'une société d'exportation d'agrumes et s'associèrent pour acheter une entreprise de transport de voyageurs. La paix retrouvée redora le blason du lieutenant Piddu, dont les bonnes relations avec la *cosca* de Villabate furent consacrées par le mariage de son fils avec la fille du boss de Villabate.

La police savait peu de chose sur le mobile de ce bain de sang entre les deux familles Greco. Depuis le double meurtre initial, un mur d'*omertà* bloquait l'enquête. Des indicateurs suggérèrent que le drame avait été provoqué par une dispute ayant éclaté sept ans plus tôt entre cousins Greco à l'occasion de la fête du Crucifix, cérémonie qui avait lieu chaque année à Ciaculli. Ce 1er octobre 1939, six jeunes gens de Giardini vinrent à Ciaculli pour voir le crucifix exposé à la dévotion des fidèles. Deux d'entre eux étaient les fils du lieutenant Piddu. Suivant l'exemple d'autres paroissiens, ils entrèrent dans l'église et prirent un banc pour aller s'asseoir dehors. Une dispute s'ensuivit avec des garçons de Ciaculli, parmi lesquels un cousin des deux Greco de Giardini. Sur le chemin du retour, cette nuit-là, ces derniers se retrouvèrent face à face avec les Greco de Ciaculli armés de revolvers et de couteaux. Giuseppe, dix-sept ans, l'un des fils du lieutenant Piddu, fut tué ; son cousin de Ciaculli fut blessé. Quatre ans plus tard, il mourut de mort naturelle en prison, alors qu'il attendait d'être jugé.

Donc, selon la rumeur, une vendetta familiale fut à l'origine de la guerre qui allait éclater en 1946. Mais aujourd'hui, les historiens,

sceptiques, se demandent si cette rixe entre adolescents a réellement été le catalyseur d'une tuerie qui mit en danger les intérêts de la mafia de tout l'est de Palerme. Il est frappant de noter que six des victimes de cette guerre ne portaient pas le nom de Greco. Le véritable enjeu était le contrôle du marché des agrumes, à une époque où la Mafia sortait affaiblie du régime fasciste. Il s'agissait donc probablement d'une lutte entre *cosche*, ou entre factions d'une même *cosca*, motivée par le pouvoir et l'argent : le lieutenant Piddu, mettant de côté la mort de son fils, aurait attendu sept ans avant de s'en réclamer pour justifier sa mainmise sur la zone entre Ciaculli et Giardini. Après s'être débarrassé des deux boss de Ciaculli, il fit courir la rumeur selon laquelle il avait voulu venger son fils. Quand un chef mafieux s'occupe de sa famille, son honneur et son statut s'en trouvent grandis ; on recherche son amitié. En faisant bien voir qu'il défendait les siens, le « Piddu » Greco renforçait du même coup sa réputation d'homme d'affaires.

Autrement dit, une énième version du mythe de la « chevalerie rustique » était utilisée comme outil pour servir des intérêts mafieux. Un épisode similaire avait déjà eu lieu en 1916, à Ciaculli, dont le prêtre avait été tué par balles. Les Greco, membres éminents de la fraternité religieuse du village, s'occupèrent ostensiblement des obsèques, tout en faisant courir le bruit que le prêtre, coureur de jupons, avait été tué par un mari jaloux – crime de passion et d'honneur « typiquement sicilien ». En réalité, cet homme honnête et courageux avait tenté de faire la lumière sur la gestion douteuse des biens et des œuvres de l'Église par les Greco.

Grâce à cette manipulation de la vérité, quand les Greco de Giardini sortirent victorieux de la guerre de 1946-1947, ils considérèrent le rôle qu'ils avaient joué avec une grande tranquillité d'esprit. Le lieutenant Piddu pouvait se dire qu'il avait concilié ses devoirs de père et de *capo*. Il est un exemple du soin extrême que consacrent les mafiosi à la gestion conjointe de leurs affaires et de leurs familles. Cette préoccupation se traduit par des règlements sur la place des membres d'une même famille à l'intérieur d'une organisation mafieuse. Ces règles sont constamment décrétées, remaniées, brisées et renouvelées : par exemple, seuls deux fils du même père peuvent être affiliés à une même Famille ; les fils dont les pères ont été tués au cours d'une lutte pour la prise de pouvoir n'ont pas le droit d'être affiliés, de peur qu'ils ne cherchent à se venger.

S'ils respectent scrupuleusement ces règles, les hommes d'honneur parviennent à transformer leurs familles en dynasties mafieuses. À ce titre, les Greco sont champions toutes catégories : l'un des fils du lieutenant Piddu, Michele, âgé d'une vingtaine d'années au moment de la guerre de 1946-1947, devint trente ans plus tard patron des patrons, l'archétype du *capo* mafieux : visage sévère, taciturne, ne parlant que par maximes et paraboles. Toutes sortes de notables, des banquiers jusqu'aux aristocrates, étaient invités à chasser et dîner sur son domaine – où il avait par ailleurs fait installer un laboratoire de raffinage d'héroïne. Au cours de la guerre mafieuse de 1982, des dizaines de mafiosi – la quasi-totalité de la Famille Partanna Mondello – y furent massacrés après un barbecue. Michele Greco s'habillait avec un luxe discret et arborait une attitude d'ecclésiastique ; ne le surnommait-on pas « le Pape » ? Ces manières n'étaient nullement affectées ; elles faisaient partie d'un portefeuille de compétences professionnelles qui lui avait été transmis par ses ancêtres.

La guerre des Greco permit donc à Ciaculli de retrouver la paix. Mais le calme ne revint dans le reste de l'île qu'après la mort du « dernier bandit », Salvatore Giuliano.

Le dernier bandit

Depuis sa naissance, entre 1860 et 1870, la Mafia a toujours entretenu des relations intimes et ambiguës avec les bandits ; l'honorable société les utilisait et les protégeait quand elle avait besoin d'eux, puis les dénonçait à la police dès qu'ils commençaient à la déranger. Ce scénario se répéta pour la dernière fois dans les années 1940 avec Salvatore Giuliano, le plus célèbre et sanguinaire des bandits. L'histoire de Giuliano représente davantage qu'un sinistre épilogue à l'histoire du brigandage sicilien ; témoin de la réémergence de la Mafia après la répression fasciste, elle marqua peut-être le début de la collusion entre un État démocratique et les actes terroristes dirigés contre sa propre population.

Au sommet de sa gloire, Giuliano posait d'autant plus volontiers devant les photographes de presse qu'il se dérobait aux autorités ; tout le monde en Italie connaît son visage. Sur le cliché le plus connu, il fixe bien droit l'objectif, pouces glissés dans la ceinture, étui de revolver à la hanche ; les pans de sa veste, rejetés en arrière, s'ouvrent sur une chemise ample à col ouvert. D'après un calcul récent, quarante et une biographies ont été rédigées depuis sa mort – davantage que pour tout autre personnage connu de l'après-guerre en Italie. Chaque ouvrage promettait de révéler les secrets cachés derrière ce visage séduisant, mais seul le cinéma parvint à démontrer que, dans l'histoire de cet homme, voir et comprendre sont deux choses différentes. Le chef-d'œuvre de Francesco Rosi, *Salvatore Giuliano*, fut réalisé en 1961, onze ans après la mort du bandit. Le tournage eut lieu dans les montagnes qui surplombent Montelepre, fief de Giuliano. Les figurants étaient des paysans de la région. Une

femme qui venait de perdre son fils jouait le rôle de la mère du bandit dans la scène où elle vient identifier le corps, et Rosi utilisa même le propre fusil de Giuliano. En un contraste saisissant avec ce grand souci d'authenticité, le héros, lui, n'est filmé que de dos ou de profil, et son célèbre visage est toujours caché derrière des jumelles ou masqué par le châle de sa mère. Il apparaît souvent au loin, vêtu d'un imperméable blanc, comme s'il n'était qu'une forme vide au milieu de l'image, surface vierge sur laquelle les autres personnages projettent leur propre version de l'histoire. La vérité sur Giuliano ne réside pas dans son personnage, nous suggère Rosi, mais dans un réseau de relations entre bandits, paysans, police, armée, hommes politiques et média. Et la Mafia était embusquée au centre de cette toile.

Salvatore Giuliano était le dernier des quatre enfants d'une famille paysanne de Montelepre, village de montagne situé à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de Palerme. Petit garçon, il adorait tout ce qui était américain ; cette passion pour les États-Unis fut l'une des rares constantes de ses convictions politiques, exaltées et confuses.

Sa carrière dans le banditisme débuta à l'automne qui suivit l'invasion alliée. Il était alors âgé de vingt et un ans et travaillait comme commissionnaire pour une entreprise d'électricité. Les carabiniers le surprirent un jour qu'il transportait un sac de blé pour le marché noir. Giuliano tira pour s'échapper et prit le maquis, laissant derrière lui le cadavre d'un carabinier.

Trois mois plus tard, il mitrailla sa deuxième victime, encore un membre des forces de l'ordre. Une dizaine de personnes de sa famille, soupçonnées de l'aider à se cacher, furent incarcérées. Début 1944, grâce à Giuliano, elles parvinrent à s'évader de la prison de Monreale. Cet épisode ne fit qu'augmenter son prestige et lui permit de constituer le noyau dur de sa bande.

Au cours de l'année suivante, ses hommes et lui se retrouvèrent pour des opérations de marché noir, des cambriolages, des enlèvements, avant de se fondre à nouveau dans la communauté, une fois leurs méfaits accomplis. Giuliano, qui possédait un charme fruste et un fameux don pour la publicité, n'hésitait pas à cultiver un côté Robin des bois, alors qu'il usait d'intimidation et de corruption pour s'assurer du silence de ceux qui l'entouraient. Il exécutait sans pitié tous ceux qu'il soupçonnait de trahison, faisant mentir l'image de

ROMEO GIGLI

la Repubblica

Direttore Eugenio Scalfari

ROMEO GIGLI

Anno 17 - Numero 121 - L. 1200

domenica 24 maggio 1992

Una tonnellata di tritolo: 5 morti e 7 feriti. Mea culpa dei partiti a Roma

Falcone assassinato

Strage di mafia, è morta anche la moglie

Shock a Montecitorio: oggi il Presidente

Non c'è più tempo

di EUGENIO SCALFARI

LASCIA allibiti l'attentato che è costato la vita al giudice Falcone, a sua moglie e agli uomini della scorta. Incute sgomento e paura. Ancora sangue in Sicilia, ancora morti, ancora mistero sugli esecutori e i mandanti i quali avevano comunque perfetta cognizione dei movimenti delle loro vittime e sono stati in grado di programmarne la strage con cronometrica esattezza.

All'apertura della campagna elettorale fu uccisa a Palermo Salvo Lima, primo anello di congiunzione della politica siciliana con le cosche mafiose. Alla vigilia della elezione presidenziale è stato falciato Falcone: è terribile questa scansione che intreccia gli atti della malavita con le scadenze della politica, inquinando e avvelenando l'intera vita pubblica di questo disgraziato paese.

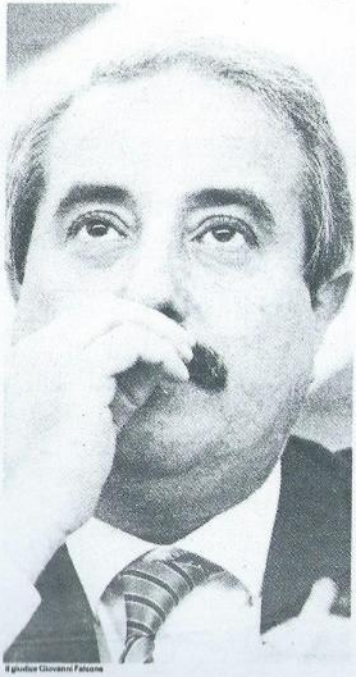
Falcone era il simbolo della lotta contro la mafia. La bomba fatta esplodere contro di lui rivestì una gravità addirittura superiore all'assassinio del generale Dalla Chiesa: per la coincidenza con fatti politici di grande rilievo, vien fatto di paragonarla al rapimento di Aldo Moro, consumatosi nel momento stesso in cui si presentava in Parlamento il primo governo sostenuto dal partito comunista. Saranno coincidenze fortuite ma danno molto gravemente da pensare su un sviluppo di questioni mai veramente rischiarate dalla luce della verità.

Noi ci troviamo ora, nello stesso tempo, di fronte a tre emergenze: quella criminale, quella finanziaria e quella istituzionale. Mai la vita di questo paese era arrivata, dal 1945 in poi, ad un punto così drammatico e cruciale. Mai come ora è necessario che la rappresentanza politica dia segno di estrema responsabilità e faccia prevalere gli interessi dello Stato su quelli delle parti e delle fazioni.

Finiro oggi il Parlamento deve eleggere il presidente della Repubblica. Possibilmente entro domani il nuovo eletto deve designare il nuovo capo del governo.

SEGUE A PAGINA 6

Edizione speciale domani Repubblica sarà in edicola



Il giudice Giovanni Falcone

Uccisi anche i tre agenti di scorta "Mi hanno delegittimato. Ora Cosa Nostra è pronta per vendicarsi..." Scalfaro o Spadolini al Quirinale?

Una tonnellata di esplosivo sull'autostrada, un cratere di venti metri, cinque morti: il giudice Giovanni Falcone, la moglie, i tre agenti di scorta. Sette i feriti

Nell'ultima intervista a "Repubblica" aveva detto: "Cosa Nostra non dimentica, non è una piovra, è una pantera feroce. Con la memoria di un elefante"

Martelli è in lacrime: "Giovanni era il migliore, ed ora è morto". Il ministro lo aveva scelto come Super Procuratore nazionale antimafia, contro il Csm

Montecitorio è sotto shock. Appena appresa la notizia i partiti si sono impegnati in frenetiche trattative per eleggere già oggi il Presidente: Spadolini o Scalfaro

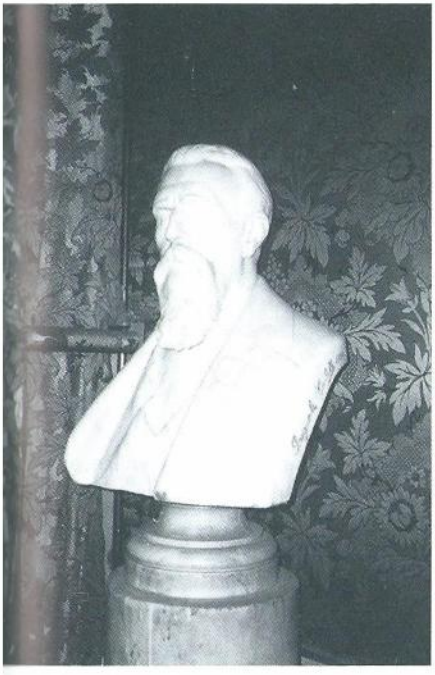
Adesso i partiti recitano il "mea culpa". Per il vuoto di potere in cui è la Repubblica, per la crisi delle istituzioni che aiuta la mafia. Spadolini sarà oggi a Palermo

Forlani dopo le dimissioni si sfoga con "Repubblica" contro i parlamentari di: "Che cosa vogliono? Che la gente dica: se è così è meglio che torni Mussolini?"

DA PAGINA 2 A PAGINA 11 i servizi di ATTILIO BOLZONI, SANDRA BONSANTI, ANTONELLO CAPORALE, GIUSEPPE D'AVANZO FEDERICO GERMICCA, ALESSANDRA LONGO, GIANLUCA LUZI GIOVANNI MARINO, STEFANO MARRONI, SILVANA MAZZOCCHI SEBASTIANO MESSINA, BARBARA PALOMBELLI, UMBERTO ROSSO FRANCESCO VIVIANO e ALESSANDRA ZINITI

Mai 1992. L'Italie incrédule apprend que le juge Giovanni Falcone, l'ennemi n° 1 de Cosa Nostra, vient d'être assassiné. Il serait impossible d'écrire une histoire de la mafia sicilienne sans les enquêtes du juge Falcone.

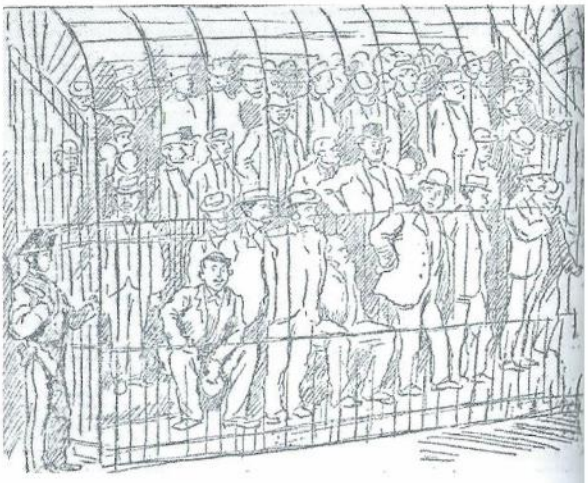
Le mafioso qui a révélé les secrets de Cosa Nostra au juge Falcone : Tommaso Buscetta (à droite), en compagnie de sa troisième épouse et du père de celle-ci, sur un cliché pris au Brésil en 1971 ou 1972.



Nicolò Turrisi Colonna, baron de Buonvicino et expert énigmatique de la « Secte ». Il a désormais son buste au Palazzo delle Aquile, siège de la mairie de Palerme.

Sidney Sonnino (assis), Leopoldo Franchetti (à droite) et leur compagnon de voyage Enea Cavalieri, à la veille de l'expédition de Sicile en 1876.

Le portail du Fondo Favarella à Ciaculli, où Michele Greco, dit « le Pape », partageait son temps entre les mandarines et l'héroïne. Les racines de la Mafia comme son histoire récente se trouvent derrière les murs des vergers d'agrumes aux alentours de Palerme.



Les accusés du procès de 1901 provoqué par le rapport sur la Mafia du chef de la police Sangiorgi. Illustration d'un journal de l'époque.

Le seul portrait connu du chef de la police de Palerme, Ermanno Sangiorgi, tiré d'un journal de 1901. Sangiorgi connaissait mieux que quiconque la Mafia de la première période.

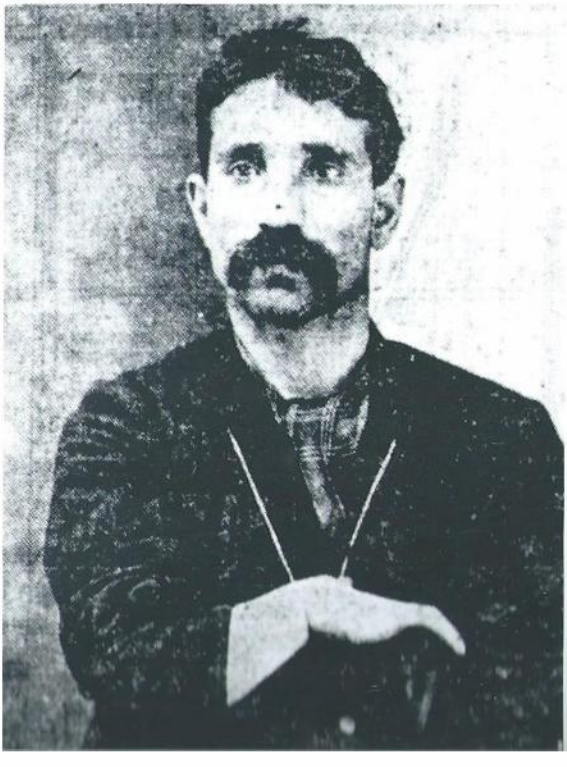
La presse s'intéresse à la Mafia en 1901. « Une audience mouvementée du procès Notarbartolo à Bologne. L'inculpé, Palizzolo, assure lui-même sa défense. »

Corleone, 1915. Photographie de la police du corps sans vie de Bernardino Verro. Certains des coups de feu qui l'ont abattu ont été tirés de la porte située à gauche du cliché.

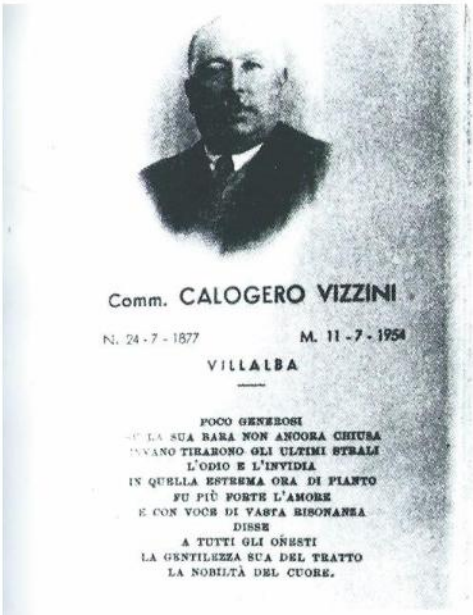
Le héros de la lutte contre la mafia de Corleone, Bernardino Verro. Ce buste, disposé face à la rue où il trouva la mort, a été dérobé en 1925.

Le « Préfet de fer » de la période fasciste, Cesare Mori.

Joe Petrosino, pourfendeur de la mafia de New York, au début du XX[e] siècle.



Giuseppe « Piddu » Morello, le chef au doigt unique de la mafia américaine. Cette photo de presse date de l'époque de « l'affaire du cadavre dans le tonneau », 1903.



Comm. CALOGERO VIZZINI

N. 24 - 7 - 1877 M. 11 - 7 - 1954

VILLALBA

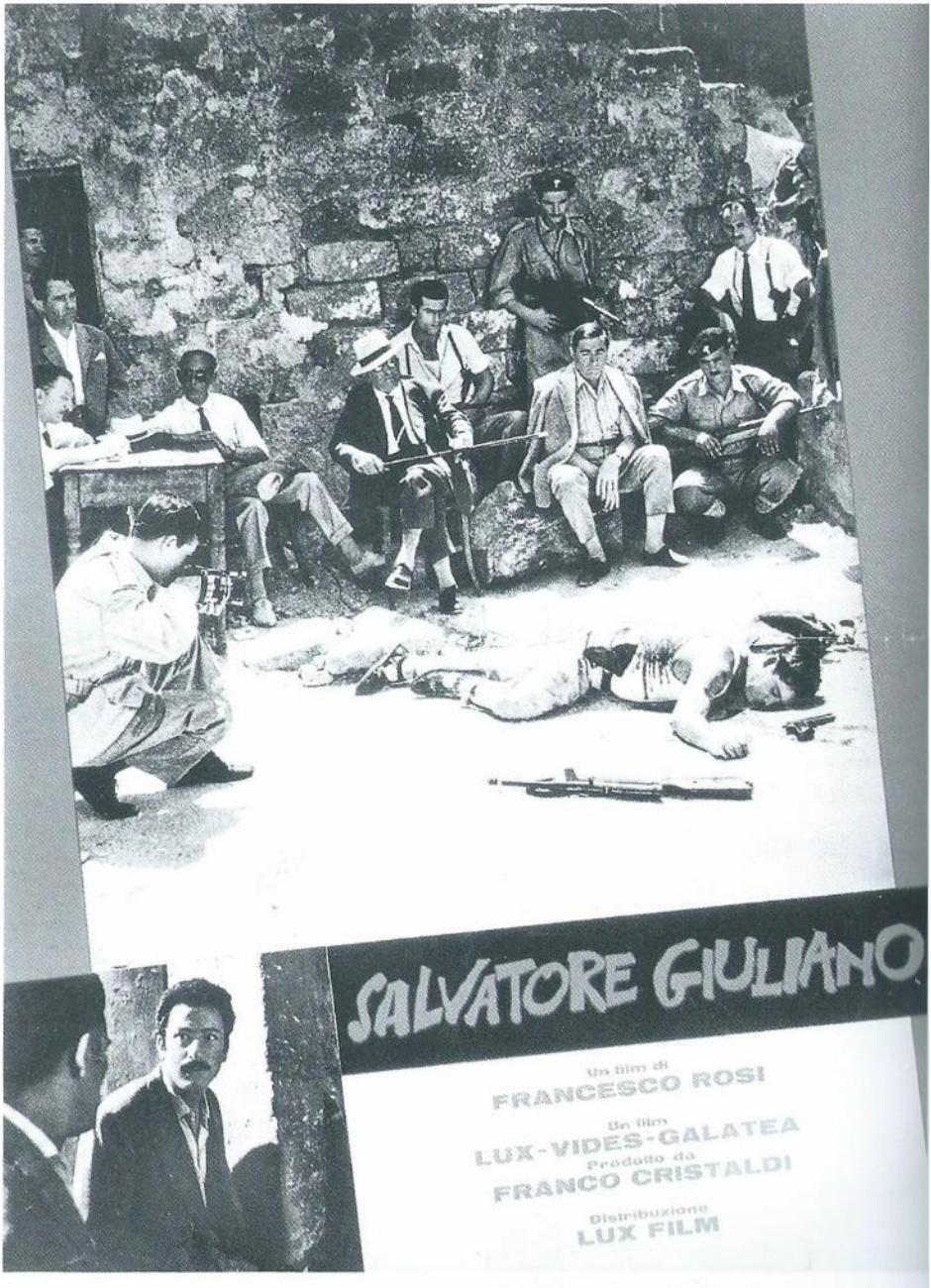
POCO GENEROSI
SU LA SUA BARA NON ANCORA CHIUSA
INVANO TIRARONO GLI ULTIMI STRALI
L'ODIO E L'INVIDIA
IN QUELLA ESTREMA ORA DI PIANTO
FU PIÙ FORTE L'AMORE
E CON VOCE DI VASTA RISONANZA
DISSE
A TUTTI GLI ONESTI
LA GENTILEZZA SUA DEL TRATTO
LA NOBILTÀ DEL CUORE.

Vedi giudizio umano, come spesso erri!

DI VEDUTE LARGHE
NEI COMMERCI NELL'INDUSTRIA
RAGGIUNSE ALTEZZE MAI TOCCATE
CON FELICE INTUITO
PRECORSE ED ATTUÒ LA RIFORMA AGRARIA
SOLLEVÒ LE SORTI
DEGLI OSCURI OPERAI DELLA MINIERA
E RACCOLSE SIMPATIE E PRESTIGIO
NEMICO DI TUTTE LE INGIUSTIZIE
UMILE CON GLI UMILI
GRANDE CON I PIÙ GRANDI
DIMOSTRÒ
CON LE PAROLE CON LE OPERE
CHE LA MAFIA SUA NON FU DELINQUENZA
MA RISPETTO ALLA LEGGE
DIFESA DI OGNI DIRITTO
GRANDEZZA DI ANIMO
FU AMORE

L'avis de décès de Don Calò Vizzini. « En vain la haine et l'envie mesquine ont-elles décoché leurs derniers traits contre son cercueil avant même qu'il fût refermé. Mais en cette heure suprême de deuil, l'amour s'est montré le plus fort et a parlé d'une voix puissante à tous les hommes honnêtes de la douceur de son âme et de la noblesse de son cœur. » Le texte conclut par ces mots : « Il a montré dans ses actes et ses paroles que sa Mafia n'était pas criminelle, mais respect de la loi, défense de tous les droits et grandeur d'âme ; qu'elle fut amour. »

Le dernier bandit : le photogénique Salvatore Giuliano.



Affiche du chef-d'œuvre de Francesco Rosi, *Salvatore Giuliano* (1961). Elle montre la mise en scène de la mort de Giuliano, qui fut elle-même mise en scène par les autorités.

« L'arrogant petit escroc corléonais », Vito Ciancimino (avec la cigarette), lié au « sac de Palerme » par Cosa Nostra.

Le cardinal Ernesto Ruffini donnant une légitimité à Salvo Lima, un politicien soutenu par la Mafia. Palerme, 1957.

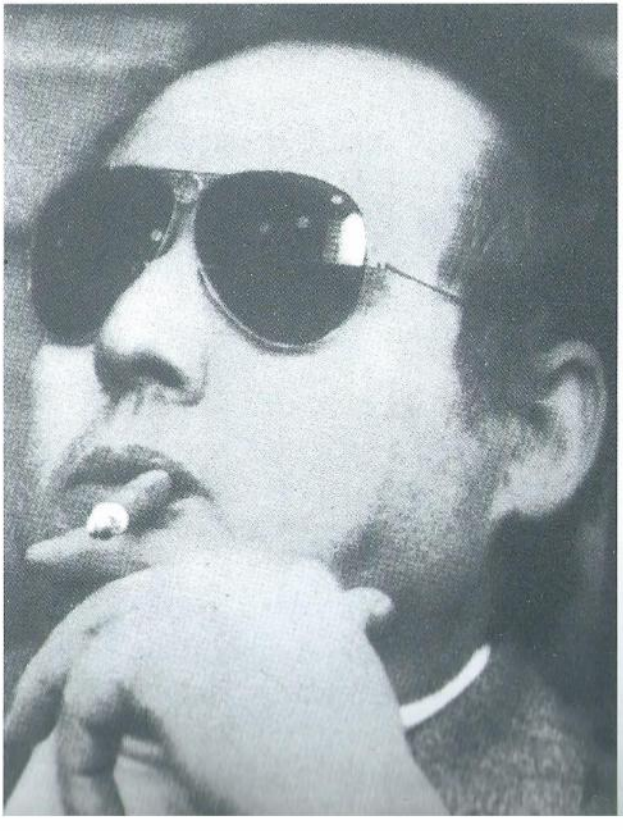
Les restes de l'Alfa Romeo Giulietta volée, dont l'explosion provoqua la mort de sept personnes, parmi lesquelles des policiers, à Ciaculli, en juin 1963.

Le monument aux victimes de l'attentat de Ciaculli. Son inscription désormais sonne le creux : « Érigé par le gouvernement régional de Sicile en mémoire des hommes emportés par la Mafia à Ciaculli. Leur sacrifice a transformé l'horreur publique en un mouvement pour la rédemption civique. »

Le massacre de Viale Lazio, le 10 décembre 1969, qui marqua la reprise des activités de la Mafia après l'attentat de Ciaculli.

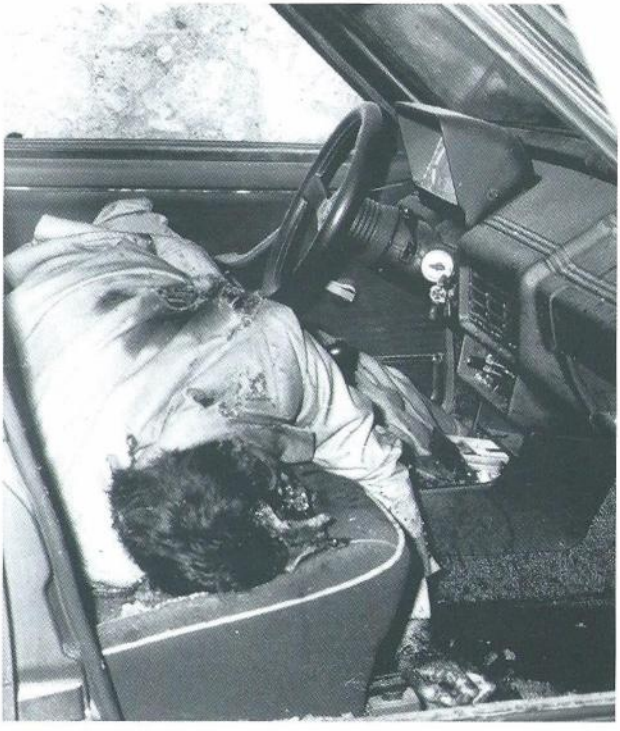
Les femmes vivant dans l'orbite de la Mafia sont parfois une menace pour l'organisation : Serafina Battaglia, au cours du procès des deux mafiosi soupçonnés d'avoir assassiné son fils (mais ensuite acquittés). Elle avait auparavant encouragé celui-ci à venger le meurtre de son mari, lui-même tué dans une vendetta. Années 1960.

Funérailles à Corleone, rebaptisé « la Tombe ». Enterrement des hommes de Michele Navarra, « notre Père », après une fusillade avec des hommes de Luciano Leggio dans le centre-ville. Corleone, 1958.



Luciano Leggio devant le tribunal dans les années 1970. Sa pose doit beaucoup à Marlon Brando dans le personnage de Don Corleone.

Les deux meurtres qui inaugurèrent la seconde guerre mafieuse, la *mattanza*, en avril et mai 1981.



Stefano Bontate, « Prince de Villagrazia ».

Salvatore Inzerillo, chef de la Famille Passo di Rigano de Palerme et cousin du parrain new-yorkais Carlo Gambino.

Cinisi, 1952. Peppino Impastato, qui allait devenir un martyr de la lutte contre Cosa Nostra, est le petit garçon à gauche de la photo, tenant la main de son père.

Giulio Andreotti (à gauche), sept fois président du Conseil, avec son ami Salvo Lima qui occupa pendant des décennies une position charnière entre la Mafia et la politique.

Une journée ordinaire au tribunal pour les accusés du maxi-procès, 1986.

L'unique photo de Bernardo Provenzano, prise en 1959, dont les autorités ont longtemps disposé. À droite, le portrait-robot vieilli diffusé par la police.

Septembre 1989 : Giovanni Falcone (avec la main dans la poche) arrive sur la scène d'une « vendetta transversale » (où la famille d'un mafioso est tuée à titre de représailles). Dans ce cas, les victimes sont la mère, la sœur et la tante du repenti Francesco Marino Mannoia.

prince des voleurs dont il aimait se prévaloir : le nombre de ses victimes est estimé à quatre cent trente.

Les relations de Giuliano avec la Mafia suivent un schéma classique ; il n'aurait pu rester en vie toutes ces années et faire de son gang l'un des plus fameux de Sicile sans la protection des hommes d'honneur. Lorsqu'il enlevait quelqu'un, la famille savait qu'elle devait se tourner vers le chef mafieux local, qui garantissait la restitution du prisonnier sain et sauf en échange d'une part de la rançon. En d'autres termes, la Mafia taxait à la fois les bandits et leurs victimes.

L'un des comparses de Giuliano révéla plus tard que ce dernier avait subi le rituel d'initiation de la Mafia. Tommaso Buscetta affirma qu'il a été présenté à Giuliano comme étant « la même chose que lui », ce qui ne signifie pas pour autant que le bandit appartenait à l'organisation ; en l'initiant, la Mafia s'assurait de sa loyauté et surveillait ses activités.

La différence majeure entre Giuliano et ses prédécesseurs est le fait qu'il se mit au service d'une idéologie politique. Les séparatistes furent les premiers à vouloir le recruter : au printemps 1945, il rencontra leurs dirigeants, parmi lesquels se trouvait le fils de Tasca Bordonaro, ancien maire de Palerme sous l'AMGOT. Le bandit réclama dix millions de lires pour que lui et ses hommes viennent grossir les rangs de l'armée séparatiste. On lui proposa un million, plus le grade de colonel et la promesse d'armes et d'uniformes. Giuliano participa au soulèvement en prenant d'assaut cinq casernes de carabiniers, sans cesser pour autant ses activités criminelles, comme l'attaque du train Palerme-Trapani. Toutefois, en dépit de son assistance, la révolte des séparatistes fut écrasée.

Le déclin de l'indépendantisme le laissa tout d'abord orphelin. Les choses semblèrent mal tourner pour lui quand, en 1946, l'État italien commença à répondre militairement aux bandes armées et qu'au même moment, la Mafia abandonna les hors-la-loi qu'elle avait longtemps protégés. Les uns après les autres, des bandits furent tués ou capturés, souvent grâce aux contacts entre policiers et mafiosi. Et comme souvent par le passé, la frontière fut opportunément tracée entre les malfaiteurs qui pouvaient être sacrifiés et les mafiosi qui restaient proches du pouvoir politique. La police retrouva même les cadavres de chefs de bande assassinés par des mains inconnues. Une fois encore, en Sicile occidentale, la Mafia jouait son rôle de maintien de l'ordre.

Giuliano répondit à la crise avec son panache habituel, en annonçant publiquement qu'il avait mis à prix la tête du ministre de l'Intérieur. Il savait qu'il devait aussi se gagner de nouveaux alliés politiques, s'il voulait obtenir une grâce quand la Sicile retrouverait une stabilité politique ; il décida donc de se mettre au service de la lutte contre le communisme. Par l'intermédiaire d'un journaliste américain, il envoya une lettre au président Truman, dans laquelle il se plaignait des « intolérables aboiements des chiens communistes » et lui annonçait sa décision de combattre le péril rouge. En avril 1947, les résultats des élections à l'assemblée régionale furent un choc pour lui : les partis de gauche, unis dans un rassemblement populaire, remportèrent un grand nombre de sièges. Ils avaient gagné presque 30 % des voix et représentaient le groupe politique le plus important. Ce fut l'occasion pour le « roi de Montelepre » de perpétrer un monstrueux massacre.

Dans la mémoire des Italiens, le nom de Salvatore Giuliano sera toujours associé à un lieu : Portella della Ginestra. Aucun endroit en Sicile ne semble plus sinistre et plus hanté par la violence que cette grande trouée au bout d'une vallée, entre Piana degli Albanesi et San Giuseppe Jato. C'est là que les paysans de la région vinrent célébrer le 1er mai 1947. Les familles s'étaient mises sur leur trente et un pour aller pique-niquer, chanter et danser ; on avait décoré ânes et carrioles de bannières et de rubans pour cette fête des libertés retrouvées après la chute du fascisme.

À dix heures quinze, le secrétaire du parti populaire de Piana degli Albanesi se dressa parmi les drapeaux rouges pour ouvrir les festivités. Il fut interrompu par des coups de feu. Tout d'abord, les gens crurent à un feu d'artifice. Puis les balles tirées par les hommes de Giuliano atteignirent leurs cibles. Dix minutes de mitraillage venu des collines avoisinantes laissèrent onze morts, parmi lesquels Serafino Lascari, quinze ans, Giovanni Grifò, douze ans, Giuseppe Di Maggio et Vincenzo La Fata, sept ans. Trente-trois personnes furent blessées, parmi lesquelles une fillette de treize ans qui eut la mâchoire arrachée.

L'impact de ce massacre sur la population fut profond et durable. Quand Francesco Rosi vint tourner la séquence de Portella della Ginestra pour son film sur Giuliano, il demanda à un millier de paysans de rejouer exactement la scène qu'eux, leurs amis et leur famille avaient vécue quatorze ans plus tôt ; le tournage échappa bientôt au

contrôle du réalisateur : au moment où le bruit des mitraillettes se fit entendre, la foule, prise de panique, renversa l'une des caméras en tentant de s'enfuir. Des femmes tombèrent à genoux et se mirent à prier; des hommes se roulaient par terre en hurlant. Une vieille paysanne, entièrement vêtue de noir, plantée devant l'objectif répétait en gémissant : « Où sont mes enfants ? » Deux de ses fils étaient tombés sous les balles de Giuliano.

Malgré l'indignation de l'opinion publique, le « roi de Montelepre » resta encore trois ans en liberté. Après le massacre, les conflits sociaux se figèrent et les démocrates chrétiens dominèrent le paysage politique. Ce fut ce changement, plus que la colère et le chagrin provoqués par les méfaits de Giuliano, qui fit de lui une sorte d'anachronisme vivant. Les victoires électorales de la DC repoussaient le spectre du communisme qui était le fonds de commerce du bandit.

Il continua d'agresser les militants du mouvement paysan et de défier les institutions, mais peu à peu les membres de sa bande tombèrent aux mains des autorités, souvent avec l'aide gracieuse de la Mafia. En même temps, ses actions devenaient de plus en plus difficiles à comprendre : au cours de l'été 1948, il tua cinq mafiosi, dont le boss de Partinico, on ne sait trop pour quelles raisons, mais il paraît évident que cette tuerie scella le destin de Giuliano. Néanmoins, un an plus tard, il était encore suffisamment puissant pour assassiner six carabiniers dans une embuscade à Bellolampo, juste à la sortie de Palerme.

Durant tout ce temps, l'enquête sur le massacre de Portella della Ginestra se poursuivait laborieusement; on soupçonnait une personnalité haut placée, peut-être le ministre de l'Intérieur, d'avoir commandité la tuerie. Giuliano rédigea une lettre dans laquelle il endossait complètement la responsabilité des meurtres et niait avoir agi sur ordre. Il disait avoir ordonné à ses hommes de tirer au-dessus de la foule sans intention de tuer quiconque. La mort des enfants était d'ailleurs la preuve qu'il s'agissait d'un accident, expliqua-t-il : « Pensez-vous que j'aie une pierre à la place du cœur ? » Mais les huit cents cartouches retrouvées sur les lieux du mitraillage sont suffisamment parlantes, pour que ce démenti sonne affreusement creux.

Lorsqu'il prit la parole à Portella della Ginestra à l'occasion du deuxième anniversaire du massacre, le dirigeant communiste Giro-

lamo Li Causi, qui avait survécu à son accrochage avec les hommes de Don Calò à Villalba en septembre 1944 et était devenu sénateur, somma publiquement Giuliano de donner les noms de ses commanditaires. S'ensuivit un extraordinaire échange de communiqués dans la presse. Un courrier adressé à Li Causi disait en substance : « Seuls les hommes sans honneur donnent des noms. Un homme qui veut faire justice lui-même, qui veut garder sa réputation et qui met sa vie au service de ses idées ne dénonce personne. » Li Causi répondit en rappelant à Giuliano qu'il serait certainement trahi un jour ou l'autre : « Ne comprenez-vous pas que Scelba (le ministre de l'Intérieur, un Sicilien) vous fera éliminer[8] ? » Giuliano répliqua, faisant allusion à d'importants secrets : « Je sais que Scelba veut me faire tuer. Il veut ma mort parce que je lui donne des cauchemars. Je peux faire en sorte qu'il soit amené à s'expliquer sur des actes qui, s'ils étaient révélés, ruineraient sa carrière politique et détruiraient sa vie. » Mais personne ne savait ce qu'il fallait en penser.

Au cours de l'été 1950, des membres de la bande de Giuliano furent arrêtés et traduits en justice à Viterbe, près de Rome ; le procès était censé répondre à toutes les questions. Mais à peine les auditions avaient-elles commencé que le mystère s'épaissit : le corps de Giuliano venait d'être retrouvé dans la cour d'une maison de Castelvetrano, loin de son royaume de Montelepre.

Le film de Francesco Rosi s'ouvre sur un plan soigneusement reconstitué du corps du bandit gisant face contre terre dans une petite cour, en chaussettes et sandales, recouvert d'une veste ensanglantée ; un filet de sang séché macule la terre battue à côté de lui. Sa main droite, à laquelle brille une bague en diamant, est tendue vers un pistolet Beretta. En fait, la scène est empreinte d'ironie ; Rosi savait fort bien que la « vraie » scène de la mort de Giuliano était aussi fausse que sa version cinématographique : quand les reporters vinrent photographier le corps du malfaiteur, les carabiniers prétendirent l'avoir abattu après un violent échange de coups de feu. Mais un courageux journaliste d'investigation démontra bientôt que la version officielle était pure fiction. Son journal titra à la une : « Une seule chose est sûre, c'est qu'il est mort. » Une explication plus plausible finit par se faire jour : Giuliano avait été tué dans son lit, probablement par son cousin et lieutenant Gaspare Pisciotta – devenu nervi des carabiniers ; ces derniers avaient ensuite transporté le corps dans la cour afin de l'exposer aux photographes. Mais ce qu'ils voulaient cacher

reste obscur. Il n'en demeure pas moins que Giuliano a été tué alors qu'il aurait pu être arrêté ; il y avait certainement des hommes politiques, des policiers, des carabiniers, et des mafieux qui préféraient le savoir mort.

Dans la salle d'audience de Viterbe, les membres de la bande fournirent matière à passionner l'auditoire. Ils répétèrent que Mario Scelba, ministre de l'Intérieur, était impliqué dans la boucherie de Portella della Ginestra. Leurs accusations étaient souvent vagues ou contradictoires : faire porter la responsabilité du massacre sur des hommes politiques et des policiers servait évidemment les intérêts des bandits, mais ces accusations étaient aussi alarmantes que déconcertantes. Au bout du compte, le juge conclut qu'aucune autorité supérieure n'avait ordonné la tuerie et que la bande de Giuliano avait agi de façon autonome, dans le but de punir les hommes de gauche de leur succès aux élections.

Le verdict ne contenta personne, car trop de pièces du puzzle ne coïncidaient pas. Bien qu'il soit désormais vain de vouloir percer le mystère qui entoure cette affaire, il est intéressant de dresser une liste de détails suspects. Depuis la mort de Giuliano, les « coulissologistes » tentent de reconstruire un tableau cohérent à partir des faits suivants :

– Plusieurs témoins se souviennent que Giuliano avait reçu une lettre juste avant de perpétrer la tuerie. Après l'avoir lue, il la détruisit avec soin et annonça à ses comparses : « Les gars, l'heure de notre libération est proche », avant de leur expliquer son plan d'attaque. Personne ne sut jamais qui était l'expéditeur de la lettre.

– Après le massacre, le préfet de police de Sicile invita les chefs mafieux de Monreale chez lui, à Rome. Ils lui remirent un témoignage écrit de Giuliano, que le préfet aurait par la suite envoyé au domicile du magistrat instructeur de la cour d'appel de Palerme, un homme supposé avoir eu des contacts avec le bandit. Cette lettre ne fut jamais retrouvée.

– Le même préfet de police entretenait une correspondance régulière avec Giuliano par l'intermédiaire de la Mafia. Il eut une fois l'occasion de rencontrer le bandit ; les deux hommes partagèrent un *panettone* en buvant des liqueurs.

Le seul homme capable et désireux de révéler la vérité sur le massacre de Portella della Ginestra était Gaspare Pisciotta, son fringant

cousin, qui le trahit – et l'assassina sans doute – pour le compte des carabiniers. Alors qu'il faisait partie de la bande, il avait obtenu un laissez-passer signé par un colonel des carabiniers, lui permettant de circuler librement dans toute l'île. Pisciotta, qui souffrait de tuberculose, put aller consulter un médecin, sous la surveillance d'un officier de police. Au cours du procès de Viterbe, il déclara : « Les bandits, la police et la Mafia, nous ne formons qu'un seul corps, comme le Père, le Fils et le Saint-Esprit. »

À l'issue du procès de Viterbe, il fut condamné à la prison à vie pour sa participation au massacre. Pendant sa détention – il rédigeait son autobiographie et faisait de la broderie – les autorités commencèrent à prendre en compte ses déclarations. Il devait y avoir un nouveau procès, où il serait jugé pour le meurtre de Giuliano ; policiers et carabiniers, eux, seraient accusés de parjure. Pisciotta contacta un magistrat instructeur pour lui dire qu'il avait l'intention de révéler tout ce qu'il savait de l'affaire.

Il était alors détenu à Palerme, dans la prison de l'Ucciardone, « université du crime » depuis le milieu du XIX^e^ siècle. Le matin du 9 février 1954, il but son café dans lequel il avait versé ce qu'il croyait être son médicament contre la tuberculose. Il mit une heure à mourir, dans des convulsions abominables, symptomatiques de l'empoisonnement à la strychnine. Son autobiographie se volatilisa.

Il est inconcevable que Pisciotta ait été éliminé sans l'approbation de l'honorable société, qui s'assurait ainsi que la vérité ne sortirait jamais des murs de la prison.

7

Dieu, béton, héroïne et Cosa Nostra
1950-1963

Les débuts de Tommaso Buscetta

C'est probablement dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale que la mafia sicilienne commença à s'appeler Cosa Nostra. Il se peut que le terme, le plus récent de tous ceux donnés à l'organisation, soit né dans les communautés siciliennes des États-Unis et ait été importé en Sicile. On disait « notre chose », car elle n'était pas ouverte aux autres groupes ethniques. Mais comme les mafiosi ne laissent aucune trace écrite de leurs conversations denses et cryptiques, il n'existe aucun moyen de prouver d'où provient exactement l'expression. D'ailleurs le savoir ne nous apporterait pas grand-chose, car les mots n'ont guère d'importance aux yeux des mafieux ; la plupart préféreraient que « leur chose » ne soit jamais nommée, que son existence soit seulement suggérée par un haussement de sourcil ou un regard impassible. Comme ce fut le cas avec les autres noms donnés à l'organisation au fil du temps – la Fraternité, l'honorable société, etc. – l'émergence du terme Cosa Nostra ne dénota aucun changement particulier dans la structure ou les méthodes de l'organisation.

Buscetta pensait que Cosa Nostra était un nom ancien. Aucune preuve ne vient corroborer cette affirmation, et sa théorie ne fait pas davantage autorité que sa croyance en l'origine médiévale de la mafia sicilienne. Sans doute médiocre historien, Buscetta était en revanche un excellent témoin de son temps ; ses souvenirs s'échelonnent sur une bonne cinquantaine d'années. Il fait son entrée dans la Mafia après la Seconde Guerre mondiale, et, de 1945 à 1963 (année terrible, au cours de laquelle, comme beaucoup de mafiosi, il s'enfuit à l'étranger), il fut le témoin privilégié de l'évolution en

profondeur de Cosa Nostra. L'organisation se dota en effet d'un nouvel organe directeur, appelé Commission ou Coupole, qui renoua des liens avec la mafia américaine ; celle-ci l'entraîna dans le trafic transatlantique de l'héroïne. Ce fut à cette même période que Cosa Nostra découvrit un matériau qui était à la fois une nouvelle source de revenus et un lien privilégié avec le système politique : le béton.

Les opinions de Buscetta ne sont pas toujours fiables : d'une part, il se souvient des années 1950 comme d'un âge d'or, d'une époque où régnaient non l'appât du gain et la violence, mais le respect et l'honneur, ce qui est très loin de la vérité ; d'autre part, il passa une bonne partie de sa carrière hors de la Sicile. L'histoire de la mafia sicilienne n'est donc pas nécessairement celle qu'il nous raconte ni celle qu'il a vécue. Mais comme dorénavant Buscetta apparaîtra souvent au long de ces pages, il nous semble important de cerner la personnalité de l'homme et du mafioso.

Il y a une raison pour laquelle la vie amoureuse de Tommaso Buscetta est si connue en Italie. Le premier homme d'honneur à avoir expliqué le fonctionnement de Cosa Nostra au juge Falcone fut aussi le premier sur lequel les journalistes italiens purent tester leur théorie favorite qui voulait que le mafioso fût l'archétype du mâle méditerranéen, sensuel et macho. Avec ses lèvres charnues et généreuses, ses yeux ronds et tristes, on eût dit que Buscetta avait été fait pour le rôle.

En 1986, le célèbre et volubile présentateur de télévision italien Enzo Biagi se rendit à New York pour interviewer le plus connu des patrons de la mafia sicilienne. Il dut se plier au programme de protection de témoins mis au point par le DEA (Département de lutte contre la drogue) : un rendez-vous à l'hôtel St Moritz dans Central Park avec le chef de la sécurité, un certain « Hubert », suivi d'un long trajet en voiture à travers l'État, d'un changement de véhicule et d'une fouille approfondie, pour en fin de compte avoir le droit de passer plusieurs jours avec Buscetta en lieu sûr, dans une maison isolée. Après avoir gagné la confiance du mafioso en lui parlant famille et football (Buscetta était un fan de la Juventus), Biagi finit par poser au légendaire « Boss des deux mondes », coupable de multiples homicides et dépositaire de certains des plus sombres secrets de l'histoire italienne, la question qui lui brûlait les lèvres : « Vous souvenez-vous de votre première expérience sexuelle ? »

Buscetta fut trop heureux d'endosser ce rôle de « latin lover », car peu de temps auparavant, à Palerme, il avait évoqué des souvenirs bien plus pénibles, dans la vaste salle de tribunal à l'épreuve des bombes de la prison de l'Ucciardone. Il avait dû répondre à des questions ayant trait au trafic international de drogue et à un grand nombre d'homicides, face à un public composé des mafiosi qui avaient tué six membres de sa famille en l'espace de trois mois. Parler de ses conquêtes féminines avec le joyeux Biagi était une promenade de santé en comparaison ; de plus, Buscetta pouvait revenir sur l'un de ses sujets favoris, son propre magnétisme : « Mère Nature m'a donné du charisme, j'ai quelque chose en plus » : c'était là sa façon – pas tout à fait convaincante – d'expliquer pourquoi les hommes d'honneur le révéraient.

Pour la petite histoire, Tommaso Buscetta aurait perdu sa virginité à l'âge de huit ans ; ce fut la première et dernière fois de sa vie qu'il eut un rapport avec une prostituée ; la femme en question tenait également un petit étal en bord de route où elle vendait des olives, du fromage et des anchois, se contentant, en échange de ses faveurs, d'une bouteille d'huile d'olive. À partir de ce jour, les intrigues amoureuses tinrent une place importante dans la vie de Buscetta. Ses trois mariages furent ponctués d'innombrables infidélités, et ce, dès le premier, alors qu'il avait seulement seize ans ; le second « empiéta » sur le premier et il convola pour la troisième fois avec la fille d'un éminent avocat brésilien, de vingt-deux ans sa cadette. De ces trois mariages naquirent six enfants. Buscetta, très coquet, s'habillait à la dernière mode ; une photo, prise en 1971 ou 1972 au Brésil, peu après sa rencontre avec sa troisième épouse, le montre, souriant de toutes ses dents, en souliers et pantalons crème, chemise à jabot de dentelle ouverte sur le torse, découvrant un précieux pendentif en or. Il se fit également refaire le nez, toujours par coquetterie – bien avant son visage, à la demande des autorités américaines, pour sa protection.

Même s'il aimait se montrer comme l'archétype du mâle méditerranéen, Buscetta ne représentait pas du tout, sous cet aspect, l'*homo mafiosus*. Courir discrètement le guilledou n'était pas un crime aux yeux des hommes d'honneur, mais ne pas respecter sa femme en était un. La vie conjugale mouvementée de Buscetta lui créa des ennuis au sein de Cosa Nostra : en 1950, il fut suspendu de ses fonctions dans l'organisation à cause de ses fredaines. En 1972, il fut extradé

du Brésil et incarcéré à la prison de l'Ucciardone où il apprit que le chef de sa Famille voulait l'exclure pour n'avoir pas respecté ses deux premières épouses.

Né dans la banlieue est de Palerme en 1928, il était issu d'une famille qui n'avait aucun lien avec la Mafia. Bien que le dernier d'une fratrie de dix-sept enfants, ce n'était pas un gamin des rues poussé vers le crime parce qu'il n'avait pas d'autre chance dans la vie. Son père dirigeait une miroiterie qui employait une quinzaine de personnes. Comme beaucoup de familles siciliennes, les Buscetta souffrirent de la pénurie pendant la guerre et le jeune Tommaso dut se livrer au marché noir. Il commença aussi à voler de l'essence, de la confiture, du beurre et du salami aux Allemands, se créant un réseau de connaissances dans le milieu de Palerme. Après la libération de la Sicile, il rejoignit un groupe d'une cinquantaine de têtes brûlées qui partirent à Naples pour combattre les nazis – par un esprit d'aventure et aussi dans l'espoir de monnayer leurs services. Après deux ou trois mois de sabotages et d'embuscades sur le continent italien, Buscetta rentra en Sicile auréolé d'une certaine gloire. C'est alors qu'il fut approché par « des hommes circonspects et mystérieux qui s'exprimaient par périphrases et allusions ». Il avait l'impression qu'ils l'observaient, cherchaient à l'évaluer. L'un d'eux, cireur de meubles, le mit à l'épreuve en lui posant des questions sur sa position vis-à-vis de la police, de la justice, de la morale, de la loyauté.

Ledit cireur, un nommé Giovanni Andronico, finit par lui proposer, en 1945, d'être initié dans la Famille Porta Nuova. Une fois la proposition soumise au *capo*, une note sur Buscetta circula dans toutes les Familles de Palerme de façon qu'elles puissent attester de sa loyauté et s'assurer qu'aucun de ses proches n'avait de relations avec la police. Une fois l'enquête terminée, Andronico en personne lui piqua le doigt pendant la cérémonie d'initiation.

La Famille Porta Nuova était relativement restreinte – environ vingt-cinq membres, triés sur le volet. Parmi eux, quatre notables, un franchisé d'une célèbre marque de bière, un député monarchiste, un médecin chef de service psychiatrique et Andrea Finocchiaro Aprile, « l'ami » de la Mafia qui avait mis ses compétences au service du séparatisme sicilien. (Cette histoire, comme beaucoup d'autres racontées par Buscetta sur cette période, n'a jamais pu être authentifiée et doit être traitée avec circonspection. Néanmoins, elle nous éclaire sur sa personnalité.)

En 1947, il rencontra Salvatore Giuliano et fut impressionné par la présence du « dernier des bandits », par la « lumière particulière » qui émanait de lui. Il fut en revanche beaucoup moins impressionné par Giuseppe Genco Russo, le boss de Mussomeli, acolyte de Don Calò Vizzini, affublé du sobriquet de « Gina Lollobrigida », car malgré sa laideur il adorait être sous la lumière des projecteurs. Pour un citadin raffiné comme Buscetta, Genco Russo représentait la rusticité de l'intérieur de la Sicile. Genco Russo était à l'époque un propriétaire terrien fortuné et un élu de la DC, ce qui ne l'empêchait pas de garder sa mule dans sa maison et d'avoir laissé les lieux d'aisances à l'extérieur (un trou dans le sol avec une pierre plate en guise de siège, sans murs ni porte). Ce détail choqua particulièrement Buscetta qui racontera plus tard avec horreur que Genco Russo s'était accroupi pour utiliser les lieux devant lui au cours d'une discussion.

Dès 1949, Buscetta commença à voyager. Il resta en Argentine et au Brésil jusqu'à 1952, puis en 1956, revint d'un deuxième séjour en Argentine avec l'intention de reprendre la contrebande de cigarettes, son activité la plus florissante. La Palerme qu'il trouva à son retour commençait à être noyée dans le béton – métamorphose qui allait permettre de sceller un nouveau pacte entre crime organisé et pouvoir politique.

Le sac de Palerme

Le « sac de Palerme », c'est-à-dire l'expansion immobilière de la fin des années 1950 et du début des années 1960, inspire encore une certaine mélancolie aux habitants de Palerme. Pour les comprendre, il suffit de partir des Quattro Canti, le carrefour où se rejoignent les quatre principaux quartiers de la ville baroque, de marcher vers le nord-ouest en empruntant la via Maqueda, puis de passer devant les lions de bronze géants qui gardent le Teatro Massimo et de continuer tout droit dans la via Ruggero Settimo, itinéraire qui suit l'extension de Palerme à la fin du XIX[e] siècle. La via Ruggero Settimo devient ensuite la large via della Libertà, où les élégants bourgeois de l'ère des Florio paradaient dans leurs attelages et se faisaient construire des résidences style Liberty. Dans la partie sud de la via della Libertà, juste avant le Jardin anglais, l'avenue s'ouvre sur la Piazza Francesco Crispi, dont le centre est aujourd'hui dominé par des panneaux publicitaires géants. Un peu perdus sous ces panneaux, on aperçoit les volutes et les pointes rouillées d'une élégante grille de fer forgé, entourant majestueusement un minable parking de plein air. Cette grille est en fait un vestige de l'un des bijoux architecturaux de l'ère Florio : la villa Deliella.

Cette villa entourée de palmiers, flanquée d'une tour de guet, possédait des fenêtres étroites, un immense balcon et des toits légèrement pentus, hommage au style architectural de la Renaissance toscane. Le samedi 28 novembre 1959, un projet de démolition soumis au conseil municipal fut aussitôt approuvé, et la destruction de la villa Deliella commença l'après-midi même. Un mois plus tard, elle aurait eu exactement cinquante ans et aurait alors été protégée

par la loi. Sa disparition n'est que l'une des petites tragédies qui, ajoutées les unes aux autres, constituèrent le sac du patrimoine palermitain.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Palerme ressemblait encore à ce qu'elle était pendant l'ère des Florio. Au-delà de la via della Libertà commençaient la Conca d'Oro et ses domaines plantés de citronniers. Mais cette ville superbe, entièrement ceinte de verdure, avait essuyé pendant la guerre les bombardements alliés; depuis, environ quatorze mille personnes vivaient au milieu des décombres du centre-ville. La nécessité de reconstruire était urgente et ce d'autant plus que, dans les années 1950, des provinciaux arrivèrent à la recherche d'emplois dans le secteur public, Palerme étant redevenue le siège du gouvernement régional. Entre 1951 et 1961, la population de la ville augmenta de 20 %.

En Sicile, comme dans toute l'Europe de l'après-guerre, le boom de l'immobilier était inévitable; tout aussi inévitablement, les espoirs d'un développement urbain planifié furent déçus. Mais les conséquences désastreuses de l'expansion immobilière de Palerme entre 1950 et 1960 dépassèrent tout ce que l'on aurait pu imaginer. Une bonne partie du centre-ville était toujours en ruine et le reste toujours constitué de taudis à moitié abandonnés; en revanche certaines des plus belles demeures de style baroque et Liberty avaient été démolies. Disparue, la périphérie verdoyante, noyée sous le béton; et la plupart des plantations d'agrumes de la Conca d'Oro avaient été rasées par les bulldozers. Avant ces transformations, la griffe de la pègre palermitaine n'était pratiquement pas détectable dans le bâtiment et la voirie. Le sac de Palerme métamorphosa chaque palais baroque vétuste, chaque cité HLM, chaque immeuble un peu chic en monument érigé à la corruption et au crime.

L'histoire de cette mise à sac, qui fut davantage une affaire politique qu'un choix architectural, ne débuta pas à Palerme. Quand les Italiens se plaignaient de ce que la Mafia était « gouvernée de Rome », ils énonçaient une vérité première : politiciens, entrepreneurs et mafiosi siciliens responsables du sac de Palerme se trouvaient au bout d'une chaîne qui menait directement à Rome, Piazza del Gesù, au siège de la DC, là où fut conçu le système d'administration clientéliste de l'ère démocrate-chrétienne.

Le premier maillon de la chaîne était Amintore Fanfani, professeur d'université venu d'Arezzo en Toscane. Devenu dirigeant de la

DC en 1954, il proposa une modernisation complète du parti qui concentrerait le pouvoir entre ses mains. La DC, bien que majoritaire au gouvernement, pouvait être influencée par des forces extérieures, comme le Vatican, les géants de l'industrie italienne ou les notables conservateurs qui apportaient les voix des petites villes et des villages. N'ayant pas toutes les garanties d'obtenir leur soutien, Fanfani pensait que, pour traiter d'égal à égal avec eux, son parti devait devenir une organisation de masse, moderne et indépendante.

En Sicile, tout comme dans le sud de l'Italie, la révolution de Fanfani attira une nouvelle race de politiciens au sein du parti, les « jeunes Turcs », des hommes qui envahirent les administrations locales ou nationales, les organisations non gouvernementales et les sociétés nationalisées. D'anciens notables durent accepter de collaborer avec de jeunes et dynamiques bureaucrates de la corruption qui entreprirent « d'occuper l'État » au nom de leur parti et d'eux-mêmes. Ces « jeunes Turcs » firent de l'argent public l'argent de la DC.

Le « jeune Turc » responsable de l'application du programme de Fanfani en Sicile – et deuxième maillon de la chaîne qui reliait Rome au sac de Palerme – s'appelait Giovanni Gioia. Celui-ci n'avait pas un tempérament d'homme public – Tommaso Buscetta le décrit comme ayant une personnalité « glaciale ». Jamais il n'occupa un poste de responsabilité dans la municipalité, mais il joua néanmoins un rôle fondamental dans l'histoire de Palerme. Ceux qui le connaissaient l'appelaient le « Vice-roi » et considéraient qu'il avait le pouvoir de désigner le futur maire de la ville. À vingt-huit ans, en 1954, Gioia devint premier secrétaire de la DC de la province de Palerme et eut la charge, tout aussi importante, du bureau du parti qui supervisait les adhésions. Gioia, ou par la suite l'un de ses acolytes, contrôla ce bureau pendant plus d'un quart de siècle. À partir de ce poste clé, « l'homme glacial » réinventa l'organisation politique sicilienne.

Pendant l'ère des réformes Fanfani, des sections locales de la DC furent créées dans toute l'Italie ; il y en eut cinquante-neuf à Palerme, leur but avoué étant de recruter de nouveaux membres. Les successeurs de Fanfani inventèrent des slogans proclamant la fin de la politique des *maccheroni*, marchandages de voix contre des faveurs. Le mécanisme de la modernisation était simple : dans la nouvelle DC, les adhérents élisaient les dirigeants du parti. Ils votaient aussi pour

des délégués qui, à leur tour, investissaient les candidats aux élections, du moins en théorie, car en pratique, à Palerme, le pouvoir était centralisé dans les mains de Gioia. Celui-ci fit distribuer des cartes du parti à des amis, des parents, des défunts et même à des personnes prises au hasard dans l'annuaire téléphonique. Plus une section locale avait de membres, plus elle envoyait de délégués au congrès. En d'autres termes, plus un chef de section locale comme Gioia recrutait d'adhérents, plus il offrait du pouvoir à un dirigeant national comme Fanfani. L'accroissement phénoménal des adhésions sur l'île donna à la DC sicilienne une influence disproportionnée au sein de la DC nationale : le petit professeur d'université toscan fut six fois président du Conseil.

La mainmise du « Vice-roi » Gioia au sein de la nouvelle démocratie chrétienne en Sicile n'était payante que si son parti pouvait distribuer travail, passe-droits, subventions, bref tous les avantages provenant du contrôle de l'administration locale et régionale. Le décor était planté pour la mise en route du sac de Palerme et l'apparition des deux scélérats de l'histoire : Vito Ciancimino et Salvo Lima, élus pour la première fois en 1956 au conseil municipal de Palerme et tous deux partisans de Gioia. Ce sont eux qui transformèrent la politique du *maccheroni* en politique du bétonnage.

On ne pourrait trouver deux personnages plus diamétralement opposés : Ciancimino, fils d'un coiffeur de Corleone, était un homme plein de morgue, rustre et ambitieux, au museau de fouine, cheveux gominés lissés en arrière et fine moustache noire ; on le voit sur les photos en costume trois-pièces et cravate aux couleurs criardes. Lima, fils d'un archiviste de la municipalité et titulaire d'un diplôme de droit, avait débuté sa carrière à la Banque de Sicile. Avec ses yeux globuleux et sa chevelure bouclée, il était aussi replet, maniéré et insaisissable que Ciancimino était maigre, vulgaire et caustique.

Tous deux avaient également des liens avec des Familles mafieuses très différentes, d'où le jugement tranché qu'avait Buscetta de chacun d'eux : il décrit Ciancimino comme un « arrogant petit escroc corléonais » uniquement préoccupé par ses intérêts et ceux des hommes d'honneur de son village. Buscetta – ennemi juré des Corléonais – s'arrangea pour faire voter les secteurs sous son contrôle en faveur de Salvo Lima. Buscetta et Lima, hommes peu bavards, n'étaient pas à proprement parler de grands amis, mais leurs relations d'affaires s'appuyaient sur ce que Buscetta qualifiait de

« respect réciproque et sincère cordialité ». Connaissant la passion de Buscetta pour l'opéra, Lima se débrouillait toujours pour lui fournir des places au Teatro Massimo.

À eux deux, Ciancimino et Lima transformèrent sans scrupule le service de l'urbanisme de la municipalité de Palerme en la plus lucrative fabrique de clientèle de toute l'Italie. Entre 1959 et 1963 – les pires années de la fièvre constructrice – le conseil municipal accorda 80 % des quatre mille deux cent cinq permis de construire à seulement cinq personnes. La majeure partie de l'économie palermitaine dépendait à l'époque de la construction financée par des fonds publics. Une proportion considérable des richesses de la ville passait donc par les mains de ces cinq personnes, qui n'étaient pas, comme on aurait pu s'y attendre, des magnats de l'immobilier, mais des prête-noms. Le service de l'urbanisme était supposé octroyer ces permis à des ingénieurs civils qualifiés. Pourtant quelqu'un dénicha une réglementation datant de 1889 (avant l'existence des qualifications du génie civil) selon laquelle les entreprises du bâtiment n'avaient besoin que d'un « maître maçon » ou d'un « entrepreneur capable ». Le conseil municipal gardait des listes de ces personnes. Les cinq qui possédaient ces autorisations – dans le système Lima-Ciancimino – se trouvaient sur une liste datant d'avant 1924. Leurs qualifications étaient manifestement falsifiées puisque l'un d'eux était marchand de charbon ; un autre, ancien maçon, se fit plus tard embaucher comme gardien des immeubles dont il était censé avoir supervisé la construction. Interrogé, il répondit qu'il faisait ce qu'il pouvait pour s'en sortir ; il avait signé les permis pour rendre service à des « amis ».

Pour les « amis » en question, le sac de Palerme avait commencé sur le terrain : les mafiosi gardaient désormais les chantiers, tout comme ils avaient autrefois gardé les vergers d'agrumes. Déprédations et vols pouvaient interrompre tout projet de construction si le boss local le décidait. Au deuxième niveau, d'innombrables petits sous-traitants liés à la Mafia fournissaient main-d'œuvre et matériel. Même si Lima et Ciancimino n'avaient pas existé, hommes politiques et petites entreprises de travaux publics auraient été obligés de composer avec la Mafia. En amont, on trouvait les grands entrepreneurs du bâtiment, des hommes impliqués dans un système corrompu d'amis, de parents, de clients et d'acolytes. Plus on pousse les investigations, plus l'on se rend compte de l'extrême densité de cette

toile reliant politiciens locaux, fonctionnaires municipaux, avocats, policiers, entrepreneurs, banquiers, hommes d'affaires et mafiosi.

Au centre de la toile, on trouvait Gioia, Lima et Ciancimino. La méthode de ces « jeunes Turcs » était une forme très élaborée de chaos, comme le montre le projet d'urbanisation de Palerme, qui débuta en 1954. Chaque fois qu'il faillit être approuvé, en 1956 et 1959, des centaines d'amendements furent déposés pour répondre à la demande de certains administrés, qui s'avérèrent être des hommes de la DC et des mafiosi, ainsi que leurs parents ou leurs associés. Le plan fut définitivement approuvé en 1962. Entre-temps le service de l'urbanisme avait accordé de nombreux permis de construire sur la base de la réglementation de 1959 ; des immeubles se dressaient déjà dans des zones que le plan était supposé réguler. Même après 1962, ceux qui pouvaient approcher Gioia, Lima et Ciancimino parvenaient à faire amender le plan d'urbanisme en leur faveur – ou se débrouillaient pour que l'on ferme les yeux sur les entorses aux règles d'urbanisme. Il n'y eut qu'un seul cas de démolition d'un immeuble construit illégalement. Aucune entreprise n'osait endosser la responsabilité d'un contrat de démolition.

Il faut bien avouer que, du plan d'urbanisme à l'attribution des permis de construire, ces méthodes étaient ingénieuses ; alors qu'elles étaient destinées à prévenir toute construction illégale, ces mesures, sous le règne de Lima et de Ciancimino, ne servirent qu'à donner aux politiques le pouvoir de construire illégalement, amer paradoxe dont les Italiens sont hélas familiers : plus la loi est sévère, plus est élevé le prix qu'un politicien peut exiger pour trouver le moyen de la contourner.

Et puis il y a le facteur peur. Pour avoir une idée de la peur que pouvait inspirer Ciancimino, « l'arrogant petit escroc corléonais », prenons l'affaire Pecoraro. En août 1963, Lorenzo Pecoraro, associé dans une entreprise du bâtiment, envoya un courrier au magistrat instructeur de Palerme, accusant Ciancimino de corruption. À l'origine du conflit, un refus de ce dernier de donner un permis de construire à l'entreprise de Pecoraro, alors qu'au même moment, un tel permis avait été accordé pour le terrain voisin à une entreprise concurrente, la Sicilcasa, en dépit du fait que cette attribution enfreignait la réglementation à bien des égards.

L'entreprise de Pecoraro réagit au blocage de son projet en approchant Ciancimino par un intermédiaire, le chef malieux du quartier

où l'immeuble devait être bâti. L'approche sembla donner des résultats : Ciancimino promit le permis de construire; mais une grève d'employés municipaux retarda la signature. À la fin de la grève, Pecoraro avait, pour une raison inconnue, perdu le soutien du mafioso. Ciancimino adopta alors une nouvelle tactique : il fit comprendre aux dirigeants de l'entreprise de Pecoraro qu'ils obtiendraient ce qu'ils voulaient s'ils offraient un pot-de-vin à la Sicilcasa.

Dans sa lettre au magistrat, Pecoraro nommait un témoin qui affirmait que Ciancimino était secrètement actionnaire de la Sicilcasa. Il disait également être en possession d'un enregistrement dans lequel Ciancimino se vantait d'avoir reçu de la Sicilcasa un appartement en cadeau. Sur un autre enregistrement, toujours d'après Pecoraro, un notaire avouait être l'intermédiaire par lequel passaient les gros pots-de-vin offerts afin d'obtenir des permis, qui atterrissaient au service de l'urbanisme, sur le bureau de Ciancimino. Entre les événements de l'affaire Sicilcasa et la lettre de Pecoraro au magistrat, le chef mafieux et trois associés de Sicilcasa furent arrêtés et inculpés de meurtre.

Malgré toutes ces preuves, le magistrat instructeur ne trouva aucun motif d'inculpation contre Ciancimino. L'année suivante, l'affaire fut portée à l'appréciation d'une commission d'enquête parlementaire, mais à ce moment, Lorenzo Pecoraro présenta à ladite commission une lettre dans laquelle il déclarait que ses accusations contre Ciancimino étaient « le résultat d'informations erronées ». En outre, ajoutait-il, la rumeur au sujet de la corruption de Ciancimino avait été colportée par des adversaires politiques ou des gens lui gardant une rancune personnelle. Il terminait sa lettre en affirmant que Ciancimino « avait toujours été un modèle de bonté et d'honnêteté ». L'affaire s'arrêta là.

Ciancimino et Lima furent les démocrates chrétiens les plus notoirement malhonnêtes de leur époque, les voyageurs les plus rapides sur le chemin tortueux qui menait à la richesse et au pouvoir. Pendant des décennies, une horde de politiciens clientélistes transformèrent la DC sicilienne en un dédale de cliques, factions, contre-factions, alliances cachées et vendettas ouvertes. Même les journalistes les plus pugnaces désespéraient de s'y retrouver. À la fin des années 1960, l'un d'eux alla faire un reportage sur l'un des chefs de file de la DC; en entrant dans le nouvel appartement du personnage en question, il découvrit « un intérieur de marbre, des tableaux de maîtres, des meubles et des objets anciens, des vitrines où bijoux, pièces de

collections, trouvailles archéologiques côtoyaient crucifix en ivoire et bouddhas en jade. Stupéfait, j'avais l'impression de pénétrer dans l'antre d'un corsaire et de découvrir son butin. L'homme était là, vêtu d'une longue robe de chambre, en train de fricoter avec des élus de la région. Moi qui l'avais connu au début de sa carrière politique, pauvre comme Job, je ne pus m'empêcher de me demander quel tour de magie avait fait jaillir ce torrent d'or[1] ».

Les privilèges que Ciancimino, Lima et consorts s'octroyèrent dans les années 1950 allaient durer plusieurs décennies. Ciancimino ne fut arrêté qu'en 1984 et condamné en 1992 – le premier politicien à être poursuivi et inculpé pour ses liens avec la Mafia. Le 12 mars de la même année, Salvo Lima – devenu membre du Parlement européen – échappa définitivement aux poursuites judiciaires : il fut abattu près de son domicile, dans la station balnéaire de Mondello. On ignore si Lima était vraiment un homme d'honneur, comme le prétendent certains repentis. Pour Buscetta, c'était peu probable, mais il affirmait que le père de Lima, lui, était membre de la Famille du centre de Palerme. Il est cependant certain que ce sont les anciens « amis » de Lima qui ont mis brutalement fin à sa carrière politique.

Comme toujours, ces histoires de mafia conduisirent à se poser des questions sur l'Italie tout entière. On se demande pourquoi l'opinion publique italienne était si peu choquée par ce qui se passait en Sicile et dans le sud de la péninsule que personne ne tentât rien pour enrayer le processus. Tout s'explique – est-il utile de le préciser ? – par le pouvoir et l'argent ; en effet les années noires du sac de Palerme coïncidèrent avec le « miracle » économique italien. Le début des années 1960 fut pour le pays l'ère de la production industrielle de masse. Les sommes considérables qui passaient entre les mains des « jeunes Turcs » du Sud venaient des profits générés par les usines des régions du Nord, autour de Gênes, Milan et Turin. Pourtant les milieux d'affaires ne protestèrent pas devant cette gabegie. Nombre des grandes entreprises du bâtiment appartenaient à des industriels du Nord, qui avaient en outre besoin que le marché de la consommation du Sud soit soutenu par des dépenses publiques. Beaucoup de l'argent distribué avec prodigalité à Palerme et à Naples retournait dans la péninsule pour l'achat de radios, réfrigérateurs, scooters et voitures. Et en prime, l'électorat démocrate chrétien du sud aidait à écarter les communistes du pouvoir. Pendant des

dizaines d'années, quantité d'Italiens préférèrent suivre le principe clairement explicité par un journaliste de droite dans les années 1970 : « Pincez-vous le nez et votez DC. »

La DC pouvait naturellement compter sur le soutien de l'Église. Ernesto Ruffini, cardinal archevêque de Palerme entre 1946 et 1967, entraîna l'Église de Sicile au nadir de l'aveuglement coupable face au crime organisé et à sa collusion avec ce parti. Ruffini, originaire de Mantoue, était plus sicilien que les Siciliens eux-mêmes dans son amour de l'île. Là, s'imaginait-il, la foi enracinée au plus profond des coutumes paysannes remontait dans la vie politique. La Sicile à ses yeux se rapprochait de l'idéal d'une société chrétienne. Être Sicilien et être croyant étaient deux choses indissociables. Si les Italiens avaient pour mission de répandre le message du Christ dans le monde, les Siciliens avaient une mission spécifique à mener en Italie : quand le Nord industriel succombait au matérialisme, l'île de la foi bienheureuse montrait l'exemple, forteresse dressée contre Mammon, Marx et les francs-maçons.

Le cardinal archevêque avait une peur panique des communistes et considérait la Mafia comme une invention tactique de ces derniers pour inspirer la terreur. En 1947, après le massacre de Portella della Ginestra perpétré par Giuliano et sa bande, le cardinal avait écrit au pape pour lui expliquer que « bien qu'il désapprouvât la violence, la résistance et la rébellion étaient inévitables face aux harcèlements et aux mensonges des communistes, à leurs théories anti-italiennes et antichrétiennes ». Avant les élections générales de 1953, il annonça que les croyants devaient absolument apposer leur croix à côté du symbole de la DC sur leur bulletin de vote. Ne pas voter, disait-il, contre « la menace que représentent les ennemis de Jésus-Christ[2] » n'était rien moins qu'un péché mortel. En dépit de ces admonestations et de cinq ans de gouvernement démocrate-chrétien à Rome, le pourcentage des voix obtenues par la DC en Sicile chuta de façon spectaculaire (de 48 % à 36 %). Manifestement, l'île comptait beaucoup de pécheurs.

Ce fut le début d'une période de changement social rapide qui, aux yeux d'un homme comme le cardinal Ruffini, ne pouvait apparaître que comme une longue série de catastrophes. « L'abandon de la religion », inspiré par le communisme, se répandait dans certaines régions d'Italie au travers d'un réseau dense de coopératives et d'associations proposant des logements à des prix raisonnables. Puis le

boom économique du début des années 1960 expédia bon nombre de paysans catholiques du Sud loin de chez eux, sur les chantiers et les usines des environs de Gênes, Turin et Milan. Le gouvernement et la censure de l'Église ne purent empêcher le cinéma hollywoodien de montrer à la jeunesse italienne les délices de l'immoralité et du consumérisme.

Pis encore, le parti démocrate chrétien, bouclier choisi par l'Église dans sa croisade contre la gauche athée, ne se montrait pas à la hauteur de sa noble mission : manque d'organisation, luttes intestines, gâchis inconsidéré de l'argent public devinrent sujets de critiques de la part des autorités ecclésiastiques. De plus, après son recul aux élections de 1953, la DC fut contrainte de s'appuyer sur sa droite et sa gauche pour rester au pouvoir. Certains courants de la DC tentèrent de se concilier les faveurs du parti socialiste : celui-ci accepta de former un gouvernement de coalition pour la première fois en 1963. À la même époque, ceux que l'Église appelait les « libéraloïdes » de l'économie de marché et « les agnostiques » gagnaient du terrain au sein de la DC, alors que celle-ci se colletait avec la réalité de l'économie capitaliste moderne.

Aucun de ces développements n'altéra le soutien de Ruffini à la DC, ni son acharnement à maintenir le monde moderne à distance. Mais il ne pouvait éternellement éluder le problème mafieux. Le dimanche des Rameaux de 1964, il fit paraître une épître pastorale, intitulée « Le vrai visage de la Sicile », premier document officiel publié par la hiérarchie ecclésiastique à propos de la Mafia – quatre-vingt-dix-neuf ans après la première utilisation du mot. « Le vrai visage de la Sicile » dénonçait une diabolique conspiration médiatique destinée à discréditer l'île et menée selon lui sur trois lignes de front : les deux premières étaient personnifiées par les deux hommes les plus célèbres de la Sicile des années 1950-1960 : Danilo Dolci, sociologue connu comme le « Gandhi sicilien », dont les campagnes non violentes attiraient l'attention sur les souffrances des pêcheurs et des paysans de la Sicile occidentale, et l'aristocrate Giuseppe Tomasi Di Lampedusa, dont le roman *Le Guépard* dressait un portrait sensuel et désabusé de la Sicile du milieu du XIX^e^ siècle. La troisième composante de l'offensive médiatique antisicilienne était la Mafia, qui, toujours selon Ruffini, n'était pas plus dangereuse que n'importe quelle autre organisation criminelle en Italie ou dans le monde.

Joe Bananas part en vacances

De tous les chefs mafieux des cinq Familles new-yorkaises, Giuseppe Bonanno alias « Joe Bananas » eut le plus long règne. Né dans la petite ville balnéaire de Castellammare del Golfo en 1905, il fuit l'Italie de Mussolini dans les années 1920, se bat contre Joe Masseria aux côtés de Salvatore Maranzano, lui aussi originaire de Castellammare, puis occupe le poste de *capo* de sa Famille après la pacification de la mafia new-yorkaise par Lucky Luciano en 1931. Pendant les trente années suivantes, il dirigea le clan Bonanno, basé à Brooklyn. Tant qu'il fut à sa tête, ce clan demeura le plus sicilien de toutes les Familles de New York : tout le monde y parlait sicilien (Bonanno ne parvint jamais à prononcer correctement l'anglais). Tout comme la Famille Magaddino à Buffalo, à laquelle Joe Bananas était apparenté, la Famille Bonanno maintint des liens étroits avec la mafia de Castellammare del Golfo.

En 1983, Joe Bananas publia *Un homme d'honneur*, autobiographie écrite par un nègre, émaillée de références, sous forme d'absurdes autojustifications, à « ma tradition », terme par lequel il nomme la Mafia. L'un des chapitres les plus intéressants de l'ouvrage raconte comment, en octobre 1957, le boss de Brooklyn revint en grande pompe sur sa terre natale. Son récit de ce qu'il appelle ses « vacances » en Sicile est truffé des éternels clichés sur la culture sicilienne de la famille et du respect de soi. Bonanno retournait à ses racines, au petit monde qu'il avait délaissé dans sa quête de liberté et de gloire. À son arrivée, il exprima son admiration pour « l'art de vivre, la chaleur et l'exubérance » des Italiens. Il qualifia ensuite, non sans perspicacité, l'appareil étatique italien « d'ahurissant » ; ce

point de vue fut illustré dès son atterrissage à l'aéroport de Rome, où il eut l'agréable surprise de voir dérouler devant lui un tapis rouge et d'être accueilli par le ministre démocrate-chrétien du Commerce – également natif de Castellammare. « Mes amis du FBI auraient été stupéfaits de voir cet accueil princier ! » Personne ne peut confirmer la véracité de cet épisode, mais quiconque connaissant la DC sicilienne ne serait pas étonné d'apprendre que cela fût vrai. Une fois à Palerme, « Don Giuseppe » fut pris en main par une délégation d'édiles et d'hommes d'honneur qui lui montrèrent avec fierté les autoroutes flambant neuves et les nouveaux immeubles locatifs qui poussaient comme des champignons autour de la ville. Cette visite de Palerme, dont la mise à sac venait de commencer, ne compta pas parmi les temps forts de ses vacances.

Bien que rien ne le laisse deviner dans le fatras de balivernes écrites par Bonanno, ses « vacances » en Sicile marquèrent un tournant dans les activités de Cosa Nostra des deux côtés de l'Atlantique : c'est à cette époque que les mafiosi américains franchisèrent leurs cousins siciliens pour les opérations de trafic d'héroïne. En outre, au cours de ce même séjour, la mafia sicilienne reproduisit le modèle de Commission créée à New York à la fin de la guerre castellammarese. Ces deux événements intimement liés plantèrent le décor de l'histoire de la Mafia pour les quatre décennies suivantes. Tous les événements qui survinrent jusque et au-delà du déchaînement de violence des années 1980 et du début des années 1990 puisent leur origine dans la visite de Joe Bananas en Sicile.

Les rares informations qui nous sont parvenues sur les péripéties de ce voyage n'en demeurent pas moins significatives. En comprendre tous les tenants et les aboutissants est un exercice difficile ; les historiens italiens de la Mafia ont donc dû tisser une trame de suppositions sur une chaîne de faits disponibles. Ce qui suit est un mélange d'épisodes avérés et d'hypothèses ayant pour but d'atteindre le cœur de la *politique* de Cosa Nostra. Le mot « politique » n'est pas utilisé à la légère : si les préparatifs d'arrivée de Cosa Nostra sur le marché de l'héroïne furent affaire de commerce, la création de la Commission fut l'équivalent mafieux de la mise en place d'une Constitution. Pour les non-Italiens, il n'est plus scandaleux de considérer les mafiosi comme des hommes d'affaires ; le boss de la Mafia, alter ego sinistre d'un P.-D.G. de société, est désormais un cliché de cinéma. Cependant, hors des frontières de l'Italie,

on refuse encore d'honorer du mot de « politique » les sombres machinations d'assassins et de voleurs. Mais, comme ceux qui s'efforcent de comprendre la mafia sicilienne l'ont appris depuis bien des années, utiliser un autre mot que celui-là revient à sous-estimer gravement Cosa Nostra. Car celle-ci a bien une politique, au sens littéral du terme. Les magistrats instructeurs d'aujourd'hui ne cessent de souligner que Cosa Nostra ne sera jamais démantelée si l'on ne comprend pas qu'il s'agit d'un État dans l'État, un corps politique qui parfois affronte, parfois pervertit et parfois habite le corps du gouvernement légal.

Durant la première étape de son voyage en Sicile, Joe Bonanno rencontra Tommaso Buscetta à Palerme (si l'on en croit ce dernier), à l'occasion d'un déjeuner qui dura cinq heures, au restaurant Spanò, sur le front de mer. À l'époque, le futur « Boss des deux mondes » et futur repenti « historique », âgé de vingt-neuf ans, n'était qu'un jeune soldat plein d'avenir : ce déjeuner au restaurant lui fit donc, et c'est compréhensible, plus grande impression qu'à Joe Bonanno, qui ne prit même pas la peine de consigner cette rencontre dans ses souvenirs de vacances. Buscetta, au contraire, exprime avec effusion « l'enchantement » qu'il ressentit de converser avec cet homme « élégant, distingué et doté d'une intelligence exceptionnelle ». Buscetta avait de toute évidence trouvé son modèle.

On relève cependant de nombreuses divergences dans leur récit. Quand Buscetta donna sa version de l'histoire, il était déjà repenti, vivant sous protection ; Bonanno, à la parution de son livre, était âgé et pratiquement retiré des affaires. Pour cette simple raison, Buscetta est le plus crédible des deux, bien qu'il faille noter que les autorités américaines prirent *Un homme d'honneur* suffisamment au sérieux pour amener son auteur devant un jury d'accusation.

Il est frappant, mais peu étonnant, que tous deux aient fait l'impasse, dans leurs récits respectifs, sur le trafic de stupéfiants. Joe Bonanno maintint qu'il n'avait jamais rien eu à voir avec la drogue, qui était étrangère à « sa Tradition ». Buscetta rejeta avec mépris l'idée même que la visite de Bonanno ait eu un lien quelconque avec l'héroïne. Les deux hommes mentaient effrontément, mais leur mensonge avait quelque chose d'intrigant ; il ne s'agissait pas seulement pour eux de se protéger.

Buscetta était sans aucun doute un menteur plus intéressant que

son modèle italo-américain. Jusqu'à sa mort, il persista à nier qu'il avait tiré ses revenus de la drogue. Curieusement, il parut affirmer le contraire en déclarant : « Il n'y a personne à Cosa Nostra qui ne soit pas lié au trafic de stupéfiants. » Ces affirmations portent tous les signes du mensonge tactique dont les hommes d'honneur siciliens sont friands, des signes si clairs qu'ils sont sans doute délibérés. Buscetta s'assurait que quiconque savait décoder ses propos, le juge Falcone pour ne citer que lui, comprendrait non seulement qu'il mentait, mais encore qu'il n'en dirait pas davantage sur ce qui était de toute évidence un sujet important; un mensonge qu'il se sentait obligé d'entourer d'un cordon sanitaire pour l'empêcher d'infecter la crédibilité de ses autres propos.

Ces mensonges devenaient nécessaires car, lorsque Joe Bananas descendit de l'avion à l'aéroport de Palerme, Cosa Nostra se trouvait confrontée à un dilemme aux États-Unis : elle devait décider jusqu'à quel point elle voulait entrer dans l'illégalité. La mafia américaine avait toujours agi assez librement dans des domaines d'activités – tels la contrebande d'alcool pendant la prohibition et les paris clandestins – aux marges de la légalité, qui ne risquaient donc pas d'embarrasser ses amis politiques. Les cercles de jeu étaient un autre exemple ; de 1940 à 1950, le crime organisé avait investi des sommes considérables à Las Vegas, La Mecque du jeu. Le même principe de semi-illégalité s'appliquait à l'intervention de la Mafia dans le monde du travail : elle offrait ses services aux employeurs pour briser les grèves, ou s'associait aux syndicats pour extorquer de l'argent aussi bien aux patrons et qu'aux ouvriers. Cosa Nostra ne s'éloignait jamais trop de l'ombre protectrice des institutions légales et des groupes d'intérêts puissants.

La drogue était une tout autre affaire. En 1950, le sénateur démocrate de l'État du Tennessee, Estes Kefauver, décida de prendre au sérieux les mises en garde alarmantes du Bureau fédéral des stupéfiants sur le trafic organisé par la Mafia. En 1951, les audiences du « Comité spécial d'enquête sur la criminalité aux États-Unis » furent télévisées. Les Américains ébahis virent des dizaines de mafiosi invoquer le 5e Amendement, qui leur permettait de refuser de fournir des éléments de preuve susceptibles de se retourner contre eux. Frank Costello, ancien bootlegger et roi des machines à sous de New York, interdit aux cameramen de filmer son visage, mais l'étrange ballet de ses mains accompagnant ses explications évasives sur la

source de ses revenus resta gravé dans la mémoire de nombreux téléspectateurs.

À la suite de la commission d'enquête Kefauver, l'Amérique redécouvrit sa hantise de la Mafia – peur qui s'était emparée du pays un demi-siècle plus tôt lors de l'affaire du « cadavre dans le tonneau » et du meurtre de l'inspecteur Petrosino. Cette crainte était en outre attisée par la phobie de la drogue ; s'ensuivit un certain battage politique relayé par l'augmentation de publications sur le sujet. Un auteur, inspiré par Kefauver, traita la Mafia de « plus grande menace de l'histoire pour la moralité » et de « principale source de criminalité du monde entier ». Les relations orageuses de l'Amérique d'après-guerre avec la Mafia venaient de commencer.

En dépit de toutes les exagérations et affabulations engendrées par cette poussée d'inquiétude et du refus de J. Edgar Hoover, chef du FBI de croire à l'existence de la Mafia, les audiences du sénateur Kefauver sur les hommes d'honneur eurent un effet retentissant. Elles conduisirent le gouvernement fédéral à faire adopter, en 1956, une loi sur le contrôle des narcotiques qui prévoyait des peines allant jusqu'à quarante-cinq ans de prison pour toute infraction relative aux stupéfiants. Selon une estimation de la police, à l'heure où Joe Bananas arrivait en Sicile pour « décompresser », selon ses propres termes, un tiers des membres de la Famille Bonanno avait été arrêté pour trafic d'héroïne. D'autres Familles new-yorkaises battirent le record : le clan Lucchese perdit apparemment 60 % de ses effectifs.

Buscetta et Bonanno expliquèrent plus tard que les dirigeants de la mafia américaine répondirent à ces mesures en interdisant le trafic de drogue. (Tous deux affirment que très peu de mafiosi osèrent enfreindre cette nouvelle loi, ce qui paraît hautement improbable.) De nombreuses sources confirment qu'elle fut bien décrétée, mais les mêmes sources ajoutent qu'elle fut quotidiennement transgressée. Il s'agissait en fait d'une tactique provisoire destinée à donner l'impression que l'organisation prenait ses distances avec la « poudre ».

Pour ne rien arranger, en 1956-1957, la base côtière la plus importante de Cosa Nostra pour la contrebande de stupéfiants, l'île de Cuba, échappait peu à peu à son contrôle. Le régime corrompu et brutal du dictateur Batista s'effondrait face à la guérilla menée par Fidel Castro et Ernesto « Che » Guevara dans la Sierra Maestra. En 1958, les Américains supprimèrent leur aide militaire à Batista ; Castro entra dans La Havane en janvier de l'année suivante.

Nul besoin d'être grand clerc pour deviner pourquoi Joe Bananas était venu « décompresser » en Sicile en octobre 1957. La mafia américaine avait besoin de trois conditions pour réorganiser le marché des stupéfiants : une main-d'œuvre de confiance, un partenaire à qui proposer une franchise pour des opérations devenues trop dangereuses à gérer sur place et une nouvelle base de transbordement de la drogue.

Dans la Sicile des années 1950, Cosa Nostra contrôlait bien mieux le territoire qu'elle ne le faisait en Amérique – d'où le ravissement d'un Bonanno voyant le tapis rouge déroulé devant lui. Mais les appâts de l'Italie ne s'arrêtaient pas à son appareil étatique agréablement « ahurissant »; son taux de consommation d'héroïne était si négligeable que le gouvernement n'avait aucun intérêt politique à s'attaquer au problème. En outre, dans la mesure où les hommes d'honneur siciliens se déplaçaient déjà dans tout le pourtour méditerranéen pour la contrebande de cigarettes, ils ne voyaient pas un gros inconvénient à aller par la même occasion chercher de l'héroïne raffinée dans le sud de la France. De plus, la nouvelle vague d'émigrants siciliens qui traversait l'Atlantique emportait ses effets personnels dans des malles, moyen de transport idéal pour passer la drogue. La seule raison pour laquelle Joe Bananas n'avait pas « pris ses vacances » plus tôt tient au fait que les audiences de la commission Kefauver avaient bloqué les contacts transatlantiques de haut niveau entre les deux mafias.

Pendant quatre jours, en octobre 1957, Joe Bonanno présida à Palerme une réunion au sommet entre mafieux siciliens et américains dans le splendide Grand Hôtel des Palmes, l'une des anciennes résidences de la famille Whitaker reconvertie en palace. Richard Wagner y avait dirigé son dernier opéra, *Parsifal*, au cours de l'hiver 1881-82. Aujourd'hui, l'hôtel des Palmes accueille les journalistes qui viennent à Palerme couvrir crimes ou procès liés à la Mafia.

Bien qu'il n'existe aucun compte rendu direct de cette réunion et que la police ne se soit guère intéressée aux allées et venues dans le hall de l'hôtel, la liste des clients est fort instructive. Parmi ceux que l'on vit entrer et sortir de la suite de Bonanno se trouvaient, outre son conseiller Camillo « Carmine » Galante, des membres de la Famille de Brooklyn, dont Giovanni « John » Bonventre et l'adjoint du *capo* Frank Garofolo, qui séjournait à Castellammare del Golfo depuis l'été. La délégation américaine comptait des chefs de la Famille de

Buffalo, contrôlée par les Magaddino, ainsi que Lucky Luciano, qui résidait désormais à Naples depuis son expulsion des États-Unis en 1946. Le représentant le plus important de la mafia sicilienne était le chef de la Famille de Castellammare del Golfo, un Magaddino apparenté à ceux de Buffalo.

Certains pensent que Buscetta était également présent; pour sa part, il décréta sèchement – ce qui paraît suspect – que cette réunion n'avait jamais eu lieu. Mais qu'il ait été là ou non, la liste des invités donne une idée très claire de l'objectif de la rencontre : renforcer les liens entre la plus américaine des *cosche* siciliennes et la plus sicilienne des Familles américaines. Il ne s'agissait donc pas à proprement parler d'un sommet diplomatique entre *la* mafia américaine et *la* mafia sicilienne, mais plutôt d'un congrès professionnel ayant pour ordre du jour le marché de la drogue.

L'implication de la mafia sicilienne dans le trafic de stupéfiants aux États-Unis n'était pas une nouveauté en 1957. Depuis les années 1920, la morphine était déjà expédiée, au départ de Palerme, dans des caisses d'agrumes. Dans ses Mémoires, Nick Gentile raconte que la drogue était dissimulée dans les chargements de fromage, d'huile, d'anchois et autres produits alimentaires. Mamma Mia, la société d'import-export du boss de New York Joe Profaci était l'une des nombreuses couvertures du trafic de drogue. Mais la liste des arrestations et des saisies de drogues dans les années qui suivirent les vacances de Joe Bananas en Sicile montre une augmentation marquée de l'implication sicilienne dans le trafic et une plus étroite collaboration entre les criminels de chaque côté de l'Atlantique; les effets des décisions prises parmi les tapis rouges et les miroirs dorés du Grand Hôtel des Palmes sont aisément mesurables. Comme le remarqua plus tard un procureur américain, chaque invité présent à ce sommet était un caïd de la drogue. L'héroïne devenait désormais le nouveau « sport » transatlantique des hommes d'honneur.

À l'hôtel des Palmes, l'un des invités déparait fâcheusement : Giuseppe Genco Russo, « Gina Lollobrigida », qui avait un jour soulagé ses intestins devant un jeune Tommaso Buscetta horrifié. Le successeur de Don Calogero Vizzini jouissait de la réputation imméritée d'être le « patron des patrons » de la mafia sicilienne. À l'époque, précise Buscetta, cette fonction n'existait pas – et même si elle avait existé, elle n'aurait pas été occupée par un mafieux de Mussomeli,

village perdu du centre de la Sicile. Genco Russo se trouvait sans doute à l'hôtel des Palmes parce que l'un des mafiosi américains présents était un proche parent. Il n'était pas assez puissant à Palerme, et encore moins à New York, pour peser réellement dans les débats. Mais cette position un peu en retrait lui permettait de toucher du doigt le problème politique qui allait de pair avec les propositions de Bonanno. On l'entendit croasser dans le hall de l'hôtel : « *Quannu ci sunu troppi cani sopra un ossu, beato chiddu chi pò stari arrassu* » (Quand il y a trop de chiens sur un même os, heureux celui qui peut rester à l'écart). En d'autres termes, l'accès à grande échelle au marché nord-américain de l'héroïne envisagé par Bonanno allait déclencher bien des rivalités.

Ce fut précisément dans le but de gérer ces conflits que fut créée la Commission. Buscetta reste étrangement silencieux sur le sujet des stupéfiants, mais donne moult détails sur l'élaboration de ladite Commission. Il explique qu'après la chute du fascisme et avant 1957, la communication au sein de Cosa Nostra en Sicile était intense mais très compartimentée : les hommes les plus influents des différentes Familles se rencontraient par petits groupes pour débattre dans leur style habituel, télégraphique et allusif, et ne prenaient des décisions qu'après d'interminables palabres.

Il fallut donc d'interminables palabres avant que soit créée la Commission ; et ce fut au restaurant Spanò que Buscetta entendit Bonanno en suggérer la conception aux trois ou quatre personnes présentes à sa table. Il renouvela certainement la proposition à beaucoup d'autres hommes d'honneur pendant son séjour à Palerme. Tous parurent apprécier l'idée. Une fois le consensus obtenu, Buscetta entreprit de concrétiser le projet. Deux jeunes gens, destinés à jouer un rôle primordial dans l'histoire de Cosa Nostra, l'assistèrent dans cette tâche : Gaetano Baladamenti, dit « Tano », sous-chef de la *cosca* de Cinisi, liée à la Famille de Detroit, et Salvatore Greco dit « l'Oisillon », en raison de sa frêle silhouette, l'un des Greco de Ciaculli ayant survécu à la guerre de 1946-1947. Ces trois hommes, qui devaient devenir des empereurs de la drogue, jetèrent les nouvelles bases de Cosa Nostra en décrétant que chaque province de l'île serait dotée de sa propre Commission. (Ce ne fut qu'en 1975 que l'on assista à la création d'une Commission unique dite régionale ou interprovinciale.) Dans la province de Palerme, le trop grand nombre de Familles – environ cinquante – empêchait la formation d'un corps

consultatif dans lequel toutes seraient représentées. Décision fut donc prise d'instaurer un niveau intermédiaire, un *mandamento* (district), associant trois Familles voisines ; celles-ci choisissaient ensuite un représentant par *mandamento*, qui siégerait à la Commission. Pour éviter que trop de pouvoir ne soit concentré dans quelques mains, il était interdit de cumuler le rôle de chef de Famille et celui de représentant à la Commission, dont la fonction principale était de décider de l'élimination de mafiosi.

La Commission de Palerme n'était donc pas le directoire du trafic international de l'héroïne, mais un mode de représentation très soigneusement construit – une structure plus politique qu'économique – qui n'avait rien de bien nouveau : on peut lire dans le rapport Sangiorgi qu'à la fin du XIX^e^ siècle, les *cosche* des alentours de Palerme organisaient des sessions de consultations très formelles et possédaient un système unifié de jugements. Contrairement à ce que croyaient Buscetta et Bonanno, la Commission n'était qu'une solution nouvelle à l'éternel problème de la Mafia : combiner contrôle territorial et commerce illégal. Cela dit, sa création eut une conséquence majeure : en pratique, le pouvoir de vie et de mort sur les mafiosi était soustrait aux chefs de Familles.

La question est de savoir pourquoi il fut décidé de former la Commission à ce moment-là et pour quelle raison l'entrée de la mafia sicilienne dans le trafic d'héroïne fit émerger un appareil constitutionnel aussi complexe. La réponse donnée par les historiens siciliens nous entraîne au cœur des relations entre politique et affaires au sein de Cosa Nostra. Et la meilleure explication nous vient, encore une fois, de Tommaso Buscetta ; sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, Buscetta est un témoin crucial mais peu objectif, crucial justement parce qu'il n'est pas objectif.

D'un verbe enjoué, il décrit la Commission comme « un instrument de pacification et de concorde », « un bon moyen de réduire la peur des mafiosi et les risques qu'ils prennent ». Cette description se rapproche de sa façon d'imaginer la vie au sein de la Mafia. Pour lui, Cosa Nostra est une noble fraternité plutôt qu'une hiérarchie ; dans son esprit, les hommes d'honneur sont tous égaux et le lien qui les maintient unis est davantage le respect mutuel que l'obéissance à leur chef. « Nous avions tous l'impression de faire partie d'une élite très particulière », dit-il. Vision nostalgique qui colle avec l'image qu'il veut de donner de lui-même : une sorte d'émissaire itinérant de

la pègre ; mais vision aussi fascinante qu'improbable. En réalité, Buscetta, très pragmatique, avait des raisons bien précises de vouloir que la Commission prît cette forme, raisons qui s'expliquent lorsque l'on se penche sur l'évolution de sa carrière.

Il y a globalement deux types d'orientation possibles au sein de Cosa Nostra : la politique et les affaires. Un homme d'honneur peut soit gravir les échelons de promotion interne et devenir *capodecina*, puis *consigliere*, *capo*, et ainsi de suite jusqu'en haut de l'échelle, soit développer ses intérêts commerciaux en dehors du territoire de sa Famille, voyager à travers le monde pour exploiter les nombreuses opportunités mercantiles offertes par le réseau criminel de la Mafia. Buscetta, en dépit du respect qu'il inspirait à l'intérieur de l'organisation, n'a jamais dépassé le rang de soldat. En revanche, il voyagea tout au long de sa vie criminelle, suivant un plan de carrière orienté vers les affaires, tout comme l'avait fait Cola Gentile avant lui.

Autre exemple intéressant : Lucky Luciano, qui, lui, suivit les deux orientations à différentes étapes de sa vie. Avant d'être emprisonné pour proxénétisme en 1936, il régnait sur un territoire, à la tête de ce que l'on appelle parfois un *power syndicate*, structure spécialisée entre autres dans l'extorsion de fonds, tant auprès d'entreprises légales qu'illégales, dans une zone donnée. Après avoir été expulsé des États-Unis en 1946, Luciano ne s'installa pas à Palerme comme on aurait pu s'y attendre, mais à Naples, où il organisa toutes sortes de trafics, y compris celui des stupéfiants. Jusqu'à la fin de sa vie il travailla dans ce que l'on nomme un *enterprise syndicate*, réseau commercial illégal n'ayant aucun contrôle de territoire. Un petit escroc napolitain démontra magistralement cette particularité en osant gifler Luciano en public ; celui-ci ne put se venger de ce sfregio (affront).

Préférant la politique de l'*enterprise syndicate* à celle du *power syndicate*, c'est-à-dire davantage homme d'affaires expert en trafic de stupéfiants que roi de l'extorsion de fonds, Buscetta avait donc tout intérêt à affaiblir le pouvoir des chefs de Familles et à faire acquérir aux hommes d'honneur qui le souhaitaient davantage d'autonomie commerciale. Avec l'essor du marché de la drogue entre l'Europe et l'Amérique, les jeunes loups comme Buscetta, Badalamenti et Salvatore Greco ne voulaient pas se voir rogner les ailes par les chefs du *power syndicate*. La Commission fut donc créée – avec

le soutien de Joe Bonanno – pour servir de nouveau rouage de gouvernement. Le but de ses pères fondateurs n'était pas de centraliser le contrôle sur la Mafia, mais au contraire d'appliquer des règles d'ensemble donnant davantage de liberté d'action aux individus. La Commission était supposée faire de la Mafia une association d'hommes d'honneur autonomes, suivant ainsi la vision de Buscetta.

Toutefois, au début des années 1980, elle subit une métamorphose qui se révéla à l'opposé des espoirs de son fondateur, et devint, aux mains des Corléonais, l'instrument d'une dictature. Mais auparavant, un autre élément vint contrarier le projet de Bonanno d'utiliser les mafiosi siciliens comme employés dociles de la mafia américaine dans ses opérations de trafic d'héroïne. Même Buscetta, qui avait de la sympathie pour les mafieux d'outre-Atlantique, jugeait que ces derniers, dans les années 1950-1960, regardaient d'un peu trop haut leurs comparses de l'Ancien Monde, les traitant comme des parents pauvres, les surnommant « zips » (éclairs) à cause de leur débit très rapide. Or, une fois autorisés à participer au trafic des stupéfiants en Amérique du Nord, les « zips » se montrèrent moins obéissants que prévu : dans les années 1970, ils accaparèrent le marché de l'héroïne autrefois dominé par la puissante Famille Bonanno.

Lors de la fondation de la Commission, tous ces problèmes étaient bien loin des préoccupations de Joe Bananas. Il reprit l'avion pour New York, et la lutte permanente pour concilier affaires et politique au sein de Cosa Nostra en Sicile entra dans une phase nouvelle et tourmentée. En 1963, six ans seulement après sa création, la Commission fut temporairement dissoute, dans des circonstances particulièrement dramatiques.

8

La première guerre mafieuse et ses conséquences 1962-1969

La bombe de Ciaculli

Le long de la route qui serpente entre les vergers de mandariniers de Ciaculli se dresse un monument, peut-être volontairement peu esthétique, qui commémore l'un des pires carnages perpétrés par Cosa Nostra : une grande plaque de marbre rose couronnée de sept étoiles métalliques prises dans du fil de fer barbelé. Sur la plaque sont gravés les noms de quatre carabiniers, deux artificiers de l'armée et un policier. Un coup d'œil sur la liste révèle que le graveur a commis une petite erreur en commençant son travail ; sous le premier nom – lieutenant de carabiniers Mario Malausa – on voit que le patronyme d'un homme d'un rang subalterne a été effacé au burin. De façon à la fois absurde et touchante, quelqu'un avait dû faire remarquer à l'artisan que la hiérarchie militaire devait être respectée, même dans la mort.

Le monument est érigé dans un minuscule jardin qui offre une vue à la fois magnifique et assez inquiétante sur la région. À Ciaculli, peut-être plus qu'ailleurs en Sicile occidentale, le pouvoir de la Mafia se remarque dans le paysage. Si l'on tourne le dos à la mer, on voit s'élever les alignements de mandariniers vers le sommet arrondi du Monte Grifone ; en contrebas du monument, on aperçoit de petits puits carrés alimentant les étroits canaux d'irrigation des plantations d'agrumes, points de pression dont se servait autrefois la Mafia pour exercer son contrôle territorial. De là, les arbres bien alignés descendent vers Ciaculli et Croce Verde Giardini, fiefs des deux branches de la dynastie Greco qui s'étaient combattues en 1946-1947. Villabate, berceau d'une *cosca* depuis la naissance de la Mafia, s'étend au pied de la colline. Plus à l'ouest se trouve Brancaccio,

nouvelle zone industrielle à laquelle les autorités n'ont quasiment pas accès. La caserne des carabiniers est une villa confisquée à la mafia locale ; elle était si bien fortifiée que lorsque la police militaire s'installa dans les lieux, elle n'eut qu'à apposer sa plaque sur la porte. Au-delà de Brancaccio et de Villabate, on aperçoit la mer, puis Palerme qui s'étire le long de la côte, à l'ouest ; ses tentacules de béton enveloppent désormais ce qui étaient autrefois des bourgs et des villages de l'intérieur. Quand un journaliste demanda à un repenti de Brancaccio comment, selon lui, s'attaquer à Cosa Nostra, la réponse fut simple : envoyer l'armée sur les deux routes qui mènent à Ciaculli et tirer à vue. « Ils sont tous là », conclut-il.

En plus d'offrir un panorama que la Mafia a « contribué » à modifier, le monument de Ciaculli porte la date d'un événement clé dans l'histoire de l'organisation. Ce 30 juin 1963, en milieu de matinée, un homme prévint la police de Palerme qu'un véhicule était stationné sur sa propriété (à l'endroit où se trouve désormais le monument). La voiture, une Alfa Romeo Giulietta, avait un pneu crevé et ses portières étaient ouvertes. Les policiers firent immédiatement le lien avec un attentat à la voiture piégée – une autre Giulietta – qui s'était produit quelques heures plus tôt à Villabate, tuant un boulanger et un mécanicien. Ils sautèrent aussitôt dans leurs véhicules et roulèrent prudemment sur la piste cahoteuse qui menait à la voiture abandonnée. Sur son siège arrière, bien visible, était couchée une bouteille de gaz butane d'où pendait une mèche ; les forces de l'ordre sécurisèrent la zone et appelèrent les artificiers. Deux heures plus tard, le mécanisme était désamorcé et les artificiers déclarèrent que l'on pouvait s'approcher du véhicule sans risque. Mais quand le lieutenant Mario Malausa ouvrit le coffre pour en inspecter le contenu, l'énorme quantité de TNT qui y était dissimulée explosa. Sept hommes furent littéralement déchiquetés par l'explosion, qui grilla tous les mandariniers à trois cents mètres à la ronde.

Il y avait eu d'autres bains de sang dans les rues de Palerme avant ce 30 juin 1963 : en 1955-1956, par exemple, deux Familles s'étaient livré une bataille acharnée pour le contrôle du marché de gros des fruits et légumes qui, du fait de son transfert, avait changé de territoire. Mais la plupart des observateurs ne s'étaient pas sentis concernés. Comme l'écrivait un journal conservateur romain de l'époque : « Quand on y réfléchit, l'élimination réciproque des Familles est une méthode qui n'est pas sans intérêt pour le maintien de l'ordre public

à Palerme... Ce qu'il reste de criminels en Sicile s'autodétruisent de leur propre initiative. »

Au lendemain de l'attentat de Ciaculli, personne ne pouvait plus déclarer en haussant les épaules « qu'ils ne faisaient que s'entretuer ». Les journaux italiens décrétèrent qu'il s'agissait là du pire carnage depuis l'époque du « dernier bandit », Salvatore Giuliano. Dans la nuit du 2 juillet, les forces de l'ordre encerclèrent Villabate et Ciaculli, envoyant des fusées éclairantes pour illuminer les rues ; quarante personnes furent arrêtées et une grande quantité d'armes saisies – la première grande rafle de suspects organisée depuis les spectaculaires coups de filet du « préfet de fer ». Trois jours après la tragédie, cent mille personnes, y compris le ministre de l'Intérieur, suivirent sous un soleil de plomb les cercueils où se trouvaient les restes des victimes, jusqu'à la cathédrale de Palerme. La pression politique s'accentua pour que le problème mafieux fût enfin pris au sérieux.

L'attentat de Ciaculli marquait un point de non-retour. Jusque-là, chaque génération d'Italiens semblait destinée à « découvrir » la Mafia comme si personne n'en avait jamais entendu parler. Le discours de Tajani devant le Parlement en 1875, les procès des meurtriers de Notarbartolo, les méthodes fascistes du préfet Mori : après chaque abject assassinat ou chaque crise politique, la compréhension globale du problème était à reprendre de zéro. Et toujours, l'inertie ou les manœuvres cyniques des politiciens complices des criminels reprenaient le dessus et la masse de connaissances patiemment accumulées s'écroulait. Après la bombe de Ciaculli, l'Italie commença à se souvenir et – lentement, confusément, douloureusement – à apprendre.

L'attentat fut également capital pour Cosa Nostra car il venait de mettre fin à ce que l'on appelle communément « la première guerre mafieuse » – expression qui montre à quel point l'Italie avait la mémoire courte. La répression qui suivit fit se disperser les hommes d'honneur dans le monde entier. Jusqu'à ce jour, personne ne peut dire de façon certaine qui a abandonné la Giulietta piégée en ce matin de juin 1963. Personne n'a encore été traduit en justice pour le meurtre des sept serviteurs de l'État dont les noms sont inscrits dans la pierre rose d'un mémorial. Cependant, un homme est fortement soupçonné d'avoir préparé ce coup sanglant : Tommaso Buscetta.

Comme Chicago dans les années 1920 ? La « première » guerre mafieuse

À la fin de l'année 1962 et au début de l'année 1963, attentats à l'explosif, courses-poursuites en voiture et fusillades fut le lot quotidien des rues de Palerme. Les journaux titraient – non sans ironie, mais avec un brin d'inconscience – que la capitale sicilienne ressemblait à Chicago pendant la prohibition. À première vue, la guerre de 1962-1963 reproduisait tous les clichés appliqués à la grande ville de l'Illinois dans les années 1920 ; clichés que l'on retrouve dans les histoires de gangsters qui emplissent les rayons des librairies anglaises ou américaines. En d'autres termes, la première guerre mafieuse semble procéder du cycle habituel des meurtres de représailles. Mais les conflits internes à la Mafia n'ont jamais d'issue prévisible, car au sein de Cosa Nostra, duperies et manœuvres politiques sont aussi importantes qu'armes et bombes. La première guerre mafieuse pourrait bien être celle qui a été livrée avec le plus de fourberie.

L'un des clichés empruntés à Chicago peut d'office être éliminé ; on a souvent pensé qu'à cause de l'identité de ses chefs, cette guerre était celle de l'« ancienne » mafia contre la « nouvelle », un combat entre de vénérables chefs de territoires et d'audacieux jeunes loups rapidement enrichis grâce à la drogue et au bétonnage. D'un côté, faisait-on remarquer, on trouvait Salvatore Greco, « l'Oisillon », fils du boss de Ciaculli assassiné par le lieutenant Piddu en 1946 ; « l'Oisillon » était donc le descendant de la dynastie mafieuse la plus révérée. De l'autre, face à ce sang bleu se dressait Angelo La Barbera, *capo* de Palerme-centre. Angelo et son frère Salvatore étaient partis de rien ; leur père vendait du bois de chauffage. Petits

malfrats à l'origine, ils se hissèrent dans la hiérarchie de l'organisation et jouèrent un rôle majeur dans le sac de Palerme. Le territoire d'Angelo La Barbera englobait une grande partie de la zone située autour de la via della Libertà, là où avait commencé le sac ; il avait de bonnes « relations de travail » avec l'un des « jeunes Turcs » de la DC, Salvo Lima.

Il est intéressant d'étudier de près le personnage d'Angelo La Barbera pour juger s'il était vraiment le mafioso « nouveau » qu'il paraissait être. Il se démarque d'autres mafiosi pour s'être prêté de bonne grâce, alors qu'il se trouvait en résidence surveillée sur une île, après les événements des années 1960, à une série d'interviews étonnantes réalisées par une journaliste italienne vivant en Angleterre, Gaia Servadio.

Celle-ci fut frappée par l'intelligence de ses traits, son sourire carnassier et son élégance recherchée, mais psychologiquement l'homme lui parut insaisissable. La journaliste, charmante, subtile et courageuse n'est certes pas responsable du manque d'« intimisme » dans le portrait qu'elle a brossé de La Barbera. Aucun gangster s'apprêtant à passer en procès pour homicide, comme l'était La Barbera à l'époque des entrevues, n'est susceptible de faire des confidences ; mais l'on peut supposer que si la plume de Gaia Servadio n'est pas parvenue à cerner la personnalité du mafioso, c'est peut-être qu'il n'avait pas vraiment de personnalité.

La journaliste décrit le comportement de son interlocuteur comme celui d'un courtisan de la Chine impériale. Tout chez lui était affecté. Il marchait d'un pas lent et mesuré et méprisait ouvertement tout effort physique ; il possédait une sorte de noblesse impavide, parlant souvent de lui-même à la troisième personne. Il était aussi ce que la journaliste appelait un « hypocondriaque accompli » – un mauvais état de santé étant une tactique couramment utilisée pour retarder les procès. Sans pouvoir l'affirmer avec certitude, il semble que ses attitudes maniérées lui venaient d'une longue tradition transmise par des générations de chefs mafieux ; son comportement ne rappelle-t-il pas étrangement celui d'Antonino Giammona, décrit dans les années 1870 par le baron Turrisi Colonna comme « taciturne, méfiant et bouffi d'orgueil » ? Angelo La Barbera était peut-être un « nouveau » mafioso, mais il faisait tout pour se conformer à l'image des anciens.

Il n'y a rien d'original dans la façon dont Cosa Nostra joua un rôle d'ascenseur social pour des jeunes voyous des bas quartiers comme

les frères La Barbera. La Mafia a toujours été une « méritocratie » de la violence; dans les deux camps qui s'opposèrent au cours de la « première » guerre, il y avait, de chaque côté, du sang bleu et des charretiers. L'un des alliés de « l'Oisillon » était Luciano Leggio, fils d'une humble famille paysanne, qui parvint à se hisser dans la hiérarchie pour devenir chef de la Famille de Corleone à la fin des années 1950. Dans le camp La Barbera, on trouvait Pietro Torretta, ancien membre de la bande de Giuliano devenu boss de l'Uditore, territoire dirigé par Antonino Giammona un siècle plus tôt (un Torretta est déjà mentionné dans le rapport Sangiorgi de 1898). Donc aucun des deux camps n'avait un meilleur « pedigree » que l'autre. Cette histoire de nouvelle mafia défiant l'ancienne fournit une carte erronée des forces en présence.

Il en va de même pour les origines de la guerre. Elle fut déclarée à la suite d'une arnaque dans un trafic de drogue. En février 1962, les frères La Barbera et les Greco étaient membres d'un consortium finançant un arrivage d'héroïne en provenance d'Égypte, qui devait être acheminé sur la côte Sud de la Sicile. Un homme d'honneur, Calcedonio Di Pisa, fut ensuite chargé de s'assurer que la livraison partait bien à New York sur le paquebot *Saturnia*. Mais les mafiosi de Brooklyn chargés de réceptionner la drogue s'aperçurent que les colis contenaient moins d'héroïne que prévu. Le steward du *Saturnia* auquel Di Pisa avait confié le chargement fut torturé en vain. Les soupçons se portèrent alors vers Di Pisa. La Commission, réunie pour statuer sur l'affaire, décida que ce dernier n'était pas responsable du détournement de la drogue, et l'acquitta. Mais le clan La Barbera exprima clairement son mécontentement.

Le 26 décembre 1962, Di Pisa fut abattu à Piazza Principe di Camporeale, à l'ouest de Palerme. Il venait de garer sa voiture pour aller acheter des cigarettes quand deux hommes munis d'un 38 et d'un fusil à canon scié firent feu sur lui. D'autres membres de la Famille Di Pisa ne tardèrent pas à être descendus. En janvier 1963, les représailles commencèrent : Salvatore La Barbera fut victime d'une *lupara bianca*; on ne retrouva que son Alfa Romeo Giulietta, entièrement calcinée. Son frère Angelo disparut également, pour resurgir à Rome, où il donna une conférence de presse, se montrant en public, afin de prévenir ses amis qu'il était en vie et empêcher ses ennemis de le tuer.

Après la mort de son frère, Angelo La Barbera était déterminé

à continuer la guerre : le 12 février, un attentat à la voiture piégée – encore une Giulietta – détruisit la maison de Salvatore Greco, « l'Oisillon », à Ciaculli. Ce dernier s'en sortit indemne mais sa riposte fut spectaculaire : à dix heures vingt-cinq, le 19 avril, une Fiat 600 de couleur crème s'arrêta devant la poissonnerie Impero, via Empedocle Estivo. Certaines des ménagères qui faisaient leurs courses à ce moment-là se souvinrent d'avoir trouvé curieux que, malgré la bruine, la capote de la Fiat fût abaissée. Tout de suite après, deux hommes se dressèrent sur les sièges et mitraillèrent la devanture de la poissonnerie. Il y eut deux victimes, dont le poissonnier, qui, pense-t-on, était un homme de main des La Barbera ; deux autres personnes furent blessées, dont un passant. Les hommes qui se trouvaient dans la poissonnerie à ce moment-là (parmi eux sans doute Angelo La Barbera) devaient se douter de quelque chose car ils ripostèrent à coups de fusil et de pistolet. Plus tard, la police découvrit un arsenal d'armes légères dans les décombres de la boutique. Des militants communistes firent bientôt le tour du quartier en voiture, avec des porte-voix pour exiger une réaction des autorités.

La victime suivante était un allié des Greco, le boss de Cinisi, tué près des grilles de sa plantation de citronniers par une bombe placée, encore une fois, dans une Alfa Romeo Giulietta. Cette mignonne petite quatre-portes, symbole du miracle économique italien, « fuselée, pratique, sûre et confortable » comme le vantait la publicité, devint, au fur et à mesure des attentats à la voiture piégée, le symbole d'un danger apparemment atavique.

Les enquêteurs émirent l'hypothèse que l'attentat de Cinisi était la dernière tentative d'Angelo La Barbera pour démontrer qu'il pouvait encore atteindre ses ennemis. Si tel était le cas, il avait échoué. Il fut d'ailleurs bientôt mis hors jeu, le 25 mai 1963, au petit matin, lorsque les occupants de deux voitures vidèrent sur lui le contenu de leurs chargeurs. L'opinion publique italienne fut moins surprise par la férocité de l'agression que par le fait qu'il survécut, bien que touché à l'œil gauche, au cou, à la poitrine, dans le dos, à la jambe et à l'aine ; en outre, les médecins découvrirent, fichée dans son crâne, une balle d'une agression antérieure (finalement il avait peut-être de bonnes raisons d'être un « hypocondriaque accompli »). Plus étonnant encore est l'endroit où se produisit le mitraillage : viale Regina Giovanna, une rue résidentielle de Milan – la ville du Nord où étaient fabriquées les Giulietta. Les gros titres du *Corriere della Sera* illus-

trèrent la stupéfaction des Milanais et leur réaction vis-à-vis d'un comportement « typiquement sicilien » : « La guerre entre *cosche* mafieuses se déplace à Milan. Un Sicilien, farci de six balles dans le corps, répond à la police qui l'interroge : "Je ne sais rien." » Dès lors que la Mafia agit en dehors de la Sicile, le problème revient à l'ordre du jour du calendrier politique.

Si cette « première » guerre mafieuse n'avait été rien de plus que l'enchaînement habituel de meurtres et de représailles, plantée dans un décor criminel à la Chicago, elle se serait terminée le jour où Angelo La Barbera fut arrêté dans un hôpital de Milan ; toute la publicité générée par la guerre se serait éteinte d'elle-même, et la bombe de Ciaculli – qui explosa plusieurs mois après l'agression de Milan – n'aurait pas été posée. La fin brutale de la guerre trahit le fait qu'il s'agissait d'une affaire des plus subtiles. Et quand on parle de subtilité, le même nom revient : celui de Tommaso Buscetta.

Il existe deux versions du rôle joué par Buscetta dans cette guerre : la première, officielle, fruit d'une enquête de police fondée sur les propos d'informateurs anonymes, est en gros la plus crédible ; la seconde, celle de Buscetta en personne, rédigée vingt ans après les faits, est à prendre avec autant de prudence que toutes ses dépositions n'ayant pas été systématiquement vérifiées par la justice. Il efface le trafic d'héroïne du tableau et sous-évalue son intervention pourtant prédominante dans le déroulement des hostilités. Mais comme toujours, le « Boss des deux mondes » nous donne un aperçu pimenté de l'histoire.

Les sources officielles placent Buscetta du côté de La Barbera à l'ouverture du conflit. Il se peut qu'il se soit trouvé dans la poissonnerie mitraillée par les hommes des Greco – il fréquentait régulièrement le magasin. Mais il semble qu'au moment où ils se sont rendu compte que les Greco allaient gagner la guerre, Buscetta et Pietro Torretta, le boss de l'Uditore, décidèrent de changer d'allégeance ; les perdants ont rarement assez de fierté pour ne pas tenter de monter sur le podium du vainqueur.

Néanmoins, toujours selon la version officielle, l'arrestation d'Angelo La Barbera à Milan entraîna une vacance du pouvoir dans la Famille de Palerme-centre. Buscetta et Torretta se considéraient comme les successeurs naturels de La Barbera ; Torretta proposa d'être nommé *capo* et de prendre Buscetta comme adjoint. Mais les

Greco pensaient que celui-ci serait particulièrement dangereux s'il était promu. Cette longue querelle déclencha de nouvelles hostilités entre Buscetta, Torretta et les Greco. Les premiers tendirent un piège à deux de leurs ennemis dans la maison de Torretta. Une recrudescence de la violence couvait donc quand la énième Giulietta bourrée de TNT tua accidentellement sept membres des forces de l'ordre à Ciaculli. Les cibles visées étaient en fait les Greco, mais une crevaison avait contraint les occupants à s'arrêter en rase campagne. On ignore encore si les auteurs de l'attentat étaient Buscetta et Torretta en personne ou leurs hommes de main.

De son côté (et cela n'a rien d'étonnant), Buscetta se présente comme un médiateur impartial, ami de Salvatore Greco et de Salvatore La Barbera. Il se montre moins aimable à l'égard du jeune frère du *capo*, Angelo, qu'il juge « hautain et arrogant » et qu'il rend responsable de l'escalade du conflit; Buscetta admet d'ailleurs avoir accepté un contrat pour tuer Angelo La Barbera, mais prétend que quelqu'un l'a précédé à Milan. On ne sait toujours pas s'il fut impliqué dans l'affaire.

L'idée maîtresse de Buscetta est de faire porter la responsabilité de l'ouverture des hostilités à Michele Cavataio, alias « le Cobra », nouveau *capo* de la Famille vaincue par les Greco dans la guerre pour récupérer le marché de gros de fruits et légumes de Palerme au milieu des années 1950. Buscetta affirme que Cavataio a perpétré le meurtre qui a déclenché la guerre – celui du trafiquant de drogue Calcedonio Di Pisa devant un buraliste. La théorie de Buscetta est que le Cobra a tué Di Pisa, sachant que La Barbera en serait tenu pour responsable et qu'il en résulterait une guerre avec les Greco. Toujours selon Buscetta, Cavataio fut aussi l'instigateur de l'attentat de Ciaculli. La première guerre mafieuse était par essence le résultat d'un piège destiné à faire s'affronter les La Barbera et les Greco.

En lisant ces comptes rendus divergents, on commence à comprendre pourquoi ces guerres mafieuses ne débouchèrent pratiquement jamais sur des poursuites judiciaires. Mais il devient également clair qu'il ne sert à rien de savoir qui a tué qui, ou comme on dit dans les romans à quat'sous, de « révéler finalement l'incroyable vérité » sur les innombrables homicides et attentats de 1962-1963. Il est plus important de savoir que les mafiosi eux-mêmes ignoraient ce qui se tramait vraiment. Selon la version officielle, et même celle de Buscetta, l'une des raisons pour lesquelles les chefs mafieux réfléchirent

si longuement avant de s'accorder sur la nomination d'un nouveau *capo* à la tête de la Famille de Palerme-centre, fut qu'ils essayaient de saisir ce qui s'était passé. Cette « première » guerre mafieuse – comme beaucoup d'autres – fut une sorte de gigantesque jeu de mort combiné à une politique des plus hasardeuses.

Buscetta, grand mystificateur, affirme que la Commission était un Parlement de criminels ; il la présente comme une institution impartiale destinée à apporter transparence et équité dans l'univers sombre et déloyal de Cosa Nostra. Pourtant, d'une certaine manière, elle servait autant d'instrument de luttes internes que les Giulietta chargées de TNT. Au départ, elle devait se borner à imposer des règles supposées faciliter la vie des mafiosi impliqués dans le trafic de l'héroïne des deux côtés de l'Atlantique. Mais rapidement, elle devint une puissance à part entière et se mit à jouer un rôle de société par actions pour ces mêmes trafiquants ; ou du moins peut-on se l'imaginer quand on sait que les La Barbera et les Greco – mafiosi ennemis – s'étaient associés pour expédier un chargement d'héroïne en 1962. Donc l'influence croissante de la Commission entrait en conflit avec la suprématie ancienne des Familles.

Selon Buscetta, derrière Cavataio « le Cobra » et La Barbera se cachait une alliance de chefs mafieux du nord-ouest de Palerme, que le pouvoir grandissant de la Commission contrariait fortement tout comme l'influence dont jouissaient les hommes d'honneur du sud-est de Palerme, tel Salvatore Greco « l'Oisillon ». Au milieu de toute cette confusion, la cause première de la guerre était un problème aussi vieux que la Mafia elle-même ; problème auquel elle avait dû faire face du temps où ses intérêts étaient placés dans l'agrumiculture et l'élevage, et non dans le béton et l'héroïne, à savoir le conflit entre son rôle d'État dans l'État et les intérêts financiers de ses membres, entre la structure territoriale des *cosche* et les réseaux juteux de contrebande qui traversaient le territoire des Familles.

Vérité, territoire et affaires sont toujours en jeu dans les guerres mafieuses. Et, dans les années 1960, tout ce qui se produisait en Sicile au sein de Cosa Nostra avait des répercussions diplomatiques ; au début de la « première » guerre, la mafia américaine se retrouva sous la pression – sans précédent – de l'administration Kennedy. Robert Kennedy avait bâti sa réputation grâce à un travail scrupuleux à la tête de la Commission sénatoriale contre le racket. En tant que ministre de la Justice, une partie de son action consistait à s'attaquer

à la pègre. Pendant son mandat, la section de lutte contre le crime organisé et sa division des impôts triplèrent leurs inculpations contre des racketteurs entre 1961 et 1963, et les doublèrent en 1964. La loi fiscale, instrument fameux utilisé pour coincer Al Capone trente ans plus tôt, demeurait encore l'arme principale contre les organisations criminelles.

En 1962, après son incarcération, le tueur de la Famille Gambino, Joe Valachi, craignant la chaise électrique, se décida à parler. Lorsqu'il comparut devant le comité antiracket, ses déclarations, apparemment peu intéressantes, en laissèrent beaucoup sceptiques. Mais Valachi parvint à persuader J. Edgar Hoover de prendre pour la première fois le crime organisé au sérieux. En 1959, quatre cents agents du FBI de New York enquêtaient sur les activités des communistes contre quatre pour le crime organisé. Le témoignage de Valachi permit un renversement des priorités : en 1963, le bureau de New York comptait cent quarante agents antiracket. En 1964, les micros cachés du FBI enregistrèrent une série de conversations entre le chef du syndicat des routiers Jimmy Hoffa et des représentants de la mafia de Detroit.

La campagne antiracket de Robert Kennedy diminua l'influence des mafieux américains en Sicile. Les chefs siciliens du *power syndicate* de Cosa Nostra estimèrent sans doute que le moment était propice pour régler leurs comptes avec les trafiquants de drogue, la protection américaine de ces derniers s'étant affaiblie.

Il semble significatif que cette première guerre mafieuse soit survenue quelques mois à peine après que Lucky Luciano eut succombé à une crise cardiaque au bar de l'aéroport de Naples, alors qu'il était venu attendre l'auteur de sa biographie. On savait Luciano proche des La Barbera, et l'on soupçonnait fortement leurs relations d'être fondées sur le trafic des stupéfiants. Après la mort de Luciano, Angelo La Barbera dut prouver à la fois aux Familles et à la Commission que son pouvoir au sein de l'organisation ne s'appuyait pas seulement sur ses amis américains. Mais il échoua, en dépit de toutes les Giulietta bourrées de TNT.

En 1968, il fut condamné à vingt-deux ans d'emprisonnement pour sa participation à la première guerre mafieuse. En 1975, ce représentant de la « nouvelle » mafia mourut de la façon la plus traditionnelle qui soit pour un mafioso, poignardé dans la cour de la prison.

Les conséquences de l'attentat de Ciaculli, qui mit fin à cette guerre, furent considérables. Il y eut plus de deux mille arrestations. « On aurait dit que la police était devenue folle », commenta Buscetta. Face à cette réaction brutale, la Mafia adopta la plus simple des défenses : elle se cacha. Au cours de l'été 1963, la Commission décida de sa dissolution. Les Familles se dispersèrent ; selon un repenti, le racket de protection cessa momentanément à Palerme. Le nombre de crimes mafieux fut presque réduit à zéro au cours des années suivantes. Les dirigeants s'envolèrent pour l'étranger : Greco « l'Oisillon » se réfugia en Suisse, puis au Venezuela. Les pérégrinations de Buscetta l'emmenèrent en Suisse, au Mexique, au Canada et aux États-Unis.

Comme l'avait fait Lucky Luciano après son expulsion des USA en 1946, nombre de mafiosi changèrent simplement l'orientation de leur carrière à l'intérieur de l'organisation ; de criminels du *power syndicate*, membres de l'État dans l'État, ils évoluèrent vers l'*enterprise syndicate* international et devinrent hommes d'affaires paramilitaires. Ce faisant, le système politique italien reprit sa place de chef d'orchestre de l'histoire de la Mafia.

L'Antimafia

Les années qui précédèrent l'attentat de Ciaculli furent une période noire pour ceux qui osaient élever la voix contre la Mafia. L'Église et la DC s'acharnaient à nier le sérieux du problème mafieux et même jusqu'à l'existence de l'organisation ; seules quelques voix marginales s'efforçaient de briser le silence. Les plus virulentes étaient issues d'un mouvement collectif ; le combat pour dévoiler la vérité sur la Mafia des années 1950 fut mené par le journal de gauche *L'Ora*. Ce journal, qui avait été au début du siècle le porte-parole des intérêts des Florio en Sicile, offrit pendant deux décennies, de 1950 à 1970, un astucieux mélange de reportages sportifs, de photos de pin-up en bikini et d'articles pointus sur la littérature, la musique et l'art. Mais c'étaient surtout ses courageuses enquêtes sur le crime organisé et la corruption qui le faisaient vendre. En 1958, la publication des noms, revenus et contacts politiques des principaux chefs de la Mafia fut aussitôt suivie du dynamitage des locaux du journal. *L'Ora* refusa de céder à l'intimidation et poursuivit sa campagne d'information. (Au début des années 1970, deux de ses journalistes, Mauro De Mauro et Giovanni Spampinato, paieront leurs investigations de leur vie.)

S'inspirant de l'exemple fourni par la commission Kefauver aux États-Unis, le PCI avait réclamé la mise en place d'une enquête parlementaire sur la mafia sicilienne. L'attentat perpétré dans les bureaux du journal vint relancer cette demande, qui était restée lettre morte puisqu'au niveau politique, le problème posé par la Mafia n'intéressait que la gauche : en 1959, un sous-secrétaire à l'Intérieur, membre de la DC, décréta qu'une commission d'enquête ne serait

d'aucune utilité, attribuant les crimes de la Mafia à la tendance des Siciliens à « vouloir faire justice eux-mêmes, à cause d'un sens de l'honneur mal placé ».

Pourtant, la donne politique de l'Italie commençait à changer : la DC était divisée et certains de ses courants louchaient du côté du parti socialiste comme partenaire de coalition. Or les socialistes étaient les ennemis historiques de la Mafia ; ils n'avaient pas oublié l'assassinat de dizaines de militants syndicaux dans les années d'après-guerre. Dans ce nouvel environnement politique, l'idée d'une commission d'enquête parlementaire trouvait un écho favorable même parmi les rangs de la DC. En septembre 1961, l'Assemblée régionale sicilienne élit son premier gouvernement de centre gauche comprenant à la fois la DC et les socialistes ; elle avait le soutien sporadique des communistes, en fonction des enjeux. Au début de l'année suivante, elle vota à l'unanimité pour demander au Parlement italien la mise en place d'une commission d'enquête sur la Mafia. Même les politiciens liés à cette dernière donnèrent leur accord, car ils savaient l'enquête inévitable ; s'y opposer à ce stade ne ferait qu'attirer l'attention sur eux.

Alors que le centre de gravité politique du pays glissait lentement vers la gauche, les voix s'élevant contre la Mafia se firent plus véhémentes, en particulier celle de Leonardo Sciascia, instituteur à Racalmuto, bourgade du pays du soufre, au nord-est d'Agrigente. Il publia en 1961 l'un de ses plus célèbres ouvrages, *Le Jour de la chouette*, court roman élégant et sombre, narrant l'échec d'un capitaine de gendarmerie à élucider un meurtre mafieux. *Le Jour de la chouette*, qui, il faut le souligner, était une œuvre de fiction, fut le premier livre à donner à la Mafia un visage et une voix, en la personne de Don Mariano Arena.

L'année même où sortit le roman se tint dans la province de Palerme une réunion de la Commission de Cosa Nostra, dont l'ordre du jour était la riposte de l'organisation à l'intérêt nouveau que lui portait l'État italien. Il y fut décidé de maintenir les exécutions à leur niveau minimum jusqu'à ce que les hommes politiques cessent de s'intéresser à l'organisation. Mais cette trêve ne dura qu'une année ; bientôt les conflits latents d'intérêts et de territoire débouchèrent sur le déclenchement de la « première » guerre mafieuse, en décembre 1962. Cette nouvelle série de meurtres en représailles relança l'idée d'une commission d'enquête.

Moins d'une semaine après l'attentat de Ciaculli, la première commission d'enquête parlementaire sur la Mafia depuis 1875 se mit au travail. Les conditions politiques étaient nettement plus favorables que l'année où Diego Tajani avait révélé devant le Parlement italien la collusion entre la police et le crime organisé à Palerme. Le parti socialiste entrait dans le gouvernement de coalition avec la DC, l'entraînant vers plus de réformes et de transparence, comme semblait le démontrer le soutien manifesté par plusieurs partis à cette commission d'enquête. Dans la société civile, les attentes étaient grandes : l'opinion publique était prête à juger les hommes politiques sur la façon dont ils allaient gérer la crise. C'est pourquoi l'Antimafia – surnom donné à la commission d'enquête – démarra sur les chapeaux de roue : en l'espace d'un mois, elle donna toutes sortes de directives incluant, pour la première fois dans l'histoire italienne, une législation criminelle visant spécifiquement la Mafia. La démocratie italienne semblait enfin prête à affronter le crime organisé en Sicile.

Il est trop facile de dire que la montagne accoucha d'une souris. L'indignation qui avait suivi l'attentat de Ciaculli retomba rapidement et, la Mafia étant presque réduite au silence, aucun drame ne vint alimenter le travail de l'Antimafia. Son brillant galop de départ se transforma en petit trot qui continua paisiblement pendant treize ans, faisant de l'Antimafia la plus longue enquête parlementaire de l'histoire italienne. Elle apparut moins comme une réponse à une urgence qu'une participation permanente et monotone à la vie politique de la péninsule.

L'intérêt porté aux travaux de l'Antimafia revint périodiquement, à la suite de certaines révélations particulièrement sensationnelles, mais ces dernières ne débouchèrent sur aucune mesure politique ni aucune action en justice. Même la loi anticriminelle promulguée en 1965 sur les recommandations de l'Antimafia se révéla partiellement contre-productive ; elle précisait que les suspects pouvaient être assignés à résidence loin de chez eux, dans le but de les couper de leur milieu – comme si la Mafia était la conséquence d'émanations malsaines montant du sol de la Sicile occidentale. On envoya ainsi des dizaines d'hommes d'honneur en résidence forcée sur toute la péninsule. Résultat inattendu : la Mafia se trouva de nouvelles bases d'opération dans toute l'Italie.

Chaque scandale révélé par l'Antimafia sur des politiciens liés à

l'organisation criminelle fut affaibli par des dénégations et des procès en diffamation. Plus simplement, il était extrêmement difficile pour les enquêteurs d'apporter des preuves indiscutables de collusion entre politiciens et mafieux. En 1964, Vito Ciancimino, le « jeune Turc » de la DC « patronné » par la mafia de Corleone, fut contraint de donner sa démission à la suite des révélations de l'Antimafia. Il réapparut en 1970 et fut élu, chose incroyable, maire de Palerme ; le scandale qui s'ensuivit aboutit à sa démission. En 1975, il soumit un très long plaidoyer *pro domo* à l'Antimafia. La phrase d'ouverture, interminable, se plaignait de la « campagne de dénigrement », de « raisonnements malhonnêtes », de « rancœurs personnelles », de « démagogie servile » et « d'affront aux traditions juridiques latines » dont il avait été victime, lui qui s'était « sacrifié pour son pays »[1]. Ciancimino demeura très puissant en coulisses de la scène politique palermitaine, jusqu'à son arrestation en 1984.

Une partie des problèmes rencontrés par l'Antimafia venait du renouvellement trop fréquent de ses membres. L'un des présidents de la commission déclara, le jour de sa nomination en 1972, que tout son savoir sur la Mafia lui venait de la lecture du *Parrain*, de Mario Puzo. Mais ce manque de continuité n'était qu'un symptôme du handicap principal de l'Antimafia : les éternelles divisions de la vie politique italienne. Outre l'héritage du fascisme et la position frontale de l'Italie dans la guerre froide, on observait d'autres fissures, notamment entre catholiques et athées, et entre les différentes régions du pays. Plutôt qu'à un « navire amiral », l'Italie ressemblait à une flottille de petits bateaux, chacun naviguant pour son compte et se battant pour prendre les vents les plus favorables, tout en craignant d'être isolé des autres embarcations. Comme toute institution gouvernementale, la commission d'enquête parlementaire devint l'objet de rivalités entre clans, chaque parti essayant de placer ses membres autour de la table de l'Antimafia ; tout cela parce que le mot « mafia » demeurait l'arme politique qu'il avait toujours été depuis son entrée dans la langue italienne, un siècle plus tôt, une arme qu'aucun parti politique, et la DC encore moins que les autres, n'était préparé à laisser dans d'autres mains.

Parmi les membres de la commission antimafia se trouvaient des personnalités de premier plan comme Franco Cattanei, de la DC, et Girolamo Li Causi, le dirigeant communiste devenu sénateur. Ces hommes tentèrent de faire de l'Antimafia l'expression impartiale de

l'intérêt national, mais leur tâche n'était pas facile. En 1972, deux « jeunes Turcs » dont les liens avec la Mafia avaient été révélés par l'Antimafia reçurent un portefeuille ministériel dans le nouveau gouvernement : Salvo Lima, nommé sous-secrétaire d'État au ministère des Finances et Giovanni Gioia, le « Vice-roi », ministre des Postes et Télécommunications. L'un des partisans de Gioia eut même une place dans la commission antimafia. L'homme en question n'était pas seulement connu pour avoir affirmé en public que la Mafia n'existait pas ; il avait lui-même été l'objet d'une enquête de la commission. Le résultat fut une flambée de polémiques qui dura cinq mois pendant lesquels le travail de l'Antimafia s'arrêta complètement. Ce n'est qu'un exemple de la façon dont les divisions des politiciens italiens sapèrent son unité et autorité.

Quand l'Antimafia termina son travail, en 1976, son héritage le plus substantiel fut une montagne de dossiers. Entre les « tomes » et les « parties » des documents rassemblés, les rapports intermédiaires, les rapports conclusifs et les rapports de minorité (car il n'y avait pas de consensus politique sur les leçons à tirer), l'Antimafia légua près de quarante volumes aux quelques bibliothèques qui possédaient suffisamment d'espace pour les archiver. Quiconque aurait la patience de lire, par exemple, la prose lourde et ampoulée du rapport intermédiaire de 1972 – en tout mille deux cent soixante-deux pages – se ferait une bonne idée du fonctionnement de la Mafia : usage systématique d'une « violence sanguinaire sans égale », relation parasitaire au monde des affaires, liens avec le gouvernement local et régional ; il explique que les *cosche* ont entre elles un accord tacite qui n'est jamais brisé même quand elles s'affrontent sans pitié. Les dossiers de l'Antimafia sont une source très riche pour les historiens, si riche que les milliers de pages finissent par étouffer les révélations « explosives » promises par l'un des premiers présidents de la commission. Ce fut au cours de ces longues années d'enquête parlementaire que l'Italie de l'après-guerre ressentit pour la première fois une certaine lassitude par rapport à la Mafia.

Les résultats obtenus par l'Antimafia furent très décevants, si l'on s'en tient aux espérances de 1963. Toutefois, la commission permit de faire prendre conscience du problème à l'Italie tout entière. Certains détails des histoires révélées par les enquêtes se sont gravés dans l'esprit du public, comme par exemple la chaise réservée au boss de la mafia de Caccamo, à côté de celle du maire. Dans le sillage

de la commission d'enquête et grâce à des auteurs bien informés comme Michele Pantaleone (le militant de gauche qui s'était frotté à Don Calogero Vizzini dans son village natal de Villalba), des études sur la Mafia finirent par intéresser un lectorat restreint mais assidu en Italie, et l'intéressent toujours. Moins d'hommes politiques eurent alors l'aplomb de nier l'existence de la Mafia ; l'organisation criminelle n'était plus un problème qui concernait la seule gauche. Tout bien considéré, l'Antimafia augmenta légèrement le prix que les politiciens liés à la Mafia risquaient de payer en termes de perte de crédibilité et d'influence sur le plan national. Piètre résultat pour treize années de travail, mais résultat tout de même, et obtenu de façon démocratique.

« Un phénomène de criminalité collective »

En 1968, cent dix-sept des protagonistes de la première guerre mafieuse furent traduits en justice à Catanzaro, en Calabre. Le verdict, rendu en décembre de la même année, déçut les espérances que le procès avait suscitées, tout comme l'Antimafia avait déçu les attentes politiques des Italiens. À Catanzaro, seule une poignée de chefs mafieux écopèrent de longues peines de prison. La plus longue, vingt-sept ans, échut au boss de l'Uditore, Pietro Torretta, pour le meurtre de deux hommes à son domicile ; Angelo La Barbera eut droit à vingt-deux ans et six mois ; Greco « l'Oisillon » et Tommaso Buscetta, tous deux jugés par contumace, furent respectivement condamnés à dix et quatorze ans de prison. Mais les autres prévenus furent acquittés, ou condamnés à de courtes peines pour association de malfaiteurs. Étant donné le temps qu'ils avaient déjà passé en détention préventive, la majorité d'entre eux fut libérée sur-le-champ.

Le verdict de Catanzaro est souvent cité comme l'exemple même de l'incapacité du système judiciaire italien à traiter le crime organisé. Il apparut comme la morne réplique du verdict qui avait suivi le rapport Sangiorgi, en 1901, à la différence près que dans cette affaire, il n'y eut pas de soupçon de collusion entre magistrature et Mafia. Le procès de Catanzaro est également un exemple de la difficulté évidente qu'il y avait, à l'époque, de construire une image juridiquement convaincante de Cosa Nostra, avant que Buscetta se décide à collaborer avec la justice. En Italie, les juges rendent publics les documents justifiant leurs décisions. Le jugement de Catanzaro, fort de quatre cent soixante et une pages, fournit un aperçu fascinant de tout

ce qui se passe en amont d'un grand procès contre la Mafia et montre à quel point l'organisation criminelle est insaisissable d'un point de vue légal, même quand le système judiciaire italien fonctionne correctement.

Une grande partie des moyens mis en œuvre par les membres de Cosa Nostra pour éviter l'inculpation fonctionna à merveille, avant même que l'affaire arrive devant la justice. Comme cela s'était produit du temps de Sangiorgi, les témoins à charge, nombreux au début des enquêtes, se rétractaient à mesure que le temps passait et que la peur prenait le dessus.

Un exemple frappant est celui de Giuseppe Ricciardi, qui avait eu à souffrir des exactions des frères La Barbera : ces derniers avaient assassiné son père, un homme d'honneur, en 1952, avant d'obliger le fils à leur céder sa petite entreprise de transport à un prix dérisoire. Ils l'avaient ensuite utilisé à son insu pour faire venir deux de leurs ennemis à la gare de Brancaccio, sur le territoire des Greco. Ricciardi vit Tommaso Buscetta emmener les deux hommes sous la menace d'un revolver ; on ne les revit jamais. Peu de temps après avoir relaté les faits aux magistrats, Ricciardi revint sur ses déclarations, fournissant un flot d'explications pathétiques à sa volte-face : il ne connaissait personne, il était malade, il avait perdu un travail bien rémunéré simplement parce qu'il était le fils de son père, il avait peur de tout et de tous, et voulait seulement vivre en paix. Il accusa la police de l'avoir torturé, puis retira ses accusations quand le juge démontra qu'elles étaient sans fondement. Poursuivre ce genre de malheureux n'apporte pas grand-chose aux enquêteurs.

Tout comme Sangiorgi soixante ans plus tôt, les procureurs de Catanzaro, n'eurent donc pas d'autre solution que de se fier à des sources anonymes pour dresser une carte des lignes de front de la première guerre mafieuse ; ces sources étaient vitales, car elles cernaient et définissaient ce qui autrement serait apparu comme une série de crimes commis au hasard. Au moment du procès, on ne put dissimuler l'inconsistance des preuves, comparées au nombre de prévenus et à la gravité des accusations. Les procureurs exigèrent donc qu'un tableau plus complet soit pris en considération. Le passé criminel des prévenus, leur effroyable réputation, les signes d'intention délibérée d'altérer les preuves et d'intimider les témoins, tout laissait suggérer l'existence d'une structure organisée, et cette structure s'appelait la Mafia.

On ne peut blâmer les avocats de la défense d'avoir avancé qu'il manquait de preuves concrètes pour démontrer que cette structure n'était pas qu'une simple hypothèse. Ils affirmèrent qu'elle avait été inventée par les magistrats instructeurs afin de combler les blancs évidents de leurs dossiers. Et si, arguaient-ils, la Mafia n'était pas une organisation, mais un sentiment fort répandu en Sicile d'hostilité envers la justice ?

Corruption, collusion et intimidation expliquent nombre d'acquittements pour insuffisance de preuves que les mafiosi accumulaient sur leurs CV. Mais le verdict de Catanzaro montre bien que le cœur du problème auquel se heurtait le système judiciaire était la définition même de la Mafia. Le juge de l'enquête préliminaire, ainsi que le juge au tribunal, repoussa la théorie qui voulait que la Mafia fût une organisation pyramidale centralisée. Ce faisant, les deux juges refusaient de comprendre que Cosa Nostra était très organisée sans être pour autant une bureaucratie criminelle rigide. Ils rejetèrent également l'hypothèse que les mafiosi partageaient des « normes » et des « critères » communs. Le jugement final concéda verbeusement que la Mafia pouvait être considérée comme une « attitude psychologique ou l'expression typique d'un individualisme exagéré ». Toutefois il permit de démontrer que ces facteurs sociaux servaient d'arrière-plan à un « phénomène de criminalité collective ». L'image que le juge avait à l'esprit n'était pas celle d'une association criminelle unique mais de nombreuses petites associations indépendantes les unes des autres, qu'elles soient des *cosche* locales ou des réseaux de trafiquants. En bref, le système judiciaire italien glissait vers l'acceptation du fait que la Mafia était non pas un concept mais une réalité, hélas encore trop floue pour être prise dans la toile judiciaire.

À sept heures moins le quart, le soir du 10 décembre 1969, cinq hommes vêtus d'uniformes de policiers firent irruption dans un bureau de la viale Lazio à Palerme et commencèrent à mitrailler les personnes présentes. S'ensuivit un furieux échange de coups de feu au cours duquel l'un des agresseurs fut tué ; ses comparses le jetèrent dans le coffre d'un de leurs véhicules et s'enfuirent, abandonnant les cadavres de quatre de leurs adversaires, deux blessés et plus de deux cents douilles. Les policiers arrivés sur les lieux comprirent, en reconnaissant le célèbre colt Cobra à côté d'un corps, que la cible principale des tueurs était Michele Cavataio, le mafioso que Buscetta

jugeait responsable du déclenchement de la première guerre mafieuse.

La fusillade de la viale Lazio, avec ses mitraillettes et ses voitures rapides, était l'œuvre de gangsters aux méthodes modernes. Elle s'était produite dans les bureaux d'une nouvelle entreprise de bâtiment située dans l'un de ces quartiers résidentiels huppés qui avaient poussé comme des champignons pendant le sac de Palerme. Pourtant le meurtre du « Cobra » était une exécution collective semblable à celle réalisée dans la même région par les hommes d'honneur cités dans le rapport du préfet de police Sangiorgi soixante-dix ans plus tôt. Les repentis ont depuis révélé que les assassins déguisés en policiers étaient des tueurs envoyés par différentes Familles de Palerme et de ses environs.

En fait, il est clair désormais que la fusillade de la viale Lazio à la fin de l'année 1969 fut le dernier acte de la guerre de 1962-1963, et qu'elle ajoute du crédit à la version des événements donnée par Buscetta. Selon les repentis, le meurtre de Cavataio fut décidé par Greco « l'Oisillon » qui avait fini par souscrire à la théorie de Buscetta sur l'origine de la première guerre. Sa proposition d'éliminer le « Cobra » fut acceptée par un panel improvisé de chef mafieux (la Commission ne fut reconstituée qu'un peu plus tard). C'est ainsi que ce « phénomène de criminalité collective », que les juges du tribunal de Catanzaro avaient eu tant de mal à définir, décida de mettre fin aux troubles du milieu des années 1960, afin de pouvoir retourner tranquillement au travail.

9

Les origines de la seconde guerre mafieuse 1970-1982

L'ascension des Corléonais
1 – Luciano Leggio (1943-1970)

Comme c'est souvent le cas des films américains sur la Mafia, *Le Parrain* de Francis Ford Coppola reçut un mauvais accueil de la part des critiques lors de sa sortie en Italie en 1972. Selon l'un d'eux, c'était un « pêle-mêle de tous les lieux communs sur les gangsters italo-américains ». Cette opinion tient peut-être à un certain ressentiment italien sur la façon dont les États-Unis, *via* Hollywood, se sont appropriés la Mafia. Le même critique jugeait en outre l'épisode sicilien du *Parrain* d'une « bêtise offensante » et, sur ce point, on ne peut lui donner tort : il témoigne indéniablement d'une ignorance crasse. Alors qu'il erre dans les rues de la ville dont il porte le nom, Al Pacino-Michael Corleone, frappé par la vue des veuves vêtues de noir et des avis de décès placardés partout sur les murs, demande où ont bien pu passer les hommes. « Ils sont tous morts de vendetta », lui répond son garde du corps. Il prononce ce mot comme s'il s'agissait d'une force mauvaise de la nature, d'une variante de la peste noire qui ne moissonnerait que les hommes de Sicile.

À l'époque où le Michael Corleone du film rend cette visite à la ville natale de son père, le typhus était en Sicile un danger plus grand que la criminalité mafieuse ; une quarantaine d'habitants y succombèrent à l'été 1947. Corleone, avec ses routes et ses égouts endommagés par le passage des tanks américains, était encore un endroit extrêmement pauvre. Mais si le nombre de meurtres n'atteignait pas le niveau apocalyptique suggéré par le *Parrain*, il restait assez élevé. Il y eut onze assassinats en 1944, seize en 1945, dix-sept en 1946, huit en 1947 et cinq en 1948. Dans tout l'ouest de la Sicile, ce furent les années de la résurgence de la Mafia et de sa brutale réaction au

renouveau du mouvement paysan. Mais avec le recul, les statistiques criminelles de Corleone prennent une tonalité particulièrement menaçante, parce qu'elles incluent les premiers crimes exécutés par Luciano Leggio, un mafioso qui allait bientôt exercer une influence dominante au sein de Cosa Nostra. Sur les traces de Leggio, son élève préféré, Totò Riina dit « le Petit », autre natif de Corleone, allait orchestrer un massacre d'hommes d'honneur sans précédent – tuerie qui prit le nom de seconde guerre mafieuse de 1981-1982. Sous la direction de Riina, les Corléonais allaient établir une véritable dictature sur l'organisation et, ce faisant, conduire celle-ci au bord de l'extinction. Il y a peu encore, le successeur de Totò Riina était un homme de Corleone formé par Luciano Leggio. Ainsi, lorsque l'auteur du *Parrain*, Mario Puzo, choisit un lieu de naissance pour son héros, Don Vito Corleone (né Andolini), il tomba par un pur hasard sur la ville qui a donné au monde les hommes d'honneur les plus redoutés et les plus puissants de Cosa Nostra.

Les photos les plus connues de Luciano Leggio datent de sa comparution devant le tribunal de Palerme en 1974. En les voyant, on ne peut s'empêcher de penser qu'il avait résolu pour l'occasion d'imiter Marlon Brando en Don Corleone. Avec son cigare, sa lourde mâchoire et son air arrogant, la ressemblance est assez bonne. Mais le visage de Leggio était déjà tristement célèbre bien avant la sortie du *Parrain*. Le rapport de la commission antimafia sur Leggio, publié l'année même de la sortie du film, n'est pas un document à se soucier de frivoles apparences. Il témoigne pourtant de la fascination des juges pour « sa grosse figure ronde et froide », pour son air « de mépris ironique ». Si le parrain du film était tel que la Mafia aime à se voir – plein de sagesse et soucieux avant tout de sa famille – les traits de Luciano Leggio évoquaient en revanche l'instabilité et la terreur. Si les lourdes paupières de Brando donnaient à son personnage une sorte de noble réserve, les yeux fixes de Leggio laissaient penser qu'il était aussi versatile que malveillant. Selon une déclaration d'un repenti, Leggio « avait un air qui suscitait la peur, même parmi nous, les mafiosi. La moindre chose pouvait le mettre en rage ; une étrange lueur passait alors dans ses yeux, qui réduisait tout le monde au silence. [...] On pouvait sentir la mort planer dans l'air[1]. » C'est encore lui qui, selon le même repenti, abattit un jour un mafioso et sa maîtresse, puis viola et tua la fille de celle-ci, âgée de quinze ans.

Mais comme tant de biographies de mafiosi, l'histoire de Luciano Leggio ne se réduit à un cliché de gangster que si on la raconte d'un point de vue psychologique. Leggio avait beau inspirer la terreur, la raison pour laquelle ses partisans et lui devinrent si puissants au sein de Cosa Nostra n'était pas qu'ils étaient tissés d'une étoffe plus rude que les autres. Ce fut plutôt qu'ils réinventèrent la stratégie de la Mafia grâce à une nouvelle combinaison de méthodes éprouvées. Les Corléonais mirent au point un système de domination de Cosa Nostra adapté au nouveau climat des années de l'Antimafia, alors que l'État et l'opinion publique avaient une conscience plus aiguë du problème et que le trafic de drogue imposait de nouvelles contraintes à la structure traditionnelle des Familles. En un sens, les Corléonais devinrent pour la Mafia ce qu'elle-même était pour la Sicile : un parasite secret et mortel. Pour comprendre les évolutions de cette stratégie, il nous faut retracer l'ascension des Corléonais en partant des premiers meurtres de Leggio dans les années 1940.

Luciano Leggio naquit dans la pauvreté en 1925. Quand l'honorable société refit surface après l'invasion alliée de 1943, le petit voleur qu'il était alors fut enrôlé par Michele Navarra, un médecin qui était aussi le *capo* de Corleone. (Il existe une longue tradition de docteurs mafieux comme Navarra, qui pratiquait la médecine générale ; en 1946, il fut nommé directeur de l'hôpital de la ville après que son prédécesseur eut été assassiné par une main inconnue.) Avec le soutien de Navarra, Leggio obtint à l'âge de vingt ans une place de gardien dans une propriété proche de Corleone. Dès avant l'époque de Bernardino Verro, le chef des *Fasci* assassiné, les fonctions de ce genre étaient dominées par la Mafia et utilisées pour la contrebande, les cambriolages, l'intimidation des ouvriers agricoles et le racket des propriétaires terriens.

En 1948, sans doute sur les ordres de Navarra, Leggio commit l'un des meurtres politiques les plus célèbres de l'après-guerre, obligeant les paysans de Corleone à porter le deuil d'un nouveau martyr socialiste. Le soir du 10 mars – à la veille des premières élections législatives de la République italienne, ce qui n'a rien d'une coïncidence – sous la menace d'une arme, Leggio emmena hors de la ville le syndicaliste et ancien résistant Placido Rizzotto ; il le força ensuite à s'agenouiller avant de lui tirer trois balles dans la nuque à bout portant. Les restes de Rizzotto, ainsi que deux autres squelettes,

furent retrouvés dix-huit mois plus tard au fond d'une grotte à soixante mètres sous terre. Seuls quelques fragments de vêtements et une paire de chaussures américaines à semelle de crêpe permirent à sa mère de l'identifier. Leggio ne fut jamais condamné pour ce crime, bien que deux hommes qui avaient participé à l'enlèvement de Rizzotto fussent passés aux aveux et eussent indiqué aux autorités l'endroit où se trouvait son corps. Placido Rizzotto n'a jamais reçu de tombe, mais son buste, inauguré en 1996, trône désormais devant la mairie de Corleone.

Leggio s'enfuit peu de temps après l'assassinat de Rizzotto. Il ne fut repris qu'en 1964 et disparut à nouveau en 1970, avant d'être définitivement arrêté en 1974. Il avait réussi à échapper à la justice si longtemps qu'il s'était acquis le surnom de « Mouron rouge » de Corleone, bien qu'il fût loin de ce fringant personnage littéraire. Il avait des problèmes chroniques de prostate et souffrait d'une spondylose, une inflammation de la colonne vertébrale qui l'obligeait à porter une ceinture orthopédique. De ce fait, il passa une grande part de son temps de « cavale » entre cliniques de luxe et stations thermales. Précisons qu'il n'y a rien d'inhabituel à ce qu'un mafioso se fasse oublier pendant un moment. Même un important « don » à l'ancienne comme Calò Vizzini avait disparu un temps de la circulation. Mais la vie entière de dissimulation de Leggio devait devenir un modèle pour les Corléonais ; ils ont tous été des « mourons rouges », invisibles non seulement aux yeux des forces de l'ordre et de la loi, mais aussi de leurs rivaux au sein de Cosa Nostra. Cette invisibilité allait devenir partie intégrante de la nouvelle puissance de la Mafia. Le temps était fini où le boss tenait sa cour à une table de café sur la place du bourg ; désormais, la seule trace manifeste du pouvoir des Corléonais serait la sauvagerie.

En 1956, alors qu'il était encore officiellement en fuite, Leggio se lança dans l'élevage comme couverture à ses opérations de vol de bétail. C'est sur cette base qu'il entreprit de défier l'autorité de son propre parrain, Michele Navarra. Il commença par obliger l'un des hommes de celui-ci à renoncer à sa part dans la société de vente de bétail. Puis, quand l'un des vieux lieutenants de Navarra acheta des terres jouxtant sa propriété, Leggio le harcela par une série d'actes de vandalisme. En prévisibles représailles, il se retrouva un jour de juin 1958 cerné dans sa propre ferme par des tueurs de Navarra. Mais connaissant trop bien sa réputation de fin tireur, ils ouvrirent le feu

de trop loin, ce qui permit à Leggio de les mettre en fuite au prix d'une simple égratignure à la main.

Ce fut la dernière chance du médecin. Deux mois plus tard, Navarra revenait en voiture de Lercara Friddi avec l'un de ses collègues – un homme totalement innocent. Dans un virage, ils tombèrent sur l'Alfa Romeo 1900 de Leggio qui leur barrait la route. Quand la police et les journalistes arrivèrent sur les lieux du crime, ils trouvèrent la voiture renversée sur le bas-côté ; les douzaines de balles dont elle était criblée firent une spectaculaire photo « façon Chicago ». Ce fut le premier meurtre de la Mafia à Corleone à faire la une des journaux depuis la disparition de Placido Rizzotto, dix ans plus tôt. La notoriété de Leggio s'étendit dès lors bien au-delà de sa ville natale.

Cet assaut contre Navarra témoignait d'une audace extraordinaire. Le mauvais docteur de Corleone illustrait le genre de stabilité et de protection politique appréciées par Cosa Nostra. Outre ses fonctions médicales, il était président de la fédération rurale et administrateur de la caisse de sécurité sociale régionale ; il comptait des amis dans toute une série d'organismes d'État, et l'un de ses frères dirigeait la compagnie d'autobus de la région de Sicile qu'il avait lui-même lancée en 1943 avec des véhicules militaires abandonnés. Le docteur contrôlait en outre une masse impressionnante de voix pour la DC, il avait le soutien des autres chefs mafieux de la région, et il comptait dans son clan des hommes d'honneur jouissant d'une expérience considérable et de nombreux contacts avec les États-Unis. Il avait même reçu un titre italien équivalant à celui de chevalier, juste avant son assassinat, malgré une période d'exil intérieur pour suspicion de complicité dans le meurtre de Rizzotto. On comprend aisément pourquoi les paysans de la région l'appelaient « *U patri nostru* », « notre père ». Les mafiosi ont rarement intérêt à laisser un tueur à peine sorti du rang comme Leggio mettre à bas un prestige si profitable et bâti avec tant de patience.

Après le meurtre de Navarra, la bande de Leggio n'avait d'autre choix que de poursuivre son offensive ; désormais, la victoire était synonyme de survie. Un mois après la mort du docteur, trois de ses soldats les plus redoutés étaient abattus dans un affrontement impliquant des dizaines de tueurs en plein centre de Corleone ; plusieurs passants, dont des enfants, furent blessés. Corleone fut rebaptisé « la Tombe ». En octobre de cette même année 1958, *L'Ora* publia en

première page une liste des activités de Leggio, sous ce simple titre : « Dangereux. » Trois jours plus tard, une bombe explosait au siège du journal.

Le coup spectaculaire de Leggio contre les parrains de Corleone était certes inhabituel, mais il n'était pas sans précédent. En un sens, c'était une confirmation de ce qui a sans doute été vrai de tout temps dans l'histoire de la Mafia. En dernière instance, quelle que soit l'importance dévolue au politique, le pouvoir au sein de l'honorable société réside dans son aile militaire. La résolution dont témoignait Leggio en 1958 de payer le prix politique à court terme de son impitoyable violence allait devenir une constante de la stratégie adoptée ensuite par les Corléonais.

Les fusillades et les enlèvements se succédèrent à Corleone pendant cinq ans. Les petits arrivistes de Leggio étaient sur le point de remporter une victoire totale sur l'empire de Navarra quand, le 30 juin 1963, l'attentat à la bombe de Ciaculli entraîna une vague d'arrestations qui mit temporairement fin à quasiment toute activité mafieuse dans l'ouest de la Sicile. Le « Mouron rouge » en personne finit par être arrêté à Corleone en 1964, dans une maison appartenant à une célibataire d'âge moyen apparemment au-dessus de tout soupçon, puisqu'elle était l'ancienne fiancée du syndicaliste assassiné Placido Rizzotto.

Lorsque soixante-quatre des participants à la guerre entre partisans de Leggio et de Navarra passèrent enfin en justice en 1969, ils furent tous acquittés. Le plus surprenant, c'est qu'au bout de vingt-cinq ans de carrière de tueur dans la Mafia, Leggio n'avait qu'un seul délit inscrit dans son casier judiciaire : le vol de quelques épis de maïs. Le rapport final de la commission d'enquête antimafia critiqua la sentence, s'élevant contre la façon dont Leggio et ses hommes avaient intimidé les témoins, et contre la tendance « inconsciente » du juge à se montrer d'une rigueur inaccoutumée dans l'examen des preuves à charge. Il semble que Leggio ait aussi trouvé le moyen de détruire des preuves matérielles entre l'enquête et le procès. Des fragments du feu arrière d'un véhicule avaient été retrouvés sur le lieu de l'assassinat de Navarra et identifiés comme appartenant à une Alfa Romeo du type de celle que possédait Leggio. Quand on rouvrit la pochette scellée quelques mois plus tard, on découvrit que les fragments avaient été remplacés par d'autres, d'une marque de voiture différente. L'accusation fit appel de ces acquittements, mais au

moment où un second jugement condamnait Leggio à la prison à vie, celui-ci s'était évaporé une fois encore.

L'activité mafieuse reprit à plein à la suite de l'acquittement de Leggio et des siens en 1969. On vit se dessiner une nouvelle carte du pouvoir au sein de Cosa Nostra. Parmi l'équipe de tueurs déguisés en policiers qui exécuta Michele Cavataio, « le Cobra », viale Lazio, se trouvaient deux des meilleurs tueurs de Leggio : Calogero Bagarella (qui fut tué dans l'assaut et que ses collègues emportèrent dans le coffre de leur voiture), et Bernardo Provenzano dit « le Tracteur » (l'homme qui, il y a peu encore, était devenu le parrain des parrains). Le statut acquis par Leggio au sein de Cosa Nostra fut confirmé quand la Commission se reconstitua peu de temps après. Elle était provisoirement formée de trois membres. Le premier était Gaetano Badalamenti, dit « Tano », un important trafiquant de drogue ayant de solides connexions outre-Atlantique et l'un des trois hommes du « groupe de travail constitutionnel » qui avait énoncé les règles de la première Commission. Le deuxième était Stefano Bontate, dit « le prince de Villagrazia », *capo* de la plus grande Famille de Palerme et rejeton d'une prestigieuse dynastie de mafiosi : son père avait porté le cercueil de Don Calò Vizzini. Le troisième était Luciano Leggio en personne, bien qu'il se fît souvent représenter par son adjoint de confiance, Totò Riina, dit « *U curtu* » (le Petit).

La composition de ce triumvirat était un signe que la nouvelle Commission serait un corps très différent de celui établi à la suite de la visite en Sicile de Joe Bananas en 1957. La règle interdisant aux chefs de Famille de siéger à la Commission n'existait plus. Les membres du triumvirat étaient désormais les trois hommes d'honneur les plus puissants de la province de Palerme, et donc de toute la mafia sicilienne. La Commission ne se contentait plus de simple rôle de contrepoids à l'autorité des chefs de Famille locaux sur leurs propres hommes d'honneur, que Buscetta avait espéré lui conférer en 1957. De fait, elle réactivait et réorganisait les Familles de haut en bas. Quand la Commission plénière se remit à fonctionner en 1974, Cosa Nostra présentait la structure de commandement hiérarchisée que Tommaso Buscetta allait décrire à Giovanni Falcone et qui prévaut encore aujourd'hui.

La question est de savoir comment Luciano Leggio, du fond de sa Corleone arriérée, parvint à se faire une place au sein de l'élite de Palerme. Car, en dépit de la notoriété que lui ont conférée Leggio et

Marlon Brando, Corleone n'est pas la « capitale » de la Mafia. Dès avant sa première arrestation en 1964, Leggio était bien plus qu'un simple chef de Famille de bourgade : il avait étendu son influence là où les choses comptaient vraiment – à Palerme.

C'est à Palerme que Leggio a passé l'essentiel de ses années de cavale ; c'est à ses halles que sa petite entreprise de transport apportait son bétail abattu illégalement ; c'est là encore que Vito Ciancimino « l'Escroc » jouait des coudes pour l'emporter au conseil municipal ; c'est à Palerme toujours que Leggio avait le siège de sa société, qui louait aux fêtes foraines des machines à sous bourrées de cigarettes de contrebande. Il était aussi en étroit contact avec des mafiosi qui allaient devenir les combattants de premier plan de la première guerre mafieuse – La Barbera, Buscetta, Greco, Cavataio, Torretta. Enfin, c'était à Palerme que la Mafia avait ses racines et que restait concentré le pouvoir de l'honorable société. Cette ville allait être l'enjeu de la seconde guerre mafieuse.

La crise spirituelle de Leonardo Vitale

L'histoire de la mafia sicilienne n'est pas faite que de politique de haut vol, de trafics juteux et de guerres de gangs. Les années 1970 furent aussi le décor de deux tragédies, relatées dans ce chapitre et dans le suivant, qui nous parlent des angoisses quotidiennes des hommes, des femmes et des enfants qui vivent au cœur du système mafieux.

Le 29 mars 1973, vers onze heures du soir, Leonardo Vitale se présenta au quartier général de la brigade mobile de Palerme en déclarant qu'il traversait une crise religieuse et qu'il voulait entamer une nouvelle vie. Âgé de trente-deux ans, il était homme d'honneur de la Famille Altarello di Baida, où il avait rang de *capo-decina* (chef de dizaine). Devant les policiers abasourdis, Vitale reconnut deux meurtres, une tentative d'homicide, un enlèvement et une série de délits mineurs. Il nomma les responsables d'autres homicides. Il expliqua comment est organisée une Famille de la Mafia, qui étaient les membres de la sienne, et révéla l'existence de la Commission. Bien qu'il fût situé à un niveau trop bas de l'organisation pour savoir qui exactement siégait à cette Commission, il expliqua qu'un jour, le membre du triumvirat corléonais Totò Riina « le Petit » était venu arbitrer un différend entre une Famille et sa voisine. Quand la presse apprit la nouvelle, elle qualifia Vitale de « Valachi des faubourgs de Palerme ». Une fois encore, bien avant Tommaso Buscetta, un repenti avait déversé les secrets de la Mafia dans la première oreille disposée à les entendre.

Trois semaines après que Vitale se fut dénoncé, un juge d'instruction invita une équipe de psychiatres auprès des tribunaux à se rendre

à la prison d'Ucciardone afin d'établir si le repenti était assez sain d'esprit pour être un témoin crédible au procès. Celui-ci avait déjà montré des signes manifestes de fragilité mentale. Quelques mois plus tôt, au cours d'une garde à vue d'une semaine sur l'île d'Asinara pour suspicion de complicité dans un enlèvement, il s'était barbouillé de ses propres excréments. Il expliqua ainsi son geste aux psychiatres : « Faire une chose comme ça m'a aidé en quelque sorte à comprendre que... que faire ça, ce n'est pas faire le mal, mais que d'autres choses sont mal. Une chose comme ça ne peut pas faire de mal aux gens, mais d'autres choses sont mal, celles que j'ai faites avant[2]. »

Ce geste de se barbouiller de fèces était bien plus éloquent que ces pauvres mots : Vitale était un homme peu éduqué. Pourtant, même avec toutes ses hésitations et ses maladresses, l'histoire qu'il raconta aux psychiatres constitue l'un des aperçus les plus révélateurs sur ce qu'il en coûte émotionnellement d'appartenir à une association qui œuvre dans une atmosphère permanente de silence et de mort.

L'homme qui eut le plus d'influence sur la vie de Vitale, celui auprès de qui il chercha l'affection qui lui avait manqué après la mort de son père, était son oncle qui devint aussi son chef. « Il était tout pour moi », déclara Vitale. Sa plus grande angoisse dans la vie tournait autour de sa masculinité incertaine : « Je pensais que j'étais pédéraste, et cette pensée ne m'a jamais quitté. » À l'âge de quatorze ans, il avait cessé d'aller à la messe parce qu'il accusait Dieu des « mauvaises pensées » qui lui passaient par la tête. Il était devenu un mafioso, expliqua-t-il, « en protestation contre ma propre nature, parce que Dieu m'avait donné ces complexes. Une protestation contre Dieu pour le complexe de ne pas être un homme »[3].

Mais ce ne fut pas à cause d'un quelconque « complexe » que le destin de Leonardo Vitale fut fixé dès son enfance. Le système de valeurs mafieux s'était transmis depuis des générations dans la famille Vitale ; il était sans doute le descendant d'un tueur au service de Don Raffaele Palizzolo dans les années 1890. Suivant la tradition familiale, quand l'oncle de Leonardo perçut l'admiration que lui vouait le jeune garçon, il entreprit de tester son courage en lui disant un jour : « Tu vois mes mains ? Elles sont tachées de sang, et les mains de ton père étaient encore plus sales que les miennes. » Son oncle lui demanda de démontrer sa « bravoure » en tuant d'abord un cheval, puis, à l'âge de dix-neuf ans, en tuant un homme ; il fut

Mort d'un « gauchiste fanatique » : Peppino Impastato

Dans les années 1970, appelées les « années de plomb », la démocratie italienne affronta les jours les plus sombres qu'elle eût connus depuis la chute du fascisme. Une fois encore, comprendre et combattre la Mafia n'entrait pas dans les priorités de la nation. Le 12 décembre 1969, deux jours après l'agression contre « le Cobra », Michele Cavataio – premier signe d'une reprise d'activité de Cosa Nostra après la période de calme du milieu des années 1960 –, une bombe explosa dans une banque de Piazza Fontana au centre de Milan ; il y eut seize morts et des dizaines de blessés. Trois jours plus tard, un anarchiste innocent, amené dans les locaux de la police milanaise pour être interrogé sur ce massacre, se tua en tombant d'une fenêtre du quatrième étage. Peu de temps après, un faisceau d'indices commença à se faire jour, impliquant les groupes néofascistes dans le massacre de Piazza Fontana et révélant des liens entre les services secrets italiens et ces mêmes néofascistes. Les groupes gauchistes adoptèrent le slogan du « massacre d'État ». Ils n'étaient nullement les seuls à penser qu'il se préparait un complot visant à saper la démocratie. L'existence de ce complot ne fait guère de doute ; la question – qui n'a pas été totalement résolue – était de savoir jusqu'où plongeaient ses racines au sein des institutions. Ce fut ce que l'on a appelé la « stratégie de la tension » : un programme d'attentats terroristes visant à préparer le terrain pour un coup d'État d'extrême droite.

La stratégie de la tension était une réponse directe de l'État à la menace qu'il percevait sur sa gauche. Les années 1967-1968 virent se multiplier des manifestations étudiantes qui allèrent en se

Héroïne : la Pizza Connection

Les parrains qui commencèrent à sortir de prison en ayant purgé leurs peines de 1968-1969 avaient perdu beaucoup d'argent. Les frais de justice et de soutien aux prisonniers avaient vidé leurs caisses. Antonino Calderone, un homme d'honneur de Catane, qui devait ensuite livrer des informations au juge Falcone en 1987, avait un souvenir particulièrement vif de ces temps difficiles. Il se souvenait d'avoir vu Totò Riina pleurer parce qu'il était incapable de payer le voyage de sa mère pour qu'elle vienne lui rendre visite alors qu'il attendait l'ouverture de son procès. Mais Calderone se rappelait aussi avec quelle rapidité la situation avait changé dès que la Mafia eut repris ses activités. « Ils sont tous devenus millionnaires d'un seul coup, en deux ou trois ans. À cause de la drogue. » L'histoire de Cosa Nostra dans les années 1970 navigue sur une mer de profits issus de l'héroïne. Et ce fut cette marée qui finit par amener le conflit le plus sanglant de l'histoire de la Mafia.

Non que tous les mafiosi de Palerme eussent été pauvres en 1970. Les Greco, la famille royale de Cosa Nostra, étaient encore plus qu'à leur aise. À Cinisi, le trafic transatlantique de Don Tano Badalamenti n'avait pas souffert des conséquences de la première guerre mafieuse. Mais beaucoup d'autres chefs avaient un urgent besoin d'argent, à commencer par les Corléonais. C'est ainsi qu'ils recoururent au kidnapping pour parer au plus pressé et accumuler du capital. Ils prirent en général pour cible les enfants d'hommes d'affaires en vue de Palerme, et réinjectèrent l'argent ainsi gagné dans des affaires illégales. Les années 1970 ont vu une explosion de la contrebande de cigarettes, dont le quartier général se trouvait à

Naples. Si Tommaso Buscetta faisait passer des centaines de caisses de cigarettes entre la Sicile et la péninsule dans les années 1950, les contrebandiers napolitains et leurs partenaires siciliens travaillaient désormais par bateaux entiers. Le chef de la Camorra Michele Zaza, dit « Mike le cinglé », reconnut plus tard avoir porté son trafic à cinquante mille caisses de cigarettes par mois. Un nombre croissant de mafiosi convergea vers Naples en quête d'une part de bénéfices.

Les profits du tabac, déjà immenses, n'allaient pas tarder à être largement dépassés par ceux de l'héroïne. Le président Richard Nixon annonça une « guerre à la drogue » peu après son investiture en 1969. Comme la plupart des guerres de ce genre, elle se révéla finalement contre-productive. En provoquant la fermeture des raffineries de Marseille tenues par des Corses, l'administration Nixon offrit à la Sicile l'opportunité de devenir la nouvelle plaque tournante du long voyage de l'héroïne depuis les champs de pavot du Proche et du Moyen-Orient jusqu'aux rues des villes américaines. En 1975, un trafiquant turc d'armes et de stupéfiants qui avait été le principal fournisseur en morphine-base des raffineries de Marseille établit un contact direct avec Cosa Nostra. Peu après, des laboratoires apparurent dans tout l'ouest de la Sicile, dont les premiers employés furent les chimistes rescapés de Marseille. Les chiffres de la dépendance à l'héroïne en Europe occidentale et en Amérique du Nord enregistrèrent un bond historique en 1977, au moment où les raffineries siciliennes entraient en activité. La quantité d'héroïne saisie dans le monde fut multipliée par six entre 1974 et 1982, années où la mafia sicilienne établit sa domination sur le marché.

Mais les mafiosi de Sicile ne se bornaient pas à raffiner et à importer l'héroïne ; avec la collaboration de leurs pairs américains, ils visaient également à contrôler leur propre réseau de distribution. Tommaso Buscetta lança sa première pizzeria dès 1966 avec un prêt de la famille Gambino de New York. À la fin des années 1970, sur dix Siciliens en situation irrégulière expulsés des États-Unis, neuf travaillaient dans ce genre d'établissements. La mafia américaine s'étant implantée dans l'importation et la production de produits alimentaires italiens depuis le début du siècle, il semble logique que la fourniture d'ingrédients au réseau de pizzerias, qui couvrit bientôt l'ensemble des États-Unis, ait été monopolisée par des sociétés placées sous sa protection. L'affaire de la Pizza Connection en Amérique, en 1986, allait révéler que ces restaurants italiens vendaient

bien autre chose que de simples margheritas : ils constituaient en fait le réseau international de distribution d'héroïne de la Mafia.

En 1982, on estimait que les mafiosi siciliens contrôlaient la transformation, le transport et quasiment toute la distribution de 80 % de l'héroïne consommée sur la côte Est des États-Unis. Les bénéfices qu'en tirait la Sicile – dont on ne connaîtra jamais le montant exact pour d'évidentes raisons – se montaient à plusieurs centaines de millions de dollars par an. À la fin des années 1970, Cosa Nostra devint plus riche et plus puissante qu'elle ne l'avait jamais été.

La Pizza Connection impliquait aussi un nouvel équilibre des pouvoirs entre les deux bras de Cosa Nostra. Les Siciliens, les « zips » comme les appelaient envieusement les mafiosi américains de bas rang – n'étaient plus de la simple main-d'œuvre bon marché pour les parrains américains. La petite pègre ne pouvait plus se permettre de les traiter de haut, comme l'avait fait Joe Bananas en revenant au pays en 1957. Nombreux, bien organisés et ayant accès à des quantités apparemment illimitées d'héroïne, les Siciliens jouissaient désormais d'une autonomie considérable aux États-Unis.

Knickerbocker Avenue, sur le territoire de la Famille Bonanno de Brooklyn, devint une colonie sicilienne et un terminal de l'héroïne. Un agent de la DEA qui avait infiltré la Famille mafieuse de Philadelphie apprit ainsi que : « Brooklyn signifiait la mafia sicilienne, distincte de la Cosa Nostra italo-américaine. La différence était bien marquée : [...] Brooklyn contrôlait toute l'héroïne aux États-Unis [...] et les Siciliens se servaient des Italo-Américains pour la distribuer[8]. »

Mais les « zips » ne s'étaient pas bornés à monter un *enterprise syndicate* outre-Atlantique : ils avaient aussi réalisé de sérieuses avancées au sein du *power syndicate* de la Cosa Nostra américaine. L'agent spécial Joseph D. Pistone (alias Donnie Brasco) fut chargé par le FBI d'infiltrer la Famille Bonanno à New York, de 1975 à 1981. Il se rappelait cette conversation anxieuse entre deux hommes d'honneur américains ayant entendu dire que certains Siciliens allaient être faits capitaines :

« Ces types [les zips] ne pensent qu'à fourrer leurs pattes partout. Pas question de les faire capitaines. On perdrait toute notre puissance.

– [...] Ces salauds de zips ne feront de cadeau à personne. Tu leur donnes le putain de pouvoir, et si tu t'en mords pas les doigts maintenant, ce sera dans trois ans. Ils te mettront six pieds sous terre. Pas

question de leur donner le pouvoir. Ils se foutent de tout. Ils ne s'occupent pas de savoir qui est le boss. Ils n'ont aucun respect[9]. »

Mais les mafiosi siciliens et américains n'étaient pas toujours rivaux dans l'industrie de l'héroïne : nombre d'entre eux avaient en fait des liens de parenté. Un mafioso en quête de partenaires et de passeurs fiables pour son trafic de drogue se tournera toujours vers sa famille de sang, de préférence vers ses membres offrant la garantie supplémentaire d'être initiés à la Mafia. Quand le commerce de l'héroïne explosa dans les années 1970, beaucoup d'hommes d'honneur se trouvaient dans l'heureuse position de posséder déjà, outre-Atlantique, une petite entreprise familiale susceptible de s'adapter au commerce de n'importe quelle marchandise illicite. Cela est surtout vrai des villes côtières, particulièrement liées aux États-Unis. Cinisi, la ville de Badalamenti, en est un bon exemple, ainsi que Castellammare del Golfo, lieu d'origine de lignées mafieuses sicilo-américaines comme les Magaddino et les Bonanno. Palerme également avait des liens de ce type ; Salvatore Inzerillo, chef de la vénérable Famille Passo di Rigano et trafiquant d'héroïne de premier plan, était le cousin de Carlo Gambino, qui dirigea la plus puissante des cinq Familles de New York jusqu'à sa mort, en 1976. Des clans comme les Inzerillo, les Badalamenti et les Magaddino continuèrent à traverser régulièrement l'Atlantique ; les cousins des deux bords continuèrent à se marier entre eux sur des générations. La famille transocéanique des Inzerillo devait laisser plus tard le juge Falcone particulièrement perplexe devant « l'incroyable enchevêtrement de ses liens de parenté ».

Si le trafic de stupéfiants est une question de contacts, c'est aussi l'art de s'entourer d'un aréopage de spécialistes : investisseurs, fournisseurs de morphine-base, techniciens capables de raffiner la drogue, transporteurs, petits dealers des rues, financiers ayant l'expertise requise pour blanchir les bénéfices et les préserver des griffes de la Guardia di Finanza (la brigade financière italienne). Il s'agit de réseaux internationaux, s'étendant du haut en bas de la société et distincts de la Mafia proprement dite.

Les mafiosi se sont livrés au trafic de stupéfiants depuis que ce trafic existe. Mais la Mafia *en soi* n'a jamais été un conglomérat centré sur l'héroïne. Comme le disait Buscetta, « dans le trafic de drogue, chacun était autonome. Les gens qui disposaient des meilleures opportunités économiques faisaient l'essentiel du travail ». Il faut

entendre par « opportunités économiques » les réseaux de contacts tissés avec des spécialistes hors de l'organisation.

Bien sûr le principe d'autonomie connaît des limites : l'activité d'un homme d'honneur risque toujours d'avoir des implications politiques au sein de Cosa Nostra. Une Famille a le droit de taxer les activités économiques menées sur son territoire, ou d'exiger un tribut de tout homme impliqué dans des entreprises qui ne sont pas directement sous son contrôle. Pour un parrain, le moyen le plus simple de tirer profit de la drogue consiste à « protéger » les distributeurs. Cette méthode a en outre l'avantage de garder le trafic des stupéfiants un peu à l'écart de la Famille ; en effet, les spécialistes qu'il requiert n'étant pas liés par l'*omertà*, ils sont une source de dangers supplémentaire puisqu'ils risquent plus facilement de passer aux aveux en cas d'arrestation.

Mais quand les bénéfices sont tels qu'ils génèrent des rivalités entre les Familles, la Commission est susceptible d'intervenir. Dans ce cas, elle intègre l'entreprise concernée dans la structure de Cosa Nostra – l'équivalent criminel de la nationalisation d'une société. En mettant en place un conseil de vieux parrains pour gérer une affaire, la Mafia s'assure qu'ils sont tous au courant de ce qui se passe et que chacun recueillera une part des bénéfices.

Un exemple typique en fut la contrebande de cigarettes à Naples, au milieu des années 1970. La Commission se mit à agir comme un consortium en achetant des cargaisons de tabac par l'entremise de Michele Zaza « le Cinglé » – exactement comme elle l'avait fait pour la distribution d'héroïne avant la première guerre mafieuse. En 1974, Zaza et quelques autres Camorristes illustres furent même initiés à Cosa Nostra pour les flatter et les garder sous contrôle. Mais même ainsi, la Commission ne pouvait monopoliser ni la contrebande de cigarettes ni le trafic d'héroïne. Elle représentait la province de Palerme, et non l'île tout entière. Une grande part du trafic de drogue resta hors de portée du radar de la Commission, et donc hors de son contrôle. Le résultat en fut la même mixture volatile d'affairisme, de politique et de suspicion qui avait entraîné la première guerre mafieuse.

Banquiers, francs-maçons, percepteurs et mafiosi

La manne de la drogue coulant à flots entre les États-Unis et la Sicile mit des robinets en or dans de petites maisons de paysans, construisit des immeubles de rapport et des villas en bord de mer, vida les présentoirs de florissantes boutiques de luxe, et enfin fut réinvestie dans des entreprises légales et illégales partout en Italie et en Europe. Les narcodollars s'infiltrèrent également au plus profond du secteur financier (dans les années 1970, un archipel de banques locales privées et coopératives doubla sa part du marché des investissements en Sicile) et furent aspirés vers les hauteurs du système bancaire italien où ils se mêlèrent aux profits de la corruption politique. Sur les traces de l'argent, les mafiosi pénétrèrent plus profondément que jamais les échelons supérieurs de la société.

Giovanni Falcone arriva au palais de justice de Palerme en 1978. En l'espace de deux ans, la « méthode Falcone » réalisa une percée dans une affaire qui plongeait au cœur du trafic de drogue transatlantique de Cosa Nostra ; elle impliquait Salvatore Inzerillo, parrain de Passo di Rigano, les dénommés « Cherry Hill Gambinos » de Brooklyn, le magnat du bâtiment et premier contribuable de Sicile Rosario Spatola, et l'ancien membre du triumvirat Stefano Bontate – autant d'hommes liés en outre par un réseau tentaculaire d'alliances matrimoniales. Mais Falcone travaillait aussi avec des magistrats de Milan sur une affaire de fraude et de meurtre qui menaçait de dévoiler les pires plaies de la société italienne : corruption, influence mafieuse et conspiration contre la démocratie au plus haut niveau des institutions politiques et financières.

Au centre de cette affaire se trouvait le banquier Michele Sindona,

qui fut la figure financière la plus influente d'Italie au début des années 1970. Il dirigeait une banque américaine de première importance, contrôlait les investissements du Vatican à l'étranger et était l'un des premiers bailleurs de fonds de la Démocratie chrétienne. Mais il était aussi fortement soupçonné d'avoir blanchi de l'argent pour Cosa Nostra. En 1974, son empire s'effondra sous les accusations de fraude et il s'enfuit aux États-Unis, où il embaucha un mafioso pour abattre le juriste chargé de la liquidation de ses affaires italiennes. Pris en tenailles entre les autorités des deux côtés de l'Atlantique, Sindona loua les services de mafiosi impliqués dans le réseau de contrebande d'héroïne Inzerillo-Gambino-Spatola-Bontate pour mettre en scène son propre enlèvement par le « Comité subversif prolétarien pour une vie meilleure », un groupe terroriste gauchiste purement imaginaire. Il passa près de trois mois en Sicile aux mains de ces prétendus terroristes, allant jusqu'à se faire tirer une balle dans la cuisse gauche – sous anesthésie – pour confirmer son histoire. L'objectif réel de cet enlèvement était d'exercer un chantage à peine voilé sur les anciens alliés politiques de Sindona dans l'espoir qu'ils organisent le sauvetage de ses banques – et donc de l'argent de Cosa Nostra. Le complot échoua ; Sindona fut « relâché » par ses ravisseurs et se rendit au FBI ; il mourut en prison en 1986 après avoir bu un café au cyanure.

À l'été 1982, un autre banquier italien en disgrâce, Roberto Calvi, fut retrouvé pendu sous le pont de Blackfriars à Londres. La carrière de Calvi semble calquée sur celle de Sindona : une ascension vertigineuse, des liens étroits avec le Vatican, des transferts de fonds aux partis de gouvernement, et un effondrement financier suivi de tentatives désespérées de sauver sa peau en faisant chanter les politiciens. Il fallut attendre avril 2002 pour qu'il soit confirmé – du moins dans l'esprit des autorités italiennes – que Calvi ne s'était pas suicidé comme on l'avait cru d'abord, mais qu'on l'avait bien « suicidé ». Au moment où nous écrivons ces lignes, un chef mafieux proche des Corléonais risque de se retrouver au tribunal pour avoir ordonné ce meurtre. Selon la thèse de l'accusation, fondée sur le témoignage d'un repenti, Calvi recyclait l'argent de la drogue pour les Corléonais comme Sindona l'avait fait pour le groupe Inzerillo-Gambino-Spatola-Bontate, et lui aussi avait été assassiné pour son manque de fiabilité. On suppose que l'homme d'honneur en question niera en bloc.

Ces deux « banquiers de Dieu » étaient membres d'une loge maçonnique, la Propaganda 2, ou loge P2. En mars 1981, les juges de Milan enquêtant sur le faux enlèvement de Sindona découvrirent une liste de neuf cent soixante-deux membres de la loge P2 dans le bureau de son Grand Maître, Licio Gelli. Parmi les hommes qui lui avaient prêté serment, on comptait toute la direction des services secrets, quarante-quatre membres du Parlement et une quantité d'hommes d'affaires, de militaires, de policiers, de fonctionnaires et de journalistes. L'enquête parlementaire sur la loge P2 conclut qu'elle avait pour objectif de corrompre la vie publique et de saper la démocratie, même si tous ses membres n'étaient pas au courant de ces projets ; son Grand Maître avait sans doute conservé des documents secrets sur certains d'entre eux en vue d'un chantage. L'étendue exacte de l'influence de la loge P2 reste inconnue.

La relation entre la Mafia et d'autres groupes maçonniques est plus facile à définir. À partir des années 1970, certains hommes d'honneur s'affilièrent aux loges pour entrer en contact avec des industriels, des bureaucrates et des politiciens. Comme l'expliquait un repenti, « l'entrée chez les francs-maçons vous offrait de larges contacts avec les hommes d'affaires, les institutions et les hommes qui exercent un pouvoir différent du pouvoir punitif dont dispose Cosa Nostra[10]. »

Un exemple illustre bien le caractère insidieux de ces réseaux : l'enquête parlementaire sur l'affaire Sindona révéla que le chirurgien esthétique qui avait anesthésié et blessé Michele Sindona au cours de son faux enlèvement était, selon sa propre définition, « un maçon de cœur international », étroitement lié tant aux mafiosi qu'au Grand Maître de la loge P2. Pendant dix-neuf ans, il fut aussi le médecin résident du quartier général de la police de Palerme, et il n'est pas exclu qu'il ait noué des liens amicaux au sein du gouvernement américain.

Ce serait une erreur de croire que les maçons « en col blanc » étaient les partenaires dominants de ce tango vénal avec les brutes de Cosa Nostra. Avant toute chose, il n'était pas question d'un conflit de loyautés chez ceux qui appartenaient aux deux sociétés secrètes. Les intérêts de Cosa Nostra passent toujours en premier, comme l'expliquait un repenti : « Le serment [maçonnique] est une fiction parce que nous ne respectons qu'un seul serment – celui que nous avons prêté à Cosa Nostra[11]. »

On sait désormais que les deux hommes les plus riches de la Sicile

des années 1960 et 1970 avaient prêté deux serments – à la Maçonnerie et à la Mafia. C'étaient les cousins Salvo, Nino et Ignazio. Nino Salvo était un homme d'honneur sociable et entreprenant de la Famille Salemi qui régnait sur la province de Trapani. En 1955, il épousa une femme dont le père dirigeait l'une des petites compagnies détenant les contrats de perception des impôts. En Sicile, les impôts directs et indirects étaient perçus par des sociétés privées, selon un système que le meilleur historien de Palerme a qualifié de « machine à sous infernale ». Avec son beau-père et son cousin Ignazio, Nino entreprit de former un cartel qui parvint dès 1959 à s'assurer la perception de 40 % des impôts siciliens. En 1962, avec l'aide du « jeune Turc » Salvo Lima, la société des cousins Salvo obtint le contrat de perception des impôts à Palerme – une affaire qui, en 1960, générait à elle seule environ deux millions de dollars par an de bénéfices. Leur contrôle sur la perception des impôts s'accrut encore au milieu des années 1960, et il allait durer jusqu'au début des années 1980. Quand des entreprises similaires dans d'autres régions italiennes conservaient environ 3 % des sommes collectées, les Salvo siphonnaient une moyenne de 10 %. Les cousins arrondissaient en outre leurs fins de mois en prélevant leur dîme sur les énormes subventions à l'agriculture de l'Union européenne et du gouvernement italien.

Naturellement, ce degré de vol manifeste n'aurait pu perdurer sans de solides appuis politiques, notamment à l'Assemblée régionale de Sicile. En fait, l'ensemble du système politique sicilien était infecté par un circuit de corruption liant les Salvo, la Mafia et certaines sections de la DC. Il était déjà peu reluisant que les Salvo versent des pots-de-vin aux politiciens en échange de leur soutien quand il s'agissait de renouveler les contrats de collecte des impôts ou de faire échouer les tentatives périodiques de ramener cette juteuse entreprise au sein du service public. Mais il y avait pis encore. À l'Assemblée régionale, comme dans tous les conseils municipaux de l'île, de nombreux politiciens étaient en fait recrutés et choisis par la Mafia en accord avec les dirigeants de la DC.

En 1982, le juge Falcone soumit les affaires des cousins Salvo à un audit – un crime de lèse-majesté sans précédent. Sa confrontation directe avec Cosa Nostra n'en était qu'à ses prémices. Mais dès cette époque, l'explosion du trafic de drogue avait commencé à plonger la mafia sicilienne dans ce qui allait être le pire bain de sang de son histoire.

L'ascension des Corléonais : 2 – Vers la *mattanza* (1970-1983)

La seconde guerre mafieuse de 1981-1983 est connue en Italie sous le nom de *mattanza*, un terme issu de l'industrie de la pêche. À moins d'aller assister à une *mattanza* à la vieille pêcherie Florio de Favignana, le meilleur moyen d'avoir une idée de la puissance de cette métaphore est de regarder le célèbre film de Roberto Rossellini, *Stromboli*, qui date des années 1950. Ingrid Bergman y joue le rôle d'une réfugiée lituanienne qui épouse un pauvre pêcheur sicilien pour échapper à un camp d'internement. La rude réalité de sa vie lui apparaît quand les pêcheurs de thon remorquent leurs prises jusqu'à une baie tranquille, forment un cercle avec leurs bateaux et entonnent une lugubre chanson en remontant leurs filets remplis d'énormes poissons qui se débattent. Elle regarde alors d'un air horrifié les thons assommés et hissés à bord avec de redoutables harpons, tandis que la mer se transforme en un bain sanglant et écumeux.

Le massacre sauvage de 1981-1983 n'est pas survenu sans avertissements. Depuis plus de trois ans déjà, les carabiniers disposaient d'une carte précise des lignes de front et d'un exposé sur la tactique des vainqueurs – les Corléonais. En avril 1978, l'homme d'honneur Giuseppe Di Cristina avait arrangé un entretien secret avec un capitaine des carabiniers dans une maison isolée. Di Cristina était un informateur de bien plus haut rang que le pauvre Leonardo Vitale. D'une part, il était le *capo* de Riesi, située au centre de la Sicile. D'autre part, il était sans doute l'un des mafiosi déguisés en policiers qui avaient pris part au massacre de la viale Lazio en 1969 ; sa présence dans cette exécution collective à forte connotation symbolique visait à démontrer qu'elle avait été décidée par l'ensemble de Cosa

Nostra, et pas seulement celle de Palerme. Di Cristina, en bref, était au cœur du système mafieux. Pourtant, le carabinier avec qui il eut cet entretien déclara par la suite qu'il avait un air d'animal traqué.

L'homme qui inspirait une telle crainte à Di Cristina était Luciano Leggio, désormais devenu multimillionnaire. L'ancien « Mouron rouge » de Corleone avait passé quatre ans en prison, mais il continuait à diriger ses affaires depuis sa cellule par l'entremise de ses âmes damnées, Totò Riina et Provenzano « le Tracteur » ; selon Di Cristina, ces deux-là, surnommés les « bêtes fauves », avaient chacun une bonne quarantaine de meurtres sur la conscience. Leggio tirait notamment ses revenus des enlèvements exécutés dans la péninsule. En 1973, Eugene Paul Getty III, âgé de dix-sept ans et petit-fils de l'un des hommes les plus riches du monde, fut enlevé à Rome. Il ne fut libéré que cinq mois plus tard, contre une rançon de l'ordre de deux millions cinq cent mille dollars, après qu'une boucle de cheveux et une oreille du jeune homme eurent été envoyées à un journal comme preuve de la détermination des ravisseurs. À en croire Di Cristina, tout cela était l'œuvre de Leggio.

Mais le plus significatif dans ses déclarations fut le tableau qu'il traça des divisions politiques au sein de Cosa Nostra. L'organisation se scindait en deux factions. Le chef indiscuté de la première était Leggio, s'opposant à la faction adverse menée par Don Tano Badalamenti, la « Terreur assise » de Cinisi (et, accessoirement, le *compare* de Leggio).

Ce qu'avait compris Di Cristina, c'est que les Corléonais étaient engagés dans une stratégie à long terme visant à encercler la faction opposée. Ils enrôlaient leurs partisans un par un dans les Familles des petites villes de la province de Palerme et du reste de la Sicile. En tant que loyal allié de Stefano Bontate, membre de l'ancien triumvirat et élément clé de la faction Badalamenti, Di Cristina était l'un des derniers obstacles dont il leur fallait se débarrasser avant de parachever leur plan d'attaque en donnant l'assaut à Palerme elle-même. (Étant proche de Bontate, Di Cristina se montra beaucoup moins bavard sur la faction de Badalamenti ; il se garda bien de mentionner qu'elle comptait aussi dans ses rangs deux des plus importants trafiquants d'héroïne de Cosa Nostra : le chef de Passo di Rigano, Salvatore Inzerillo dit « Totuccio », et Tommaso Buscetta qui attendait son heure en prison.)

Comme la plupart des mafiosi qui ont parlé à la police à diverses

époques de l'histoire de l'organisation, Di Cristina était un homme acculé. Leggio commandait un escadron de la mort de quatorze hommes triés sur le volet, ayant des antennes non seulement en Sicile, mais aussi à Naples, à Rome et dans d'autres villes italiennes. Les Corléonais avaient infiltré les Familles de leurs ennemis. (Il apparut plus tard qu'ils constituaient en même temps une armée secrète en initiant des hommes d'honneur sans en informer les autres dirigeants.) Le seul espoir de Di Cristina résidait dans une éventuelle intervention des carabiniers contre les Corléonais, peut-être en capturant Provenzano qui fuyait la justice depuis quinze ans déjà. Il expliqua à son interlocuteur que le « Tracteur » avait été aperçu récemment près de Bagheria dans une Mercedes blanche conduite par le jeune Giovanni Brusca, « l'Égorgeur de chrétiens ». Les Brusca de San Giuseppe Jato étaient parmi les plus anciens alliés des Corléonais – ils constituaient la pierre de touche de leur faction dans la province de Palerme. Ce n'était pas un hasard si Totò Riina « le Petit » avait été le parrain de l'« Égorgeur de chrétiens » lors de son initiation en 1976.

Di Cristina conclut sa conversation avec le carabinier sur le mode de l'introspection : « À la fin de la semaine, je vais prendre livraison d'une voiture blindée [...]. Vous savez, j'ai plusieurs péchés véniels sur la conscience. Et deux ou trois péchés mortels, aussi[12]. » Quelques semaines plus tard, ses péchés l'avaient rattrapé : il fut abattu à Passo di Rigano, dans les faubourgs de Palerme. S'ils avaient su comment l'interpréter, les carabiniers auraient lu dans la mort de Di Cristina un indice supplémentaire sur l'évolution future de la guerre annoncée, parce que Passo di Rigano était le fief de Salvatore Inzerillo, un membre de premier plan de la faction anticorléonaise. Il ne pouvait y avoir de *sfregio* plus éclatant : le meurtre d'un parrain exécuté sur le territoire d'un autre sans son autorisation.

Des milliers de gens assistèrent aux obsèques de Di Cristina – à peu près la totalité de la ville de Riesi. Vers la même époque, les carabiniers rédigèrent un rapport lucide sur l'importance de ce témoignage :

« L'information fournie par Di Cristina révèle une vérité dissimulée et véritablement paradoxale; elle révèle cette effrayante réalité que, parallèlement à l'État, il existe un pouvoir plus incisif et plus efficace qui agit, se déplace, gagne de l'argent, tue et même prononce des jugements – tout cela dans le dos des autorités[13]. »

Aucune action judiciaire ne fut entreprise.

Depuis Di Cristina et la *mattanza*, d'autres témoignages de repentis ont permis de reconstruire la montée politique vers la seconde guerre mafieuse. Les Corléonais entamèrent leurs manœuvres pour établir leur domination sur Cosa Nostra fort peu de temps après que l'organisation eut repris ses opérations sous le triumvirat Bontate-Badalamenti-Leggio, en 1970. Puissants sur le plan militaire mais temporairement affaiblis sur le plan financier, Leggio et ses « bêtes fauves » firent de l'enlèvement un geste visant à redistribuer la richesse et à démontrer leur pouvoir. Ils prirent notamment pour victime le fils de Don Ciccio Vassallo, magnat du bâtiment pendant le « sac de Palerme ». Badalamenti et Bontate étaient proches de Vassallo, mais ils ne purent rien faire pour libérer l'otage. Quand au bout de cinq mois les négociations portèrent leurs fruits et que la rançon fut payée, Totò Riina la distribua aux Familles les plus pauvres de Palerme et des alentours ; les Corléonais pensaient déjà à long terme, investissant dans leurs alliés au sein de la structure de Cosa Nostra plutôt que dans de nouvelles entreprises.

En 1975, Riina infligea une humiliation encore plus forte à Stefano Bontate en enlevant et en tuant le beau-père de Nino Salvo – l'un des cousins qui dirigeaient l'empire de collecte privée des impôts en Sicile. Avec tous leurs liens politiques, leur richesse et leur pedigree d'hommes d'honneur, Bontate et Salvo ne furent même pas en mesure de retrouver le corps du vieil homme. Riina se borna à nier toute implication dans cet enlèvement, mais comme le déclara Buscetta plus tard, « le Petit » envoyait un signal « gros comme une maison ». D'autres mafiosi, voyant son pouvoir et son arrogance, mais aussi l'impuissance et l'aveuglement de Badalamenti et de Bontate à ces signaux, tirèrent les conclusions qui s'imposaient sur la nécessité de quitter le navire si le conflit éclatait.

En 1977, les Corléonais expulsèrent Don Tano Badalamenti de Cosa Nostra. Ils l'accusaient de s'être enrichi avec l'argent de la drogue dans le dos des autres parrains – ce fut du moins l'explication qu'ils lui donnèrent en le radiant de la Commission. C'était une remarquable démonstration de la puissance que détenaient désormais les Corléonais au sein d'une Commission que la « Terreur assise » de Cinisi avait présidée lors de son rétablissement en 1974. Malgré son expulsion, Badalamenti conservait une base puissante à Cinisi et dans ses environs, même s'il vivait à des milliers de kilo-

mètres de là, aux États-Unis. Mais l'humiliation que lui infligèrent les Corléonais montrait que son pouvoir au sein de Cosa Nostra tirait à sa fin. Badalamenti fut remplacé à la tête de la Commission par Michele Greco « le Pape », fils du lieutenant Piddu. C'était le signe d'une solide alliance entre la plus puissante dynastie mafieuse des environs de Palerme, les Greco, et les petits arrivistes de la ville provinciale de Corleone – alliance dont ces derniers étaient en fait les partenaires les plus puissants. Telle était la coalition qui allait partir en guerre en 1981.

Avec le meurtre de Giuseppe Di Cristina, les Corléonais établissaient leur autorité sur la province sicilienne de Caltanissetta. Quelques mois plus tard, ils tuèrent Pippo Calderone, qui en 1975 avait institué la « Région », l'instance mafieuse de gouvernement pour l'ensemble de la Sicile. La Famille de Calderone, à Catane, fut placée entre les mains d'un des plus grands fournisseurs d'armes et de stupéfiants – Nino Santapaola, dit « le Chasseur ». Une fois « le Chasseur » en place, l'essentiel de la structure de Cosa Nostra hors de Palerme se trouvait sous la coupe des Corléonais.

C'est vers cette époque que la faction de Leggio passa entre les mains de son disciple Totò Riina, étroitement assisté par Provenzano « le Tracteur ». Un repenti de la Mafia qui connaissait bien Riina a décrit plus tard ses manières humbles et dociles, si différentes de celles du versatile Leggio : « Je ne l'ai jamais vu en colère. » C'était une tactique de dissimulation qu'il s'efforça d'inculquer à ses successeurs : « Ils avaient toujours un sourire aux lèvres. Riina choisissait des gens comme ça et leur apprenait à sourire à tout prix – même en cas de tremblement de terre[14]. »

À certains égards, Bontate, Inzerillo et Badalamenti conservaient bien plus de pouvoir que les souriants Corléonais. C'étaient tous des chefs de Familles disposant d'excellentes connexions aux États-Unis, et des trafiquants de drogue extrêmement riches, capables d'en appeler à des protections politiques au plus niveau ; Bontate était aussi le principal messager entre la Mafia et le monde des sociétés secrètes maçonniques. Mais une grande part de leur pouvoir résidait désormais *hors* de Cosa Nostra. Les Corléonais, en revanche, étaient coupés des flux majeurs du trafic transatlantique des stupéfiants, mais au cours des années, ils avaient patiemment bâti leur pouvoir *au sein* de Cosa Nostra. Ils investirent leurs capitaux et leur honneur dans le contrôle des Familles et de la Commission, dans la domina-

tion du *power syndicate* plutôt que dans la recherche d'énormes profits à court terme par des activités au sein de l'*enterprise syndicate*. En s'emparant de la Commission, les Corléonais avaient mis la main sur l'appareil de décision collective de Cosa Nostra, sur son système judiciaire, sur son bureau de propagande et, par-dessus tout, sur sa machine militaire. Si Cosa Nostra était une sorte d'État, les Corléonais étaient désormais prêts pour un coup d'État militaire.

Tommaso Buscetta fut libéré en 1980. Avant de rejoindre sa jeune femme en Amérique du Sud, il passa plusieurs mois à Palerme, évoluant dans un monde de luxe et de puissance pharaonique qui allait bientôt être englouti dans le sang. Il séjourna un moment dans un complexe hôtelier appartenant aux cousins Salvo ; Nino le pria d'agir comme contrepoids à Riina, mais Buscetta, sentant ce qui se préparait, s'en tint à ses projets initiaux. Il vécut également avec Bontate et Inzerillo, qu'il trouva superbement inconscients de l'imminence du carnage, absorbés comme ils l'étaient dans l'industrie de l'héroïne alors à son point culminant. Chaque jour, un ballet de cinquante à cent voitures se déroulait devant la villa d'Inzerillo, amenant les fourmis du trafic de drogue – soldats mafieux, raffineurs et passeurs d'héroïne. « [Bontate et Inzerillo] parlaient de villas à la mer et à la montagne, de bateaux et de banques comme s'il s'agissait d'aller faire les courses au marché du coin[15]. » Buscetta résista à leurs offres de partage du pactole ; à l'en croire, ils furent même en mesure de lui offrir cinq cent mille dollars en cadeau d'adieu. En janvier 1981, le « Boss des deux mondes » s'envola pour le Brésil sans esprit de retour.

La *mattanza* qu'avait prédite Giuseppe Di Cristina, et à laquelle les Corléonais se préparaient depuis si longtemps, débuta le 23 avril 1981. La première victime en fut Stefano Bontate, le « prince de Villagrazia ». Il revenait dans son Alfa Romeo rouge flambant neuve de sa propre fête d'anniversaire, quand il fut rendu méconnaissable à un carrefour par une décharge de fusil-mitrailleur. Deux semaines plus tard, le même sort échut à Salvatore Inzerillo. Lui aussi venait de prendre livraison d'une Alfa Romeo – version blindée. Mais les tueurs le saisirent au moment où il sortait de chez sa maîtresse, avant qu'il ait eu le temps d'atteindre sa voiture.

Tommaso Buscetta et Tano Badalamenti étant désormais réfugiés respectivement au Brésil et aux États-Unis, les Corléonais, en abat-

tant Bontate et Inzerillo, venaient tout simplement de décapiter la faction adverse. L'audace de cette attaque parut stupéfiante. Les observateurs s'attendaient à une féroce réaction du groupe Bontate-Inzerillo, mais ce qui suivit fut en fait l'exécution en masse de leurs partisans. La faction perdante fut totalement désorientée. Ce que le juge Falcone appelait une « armée de l'ombre » d'assassins corléonais, recrutée dans les petits bourgs de la province de Palerme, faisait irruption dans une ville, tuait et disparaissait. Un mois après la mort d'Inzerillo, Tommaso Buscetta appela Palerme du Brésil pour s'entretenir avec un entrepreneur du bâtiment proche de Bontate et d'Inzerillo. L'homme supplia Buscetta de revenir pour organiser la résistance aux Corléonais. Mais le « Boss des deux mondes » tenait fort peu à donner sa vie pour une cause perdue d'avance. Comme ils l'avaient fait à Corleone en 1958 avec le meurtre de Michele Navarra, les Corléonais lançaient une force militaire écrasante contre la richesse et l'influence politique. L'issue était réglée d'avance.

Au cours des semaines et des mois qui suivirent, deux cents hommes appartenant à la faction Bontate-Inzerillo furent assassinés dans la province de Palerme – si l'on ne compte que les corps qui furent retrouvés. Il y eut plus encore de disparus, victimes de meurtres « blancs ». Pendant la seule journée du 30 novembre 1982, douze hommes d'honneur furent abattus à des heures et dans des endroits différents de la ville. La plupart des ennemis des Corléonais furent tués avant même de savoir qu'ils étaient en danger, trahis par des hommes de leur Famille qui avaient secrètement rejoint les Corléonais; d'autres furent éliminés par leurs propres hommes et présentés comme des offrandes sacrificielles aux vainqueurs. Les Familles et les *mandamenti* des dirigeants assassinés tombaient aussitôt dans l'escarcelle des Corléonais.

La *mattanza* s'étendit même aux États-Unis. Il semble que John Gambino ait été envoyé de New York pour découvrir ce qui se passait. Il revint avec des instructions précises : il fallait tout faire pour retrouver et éliminer Tommaso Buscetta; les mafiosi siciliens de la faction défaite qui avaient tenté d'échapper à la mort en traversant l'Atlantique devaient tous être exécutés sans exception. Peu après, le frère d'Inzerillo fut retrouvé mort à Mont Laurel, dans le New Jersey, cinq billets de un dollar enfoncés dans la bouche et un autre dans les parties génitales.

Les Corléonais ne se contentaient pas d'exterminer leurs ennemis,

ils liquidaient aussi tout homme d'honneur dont l'absolue loyauté pouvait être mise en doute. Ils appliquèrent cette tactique de la terre brûlée à tous les membres de la faction Bontate-Inzerillo qui tentèrent de se cacher. Leurs amis, parents ou associés susceptibles de leur offrir un abri furent abattus les uns après les autres.

Le cas emblématique est celui du soldat Salvatore Contorno, fidèle à Bontate, qui échappa de justesse à une embuscade soigneusement préparée dans la rue principale de Brancaccio, une commune située à l'est de Palerme. Trente-cinq membres de sa famille furent assassinés par la suite. Contorno commença à livrer des informations à la police sous le manteau. Quand on lui dit que Buscetta avait témoigné contre la Mafia à l'été de 1984, il refusa de le croire avant d'être amené face au « Boss des deux mondes ». Lors de cette rencontre, Contorno s'agenouilla devant Buscetta et reçut sa bénédiction avant de se résoudre à fournir des informations au juge Falcone. Son témoignage allait être presque aussi important pour le maxi-procès que celui de Buscetta.

La *mattanza* se poursuivit et n'eut jamais de véritable fin. Une fois que Totò Riina en eut terminé avec ses ennemis et avec les hésitants, il se retourna contre chacun de ses alliés qui faisait mine de manifester une pensée indépendante. La victime la plus connue de cette nouvelle phase du massacre fut Pino Greco dit « la Chaussure », sous-chef de la Famille Ciaculli, le meilleur tueur des Corléonais aux premiers stades de la *mattanza*. « La Chaussure » faisait partie de l'équipe qui avait liquidé Bontate et Inzerillo. Il avait ensuite tué le fils d'Inzerillo après que l'adolescent eut juré de venger son père. Selon les rumeurs qui couraient au sein de Cosa Nostra, il avait tranché le bras du garçon avant de le tuer, pour démontrer la futilité de toute rébellion contre le pouvoir des Corléonais. À l'automne de 1985, « la Chaussure » fut exécuté par ses propres hommes sur l'ordre de Riina.

La stratégie qu'avaient développée les Corléonais pendant plus de trente ans avait porté ses fruits : ils avaient établi sur Cosa Nostra une dictature fondée sur un programme permanent d'exécutions. Ce faisant, ils n'avaient nullement trahi le système de la Mafia, comme de nombreux repentis l'ont prétendu par la suite ; ils avaient au contraire révélé son essence même.

10

Terra infidelium
1983-1992

La minorité vertueuse

Un historien britannique a parlé de « minorités vertueuses » au sein de l'État italien. Certains pays ont en effet la chance de considérer comme acquise l'idée que tous les citoyens sont égaux devant la loi, ou que l'État est au service de toute la collectivité, et pas seulement de ceux qui se trouvent alors au pouvoir – qu'ils aient un portefeuille ministériel ou la responsabilité d'un hôpital local. Trop souvent, en Italie et ailleurs, ces valeurs doivent être défendues pied à pied, jour après jour, par une minorité vertueuse de gens issus de toutes les classes de la société et de toutes les sensibilités politiques. Ce n'est pas que la plupart des Italiens soient corrompus, ni que la vie publique italienne soit complètement pourrie. Simplement, comme dans la plupart des sociétés du monde, la majorité tend à s'adapter pour survivre dans l'environnement où elle se trouve.

Les minorités vertueuses d'Italie ont rarement paru aussi menacées qu'au cours des années 1980. La crise terroriste s'apaisait peu à peu, la contestation sociale était en retrait, le soutien au PCI déclinait et une nouvelle croissance économique commençait à se dessiner. Mais ce fut aussi la période où la corruption s'infiltra plus profondément que jamais dans toutes les mailles de la société. Le parti socialiste, devenu un partenaire permanent des coalitions de gouvernement, abandonna à peu près toute ambition réformatrice et entreprit d'« occuper le terrain étatique » comme la DC l'avait fait depuis les années 1950. Ce furent ces années qualifiées de « particratie » par les Italiens, quand tous les employés de l'État, des présidents de banques nationalisées aux concierges des écoles, semblaient choisis en fonction de leur affiliation à un parti. Dans certaines villes, pour

obtenir un contrat public de quelque nature que ce soit, les entreprises devaient systématiquement verser des pots-de-vins aux collecteurs de fonds des partis politiques.

Avec ce constant maquignonnage entre factions parlementaires, et avec une opinion publique de plus en plus résignée et désillusionnée, la classe politique italienne des années 1980 ne risquait guère de perdre son habitude séculaire de traiter la société sicilienne comme une bande de politiciens braillards tout juste bons à acheter. Pour ajouter au drame, cette même classe politique allait affronter Cosa Nostra à un moment où celle-ci était plus riche et plus sanguinaire que jamais.

La mafia sicilienne a toujours suscité le pire et le meilleur au sein de l'État italien – ses plus franches canailles comme les meilleurs éléments de ses minorités vertueuses. L'année précédant la mort du juge, une journaliste française réalisa avec Giovanni Falcone une série d'entretiens au cours desquels il expliquait qu'il n'avait rien d'un Robin des bois suicidaire : « Je suis simplement un serviteur de l'État en *terra infidelium* » – en terre infidèle. Dans un pays qui pouvait désormais se targuer d'être la cinquième puissance industrielle au monde, la Sicile demeurait cette zone de non-droit où les lois restaient lettre morte.

Falcone fut à bien des égards la figure de proue des minorités vertueuses d'Italie, et il n'est pas excessif de dire qu'il exerça ces vertus sous leur forme la plus pure : il brillait certes par son courage, mais aussi par sa dévotion à sa tâche et par sa légendaire capacité de travail. Falcone était, en outre, d'une honnêteté et d'une correction rigoureuses dans ses rapports avec les gens. Cet aspect de son caractère pouvait parfois lui donner un air froid et distant, mais, plus que d'un trait de comportement, il s'agissait d'un mécanisme de défense calculé pour sa protection et celle de son entourage. Quiconque le voyait régulièrement, même parmi ses amis les plus proches, représentait pour Cosa Nostra un canal potentiel par lequel l'approcher.

Francesco La Licata, un journaliste qui interviewait souvent Falcone, eut l'occasion d'en faire personnellement l'expérience. Son étrange rencontre avec la Mafia commença un matin alors qu'il prenait son café dans un bar. Il entendit soudain une voix lui demander : « Tu te souviens de moi ? » C'était Gregorio, un homme du quartier où La Licata avait grandi, qui vivait depuis toujours à la frange du crime organisé. « Allons faire un tour, proposa-t-il, nous pourrons

parler du bon vieux temps, quand nous étions des gamins. » Non sans réticence, La Licata accepta de monter dans sa Volkswagen rouge, mais, à peine assis, il remarqua la crosse d'un pistolet qui dépassait du vide-poches. « Il y a des gens qui veulent te parler, mais ne t'inquiète pas. Tout se passera bien », le rassura Gregorio avec un sourire.

La Licata passa l'essentiel du trajet à supputer ses chances de revenir vivant de l'aventure. Après un changement de véhicule, il fut conduit au plus profond d'un verger de citronniers dans ce qui restait de la Conca d'Oro. Là, il fut amené devant un *capofamiglia* qu'il reconnut d'après les portraits de l'identité judiciaire. « Veuillez nous excuser pour ce mode d'invitation, commença le chef, mais comme vous le savez, je suis en délicatesse avec la loi. Nous avons étudié votre cas. Nous savons que vous êtes un type fiable qui fait son travail honnêtement. » Le mafioso se lança alors dans un discours geignard et alambiqué d'autojustification. La Licata s'efforçait d'écouter sans pouvoir s'empêcher de jeter des coups d'œil nerveux à l'eau profonde d'une citerne située à quelques mètres d'eux.

Enfin, le *capo* en vint au fait : « Nous savons que vous êtes écouté du juge Falcone. Vous devez lui dire la vérité, à savoir que nous sommes de bons pères de famille victimes d'une honteuse campagne de diffamation. Tout ce que vous avez à faire, c'est lui répéter ce que je viens de vous dire. » C'était une ouverture des plus classiques. Établir avec un juge ce type de relation compromettante, même de la façon la plus vague, pouvait ouvrir la voie à un échange de faveurs, au chantage et à l'intimidation.

La Licata savait qu'un refus pur et simple de servir de messager pouvait se révéler fatal. Il réfléchit à toute allure et expliqua au chef, en des termes d'une politesse mesurée, que quiconque prenait contact avec le juge Falcone au nom d'un mafioso risquait de devenir l'objet d'une enquête ; en conséquence, il lui suggérait plutôt de lui transmettre son message par voie de presse. « Je n'en ai pas le droit, répondit l'intéressé. Nous ne faisons pas ce genre de choses. » La seconde suggestion de La Licata – envoyer un courrier à Falcone et à la presse par l'entremise d'un avocat – reçut un meilleur accueil. « Très bien ! Excellente idée ! Comme ça, Falcone ne le prendra pas mal. C'est qu'il a un fichu caractère[1]. »

Le temps d'un bref échange, La Licata venait de jouer sa vie sur la réputation de rigoureuse honnêteté et de respect des procédures de

Falcone – ce que le chef mafieux appelait son « fichu caractère ». Avec l'impression d'être l'unique rescapé d'une catastrophe aérienne, le journaliste fut ramené sain et sauf au bar qu'il avait quitté quelques heures plus tôt. Il ne raconta l'histoire de son enlèvement à Falcone que plusieurs années plus tard. En guise de réponse, celui-ci lui confirma d'un ton détaché qu'il aurait en effet demandé une enquête sur son compte. Cela scella leur amitié.

Des cadavres illustres

Emanuele Notarbartolo, banquier et ancien maire de Palerme, poignardé à mort dans un train en 1893 ; Joe Petrosino, inspecteur de police new-yorkais abattu en Sicile en 1909 : au cours de son premier siècle d'existence, la mafia sicilienne ne tua que deux figures de l'ordre établi, de ces hommes occupant dans le monde des affaires, de la politique, de l'administration, du journalisme, de la justice ou de la police une position qui les faisait qualifier de « cadavres illustres ». Depuis la fin des années 1970, avec l'ascension au pouvoir des Corléonais, il y a eu des dizaines de ces fameux cadavres. Si certains étaient des amis de Cosa Nostra qui avaient failli à leur parole et brisé leur pacte avec les chefs, la grande majorité comptait parmi ses ennemis. Après 1979, la violence devint la note dominante dans le duo que formaient la Mafia et le monde institutionnel, et cette violence alla crescendo à mesure que Falcone et d'autres membres de la minorité vertueuse réalisaient des avancées sans précédent dans leur lutte contre Cosa Nostra.

Avec le recul, on peut voir le premier signe de cette intensification de la violence contre les institutions dans la disparition en 1970 du journaliste de *L'Ora*, Mauro De Mauro. On ne sait toujours pas exactement ce qu'il avait découvert, peut-être des preuves d'un trafic d'héroïne ou du putsch néofasciste auquel Cosa Nostra fut invitée à prendre part cette année-là. En 1971, Pietro Scaglione, procureur de Palerme, fut abattu alors qu'il revenait d'une visite à la tombe de sa femme. Une suspicion considérable entourait alors Scaglione – en premier lieu parce qu'il était un partenaire régulier de Vito Ciancimino au poker. Aussi sa mort passa-t-elle aisément dans certains

milieux pour une affaire mafieuse interne. Même le meurtre d'un colonel de carabiniers en 1977 près de Corleone put encore être traité comme une anomalie. Mais en 1979, il ne fut plus possible d'ignorer la nouvelle tactique de la Mafia. Cette année-là, comme pour bien montrer l'ampleur de son attaque contre la société établie, Cosa Nostra assassina un journaliste (le chroniqueur judiciaire du *Giornale di Sicilia*), un politicien (la figure phare de la DC de Palerme), un policier (le chef de la brigade mobile de Palerme) et un magistrat (Cesare Terranova, qui avait mené les investigations au cours de la « première » guerre mafieuse). Le message cette fois était clair : quelle que soit son importance, tout personnage public qui se dressait sur la route de l'État sicilien dans l'État devait être éliminé.

La témérité et la brutalité avec lesquelles ces meurtres furent exécutés par les Corléonais portaient en elles-mêmes un message. Terranova fut tué dans la rue devant sa maison de Palerme ; malgré le risque d'être vus, les trois tueurs le criblèrent d'une trentaine de balles et prirent même le temps de s'approcher du vieux magistrat pour lui administrer *le coup de grâce**. En outre, chacun de ces cadavres illustres s'accompagnait d'une moisson de gardes du corps, de chauffeurs, de membres de la famille, d'amis et de passants. Cosa Nostra exhibait sauvagement sa puissance. L'année suivante, 1980, vit trois nouveaux cadavres illustres : le capitaine des carabiniers de Monreale, le président de la région de Sicile et le procureur général de Palerme. Ce dernier fut abattu en plein centre de la ville, en vue du Teatro Massimo – l'équivalent sicilien d'une exécution en plein Piccadilly Circus ou au beau milieu des Champs-Élysées. (Ce meurtre fut en fait ordonné par Bontate et Inzerillo pour montrer qu'ils pouvaient parsemer la ville de cadavres avec la même désinvolture que les Corléonais.)

En 1981, ce fut le début de la *mattanza*, avec son spectacle de tueries quasi quotidien ; des corps étaient abandonnés à proximité des postes de police ou carrément brûlés en pleine rue. L'un des adversaires les plus notoires de la Mafia tomba au plus fort du massacre. Pio La Torre était un militant paysan qui ne mâchait pas ses mots ; dirigeant de premier plan du PCI en Sicile, il était devenu député et l'un des membres les plus dynamiques de la commission d'enquête antimafia. En avril 1982, il fut victime d'une embuscade soigneusement préparée, là encore au beau milieu d'une rue populeuse de Palerme.

L'État italien rétorqua en nommant le général Carlo Alberto Dalla Chiesa nouveau préfet de la capitale sicilienne. Dalla Chiesa avait de longs états de service dans la lutte contre la Mafia, et il était déjà en poste à Corleone à l'époque où Luciano Leggio avait entamé son ascension. Mais surtout, le général venait d'acquérir une stature de héros national en remportant de grands succès dans la lutte contre le terrorisme d'extrême gauche. Avant de prendre ses fonctions, il indiqua clairement à sa hiérarchie à Rome qu'il n'avait aucune intention d'épargner l'aile politique de la Mafia. Quelques mois à peine après son arrivée à Palerme, une équipe de tueurs composée d'une douzaine de mafiosi bloqua sa voiture sur la via Carini et le mitrailla à mort, ainsi que sa jeune femme et son escorte. Le lendemain, à l'endroit où s'était déroulée la tragédie, une main avait griffonné sur un mur : « Ici est mort l'espoir de tous les Siciliens honnêtes. » Ses funérailles furent retransmises en direct à la télévision, et la nation tout entière put voir une foule en fureur jeter symboliquement des pièces de monnaie sur les ministres présents.

Les politiciens avaient refusé à Dalla Chiesa les pouvoirs qu'il demandait, et une campagne de dénigrement journalistique renforça l'impression qu'il était isolé, comme son fils l'expliqua cinq jours après le meurtre . « Dans son combat contre le terrorisme, mon père avait l'habitude d'être couvert, de sentir derrière lui tous les partis politiques constitutionnels – à commencer par la DC. Cette fois, dès son arrivée à Palerme, il a compris qu'une partie de la DC n'était pas disposée à le couvrir. Pire encore, qu'elle lui était activement hostile[2]. »

Devant la tiédeur du soutien accordé au général Dalla Chiesa, Cosa Nostra avait bien senti que sa nomination était encore une fois un geste vide, et calculé en conséquence que le coût politique de son assassinat serait peu élevé. On serait tenté de qualifier de terroriste la tactique de la Mafia au début des années 1980, à ceci près que les terroristes se croyaient des représentants des opprimés, des francs-tireurs solitaires attaquant un État tout-puissant avec les seules armes à la disposition des faibles et des désespérés. Cosa Nostra, en revanche, riche des nouveaux revenus que lui assurait le trafic d'héroïne et de sa vieille tradition d'impunité, ne prenait tout simplement pas l'État italien au sérieux. Plus encore qu'une campagne de terreur, elle menait une campagne de mépris.

De nouveaux noms ne tardèrent pas à s'ajouter à cette moisson de

cadavres illustres. Quand on revient sur ce catalogue d'atrocités, on comprend ce que pouvait éprouver à l'époque un nombre croissant de Siciliens ; on ressent leur attente exaspérée que l'un de ces meurtres marque un tournant, celui où l'État italien trouverait enfin le courage de se dresser contre la menace mafieuse. Il y eut effectivement des moments où le gouvernement réagit. Après la mort de Dalla Chiesa, une loi proposée par le député communiste assassiné Pio La Torre fut enfin votée ; pour la première fois, il devint un crime d'appartenir à « une association de type mafieux », définie comme une organisation criminelle s'appuyant sur l'intimidation systématique, l'*omertà* et l'infiltration de l'économie par le racket et l'extorsion de fonds. Cette loi fut l'équivalent italien des mesures RICO (Racketeer Influenced and Corrupt Organizations) adoptées par l'Amérique en 1970 ; elle autorisait en outre l'État à confisquer les gains illicites des mafiosi. C'étaient là de nouvelles armes d'une importance décisive pour amener enfin Cosa Nostra devant la justice. Mais les signaux des politiciens restaient ambigus. Jamais l'État italien en tant que tel ne combattit Cosa Nostra. Le tournant décisif ne vint pas. La lutte contre la Mafia continua d'être conduite par une héroïque minorité de magistrats et de policiers, soutenue par une minorité de politiciens, d'administrateurs, de journalistes et de citoyens.

Le 29 juillet 1983, Cosa Nostra fit exploser une voiture piégée en plein centre de Palerme sur le passage du patron du juge Falcone, le premier magistrat instructeur Rocco Chinnici ; ses deux gardes du corps et le concierge de l'immeuble où il vivait périrent également dans l'explosion. Lors de la première guerre mafieuse, des journalistes avaient souligné les parallèles entre Palerme et Chicago au temps de la prohibition ; désormais, Beyrouth semblait la seule comparaison possible avec la capitale sicilienne. Un policier anonyme décrivit ainsi à *L'Ora* le sentiment de désespoir qui prévalait parmi les enquêteurs :

« Nous sommes en guerre, mais pour l'État et les autorités de cette ville, c'est comme s'il ne se passait rien sur cette île. [...] Les mafiosi mitraillent dans tous les coins et se battent à coups de TNT. Nous ne pouvons répliquer que par des mots. Ils sont des milliers et nous sommes quelques centaines. Nous dressons des barrages spectaculaires en centre-ville, pendant qu'ils se baladent tranquillement sur le Corso dei Mille, à Brancaccio et à l'Uditore'. »

L'assassinat de Chinnici suscita pourtant un acte d'héroïsme aussi remarquable que discret, typique de la façon dont une courageuse minorité menait le combat contre la Mafia. L'annonce de cette mort affecta profondément Antonino Caponnetto, un pâle et timide magistrat qui consacrait ses loisirs à élever des canaris. Sicilien titulaire d'un poste sûr et prestigieux à Florence, Caponnetto était proche de la retraite. Cela ne l'empêcha pas, dans les jours qui suivirent l'attentat, de demander sa mutation pour remplacer le magistrat assassiné. Comme il devait l'expliquer plus tard, « ce fut une impulsion venue de l'esprit de service qui a toujours motivé mon travail. Mais elle tenait aussi pour partie à mon identité sicilienne[4] ». En pénétrant dans son nouveau bureau du palais de justice de Palerme, il trouva un télégramme de félicitations sur son bureau. Il était censé dire « meilleurs vœux de succès » (*auguri di successo*), mais il avait été trafiqué pour dire : « meilleurs vœux de décès » (*auguri di decesso*). Le magistrat allait passer les quatre années suivantes confiné dans une minuscule pièce de la caserne des carabiniers pour des raisons de sécurité.

Dès son arrivée, il réunit une petite équipe de magistrats qui allait infliger des coups considérables à la mafia sicilienne. Il avait l'idée, empruntée à la campagne contre le terrorisme d'extrême gauche, de constituer un « pool » de magistrats spécialisés dans la lutte contre la Mafia pour partager les informations et donc réduire les risques de représailles. Caponnetto choisit son équipe de façon à obtenir une image « organique et complète » du problème mafieux ; elle comptait Giovanni Falcone, Paolo Borsellino, Giuseppe Di Lello et Leonardo Guarnotta. Dans l'atmosphère de tranquille détermination qu'avait su instaurer leur patron, ils entamèrent leur travail.

Le public ne prit conscience de la remarquable réussite de ce pool qu'avec la conférence de presse donnée par Caponnetto au palais de justice le 29 septembre 1984. Le vieux magistrat annonça alors que Tommaso Buscetta, « le Boss des deux mondes », s'était décidé à collaborer avec la justice – à la suite de quoi trois cent soixante-six mandats d'arrêt avaient été lancés. Même Vito Ciancimino « l'arrogant petit escroc corléonais » s'était vu notifier qu'il faisait l'objet d'une enquête après que Buscetta eut révélé qu'il était manipulé par les Corléonais. (Ciancimino et les deux cousins Salvo, barons du système privatisé de collecte d'impôts d'Italie, devaient être arrêtés par la suite.) De nombreux accusés étaient déjà en fuite, ce qui n'em-

pêcha pas la police de Palerme de se trouver à court de menottes lorsqu'elle eut capturé tous les autres. Un large sourire éclairant son visage émacié, Caponnetto résuma ainsi la nature et l'importance des preuves qu'avait réunies son pool de magistrats : « Il ne s'agit pas ici d'une simple accumulation d'affaires mafieuses. C'est la Mafia elle-même qui passe en justice. Il n'est donc pas exagéré de dire qu'il s'agit d'une opération historique. Cette fois, nous avons réussi à pénétrer le cœur même de la structure mafieuse[5]. »

L'énorme procès auquel faisait allusion Caponnetto aurait pour objectif de démontrer que la Mafia était une structure unique et unifiée – « le théorème de Buscetta » comme devaient l'appeler les journaux – véritable révolution copernicienne dans la vision qu'avait l'Italie de l'honorable société.

Les Corléonais répondirent à la nouvelle de la défection de Buscetta par une série d'agressions contre les repentis et leurs familles : Leonardo Vitale, le *capodecina* qui s'était livré à la police au cours de sa crise spirituelle, fut tué en décembre, de même que le beau-frère de Buscetta. (L'Italie n'avait rien alors qui ressemblât à un programme de protection des témoins.) Puis, au moment où les policiers serraient de près les chefs encore en fuite, Cosa Nostra contre-attaqua. À la fin du mois de juillet 1985, Beppe Montana, l'officier de la brigade mobile chargé de donner la chasse aux mafieux fugitifs, fut abattu dans la petite station balnéaire de Porticello. Bien qu'il ne fût pas en service, Montana utilisait son hors-bord pour épier les résidences d'été des mafiosi. Selon la rumeur, la police aurait décidé que deux des meilleurs tueurs de la Mafia ne devaient pas être pris vivants. Le meurtre de Montana fut la réponse de Cosa Nostra à ce défi : ses assassins poussèrent le vice jusqu'à l'abattre avec des balles dum-dum. L'amie de Montana, qui se trouvait à quelques mètres de lui, fut laissée en vie ; elle courut de maison en maison, essayant frénétiquement de trouver un téléphone tandis que les rues de la ville se vidaient et que les volets se fermaient. Il ne peut y avoir d'image plus frappante de la peur et de l'*omertà* qui régnaient sur l'ouest de la Sicile.

Montana était le troisième mort de son unité. Le syndicat de la police monta au créneau et déclara qu'en Sicile, l'État ne se montrait jamais qu'aux funérailles des policiers assassinés par la Mafia. Mais les problèmes de la police ne firent que s'aggraver quand elle mit la main sur un jeune homme, footballeur semi-professionnel et pêcheur d'oursins à l'occasion, censé avoir fait le guet pour les tueurs. Battu

et torturé au cours de sa garde à vue, il fut finalement transporté à l'hôpital, mais il était trop tard. Après de sordides tractations pour tenter de couvrir ce tragique fiasco, la mort du suspect souleva un tollé. Le ministre de l'Intérieur réagit avec une célérité inaccoutumée en démantelant aussitôt le groupe de policiers et de carabiniers qui avait remporté tant de succès contre Cosa Nostra au cours des années précédentes.

Moins de vingt-quatre heures après l'annonce de la décision du ministre, un autre officier de la brigade mobile, Ninni Cassarà, tomba dans une embuscade. Son exécution fut d'une violence inouïe, même d'après les critères en vigueur à Palerme dans les années 1980. Un peloton de douze à quinze tueurs occupa l'immeuble situé en face de celui de Cassarà et ouvrit le feu au moment où celui-ci sortait de sa voiture blindée. Sa femme ne put que regarder du haut de son balcon le corps de son mari se désarticuler sous l'impact de plus d'une centaine de balles. Une autre victime tomba avec lui : Roberto Antiochia, un policier de vingt-trois ans qui, sachant combien son supérieur était exposé, était rentré de vacances plus tôt que prévu pour assurer sa protection. Quelques jours auparavant, Cassarà avait donné une interview dans laquelle il déclarait : « Quiconque prend son travail au sérieux se fait tuer tôt ou tard. »

Cette fois, le sentiment d'isolement que ressentaient les policiers se mua en fureur. Les membres de la brigade mobile menacèrent de demander leur mutation en masse. Ils s'insurgèrent contre les refus systématiques de témoigner et expulsèrent du commissariat des gens venus faire renouveler leur passeport; un habitant qui téléphonait pour un simple renseignement administratif s'entendit répondre un retentissant « Allez vous faire foutre ! » Lors des funérailles d'Antiochia, la présence du ministre de l'Intérieur et du président de la République faillit provoquer une émeute devant la vénérable cathédrale de Palerme. Les collègues des deux policiers morts crachèrent sur les hommes politiques en hurlant des insultes : « Salauds ! Assassins ! Clowns ! » Une bagarre éclata entre la brigade mobile et les carabiniers. Un policier expliqua en ces termes les raisons de leur colère à un journaliste :

« Nous en avons par-dessus la tête. Nous n'avons pas besoin de ces funérailles officielles. Ce sont toujours les mêmes figures, les mêmes mots, les mêmes condoléances. Au bout de deux jours, l'opinion publique est calmée [...] et tout continue comme avant. Et nous,

pauvres couillons, on se fait tuer parce qu'on doit se battre à la fois contre la Mafia et contre nos dirigeants[6]. »

Il ne s'agissait pas de dire que les deux hommes d'État sur lesquels la police avait résolu de passer sa fureur étaient coupables de complicité avec Cosa Nostra, mais de diffuser un message clair : ce n'était pas l'Italie qui combattait la Mafia, mais une petite minorité liée par un farouche esprit d'équipe et un sens fervent du devoir.

Spectateurs de la corrida

Giovanni Falcone et Paolo Borsellino étaient devenus de vieux amis quand vint l'heure de dresser l'acte d'accusation du maxi-procès. Ils avaient quasiment le même âge et avaient été élevés dans le même quartier du centre de Palerme par des parents issus de la classe moyenne : le père de Falcone était chimiste et celui de Borsellino pharmacien. Si les deux hommes avaient également en commun une totale dévotion à leur devoir et une foi inébranlable en la justice, ils étaient néanmoins très différents, notamment dans leurs options politiques. Bien qu'il n'eût jamais adhéré à un quelconque parti politique, Falcone avait des sympathies pour la gauche. Borsellino, pour sa part, avait rejoint un groupe néofasciste dans sa jeunesse, et il conservait une foi catholique bien plus ancrée que son collègue. Quoi qu'il en soit, les deux magistrats surent toujours parfaitement résister aux sollicitations des partis politiques qui cherchaient à tirer profit de leur réputation.

Falcone et Borsellino n'avaient pas non plus la même attitude vis-à-vis de la ville où ils travaillaient et vivaient. Falcone, peut-être du fait d'une nature plus méfiante, se montrait fort pessimiste sur le soutien qu'il pouvait attendre de Palerme. Chaque jour, il se rendait au travail dans un convoi de quatre voitures blindées remplies d'agents vêtus de gilets pare-balles et armés de fusils-mitrailleurs, tandis qu'un hélicoptère surveillait leur parcours. À en juger par le courrier des lecteurs du *Giornale di Sicilia*, les embouteillages que suscitaient ces convois posaient à certains Palermitains un problème bien plus grave que celui de la Mafia. Falcone fut particulièrement bouleversé quand l'un de ses voisins lui adressa une missive suggé-

rant qu'on devrait l'obliger à déménager en banlieue. Borsellino, homme d'un abord plus facile et doté d'un solide hédonisme, se montrait plus optimiste : « Ils nous encouragent », disait-il.

Les deux hommes se sentaient confortés par l'ampleur croissante du mouvement antimafia en Sicile. Les étudiants organisaient des manifestations contre la Mafia dans les rues de la ville. Des militants avaient créé le centre d'études Peppino Impastato. En Salvatore Pappalardo, la Sicile avait trouvé un cardinal primat qui ne craignait pas d'utiliser le mot « mafia » et de dénoncer l'inertie de l'État face au massacre. Au point que la messe de Pâques 1983, célébrée par le cardinal dans la prison d'Ucciardone, fut boycottée par les prisonniers. Certains prêtres locaux affichaient une opposition à la Mafia bien plus directe encore.

Des forces pour le changement se rassemblaient au sein même de la Démocratie chrétienne. Leoluca Orlando, le maire DC de Palerme élu en juillet 1985, était un opposant local à la Mafia qui poussa son conseil municipal à se porter partie civile dans le maxi-procès. Il présida ce que l'on allait appeler le « printemps de Palerme » – par un contraste vivifiant avec le sombre hiver de collusion qu'avait connu le conseil municipal depuis l'après-guerre. Pourtant, la plupart des Palermitains conservaient une attitude de neutralité inquiète vis-à-vis du combat des magistrats ; comme le disait Falcone : « J'ai l'impression que la ville entière regarde par la fenêtre en attendant l'issue de la corrida. »

Le maxi-procès s'ouvrit le 10 février 1986 ; il allait durer presque deux ans. Quand les audiences commencèrent, un calme tendu descendit sur Palerme. Les tueurs de Cosa Nostra avaient l'ordre de faire profil bas ; la scène du drame s'était déplacée des rues de Palerme à un massif bunker de béton, éclairé par de violents projecteurs et contigu à la prison d'Ucciardone, qui abritait le tribunal construit spécialement pour l'occasion. Ce bunker était un signe : la répulsion du public devant cette accumulation de cadavres illustres avait contraint l'État italien à donner enfin une preuve tangible de son désir de s'attaquer à Cosa Nostra. Son aspect en revanche n'avait rien de rassurant : selon les termes d'un journaliste, c'était comme si un vaisseau spatial judiciaire géant avait atterri à Palerme. Sur le pourtour d'un vaste hall octogonal peint en vert étaient disposées trente cages où étaient enfermés les deux cent huit inculpés les plus dangereux. Sur un total de quatre cent soixante-quatorze accusés, cent dix-neuf

étaient encore en fuite, les plus importants étant les deux « bêtes sauvages » de Luciano Leggio, Totò Riina « le Petit » et Provenzano « le Tracteur ». Leggio lui-même, en survêtement bleu et en chaussures de tennis blanches, fut le premier à prendre la parole depuis la cage 23 ; il annonça qu'il assurerait sa propre défense contre l'accusation d'avoir dirigé la faction corléonaise du fond de sa cellule.

Lors de l'ouverture du procès, les journalistes s'en allèrent sonder l'humeur de l'homme de la rue. Beaucoup de Palermitains hésitaient à parler. Certains étaient ouvertement opposés au procès, affirmant que le chômage avait augmenté depuis que la Mafia était sur la défensive. La plupart étaient sceptiques : « C'est une farce. On ne va attraper que ceux qui ont sorti le cou trop loin. À l'arrivée, ce sont les gros bonnets de la politique qui décideront de l'issue du procès. » Buscetta n'avait pas caché qu'à son sens, l'Italie n'était pas prête à entendre tous ses secrets ; il gardait pour lui ce qu'il savait des liens entre la Mafia et le sommet de l'État. Beaucoup de gens estimaient que les mafiosi qui avaient participé à la *mattanza* étaient de simples voyous, et que la véritable Mafia, c'étaient ceux qui tiraient les ficelles de beaucoup plus haut.

Mais il n'y avait pas que la *vox populi* pour émettre des doutes sur le maxi-procès. Certains des plus prestigieux leaders d'opinion de Sicile étaient tout simplement incapables de saisir sa véritable portée. Ses dimensions mêmes étaient déroutantes, au point d'en faire un « spectacle oppressant », selon les termes du cardinal Pappalardo. Dans une interview donnée juste avant l'ouverture du maxi-procès et qui suscita de nombreux commentaires, le prélat parut en retrait par rapport à sa fermeté coutumière vis-à-vis de Cosa Nostra. Il déclara que l'avortement tuait plus de gens que la Mafia, et s'inquiéta des retombées de toute cette attention médiatique sur l'image de Palerme. Quand on lui demanda s'il se définissait comme un prélat antimafia, il eut cette réponse ambiguë : « On ne peut rien construire sur une attitude purement négative. Il ne suffit pas d'être simplement anti-quelque chose. »

Beaucoup redoutaient que le maxi-procès se borne à rendre une justice expéditive, où il serait impossible de mesurer la part exacte de culpabilité de chacun des inculpés. Pour d'autres, l'ampleur du procès était simplement à la mesure de l'ego des magistrats.

Les éléments de preuve fournis par les repentis ne suscitaient pas moins de doutes. De nombreux observateurs s'inquiétaient de

la fiabilité de leurs témoignages. En 1985, une personnalité bien connue de la télévision avait été victime d'une grave erreur judiciaire sur la base du faux témoignage d'un repenti de la Camorra napolitaine. Utiliser les allégations de Tommaso Buscetta présentait les mêmes risques à une bien plus grande échelle.

Il n'y eut guère de place pour la neutralité au cours des mois du maxi-procès. Le théorème de Buscetta remettait en cause des idées profondément enracinées sur la Mafia et sur la nature même de l'identité sicilienne. Saisir toutes ses implications revenait à faire un pas de géant dans la compréhension du phénomène – un pas que même des ennemis déclarés de Cosa Nostra se révélaient incapables d'effectuer. Un nom aussi célèbre qu'inattendu devint pour les Siciliens le symbole de leur difficulté à reconnaître le travail de Falcone et de Borsellino, à voir en eux la solution, et non une simple donnée supplémentaire du problème : Leonardo Sciascia.

Sciascia était ce romancier qui avait tant contribué à attirer l'attention publique sur la Mafia entre la fin des années 1950 et le début des années 1960. Aujourd'hui encore, c'est dans des romans comme *Le Jour de la chouette* que se plongent les étrangers quand ils veulent apprendre quelque chose sur Cosa Nostra. Toute la vie de Sciascia – son passé, son écriture, son sens de son identité sicilienne – avait fait de lui un opposant à la Mafia pendant plus de trente ans. Mais en janvier 1987, ce furent ces forces mêmes qui allaient le faire basculer du mauvais côté dans une ville divisée et déconcertée par le maxi-procès.

Onze mois après le début du procès, Sciascia publia un article dans le *Corriere della Sera* qui allait porter un coup fatal à sa réputation d'opposant à la Mafia. Il y commentait deux événements récents : la publication d'un livre sur la croisade du « préfet de fer » contre le crime organisé au cours de la période fasciste, et la promotion de Paolo Borsellino. (Celui-ci venait d'être nommé procureur à Marsala, à la pointe occidentale de l'île où les Corléonais avaient de proches alliés.) Sciascia soutenait avec passion que le maxi-procès menaçait d'empiéter sur les libertés civiles, comme l'avait fait le fascisme. Il fulminait contre un climat – que l'on qualifierait aujourd'hui de « politiquement correct » – où toute critique contre les magistrats antimafia était perçue comme un signe de complicité avec les parrains. Il concluait sa polémique en accusant Borsellino de carriérisme : « Rien de meilleur pour l'avancement dans la magistrature que de participer à des procès antimafia. »

L'éclat du vieil écrivain suscita un choc profond en Italie, où le public tend à chercher auprès des intellectuels la guidance morale qui lui fait si cruellement défaut du côté des politiciens. C'était un rôle que Sciascia prenait très au sérieux ; il se voyait un peu comme la voix de la raison en terre infidèle, aussi solitaire et rationnel que les détectives de ses romans qui avaient cherché en vain à ouvrir une brèche dans le mur de l'*omertà*. Borsellino, qui avait déclaré que Sciascia avait été pour lui un père intellectuel, fut d'autant plus blessé par l'article du *Corriere*. Il dut en outre affronter les railleries des politiciens de la Mafia, qui prirent un malin plaisir à citer l'auteur du *Jour de la chouette* contre les magistrats qu'il avait inspirés.

À l'époque de cette attaque en règle contre les magistrats antimafia, les jours du vieux romancier étaient comptés. Il avait consacré de longues années solitaires à utiliser toutes les subtilités de son art pour saisir les modes de pensée de la Mafia, et il supportait mal cette nouvelle abondance de slogans antimafia. Mais la polémique qu'il avait lancée allait plus loin que le simple coup de colère d'un vieil homme mourant et frustré. C'était la voix de la méfiance qui a caractérisé des générations entières de Siciliens vis-à-vis de la Mafia comme de l'État italien.

Sciascia était le fils autodidacte d'un mineur de la province d'Agrigente. Enfant, il avait assisté aux brutalités hypocrites du régime fasciste et il avait vu après la guerre la Mafia assassiner des dirigeants syndicaux des mines de soufre. Pour lui, la Mafia était une branche informelle de la police italienne ; l'État et la Mafia étaient les deux faces de la même machine répressive. La leçon qu'il tirait de sa propre vie et de l'histoire de la Sicile, c'était que l'île ne pouvait rien attendre de bon des autorités. Le pessimisme de Sciascia sur l'État italien allait de pair avec son fatalisme vis-à-vis de la Sicile. Il avait longtemps cru qu'à l'origine, la Mafia n'était pas une organisation bien structurée, mais plutôt un état mental qui en faisait une prison même pour les esprits les plus rationnels de Sicile :

« Quand je parle contre la Mafia, cela me fait aussi souffrir parce qu'en moi, comme en tout Sicilien, le résidu de pensée mafieuse est encore vivant. Donc, quand je lutte contre la Mafia, je lutte aussi contre moi-même ; c'est comme une coupure, une lacération[7]. »

Heureusement pour l'île, Caponnetto, Borsellino, Falcone et beaucoup d'autres n'étaient pas troublés par la « lacération » de Sciascia et avaient une idée très différente de l'identité sicilienne.

Le destin du maxi-procès

Le verdict du maxi-procès tomba le 16 décembre 1987. Sur les quatre cent soixante-quatorze inculpés, cent quatorze furent acquittés ; les autres se partagèrent deux mille six cent soixante-cinq années de prison. Le message des chiffres était clair : le tribunal avait confirmé le « théorème de Buscetta », sans pour autant rendre la justice en bloc qu'avaient redoutée de nombreux défenseurs des libertés civiles. Même Luciano Leggio fut acquitté pour insuffisance de preuves ; il avait été impossible de démontrer qu'il continuait à donner des ordres depuis sa cellule.

Dans les jours qui suivirent le verdict, les journaux qui soutenaient les magistrats proclamèrent la fin du mythe de la Mafia en tant qu'élément invincible et inséparable de la culture sicilienne. C'était une réaction prématurée, exprimant plutôt l'espoir que la conviction. Les condamnations du maxi-procès devaient passer par un long processus d'appels avant de devenir une vérité établie, et la confirmation des sentences était loin d'être acquise. Leonardo Sciascia commença par camper sur son scepticisme, incapable d'accepter le « théorème de Buscetta » : « Pour moi, la Mafia n'a jamais été qu'une confédération de mafias. » Deux ans plus tard, il descendait dans la tombe, ayant refusé jusqu'à son dernier souffle d'admettre que la Sicile et lui puissent être un jour débarrassés de la Mafia.

Falcone, conscient de l'importance des progrès réalisés contre la Mafia, vit dans ce verdict la preuve qu'« en respectant les règles de la démocratie, nous pouvons espérer d'importants résultats contre le crime organisé ». Avant même la fin du maxi-procès, des enquêtes au sein de Cosa Nostra avaient révélé deux nouvelles affaires de grande

ampleur, donnant lieu à deux autres maxi-procès également préparés par le pool de Caponnetto. Un nouveau repenti de premier plan, Antonino Calderone, fit des révélations qui allaient aboutir à un quatrième procès ; cent soixante arrestations furent réalisées en mars 1988. Dans d'autres villes de Sicile, des magistrats commencèrent à recouper des informations, ce qui entraîna de nouvelles inculpations. Mais Falcone continuait à marteler que le maxi-procès n'était qu'un point de départ dans la lutte contre Cosa Nostra.

Il aurait peut-être été plus pessimiste encore s'il avait su ce que les repentis révélèrent plus tard. « Nous étions certains que le maxi-procès s'avérerait un simple coup de bluff et qu'à l'arrivée, le verdict ne confirmerait pas le "théorème de Buscetta[8]". » Le bruit courait au sein de la Mafia que le maxi-procès n'était qu'une mise en scène montée de toutes pièces en réponse aux années sanglantes qui avaient suivi la *mattanza*. Il y aurait sans doute des condamnations lors du premier procès, mais elles seraient progressivement et discrètement cassées en appel ; tout finirait par rentrer dans l'ordre.

Pendant un temps, on put croire que c'était exactement ce qui allait se passer. Du fait des lenteurs du système judiciaire italien, on avait introduit une législation visant à limiter le temps d'incarcération des inculpés en attente de leur jugement définitif. Les procès concernant la Mafia, très complexes, étant particulièrement lents, les mafiosi furent parmi les premiers bénéficiaires de cette législation : au début de 1989, seuls soixante des trois cent quarante-deux hommes condamnés en décembre 1987 étaient encore sous les verrous.

Puis, en 1990, la cour d'appel de Palerme annula certaines condamnations du maxi-procès et refusa de confirmer le théorème de Buscetta, à savoir que les membres de la Commission, de par leur position, étaient coupables d'avoir ordonné les meurtres exécutés par Cosa Nostra. L'affaire fut ensuite déférée à la première chambre de la Cour de cassation, présidée par le juge Corrado Carnevale, qui s'était gagné le surnom de « tueur de verdicts » à force d'acquitter des mafiosi pour vices de procédure. (En octobre 2002, la Cour de cassation a cassé le jugement condamnant Carnevale pour « coopération externe au crime d'association de type mafieux ». Il faut en conclure qu'il se bornait, comme il l'a toujours soutenu, à appliquer la loi avec un zèle tout particulier.)

Il existait une insidieuse opposition à Falcone au sein même de

l'institution judiciaire. Une fois le maxi-procès terminé, Antonino Caponnetto, le fondateur du pool antimafia, décida de retourner à Florence. Falcone, qui versa des larmes lors de sa soirée d'adieu, était le candidat tout désigné pour prendre sa succession à la tête du parquet. Mais à l'issue de sordides tractations où se mêlaient la politique politicienne, les intrigues de couloir et l'accusation qu'un « culte de la personnalité » s'édifiait sournoisement autour de Falcone (soupçon qui voilait mal une très réelle jalousie professionnelle), le poste échut à Antonino Meli, un magistrat à deux ans de la retraite qui n'avait jamais mené l'ombre d'une enquête sur la Mafia. Falcone ne fut pas seulement humilié, il eut peur. « Je suis un homme mort », confia-t-il à des amis. Il avait bien conscience que la Mafia était à l'affût du moindre signe d'abandon de la part de l'État.

À l'insu du grand public, Meli entreprit donc de répartir les enquêtes sur Cosa Nostra entre divers magistrats, de charger les membres du pool d'affaires sans aucun lien avec la Mafia, de leur adjoindre de nouveaux membres sans consulter quiconque, de morceler les dossiers mafieux et d'en distribuer les éléments aux enquêteurs de différentes villes siciliennes. Nul n'a jamais mis en doute l'intégrité de Meli ; simplement, sa méthode allait à l'encontre du principe fondamental de Falcone : Cosa Nostra était une organisation centralisée qui exigeait une réponse judiciaire coordonnée.

Borsellino, qui observait ces développements avec une inquiétude croissante depuis son nouveau poste à Marsala, finit par exprimer publiquement ses préoccupations. « J'ai la désagréable impression qu'on cherche à faire machine arrière », déclara-t-il, suscitant aussitôt une crise politique. Le Conseil supérieur de la magistrature se réunit d'urgence pour enquêter sur ses propos ; Falcone rédigea un rapport expliquant que sous la direction de Meli, les enquêtes antimafia avaient pratiquement cessé. Les auditions du CSM sur cette affaire étaient censées rester confidentielles, mais on ne put empêcher les fuites des deux côtés. Les accusations classiques de partialité politique et de « culte de la personnalité » se mirent à voler bas, et l'on perdit bientôt de vue les véritables enjeux. Falcone offrit puis retira sa démission. À l'issue d'une longue et démoralisante querelle, le CSM ordonna mollement aux deux parties de concilier leurs points de vue, affaiblissant encore la position de Falcone. Le palais de justice de Palerme prit le nom de « palais des poisons ».

L'histoire des démêlés de Falcone avec certains de ses collègues

au lendemain du maxi-procès illustre bien le degré d'aveuglement qu'ont pu atteindre les institutions publiques italiennes. Aux yeux de nombreux politiciens et de leurs alliés dans la magistrature, le pool antimafia n'était pas un instrument plus ou moins adapté pour accomplir ce que le système judiciaire était censé faire : protéger les innocents et punir les coupables dans le monde réel. Ils y voyaient plutôt un centre de pouvoir supplémentaire à partir duquel exercer une influence sur leurs rivaux au sein de l'État. En cherchant à faire observer la loi, Falcone et Borsellino donnaient parfois l'impression d'être des personnages à trois dimensions s'efforçant d'expliquer leur mode de pensée à des habitants d'un monde à deux dimensions. Les deux magistrats avaient beau désigner à grands cris la troisième dimension de la légalité, cette notion même était à peu près incompréhensible à des hommes ayant pour seules coordonnées la magouille politique et la chicanerie procédurière.

En juin 1989, les craintes de Falcone pour sa sécurité se révélèrent fondées : on découvrit un sac de sport bourré d'explosifs sur les rochers bordant une maison de plage que son épouse et lui avaient louée à proximité de Palerme. Cette fois, à l'encontre de ses habitudes, il déclara ouvertement que des politiciens inconnus proches de la Mafia étaient impliqués dans cette tentative d'attentat contre sa personne. Dans les mois qui suivirent, les affaires jugées au « palais des poisons » revinrent une fois encore devant le CSM, après que Falcone eut été victime d'une campagne de lettres anonymes diffamatoires, sans doute rédigées par l'un de ses collègues. Ces lettres l'accusaient d'avoir manipulé un repenti pour mener une sale guerre contre les Corléonais. Au mois de janvier suivant, Leoluca Orlando, le maire antimafia de Palerme qui était allé jusqu'à s'allier aux communistes pour modifier le climat du conseil municipal, fut désavoué à Rome par la direction de la DC, qui voyait en lui un non-conformiste. Pour Falcone et pour le reste du mouvement antimafia, l'avenir s'annonçait sombre.

Mais en février 1991, Falcone, qui avait été si souvent victime de l'opportunisme politique, en devint soudain le bénéficiaire. Le destin du mouvement antimafia connut à cette époque un revirement spectaculaire. Après la chute du mur de Berlin en 1989, la banquise politique italienne issue de l'après-guerre se mit à craquer de toutes parts. Le PCI se saborda pour renaître sous la forme d'un parti social-

démocrate; désormais, les Italiens avaient beaucoup moins de raisons de « se boucher le nez et voter DC ». La DC elle-même sentit se desserrer la prise qu'elle exerçait sur le nord-est de l'Italie : la tapageuse Ligue du Nord y grignotait l'électorat du parti catholique en dénonçant la corruption à Rome et dans le Sud. Il y avait de la réforme dans l'air. Une vague de criminalité, s'ajoutant à l'indignation de certains secteurs de l'opinion à la suite du maxi-procès, donna au nouveau ministre socialiste de la Justice, qui avait tant critiqué les magistrats antimafia, l'occasion de redorer son blason de défenseur de l'ordre et de la loi. Il invita Falcone à prendre la direction des affaires pénales au ministère, en le chargeant de coordonner la lutte contre le crime organisé au niveau national.

Malgré les sérieuses appréhensions de certains de ses pairs, Falcone accepta. En l'espace d'un an, il profita de ce changement inespéré dans le climat politique pour donner un nouvel essor à la lutte contre la Mafia. Il avait pour principal objectif de créer deux corps nationaux qui restent à ce jour les piliers de l'arsenal judiciaire italien contre le crime organisé : la DIA (Direzione investigativa antimafia), qui coordonnait les enquêtes des carabiniers, de la police et d'autres services impliqués dans la lutte contre les organisations de type mafieux – une sorte de FBI italien; et la DNA (Direzione nazionale antimafia), un parquet national antimafia qui coordonnait les directions régionales antimafia dans vingt-six chefs-lieux de district répartis dans tout le pays, ces derniers étant tenus par la loi de conserver une base de fichiers informatiques sur le crime organisé. Ainsi, depuis la capitale, Falcone parvint à réaliser ce qu'il avait été empêché de faire à Palerme : obtenir une vision unifiée non seulement de Cosa Nostra, mais de toute la pègre italienne.

Il restait encore à décider du destin du maxi-procès. Totò Riina veilla à ce qu'il n'ait rien d'un long fleuve tranquille en interjetant d'innombrables appels qui firent traîner le procès en longueur. Antonio Saetta, juge à la cour d'appel de Palerme, fut abattu en septembre 1988 avec son fils handicapé. Antonio Scopelliti, avocat général à la Cour de cassation, fut assassiné en août 1991 par la mafia calabraise (la'Ndrangheta) au nom de Cosa Nostra. (Trois semaines plus tard, les mafiosi abattirent également Libero Grassi, un homme d'affaires palermitain qui menait une campagne publique contre le racket, dont les gains, alors estimés à vingt-cinq milliards de dollars, bénéficiaient aux organisations criminelles de toute l'Italie.)

Après ces meurtres, les réformes de Falcone prirent un poids politique accru. En un sens, ils étaient l'expression d'un échec, le signe que les Corléonais avaient retrouvé tout leur mépris pour l'État italien. Mais ils permirent aussi d'écarter, comme le souhaitait Falcone, le fameux « tueur de verdicts » Corrado Carnevale de l'audition cruciale de la Cour de cassation sur le maxi-procès. Le 31 janvier 1992, après deux mois de procédure, la Cour de cassation annula le verdict en appel sur le maxi-procès et confirma les trois points centraux de l'acte d'accusation dressé à l'origine par Falcone et Borsellino : Cosa Nostra existait bien et était une unique organisation centralisée ; les membres de la Commission étaient tous coresponsables des meurtres exécutés au nom de l'organisation ; et les témoignages des repentis de la Mafia étaient recevables.

Au bout de cent trente ans, l'État italien avait finalement déclaré la mafia sicilienne hors la loi ; c'était la pire défaite qu'ait connue la plus célèbre organisation criminelle du monde au cours de sa longue histoire. Falcone étant en outre largement pressenti pour prendre la tête de la nouvelle direction nationale antimafia, dotée du pouvoir d'intervenir en Sicile, dans toute la péninsule et même au plan international, de nouvelles défaites semblaient en vue pour la Mafia. En apparence, Falcone avait toutes les cartes en main pour que commence la rédemption finale de la *terra infidelium*.

11

Bombes et immersion
1992-2003

La villa de Totò Riina

Le lycée agricole de Corleone est une curieuse construction, qui ne ressemble guère à ce que l'on attendrait d'un établissement public d'enseignement. Flambant neuf, dressant ses quatre étages sur une artère résidentielle, il dispose de parkings souterrains, d'ascenseurs, de l'air conditionné et d'une vaste cour aux pavés bien nets. Sa façade, surchargée de balcons et de balustrades en fer forgé, est percée d'une porte imposante ornée de torchères. À l'intérieur, bureaux, tableaux noirs et ordinateurs tranchent bizarrement sur les sols en marbre noir et blanc, les lourdes portes en bois massif et les murs ornés de stuc. En fait, le Corleone Istituto professionale di Stato per l'Agricoltura n'était pas destiné à être un lycée, mais exactement ce qu'il a l'air d'être : une luxueuse résidence construite par un homme qui s'était fait tout seul, Totò Riina « le Petit ».

On n'a jamais su quel usage pouvait avoir Riina d'une villa qu'il n'occupait jamais, mais il est probable qu'il comptait y rassembler sa nombreuse famille quand il mettrait fin à sa carrière. C'était sa maison de retraite personnelle, bâtie sur l'hypothèse qu'il trouverait le moyen de faire casser la sentence du maxi-procès et de rentrer chez lui pour jouir tranquillement du fruit de son labeur. S'il est facile de se moquer du goût douteux de la villa, on ne peut s'empêcher d'être impressionné par la confiance qu'elle exprime, par l'incapacité même de Riina à imaginer que l'État puisse objecter à une fortune assise sur des décennies de meurtres.

Heureusement, la confiance de Riina se révéla mal placée. À la fin de 1995, environ cent quatre-vingt-cinq millions d'euros, dont

l'essentiel en propriétés, avaient été confisqués au parrain des parrains. Ce chiffre déjà considérable ne représente sans doute pas la totalité de la fortune de Totò Riina. Sa villa de Corleone lui fut confisquée en 1992 avant d'être donnée à la ville en 1997, à la suite d'un procès intenté contre la famille par un jeune maire antimafia courageux. Les gens de Corleone savaient ce qu'ils faisaient en transformant la villa de Riina en lycée d'État. Cosa Nostra traite toutes les richesses publiques, même les plus essentielles – l'eau, les routes, les hôpitaux, les écoles – comme un butin potentiel. Pendant des générations, elle a privé les familles siciliennes qui n'entraient pas dans son orbite de ces avantages élémentaires du progrès. Quand l'État rend ainsi au public les possessions de la Mafia, il ne se contente pas de toucher les hommes d'honneur au portefeuille; il frappe au cœur de la justification de toutes leurs bassesses – lorsqu'ils sont cernés de toutes parts par la trahison et la mort, ils peuvent au moins se raccrocher à l'idée qu'ils travaillent pour leurs proches.

Depuis la trahison de Buscetta en 1984, Riina avait promis à ses hommes que si l'intimidation et la corruption ne suffisaient pas à bloquer toute action judiciaire contre Cosa Nostra à Palerme, ses contacts politiques s'en chargeraient à Rome. Mais c'était sans compter avec la dégradation permanente, et en voie d'accélération, des relations entre la Mafia et la DC. Les attentats commis dans les années 1980 avaient abouti à une législation antimafia que Cosa Nostra voulait désespérément inverser. Riina devait désormais influencer la ligne directrice du gouvernement et non plus se contenter de faveurs accordées en coulisse. Mais à mesure que les cadavres illustres s'accumulaient, il se trouvait de moins en moins de politiciens disposés à monter au créneau pour défendre la Mafia.

Le problème prit un caractère critique quand Falcone partit pour Rome en 1991. Les mafiosi en conclurent qu'il serait bientôt aspiré dans le bourbier de la politique italienne, qui se chargerait de le discréditer et de le réduire à l'impuissance. Les avancées spectaculaires du juge au ministère de la Justice allaient cruellement décevoir leurs attentes. Pour des mafiosi habitués à voir dans les partis de gouvernement de simples alliés passifs de leur administration dévoyée, c'était un spectacle à faire dresser les cheveux sur la tête : l'ennemi mortel de Cosa Nostra peaufinant des lois sur le crime pour le ministre socialiste de la Justice d'un président du Conseil démo-

crate-chrétien. Entre autres changements d'importance, 1991 vit des lois nouvelles empêcher le blanchiment d'argent, autoriser les écoutes téléphoniques au sein de la Mafia et donner au gouvernement le pouvoir de dissoudre les conseils municipaux infiltrés par le crime organisé.

Si inquiétants qu'aient été ces développements pour la Mafia, sa base était convaincue que le juge Carnevale restait la garantie suprême que tout finirait par se tasser. L'arrêt de la Cour de cassation en janvier 1992 fut un choc d'autant plus grand pour les plans d'avenir de Riina et pour son prestige au sein de Cosa Nostra. Cette fois, il était démontré que le chef le plus puissant de l'histoire de la Mafia avait fait de son organisation une orpheline politique.

La survie même de Riina était désormais en jeu. Comme l'explique le juge d'instruction Guido Lo Forte : « Dans la Mafia, on ne peut pas démissionner. On est tout simplement éliminé. Pour [Riina et ses hommes], c'était soit consentir à l'élimination, soit tenter de réaffirmer leur pouvoir sur toute l'organisation[1]. » Riina choisit de réaffirmer son pouvoir par une stupéfiante escalade du conflit avec l'État italien. La Mafia avait plus que jamais besoin d'influencer le processus politique, et elle le fit avec la seule arme qui lui restait : la violence. Il fallait pilonner l'État jusqu'à ce qu'il revienne sur les deux points essentiels pour Riina et ses troupes : le jugement du maxi-procès et la loi de 1982 sur la confiscation des biens de la Mafia. « Il nous faut faire la guerre pour obtenir la paix », aurait déclaré un jour le parrain des parrains. Les sentences de mort de la Commission contre Falcone et Borsellino, prononcées depuis longtemps, furent réactivées quelques jours après qu'eut été communiqué l'arrêt de la Cour de cassation.

Les années 1992 et 1993 qui suivirent cette décision historique furent les plus tragiques de toute l'histoire de la mafia sicilienne. La bataille lancée par Riina contre l'État se transforma en une campagne d'attentats terroristes perpétrés dans la péninsule même. Cette action militaire sans précédent devait se terminer par une défaite si sérieuse qu'elle mettrait en péril l'existence même de l'organisation pour la première fois depuis Mussolini. Cosa Nostra et l'Italie se ressentent encore à ce jour de l'échec des plans de retraite de Riina.

Après Capaci

« Vito, mon Vito. Mon ange. Ils t'ont pris la vie. Je ne pourrai plus jamais t'embrasser. Je ne pourrai plus te serrer dans mes bras ni caresser ton visage. Tu es mien pour toujours. »

Aux funérailles officielles des victimes de la bombe de Capaci, ce fut Rosaria, la mince et pâle veuve de Vito Schifani, qui exprima par ces mots déchirants la désolation et la fureur de la ville tout entière. Son mari, avec ses collègues Antonio Montinaro et Rocco Di Cillo, faisait partie de l'escorte policière tuée au cours de l'attentat qui avait coûté la vie au juge Falcone. Debout en chaire et regardant la congrégation droit dans les yeux, elle cria ces mots : « Aux hommes de la Mafia qui se trouvent dans cette église, je veux adresser ce message. Redevenez des chrétiens. Je vous le demande au nom de Palerme, cette ville dont vous avez fait une cité sanglante. » Avant même que le cardinal eût fini de dire sa messe, les familles et les collègues des policiers morts s'avancèrent pour empêcher les dignitaires de s'approcher des cinq cercueils : « Ce sont nos morts, pas les leurs. » Rosaria Schifani, toujours en sanglots, laissa échapper sa bouteille d'eau qui explosa littéralement sur les dalles. Sans même paraître le remarquer, elle implora la congrégation une fois encore : « Hommes de la Mafia, je vous pardonnerai, mais vous devrez tomber à genoux[2]. » Cette phrase allait être reprise dans tous les bulletins d'information.

La pression morale qui s'exerçait sur les politiciens italiens pour qu'ils démontrent qu'ils n'étaient pas complices du meurtre de Giovanni Falcone devenait irrésistible. Peu de temps après les obsèques, ceux qui avaient enduré un déluge de pluie pour se rassembler autour de

l'église San Domenico, qui avaient croisé les yeux humides de larmes de leurs concitoyens et y avaient lu la même résolution désespérée que la leur, ceux-là entreprirent de passer du chagrin au changement. Partout dans la ville, on vit apparaître aux fenêtres des draps marqués de slogans : « Falcone est vivant », « Palerme veut la justice » ; « La Mafia hors du gouvernement » ; « Arrêtez de massacrer cette ville. » Il se constitua un « Comité des draps » qui devint l'une des nombreuses organisations de base contre la Mafia. Les mots de Rosaria Schifani – « Mafiosi : à genoux » – furent imprimés sur des tee-shirts arborés par des manifestants qui formèrent une chaîne humaine à travers toute la ville un mois après l'attentat. Devant la maison du juge Falcone – par une triste ironie, il habitait la rue Emanuele Notarbartolo – un arbre fut transformé en un autel orné de fleurs, de photographies et de messages.

À la stupéfaction générale, Cosa Nostra démontra le 19 juillet 1992 que l'État n'était même pas capable de protéger l'homme qui avait pris la succession de Falcone, Paolo Borsellino. L'explosion où il périt, ainsi que cinq membres de son escorte, s'entendit dans la moitié de la ville. Trois jours après l'attentat, Rita Atria, une adolescente issue d'une famille mafieuse qui s'était résolue à fournir des informations aux juges après l'assassinat de son père et de son frère, se suicida en sautant du balcon de la maison de Rome où elle avait été mise en sécurité. Elle laissait un mot disant simplement qu'il ne restait plus personne pour la protéger. Cet été-là, selon les termes d'un militant, Palerme fut comme une scène où se déroulait une tragédie aussi sanglante qu'extravagante : « Nous voulons sortir du théâtre, mais toutes les issues sont bloquées. »

Malgré leur consternation, de nombreux Palermitains trouvèrent encore la force de protester. Parmi les images inoubliables que nous ont laissées les nombreuses manifestations de l'époque, on se souvient d'un jeune garçon qui prit part à une marche allant du centre-ville à l'endroit où Borsellino avait été tué ; il portait un petit panneau d'homme-sandwich où était écrit sur le devant : « Je veux être digne de Falcone » et sur l'arrière : « Je veux être digne de Borsellino. » Pendant quelques mois extraordinaires, la minorité vertueuse s'appropria Palerme et convainquit une grande partie de la population de la nécessité d'agir contre la Mafia.

La Sicile se trouvait en état d'urgence. L'armée envoya sept mille hommes dans l'île pour aider la police à expédier les affaires cou-

rantes et lui permettre de participer à une gigantesque chasse à l'homme dont le gibier était Riina et ses équipes de tueurs. Les responsables des forces de l'ordre qui n'avaient pas su protéger les deux magistrats furent limogés. Le procureur général, un homme qui avait eu de nombreuses prises de bec avec Falcone, demanda sa mutation. Mais dans un nouvel acte d'extraordinaire courage, un magistrat de Turin, Gian Carlo Caselli, se porta volontaire pour prendre le poste vacant à Palerme et injecter un souffle nouveau à la lutte contre Cosa Nostra. Des dizaines d'arrestations s'ensuivirent. Une loi de protection des repentis fut promulguée, qui leur permit de changer d'identité. La DIA et la DNA, les nouvelles instances antimafia conçues par Falcone, entrèrent en activité. La police reçut le pouvoir d'infiltrer la Mafia en montant de fausses opérations de trafic de drogue et de blanchiment d'argent. Mais surtout, des conditions d'emprisonnement plus drastiques pour les mafiosi furent ordonnées, afin qu'ils ne puissent plus gérer leurs empires depuis leurs cellules comme ils le faisaient depuis des temps immémoriaux.

Mais une fois encore dans l'histoire de Cosa Nostra, il s'agissait de succès paradoxaux. Le système politique qui semblait enfin avoir trouvé le courage d'aborder le problème mafieux dans les années 1992-1993 était en pleine liquéfaction sous l'effet d'un retentissant scandale de corruption. Il débuta en février 1992, quand un politicien socialiste de Milan fut surpris en train d'essayer de faire disparaître un pot-de-vin de trente millions de lires dans une cuvette de toilettes. L'« Opération mains propres », comme elle fut appelée, s'étendit rapidement à d'autres partis et d'autres régions à mesure que les enquêteurs révélaient un système de corruption enraciné au cœur du monde des affaires, de l'administration et de la politique. La « partitocratie » était foulée aux pieds. Vers la fin de 1993, un tiers des membres du Parlement italien faisaient l'objet d'une enquête pour corruption, et les deux plus grands partis de gouvernement – la Démocratie chrétienne et le parti socialiste – avaient cessé d'exister. Incrédules et souvent moqueurs, les Italiens regardaient une véritable révolution se dérouler sur leurs écrans de télévision.

Sans aller jusqu'à parler de révolution, le climat au sein de Cosa Nostra subissait néanmoins un profond changement. Sentant ce qui se profilait derrière l'arrêt de la Cour de cassation sur le maxi-procès, des hommes d'honneur étaient venus se livrer à la police avant même l'attentat de Capaci. Cela ne s'était encore jamais produit par le

passé. En voyant que Riina ne montrait aucun signe d'un changement de tactique après les meurtres de Falcone et de Borsellino, de nouveaux mafiosi commencèrent à livrer des informations. Gaspare Mutolo avait été initié par Riina en personne en 1973 avant de devenir un important trafiquant de drogue. Ce fut lui qui, en octobre 1992, expliqua aux magistrats que Cosa Nostra avait complètement sous-estimé les dommages que pouvait leur infliger Falcone au ministère de la Justice, et que c'était l'arrêt de la Cour de cassation en janvier qui avait provoqué l'assassinat des deux juges. Les magistrats avaient désormais une image fort claire de ce qui se passait dans la tête de Riina.

Ce fut une information d'un mafioso fuyant la vengeance de Riina qui mena directement à la capture du parrain des parrains en janvier 1993. En effet, le principal problème était d'identifier Riina, puisque la dernière photo que l'on possédait de lui remontait à 1969. Mais l'homme d'honneur Balduccio Di Maggio, alors sous les verrous, reconnut le jardinier de Riina ainsi que sa femme et son fils sur une vidéo d'une villa que les carabiniers avaient placée sous surveillance parce qu'elle était fréquentée par un membre de la Commission. Tôt le lendemain matin, une brigade d'intervention attendait Riina quand il quitta sa villa à bord d'une discrète berline familiale. Quatre hommes se jetèrent sur lui et sur son chauffeur à un feu rouge de la Piazza Einstein ; il n'offrit aucune résistance, montrant des signes manifestes d'une peur qui ne se dissipa que lorsqu'il apprit qu'il était aux mains des carabiniers et non de ses ennemis de la Mafia. Le lendemain, son mentor et parrain, Luciano Leggio, mourut d'une crise cardiaque dans sa prison de Sardaigne.

Enfin l'Italie pouvait mettre un visage sur le nom tant redouté de Totò Riina. Ses traits taillés à coups de serpe et ses yeux aux poches profondes apparurent en couverture d'un magazine sous ce simple titre : « Le Diable » – une image satanique qui suscita une feinte surprise de l'intéressé. Quand il fut face à Tommaso Buscetta au tribunal, il refusa d'adresser la parole à son accusateur à cause de ses infidélités conjugales : « Chez moi, à Corleone, nous avons de la moralité. »

Mais plus déconcertantes encore que la comédie de Riina étaient les questions que sa capture laissait sans réponse. Cet homme fuyait la justice depuis la fin des années 1960. Entre-temps, il s'était marié, il avait eu des enfants, il avait été soigné pour son diabète, il avait

envoyé sa progéniture à l'école et dirigé d'une main de fer une vaste organisation criminelle. La villa où il avait passé les cinq dernières années de sa vie de fugitif se trouvait à l'Uditore – la même *mafiosissima borgata* qui servait déjà de base à la *cosca* d'Antonino Giammona dans les années 1870. Par quel miracle Riina avait-il pu échapper si longtemps à la police ? Une ombre inquiétante pesait en outre sur l'opération qui avait enfin abouti à son arrestation : sa villa de Palerme était restée assez longtemps sans surveillance pour qu'une équipe de mafiosi ait eu le temps de tout emporter – l'argent, les documents, les comptes, et jusqu'aux manteaux de fourrure de sa femme. Les magistrats qui vinrent finalement inspecter la propriété découvrirent qu'elle avait même été redécorée. Une enquête fut lancée pour tenter d'établir comment tout cela avait pu se produire.

Une fois Riina sous les verrous, la direction de Cosa Nostra passa aux mains de son beau-frère et associé de longue date, Leoluca Bagarella. Après vingt ans de domination par Riina « le Petit », Cosa Nostra réagit mal au contrôle de Bagarella. Même des irréductibles comme Giovanni Brusca, « l'Égorgeur de chrétiens », devenu à son tour *capomandamento*, trouvèrent ce changement déstabilisant : « Après l'arrestation de Riina, ce ne fut plus le même calme qu'avant. [...]. Tous les parrains commencèrent à gérer leurs *mandamenti* à leur guise, dans leur propre intérêt. Il n'y eut plus la même homogénéité qu'autrefois, quand on pouvait l'appeler le père de la famille, le *capo* de tous[3]. »

Ce qui ne changea pas fut le soutien inébranlable du noyau des Corléonais à ce que l'on a appelé la stratégie du massacre. On entendit un jour Bernardo Provenzano, dit « le Tracteur », déclarer lors d'une réunion : « Tout ce qu'a fait oncle Totò continue ; on ne change rien. » Un mois après l'arrestation de Riina, invoquant la règle de Cosa Nostra selon laquelle les mafieux ont la liberté d'organiser hors de l'île les activités de leur choix, et passant outre la volonté du reste de l'organisation, Bagarella, Brusca et d'autres chefs vétérans de Palerme et de Trapani se réunirent pour étudier la meilleure façon de poursuivre la guerre contre l'État. À en croire le récit de Brusca, on tomba rapidement d'accord pour organiser une attaque contre Maurizio Costanzo, présentateur d'une célèbre émission de débats, qui avait exprimé le souhait qu'un mafioso hospitalisé pour une maladie imaginaire finisse par attraper un véritable cancer. Ils envisagèrent de placer une bombe au pied de la Tour de Pise, d'empoisonner les

friandises pour enfants dans les supermarchés et de joncher les plages de Rimini de seringues infectées par le VIH. À chaque fois, l'alerte devait être donnée à temps pour éviter les morts. Il s'agissait de créer la panique dans le public et d'amener ainsi l'État à la table des négociations.

Il fut finalement résolu de ne pas s'embarrasser de toutes ces subtilités « bidon ». Le 14 mai 1993 à Rome, une bombe explosa à l'approche de la voiture du présentateur Maurizio Costanzo ; par un hasard extraordinaire, il s'en tira sans une égratignure. Le 27 mai, une voiture piégée explosa via dei Georgofili en plein centre de Florence : cinq passants furent tués et quarante autres blessés. Le 27 juillet, via Palestro à Milan, une nouvelle bombe fit encore cinq victimes. Le 31 octobre, une bombe fut découverte via dei Gladiatori, près du stade olympique de Rome ; elle était censée exploser à la fin du match de football opposant le Latium à Udine, afin de tuer autant de carabiniers que possible. Cette fois, le détonateur ne fonctionna pas.

Cette même année 1993, il apparut clairement que Cosa Nostra, en s'en prenant directement à l'État, avait fini par s'aliéner l'Église. En novembre 1982, au beau milieu de la *mattanza*, Jean-Paul II avait parcouru la Sicile sans prononcer une seule fois le mot « mafia ». En mai 1993, il se rendit pour la première fois sur l'île depuis la mort de Falcone et Borsellino. À la veille de sa visite de trois jours, le journal du Vatican, *L'Osservatore Romano*, invita la veuve de Borsellino, Agnese, à écrire une lettre. Elle y évoquait la foi « simple et profonde » de son mari et appelait à prier pour que l'Église « ne compromette pas l'authentique enseignement du Christ par une forme quelconque de connivence ». Un groupe d'intellectuels catholiques renchérit avec une lettre encore moins équivoque au *Giornale di Sicilia*, dénonçant « les liens scandaleux entre des représentants de l'Église catholique et des défenseurs du pouvoir mafieux ».

Deux jours plus tard, le pontife choisit le site prestigieux de la vallée des temples d'Agrigente, où des monuments de la Grèce antique se dressent dans un paysage défiguré par des constructions illégales financées par la Mafia, pour jeter aux orties le sermon qu'il avait préparé et improviser une tonnante condamnation de « la culture de la Mafia [...] une culture de mort, profondément inhumaine et antiévangélique ». Visiblement ému, il exhorta les membres de la Mafia à se convertir : « Un jour, vous devrez affronter le jugement de

Dieu ! » La réponse de Cosa Nostra ne se fit pas attendre : le 27 juillet à Rome, des bombes explosèrent à Saint-Jean-de-Latran et à l'église Saint-Georges ; il n'y eut aucune victime. Le 15 septembre, à Brancaccio, dans la banlieue est de Palerme, le père Pino Puglisi, le meilleur représentant de la tradition des prêtres locaux antimafia, fut assassiné devant sa porte. L'un de ses meurtriers devait avouer plus tard que le père leur avait souri juste avant d'être abattu : « Je m'y attendais », aurait-il dit.

Dans sa sauvage réaction à l'arrêt de la Cour de cassation de janvier 1992, Cosa Nostra ne se souciait plus à l'évidence de perpétuer les doutes quant à son existence. Mais elle se coupait du même coup de son propre système de soutiens, sapant ses liens politiques, la pseudo-religion que professaient beaucoup de ses membres, et l'idée même qu'elle était inséparable de la culture sicilienne. La conséquence directe en fut une véritable hémorragie dans l'organisation : en 1996, le nombre de repentis bondit à quatre cent vingt-quatre. Pris entre l'abominable régime des Corléonais au sein de Cosa Nostra et une vie d'isolement dans des conditions d'incarcération plus sévères, même des hommes d'honneur âgés, membres de la faction au pouvoir, se mirent à collaborer avec la justice

Salvatore Cancemi en est un exemple emblématique : *capo* d'une famille et membre de la Commission quand fut approuvée la décision d'assassiner Falcone et Borsellino, il avait fait le guet pour l'équipe qui avait placé la bombe de via Capaci. Quelque chose finit par changer en lui le jour où il entendit Riina expliquer comment il entendait régler la question de ces défections en cascade : « Le problème, ce sont ces repentis, parce que sans eux, le monde entier pourrait s'unir sans arriver à nous toucher. C'est pourquoi nous devons les tuer, eux et leurs parents au vingtième degré, à commencer par les enfants de six ans et plus. » Mais ce ne fut que l'été suivant, au plus fort de la campagne d'attentats de 1993, que Cancemi franchit le seuil d'une caserne de carabiniers pour se rendre. Il donna du même coup sa fortune, estimée à environ cinquante millions d'euros. Lorsqu'il fut côte à côte avec Buscetta lors du procès (les deux hommes appartenaient à la même Famille et étaient devenus amis en prison au cours des années 1970), il avoua avoir exécuté lui-même l'ordre de Riina d'étrangler deux de ses fils. Le premier des mafiosi à avoir fait défection étreignit Cancemi en lui disant : « Tu ne pouvais pas

refuser d'obéir. Je te pardonne parce que je sais ce que c'est d'appartenir à Cosa Nostra. »

Forts des informations fournies par ces nouveaux repentis, les enquêteurs connurent bientôt les auteurs de l'assassinat de Falcone et de Borsellino, des attentats à la bombe dans la péninsule, du meurtre du père Puglisi et de bien d'autres crimes. Les Corléonais continuaient à semer la terreur au sein de Cosa Nostra pour décourager toute opposition à leur stratégie du massacre. Mais, un par un, ils tombèrent sous les coups de l'arme ultime de l'arsenal d'un mafieux : le témoignage contre l'organisation. Leoluca Bagarella fut capturé en juin 1995 dans un appartement du centre de Palerme, ce qui fit de lui le second parrain des parrains à être arrêté en moins de trois ans. Puis, en mai de l'année suivante, quatre mois après que le petit Giuseppe Di Matteo eut été étranglé et dissous dans un bain d'acide sur ses ordres, les carabiniers investirent la maison proche d'Agrigente où Giovanni Brusca se cachait avec sa famille. À l'époque de son arrestation, la stratégie du massacre avait été abandonnée et la mafia sicilienne était dans les affres de la plus grave crise de son histoire. Cosa Nostra était au bord de la défaite.

« Oncle Giulio »

Si, par sa sauvage réaction aux conclusions du maxi-procès, Cosa Nostra mettait en péril son avenir même, ce fut surtout son passé qui intéressa le public italien à la fin de la décennie 1990. En effet, les tragédies des années 1992-1993 menaçaient d'exposer la collusion entre politiciens et mafiosi, et certains pensaient que ce sinistre aspect de l'histoire italienne allait émerger sous les projecteurs du tribunal-bunker de Palerme. C'est là qu'en septembre 1995, l'homme qui avait été pendant un quart de siècle le politicien le plus puissant du pays fut jugé pour collusion avec la Mafia : le chef historique de la DC, Giulio Andreotti, sept fois président du Conseil d'Italie. La presse parla de procès du siècle.

Le drame d'Andreotti commença le 12 mars 1992 avec le meurtre de Salvo Lima. Il est significatif que la toute première victime de la guerre lancée par Riina contre l'État italien, des semaines avant les assassinats de Falcone et de Borsellino, n'ait été ni un juge ni un policier, mais un politicien démocrate-chrétien. Salvo Lima – l'ancien « jeune Turc » de la DC qui avait présidé au sac de Palerme et avait coutume d'offrir des billets d'opéra à Tommaso Buscetta – fut victime d'une exécution d'une terrifiante efficacité. Parti de chez lui à Mondello, petite station balnéaire proche de Palerme, il se faisait conduire en ville quand son pare-brise et l'un de ses pneus éclatèrent sous l'impact de balles tirées par le passager d'une moto. Ses derniers mots furent : « Les revoilà ! *Madonna santa !* Les revoilà ! » Il se rua hors de la voiture, mais il n'avait pas fait trente mètres qu'il était rattrapé par le tueur descendu de sa moto, qui lui tira dans le dos avant de lui administrer le *coup de grâce** dans la nuque.

Un repenti expliqua plus tard pourquoi, à son avis, *l'éminence grise** de la DC sicilienne avait été assassinée : « Lima avait donné la garantie que tout s'arrangerait à Rome. [...] Ce qui a déclenché le meurtre de Salvo Lima, c'est qu'il n'avait pas tenu les promesses faites à Palerme, ou que quelqu'un l'avait empêché de les tenir. Pendant un moment, du moins à ce que j'ai entendu dire, Salvo Lima répétait à tout le monde de ne pas s'inquiéter[4]. »

Le « tout » dont Lima assurait qu'il serait réglé à Rome était le jugement du maxi-procès. Il n'est pas certain qu'il se soit explicitement avancé sur un terrain aussi glissant, mais l'important, c'est que Riina ait induit ses hommes à penser qu'il avait obtenu des garanties. Les repentis qui firent surface au cours de la campagne de terreur des années 1992-1993 allaient confirmer l'étendue de l'implication de Lima avec la Mafia. Depuis l'époque des frères La Barbera à la fin des années 1950, il servait d'intermédiaire entre la pègre sicilienne et les autorités locales et nationales. Dans l'esprit des hommes d'honneur, l'enterrement de Lima fut donc aussi celui du pacte entre Cosa Nostra et la Démocratie chrétienne, scellé à l'époque de Don Calo Vizzini et du bandit Salvatore Giuliano.

Au lendemain de l'enterrement de Lima, un dessin humoristique parut à la une du quotidien le plus vendu d'Italie, *La Repubblica*, laissant entendre que ce meurtre sensationnel avait une signification politique. On y voyait un homme en costume sombre étendu face contre terre, une lime sortant d'une bosse proéminente sur son dos. Au-dessus de son épaule gauche était dessinée une longue oreille en forme d'aile de chauve-souris qui levait tous les doutes sur l'identité de l'homme assassiné : elle représentait Giulio Andreotti, alors au terme de ce qui devait être son dernier mandat de président du Conseil. Le jeu de mots n'était pas plus difficile à décoder : Lima, « la lime ». Le dessin laissait entendre que la véritable cible de l'agression contre Lima était le président du Conseil en personne ; en clair, Cosa Nostra avait poignardé un ami dans le dos.

Au moment de sa mort, Lima était en route pour l'hôtel Palace où il devait régler les derniers détails d'une grande réception en l'honneur d'Andreotti. Depuis 1968, l'année où Lima devenu député s'était brouillé avec Giovanni Gioia, « le Vice-roi », la foule de ses partisans avait marché sous la bannière d'Andreotti. Ce dernier avait occupé sans discontinuer des postes gouvernementaux depuis la fin des années 1940, mais le tournant décisif de sa fortune politique fut

l'obtention du soutien de Lima en Sicile. Sans lui, Andreotti n'aurait sans doute jamais accédé au poste de président du Conseil. Avec lui, il devint le politicien le plus influent de son pays. Aucun gouvernement ne pouvait se former sans son approbation.

La plupart des notables de la DC se tinrent à l'écart de Palerme le jour des funérailles de Lima, de même que les instances dirigeantes des autres partis, le président de la République et les présidents des deux Chambres du Parlement. Les journaux y virent le signe que les institutions publiques jugeaient le controversé Lima plutôt encombrant – et de fait, ce meurtre n'aurait pas pu survenir à un moment plus délicat. Des élections étaient prévues pour le 5 avril – un vote que chacun savait décisif pour remodeler l'Italie de l'après-guerre froide. Andreotti était largement donné comme prochain président de la République. On comprend donc qu'il ait été le centre de l'attention des médias lorsqu'il apparut aux obsèques de son ami sicilien. D'ordinaire imperturbable et pince-sans-rire, il était pâle et visiblement secoué. Face aux caméras de télévision, il se lança dans une défense tonitruante de la Sicile : « L'île ne se réduit pas à la Mafia », déclara-t-il, avant d'offrir aux journalistes une explication embrouillée de l'assassinat de Lima : un mélange choisi de « coulissologie » sur un petit air du mythe de la *cavalleria rusticana*. Comme la Sicile, Lima était victime d'une campagne de diffamation. « Les calomniateurs sont pires que les meurtriers. Ou du moins, ils sont à mettre dans le même sac. Mon ami Salvo Lima a été calomnié pendant des décennies. » À l'entendre, les atteintes à la réputation de Lima étaient le prélude à ce meurtre politique – voire à une prise de pouvoir totalitaire. Quand on lui demanda s'il pouvait s'agir d'un avertissement qui lui était destiné, il répondit qu'il n'en savait rien : « Bien souvent, ce qui se passe en Sicile est tout simplement incompréhensible. »

Ce qu'Andreotti trouvait « incompréhensible » dans les événements de Sicile allait bientôt faire l'objet d'un procès retentissant au tribunal de Palerme. Un an après la mort de Lima, avec le pays en ébullition à la suite des meurtres de Falcone et Borsellino, l'explosion du scandale de corruption et l'Opération mains propres, le parquet de Palerme demanda au Sénat italien l'autorisation d'entamer une procédure criminelle contre Giulio Andreotti « pour avoir, et pas seulement occasionnellement, contribué à la tutelle des intérêts et à la réalisation des objectifs de l'organisation appelée Cosa Nostra ».

Ému par la mort de Falcone et de Borsellino, Tommaso Buscetta se joignit aux nouveaux repentis pour révéler les connexions politiques de la Mafia. Deux noms ne cessaient de revenir dans ces témoignages : ceux de Salvo Lima et de Giulio Andreotti.

Les accusations contre Andreotti étaient graves. On présumait que le politicien le plus puissant des années 1970 et 1980 avait eu des entretiens, pour des raisons d'affaires, avec des mafiosi du calibre de Stefano Bontate, Tano Badalamenti la « Terreur assise », et Michele Greco « le Pape ». Lors de ces rencontres secrètes, Stefano Bontate lui aurait fait présent d'un tableau, et il aurait échangé un baiser avec Totò Riina, accusations dont les médias se firent largement l'écho. Il semblait en outre qu'au sein de Cosa Nostra, on désignait le plus souvent Andreotti sous le nom d'« oncle Giulio ». Pire encore, « oncle Giulio » aurait tenté de manœuvrer pour que Carnevale, le juge « tueur de verdicts », préside l'audition finale du maxi-procès. L'accusation concluait qu'Andreotti, « sous l'emprise de la folie du pouvoir, avait conclu un pacte avec la Mafia », mais que son incapacité à tenir les promesses faites aux hommes de violence avait conduit ceux-ci à se retourner d'abord contre son allié, Salvo Lima, puis contre lui. Certains repentis déclarèrent que Riina avait prévu de tuer Andreotti ou l'un de ses enfants.

En octobre 1999, le président du Conseil fut déclaré innocent. Les affirmations des repentis furent jugées trop vagues et trop contradictoires pour emporter une solide conviction. Mais les commentaires dont les juges accompagnèrent leur décision ne peuvent guère passer pour une apologie de la moralité d'Andreotti. En outre, ils soulèvent de troublantes questions sur le passé de l'Italie.

La défense du président du Conseil fut en substance qu'il ne s'intéressait pas directement aux affaires siciliennes, qu'il laissait Lima, son lieutenant « calomnié », se débrouiller avec les affaires de politique locale tandis qu'il œuvrait sur la scène nationale et internationale, ignorant tout de l'environnement criminel où baignaient Lima et ses semblables. En bref, la Sicile restait « incompréhensible » à l'homme d'État le plus intelligent et le plus puissant d'Italie.

Pour les juges, cette défense était peu plausible, voire mensongère. Lima était mentionné des dizaines de fois dans les documents de la commission d'enquête antimafia. Leur rapport établissait qu'avant même de se rallier au courant incarné par Andreotti en 1968, Lima s'était vanté auprès d'un proche de celui-ci de ses relations person-

nelles avec Tommaso Buscetta. En 1973, Andreotti s'était mis en quatre pour aider le banquier de Dieu, Michele Sindona, à sauver sa banque et à échapper aux charges criminelles qui pesaient contre lui en Italie et aux États-Unis. Le rapport pointait en outre son absence de scrupules lors de l'entrée dans son parti, en 1976, de Vito Ciancimino, « l'Escroc corléonais ». Les juges estimèrent qu'Andreotti « s'était montré indifférent à de multiples reprises aux liens notoires entre Ciancimino et la structure criminelle ».

Le tribunal trouva de nouvelles preuves de la malhonnêteté d'Andreotti dans ses rapports avec le système de collecte d'impôts des cousins Ignazio et Nino Salvo – l'un et l'autre « organiquement insérés au sein de Cosa Nostra » selon le compte rendu des juges. (Nino mourut de mort naturelle au cours du maxi-procès ; Ignazio ne reçut qu'une condamnation légère, mais fut ensuite abattu sur l'ordre de Riina en septembre 1992 pour n'avoir pas su protéger Cosa Nostra du juge Falcone.) Andreotti, qui prétendait ne pas connaître les cousins Salvo, fut « contredit sans équivoque » par les preuves ; on fit notamment circuler des photos qui les montraient ensemble. L'explication la plus favorable que purent trouver les juges à la réticence d'Andreotti à reconnaître ses liens avec les Salvo fut qu'il cherchait à protéger son image. Mais le côté flou de certains aspects de sa défense ne fut pas retenu comme une preuve justifiant l'accusation qu'il œuvrait systématiquement et délibérément en faveur des intérêts de Cosa Nostra.

À la suite d'un appel interjeté par le parquet, l'acquittement fut confirmé en mai 2003. Fin juillet, les juges transmirent leur rapport sur ce second acquittement au parquet de Palerme. Ils y déclaraient qu'Andreotti « s'était mis à la disposition de membres de la Mafia de façon avérée, stable et amicale jusqu'au printemps 1980 ». Avant cette date, il avait eu « des relations directes et amicales [avec des hommes d'honneur] favorisées par ses liens avec Salvo Lima et les cousins Salvo ». Il s'agissait d'une relation « fondée sur l'échange et sur le soutien électoral général au parti d'Andreotti ». Après 1980, Andreotti fit preuve « d'un engagement plus incisif que jamais dans la cause antimafia » au point de mettre en danger sa propre vie et celle de sa famille. (Comme il l'a souvent souligné, il était président du Conseil à l'époque où Falcone fut appelé au ministère de la Justice en 1991 et 1992.)

D'après les magistrats, le tournant dans la relation d'Andreotti

avec Cosa Nostra survint au début de la saison des « cadavres illustres », en particulier avec le meurtre de Piersanti Mattarella, président démocrate-chrétien de la région de Sicile, en janvier 1980. Qualifié d'« héroïque » par les magistrats, Mattarella cherchait à apporter une nouvelle transparence dans le fonctionnement de son parti et dans la vie publique en Sicile. Du point de vue de Cosa Nostra, le plus inquiétant était son désir d'en finir avec le système local d'attribution de contrats à des entreprises mafieuses. Quand Andreotti eut vent du projet d'assassiner Mattarella, il aurait rencontré Bontate et d'autres hommes d'honneur pour les prier d'y renoncer. Après la mort de Mattarella, Andreotti eut un nouvel entretien avec Bontate, qui lui déclara sans ménagements que Cosa Nostra s'estimait au-delà de son influence. Les juges soulignaient qu'Andreotti n'avait à aucun moment rapporté ces faits aux autorités, ni tenté de sauver Mattarella et d'amener ses meurtriers devant la justice. Interrogé sur tous ces points par un journaliste, le vieux politicien se borna à dire qu'il fallait les resituer dans le rapport général des magistrats.

Ce fut la loi de prescription qui sauva Andreotti d'une inculpation pour ses liens avec Cosa Nostra : les faits étaient trop anciens. Les juges se bornèrent à déclarer qu'il aurait à répondre de ses actes « devant l'histoire ». « Dans un procès, répliqua l'ancien président du Conseil, la seule chose qui m'intéresse, c'est son issue. Et dans ce cas, elle a été positive. Pour le reste, amen. »

Ces deux rapports judiciaires semblent bien indiquer que, loin de trouver la Sicile incompréhensible, Andreotti la connaissait suffisamment pour rester fidèle à ses alliés politiques alors qu'il était au courant d'une partie de leurs méfaits. Il est profondément inquiétant pour la démocratie italienne que tant d'électeurs aient placé si longtemps leur confiance dans un homme qui, même avant son procès, était soupçonné d'utiliser la Mafia de la façon la plus traditionnelle – comme un instrument de gouvernement local.

Depuis, Andreotti a été jugé coupable en appel dans un autre procès et condamné à vingt-quatre ans de détention pour avoir ordonné le meurtre d'un journaliste qui le faisait chanter en 1979. Mais la Cour de cassation a fini par innocenter l'ancien président du Conseil, désormais sénateur à vie.

Les années du procès Andreotti ont été des années de silence pour Cosa Nostra. L'Italie, brutalement tirée de sa torpeur par les atrocités du début des années 1990, a été apaisée par la capture de Riina, Bagarella et Brusca. Elle semble maintenant avoir replongé dans le sommeil avec l'acquittement d'Andreotti. En l'absence de cadavres illustres, la Sicile peut sembler fort loin de Rome ou de Milan. Mais dans ce silence, Cosa Nostra a commencé à se restructurer. Depuis la capture de « l'Égorgeur de chrétiens », l'Italie est en train de laisser passer une occasion historique de venir à bout de la Mafia.

Entrée en scène du « Tracteur »

Bernardo Provenzano a longtemps détenu un record. Avant d'être arrêté le 11 avril 2006, il était en fuite et recherché pour meurtre depuis le 10 septembre 1963, jour où il avait pris part à une agression à Corleone contre l'un des derniers soldats de Michele Navarra « Notre père ». Ces quarante années de cavale sont sans précédent, mais, comme Riina avant lui, Provenzano en a passé la plus grande partie dans l'ouest de la Sicile. L'Italie n'a longtemps connu son visage que par un portrait-robot de la police ; la dernière photo connue de lui, prise en septembre 1959, montrait un jeune homme dégingandé, aux cheveux brillantinés, âgé de vingt-six ans. Il n'est pas de meilleur exemple de l'ampleur du contrôle qu'exerce la Mafia sur l'île que cette capacité de Provenzano à se volatiliser si longtemps.

Pendant ces quatre décennies, le rôle de Provenzano au sein de Cosa Nostra a été gravement sous-estimé ; à une époque, on a même cru qu'il était mort. En fait, son surnom à lui seul, « le Tracteur », indique combien il a été mal jugé. Le monde a appris son existence par le témoignage d'Antonino Calderone, l'un des repentis majeurs des années 1980, qui du fond de Catane, à l'extrémité orientale de l'île, ne voyait guère en lui qu'un tueur implacable, bien moins rusé que Totò Riina. D'autres transfuges mieux informés ont depuis modifié cette image ; « le Tracteur » est aussi connu des Corléonais sous le nom du « Comptable » ou d'« oncle Bern ». Selon eux, Provenzano est un homme d'affaires plus astucieux et un plus fin politique que Riina. Gioacchino Pennino, médecin, politicien démocrate-chrétien, mondain et homme d'honneur appelé à témoigner en 1994, déclara que c'était surtout Provenzano qui avait poussé la

carrière politique de Vito Ciancimino « l'Escroc ». En 1981, Pennino lui-même s'était laissé aller à envisager tout haut de quitter le groupe de Ciancimino au conseil municipal de Palerme. Il fut convoqué auprès de l'oncle Bern qui, sans attendre d'autres explications, lui dit en termes fort clairs de la boucler et de rester où il était.

Pendant des années, Provenzano a œuvré dans l'ombre de Riina. Quand celui-ci était en guerre ouverte contre l'État, Provenzano cultivait discrètement les réseaux d'affaires et d'amitiés politiques qui assurent depuis toujours à la Mafia sicilienne ses revenus de base. Il avait entamé sa carrière en tant qu'agent de recouvrement d'une caisse de prêts montée par Luciano Leggio pour recycler l'argent de la drogue, et s'était depuis spécialisé dans la santé, le bâtiment et – Tony Soprano serait intéressé de l'apprendre – les ordures ménagères. Comme l'essentiel de l'économie sicilienne, ces domaines d'activité sont sous le contrôle du secteur public, et donc des compagnies ayant des liens étroits avec les politiciens.

Mais « oncle Bern » n'en est pas pour autant un personnage pacifique. En tant que membre historique de la Commission, il a écopé d'un bon nombre de condamnations à perpétuité par contumace pour avoir semé sur son passage divers cadavres illustres – dont ceux de Falcone et de Borsellino – et pour avoir planifié la campagne d'attentats à la bombe de 1993 dans la péninsule. Au début des années 1990, Provenzano a dirigé personnellement une guerre entre Cosa Nostra et une nouvelle fédération de gangs basée dans le sud et l'est de l'Italie, constituée à l'origine d'hommes d'honneur expulsés de la Mafia. Ils s'étaient donné le nom de *stidda*, qui signifie à la fois « étoile brillante » et « malchance ». De nombreuses victimes de la campagne de Provenzano – trois cents en trois ans dans la seule province d'Agrigente – étaient de jeunes tueurs recrutés à peu de frais par les *stiddari*.

Une fois devenu le parrain des parrains après la capture de Leoluca Bagarella en 1995, Provenzano a modifié la stratégie de Cosa Nostra. Les magistrats l'ont qualifiée de « politique d'immersion » parce qu'elle visait avant toute chose à amener Cosa Nostra au-dessous du radar de la discussion publique. Il n'y a plus eu de meurtres de représentants de l'État après son accession à la tête de l'organisation. Ceux qui se sont fait tuer – de façon significative, presque tous des hommes d'affaires – sont morts loin des grandes villes. Même la petite délinquance à Palerme et à Catane a connu une baisse specta-

culaire. D'après Roberto Scarpinato, un magistrat spécialisé dans les relations entre le crime organisé, les affaires et la politique, oncle Bern a compris une règle fondamentale de la société postmoderne : « Ce qui n'existe pas dans les médias n'existe pas dans la réalité. »

D'après d'anciens mafiosi qui ont connu Provenzano, son style de gestion a été bien plus conciliant que celui de Riina et il s'est montré plus enclin au partage des bénéfices. Au sein de la Mafia, on l'associe au dicton « *mangia e fa mangiare* » (mange et donne à manger). Des lettres de lui qui ont pu être interceptées donnent une idée de cette approche : « Je termine en me déclarant à votre entière disposition. Je vous présente tous mes vœux et vous envoie toute mon affection, ainsi qu'à votre père. Que Dieu vous bénisse et vous protège. » Cosa Nostra reste une organisation centralisée, mais elle n'est plus la dictature qu'elle était devenue sous Totò Riina. La paix intérieure a été la priorité de Provenzano.

Sous sa direction, Cosa Nostra a aussi recommencé à cultiver son activité de base : le racket de protection. La pression sur les entreprises légales pour qu'elles paient le *pizzo* s'est notablement accrue au cours de ces dernières années. Le racket se prête bien à la stratégie de l'immersion en ceci qu'il exige rarement la sanction ultime et spectaculaire du meurtre : un incendie, un passage à tabac ou une série de cambriolages ciblés suffisent généralement à convaincre les récalcitrants de mettre la main à la poche.

La protection est aussi le moyen classique utilisé par la Mafia pour avoir accès aux contrats de travaux publics. En juillet 2002, l'autorité nationale de contrôle en ce domaine a publié des documents attestant que le système des appels d'offre, instauré pour prévenir la corruption, était systématiquement contourné en Sicile. Le parquet de Palerme estimait que 96 % des contrats publics étaient attribués d'avance.

Désormais, la Sicile reçoit plus de subventions publiques de l'Union européenne que du gouvernement italien. Le programme de Bruxelles pour l'an 2000 visait au développement des parties les plus pauvres de l'Union. Le plan régional pour la Sicile envisageait de débloquer 7,586 milliards d'euros sur six ans afin de « réduire de façon significative et durable les inégalités sociales, accroître la compétitivité à long terme et créer les conditions d'un accès libre au travail sur la base de l'égalité des chances et dans le respect des valeurs environnementales ». Naturellement, la nouvelle Mafia en

immersion ne partageait pas cette vision d'une croissance équilibrée et durable en Sicile, du moins à en juger par cette conversation enregistrée à l'été 2000 : « Ils conseillent à tout le monde de ne pas faire de bruit et de ne pas attirer l'attention, parce qu'il faut faire main basse sur ce programme 2000. » Il est bon de se rappeler que Salvo Lima était depuis douze ans député au Parlement européen quand il fut abattu.

Il n'y a plus de raffineries d'héroïne en Sicile. La tendance la plus récente consiste à transformer la drogue sur les lieux mêmes de la culture du pavot. Mais la Sicile reste un point d'accès privilégié au marché nord-américain. Après avoir éliminé les plus importants trafiquants de drogue au cours de la *mattanza* de 1981-1982, les Corléonais ont donné ce qu'ils appellent une « licence » aux trafiquants survivants pour agir en leur nom. On sait que des liens se sont déjà établis entre les Siciliens et les mafias émergentes d'Europe de l'Est. Les services secrets italiens et russes ont eu vent d'une première rencontre entre des hommes d'honneur et des membres de la mafia russe à Prague dès 1992. Il semble qu'il y ait eu depuis une seconde rencontre en Suisse – là encore sur la drogue et les armes – où étaient également présents des membres de la mafia américaine.

Les profits de toutes ces activités illégales sont désormais bien plus faciles à dissimuler, recycler, déplacer et investir qu'à l'époque de Stefano Bontate, de Totò Riina et des « banquiers de Dieu ». La Mafia a toujours su faire appel à l'expertise technique, qu'il s'agisse de commerce des primeurs ou de finance internationale. Et de nos jours, les enfants des hommes d'honneur sont assez éduqués pour devenir eux-mêmes avocats, banquiers et marchands de biens.

La plus grande réussite de Provenzano a été d'arrêter l'hémorragie des membres de Cosa Nostra. La politique d'extermination des repentis et de leur famille a cessé pour encourager ceux qui avaient témoigné contre leur camp à se rétracter et à rentrer au bercail. En outre, il a remis le soutien aux prisonniers à sa place traditionnelle dans la liste des priorités de Cosa Nostra. Dans le chaos des années 1990, de nombreux hommes d'honneur incarcérés ne recevaient plus leur salaire. Ces extraits de lettres de prison du *capo* de Brancaccio à l'un de ses lieutenants donnent une idée de la façon dont les parrains ont commencé à réagir à la crise :

« Vingt de nos hommes ont été ruinés par les procès, et ils n'ont pas les moyens de faire face à la situation. Il faut arriver à trois ou

quatre appartements chacun pour leur assurer un avenir économique, ainsi qu'à leur famille.

« Les types en prison me demandent toujours pourquoi leur paie mensuelle a été suspendue depuis mon arrestation. [...] Enfin, deux millions [900 euros] par mois, ce n'est quasiment rien [...]. Je les payais cinq millions [2 200 euros] [...]. Je te conjure de faire au moins autant que moi [...]. Quand j'étais en fuite, on réservait un pot de deux cent millions [99 000 euros] par an, plus un milliard ou un milliard et demi d'extra [de 500 000 à 750 000 euros]. [...] Les entreprises en activité doivent fournir ces appartements [...]. S'il y en a qui traînent, il faut les faire payer. Quiconque profite des types derrière les barreaux est une ordure sans honneur[5]. »

Sous Provenzano, le fonds commun de Cosa Nostra pour les prisonniers, alimenté par un impôt sur le revenu réparti à tous les niveaux de l'organisation, a été réactivé. En conséquence, comme le dit le magistrat Guido Lo Forte, « entre les compensations offertes par l'État et celles garanties par la Mafia, les prisonniers choisissent désormais les secondes ».

Au cours de la crise du milieu des années 1990, quand Cosa Nostra semblait au bord de la défaite, les pères mafieux étaient réticents à laisser leurs fils entrer dans l'organisation. À présent, les initiations ont repris, bien que sur une base plus sélective qu'autrefois. On préfère les jeunes gens issus de familles ayant une longue histoire mafieuse pour tenter de se préserver des repentis. Comme le dit Scarpinato : « Les liens familiaux sont le premier anticorps à la collaboration avec l'État. »

Provenzano a rassemblé autour de lui une génération de *capi* plus âgés que les jeunes tueurs dont s'était entouré Riina et dont Giovanni Brusca, « l'Égorgeur de chrétiens », est le modèle emblématique. Les magistrats enquêteurs appellent parfois la Commission de Palerme le « Sénat » à cause de l'âge de ses membres, qui tourne autour de la soixantaine. Là encore, la crainte des repentis dicte ce changement. Les hommes d'honneur plus âgés ont tendance à voir à long terme : ils ont des enfants et un patrimoine à leur transmettre.

Les communications entre Familles mafieuses et *mandamenti* sont en outre bien plus compartimentées qu'autrefois, avec quelques hommes d'honneur triés sur le volet agissant comme intermédiaires. Il semble que ce soit désormais une pratique courante de dissimuler son statut, même à d'autres mafiosi.

La réaction de Provenzano à la crise suscitée par les défections dans son organisation a été efficace : comme nous allons le voir, il n'y a eu qu'un seul homme d'honneur significatif à témoigner contre son camp depuis 1997. De son côté, le législateur a entrepris de mieux contrôler le recours aux repentis. Le *pentitismo*, comme on l'appelle, est resté une arme controversée de l'arsenal judiciaire. Le verdict du premier procès Andreotti a renforcé les arguments de ceux qui jugent les repentis intrinsèquement peu dignes de foi. Le meurtre, au cours de ce même procès, d'un membre d'un autre gang par un repenti alors sous la protection de la police a suscité une vive controverse et entraîné une réduction des compensations financières que les magistrats peuvent offrir aux repentis en échange d'informations. En outre, tout témoignage fourni par un repenti plus de six mois après sa capture est désormais jugé non recevable ; le problème, c'est que six mois est un temps bien court pour livrer des informations détaillées sur une vie entière d'activités criminelles.

Provenzano a établi une *pax mafiosa* pendant que son organisation reconstruisait les réseaux de soutien mis à mal au cours des années 1980 et du début des années 1990. Les armes de Cosa Nostra s'étant tues pendant un moment, on a même entendu certains commentateurs suggérer que la Mafia était à l'agonie, que le nouveau monde de l'Internet et de la mondialisation était trop moderne pour une brute semi-illettrée comme Provenzano. C'est oublier qu'au cours des cent cinquante dernières années, la Mafia a répondu à tous les grands défis de la modernité : au capitalisme, à l'émergence de l'État-nation, à la démocratie, à la montée et à la chute des grandes idéologies du socialisme et du fascisme, à la guerre mondiale, à l'industrialisation et à la désindustrialisation. Rien de ce que le XIX^e^ et le XX^e^ siècle ont pu jeter en travers du chemin de la mafia sicilienne n'a suffi à l'arrêter. Il n'y a aucune raison de penser que Cosa Nostra, si on la laisse tranquille, faillira à relever les défis du XXI^e^ siècle. Elle ne risque guère de décliner d'elle-même. Le juge Scarpinato la décrit comme « un cerveau collectif capable de tirer les enseignements de ses erreurs, de s'adapter et de combattre les diverses mesures prises à son encontre[6] ».

Le destin de ce « cerveau collectif » demeure en suspens. Le renforcement des lois italiennes en réponse à Cosa Nostra est désormais plus coordonné et plus efficace que jamais. Par exemple, en juillet 2002, à l'aide de puces satellitaires placées sur les voitures

des suspects, la police a arrêté ce qu'elle croyait être la totalité de la Commission de Cosa Nostra pour toute la province d'Agrigente – quinze personnes dont un médecin, un noble et un membre du conseil municipal; ces hommes s'étaient réunis, semble-t-il, pour élire un nouveau *capo*.

Mais, comme si souvent dans le passé, le destin de la mafia sicilienne dépendra moins du nouvel arsenal judiciaire que de la politique – qu'il s'agisse de l'équilibre interne des pouvoirs au sein de l'organisation ou des relations qu'entretient celle-ci avec les représentants élus du peuple.

Il restait encore à Provenzano à trouver une façon d'apaiser le conflit d'intérêts entre les chefs en liberté et la direction historique des Corléonais : des hommes comme Riina et Bagarella, qui n'avaient pas témoigné contre la Mafia et avaient déjà purgé dix ans d'une condamnation à vie irréversible sous un régime carcéral sévère. Les chefs qui étaient dehors avaient besoin de paix et d'« immersion » pour mettre en œuvre une stratégie de reconstruction à long terme. Les chefs en prison avaient un besoin urgent d'un changement de législation. Ils désiraient avant tout une réforme des conditions d'incarcération – la loi 41 *bis* qui les empêchait d'opérer en captivité – mais aussi l'abrogation de la loi sur la confiscation des biens mafieux, voire un retour sur les précédents établis par le maxi-procès, peut-être par des lois rétroactives limitant la valeur des témoignages des repentis. En d'autres termes, les exigences qui avaient abouti à une véritable déclaration de guerre contre l'État dans les années 1980 et 1990 restaient à satisfaire.

Or, quinze ans après la mort de Falcone et de Borsellino et la série d'attentats dans la péninsule, certains observateurs ont craint que Cosa Nostra n'ait trouvé au gouvernement un personnage disposé à lui donner satisfaction.

Le majordome et le « fils de pub »

Antonino Giuffrè, dit « Manuzza » (« Petite main »), tête agissante du *mandamento* de Caccamo de Cosa Nostra, a été capturé le 16 avril 2002. Son surnom lui vient de sa main droite, restée déformée à la suite d'un accident de chasse. On dit qu'il a appris depuis à charger son arme et à tirer de sa seule main gauche. Dans la ferme abandonnée où il se dissimulait (avec un pistolet chargé, six mille euros en liquide et des images du Padre Pio, du Sacré-Cœur et de la Madone) on a retrouvé un sac en plastique rempli de lettres à Bernardo Provenzano. Il semble que certains entrepreneurs n'hésitaient pas à rédiger sur du papier à l'en-tête de leur société les faveurs qu'ils sollicitaient de l'oncle Bern.

En juin, estimant qu'il avait été trahi par son chef, Giuffrè commença à parler aux juges d'instruction : « J'étais le principal collaborateur de Provenzano, et j'étais chargé de restructurer Cosa Nostra à une grande échelle. » Mais ce qui retint surtout l'attention des juges, ce fut sa déclaration selon laquelle, en 1993, Cosa Nostra avait eu des « contacts directs » avec des représentants de Silvio Berlusconi, le célèbre magnat des médias au bronzage impeccable et au sourire de crooner.

L'année 1993 fut, rappelons-le, celle de la campagne d'attentats lancée par la Mafia dans la péninsule. Ce fut aussi l'année où Berlusconi fondait un nouveau parti politique pour répondre à la crise suscitée par l'Opération mains propres. À en croire Giuffrè, l'objet de la rencontre entre les hommes de Berlusconi et Cosa Nostra était une alliance entre celle-ci et le futur parti de l'homme d'affaires, bientôt baptisé Forza Italia.

L'année suivante, Berlusconi mena son alliance à la victoire aux législatives, mais elle se révéla si fragile qu'elle s'effondra avant la fin 1994. Puis, en mai 2001, un an avant l'arrestation de Giuffrè, Forza Italia fit un triomphe électoral et Berlusconi devint président du Conseil avec une solide majorité parlementaire. L'homme qui se fait appeler « *il Cavaliere* » (le Chevalier) est aussi le plus riche d'Italie, avec une fortune estimée à l'époque à plus de dix milliards de dollars. Entre autres choses, il possède les trois plus grandes chaînes de télévision privée et un empire éditorial. Personne depuis Mussolini n'a eu autant de pouvoir sur l'Italie, ni même sur la Sicile ; l'alliance conduite par Forza Italia a raflé en 2001 les soixante et un sièges parlementaires de l'île.

Beaucoup d'éléments indiquent qu'à partir de 1994, Cosa Nostra a poussé ses hommes à voter pour les candidats de Forza Italia. Si l'on garde à l'esprit le mode opératoire de la Mafia depuis un siècle et demi, il n'y a rien là de particulièrement surprenant ni de scandaleux : les politiciens au pouvoir sont fatalement les plus vulnérables à la pression du crime organisé. On sait en outre que, du fait du relâchement progressif de ses liens avec la DC au cours des années 1980, Cosa Nostra était en quête d'un nouveau véhicule politique pour ses intérêts. À la fin des années 1980, elle fit des ouvertures au parti socialiste. Puis, au début des années 1990, Totò Riina entama des discussions sur la possibilité de lancer un nouveau mouvement séparatiste sicilien avec des hommes d'affaires et des politiciens francs-maçons : « Cosa Nostra redonne corps à son rêve de devenir indépendante, de reprendre le pouvoir dans une partie de l'Italie, dans un État en soi, un État à nous », a déclaré à l'époque un transfuge[7]. Il semble toutefois que, dans l'esprit des vieux parrains, l'émergence de Forza Italia en 1993-1994 offrait une solution encore meilleure : une étroite relation avec le parti qui s'apprêtait à occuper sur la scène politique une place aussi centrale que celle de la DC en son temps.

Il convient de traiter avec prudence les déclarations de « Manuzza », et de se garder de toute équivalence entre Forza Italia et Cosa Nostra. Personne en Italie ne soutiendrait sérieusement que Berlusconi est un mafieux ou qu'il ait dû ses victoires électorales à l'influence de la Mafia. Les leçons de l'histoire sont claires à cet égard : même à l'apogée de son pouvoir dans les années 1970 et 1980, Cosa Nostra était loin de contrôler assez de votes pour offrir un tel raz-de-marée au parti de son choix. Pour l'essentiel,

Berlusconi a dû son triomphe à l'insatisfaction suscitée par ses prédécesseurs, à une campagne électorale efficace et à des promesses de subventions publiques.

Les allégations de Giuffrè pouvaient se révéler fantaisistes, voire être le fait d'une propagande active de la part des patrons de Cosa Nostra. Les avocats de la défense qualifiaient les déclarations de ce tout dernier repenti d'« anthologie de ouï-dire ». Mais les magistrats enquêteurs de Palerme les prirent au sérieux, parce qu'elles pouvaient éclairer une remarquable histoire remontant à plus de trente ans et liant potentiellement des proches de Silvio Berlusconi à Cosa Nostra.

En 1974, Berlusconi cherchait un portier et un majordome pour sa propriété d'Arcore, près de Milan. Il demanda conseil à Marcello Dell'Utri qui, après une prodigieuse ascension dans le monde bancaire sicilien, était récemment monté à Milan pour devenir son homme d'affaires attitré. (Dell'Utri prit ensuite la tête de Publitalia, la très rentable branche publicitaire de l'empire Berlusconi ; c'est à lui que l'on doit les slogans de Forza Italia de 1993.) À l'époque, Dell'Utri recommanda pour le poste de majordome l'un de ses compatriotes palermitains, Vittorio Mangano, qui occupa cette place pendant deux ans. Mangano est mort depuis d'un cancer, quelques jours après avoir été condamné à perpétuité pour deux meurtres. Il semble que ce « majordome » ait été un homme d'honneur de la Famille Porta Nuova.

L'histoire du majordome et du publicitaire a fait l'objet d'un procès qui a traîné si longtemps à la cour d'assises de Palerme que le public italien a quasiment fini par en oublier l'existence. (Il faut préciser que Berlusconi n'y était pas inculpé : il était simplement cité comme témoin.) D'après l'accusation, Berlusconi craignait que ses enfants ne soient enlevés, ce qui poussa Dell'Utri à se mettre en quête d'une protection – qu'il trouva dans la personne de Mangano. Dell'Utri répliqua en disant qu'il ignorait au départ le passé criminel de Mangano, et qu'il l'avait renvoyé dès qu'il avait su la vérité. L'accusation rétorqua que l'année 1974 avait au contraire marqué le début d'une longue relation entre Dell'Utri et la mafia sicilienne – ce que l'intéressé nia farouchement. Toujours selon l'accusation, Dell'Utri avait reconnu avoir confié à un associé qu'il servait de médiateur entre Berlusconi et Cosa Nostra pour éviter que son patron ne soit victime d'un enlèvement ; l'accusé soutenait qu'il s'était agi d'une simple vantardise.

Une longue liste d'autres charges pesaient sur Dell'Utri, fondées sur ses relations supposées avec les hommes d'honneur; il aurait recyclé de l'argent de la drogue, et Stefano Bontate l'aurait même initié au sein de la Mafia en 1980. Il aurait en outre servi de médiateur entre Cosa Nostra et le groupe Berlusconi : d'un côté, il assurait la transmission des sommes extorquées contre protection aux sociétés de Berlusconi en Sicile ; de l'autre, la Mafia aurait investi dans les entreprises de celui-ci à Milan. À la suite de la *mattanza* du début des années 1980, Totò Riina aurait chapeauté les liaisons entre la Mafia et Dell'Utri dans l'espoir de tirer profit par ricochet des excellentes relations de Berlusconi avec le parti socialiste.

L'accusation soutenait en outre que Dell'Utri avait tenté d'extorquer 50 % d'un contrat de sponsorat entre une marque de bière et le propriétaire du club de basket-ball de Trapani au début des années 1990. Il aurait menacé le propriétaire quand celui-ci avait refusé de payer : « Je vous conseille d'y réfléchir à deux fois. Nous avons des hommes et des moyens assez convaincants pour vous faire changer d'avis. » Dell'Utri, qui a réfuté cette allégation, aurait de surcroît tenté de persuader deux transfuges de la Mafia de discréditer les juges d'instruction et trois autres repentis ; il s'agissait de « dévoiler » un complot judiciaire fictif visant à faire porter les soupçons sur Berlusconi et lui-même. Cette accusation, comme les autres, a été fortement récusée par la défense[8].

En décembre 2004, au terme d'un très long procès, Dell'Utri a finalement été condamné en première instance à neuf ans de prison sous le chef d'inculpation de concours externe à une association mafieuse.

En 2001, Cosa Nostra avait une raison de se réjouir de l'arrivée au pouvoir de Forza Italia, du fait de l'hostilité avouée de Berlusconi à ces magistrats qu'il jugeait dotés d'un pouvoir démesuré et trop marqués politiquement. Les démêlés judiciaires de Berlusconi, soupçonné de corruption de fonctionnaires, de fausse comptabilité et de fraude, avaient fait la une des journaux. Après son arrivée au pouvoir il a fait voter une loi garantissant aux cinq piliers des institutions italiennes, dont le président du Conseil, l'immunité parlementaire pendant la durée de leur mandat. Cette loi a eu pour premier effet de suspendre un procès où Berlusconi lui-même était accusé d'avoir

corrompu des juges pour obtenir une décision favorable dans un conflit à propos d'une privatisation. Aux yeux de Berlusconi, les « juges rouges » menaient une campagne concertée pour le discréditer, à l'aide des mêmes méthodes qu'ils avaient utilisées pour détruire des partis démocratiquement élus au cours des enquêtes de l'Opération mains propres.

Cela explique en partie que l'une des priorités du gouvernement Forza Italia ait été la réforme du système judiciaire. Le premier soin du ministre de la Justice Roberto Castelli en annonçant son programme a été de déclarer que « des éléments de la magistrature ont tenté ces dernières années d'occuper le terrain de la politique », et de « faire de la justice un spectacle ». Il entendait désormais « ramener la responsabilité de la politique judiciaire, notamment en matière de loi criminelle, dans l'orbite de la souveraineté démocratique ». Les opposants à Berlusconi craignaient qu'il vise surtout à placer la justice sous le contrôle du gouvernement.

Dans son combat contre les magistrats, Berlusconi s'est plutôt intéressé à Milan, où étaient concentrés ses intérêts financiers, qu'à Palerme. Il n'est pas exclu toutefois, que sa politique ait eu des répercussions à l'autre bout de la péninsule. On peut craindre que certaines mesures n'aient fait obstacle aux investigations sur les opérations financières de Cosa Nostra, surtout une loi rendant plus difficile l'obtention d'éléments sur les comptes bancaires à l'étranger.

Outre ces réformes légales, la Mafia s'est intéressée de près aux projets de Berlusconi de dépenses publiques dans le Sud, notamment à son projet de construction d'un pont reliant la Sicile à la péninsule. Provenzano aurait répété à plusieurs reprises : « Merde ! S'ils construisent le pont, il y en aura pour tout le monde. » S'il est vrai que Cosa Nostra a toujours eu un goût prononcé pour les fonds publics, quelle que soit leur origine, les opposants à Berlusconi estiment que certaines déclarations de son équipe ont été de véritables encouragements à la Mafia. En août 2001, Pietro Lunardi, ministre des Infrastructures, avait suscité un véritable tollé en déclarant : « L'Italie doit apprendre à vivre avec la Mafia; chacun doit résoudre le problème de la criminalité à sa façon. »

Certains membres du parti de Berlusconi ont exprimé leur hostilité envers les repentis. Ils les ont accusés d'être des instruments

entre les mains de juges politisés, ou d'avoir eu un plan secret pour déstabiliser le monde politique italien. Au nom d'un système carcéral plus humain, d'autres membres des partis de la coalition au pouvoir ont émis l'idée d'offrir aux mafiosi des peines de prison plus courtes en échange de leur « dissociation » de la Mafia, mais sans qu'ils témoignent contre elle. Il y a des raisons de croire que l'aile Provenzano de Cosa Nostra aurait fort aimé conclure un marché sur ces bases. Pietro Aglieri, un *capo* qui étudiait la théologie en prison et dont les liens avec Provenzano étaient notoires, a écrit aux procureurs antimafia en mars 2002 pour demander des négociations : il proposait que les hommes d'honneur voient leurs peines réduites en échange d'une reconnaissance de l'existence de Cosa Nostra et de l'autorité de l'État italien. Pour les magistrats, cette proposition était un simple piège : Cosa Nostra cherchait à résoudre son conflit d'intérêts interne en faisant des concessions purement symboliques aux autorités. Les symboles ont beau être importants dans le monde de la Mafia, le résultat le plus probable de la « dissociation » aurait été de lui permettre de poursuivre ses opérations en « immersion », assurée de l'indifférence d'un public convaincu qu'elle appartenait au passé.

Quelles qu'aient été les intentions du gouvernement Berlusconi, Rome bruissait à l'époque de rumeurs assez douces aux oreilles de Cosa Nostra. Mais les parrains semblaient avoir convaincu leurs hommes d'honneur, et peut-être eux-mêmes, qu'ils étaient en droit d'attendre plus que de simples rumeurs d'un gouvernement mené par Forza Italia, qu'ils avaient reçu des promesses fermes et qu'une législation modifiée permettrait de résoudre leurs divisions internes.

En réalité, les parrains ont toujours été déçus dans leurs espoirs d'infléchir le processus politique dans le sens de leurs intérêts. Les mafiosi ont certes intérêt à se concilier des politiciens italiens amicaux, mais cela ne signifie pas forcément qu'ils comprennent la politique italienne. Ce que certains d'entre eux risquent de mal apprécier, c'est que même un hypothétique président du Conseil qui aurait pour absolue priorité de faire ce que lui dicte la mafia sicilienne – et nul ne pense que c'était le cas de Berlusconi – trouverait sur son chemin d'insurmontables obstacles. L'esprit de Falcone et de Borsellino veille toujours sur des articles de loi comme le 41 *bis*, et il faudrait payer un prix politique extrêmement fort pour s'y attaquer. Un parti de gouvernement qui tenterait ouvertement de démanteler les piliers de la législation antimafia offrirait un énorme levier politique à son

opposants et plus encore à ses alliés. (Tout gouvernement en Italie est un gouvernement de coalition, où les rivalités entre partenaires sont presque aussi féroces qu'avec l'opposition.)

Quelles qu'aient été les raisons qui ont induit certains chefs à tant espérer lors de la première arrivée de Forza Italia au pouvoir en 2001, Cosa Nostra n'a pas tardé à se sentir abandonnée par une coalition de gouvernement qu'elle imaginait, à tort ou à raison, contenir des éléments qui lui seraient favorables. D'une part, la « dissociation » n'est pas devenue une politique. On pense qu'il s'agissait de l'idée de Provenzano d'un double compromis : entre Cosa Nostra et l'État d'une part, et entre mafiosi en prison et en liberté d'autre part. En juillet 2002, Leoluca Bagarella, parrain des parrains entre 1993 et 1995 et jugé hostile à tout compromis, a montré que sa patience avait des limites ; il a profité d'une comparution devant le tribunal pour déclarer que les prisonniers mafieux incarcérés sous le régime sévère du 41 *bis* étaient « fatigués d'être utilisés, humiliés, opprimés et traités comme de la marchandise par divers partis politiques ». Bagarella n'était pas homme à parler pour ne rien dire. Les observateurs de la Mafia ont interprété ces mots comme une menace, bien calibrée dans son imprécision, et adressée peut-être à des membres inconnus de la coalition, voire au gouvernement en général. À la façon classique de la Mafia, c'était à bon entendeur salut. En octobre 2002, le chef des services secrets italiens déclarait qu'il existait « un risque concret » que Cosa Nostra, dans sa déception, ouvre une nouvelle saison de meurtres.

La fin de l'année 2002 a vu une décision cruciale contre la Mafia, lorsque le gouvernement Berlusconi a transformé le 41 *bis*, qui n'était jusque-là qu'un article de procédure pénale renouvelable chaque année, en une loi permanente. Selon un sénateur de Forza Italia, depuis longtemps partisan d'inscrire une bonne fois pour toutes le 41 *bis* dans la loi, le Parlement a donné « la seule réponse possible aux inquiétantes déclarations de Bagarella ». Aux yeux d'hommes comme Bagarella, Forza Italia a ainsi scandaleusement manqué à respecter son engagement le plus important. Le signe des états d'âme de la Mafia sur la question ne s'est pas fait attendre. Peu après le vote du 41 *bis* par l'Assemblée, les magistrats se sont inquiétés de voir flotter dans les tribunes, lors d'un match de football au stade de Palerme, une banderole disant : « Tous unis contre le 41 *bis*. Berlusconi a oublié la Sicile ». Certains y ont vu un avertissement direct

aux politiciens. La *pax mafiosa* était peut-être près de finir. Le paradoxe de cette période tendue, c'est que si Cosa Nostra rouvrait les hostilités, ce serait un signe certain qu'elle était sur la voie de la défaite. Il n'est donc pas surprenant que le repenti Salvatore Cancemi ait déclaré : « Je trouve ce silence plus effrayant que les bombes. »

En avril 2000, à l'âge de soixante-douze ans, Tommaso Buscetta est mort d'un cancer dans sa patrie d'adoption, l'Amérique. Au cours des quarante ans qu'il a passés à servir Cosa Nostra et des seize années qu'il a consacrées à la détruire, il a pris environ deux cents pseudonymes. Quelques mois avant de mourir, il a donné une dernière interview au cours de laquelle il s'est retourné sur sa longue et exceptionnelle carrière. Les espoirs que le juge Falcone et lui avaient nourris en 1984 n'étaient plus qu'un amer souvenir : « À la fin de ma première audition, Giovanni Falcone et moi avons eu l'illusion que cette fois la Mafia serait abattue. Qu'il n'y aurait plus de Mafia sur notre terre. Aujourd'hui [...] je dois reconnaître que je m'étais trompé dans mes prédictions[9]. »

Cosa Nostra a gagné, concluait Buscetta : « La Mafia est innée chez tous les Siciliens. » Ainsi, dans son pessimisme, l'homme qui le premier avait démantelé l'idée reçue que la Mafia et le caractère sicilien étaient une seule et même chose, terminait sa vie en reprenant cette idée même.

Certes, l'avenir reste incertain pour les ennemis de la Mafia, mais le temps n'est pas venu d'être aussi fataliste que Tommaso Buscetta. Même dans un pays aussi amnésique que l'Italie, ce qu'il a révélé ne risque guère d'avoir le même sort que le rapport Sangiorgi. Le mythe de la « chevalerie rustique » est mort. Le secret que la mafia sicilienne a réussi à préserver si longtemps, celui de son existence même, a été éventé, et il l'est pour de bon. Mais entre-temps, des forces bien plus formidables que le mythe ont continué à alimenter la Mafia. Les années à venir seront sans doute déterminantes pour le sort de Cosa Nostra. Personne en dehors de l'organisation ne connaît la profondeur du fossé qui sépare les chefs en prison de ceux qui sont dehors ; et nul ne connaît les forces respectives des deux factions. Elles peuvent s'unir dans une nouvelle offensive contre les juges et se venger des politiciens qu'elles estiment les avoir trahies. Ou elles peuvent se jeter dans une guerre civile, amenant ainsi toute l'organi-

sation au bord de la destruction. Ou encore, un parrain peut réussir à apaiser ou isoler les chefs mafieux en prison. Dans ce cas, Cosa Nostra continuera tranquillement à se restructurer et à forger un nouveau pacte avec des éléments de l'État, prête à entrer dans une nouvelle phase de sa sauvage histoire – une histoire qui aurait pu et qui aurait dû trouver sa fin il y a déjà bien des années.

12

Ricotta et fantômes : une chronique de Cosa Nostra depuis l'été 2003

Le matin du 11 avril 2006, l'Italie digérait le résultat d'une élection nationale quand éclata la nouvelle de l'arrestation de Bernardo Provenzano. Les informations télévisées passaient des déclarations indignées des partisans de Silvio Berlusconi (qui venait d'être battu avec un écart de vingt-six mille voix) aux événements de Sicile.

On apprit bientôt que « le Tracteur » avait été capturé à l'issue d'une longue surveillance dans une petite ferme située aux abords de sa ville natale, mais il fallut attendre le début de l'après-midi pour entrevoir une première image de celui qu'un film récent a baptisé « le fantôme de Corleone ». On vit une Alfa Romeo grise venir se garer devant le commissariat de Palerme et des policiers en cagoules et gilets pare-balles noirs lever les bras en criant des hourras. Un petit homme grisonnant fut extrait de la voiture, dissimulé aux regards par la mêlée des policiers. Malgré les cris de « salaud ! » et « assassin ! » fusant de la foule, son visage, quand on put enfin l'apercevoir, était étrangement calme. Il regardait droit devant lui par-dessus des petites lunettes cerclées de fer. Au bout de quarante-trois ans de cavale, Provenzano ne pouvait plus se cacher que derrière l'esquisse d'un sourire.

Personne – pas même l'homme ayant aux lèvres ce mystérieux demi-sourire – ne peut prédire toutes les conséquences qu'auront les événements de ce 11 avril 2006. Cela n'a pas empêché les « coulissologistes », à peine son arrestation confirmée, de se lancer dans de frénétiques théories sur les sombres intrigues que pouvait dissimuler cet événement. L'État italien a toujours fait preuve d'une telle

ambivalence face au crime organisé en Sicile que ses actes et ses déclarations ne sont jamais pris pour argent comptant. Le spectre de la défiance est l'un des plus subtils héritages qu'un siècle et demi d'histoire de la Mafia ait légué à l'Italie.

D'après les premières rumeurs, le parrain des parrains se serait laissé capturer, à moins que Cosa Nostra ne l'ait vendu parce qu'il avait cessé de lui être utile. À quelques jours de son arrestation, son avocat prétendait encore que son client était mort. Cette étrange déclaration donna lieu à d'infinies spéculations sur l'éventuel message codé qu'elle contenait : Cosa Nostra voulait-elle signifier par là que le règne de son chef était terminé ? Il est probable toutefois que ces rumeurs doivent davantage au mythe de la toute-puissance de la Mafia qu'à la réalité des faits.

Selon d'autres commentateurs, la date de la capture de Provenzano ne devait rien au hasard. Berlusconi, quand il était président du Conseil, était ouvertement hostile au parquet de Palerme. En juin 2003, il avait déclaré à un journal anglais : « Ces juges sont complètement fous ! [...] Pour faire ce boulot, il faut être mentalement dérangé, il faut souffrir de troubles psychiques. » Se pouvait-il que l'arrestation de Provenzano eût été politiquement impossible tant que Berlusconi était au pouvoir ? La police avait-elle attendu devant la cache du « Tracteur » le verdict des urnes ?

L'homme qui avait coordonné la chasse au parrain des parrains, le chef de l'Antimafia Piero Grasso, a pleinement justifié le moment choisi pour intervenir : la police ne devait arrêter le mystérieux personnage de la ferme qu'en ayant la double certitude qu'il était bien l'homme recherché et qu'il était présent au moment où elle investirait les lieux. L'instant décisif arriva quand ils virent Provenzano sortir une main pour prendre un bol de ricotta que l'on venait de déposer devant sa porte.

Ce fut l'aboutissement d'une chasse à l'homme qui était passée par de nombreuses étapes. Le premier à porter un coup sérieux au système de « planque » de Provenzano fut son fidèle lieutenant Nino Giuffrè, dit « Petite main », qui se rendit et témoigna contre son camp en avril 2002.

En octobre de l'année suivante, Salvatore Sciarrabba, le *capo* chargé d'organiser la vie du « Tracteur » en cavale, fut arrêté à son tour à la suite d'une perquisition dans un petit appartement situé à quelques pas du palais de justice de Palerme. Outre l'arsenal

classique et de grandes quantités d'argent liquide, on découvrit sur les lieux certains des fameux messages codés de Provenzano, ses *pizzini*. Vers la même époque, déguisé en boulanger de Villabate, Provenzano s'en allait à Marseille pour y subir une opération de la prostate. Ce voyage allait se révéler une grave erreur.

Une percée spectaculaire fut accomplie en novembre 2003 : la police démantela un réseau de taupes – dont un carabinier et un membre de la brigade financière – ayant accès à l'intérieur même du palais de justice à des informations qu'ils transmettaient par le biais de plusieurs intermédiaires au parrain des parrains. « Le Tracteur » semblait toujours savoir quand les autorités étaient sur ses talons ; désormais, les magistrats savaient pourquoi.

En janvier 2005, l'étau se resserra encore avec l'opération *Grande Mandamento* : un millier de policiers et de carabiniers prirent part à l'arrestation de quarante-six personnes appartenant à l'entourage de la Famille mafieuse de Villabate, à l'est de Palerme. Toute la structure logistique de Provenzano venait de tomber.

En février 2005, l'histoire de son opération à Marseille fut révélée, suscitant une grande indignation : le chef mafieux avait même envoyé la facture à la caisse régionale de sécurité sociale pour se faire rembourser. Mais cela permit aux enquêteurs siciliens qui se rendirent à la clinique d'y obtenir de l'ADN du parrain des parrains. Un portrait-robot vieilli et plus précis de l'homme le plus recherché d'Italie fut diffusé peu après.

En octobre 2005, le procureur général Grasso déclara à la télévision qu'environ quatre cent cinquante partisans de Provenzano avaient été arrêtés à ce jour, et des centaines de millions d'euros de biens confisqués : « Cosa Nostra paie au prix fort la période de cavale de Provenzano. » Aussi l'arrestation du « Tracteur » six mois plus tard ne fut-elle pas une surprise pour lui. C'était avant tout, déclara-t-il, le résultat d'un patient travail d'enquête mené notamment par de jeunes policiers si passionnés par leur métier qu'ils firent gratuitement un nombre considérable d'heures supplémentaires.

Rien de tout cela ne put empêcher la rumeur de se répandre. Dans les heures suivant l'arrestation de Provenzano, on s'appliqua à disséquer, pour y trouver des messages secrets, chacun des mots qu'il avait prononcés. « Vous n'imaginez pas le mal que vous êtes en train de faire », aurait-il dit à la police quand elle investit sa cachette. Cela signifiait-il qu'un accord secret avait été brisé ? Voulait-il dire que,

sans lui, Cosa Nostra allait déterrer la hache de guerre et se remettre à assassiner des juges et à poser des bombes dans les villes italiennes ? Ce n'était pas l'avis du principal historien de la Mafia, qui ne voyait là que la classique prétention des parrains à être des éléments de paix dans la société. Les mafiosi répètent les mêmes choses depuis le milieu du XIX[e] siècle.

Puis il y eut cette insulte – « *sbirro* » (sale flic) – qu'aurait criée le fils de Totò Riina à Provenzano lors de son arrivée en prison. On entend souvent dire parmi les observateurs de la Mafia que Provenzano était en fait un informateur des carabiniers, et qu'en janvier 1993 il leur avait vendu Riina pour s'emparer du pouvoir suprême au sein de l'organisation. En échange, les carabiniers auraient tardé à perquisitionner la villa de Riina assez longtemps – dix-huit jours – pour qu'elle soit vidée de toute information dangereuse pour d'autres hommes d'honneur. Selon « Petite main » Giuffrè, ce soupçon est fort répandu parmi les membres de Cosa Nostra.

On sait aujourd'hui que le fils de Riina n'a jamais rien crié à Provenzano. Mais la théorie selon laquelle « le Tracteur » avait des contacts chez les carabiniers reste la moins fantaisiste des innombrables rumeurs qui ont circulé à Palerme à la suite de son arrestation. Le seul problème, c'est qu'en février 2006, l'homme des services secrets et le colonel des carabiniers responsables de l'opération ayant abouti à la capture de Riina en 1993 ont été lavés de tout soupçon par un acquittement retentissant. Selon les juges, l'échec de la perquisition de la villa de Riina à l'Uditore était une erreur et non un crime. Une erreur qui laisse de nombreuses questions sans réponse.

Un régime à base de ricotta et de chicorée ; un lit avec des couvertures mais pas de draps ; guère de possessions à part une bible, des lunettes et des vêtements qui n'auraient pas déparé sur un paysan : au fond de sa cachette, le chef suprême de Cosa Nostra menait une vie pour le moins frugale. L'étendue de la fortune confisquée depuis à ses nombreux intermédiaires lui aurait permis de vivre dans un luxe insolent s'il avait eu la liberté de le faire. Mais selon le procureur Piero Grasso, sa « pauvreté » était aussi un choix tactique et une question d'« éthique mafieuse ». En vivant aussi simplement, « le Tracteur » donnait l'exemple du sacrifice – un geste emblématique

pour un dirigeant, si l'on pense au nombre de parrains détenus dans des conditions plus spartiates encore.

Médiateur, stratège, modèle éthique : Bernardo Provenzano fut tout cela pour Cosa Nostra pendant ses années de direction. Et le 20 juin 2006, il fut avéré qu'il était également l'homme qui avait empêché l'organisation de retomber dans la guerre civile pour la première fois depuis le début des années 1980. Cosa Nostra est elle aussi hantée par l'histoire.

Le matin du 20 juin, une nouvelle opération de police se conclut par l'arrestation de quarante-cinq personnes suspectées d'être des mafiosi, dont beaucoup avaient au moins le rang de chef de Famille. Certains étaient des vétérans du maxi-procès de Falcone et Borsellino : on savait déjà que Provenzano avait placé sa confiance dans les parrains de la vieille garde.

Une part non négligeable des informations qui permirent ces arrestations avait été révélée par le décodage des *pizzini* du « Tracteur ». Le reste venait de dispositifs d'écoute mis en place dans un simple garage en tôle ondulée de viale Michelangelo, dans l'une des *borgate* de l'ouest de Palerme dominées par la Mafia. Ce qu'apprirent les enquêteurs par ce biais, c'est qu'à Palerme, Provenzano avait délégué le pouvoir à deux hommes qui étaient sur le point de déclencher une guerre de succession.

Salvatore Lo Piccolo et Antonio Rotolo étaient bien connus des services de police. Lo Piccolo, en fuite depuis plus de vingt ans, avait été longtemps donné comme le successeur possible de Provenzano. Antonio Rotolo était déjà un allié des Corléonais à l'époque de Luciano Leggio. Il était condamné à la perpétuité au moment de son arrestation, mais après avoir réussi à feindre un infarctus, il avait été autorisé à purger sa peine chez lui. Le garage placé sur écoute par la police avait un mur mitoyen avec le jardin de sa villa – il lui suffisait de sauter par-dessus pour se rendre aux réunions où il lisait à voix haute les *pizzini* du « Tracteur » à ses lieutenants. Les visiteurs réguliers du garage comptaient des hommes chargés des affaires courantes de Rotolo ; leur profil professionnel ne surprendra que ceux qui s'imaginent encore que Cosa Nostra est uniquement peuplée de brutes épaisses : l'un était entrepreneur du bâtiment et l'autre neurologue.

Les écoutes de ces réunions au sommet dans le garage révèlent que Rotolo avait émis l'idée d'assassiner Lo Piccolo depuis un certain temps. Comme il le disait à son ami neurologue : « Lo Piccolo

veut tous nous faire tuer [...] c'est un idiot. [...] La première chose à faire, c'est de lui passer un nœud coulant autour du cou. » Il semble qu'au moment de l'arrestation de Provenzano, Rotolo l'avait déjà prié de l'autoriser formellement à se débarrasser de Lo Piccolo. Rotolo et ses hommes semblaient n'avoir aucun doute sur l'issue de leur requête : ils s'étaient déjà portés acquéreurs de plusieurs bidons d'acide.

Les enquêteurs se sont penchés sur l'histoire de la Mafia pour tenter de comprendre pourquoi Lo Piccolo rendait Rotolo et sa clique si nerveux et pourquoi ils le jugeaient « idiot ». Dans ce cas précis, toute l'affaire se résume à un nom : Inzerillo.

Salvatore Inzerillo, cousin du boss new-yorkais Carlo Gambino, fut l'un des plus gros trafiquants de drogue des années 1970, à la grande époque du trafic transatlantique d'héroïne. En mai 1981, Inzerillo fut abattu juste avant d'avoir pu prendre livraison d'une Alfa Romeo blindée. C'est par ce meurtre et par celui de Stefano Bontate, le « prince de Villagrazia », que les Corléonais inaugurèrent la *mattanza* – le massacre général des hommes d'honneur qui allait leur valoir un pouvoir indiscuté sur Cosa Nostra. À l'époque, Totò Riina ordonna que tout le réseau de parenté d'Inzerillo soit exterminé. Quatorze personnes moururent ; les autres s'enfuirent aux États-Unis. Mais aujourd'hui, un quart de siècle après la *mattanza*, dans la *pax mafiosa* instaurée par Provenzano, les fugitifs commencent à revenir. Et ils ont reçu un accueil chaleureux de la part de Salvatore Lo Piccolo.

Antonio Rotolo est l'un des derniers membres de la direction historique des Corléonais encore en mesure d'exercer les pleins pouvoirs au sein de Cosa Nostra. Il sait donc qu'il est une cible de choix dans le cas d'une éventuelle vengeance du clan Inzerillo. Les microphones dissimulés dans son garage ont révélé ses préoccupations : « S'ils commencent à tirer, je serai le premier visé. » Comme l'a fait remarquer un observateur des affaires mafieuses en Italie, « les fugitifs sont comme des revenants pour les Corléonais ». Et il semble que ces fantômes épient déjà tous les faits et gestes de Rotolo.

La police a donc remporté au cours de ces derniers mois des succès remarquables contre la direction palermitaine de Cosa Nostra. Mais avant même que les médias du monde entier ne convergent vers la Sicile pour couvrir l'arrestation de Provenzano, certains juges

exprimaient leur souci de voir autant d'attention se concentrer sur le parrain des parrains et sur les autres membres de l'aile militaire de Cosa Nostra. À leurs yeux, l'intérêt pour Provenzano « est comme une lampe qui projette une lumière aveuglante sur une face de la planète mafia en plongeant l'autre dans l'ombre ». Par cette métaphore, il faut entendre les avocats, les chefs d'entreprise, les médecins, les financiers, les fonctionnaires et les politiciens corrompus qui ont fait profil bas pendant que Totò Riina menait sa guerre contre l'État italien. Le système mafieux a intégré des figures de ce type depuis ses débuts. Elles sont aujourd'hui de retour pour exercer leur vieille influence sur les affaires de Cosa Nostra.

Le côté ironique de cette affaire, c'est que les *pizzini* saisis au cours de la chasse à Provenzano ont été les meilleures preuves à l'appui de l'avertissement des juges sur la face obscure de la planète mafia. On constate page après page que « le Tracteur » n'avait nul besoin de menacer pour obtenir l'argent de sa protection. Le plus souvent, c'était à lui que l'on venait demander de l'aide. Il y a dans ce système une logique commerciale de fer : les compagnies clientes de Cosa Nostra peuvent obtenir des avantages énormes sur la concurrence, par exemple un accès privilégié aux contrats de travaux publics et la possibilité de disposer rapidement de capitaux. De même, les politiciens clients de la Mafia se trouvent plus facilement désignés par l'appareil de leur parti. La vérité toute crue, c'est que certaines parties de la société sicilienne ont *una voglia di mafia* : une demande ou un désir de mafia (pour reprendre le titre d'un excellent ouvrage récemment paru).

Les pages de faits divers des journaux siciliens évoquent des crimes familiers dans des lieux familiers. Janvier 2006 n'a été qu'un mois parmi d'autres de la *pax mafiosa* – la stratégie d'immersion de Cosa Nostra. Pourtant, de menues histoires de violence et d'intimidation nous parlent chaque semaine d'une force occulte dont les méthodes et la géographie n'ont pas changé depuis un siècle et demi. Le jour de l'an à Borgo Molara, dans ce qui fut la Conca d'Oro de Palerme où la Mafia est née parmi les citronniers, un prêtre antimafia a trouvé ses pneus lacérés et des cartouches jonchant le sol autour de sa voiture. Le 28 janvier, un homme qui s'était livré au racket sans autorisation est mort de ses multiples blessures par balles à Caccamo, autrefois fief électoral de Raffaele Palizzolo, suspect numéro un voici plus d'un siècle dans l'affaire Notarbartolo. Le même jour,

à Corleone, où Bernardino Verro menait déjà contre la Mafia une lutte sans issue avant la Première Guerre mondiale, un syndicaliste a vu sa voiture incendiée dans une manœuvre d'intimidation.

Des épisodes de ce genre ne font pas la une des journaux comme l'arrestation d'un parrain des parrains. Mais à eux tous, ils nous indiquent la plus troublante des réalités : Cosa Nostra garde son territoire bien en main. L'État de l'ombre fait en sorte que la Sicile reste incapable de dire adieu à son passé.

Le système judiciaire n'a pas non plus dormi tranquille au cours des trois dernières années. Des esprits sans repos sont sans cesse convoqués dans les salles d'audience. Des esprits comme celui de Roberto Calvi, le « banquier de Dieu » retrouvé pendu sous le pont de Blackfriars à Londres à l'été 1982. Son affaire a été rouverte en Grande-Bretagne et en Italie en 2003, avec le chef mafieux Pippo Calò pour premier suspect. Les esprits de deux courageux journalistes, Mauro De Mauro, disparu en 1970, et Mario Francese, assassiné à Palerme en 1979. Totò Riina est désormais accusé d'avoir ordonné la mort de De Mauro, et Bernardo Provenzano celui de Francese. L'esprit encore de Vito Ciancimino, « l'arrogant petit escroc corléonais ». Les juges se demandent toujours où a bien pu passer la fortune qu'il a commencé à accumuler durant le « sac de Palerme » dans les années 1950 et 1960. Les esprits, enfin, de juges comme Giovanni Falcone et Paolo Borsellino. L'enquête judiciaire pour établir si, comme le soutiennent certains repentis, Cosa Nostra a consulté des personnalités de la finance et de la politique avant d'assassiner les deux héros n'est pas terminée.

Bien sûr, tout le monde ne tient pas à convoquer les fantômes du passé. S'il y a un homme qui incarne l'histoire ambiguë de l'Italie de l'après-guerre, c'est bien celui qui fut sept fois président du Conseil, « oncle Giulio » Andreotti. En octobre 2004, la Cour de cassation a défini l'image que se fait le système judiciaire italien de la relation de celui-ci avec Cosa Nostra. Andreotti a aidé en toute conscience l'organisation criminelle jusqu'en 1980. Mais cette année-là, le meurtre de l'un de ses collègues de la Démocratie chrétienne l'a amené à briser ces liens. Du fait de la loi de prescription, la coupable implication d'Andreotti avec la Mafia remonte à trop longtemps pour qu'il soit condamné. D'ailleurs, l'Italie a déjà oublié la tache que ce verdict laisse sur la réputation du vieil homme. Au printemps 2006, on a vu un Andreotti souriant apparaître dans une publicité pour un

téléphone portable. Et, comme pour achever sa réhabilitation, il ne lui a manqué qu'une poignée de votes pour être élu président du Sénat.

Peut-être ne faut-il pas s'étonner, devant un tel désir d'oubli de la part du public, que certains rapports judiciaires récents ressemblent à des leçons d'histoire. Prenons le document portant la date du 11 décembre 2004 et le nom de Marcello Dell'Utri, le « fils de pub » assistant du magnat des médias et président du Conseil Silvio Berlusconi. En mille sept cent soixante et onze pages bien argumentées, les juges de l'affaire Dell'Utri expliquent comment Cosa Nostra a lancé dans la péninsule une campagne d'enlèvements au début des années 1970 pour se procurer les capitaux nécessaires au trafic de drogue ; comment elle a cherché à investir les vastes profits de l'héroïne dès le milieu de la décennie ; comment, au début des années 1980, les Corléonais ont exterminé les instances dirigeantes de la Mafia ; et comment, lorsque l'État italien s'est enfin décidé à réagir contre la sauvagerie croissante de Cosa Nostra, les Corléonais se sont mis en quête de nouveaux soutiens politiques.

En rappelant ce parcours historique, les juges avaient un objectif autre que purement académique : il s'agissait d'expliquer pourquoi ils jugeaient Dell'Utri coupable d'avoir fourni « une contribution concrète, délibérée, consciente, spécifique et appréciable au maintien, à la consolidation et au renforcement de Cosa Nostra ». Selon leur rapport, Dell'Utri « a collaboré aux activités de Cosa Nostra » à différents stades de son histoire : ce jour de mai 1974 où il contribua à arranger une rencontre à Milan entre Silvio Berlusconi et Stefano Bontate, alors le *capo* le plus influent de la mafia sicilienne ; au mois de novembre 1993, où son agenda garde la trace de deux rendez-vous avec un mafioso pour discuter d'un accord entre le jeune parti politique Forza Italia et Cosa Nostra ; et jusqu'en mai 1999, quand des hommes d'honneur ont ordonné à leurs gens de voter pour lui aux élections européennes.

Marcello Dell'Utri dit qu'il n'a pas lu le rapport des juges de Palerme. On peut penser qu'il serait en désaccord avec leur version de l'histoire récente de Cosa Nostra, puisqu'il a déclaré un jour que la Mafia n'existait pas. Mais ce qui ne fait aucun doute, c'est que l'ami intime de Berlusconi conteste vivement la vision qu'ont les juges de sa carrière et les neuf ans de prison qu'ils lui ont infligés en conséquence. Son procès en appel contre une sentence qu'il qualifie

d'« entièrement politique » s'est ouvert le 30 juin 2006. Il semble que Silvio Berlusconi qui, selon les juges du premier procès, a subi les extorsions de la Mafia pendant des décennies, pourrait venir témoigner en sa faveur.

Les juges siciliens ne sont toutefois pas les seuls à ressentir un besoin de changement plutôt qu'une envie de mafia, à désirer se souvenir plutôt que d'oublier, à avoir une faim d'informations plutôt qu'un refus de comprendre. Les documentaires télévisés sur la Mafia, réalisés par des journalistes connus, ont une audience restreinte mais fidèle. En novembre 2004, le dernier épisode d'un téléfilm sur la vie de Paolo Borsellino a rassemblé plus de onze millions de téléspectateurs italiens. En 2005, Giusy Vitale, une femme nommée par procuration chef de la Famille Partinico au nom de ses frères, a témoigné contre Cosa Nostra. Son histoire va également faire l'objet d'un film. (Les femmes exerçant un tel pouvoir par procuration sont bien plus rares dans Cosa Nostra que dans les autres organisations criminelles d'Italie, moins hiérarchisées.)

Le matin du 29 juin 2004, les citoyens de Palerme découvrirent un slogan affiché sur tous les murs et tous les réverbères du centre-ville : « Un peuple qui paie l'argent de la protection est un peuple sans dignité. » C'était le début d'un mouvement populaire contre le régime de *pizzo* de Cosa Nostra. *Addiopizzo* regroupe des militants antimafia, des entreprises désireuses de refuser publiquement le racket et des consommateurs désireux de favoriser ces dernières. Le mouvement n'est pas au bout de ses peines : à ce jour, seules cent cinq entreprises de Palerme ont rendu public leur refus de payer le *pizzo*, et pratiquement aucune n'est située dans les *borgate* de la banlieue où Cosa Nostra exerce pleinement son contrôle. Il reste que cette protestation sera une véritable révolution pour la Sicile si elle prend suffisamment d'ampleur. Si vous allez à Palerme, visitez le site Internet d'*Addiopizzo* et ayez à cœur de manifester votre soutien.

L'Italie a désormais de nombreuses organisations prolégalité et antimafia comme *Addiopizzo*. Parmi elles, il convient de mentionner *Libera*, qui a joué un rôle particulièrement important dans la gestion sociale des biens confisqués aux mafiosi. (La loi régulant la confiscation des profits du crime organisé a été remise à jour en 1996 à la suite d'une pétition lancée par *Libera*.) Grâce à cette organisation, un

millier de jeunes Italiens passent leurs vacances d'été à réhabiliter des terres confisquées à la Mafia dans différentes régions d'Italie.

En mai 2006, la présidente honoraire de *Libera* a obtenu un score très honorable aux régionales siciliennes. Son nom à lui seul est une illustration de la présence permanente de l'histoire dans l'île : Rita Borsellino est la sœur de Paolo Borsellino, le juge qui avait préparé le maxi-procès avec Giovanni Falcone et qui fut tué peu après son ami et collègue en 1992. L'adversaire victorieux de Rita Borsellino aux élections régionales siciliennes est Totò Cuffaro, un homme au visage rond et au sourire rayonnant. Selon le parquet de Palerme, Cuffaro appartient à la face obscure de la planète mafia : il entame son second mandat de gouverneur de l'île et il est poursuivi pour avoir des liens avec Cosa Nostra – ce qu'il récuse dans les termes les plus vifs. Mais ce sont ces accusations qui ont poussé Rita Borsellino, une femme discrète ayant peu d'expérience de la vie publique, à s'aventurer dans le nid de serpents de la politique sicilienne.

Il est trop tôt bien sûr pour tirer la moindre conclusion de l'affaire Cuffaro : le gouverneur prédit en confiance qu'il sera jugé innocent. Le résultat de l'élection, en revanche, a été assez clair : Cuffaro l'a emporté par 53 % des votes contre 42 % à Rita Borsellino. Mais il serait simpliste de chercher à lire dans ces pourcentages le degré de *mafiosità* de la Sicile. Le programme de Rita Borsellino ne se limitait pas au combat contre la Mafia, et il y avait bien des raisons légitimes de voter pour Cuffaro – à commencer par l'inexpérience de son adversaire. Pourtant, sa victoire, et plus encore le fait qu'une alliance de partis de centre droit l'ait désigné comme candidat, sont en soi des causes de préoccupation. Toute accusation d'implication avec la Mafia, même provisoire, même si elle se révèle sans fondement, serait un poison électoral dans n'importe quel autre pays européen. En Sicile, ce n'est manifestement pas le cas. C'est avant tout pour cette raison que l'exploration de la face cachée de la planète Mafia doit se poursuivre dans les tribunaux hantés de la Sicile.

Remerciements

Quiconque s'est plongé dans les recherches universitaires faites sur la mafia sicilienne ces quinze dernières années reconnaîtra ce que doit cet ouvrage aux meilleurs experts italiens en la matière. On comprendra que si j'ai choisi de ne pas les mentionner dans le texte c'est dans l'unique souci de ne pas submerger le lecteur non italien sous une avalanche de noms. Ce qui a suscité en moi l'ambition d'écrire ce livre, c'est avant tout l'excitation intellectuelle que m'ont procurée la lecture d'Alessandra Dino, Giovanna Fiume, Diego Gambetta, Rosario Mangiameli, Francesco Renda, Paolo Pezzino, Umberto Santino, et surtout Salvatore Lupo dont *L'Histoire de la Mafia* a bien souvent été ma principale source d'inspiration. J'ai également tiré un grand profit de mes discussions personnelles avec Salvatore Lupo et Giovanna Fiume. J'espère profondément que le résultat leur semblera à la hauteur de nos entretiens.

Mes rencontres avec les juges antimafia Antonino Ingroia, Guido Lo Forte, Gaetano Paci et Roberto Scarpinato m'ont laissé une impression bien plus profonde que ces pages ne le laissent paraître. Francesco Petruzzella et Margherita Pellerano, du palais de justice de Palerme, ont toujours été d'une parfaite amabilité quand j'ai fait appel à leurs compétences.

Nino Blando mérite tout particulièrement ma gratitude : j'ai apprécié son excellente compagnie, la qualité de ses réflexions et l'aide qu'il m'a apportée lors d'un voyage sur le terrain en janvier 2003. Je dois également remercier les parents de Nino pour une merveilleuse journée à Gangi, Ina et Tullio pour l'accueil qu'ils m'ont réservé à Brancaccio, et Pippo Cipriani pour m'avoir offert

bien plus de son temps que je n'étais en droit d'espérer à Corleone – où Rosanna Rizzo a été assez aimable pour partager avec moi les fruits de sa recherche et de son expérience. Je n'aurais pas pu écrire ce livre sans l'hospitalité de divers autres amis en Italie : Marina et Lorenzo à Milan, Hugo, Stefania et Savina à Rome, Igor et Alessandro à Palerme. Mes remerciements aussi à Nick Dines et Antonio Orlando pour l'aide qu'ils m'ont apportée dans le choix des illustrations, et à Alessandro Fucarini, de l'agence Labruzzo, dont les magnifiques photographies méritent une meilleure exposition.

De nombreux amis ont lu des chapitres de ce livre à divers stades de sa rédaction, m'aidant à m'affranchir des conventions de l'écriture universitaire pour trouver un style plus lisible. Je remercie tous ceux-ci pour leur patience : Prue, Lucy, Clara, Rob, Rebecca, Doug, Emma, Nick, Sham, Claire, Dad, Sarah M., Dave, Jackie, Tommo, Jay, Claire H., Sam, Andrew H., Caz, Cat, Uncle John, Andy, Sarah, Charles, Irina, Rosie, Rosa, Naomi. Je suis particulièrement reconnaissant à Radoyka Miljevic et Robert Gordon d'en avoir lu une version complète en fort peu de temps. Sarah Penny a relu les épreuves avec attention. J'ai eu aussi la chance de pouvoir m'appuyer sur la compétence de Mark Donovan, Christopher Duggan, Lucy Riall, Melvyn Stokes et Michael Woodiwiss. Gaia Servadio, Pino Adriano et David Critchley m'ont également fourni de pertinentes informations.

Ombretta Ingrasci a effectué un remarquable travail de recherche iconographique, tout en m'offrant de précieuses suggestions au cours de la rédaction. Je recommande aux lecteurs son fascinant travail sur les femmes et la Mafia.

Depuis que j'ai entamé ce livre, j'ai eu de constantes discussions avec John Foot. Quels que soient ses défauts, *Cosa Nostra* est bien meilleur qu'il ne l'aurait été sans son soutien et ses apports.

Le département d'italien de l'UCL (University College London) et le comité éditorial de *Modern Italy* méritent toute ma gratitude pour m'avoir dégagé du temps pour écrire. Le personnel de la section Humanités de la British Library, amical et professionnel, mérite une massive augmentation de salaire.

Ce fut une joie de travailler avec mes éditeurs chez Hodder – Roland Philipps, Helen Garnons-Williams et Rupert Lancaster. Je remercie particulièrement Helen de son intervention à un stade crucial de la rédaction. Toute l'équipe de Hodder a été un modèle

de professionnalisme et de bonne humeur. Catherine Clarke, mon agent chez Felicity Bryan, m'a accompagné tout au long de l'ouvrage.

Ce livre est dédié à Oscar et Beth.

Tous les efforts ont été faits pour indiquer les détenteurs des copyrights d'ouvrages cités dans ce livre. Les erreurs sont involontaires, et seront corrigées dans les éditions ultérieures pourvu qu'elles soient signalées à l'auteur.

Je voudrais remercier les auteurs suivants pour m'avoir donné l'autorisation de citer leurs travaux : Rubbettino Editore pour la Commission parlementaire d'enquête sur le phénomène de la Mafia et sur des associations criminelles similaires intitulée *Mafia, politica, pentiti* ; Enrico Daglio pour l'entretien avec Andrea Camilleri parue dans *Diario* ; R.C.S. Libri S.p.A. pour Giovanni Falcone et Marcello Padovani, *Cose di Cosa Nostra*, et pour Saverio Lodato, *Venti anni di mafia* ; Tullio Pironti Editore S.r.l. pour Lucio Galluzzo, Franco Nicastro, Vincenzo Vasile, *Obiettivo Falcone* ; Edizioni La Zisa S.r.l. pour Alessandra Dino, *Mutazioni. Etnografia del mondo di Cosa Nostra*, et pour Dino Paternostro, *L'antimafia sconosciuta. Corleone 1893-1993* ; Editori Riuniti pour Corrado Stajano, *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo*.

Bibliographie

Études générales

Les ouvrages suivants ont été mes compagnons tout au long de la rédaction de *Cosa Nostra* :

Aymard, M. et Giarrizzo, G. (éds.), *La Sicilia,* Turin, 1987.

Cancila, O., *Palermo,* Bari, 2000.

Gambetta, D., *The Sicilian Mafia,* Londres, 1993.

Lupo, S., *Histoire de la Mafia des origines à nos jours,* Paris, Flammarion, 1999.

Mangiameli, R., *La mafia tra stereotipo e storia,* Caltanissetta, 2000.

Pezzino, P., *Una certa reciprocità di favori : mafia e modernizzazione violenta nella Sicilia postunitaria,* Milan, 1990.

Pezzino, P., *Mafia : industria della violenza,* Florence, 1995.

Renda, F., *Storia della mafia,* Palerme, 1997.

Santino, U., *La mafia interpretata,* Soveria Mannelli, 1995.

Santino, U., *Storia del movimento antimafia,* Rome, 2000.

Témoignages de repentis

Brusca, G. et Lodato, S., *Ho ucciso Giovanni Falcone,* Milan, 1999.

Buscetta, T. et Arlacchi, P., *Buscetta : la Mafia par l'un des siens,* Paris, éditions du Félin, 1996.

Calderone, A. et Arlacchi, P., *Les Hommes du déshonneur,* Paris, Albin Michel, 1992.

Cancemi, S., *Riina mi fece i nomi di...*, Bolsena, 2002.
Commission parlementaire d'enquête sur le phénomène de la Mafia et autres associations criminelles similaires, *Mafia, politica, pentiti : la relazione del presidente Luciano Violante e le deposizioni di Antonio Calderone, Tommaso Buscetta, Leonardo Messina, Gaspare Mutolo,* Soveria Mannelli, 1993.

Archives

La plus grande partie des archives consultées est répertoriée ci-après avec renvoi aux chapitres concernés. Cependant, les actes de la première commission d'enquête parlementaire ont été d'une grande importance à de nombreuses périodes de l'histoire de la mafia sicilienne :

Commission parlementaire d'enquête sur le phénomène de la Mafia en Sicile, *Documentazione allegata alla relazione conclusiva della Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia,* 34 vols, Rome, 1976-1985 (citée ci-après sous le nom de *Documentazione allegata*).
Testo integrale della Relazione della Commissione Parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia, 3 vols, Rome, 1973.

Journaux et magazines

Avanti! (Milan).
Corriere della Sera (Milan).
Diario (Milan).
Domenica del Corriere (Milan).
Giornale d'Italia (Rome).
Giornale di Sicilia (Palerme).
Illustrazione Italiana (Milan).
L'Ora (Palerme).
La Nazione (Florence).
New York Herald (New York).
Il Precursore (Palerme).
La Repubblica (Rome).

Resto del Carlino (Bologne).
Sicilia Nuova (Palerme).
Il Teatro Illustrato (Milan).
The Times (Londres).
La Tribuna (Rome).
L'Unità (Rome).

Interviews de magistrats antimafia

Antonio Ingroia.
Guido Lo Forte.
Gaetano Paci.
Roberto Scarpinato.

Tous les entretiens se sont déroulés en avril 2002, au palais de justice de Palerme.

Prologue/Introduction/Les hommes d'honneur

Bianconi, G. et Savatteri, G., *L'attentatuni,* Milan, 1998.
Capellani, N., *Vita di Giovanni Verga,* Florence, 1972.
Catanzaro, R., *Il delitto come impresa,* Padone, 1988.
Dino, A., *Mutazioni,* Palerme, 2002.
Falcone, G. et Padovani, M., *Cosa Nostra, Le juge et les « hommes d'honneur »,* Édition°1/Austral, Paris, 1991.
Flury, R., *Pietro Mascagni : a Bio-Bibliography,* Londres, 2001.
Fulvetti, G., « Tra silenzio e collusione », in *Novecento,* 5, 2001.
Lewis, N., *The Honoured Society,* Londres, 1964.
Lo Forte, G., « L'atteggiarsi delle associazioni mafiose sulla base delle esperienze processuali acquisite : la mafia siciliana », document non publié, 1996.
Mascagni, P., *Epistolario,* vol. 1, Lucques, 1996.
Niceforo, A., *L'Italia barbara contemporanea,* Milan, 1898.
Siebert, R., *Le donne : la mafia,* Milan, 1994.
Stille, A., *Excellent Cadavers,* Londres, 1995.

1 – Genèse de la Mafia 1860-1876

Abba, G. C., *Da Quarto al Volturno,* Bologne, 1960.
Alatri, P., *Lotte politiche in Silicia sotto il governo della Destra (1866-74),* Turin, 1954.
Biundi, G., *Dizionario siciliano-italiano,* Palerme, 1857.
Brancati, E. et Muscetta, C., *La letteratura sulla mafia,* Rome, 1988.
Carbone, S. et Grispo, R. (éds.), *L'inchiesta sulle condizioni sociali ed economiche della Sicilia (1875-1876),* 2 vols, Bologne, 1968-9.
Crisantino, A., *Della segreta e operosa associazione,* Palerme, 2000.
D'Alessandro, V., et Giarrizzo, G., *La Sicilia dal Vespro all'Unità d'Italia,* Turin, 1989.
Da Passano, M. (éd.), *I moti di Palermo del 1866 : verbali della Commissione parlamentare di inchiesta,* Rome, 1981.
Davis, J. A., *Conflict and Control,* Londres, 1988.
De Mattei, R., « L'inchiesta siciliana di Franchetti e Sonnino », in *Annali del Mezzogiorno,* 1963.
Di Bella, S., *I mafiusi della Vicaria di Palermo,* Cosenza, 1991.
Dumas, A., *The Garibaldians in Sicily,* Londres, 1861.
Fiume, G., *Le bande armate in Sicilia (1819-1849) : violenza e organizzazione del potere,* Palerme, 1984.
Franchetti, L., *Condizioni politiche e amministrative della Sicilia,* vol. 1 de L. Franchetti et S. Sonnino, *Inchiesta in Sicilia,* 2 vols, Florence, 1974.
Franchetti, L., *Politica e mafia in Sicilia,* Rome, 1995.
Hay, D., *Albion's Fatal Tree : Crime and Society in Eighteenth-Century England,* Harmondsworth, 1975.
La Motta, M., « Le inchieste del 1875-76 nell'opinione pubblica siciliana », in *Nuovi Quaderni del Meridione,* 51-2, 1975.
Loschiavo, G. G., *Cento anni di mafia,* Rome, 1962.
Lupo, S., *Il giardino degli aranci,* Venise, 1990.
Lupo, S., « Nei giardini della Conca d'Oro », in *Italia Contemporanea,* 156, 1984.
Maison, É., *Journal d'un volontaire de Garibaldi,* Paris, 1862.
Mangiameli, R., « Banditi e mafiosi dopo l'Unità », in Mangiameli, R., *La mafia tra stereotipo e storia,* Caltanissetta, 2000.
Maurici, A., *La genesi storica della rivolta del 1866 in Palermo,* Palerme, 1916.

Morvillo, A., *Storia e processo della tortura del sordo-muto Antonio Cappello,* Palerme, 1864.
Nievo, I., *Lettere garibaldine,* Turin, 1961.
Novacco, D., « Considerazioni sulla fortuna del termine "mafia" » in *Belfagor,* 14, 1959.
Onofri, M., *Tutti a cena da don Mariano : letteratura e mafia nella Sicilia della nuova Italia,* Milan, 1995.
Recupero, A., « Ceti medi e "homines novi" : alle origini della mafia », in *Polis,* 1 (2), 198.
Riall, L., *Sicily and the Unification of Italy : Liberal Policy and Local Power, 1859-1866,* Oxford, 1998.
Santino, U., *La cosa e il nome : materiali per lo studio dei fenomeni premafiosi,* Soveria Mannelli, 2000.
Sciascia, L., *La Mer couleur de vin,* Denoël, Paris, 1977.
Sonnino, S., *I contadini in Sicilia,* vol. 2 de L. Franchetti et S. Sonnino, 2 vols, *Inchiesta in Sicilia,* Florence, 1974.
Sonnino, S., *Lettere ad Emilia Peruzzi, 1872-1878,* Pise, 1998.
Thompson, E. P., *Whigs and Hunters : the Origin of the Black Act,* Londres, 1975.
Traina, A., *Nuovo vocabolario siciliano-italiano,* Palerme, 1868.
Trevelyan, G. M., *Garibaldi and the Thousand,* Londres, 1909.
Trevelyan, G. M., *Garibaldi and the Making of Italy,* Londres, 1920.
Turrisi Colonna, N., *Pubblica sicurezza in Sicilia nel 1864,* Palerme, 1988.

2 – La Mafia entre dans le système italien 1876-1890

Alongi, G., *La maffia nei suoi fattori e nelle sue manifestazioni : studio sulle classi pericolose della Sicilia,* Turin, 1886.
Alongi, G., *Manuale di polizia scientifica,* Milan, 1898.
Archives centrales de l'État, Direction générale des Affaires pénales ; divers, 1863-1925, b. 44, f. 558. 1877 : rapports du procureur général au ministre de la Justice.
Atti Parlamentari : Camera dei Deputati, Sessione 1874-75, Rome.
Berselli, A., « Il governo dei moderati e la Sicilia », in *Quaderni del Meridione,* I, 1958.
Bonomo, G., *Pitrè, la Sicilia e i siciliani,* Palerme, 1989.
Buttitta, A., *Ideologie e folklore,* Palerme, 1971.

Caico, L., *Sicilian Ways and Days,* Londres, 1910.
Cardullo, F., *Le vie dello zolfo in Sicilia : storia ed architettura,* Rome, 1991.
Colacino, T., « La Fratellanza : associazione di malfattori », in *Rivista di Discipline Carcerarie,* 5-6, 1885.
Cutrera, A., *La mafia e i mafiosi,* Palerme, 1900.
De Nicolò, M., *Trasformismo, autoritarismo, meridionalismo : il Ministro dell'Interno Giovanni Nicotera,* Bologne, 2001.
Genco, M., *Il Delegato,* Palerme, 1991.
Gentile, G., *Giuseppe Pitrè,* Florence, 1940.
Lestingi, F., « L'associazione della Fratellanza nella provincia di Girgenti », in *Archivio di Psichiatria, Scienze Penali ed Antropologia Criminale,* 5, 1884.
Lombroso, C., *L'uomo delinquente,* 4e édition, Turin, 1889.
Lombroso, C., *La donna delinquente, la prostituta e la donna normale,* Turin, 1893.
Marino, G. C., *L'opposizione mafiosa 1870-1882,* Palerme, 1964.
Pezzino, P., « Stato violenza società : nascita e sviluppo del paradigma mafioso », in Pezzino, P., *Una certa reciprocità di favori : mafia e modernizzazione violenta nella Sicilia postunitaria,* Milan, 1990.
Pezzino, P., « "La Fratellanza" di Favara », in Pezzino, *Una certa reciprocità di favori,* Milan, 1990.
Pitrè, G., *Usi e costumi, credenze e pregiudizi del popolo siciliano,* 4 vols, Palerme, 1889.
Russo, N. (éd.), *Antologia della mafia,* Palerme, 1964.
Seton Watson, C., *Italy from Liberalism to Fascism,* 1870-1925. Londres, 1967.

3 – Corruption en haut lieu 1890-1904

Archives centrales de l'État, DGPS, aa. gg. rr. Atti speciali (1898-1940), b. I, f. I, « Le rapport Sangiorgi ».
Barone, G., « Egemonie urbane e potere local (1882-1913) », in Aymard, M. et Giarrizzo, G. (éds.), *La Sicilia,* Turin, 1987.
Barone, G., « Il tramonto dei Florio », in *Meridiana,* 1991, 11-12, pp. 15-46.

Dizionario Biografico degli Italiani, Rome, 1960 : entrées : famille Florio.
Candela, S., *I Florio,* Palerme, 1986.
De Felice Giuffrida, G., *Maffia e delinquenza in Sicilia,* Milan, 1900.
Ganci, S. M., *Il commissariato civile per la Sicilia del 1896,* Palerme, 1958.
Lentini, R. et Silvestri, P. (éds.), *I Whitaker di villa Malfitano : seminario di studi – Palermo 16 au 16 mars 1995,* Palerme, 1995.
Lupo, S., « "Il tenebroso sodalizio" : un rapporto sulla mafia palermitana di fine Ottocento », in *Studi Storici,* 2, 1988.
Marchesano, G., *Processo control Raffaele Palizzolo & C. Arringa dell'avv. G.M.,* Palerme, 1902.
Nicolosi, P., *Palermo fin de siècle,* Milan, 1979.
Notarbartolo, L., *Memorie della vita di mio padre,* Pistoia, 1949.
Poma, R., *Onorevole alzatevil,* Florence, 1976.
Renda, F., *Socialisti e cattolici in Sicilia (1900-1904),* Caltanissetta, 1972.
Sanderson Whitaker, R., *Whitaker of Hesley Hall, Grayshott Hall, Pylewell Park and Palermo,* Londres, 1907.
Trevelyan, R., *Princes Under the Volcano,* Londres, 1972.

4 - Socialisme, fascisme, Mafia 1893-1943

Andreucci, F. et Detti, T., *Il movimento operaio italiano : dizionario biografico (1853-1943),* Rome, 1976-8.
Anselmo, N., *La terra promessa : vita e morte di Bernardino Verro e del movimento contadino nel feudo,* Palerme, 1989.
Anselmo, N., *Corleone Novecento,* 4 vols : vol. I, Corleone, 1998.
Archives d'État de la ville de Palerme, Prefettura Gabinetto 1906-25, b. 267, fasc. « Omicidio Verro Bernardino », Rapporto del Capitano dei RR. CC., del Delegato di PS. e del Commissario di PS., Corleone, en date du 4 novembre 1915.
Archives d'État de la ville de Pavie, *Carte Mori,* « Relazioni, pubblicazioni, studi e discorsi (8) ».
Blok, A., *The Mafia of a Sicilian Village, 1860-1960 : a Study of Violent Peasant Entrepreneurs,* Oxford, 1974.
Calderone, A. et Arlacchi, P., *Les Hommes du déshonneur,* Paris, Albin Michel, 1992.

Cappellini, A., *Polesani illustri,* Gênes, 1938.
Cararrubea, G., *I fasci contadini e le origini delle sezioni socialiste della provincia di Palermo,* Palerme, 1978.
Cicala, A., « Il movimento contadino in Sicilia nel primo dopoguerra (1919-1920) », in *Incontri Meridionali,* 3-4, 1978.
Colletto, G., *Storia di Corleone,* Siracuse, 1936.
Duggan, C., *Fascism and the Mafia,* Londres, 1989.
Loschiavo, G. G., « Il reato di associazione per delinquere nelle province siciliane », in *100 anni di mafia,* Rome, 1962.
Lupo, S., « L'utopia totalitaria del fascismo (1918-1942) », in Aymard, M. et Giarrizzo, G. (éds.), *La Sicilia,* Turin, 1987.
Mangano, S., *Bernardino Verro socialista corleonese,* Palerme, 1974.
Marchese, A. G., *Inventario corleonese,* Palerme, 1997.
Marino, G. C., *I padrini,* Rome, 2001.
Mori, C., *Tra le zagare oltre la foschia,* Florence, 1923.
Mori, C., *Con la mafia ai ferri corti,* Milan, 1932.
Mori, C., *The Last Struggle with the Mafia,* Londres, 1933.
Paternostro, D., *L'antimafia sconosciuta : Corleone, 1893-1993,* Palerme, 1994.
Paton, W. A., *Picturesque Sicily,* Londres, 1898.
Petacco, A., *Il prefetto di ferro,* Milan, 1975.
Porto, S., *Mafia e Fascismo,* Palerme, 1977.
Raffaele, G., *L'ambigua tessitura,* Milan, 1993.
Renda, F., *I Fasci siciliani (1892-94),* Turin, 1977.
Rizzo, R., *Bernardino Verro e il movimento contadino a Corleone,* thèse non publiée, Université de Palerme, 1998.
Romano, S. F., *Storia dei fasci siciliani,* Bari, 1959.
Rossi, A., *Un italiano in America,* Milan, 1892.
Rossi, A., *L'agitazione in Sicilia,* Milan, 1894.
Spanò, A., *Faccia a faccia con la mafia,* Milan, 1978.

5 – La Mafia s'installe en Amérique 1900-1941

Albini, J. L., *The American Mafia : Genesis of a Legend,* New York, 1971.
Archives d'État de Palerme, Archivio Generale – Questura di Palermo, b. 1584, f. 196, f. 352, rapports de police sur le meurtre de Petrosino.

Asbury, H., *The Gangs of New York,* Garden City, NY, 1928.
Blok, A., *East Side, West Side : Organizing Crime in New York 1930-1950,* Cardiff, 1980.
Carey, A. A., *Memoirs of a Murder Man,* Garden City, NY, 1930.
Deaglio, E., « Se vince lui, ma forse no », entrevue avec A. Camilleri in *Diario*, à consulter sur le site internet suivant : http//www.vigata.org/rassegna_stampa/2001/Archivio/Into9_Cam_mar2001_Diario. Html.
Gabaccia, D. R., *From Sicily to Elizabeth Street : Housing and Social Change among Italian Immigrants, 1880-1930,* Albany, NY, 1984.
Gentile, N., *Vita di capomafia,* Rome, 1993.
Gildeer, R. W., « The housing problem – America's need of awakening », *The American City,* I, 1909.
Haller, M. H., « Illegal enterprise : a theoretical and historical interpretation », in *Criminology,* 28, 2, 1990.
Henderson, T. M., *Tammany Hall and the New Immigrants,* New York, 1976.
Landesco, J., *Organized Crime in Chicago,* Chicago, 1968.
Lawes, L. E., *Life and Death in Sing Sing,* Garden City, NY, 1928.
Lupo, S., « Cose nostre : mafia siciliana e mafia americana », in P. Bevilacqua *et al* (éds.), *Storia dell'emigrazione italiana* ; 3 vols, vol. 2, *Arrivi,* Rome, 2002.
Maas, P., *Les Mémoires de Joseph Valachi,* Paris, le Club français du livre, 1969.
Nelli, H. S., *The Business of Crime : Italians and Syndicate Crime in the United States,* New York, 1976.
Nelli, H. S., *From Immigrants to Ethnics : the Italian Americans,* Oxford, 1983.
Petacco, A., *Joe Petrosino,* Milan, 2001.
Pitkin, T. M. et Cordasco, F., *The Black Hand : a Chapter in Ethnic Crime,* Totowa, NJ, 1977.
Reid, E., *Mafia,* New York, 1964.
Rossi, A., *Impressioni italo-americane,* Rome, 1907.
Rossi, A., « Per la tutela degli italiani negli Stati Uniti », in *Bollettino dell'Emigrazione,* 16, 1904.
Rossi, A., « Vantaggi e danni dell'emigrazione nel Mezzogiorno d'Italia », in *Bollettino dell'Emigrazione,* 13, 1908.
Sciarrone, R., *Mafie vecchie, mafie nuove,* Rome, 1998.
Smith Jr, D. C., *The Mafia Mystique,* New York, 1975.

Sori, E., *L'emigrazione italiana dall'Unità alla seconda guerra mondiale,* Bologne, 1979.
Stokes, M., « The gangster cycle, the impact of the Depression, and cultural struggles of the early 1930s'», in *Le Crime organisé à la ville et à l'écran,* Tours, 2002.
Weissman Joselit, J., *Our Gang : Jewish Crime and the New York Jewish Community, 1900-1940,* Bloomington, 1983.
Woodiwiss, M., *Organized Crime and American Power : a History,* Toronto, 2001.

6 – Guerre et renaissance 1943-1950

Adriano, P., *Indagine conoscitiva dell'Archivio della Commissione Alleata di Controllo – Governo Militare Alleato in Italia,* rapport non publié, 2001.
« Allied to the mafia », documentaire BBC2 *Timewatch,* première diffusion le 13 janvier 1993.
Campbell, R., *The Luciano Project,* New York, 1977.
Casarrubea, G., *Salvatore Giuliano,* Milan, 2001.
Di Lello, G., « La vicenda di Salvatore Giuliano », in Violante, L. (éd.), *La criminalità,* Turin, 1997.
Di Matteo, S., *Anni roventi : la Sicilia dal 1943 al 1947,* Palerme, 1967.
Gaja, F., *L'esercito della lupara,* Milan, 1962.
Harris, C. R. S., *Allied Military Administration of Italy 1943-1945,* Londres, 1957.
Kezich, T., *Salvatore Giuliano,* Rome, 1991.
Lumia, L., *Villalba, storia e memoria,* Caltanissetta, 1990.
Mangiameli, R., « Gabelloti e notabili nella Sicilia dell'interno », in Mangiameli, R., *La mafia tra stereotipo e storia,* Caltanissetta, 2000.
Maxwell, G., *God Protect me from my Friends,* Londres, 1957.
Meyer, K. et Parssinen, T., *Webs of Smoke,* New York, 1998.
Montanelli, I., *Pantheon minore (incontri),* Milan, 1955.
Naro, C., *La chiesa di Caltanissetta tra le due guerre,* Caltanissetta et Rome, 1991.
Pantaleone, M., *Mafia et politique 1943-1962,* Paris, Gallimard, L'Air du temps, 1965.

« Relazione sull'indagine sui casi di singoli mafiosi », in *Testo integrale,* vol. 1.
Renda, F., *Salvatore Giuliano,* Palerme, 2002.
Romano, S. F., *Storia della mafia,* Milan, 1963.
Sicily. Zone Handbook (ministère des Affaires étrangères), Londres, 1943.

7 – Dieu, béton, héroïne et Cosa Nostra 1950-1963

Barrese, O., *Complici,* Milan, 1973.
Biagi, E., *Il Boss è solo,* Milan, 1987.
Bonanno, J., *Un homme d'honneur,* Presses de la Cité, Paris, 1984.
Chubb, J., *Patronage, Power and Poverty in Southern Italy,* Cambridge, 1982.
Farinella, M., *Diario Siciliano,* Palerme, 1977.
Kennedy, R. F., *Robert Kennedy in His Own Words,* Londres, 1988.
Pantaleone, M., *Mafia e droga,* Turin, 1966.
« Relazione sull'indagine sui casi di singoli mafiosi », in *Testo integrale,* vol. 1
Santino, U. et La Fiura, G., *L'impresa mafiosa,* Milan, 1990.
Stabile, F. M., *La Chiesa nella società siciliana,* Caltanissetta, 1992.
Stabile, F. M., *I consoli di Dio,* Caltanissetta, 1999.
Sterling, C., *The Mafia,* Londres, 1990.
Thomas, E., *Robert Kennedy. His Life,* New York, 2000.

8 – La « première » guerre mafieuse et ses conséquences 1962-1969

Blando, N., « Di cosa parliamo quando parliamo di Regime mafioso ? », communication non publiée, 2002.
Deaglio, E., *Raccolto rosso : la mafia, l'Italia e poi venne giù tutto,* Milan, 1995.
Di Lello, G., *Giudici : cinquant'anni di processi di mafia,* Palerme, 1994.
Nisticò, V., *Accadeva in Sicilia,* Palerme, 2001.
« Relazione sull'indagine sui casi di singoli mafiosi », in *Testo integrale,* vol. 1.

Sciascia, L., *Le Jour de la chouette,* Paris, Flammarion, 1964.
« Sentenza, emessa il 22 dicembre 1968 dalla Corte di Assise di Catanzaro, nei confronti di Angelo La Barbera ed altri, imputati di vari omicidi, sequestri di persone, violenza privata ed altri reati », in *Documentazione allegata,* vol. 4, tome 17.
Servadio, G., *Angelo La Barbera : the Profile of a Mafia Boss,* Londres, 1974.
Tranfaglia, N., *Mafia, politica e affari, 1943-2000,* Rome-Bari, 2001.

9 – Les origines de la seconde guerre mafieuse 1970-1982

Anselmo, N., *Corleone Novecento,* 3 vols : vol. 3, Corleone, 2000.
Arlacchi, P., *Mafia Business,* Londres, 1986.
Bartolotta Impastato, F., *La mafia in casa mia,* Palerme, 1987.
Dalla Chiesa, C. A., *Michele Navarra e la mafia corleonese,* Palerme, 1990.
Dino, A., « Ritorno a Mafiopoli », in *Meridiana,* 40, 2001.
Galluzzo, L., Nicastro, F. et Vasile, V., *Obiettivo Falcone,* Naples, 1989.
Parlagreco, S., *L'uomo di vetro,* Milan, 1998.
Pistone, J. D., *Donnie Brasco,* New York, 1989.
Russo Spena, G., *Peppino Impastato : anatomia di un depistaggio,* Rome, 2001.
Santino, U., « Peppino Impastato : la memoria difficile », in *Meridiana,* 40, 2001.
Silj, A., *Il malpaese,* Rome, 1994.
Stajano, C. (éd.), *Mafia : l'atto d'accusa dei giudici di Palermo,* Rome, 1986.
« Testo della requisitoria consegnata alla Commissione dal dottor Giovanni Pizzillo, Procuratore della Repubblica presso il Tribunale di Palermo », in *Documentazione allegata,* vol. 1.
Vitale, S., *Nel cuore dei coralli,* Soveria Mannelli, 2002.

10 – *Terra infidelium* 1983-1992

Caponnetto, A., *I miei giorni a Palermo,* Milan, 1992.
Caruso, A., *Da cosa nasce cosa,* Milan, 2000.

Corte Suprema di Cassazione, *Sentenza sul ricorso proposto da Corrado Carnevale,* Rome, 30 octobre 2002.
Ginsborg, P. (éd.), *Le virtù della Repubblica,* Milan, 1994.
Ginsborg, P., *Storia d'Italia 1943-1996 : Famiglia, Società, Stato,* Turin, 1998.
La Licata, F., *Storia di Giovanni Falcone,* Milan, 2002.
Lodato, S., *Venti anni di mafia,* Milan, 1999.
Pansa, G., *Carte false,* Milan, 1988.
Schneider, P. et J., « Il caso Sciascia », in J. Schneider (éd.), *Italy's "Southern Question",* Oxford, 1998.
Sciascia, L., *La Sicile comme métaphore,* Paris, Stock, 1979.
Sciascia, L., *En future mémoire,* Paris, Fayard, 1993.
Stille, A., *Excellent Cadavers,* Londres, 1995.

11 – Bombes et Immersion 1992-2003

Alajmo, R., *Un lenzuolo contro la mafia,* Palerme [non daté] « Antimafia », numéro hors série de *Meridiana,* 25, 1996.
Buscetta, T. et Lodato, S., *La mafia ha vinto,* Milan, 1999.
Caselli, G. C. et Ingroia, A., *L'eredità scomoda,* Milan, 2001.
Catanzaro, R., « Un anno di svolta nella mafia e nell'antimafia », in S. Hellman et G. Pasquino (éds.), *Politica in Italia 93,* Bologne, 1993.
Deliziosi, F., *Don Puglisi,* Milan, 2001.
Dino, A., « La mafia del Gattopardo », in *Micro Mega,* 4, 2001.
Grasso, P. et Lodato, S., *La mafia invisibile,* Milan, 2001.
Jamieson, A., *The Antimafia : Italy's Fight against Organized Crime,* Londres, 2000.
Lo Forte, G., « L'evoluzione della "politica" di Cosa Nostra dal 1996 ad oggi », article non publié, 2001.
Lupo, S., *Andreotti, la mafia, la storia d'Italia,* Rome, 1996.
Oliva, E., and Palazzolo, S., *L'altra mafia,* Soveria Mannelli, 2001.
Procura di Palermo, Direzione Distrettuale Antimafia, *L'onore di Dell'Utri,* Milan, 1997.
Torrealta, M., *Ultimo,* Milan, 1995.
Torrealta, M., *La trattativa,* Rome, 2002.
Tranfaglia, N., *La sentenza Andreotti,* Milan, 2001.

12 – Ricotta et fantômes : une chronique de Cosa Nostra depuis l'été 2003

« Ecco perché il padrino viveva da povero », *Corriere della Sera*, 15 avril 2006.

Ballavia, A. et S. Palazzolo, *Voglia di mafia. Le metamorfosi di Cosa Nostra da Capaci a oggi*, Rome, 2004. Lors du lancement de ce livre, l'organisation antimafia Cuntrastamu a réalisé un entretien fort éclairant avec le procureur général Piero Grasso. Cet entretien peut être téléchargé sur www.cuntrastumo.org.

Bolzoni, A., « Dagli USA tornano gli "scappati" e adesso tremano i Corleonesi », *La Repubblica*, 21 juin 2006.

Johnson B. Et N. Farrell, « Forza Berlusconi », *The Spectator*, 6 septembre 2003.

Lupo, S., entretien « Zu Binnu ? Non è il superboss », in *Narcomafia*, avril 2006.

Scarpinato, R., « Mafia e potere », article tiré de *Mafie d'Italia del nuovo millennio : analisi e proposte*, minutes du séminaire de formation de *Libera*, juillet 2003, téléchargeable sur www.libera.it.

Tribunal de Palerme. II[e] session pénale présidée par Leonardo Guarnotta. Sentences prononcées à l'encontre de Dell'Utri Marcello et Cinà Gaetano.

Le lecteur trouvera sur les sites internet suivants les meilleures sources d'information sur l'évolution actuelle de la mafia sicilienne :

http://www.antimafiaduemila.com
Le site du magazine *Antimafia 2000.*

http://www.interno.it/dip_ps/dia/home. htm
On trouvera sur ce site les rapports semestriels de la DIA au Parlement.

http://www.addiopizzo.org
Le site de l'association Addiopizzo.

http://www.centroimpastato.it
Le site du Centre sicilien de documentation « Giuseppe Impastato », animé par Umberto Santino et Anna Puglisi.

Les débats de l'actuelle commission d'enquête parlementaire sur la Mafia se trouvent sur le site suivant :

http://www.liberliber.it/biblioteca/i/italia/verbali_della_commissione_parlamentare_antimafia/html/

Notes

Prologue/Introduction/Les hommes d'honneur

1. Falcone et Padovani, p. 43.
2. Buscetta et Arlacchi, p. 35.
3. Falcone et Padovani, p. 51.
4. Buscetta et Arlacchi, p. 156.
5. *La Repubblica*, 15 septembre 1998.
6. Dino, *Mutazioni*, p. 78.
7. Brusca et Lodato, p. 84.
8. Bianconi et Savatteri, p. 280-284.

1 – La genèse de la Mafia 1860-1876

1. Carbone et Grispo, vol. 2, p. 1002.
2. Brusca et Lodato, p. 33.
3. Crisantino, p. 85-86.
4. Turrisi Colonna, p. 43.
5. Turrisi Colonna, p. 47.
6. Sonnino, *Lettere*, p. 231.
7. Da Passano, p. 130-132.
8. Citations de ce paragraphe in Franchetti, *Condizioni*, p. 3-4, 56.
9. Franchetti, *Condizioni*, p. 98.
10. Alatri, p. 95.

2 – La Mafia entre dans le système italien 1876-1890

1. *The Times*, 21 juin 1875.
2. *The Times*, 9 juin 1875.

3. Intervention de Tajani dans *Atti Parlamentari : Camera dei Deputati, Sessione 1874-1875, Discussioni, 11-12 juin 1875.*
4. Pezzino, « Stato : nascita e sviluppo del paradigma mafioso », in Pezzino, *Una certa reciprocità,* p. 112.
5. Carbone et Grispo, vol. 2, p. 1137.
6. Colacino, p. 180.
7. Falcone et Padovani, p. 32.
8. Caico, p. 176-177.
9. Alongi, *La Maffia*, p. 55, 58.
10. Carbone et Grispo, vol. 2, p. 1008.
11. Alongi, *La Maffia,* p. 72-73.
12. Pitrè, vol.2, p. 292.

3 - Corruption en hauts lieux 1890-1904

1. Cancila, p. 237.
2. Archivio Centrale dello Stato, rapport Sangiorgi, p. 117.
3. Rapport Sangiorgi, p. 120-121.
4. Trevelyan, *Princes Under the Volcano*, p. 223.
5. Rapport Sangiorgi, p. 38.
6. Rapport Sangiorgi, p. 137.
7. Rapport Sangiorgi, p. 137.
8. Rapport Sangiorgi, p. 193.
9. Rapport Sangiorgi, p. 37.
10. Rapport Sangiorgi, p. 335-336.
11. Rapport Sangiorgi, p. 1.
12. Barone, « Egemonie urbane », p. 317.
13. *Giornale di Sicilia*, 1er mai 1901.
14. *Resto del Carlino*, 1er octobre 1901.
15. Notarbartolo, p. 276.
16. *Avanti!* 18 novembre 1899.
17. *Avanti!* 18 novembre 1899.
18. Notarbartolo, p. 339.
19. *Avanti!* 24 novembre 1899.
20. *The Times*, 22 décembre 1899.
21. *Avanti!* 28 septembre 1901.
22. *Giornale d'Italia*, 1er août 1902.
23. *The Times*, 1er août 1902.
24. Marchesano, p. 294-295.
25. Lupo, *Histoire de la Mafia* (édition 1996), p. 160.

4 – Socialisme, fascisme, Mafia 1893-1943

1. Rossi, *L'agitazione,* p. 81-82.
2. Paton, *Picturesque Sicily*, p. 179.
3. Rossi, *L'agitazione*, p. 82.
4. Rossi, *L'agitazione,* p. 84.
5. Rossi, *L'agitazione*, p. 86-87.
6. Rossi, *L'agitazione*, p. 84.
7. Rossi, *L'agitazione*, p. 125-126.
8. Paternostro, p. 166.
9. Spanò, p. 44.
10. Spanò, p. 43.
11. *Sicilia Nuova,* 10-11 janvier 1926.
12. Petacco, *Il prefetto*, p. 100.
13. Calderone et Arlacchi, *Les Hommes du déshonneur*, p. 35-36.
14. Porto, p. 22.
15. Lupo, « L'utopia totalitaria », p. 394.
16. *Giornale di Sicilia*, 28-29 juillet 1925.
17. Mori, *The Last Struggle*, p. 22.
18. Marino, *I Padrini*, p. 113.
19. Raffaele, p. 205.
20. Mori, *Con la mafia*, p. 84.
21. Archivio di Stato di Pavia.

5 - La Mafia s'installe en Amérique 1893-1943

1. *New York Herald*, 26 avril 1903.
2. Gilder, p. 34.
3. Reid, p. 131, 139, 143.
4. Carey, p. 120.
5. Nelli, *The Business of Crime.*
6. *New York Herald*, 26 avril 1903.
7. Deaglio, « Se vince lui ».
8. Gentile, *Vita di capomafia*, p. 91.
9. Calderone et Arlacchi, *Les Hommes du déshonneur.*

6 - Guerre et renaissance 1943-1950

1. Pantaleone, *Mafia et Politique*, p. 43.
2. *La Repubblica*, Palerme, 11 juin 2000.
3. « MAFFIA, août-décembre 1943 », Allied Commission Control 10106/143/28 Bob.689C Seat.140, cité dans Adriano, p. 4.

4. *Sicily. Zone Handbook*, part 3.
5. « Allied to the mafia ».
6. Romano, Storia della mafia, p. 302.
7. Marino, *I Padrini*, p. 246.
8. Cité dans Renda, *Salvatore Giuliano*, p. 101-102.

7 - Dieu, béton, héroïne et Cosa Nostra 1943-1950

1. Farinella, p. 25.
2 Cité dans Stabile, *La Chiesa*, p. 265.

8 - La « première » guerre mafieuse et ses conséquences 1962-1969

1. Commission parlementaire d'enquête sur le phénomène de la Mafia en Sicile : *Documentazione allegata,* vol. 5, p. 375-642; p. 375, daté du 29 octobre 1975.

9 - Les origines de la seconde guerre mafieuse 1972-1982

1. Calderone et Arlacchi, p. 91.
2. Galluzzo, Nicastro et Vasile, p. 106.
3. *Ibid.*, p. 107.
4 Vitale, p. 53.
5. Bartolotta Impastato, p. 14.
6. Russo Spena, p. 170.
7. *La Repubblica*, 11 avril 2002.
8. Sterling, p. 295.
9. Pistone, p. 388.
10. Leonardo Messina devant la Commission d'enquête parlementaire, *Mafia, politica, pentiti*, p. 523.
11. Leonardo Messina in Pezzino, *Mafia, op. cit.*, p. 346.
12. Stajano, p. 23.
13. *Ibid.*, p. 19.
14. Gaspare Mutolo devant la Commission d'enquête parlementaire, *Mafia, politica, pentiti*, p. 1232.
15. Buscetta et Arlacchi, p. 213.

10 - *Terra infidelium* 1983-1992

1. La Licata, p. 77.
2. Lodato, p. 107.
3. *Ibid.*, p. 132.

4. Caponnetto, p. 24.
5. *La Repubblica*, 30 septembre 1984.
6. *La Repubblica*, 8 août 1985.
7. Leonardo Sciascia, *La Sicilia*, p. 74.
8. Leonardo Messina devant la Commission d'enquête parlementaire, in *Mafia, politica, pentiti*, p. 542.

11 - Bombes et immersion 1992-2003

1. Lo Forte, entretien avec l'auteur.
2. *La Repubblica*, 26 mai 1992.
3. Dino, *Mutazioni*, p. 183.
4. Gaspare Mutolo répondant aux questions de la Commission d'enquête parlementaire, in *Mafia, politica, pentiti*, p. 1255, 1288.
5. Dino, « La mafia del Gattopardo », p. 206.
6. Scarpinato, entretien avec l'auteur.
7. Leonardo Massina devant la Commission d'enquête parlementaire, in *Mafia, politica, pentiti*, p. 522.
8. Les charges énumérées dans ce paragraphe se trouvent sur le site *La Repubblica*, http:// w.w.w.repubblica.it/online/fatti/utri/accuse.html. Je tends à penser que cet article est un résumé clair et précis.
9. Buscetta et Lodato, p. 14.